

LES RECHERCHES SCIENTIFIQUES

SUR

LA COLONISATION GRECQUE DANS LE PONT-EUXIN

EN BULGARIE, UNION SOVIÉTIQUE, ROUMANIE ET TURQUIE¹

Il y a plus de trente ans, dans sa monumentale *Histoire grecque*², Gustave Glotz écrivait ce qui suit, au sujet de la signification économique du Pont-Euxin : « Les archéologues ont encore fort à faire dans le domaine du Pont-Euxin et il est probable que les fouilles y mettront au jour bien d'autres comptoirs. » Ces paroles du grand savant français constituent un excellent point de départ pour notre leçon sur les recherches scientifiques relatives à la colonisation grecque dans le Pont-Euxin, et plus spécialement celles qui ont été faites dans les pays riverains de la mer Noire. En effet, pendant les trente années en question, on a pu enregistrer un réel progrès dans le domaine de la science historique, dans plusieurs régions côtières de cette mer. Ce progrès ne consiste pas seulement dans la découverte par les fouilles de nouveaux établissements antiques sur le Pont-Euxin, mais aussi dans une méthode nouvelle et plus perfectionnée de les étudier.

Un peu plus loin, mais toujours dans le même passage, Gustave Glotz écrit : « Les établissements de l'Euxin furent uniquement des colonies d'exploitation, séparées les unes des autres par des populations étrangères et souvent ennemies... Il ne saurait donc être question d'union entre les cités grecques du Pont, d'autant plus que les unes étaient de constitution démocratique et que les autres restaient au pouvoir des aristocrates. » Il me semble que les passages cités, et quelques autres aussi dans ce chapitre de l'*Histoire grecque* de Gustave Glotz, exigent aujourd'hui, à la lumière des découvertes épigraphiques et archéologiques des trente dernières années, une mise au point. La thèse que les colonies grecques dans le Pont-Euxin furent uniquement des colonies d'exploitation pourrait être révisée, je pense, grâce aux nouveaux matériaux épigraphiques et archéologiques dont j'utiliserai

1. Texte d'une conférence faite à la Sorbonne en mai 1958.

2. Glotz, *Histoire grecque*, I, p. 170.

une grande partie dans ma leçon d'aujourd'hui. Toutefois, en ce qui concerne les affirmations de Glotz sur la structure politique des colonies grecques dans le Pont-Euxin, dès à présent il faudrait dire que, pendant l'époque classique et hellénistique, la plupart d'entre elles furent des démocraties, au sens que le terme avait dans le cadre de l'antique société esclavagiste grecque, indépendamment du fait que l'on pourrait se demander si l'esclavage dans les colonies grecques du Pont-Euxin avait exactement la même ampleur que dans les grandes métropoles d'Asie Mineure occidentale ou dans la Grèce elle-même.

Une des plus remarquables particularités dans l'étude de la colonisation grecque sur le Pont, c'est la priorité, qui saute aux yeux, des Russes aussi bien avant qu'après la révolution d'Octobre. Ce qui s'explique évidemment par le fait que, à l'exception de la Russie, tous les autres pays riverains de la mer Noire se trouvaient sous la domination turque, certains comme la Roumanie jusqu'au commencement du XIX^e siècle, d'autres comme la Bulgarie jusque vers les années 1870. De ce fait, les pays qui avaient été sous la domination turque ne purent pas former immédiatement après leur libération des cadres suffisamment compétents pour l'étude systématique d'un problème aussi important que l'était celui du développement de la colonisation grecque sur les rives de la mer Noire. Dans la Russie prérévolutionnaire, d'éminents représentants de l'*intelligentzia*, qui comptaient parmi eux bon nombre de gens ayant des relations avec les milieux dirigeants, découvrirent très tôt l'importance des recherches sur la colonisation grecque.

En ce domaine, des représentants éminents de l'aristocratie française jouèrent un rôle de premier plan et parmi eux nombreux étaient ceux qui avaient de larges curiosités culturelles et scientifiques. Après la révolution de 1789, ils trouvèrent un refuge dans la Russie qui fut leur seconde patrie. Parmi ces Français, je mentionnerai seulement les noms du duc de Richelieu, du comte de Langeron, par la suite gouverneur de la Nouvelle-Russie, de Cousinéry, alors consul français à Odessa. C'est à l'initiative de ce dernier que nous devons, par exemple, la création de la première très grande collection numismatique composée de monnaies provenant des colonies grecques de la côte nord du Pont-Euxin. Ces éminents représentants de l'émigration française dans la Russie méridionale de jadis donnèrent donc « d'en haut » l'impulsion aux recherches sur la colonisation grecque dans ces régions et accélérèrent leur rythme. Mais il faut aussi souligner qu'il y eut, en outre, tout un groupe d'intellectuels français émigrés. Certains d'entre eux possédaient une formation assez solide dans le domaine de l'histoire

ancienne et de l'archéologie. Ce groupe a joué un rôle encore plus important, surtout pour la recherche concrète des colonies grecques sur la mer Noire septentrionale. Parmi eux il faut signaler Paul Dubrux, à qui la science doit des croquis, des dessins, des descriptions remarquablement précises de plusieurs colonies. Un autre Français, Blaremborg, a rendu des services semblables à ceux de Dubrux, bien que ses travaux sur la description des ruines antiques dans le Pont-Euxin ne soient pas aussi précis. Il faut, pour l'honneur de la science française, relever que les préoccupations de ses représentants pour l'histoire de la colonisation et de ses vestiges dans le bassin du Pont-Euxin ne se limitèrent pas seulement au Pont-Euxin nord. Je voudrais aussi mentionner que ces préoccupations ne s'éteignirent pas avec la première génération d'érudits, à laquelle appartenait aussi le Français Raoul Rochette, auteur de la première histoire de la colonisation grecque, qui a gardé jusqu'à nos jours une partie de sa valeur scientifique. L'intérêt de la science française pour la colonisation grecque sur les rives du Pont-Euxin resta par la suite en éveil et, pourrait-on dire, s'intensifia pour donner des fruits remarquables à leur époque. Bientôt après, les archéologues et historiens russes de l'Antiquité prolongèrent et développèrent sur une bien plus vaste échelle et avec des résultats plus décisifs encore l'œuvre commencée par les Français. Toutefois, même alors, des savants français, comme Gille qui fut un certain temps conservateur d'une des sections de l'Ermitage et surtout Salomon Reinach, facilitèrent la traduction en français des premières et plus intéressantes recherches de synthèse des Russes dans ce domaine¹.

Les ouvrages que nous avons mentionnés jusqu'ici, et qui en réalité datent de la seconde moitié et surtout de la fin du XIX^e siècle, sont loin d'épuiser les résultats de l'activité féconde des spécialistes russes dans le domaine de l'histoire et de l'archéologie sur les côtes nord du Pont-Euxin. Mais les réalisations les plus remarquables, en particulier les publications des matériaux de leurs synthèses scientifiques, datent

1. J'ai ici en vue trois ouvrages de cette époque. En premier lieu, *Les antiquités du Bosphore cimmérien*, dont le plan avait été esquissé en collaboration avec Gille; ensuite et surtout les livres très intéressants à cette époque du savant russe I. E. ZABELIN, *Antiquités de la Scythie d'Hérodote*, et enfin l'ouvrage monumental de I. I. TOLSTOÏ et P. KONDAKOV, intitulé dans son édition française préparée par Salomon Reinach (Paris, 1891) *Antiquités de la Russie méridionale*, en trois tomes. Dans ce travail de Tolstoï et de Kondakov sont inclus et élaborés aussi les matériaux des deux ouvrages antérieurement cités, et par ailleurs s'y trouve incorporé l'abondant matériel archéologique du Moyen Âge de la Russie méridionale. Dans de nombreux articles publiés par S. Reinach dans la *Revue archéologique* se trouve reflétée, d'une manière vivante et exacte, la signification de toutes les grandes découvertes archéologiques faites sur les côtes septentrionales de la mer Noire.

de la fin du XIX^e siècle et des deux premières décades de notre siècle. Il faut ici rappeler les synthèses monumentales que sont les travaux du grand épigraphiste russe Vassilij Latychev, travaux dans lesquels sont rassemblées et élaborées toutes les inscriptions grecques et latines de la côte nord de la mer Noire connues jusqu'à la fin du XIX^e et jusqu'au début du XX^e siècle (*Inscriptiones antiquae orae septentrionalis Ponti Euxini graecae et latinae*, 1885-1901, t. I, II, IV.) C'est aussi de cette période que datent les travaux du grand savant Michel Rostovtzev qui passa, d'ailleurs, la plus féconde partie de sa vie en émigration. Je pense ici spécialement à son imposante monographie « La Scythie et le Bosphore », connue en Occident par sa traduction allemande, *Scythien und der Bosphorus* (1931), et à son ouvrage de vulgarisation scientifique « L'hellénisme et l'iranisme dans la Russie méridionale », connu en Occident par sa traduction anglaise parue sous le titre *Iranians and Greeks in South Russia* (1921). Des livres les plus significatifs de Rostovtzev parus avant la révolution d'Octobre et relatifs au Pont-Euxin nord, je peux seulement signaler ici encore son ouvrage monumental *La peinture décorative en Russie méridionale pendant l'Antiquité* (texte et atlas, 1913-1914). Pour ne pas passer sous silence les réalisations de quelques-uns des plus éminents archéologues russes d'avant la révolution dans ce domaine, il convient encore de faire les remarques suivantes. Des fouilles et recherches archéologiques, sur une échelle assez vaste et avec une continuité remarquable, eurent lieu sur l'emplacement des plus importantes colonies grecques même pendant la période prérévolutionnaire. De ces fouilles et de ces recherches, je voudrais ici mentionner les recherches systématiques consacrées à la colonie milésienne d'Olbia sur l'estuaire du Boug et du Dnièpr, effectuées sous la direction de l'archéologue russe Pharmakovski, ainsi que les recherches et les fouilles effectuées dans les ruines d'une autre importante colonie grecque, la Chersonèse taurique, sous la direction de K. Kosciusko-Walujinicz et de Loeper. De ce qui a été dit jusqu'à présent au sujet des recherches faites par les érudits russes d'avant la révolution sur la colonisation grecque sur les rives nord du Pont-Euxin, il ressort d'une manière assez convaincante que les grandes réalisations des historiens et archéologues soviétiques, malgré l'ampleur de leurs découvertes et la nouveauté de leurs méthodes, ne sont pas sans rapport avec l'œuvre accomplie avant la révolution.

Tout en reconnaissant et même en soulignant les remarquables réalisations des savants russes d'avant la révolution, il n'est pas possible de passer sous silence quelques faiblesses essentielles de leurs recherches.

Leur vice fondamental réside avant tout en ceci qu'il leur manquait une méthode satisfaisante pour traiter le matériel. On comprend aussi que la plupart d'entre eux se sont trouvés prisonniers d'un matériel énorme et précieux. Dans la plupart des cas, bien qu'ils aient eu en main des monuments extrêmement riches de la culture matérielle et spirituelle, ils ne purent ni complètement découvrir ni formuler exactement leur signification fondamentale et historique.

La grande révolution socialiste d'Octobre en Russie est, en effet, une étape décisive, non seulement dans le domaine de l'économie et de la politique, mais aussi dans le domaine de l'idéologie ou encore, comme on le dit chez nous, dans les formes de la conscience sociale. La révolution d'Octobre, organiquement liée aux sciences sociales auxquelles appartiennent aussi l'histoire de l'Antiquité et l'archéologie, eut une influence particulière sur le développement de ces sciences en Union Soviétique et plus tard, à partir de 1944, dans les pays de démocratie populaire.

Dans les sciences historiques, la révolution d'Octobre eut comme conséquence l'introduction de la méthodologie marxiste-léniniste, ce qui entraîna aussi des modifications structurales dans l'histoire ancienne et l'archéologie. C'est ainsi qu'en Union Soviétique et dans les démocraties populaires l'accent a surtout été mis sur les rapports économiques qui liaient les colonies grecques à l'arrière-pays. Par ailleurs, l'historiographie soviétique et celle des démocraties populaires accordèrent une attention spéciale à l'étude de l'histoire des producteurs de biens matériels, à celle des mouvements populaires et à celle des luttes de classes. Enfin, en ce qui concerne le développement de la colonisation grecque sur les rives du Pont-Euxin, pour les historiens soviétiques et ceux des démocraties populaires, Grecs et Barbares se présentent comme des partenaires égaux dans un processus historique commun. Ce qui précède suffit, je pense, à montrer que l'étude de la colonisation grecque sur les rives du Pont-Euxin a fait un grand pas grâce à une acquisition critique et un développement du riche héritage laissé par la science russe d'avant la révolution. Celle-ci était dans le passé vraiment liée à la science de l'Europe occidentale, bien que, dès avant la révolution, l'étude de l'Antiquité grecque et des problèmes de la colonisation grecque se distinguât par certains traits particuliers qui ont facilité une certaine continuité entre elle et l'historiographie soviétique.

En Bulgarie, l'étude de la colonisation grecque sur les rives du Pont-Euxin fut possible seulement après la libération du joug turc.

Mais, au début, le jeune État bulgare ne disposait presque d'aucun cadre scientifique spécialisé en histoire ancienne et, pour cette raison, non seulement les recherches, mais encore les découvertes et la réunion de nombreux monuments anciens dans le pays furent l'œuvre de savants étrangers. C'est ainsi que la fondation du musée bulgare des Antiquités fut possible grâce à l'activité que déploya en Bulgarie le grand savant tchèque Konstantin Iretchek, qui est l'auteur d'une des meilleurs histoires du peuple bulgare. Il est ici particulièrement important de souligner qu'Iretchek est un des premiers historiens doués d'une autorité internationale qui ait schématisé, en des traits généralement exacts, la colonisation grecque sur les rives occidentales du Pont-Euxin sur la base des sources dont il disposait à cette époque et sur la base de ses observations personnelles sur le Pont-Euxin occidental. Parmi les savants français qui manifestèrent un intérêt particulièrement vif pour la colonisation grecque sur la côte bulgare et roumaine de la mer Noire, il convient de citer le Dr Camille Allard, médecin militaire, qui, à l'époque de la guerre de Crimée, passa un certain temps sur la côte occidentale de la mer Noire et qui réunit, décrivit et édita une série de précieuses inscriptions grecques, qu'il avait trouvées sur les côtes bulgare et roumaine du Pont-Euxin. Les préoccupations historiques et archéologiques d'Allard se manifestèrent dans ses articles pour la revue française d'alors *Le Correspondant*, en 1858, et spécialement dans son livre intitulé *La Bulgarie orientale; souvenirs d'Orient* (Paris, 1863-1864). Tandis qu'Allard, dans ses observations historiques et archéologiques, se limita à la rive ouest du Pont-Euxin, un autre Français, le grand archéologue et épigraphiste Albert Dumont, pénétra profondément dans l'hinterland thrace et accorda dans ses brillantes études une attention spéciale aux monuments écrits de l'ancienne Thrace, et non pas aux colonies grecques fondées sur la mer Noire. Il est évident que la mort qui emporta très tôt Albert Dumont a arrêté ses études sur la colonisation grecque des rives thraces du Pont-Euxin. Mais, en tout cas, les études sur une série de monuments épigraphiques et archéologiques de l'ancienne Thrace gardent encore aujourd'hui une grande partie de leur fraîcheur et leur valeur scientifique. Le savant français Georges Seure a aussi beaucoup contribué à la découverte et à la publication d'une série d'importants monuments antiques des colonies grecques sur la côte bulgare de la mer Noire. Il a principalement permis aux lecteurs d'Occident de les connaître en les publiant dans la *Revue archéologique*, dans la *Revue des études grecques*, dans la *Revue de philologie*, dans la *Revue des études anciennes*. Aux

travaux de G. Seure prit part aussi le consul général de France à Plovdiv (Philippopoli) au début du siècle, Alexandre Degrand, qui était un archéologue expérimenté. Des travaux de Seure, je mentionnerai *Apolonie du Pont*, puis ses études intitulées *Inscriptions grecques du pays des Astiens* et *Inscriptions ignorées du littoral balkanique de l'Euxin*.

Permettez-moi de dire maintenant quelques mots sur l'activité des Français qui étudièrent la rive méridionale de la mer Noire. Il me semble qu'il faut accorder la première place au grand épigraphiste français Louis Robert, qui, après l'Anglais W. Ramsay, grâce à ses nombreuses et merveilleuses études épigraphiques, a éclairé des moments très importants dans le développement de la colonisation grecque sur les rives du Pont-Euxin. Sous ce rapport, l'activité de L. Robert complète d'une heureuse manière les travaux de Franz Cumont, son grand prédécesseur belge, qui publia au commencement de notre siècle ses *Studia Pontica*. Il faudrait aussi citer l'Autrichien F. Miltner, maintenant professeur à Vienne, l'Américain D. Robinson avec ses belles études sur Sinope et le Russe Loeper.

En ce qui concerne l'étude de la colonisation grecque sur les rives du Pont-Euxin, l'histoire ancienne et l'archéologie n'eurent pas le même rythme de développement en Bulgarie et en Roumanie, car les Roumains, libérés plus tôt, réussirent aussi plus tôt à former des cadres scientifiques. Toutefois, au début du siècle, on voit apparaître en Bulgarie des archéologues, des épigraphistes, des historiens de l'Antiquité bien formés. Parmi eux, il convient de citer Gabriel Katzarov, membre de l'Académie des Sciences de Bulgarie et d'autres Académies, qui a aujourd'hui quatre-vingt-quatre ans et qui a abondamment étudié les documents écrits de l'Antiquité grecque, non seulement sur le Pont-Euxin, mais surtout à l'intérieur de la Bulgarie. Dans ce domaine, les Autrichiens devaient aussi apporter leur contribution, en particulier Ernst Kalinka avec son important ouvrage *Monuments antiques en Bulgarie* (Vienne, 1906). Katzarov¹ devait publier une des plus belles hydries en bronze trouvées dans le Pont-Euxin, à Mesembria. Il montra tout ce qu'on pouvait tirer d'une étude de la colonisation grecque pour la connaissance plus approfondie de la Thrace intérieure. A ce sujet est bien significatif l'article de l'encyclopédie Pauly-Wissowa, Μέγας θεός Ὀδυσσεύς², qu'il consacra à l'étude du culte du dieu thrace

1. G. I. KATZAROV, Une découverte à Mesembria, *Bulletin de la Société archéologique bulgare*, II, 1911, p. 308 et suiv. = KATZAROV, Grabfund bei Messembria, *A. M.*, XXXVI, 1911, p. 308-316.

2. KATZAROV, *R. E.*, XV, p. 226-230.

Darzalas qui, un moment, fut la divinité suprême dans le panthéon d'Odessos. Il étudia aussi les relations politiques entre les colonies et les tribus de l'arrière-pays¹.

En Roumanie, les recherches archéologiques sur la colonisation grecque étaient relativement plus avancées que chez nous. Déjà à la fin du XIX^e et au commencement du XX^e siècle, avaient eu lieu en Roumanie de nombreuses et remarquables découvertes épigraphiques et archéologiques sur les cités grecques de la côte roumaine. Tandis que Grégoire Tocilescu s'était occupé de publier de nombreux documents provenant des diverses colonies de cette côte, Vasile Parvan s'occupa surtout des fouilles d'Histria. En outre, au cours de la première guerre mondiale, l'historien et géographe autrichien Jacob Weiss fit le premier essai vraiment fructueux pour donner une vue synthétique de la colonisation grecque en Dobroudja dans son livre *La Dobroudja dans l'Antiquité* publié en 1916 à Sarajevo. Quelques années plus tard, au Congrès international d'histoire qui eut lieu à Bruxelles en 1923, V. Parvan fit un exposé sur « La pénétration hellénique et hellénistique dans la vallée du Danube » (*Académie roumaine, Bulletin de la section historique*, X, 1923, p. 22-47). Dans ce travail, le savant roumain, sur la base de céramiques, de découvertes épigraphiques et numismatiques faites sur la rive gauche du Danube, donne de précieuses observations et quelques conclusions importantes sur la pénétration de la culture grecque sur la rive roumaine du Danube. Néanmoins, aussi bien en Roumanie qu'en Bulgarie, dans les trois premières décades du siècle, les travaux de synthèse manquaient².

A peine un an avant la guerre mondiale, en Bulgarie et en Roumanie, parurent deux études qui montrèrent que, dans les deux pays voisins, le besoin de semblables publications était également ressenti. L'une est mon travail *Contribution à l'histoire économique de la côte ouest de la mer Noire jusqu'à la conquête romaine*³. L'autre étude est le livre du

1. G. I. KATZAROV, Eine neue thrakische Inschrift, *O. Jh.*, XV, 1912, p. 95 et suiv.

2. L'étude d'I. VELKOV, Bemerkungen über die Kolonisation und die Geschichte der griechischen Städte an der bulgarischen Küste des Schwarzen Meeres, *Bulletin de la Société historique bulgare*, XI-XII, 1931-1932, p. 33-53, reprend quelques idées de Weiss sur la Dobroudja dans l'Antiquité. Voir de même, dans l'ouvrage bien connu des numismates allemands BRUN-PICK et K. RINGLING, *Die antiken Münzen Nordgriechenlands*, les introductions historiques concernant les diverses cités grecques. Dans ce domaine, le livre de l'archéologue et historien roumain O. TAFRALI, *La cité pontique de Dionysopolis* (Paris, 1927), représente un essai monographique plus sérieux, mais ne répond pas totalement aux exigences scientifiques.

3. *Bulletin de l'Institut archéologique bulgare*, t. XII, 1938, p. 187-258, avec résumé en allemand.

Roumain Radu Vulpe, spécialiste d'archéologie préhistorique, *Histoire ancienne de la Dobroudja*, qui a pour sous-titre « Connaissance de la terre et de la pensée roumaine » (Bucarest, 1938). La principale insuffisance de la première publication réside en ceci qu'elle contient plus d'« économisme » qu'il n'est nécessaire et donc jette un voile, en quelques points, sur le développement social et historique des colonies grecques dans le Pont occidental. Mais l'œuvre de Vulpe souffre de prolixité, du fait qu'il veut traiter trop de problèmes, et d'un nationalisme étroit, tel que l'auteur se préoccupe surtout de la culture latine en Dobroudja et laisse au second plan la colonisation grecque et sa signification historique.

Entre les deux guerres, les archéologues et historiens s'intéressèrent à la colonisation grecque, principalement sur la côte nord. Ils firent beaucoup d'efforts pour fonder leur science sur une méthodologie nouvelle et dans ce domaine formèrent de jeunes et nouveaux spécialistes. L'œuvre accomplie par l'historien russe et soviétique Serge Jebelov¹, bien connu en Occident, est sous ce rapport typique et significative. Les *Mélanges* récemment édités en son honneur montrent avec quelle méthode systématique ce grand savant a travaillé sur presque toutes les questions jusqu'alors non résolues, en rapport avec la colonisation grecque sur la rive nord du Pont. Il éclaira la question des rapports entre la ville d'Olbia et sa métropole Milet. Une autre étude de Jebelov est un commentaire précieux de la fameuse inscription de Chersonèse taurique, qui contient le serment que firent les citoyens de Chersonèse de préserver la structure démocratique de leur cité des attaques des ennemis de la démocratie. L'article de Jebelov, dans lequel il examine les rapports entre Olbia et le royaume du Pont au temps de Mithridate VI Eupator, n'a pas moins d'importance. Jebelov accordait aussi une sérieuse attention aux phases les plus aiguës des luttes de classe dans les colonies grecques sur la côte nord du Pont, ainsi qu'à la naissance pendant le ^{ve} siècle avant notre ère du royaume du Bosphore. A ce point de vue, son étude publiée non seulement en Union soviétique, mais aussi en France sous le titre *L'abdication de Périssadès et la révolution scythe dans le royaume du Bosphore*, dans la *Revue des études grecques* de 1936, est très significative.

Principalement sous la direction de Jebelov, se développa l'activité des archéologues soviétiques qui étudièrent avec ardeur les sites antiques des plus importantes cités de la rive nord du Pont-Euxin. Les

¹ Serge A. JEBELOV, *La côte nord de la mer Noire, Recherches et études sur l'histoire de la côte Nord de la mer Noire dans l'Antiquité* (Moscou-Léninegrad, 1953).

résultats de ces fouilles, avant la seconde guerre mondiale, sont consignés dans les publications soviétiques suivantes : *Brèves communications de l'Institut pour l'histoire de la culture matérielle, Matériaux et recherches sur l'archéologie de l'U. R. S. S.* (plus de cinquante grands volumes parus jusqu'à présent), *L'archéologie soviétique* (la plus grande revue spécialisée), *Journal d'histoire ancienne* (organe des spécialistes d'histoire ancienne en U. R. S. S., paraissant depuis 1938). La place me manque pour mentionner d'autres publications de valeur qui paraissent dans les diverses républiques de l'Union soviétique.

Pour se faire une idée de l'organisation et du progrès des archéologues et historiens soviétiques dans le domaine de l'histoire ancienne, il suffit, je pense, de mentionner ce fait remarquable que, seulement quelques années après la fin de la guerre, ils purent publier de vastes et solides études comme le *Royaume du Bosphore* de V. Gaidoukevitch (1949), ou bien comme le travail collectif *Les villes antiques du Pont-Euxin nord* publié sous la direction du même V. Gaidoukevitch en 1955, ou comme les brillantes et nombreuses monographies de Vassile Blavatski¹ sur l'art antique, sur l'agriculture, sur le développement de l'art militaire dans les États antiques de ces régions et enfin comme sa monographie monumentale sur l'histoire de la céramique peinte en Grèce. Il faut signaler en outre le grand ouvrage du défunt numismate A. H. Zograf² sur les monnaies antiques dans le Pont-Euxin nord. Des grands ouvrages soviétiques consacrés à la colonisation grecque sur les autres rives du Pont-Euxin, je voudrais mentionner seulement le vaste travail de M^{lle} Marie Maximova³ sur les villes antiques de la côte sud-est, aujourd'hui turque, de la mer Noire, ouvrage qui constitue une contribution essentielle à l'étude d'une région pontique sur laquelle manquaient des publications de synthèse, répondant aux exigences scientifiques d'aujourd'hui. Pour l'étude des colonies grecques sur la rive nord-est du Pont-Euxin, nous possédons une contribution importante, parue récemment : le travail collectif intitulé *Phanagoria*⁴, dans lequel figurent les travaux de recherche effectués par M^{me} Kobylina et ses collaborateurs dans les ruines de l'importante colonie de Phanagoria,

1. V. BLAVATSKI, *L'art sur la côte nord de la mer Noire dans l'Antiquité* (1947) ; *L'agriculture des États antiques sur la côte nord de la mer Noire* (Moscou, 1953) ; *Esquisse sur l'art militaire dans les États antiques du Pont-Euxin nord* (Moscou, 1954) ; *Histoire de la céramique peinte dans l'Antiquité* (Moscou, 1953).

2. A. N. ZOGRAF, *Les monnaies antiques*, dans la série *Matériaux et recherches sur l'archéologie en U. R. S. S.* (Moscou-Léninegrad, 1956).

3. M. MAXIMOVA, *Les villes antiques dans le Pont-Euxin sud-est* (Moscou-Léninegrad, 1955).

4. *Phanagoria*, M. I. A., t. LVII (Moscou-Léninegrad, 1956).

située sur la presqu'île de Taman. On pourrait aussi signaler le travail collectif intitulé *La Grèce antique*, paru en 1956, dans lequel le professeur D. Kallistov, auteur d'une série de monographies sur l'histoire du Pont-Euxin nord, étudie la colonisation dans cette même région¹.

Les savants roumains et bulgares, du fait qu'ils travaillent dans un secteur plus limité, la rive ouest, ne peuvent sans doute pas obtenir des résultats aussi spectaculaires. Toutefois, après l'établissement des régimes de démocratie populaire, l'histoire ancienne et l'archéologie prirent un nouvel essor. Les deux pays se préoccupèrent de former de plus nombreux spécialistes et collaborèrent étroitement avec les spécialistes soviétiques.

Après 1944, j'ai publié une monographie sur la colonisation grecque sur la côte ouest de la mer Noire². Ce livre, bien qu'il présentât d'assez nombreuses insuffisances, éveilla un assez vif intérêt dans les milieux de spécialistes, parce qu'entre autres il intégrait et élaborait presque tous les nouveaux matériaux découverts en Bulgarie et en Roumanie entre les deux guerres, matériel qui jusque-là n'avait été exploité dans aucune monographie de ce genre. Environ cinq années plus tard, l'historienne soviétique M^{me} Blavatska donna sur la même question un ouvrage beaucoup plus conforme à la méthode marxiste-léniniste et y intégra une imposante partie du matériel relatif à l'histoire des Thraces anciens. Parmi les travaux publiés depuis 1944 en Bulgarie, il convient de mentionner la parution de documents épigraphiques, dont l'important décret honoraire de Mesembria en l'honneur d'un prince thrace nommé Sadalas. Son interprétation et sa datation sont encore l'objet de discussions³.

Récemment I. Venedikov, conservateur au Musée archéologique de Sofia, a publié un article sur Apollonie pontique⁴. Parmi les publica-

1. Je pense surtout à D. D. KALLISTOV, *Études sur l'histoire de la côte nord de la mer Noire à l'époque antique* (Léningrad, 1949), et à son exposé de vulgarisation, paru sous le titre *La côte nord de la mer Noire pendant l'Antiquité* (Moscou, 1952).

2. Ch. DANOV, *La rive ouest du Pont-Euxin dans l'Antiquité* (Sofia, 1947).

3. Sur cette inscription, voir Iv. GUELABOV, Une inscription récemment découverte à Nessebar, *Bulletin du Musée national de Bourgas*, t. I, 1950, p. 7-22 ; DANOV, Contribution à l'histoire de la Thrace et du Pont-Euxin occidental depuis la deuxième moitié du III^e siècle jusqu'au milieu du I^{er} siècle avant notre ère, *Annuaire de l'Université de Sofia, Faculté de philosophie et d'histoire*, t. XLVII, 1952, livre II, p. 105-161. Voir aussi G. MIHAÏLOV, Contribution à l'histoire de la Thrace du IV^e au III^e siècle avant notre ère, dans *Mélanges en l'honneur de G. I. Katzarov* (Sofia, 1955), p. 150-165. Voir aussi ma note récemment parue contre les thèses de Mihailov au sujet de cette inscription, dans l'encyclopédie allemande de Pauly-Wissova, article Pont-Euxin, Suppl.-Bd IX.

4. Iv. VENEDIKOV, *Apollonie sur la mer Noire. Découvertes archéologiques en Bulgarie*, Sofia, 1957.

tions épigraphiques, il convient de mentionner comme particulièrement important le travail de G. Mihailov, *Inscriptiones graecae in Bulgaria repertae* (Sofia, 1956), qui fut couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres, il y a un peu plus d'un an.

L'étude de Venedikov mentionnée ci-dessus fait partie en réalité de tout un ensemble d'études similaires, dont certaines sont sous presse. Nous rappellerons aussi les travaux de Théophile Ivanov, conservateur adjoint du Musée archéologique de Sofia, qui a publié quelques articles intéressants sur les plus anciennes trouvailles de céramique grecque en ces parages, c'est-à-dire surtout les fragments de céramique corinthienne qui sont maintenant conservés dans les collections des Musées de Sofia, de Varna et de Bourgas. Aujourd'hui, Th. Ivanov prépare une étude plus vaste sur les céramiques de la nécropole d'Apollonie entre le VI^e et le III^e siècle avant notre ère.

Je noterai aussi les efforts déployés par les musées de province en Bulgarie. A Varna, l'antique Odessos, on a découvert et réuni de nombreuses amphores et timbres amphoriques ; dans le port de Kavarna, on a découvert les ruines de Bizone déjà enfouies sous la mer à l'époque antique. Depuis quelques années, les fouilles se poursuivent à Mesembria parallèlement aux recherches sur les beaux monuments du Moyen Age.

J'ai déjà mentionné les succès enregistrés par nos collègues roumains de l'Université de Bucarest dans leurs recherches sur Histria dont les ruines se trouvent au sud du delta du Danube. Citons en particulier les nombreux articles de M. Émile Condurachi, membre de l'Académie roumaine, directeur du Musée archéologique de Bucarest et professeur à l'Université. Le professeur Pippidi a donné d'importants articles sur les récentes trouvailles épigraphiques d'Histria. Nous citerons aussi le gros volume *Histria* paru en 1954. Et, en 1957, V. Canarache a publié un ouvrage sur les amphores et les timbres amphoriques découverts au cours de fouilles à Histria.

Il faudrait mentionner certaines revues bulgares comme le *Bulletin de l'Institut archéologique bulgare*, l'*Annuaire de l'Université de Sofia*, les publications périodiques de l'Académie des sciences de Bulgarie et les annuaires des trois plus grands musées archéologiques de Bulgarie, ceux de Sofia, Plovdiv et Varna. En Roumanie, outre diverses publications des Universités de Bucarest, Jassi et Cluj, il faut mentionner les *Annales de l'Académie des sciences de Roumanie* et la revue spécialisée *Études et recherches d'histoire ancienne*.

Permettez-moi d'esquisser en quelques mots l'aspect actuel des

chantiers concernant la colonisation grecque sur les rives de la mer Noire. Commençons par Apollonie du Pont qui correspond, par sa situation géographique, à la ville bulgare de Sozopol. Jusqu'à présent, son étude systématique n'a pas été possible, parce que sur ses ruines s'est bâtie la ville modeste, mais pittoresque, de Sozopol. Pour cette raison, nous ne sommes pas à même de nous faire une idée complète de ce que fut l'enceinte fortifiée de la ville, enceinte qui, on le sait d'après Énée le Tacticien, remonte à la fin du ^v^e siècle avant notre ère. Toutefois, un grand nombre de données permettent de conclure que la ville fut une des plus imposantes colonies de Milet sur les rives du Pont-Euxin. La ville avait deux vastes ports. On peut se faire une idée de sa prospérité à la fin du ^{vi}^e siècle et pendant le ^v^e avant notre ère, en considérant que les citoyens purent pendant cette période ériger un temple d'Apollon splendide et imposant, et l'enrichir de la fameuse statue de ce dieu qui fut l'œuvre du ciseau de Calamis. La magnifique stèle funéraire d'Anaxandre fournit un exemple des autres objets d'art qui, à cette époque, embellissaient Apollonie. Enfin il faut rappeler qu'à ce moment ou un peu plus tard la ville put donner naissance à Anchialos, aujourd'hui la ville bulgare de Pomorie. Enfin rappelons que le territoire d'Apollonie, sa *χωρά*, atteignait presque au sud le cap de Thynias (Ineada en Turquie d'Europe) et que vers le milieu du ^v^e siècle avant notre ère y commença la frappe des monnaies¹. De cette manière, nous pouvons supposer que, au temps de sa prospérité économique et culturelle, Apollonie comptait une population d'environ 4 à 4500 habitants, en envisageant seulement la population libre. Des récentes fouilles dans la nécropole d'Apollonie ont toutefois montré que, vers la fin de l'époque classique et pendant l'époque hellénistique, la ville connut une décadence économique qui s'intensifia par la suite avec chaque génération.

Je voudrais m'arrêter encore sur une période qui est caractéristique du développement de presque toutes les grandes colonies grecques sur la rive ouest du Pont-Euxin. Dans ces villes, après la soumission de la Thrace par Philippe II de Macédoine et de l'Asie par Alexandre le Grand, se produisirent des changements sensibles qui peuvent s'observer sur les monuments de la culture matérielle et les objets d'art qui ont été trouvés dans la nécropole d'Apollonie. Dans ces découvertes, se trouve reflété l'affaiblissement progressif des liens entre Apollonie et les autres colonies grecques de la rive du Pont-Euxin, d'une

1. Th. GERASSIMOV, *Bulletin de l'Institut archéologique bulgare*, volume XV, 1946, p. 63.

part, et les grandes métropoles de l'Asie mineure occidentale, et de la Grèce elle-même, d'autre part. Dans les tombes, la qualité des objets importés diminue fortement et même, plus tard, les importations de l'étranger cessent complètement, pour faire place à la production locale. Ce n'est pas par hasard que justement à cette date la production artisanale s'intensifie, non seulement à Apollonie, mais aussi dans les autres *poleis* des rives du Pont-Euxin. Au lieu d'être comme à l'époque classique des intermédiaires pour le placement des produits artisanaux de leur métropole, les cités grecques coloniales s'étaient transformées en d'importants centres de production artisanale.

On peut ainsi dans une grande mesure éclairer ce fait que, depuis ce moment, les colonies des côtes du Pont-Euxin et particulièrement celles de la côte ouest, renforcèrent beaucoup leurs relations avec les populations locales de l'hinterland. C'est un processus qui se remarque d'une manière particulièrement évidente dans les nécropoles des grandes colonies du Pont-Euxin nord, mais il se poursuit aussi dans la nécropole d'Apollonie. Dans celle-ci, à partir de ce moment, on commence à trouver de plus en plus souvent, et en quantités de plus en plus grandes, des objets essentiels de l'art et du costume thraces.

Un autre chantier important de la côte ouest du Pont-Euxin fut sans aucun doute la ville d'Histria, dont l'étude est une des plus remarquables réalisations des historiens et archéologues roumains. Les fouilles et recherches faites au cours des expéditions qui eurent lieu sur l'emplacement de l'ancienne Histria, avec quelques interruptions, de 1914 à 1943, ont mis au jour un nombre imposant de monuments qui se rapportent à la période antique tardive de cette ville, comprise entre l'année 248 de notre ère qui marqua une terrible destruction de la ville et le commencement du VII^e siècle. Au cours de ces fouilles fut déblayé le mur d'enceinte construit pendant les derniers siècles de la domination romaine en Scythie mineure. Dans la construction de ces fortifications, on a pu discerner trois périodes et, à l'intérieur du mur d'enceinte, on a découvert trois basiliques, une construction destinée selon toute vraisemblance à des activités commerciales, et des thermes monumentaux.

A environ 600 mètres au nord-est de la tardive muraille romaine, au cours des quatre expéditions suivantes, les archéologues roumains purent découvrir ce qui fut appelé le secteur X et qui est assez riche en monuments archéologiques provenant de l'époque la plus reculée et de l'époque préromaine. En quelques endroits de ce secteur, on put constater la présence de restes d'habitations construites en pierres et en

briques, provenant d'une période comprise entre le ^{vi}^e et le ⁱⁱⁱ^e siècle avant notre ère. Je remarquerai pour finir que, dans le même secteur, les archéologues roumains, lors de la première expédition, rencontraient, à une profondeur d'environ un mètre, des fondations composées de quelques couches de cendres et d'argile, de même nature et destinées au même usage que dans la ville d'Olbia sur la rive nord du Pont-Euxin. Le temps me manque pour m'arrêter ici sur les intéressantes inscriptions et fragments épigraphiques trouvés lors des fouilles d'Histria, qui jettent une vive lumière sur la situation économique et politique de cette ville à l'époque hellénistique avancée. Mais il n'est pas douteux qu'à la même époque la ville d'Histria fut affectée par une sérieuse crise économique et sociale, caractéristique de toute la société antique. Les céramiques d'origine attique de la fin du ^{vi}^e siècle et du début du ^v^e mettent en lumière l'intensité des rapports économiques qui existaient entre Athènes et Histria, au temps des Pisistratides et après eux. Il est intéressant de noter qu'à partir de la seconde moitié du ^v^e siècle avant notre ère l'importation de céramique à Histria diminue considérablement. C'est un phénomène que les savants roumains expliquent par l'intensification de la production locale qui progressivement commença à soutenir la concurrence avec la céramique importée.

Les fouilles d'Histria n'ont pas encore pu éclairer suffisamment les relations entre les colons grecs et la population indigène de l'hinterland.

Nous finirons cette revue sommaire des chantiers de fouilles par quelques remarques sur Olbia. Construite sur la rive droite de l'estuaire du Boug, l'ancienne cité avait la forme d'un triangle avec une surface de 33 hectares. Dans le territoire urbain d'Olbia, on discerne d'une manière tout à fait claire deux parties principales, à savoir : la haute ville, l'acropole, qui s'élevait au-dessus du liman du Boug à une hauteur de 38 mètres, et la partie basse qui s'étendait auprès de la rivière. Dans l'Antiquité, la ville basse avait une étendue double de celle d'aujourd'hui ; mais la rive de l'estuaire au cours des siècles fut constamment sapée et détruite par les eaux. De cette façon, le môle de l'ancienne Olbia, ou plus précisément ce qu'il en reste, se trouve à environ 100 mètres de la berge. Grâce aux fouilles et aux recherches sur l'emplacement de l'ancienne Olbia, on a pu recueillir suffisamment de détails tant sur la ville elle-même que sur sa nécropole. Les trouvailles dans les diverses parties de la ville, publiées dans les ouvrages qui ont été mentionnés ci-dessus et dans beaucoup d'autres œuvres de vulgarisation, prouvent d'une manière très convaincante que, dès la fin du

vi^e siècle, les citoyens d'Olbia réussirent à donner une large impulsion à toutes les branches de la vie économique. Quand nous parlons de l'économie d'Olbia, nous devons mettre au premier plan l'importance de l'agriculture et en général de l'économie rurale. Les environs proches et lointains de la ville étaient riches en céréales et en bétail. Les besoins sans cesse croissants de la population olbienne et de ses voisins scythes en produits manufacturés provoquèrent le développement de l'artisanat. Il s'agit surtout ici de la production de céramique. Les maîtres potiers d'Olbia produisaient presque toutes les sortes de plats en terre cuite pour la consommation courante ainsi que des céramiques finement travaillées. Parallèlement avec la production de céramique, Olbia connut un développement de l'artisanat métallurgique. Les ateliers d'Olbia étaient surtout fameux pour leurs objets en fer, en bronze et en cuivre. Non moins fameux étaient les ateliers d'armes et les ateliers d'orfèvres et de bijoutiers qui, très tôt, s'adaptèrent aux goûts et aux préférences de la population non grecque. Olbia, Panticapée, Chersonèse taurique, Apollonie, Histria et d'autres colonies grecques sur le rivage du Pont-Euxin, même si elles furent au début conçues comme des colonies d'exploitation, devinrent très vite, comme on le voit, d'importants centres d'agriculture, d'artisanat et de commerce, dont le rôle se fit sentir pendant des siècles dans le cadre du monde antique tout entier.

Ch. DANOV,

Professeur à l'Université de Sofia.

MÉLANGES

LE TRAITÉ DE PÉRÉYASLAV ET L'UNION DE L'UKRAINE AVEC LA MOSCOVIE

En janvier 1654 se réunissait, à Péréyaslav, la Rada (Conseil) des Cosaques, ayant à sa tête l'hetman Bohdan Khmelnitzky¹. Il s'agissait de conclure une alliance avec le tzar de Moscovie, Alexey Michailovitch. Ce dernier était représenté par une grande délégation, avec, à sa tête, le boyard Boutourline. Les pourparlers suivirent leur cours et, finalement, Boutourline exigea que l'hetman et toute la Rada prêtassent serment au tzar de Moscou, celui-ci ayant décidé de prendre l'hetman et son pays sous sa

1. La littérature historique consacrée à l'époque de Bohdan Khmelnitzky et le traité de Péréyaslav est très vaste. Nous ne citerons que les études les plus importantes ou celles que nous avons pu utiliser pour cet article. Sans parler des historiens de la première moitié du XIX^e siècle et des chroniqueurs de l'époque même (XVII^e et XVIII^e siècles), il faut citer l'œuvre classique de N. KOSTOMAROV sur Bohdan Khmelnitzky (trois volumes), bien que cet ouvrage du grand historien ukrainien soit dépassé par des études plus récentes et par une nouvelle et abondante documentation. Actuellement l'histoire de l'époque la plus complète est celle de Michel HROUCHEVSKY, *Histoire de l'Ukraine — Rus'* (IX^e et X^e tomes, en trois volumes).

Les *Études de l'histoire de l'Ukraine* de D. Dorochenko (II^e volume, éd. Varsovie, 1933, en ukrainien) donnent un exposé consciencieux et très objectif de tous les problèmes concernant ce sujet. Très utile, également, son livre sur *l'Historiographie de l'Ukraine* et toute la documentation concernant cette période (*Ohlad ukrainskoï istoriografii*, Prague, 1923).

Citons également les travaux de Viatcheslav LIPINSKI qui écrivait en polonais et en ukrainien (*Ukraina na perelomi*). C'était un historien-publiciste de grand talent dont l'auteur de cette communication ne partage pas toujours les points de vue. Son étude, fondée sur de nombreux documents, prouve que les nobles de l'Ukraine ont participé très activement à l'œuvre gigantesque de Khmelnitzky et elle souligne la tendance de ce dernier à créer une monarchie héréditaire et absolue en Ukraine.

Parmi les ouvrages les plus récents, l'auteur s'appuie souvent sur les excellents exposés d'André YAKOVLIV, *Les traités moscovito-ukrainiens aux XVII^e et XVIII^e siècles* (Varsovie, 1934, en ukrainien), et *Dohovor Bohdana Khmelnitzkoho z Moskojuju 1654* (New-York, 1954, en ukrainien, où sont reproduits tous les documents qui concernent le traité). Citons également un récent ouvrage de O. OHLOBLINE, très intéressant malgré sa brièveté : *Treaty of Pereyaslav* (Toronto-New-York, 1954).

Parmi les ouvrages publiés à l'occasion du tricentenaire du traité en U. R. S. S., le plus important probablement est celui d'un historien très connu J. KRYPIAKÉVICZ, *Bohdan Khmelnytsky* (Kiev, 1954, en ukrainien), mais on ne peut, dans son ensemble, considérer ce livre volumineux (532 pages) comme toujours objectif, au moins dans certains endroits. Il donne, cependant, un excellent tableau de l'état social de l'Ukraine au moment du soulèvement de Khmelnitzky et après ce dernier. L'épopée est présentée avec beaucoup de talent, mais Krypiakévicz idéalise trop le grand hetman et voit en lui le défenseur de la classe paysanne, tandis que, d'après son propre exposé, il l'aurait plutôt trahie. Citons également quelques autres publications tendancieuses : J. YASNITZKI, *Drujba Narodiv S. S. S. R. — Djerelo prodivnania*

haute protection. Dès le début, un accident fâcheux a lieu : avant de prêter serment, Khmelnitzky exige de Boutourline d'en faire autant au nom du tzar, pour garantir les libertés de l'Ukraine. Boutourline accepte de garantir, par écrit, toutes les libertés de l'Ukraine ainsi que sa défense contre ses ennemis, en l'occurrence, contre la Pologne, mais refuse le serment, car le tzar, dit-il, ne prête jamais serment. Ce refus rend perplexe l'hetman et son entourage, mais finalement on accepte la formule de Boutourline, l'arrangement est réalisé *de facto* : le serment n'est prêté que d'un seul côté.

Khmelnitzky et ses collaborateurs ont élaboré les articles d'une convention en stipulant les clauses du traité et en envoyant une délégation à Moscou pour la ratifier. C'est seulement en mars 1654 que le tzar signe plusieurs rescrits donnant satisfaction aux exigences de l'Ukraine.

On peut se demander s'il est possible de parler d'un *Traité de Péréyaslav*, alors que toutes les clauses définitives de cet acte ont été établies à Moscou. Mais le professeur Ohlobline, dans une publication récente, démontre que, ce traité ayant été conçu à Péréyaslav, il est juste qu'il en porte le nom.

Radianskoï Ukraïny (Kiev, 1954, en ukrainien) ainsi que la publication anonyme de l'Académie de Kiev : *Torjessvo idéologii drugy narodiv na Ukraïni* (1953). Rappelons encore la grande publication : *Vozsôledinénie Ukraïny i Rossii* (Moscou, 1954), édition de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S. et de l'Académie de l'Ukraine. Ces trois forts volumes contiennent une documentation abondante, mais choisie dans un but tendancieux. Mentionnons également un défaut flagrant : les documents russes du XVII^e siècle sont transcrits d'après l'orthographe moderne. Mais, outre plusieurs documents déjà connus, cette publication contient des documents inédits — elle est donc très intéressante.

Ce qui frappe le lecteur, ce sont les contradictions qu'on relève entre le texte des documents et les commentaires des auteurs. En beaucoup d'endroits le commentaire présente le document comme donnant « la preuve de la fraternité de deux peuples frères » ; alors qu'aucun document ne justifie cette thèse ; il s'agit toujours de la religion orthodoxe, seule idéologie véritable de l'Union, et de la conclusion du traité de Péréyaslav. D'autre part, les documents russes qui proviennent des confins sud de la Moscovie, des steppes — où rodèrent des Tatares et où l'on invitait les habitants de l'Ukraine à s'installer — les appellent toujours « tcherkassiens » ou bien « lithuaniens », mais jamais « russes ». Dans un de ces textes il est dit en outre que le tzar a permis au « tcherkassien » de se marier avec « une fille russe ».

L'analyse détaillée de cette publication est donnée par M. YAKOVLEV dans un article posthume (il est mort à New-York en 1955 à l'âge de 80 ans) qui se trouve dans *The Annals of the Ukrainian Academy of Arts and Sciences in the U. S.*, vol. IV/1955, New-York. Ce volume, outre l'article déjà mentionné de Yakovlev, contient un autre du même auteur, « Bohdan Khmelnitzky's Treaty with the tzar at Moscow », l'ouvrage de M. Viatcheslav PROKOPOVYCH, *The Problem of the juridical nature of the Ukraine's union with Moscow* (également posthume), l'article de M. John S. RESNETAR, « The significance of the Soviet tercentenary at the Pereyaslav Treaty ». On y trouve enfin un extrait de l'ouvrage du baron Boris NOLDÉ, qui était un des meilleurs connaisseurs de ce problème parmi les juristes russes (*Otcherki rouskogo gosudarstviennogo prava*. Saint-Petersbourg, 1911).

Parmi les ouvrages plus anciens consacrés au traité citons : V. MIKOTINE, *Le traité de Péréyaslav* (Prague, 1929, en russe), L. KUBALA, *Szkice historyczne* (Varsovie, 1923, en polonais) ; R. LACHYCHENKO, *Le traité de Péréyaslav entre l'Ukraine et le tzar de Moscou en 1654* (Prague, 1923, en ukrainien) ; S. NARIJNY, *Le traité de Hadiatch et l'historiographie ukrainienne* (Prague, 1930, en ukrainien).

Le problème du traité a été exposé dans les cours généraux russes consacrés à l'histoire du droit par V. Ségiévitch, A. Filatov, N. Diakonov, N. Korsakov et autres.

Cependant, une autre question a été posée également : le traité de Péreyaslav n'ayant pas été signé simultanément par les deux parties contractantes est-il un vrai traité?

Mais le professeur A. Yakovliev, un des meilleurs spécialistes du problème, estime que c'était là une question de forme seulement : Moscou y suivait l'exemple du traité de Zborov entre le roi de Pologne et le même hetman. D'autre part, avec l'avènement de chaque hetman, les clauses réglant les relations entre les deux pays se renouvelaient chaque fois. Les hetmans proposaient des articles à l'approbation du tzar, ce dernier demandait aussi l'accord du gouvernement ukrainien qui, selon le cas, les acceptait ou les rejetait. Dans tous les cas, la chancellerie de Moscou a toujours considéré *l'arrangement de Péreyaslav comme un vrai traité*¹.

Or la portée de ce traité a été capitale non seulement pour l'histoire de l'Ukraine, mais aussi pour celle de la Moscovie, qui, à partir de ce moment, peut être considérée comme un Empire, bien qu'elle n'ait pris ce titre qu'en 1721.

Cet événement eut aussi une grande répercussion dans tout l'Est européen et surtout en Pologne.

Les théories sur le caractère du traité de Péreyaslav — auquel nous reviendrons — sont multiples : les historiens et juristes ukrainiens, russes et polonais les ont souvent exposées tout en restant presque toujours en désaccord. Nous rappellerons ici une théorie que d'ailleurs nous rejetons catégoriquement : en 1654, il n'était pas question de l'incorporation de l'Ukraine par la Moscovie. Mais au fur et à mesure que le temps passait et que la Moscovie se transforma au XVIII^e siècle en Empire russe, que sa force augmentait — l'Ukraine de son côté ne trouvait pas de pays sur lesquels, le cas échéant, elle aurait pu s'appuyer (affaiblissement de la Turquie, de la Crimée, partage de la Pologne). Ainsi l'incorporation de l'Ukraine dans l'Empire russe devenait imminente. En 1764, Catherine II, malgré la parole « inviolable » donnée par le tzar en 1654, supprima le dernier hetman de l'Ukraine, Kyrylo Razoumovski, et avec lui s'effondrèrent les vestiges de l'autonomie et des libertés en Ukraine.

* * *

Avant d'analyser le traité de Péreyaslav et ses conséquences, il est impossible de ne pas étudier, au moins sommairement, la personnalité de Bohdan Khmelnitzky et son œuvre. C'était une figure pittoresque qui, au point de vue ukrainien, a d'autres mérites que d'avoir conclu ce traité que certains considèrent comme une faute : un homme d'une très grande envergure : un créateur, un guerrier, un homme d'État et un diplomate habile ; un homme très cultivé pour son temps, qui avait fait ses études dans une école jésuite et qui parlait couramment le latin. Il voyagea beaucoup, fut

1. Cf. plusieurs exemples cités par M. YAKOVLEV, *Dohovyr B. Khmelnitzki z Moskovoy*. New-York, 1954, p. 43.

fait prisonnier et resta deux ans en Turquie où il noua des relations qui, ultérieurement, se révélèrent très utiles. Il étudia la vie de cet Empire déjà en décadence. Il fit un voyage à Paris où, semble-t-il, il organisa un détachement de cosaques de 2000 hommes qui prirent part au siège de Dunkerque. Il avait une grande expérience non seulement des choses militaires, mais aussi politiques, ayant observé de près la lutte entre les deux blocs : catholique et protestant. A tout cela s'ajoute un esprit très vif qui le mettait au-dessus de tous ses contemporains. Une grande tâche l'attendait : il a, en effet, recréé un *État ukrainien* dans les conditions les plus difficiles.

L'État de Kiev n'existait plus depuis le XIII^e siècle, mais la vieille et glorieuse tradition était toujours présente à la mémoire du peuple ukrainien. Le successeur de cet État, le royaume de Galitch, disparut au XIV^e siècle. L'Ukraine fut engloutie pacifiquement par la Lithuanie et les représentants du grand prince lithuanien remplacèrent les princes ukrainiens locaux. Le prince lithuanien portait le titre de *Rex Lituanorum et Rutenorum*. Les Ukrainiens, comme les Biélorussiens, jouaient un rôle de premier ordre dans cet État, mais le pouvoir national n'existait pas en Ukraine. Pendant près de quatre-vingts ans — depuis l'Union de Lublin en 1569 jusqu'à la révolution de Bohdan Khmelnyzky — on peut considérer l'Ukraine comme une simple province polonaise.

Une seule force nationale existait — les cosaques de Zaporogue qui formaient une sorte de république libre dans le sud de l'Ukraine. C'est sur cette organisation militaire que s'appuya Bohdan Khmelnyzky. L'armée libre des cosaques jouissait d'une autonomie spéciale et livrait une guerre incessante aux Khans de Crimée et à la puissante Turquie, cette dernière, alors, ennemie acharnée du monde chrétien, guerre qui étonnait et enchantait l'Europe.

Les cosaques de Zaporogue menés par la main de fer de Khmelnyzky lui rendirent de grands services pour combattre la Pologne et créer un nouvel État, mais, après la mort de leur chef, ils se révélèrent dangereux, car ils étaient souvent sous la férule d'habiles démagogues.

Nous savons comment, à cette époque, se développèrent les États modernes, formés sur les débris du féodalisme politique. Sans pouvoir nous attarder sur ce point, nous constatons que tous les éléments qui permirent d'établir les États en Occident manquaient en Ukraine au XVII^e siècle. Dans la mesure où l'on peut établir les règles qui ont régi le développement d'un État dans cette période de l'histoire, nous constatons que Bohdan Khmelnyzky passa outre : malgré tout, il fonda un État. Ainsi il confirma par son activité que contre les nécessités de l'histoire et de ses lois une personnalité puissante peut lutter et imposer sa volonté : le facteur personnel, nous le constatons une fois de plus, n'est pas à négliger.

Khmelnyzky, vieux cosaque issu de la moyenne noblesse, après une longue et brillante carrière militaire, déjà âgé de cinquante-trois ans, vivait paisiblement dans son domaine de Subotiv. Un beau jour il fut victime d'un de ses voisins, Czaplinski ; son domaine fut saccagé, sa femme enlevée. Khmelnyzky chercha justice, elle ne lui fut pas rendue ; finalement on le

jeta en prison, il s'en évada et s'enfuit chez les cosaques de Zaporogue-Sitch, la terre promise de tous les mécontents de l'Ukraine. Les cosaques soumis officiellement au gouvernement polonais sont tantôt ses alliés, tantôt ses ennemis : ils provoquent plusieurs soulèvements sanglants vers la fin du xvi^e siècle et la première moitié du xvii^e, toujours appuyés par les masses paysannes foncièrement hostiles au féodalisme social instauré en Ukraine par les grands magnats polonais. Ces révoltes se terminaient toujours plus ou moins de la même manière : par l'écrasement que leur imposait l'armée polonaise. Mais en 1648 la situation devient menaçante pour la Pologne, car à la tête du mouvement se trouve un chef de génie. Au début Khmelnitzky lutte pour les droits des cosaques et leurs privilèges, puis il devient le promoteur d'une grande révolution sociale, le défenseur de l'église orthodoxe, enfin il se révèle homme d'État. Il doit former, ou plutôt improviser des armées énormes — plus de 300 000 hommes — les équiper, les approvisionner et trouver des munitions.

A plusieurs reprises il a vaincu les magnifiques armées de la Pologne, grande puissance à l'époque. Après sa victoire de Piliawy, à Zamostié, il aurait pu prendre Varsovie, mais il l'épargna, espérant encore s'entendre avec le roi de Pologne.

A Noël 1648, Khmelnitzky fait une entrée victorieuse à Kiev où il est reçu par les ecclésiastiques orthodoxes, les étudiants, les bourgeois, les cosaques et acclamé comme un grand héros, comme un « Prince de la Rus » ressuscitée. Maintenant ce chef d'une révolte devient — psychologiquement du moins — chef d'État et comme tel reçoit de nombreux diplomates étrangers.

Tout en continuant la lutte, il donne à l'Ukraine une administration régulière, organise les tribunaux, les finances et la vie économique. Cet ordre établi par les « cosaques des villes » (qu'il ne faut pas confondre avec les Zaporogues) se révèle efficace et utile pour tout le pays et fonctionne normalement jusqu'à 1764, époque à laquelle Catherine II supprime toutes les libertés de l'Ukraine.

Avant et après le traité de Péréyaslav, Khmelnitzky poursuit des négociations diplomatiques très actives. Avec la Pologne, il est tantôt en guerre, tantôt en pourparlers (souvent clandestins). Cette activité se termine par les traités de Zborov et de Bila-Tzeskva, traités qui ne donnèrent satisfaction ni à l'Ukraine ni à son chef.

Khmelnitzky est également en relation avec le Khan de Crimée, mais ce dernier est tantôt un allié, tantôt un « traître » et un ennemi.

Le sultan de Turquie lui octroie — au moins théoriquement — son protectorat et ils échangent en grande pompe des ambassadeurs. Khmelnitzky entretient aussi des rapports avec la Valachie et la Moldavie et projette même de faire son fils prince de Moldavie ; la mort tragique de celui-ci mit fin à cette entreprise et compromit en général les plans essentiels de Bohdan. Il reçut même une ambassade vénitienne qui l'incita à participer à une croisade contre la Turquie.

A la fin de sa vie il reçut un délégué de l'empereur Léopold, fut en rapport

avec le prince électeur le Margrave de Brandebourg, et avec le roi de Suède, avec lequel son successeur Vyhovsky conclut un traité.

Certes, Bohdan Khmelnitzky ayant été un ennemi de la Pologne, les historiens et les écrivains polonais n'ont jamais été particulièrement favorables ni à sa personne ni à son activité. D'autant plus intéressant est le jugement porté sur lui par un éminent historien polonais, Ludvic Kubala, qui affirme qu'en la personne de Khmelnitzky la Pologne avait « un adversaire de génie ».

« Les étrangers — dit-il — le comparaient à Cromwell ce qui est tout naturel à l'époque où ces deux personnalités attiraient presque exclusivement l'attention de l'Est et de l'Ouest de l'Europe. Tous les deux quittèrent la charrue pour le glaive, se mettant à la tête d'un soulèvement populaire, ils eurent du succès et se moquèrent de la science et de l'expérience des stratèges. Ils organisèrent des armées fortes et avec leur aide (presque en même temps) parvinrent au pouvoir et le gardèrent jusqu'à leur mort. » Mais Kubala trouve que la situation de Khmelnitzky avait été plus difficile que celle de Cromwell : l'armée, les finances, l'économie de l'État, l'administration, la diplomatie, tout était à organiser, à improviser. Il a — dit Kubala — dépassé les hommes de talent jusqu'à un point que cela devient incompréhensible. « Il avait une forte volonté, une main de fer et pouvait sortir de chaque situation avec profit pour lui-même. »

Tel était l'homme qui dut accepter le protectorat du tzar de Moscou et conclure le traité de Péréyaslav. Pourquoi l'a-t-il fait ?

La thèse selon laquelle ce traité consacrait la réunion de deux « peuples frères » ne peut pas être admise. Nous ne pouvons pas discuter ici la question des origines des peuples grandrussien et ukrainien, nous avons déjà dit qu'en tout cas ces deux nationalités étaient séparées depuis l'invasion de Batou en 1240 et jusqu'à la fin du xvii^e siècle. Le sort historique très différent, les influences étrangères si diverses (asiatique à Moscou, occidentale en Ukraine), la nature même de leur pays, si dissemblables par leur climat, leur fertilité et même les aspects de leurs paysages respectifs, tout contribuait à la création de deux types humains très caractérisés, dont le mode de vie et la psychologie s'opposaient l'une à l'autre. Il suffit de voir les effigies de l'époque pour être persuadé de cette dissemblance frappante résidant dans l'aspect physique et aussi dans le costume : solennel, parfois somptueux chez les boyards moscovites ; plus élégant, et surtout plus adapté à la vie tourmentée du pays, aux permanentes alertes guerrières chez les hetmans et les cosaques.

Leur langue également n'était pas la même, car lors du traité de Péréyaslav toutes les lettres de Khmelnitzky devaient être traduites dans les chancelleries de Moscou.

M. Ohlobline et d'autres historiens évoquent des faits intéressants qui caractérisent clairement les sentiments de Khmelnitzky à l'égard de Moscou. Bien avant le traité de Péréyaslav, Khmelnitzky pressait le tzar de l'aider dans sa lutte difficile, mais on hésitait toujours à Moscou, craignant de

rompre avec la Pologne. Alors, à plusieurs reprises, Khmelnitzky menaça le tzar. Ainsi en 1650 il menaça d'agir si l'aide nécessaire ne lui était pas accordée, de dévaster la Moscovie, comme il avait récemment dévasté la Valachie, en concluant une alliance avec les Turcs, les Tartares, les Valaques, les Moldaves et les Hongrois.

Au cours d'un banquet, en automne 1650, en présence d'un ecclésiastique moscovite, Arsène Soukhanov, l'hetman dit : « Personne ne me nuit autant que le tzar moscovite. » En 1651, il jura devant l'icone et en présence de l'envoyé moscovite, Neldov, de déclencher la guerre contre Moscou, en la dévastant encore plus que la Valachie. Il est fort possible que Khmelnitzky nourrissait de tels projets, surtout sous la pression du Khan de Crimée qui le poussait à faire la guerre.

En tout cas, Bohdan avait donné asile au clerc Timothée qui, se disant le fils du tzar Wassili Chouiski, prétendait au trône de Moscou. Quand Moscou avait réclamé son extradition, Khmelnitzky avait refusé.

Il n'est donc pas possible de penser que c'est le désir de s'unir avec le peuple « frère » qui poussa Khmelnitzky à Péréyaslav. Dans la correspondance diplomatique entre l'hetman, le tzar et ses conseillers on évoqua souvent le fait que les deux partis étaient orthodoxes ; mais jamais il n'est question de considérer les Moscovites et les Ukrainiens comme un seul et même peuple.

Les sources ne portent aucune trace d'une telle idée, qui a été formulée beaucoup plus tard, dans des buts politiques.

Quel est donc le mobile qui a poussé Khmelnitzky vers Moscou ?

Était-ce la religion ? Certes, l'Ukraine dans son immense majorité restait orthodoxe et au cours de la première moitié du XVII^e siècle une lutte sanglante et acharnée opposait les Ukrainiens et les Polonais. La Pologne voulait imposer l'Union — reconnaissance de la suprématie du pape — union qui fut réalisée en 1596 à Brest. Souvent les églises orthodoxes furent transformées en églises catholiques unifiées. La hiérarchie orthodoxe fut dissoute et ne fut rétablie que grâce à l'appui de l'hetman Konachevitch-Sahaj-datchny et ceci grâce à l'activité des confréries orthodoxes puissamment soutenues par les cosaques. Ce n'est qu'en 1632, au moment de l'élection du roi de Pologne Vladislav, que cette lutte s'atténua. De son côté, M. Dorochenko dans le second volume de son histoire de l'Ukraine — où il fait une excellente synthèse de cette époque — estime qu'il faut chercher ailleurs les causes du soulèvement de Khmelnitzky et que les historiens d'autrefois ont tort de l'expliquer par la lutte pour l'orthodoxie. Le haut clergé orthodoxe apprécia beaucoup les résultats de l'accord de 1632 et, en 1648, il continua à être très loyal vis-à-vis des autorités polonaises. Le soulèvement de Khmelnitzky ne lui plut guère ; par contre le bas clergé, issu du peuple, le soutenait, mais pour des raisons n'ayant pas un rapport direct avec la religion.

Certes Khmelnitzky soutenait toutes les revendications de l'église orthodoxe, mais la cause essentielle de la révolution et de l'alliance avec Moscou se trouve ailleurs.

D'ailleurs le clergé de Kiev comprit très vite la grande différence entre

l'église orthodoxe de Moscou et celle de l'Ukraine. En 1654 il était hostile à l'obédience au patriarche de Moscou et ne voulut pas prêter serment au tzar — une longue lutte s'engagea à ce sujet dont il sortit vaincu.

Néanmoins la défense de l'Ukraine contre la Pologne catholique fut un bon prétexte pour le tzar ainsi que pour Khmelnitzky, quand il réclama l'alliance.

Mais ce sont des difficultés militaires dans sa lutte pour l'autonomie de l'Ukraine contre la Pologne qui poussèrent, incontestablement, Khmelnitzky vers Moscou. Après de brillantes victoires, il subit aussi des revers. Ainsi en août 1651, à Berestosko, il subit une nette défaite due en partie à la trahison du Khan de Crimée. Cette alliance avec les nomades ennemis séculaires de l'Ukraine était très dangereuse, car les hordes tartares dévastaient non seulement la Pologne, mais en cours de route, l'Ukraine également, ils s'emparaient de nombreux « Jasyr » — c'est-à-dire de prisonniers qu'ils revendaient ensuite comme esclaves. Ce n'est pas seulement à Berestosko que Khmelnitzky fut trahi. L'hetman comprenait très bien que s'il ne contractait pas une alliance avec le Khan, les Polonais la contracteraient à sa place (plus tard il eut des preuves tangibles de cette menace). Pour la jeune république des cosaques, placée au centre du triangle tragique : la Pologne, la Crimée et la Moscovie, il fallait choisir et se décider. L'Ukraine connaissait les deux premières, quant à la Moscovie c'était une *terra incognita* qui par la force des événements l'attirait. D'autre part, comme le soulignent les historiens ukrainiens avec M. Ohlobline, les difficultés intérieures du pays étaient grandes (nous en reparlerons) et la situation économique de l'Ukraine pendant cette guerre ukraïno-polonaise était très précaire.

* * *

Nous avons sous les yeux les clauses du traité envoyées par B. Khmelnitzky à Moscou et la réponse du tzar, adressée sous la forme de rescrit.

Le professeur A. Yakovliv les a reproduites dans son récent livre et en a donné d'excellents commentaires. Les clauses concernent, en majeure partie, la question militaire et la défense de l'Ukraine contre la Pologne. Le but militaire de l'arrangement est donc évident. Pour obtenir une aide indispensable, l'hetman a dû accepter ce protectorat. Comprendait-il le danger qu'entraînait cette alliance pour l'Ukraine? Probablement oui. En tout cas, les libertés et la souveraineté de l'Ukraine paraissent garanties, dans une certaine mesure :

— l'hetman conservait le droit d'entretenir des relations diplomatiques indépendantes, sauf quelques restrictions concernant la Pologne et la Turquie.

— Le traité admet l'élection libre du hetman selon les coutumes d'Ukraine, mais le nouvel élu devait être présenté au tzar.

— L'Ukraine avait droit d'entretenir une armée de 60000 hommes et d'en augmenter le nombre, le cas échéant — aucun paragraphe du traité ne le lui défendait.

D'après les clauses élaborées à Moscou en mars 1654, l'hetman conservait, dit le professeur Yakovliv, toute la plénitude du pouvoir en ce qui concerne les affaires intérieures de l'Ukraine.

Le traité de 1654 non seulement ne réduisit pas le pouvoir de l'hetman, mais au contraire le renforça et le confirma. Au xvii^e siècle, on ne faisait pas encore la distinction entre le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire — dans un État les organes du pouvoir étaient indivisibles. L'hetman gardait donc tout le pouvoir, et le pouvoir de rendre la justice lui était conféré, ainsi qu'à ses juges.

Les libertés et les droits des cosaques et des nobles étaient confirmés pour « l'éternité » par le tzar. Ainsi, ajoute le professeur Yakovliv, les droits du tzar se bornaient à recevoir un tribut en argent et il gardait aussi — au moins théoriquement — le contrôle de certaines relations diplomatiques.

Tout cela est absolument exact. Mais, d'autre part, le traité prévoyait que le tzar pouvait octroyer des terres et des domaines aux grands fonctionnaires de l'Ukraine et à l'hetman lui-même : clause très dangereuse pour l'avenir, car les Ukrainiens de toute condition étaient incités à solliciter les privilèges directement du tzar, ce qui permettait à ce dernier de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Ukraine (bien que le traité de Péréyaslav en garantisse tous les droits).

C'est ce qui arriva effectivement. Du vivant même de Bohdan Khmelnytsky, des démarches de ce genre furent faites par des Ukrainiens. Certains, après sa mort, les villes, les nobles, le clergé, les gens du peuple commandés par des hetmans plus faibles s'adressèrent souvent à Moscou pour demander des gratifications et des faveurs. Faut-il condamner en bloc ces Ukrainiens qui défendaient leurs intérêts particuliers en oubliant ceux du pays?

Leur attitude peut s'expliquer par le fait que le prestige d'un « monarque par la grâce de Dieu » était considérable à l'époque. Le tzar et le roi de Pologne possédaient cette auréole; Khmelnytsky le comprenait et avait projeté de fonder une dynastie en Ukraine. La mort de son fils Thymisch et la sienne propre mirent fin à cette entreprise.

D'autre part la conception du patriotisme au xvii^e siècle n'était pas la même que celle du xix^e ni celle d'aujourd'hui et le concept national et patriotique très fort en Ukraine, à cette époque tragique pour elle, s'accommodait très bien des privilèges octroyés par le tzar.

La politique de Moscou à l'égard des masses paysannes a également joué un rôle de tout premier ordre dans l'affaiblissement de la résistance de l'Ukraine à l'empirisme moscovite.

Au xvii^e et au xviii^e siècle la question paysanne avait une importance particulière pour les pays qui se trouvaient aux confins des steppes. Les difficultés de ce genre existaient en Pologne comme à Moscou. L'idée conductrice que Paul Milioukov développe dans son fameux livre *Études sur la civilisation russe* est que les exigences de l'État n'étaient pas adéquates

aux possibilités de la population : pour échapper aux charges, les paysans gagnaient les steppes devenues plus accessibles depuis la dispersion des hordes tartares.

Cette paysannerie libre, protégée par les cosaques du Don (dont l'histoire n'a rien de commun avec celle des cosaques de l'Ukraine), était souvent agressive et Moscou avait maintes fois subi l'assaut de ces hordes mobiles¹.

Au début de sa révolte, Khmelnitzky défendait surtout les privilèges et les droits des cosaques non seulement de Zaporogue, mais des cosaques établis en Ukraine (sauf sa partie occidentale) en général. Ces cosaques possédaient des terres et formaient des régiments — à ces derniers appartenait autrefois également Khmelnitzky, dignitaire, « sotnyk », d'un régiment de Tchigirine. L'envergure grandiose qu'avait prise cette révolte était due au *soulèvement en masse des paysans* contre les seigneurs polonais : soulèvement qui se déclencha dès que les premiers succès de Khmelnitzky furent connus. Grâce à ces soulèvements et à l'appui unanime des masses paysannes, Khmelnitzky put recruter plusieurs armées — plus de 300000 hommes — chiffre considérable pour l'époque.

L'historien et publiciste ukrainien, V. Lipinski, souligne que Khmelnitzky, dans ses plans en vue de recréer l'État ukrainien, avait été poussé et soutenu uniquement par la noblesse cosaque. En effet, les nobles qui se sont joints à Khmelnitzky lui ont apporté leur culture et furent de bons diplomates et administrateurs du nouvel État. Mais nous croyons que l'envergure que prit l'œuvre de Bohdan Khmelnitzky est due à la masse paysanne qui poussait celui-ci à se considérer comme le vrai maître souverain du pays.

Et pourtant, en concluant, le 18 août 1649, le traité de Zborov avec le roi de Pologne, traité stipulant une large autonomie pour le pays des cosaques, Khmelnitzky n'obtint qu'une amnistie (d'ailleurs non observée) pour les paysans qui devaient revenir chez leurs seigneurs et se soumettre à nouveau au régime féodal. Voilà pourquoi Khmelnitzky tint longtemps secret le traité de Zborov.

Dans maints endroits les paysans se révoltèrent et Khmelnitzky lui-même dut sévir contre eux.

Plus tard, après les revers de Beresteczko, un nouveau traité, celui de « Bila Cerkva », fut conclu le 28 septembre 1651 qui donna encore moins satisfaction au pays. Les seigneurs regagnaient leurs domaines et tâchaient de raver à la terre les paysans, qui continuaient à se révolter un peu partout. Khmelnitzky fut contraint d'ordonner des représailles. Les paysans commencèrent à fuir vers l'est (la rive gauche du Dniepr) et gagnèrent les terres libres aux confins de la Moscovie. La méfiance des paysans était grande et il faut y voir la *cause principale de l'échec que subit Khmelnitzky en voulant recruter une nouvelle grande armée* (à la veille du traité de Péréyaslav). C'est

1. Période trouble, « Smoutnoïé wrémia », au début du xvii^e siècle ; dans la seconde moitié du même siècle, le soulèvement de Stenka Razine et, au xviii^e siècle, Moscou fut terriblement menacé par Pougatchev qui se fit passer pour le tsar Pierre III.

cette cause intérieure que nous avons déjà mentionnée qui obligea Khmelnitzky à aller à Péréyaslav.

Chef d'une révolution sociale, il n'a pas su comprendre qu'il ne s'agissait pas seulement de créer un État, mais de lui donner des bases solides, en s'appuyant sur les paysans : ses vrais alliés. Dans l'est ukrainien, où l'hetman Khmelnitzky et ses successeurs furent les vrais maîtres, les anciens seigneurs féodaux disparurent, mais à leur place surgirent les « starchina », les chefs cosaques et, en partie, la vieille noblesse orthodoxe qui avait les mêmes tendances. Le régime féodal continuait donc sous une forme nouvelle.

Khmelnitzky a donc été incapable de résoudre le problème social. Faut-il s'en étonner ? A l'époque les dirigeants ne concevaient pas d'autre régime que celui de la domination des nobles. Nulle part en Europe on ne pensait aux paysans. En Allemagne, du moins au xvi^e siècle, il était question des revendications des paysans (programme de Heidelberg) pendant les guerres paysannes. Dans la seule Suède, peut-être, les paysans étaient considérés comme un État et siégeaient au parlement à côté des nobles, des bourgeois et du clergé.

Moscou avait très habilement exploité ce mécontentement des masses paysannes, soutenues, surtout après la mort de Khmelnitzky, par les cosaques de Zaporogue. Encore du vivant de Bohdan au moment où son lieutenant Jdanovitch remportait à côté de Raccoczi, maître de la Transylvanie, des succès retentissants en Pologne, le tzar tâchait de diviser le corps expéditionnaire des cosaques. A ces fins il y envoya un « dvorianine » un noble, Jelinbovski, chargé de faire une propagande démagogique : il y réussit pleinement. Le même émissaire poussa à l'insurrection les cosaques à Korsoune commandés par le jeune fils de Khmelnitzky, Juri. Ayant appris cette terrible nouvelle, l'hetman, terrassé par une attaque, décéda le 6 août 1657 à Tehyhyrin.

Avec son successeur Vyhovsky, qui remplaça Juri trop jeune, Moscou continuait son double jeu : d'une part, les clauses du traité de 1654 furent renouvelées, d'autre part, les démagogues, tels que Pouchkar, « colonel » (gouverneur) de Poltava, et Barabache, ataman des cosaques de Zaporogue, furent sournoisement soutenus par Moscou. Mais Vyhovsky en vint à bout et les écrasa. Moscou poursuivait son œuvre : on encourageait la révolte des paysans contre les hetmans et les « starchyna » (chefs cosaques) ; en même temps on octroyait des domaines aux plus fidèles et on les aidait à asservir ces mêmes paysans.

* * *

S'il existait des éléments en Ukraine qui, pour une raison ou une autre, cherchaient le rapprochement avec Moscou, il serait faux de parler d'une « idylle » qui se serait établie entre les deux peuples. Le traité a été, tout au contraire, la cause directe d'une lutte tantôt sourde tantôt ouverte entre les hetmans et les tzars. Aux tendances annexionistes de Moscou, l'Ukraine

opposait une résistance aussi forte que les circonstances le permettaient.

Le premier « résistant » à l'influence moscovite fut certainement Khmelnitzky. D'abord il fut froissé par la tentative des fonctionnaires moscovites de percevoir eux-mêmes le tribut de l'Ukraine (admis dans le traité de Péréyaslav), il y mit fin, en s'opposant avec vigueur à cette pratique. D'autre part, il trouva l'aide militaire apportée par Moscou, soit trop lente, soit inefficace.

Quant au printemps 1655, Khmelnitzky apprit qu'à son insu des pourparlers entre Moscou et le roi de Pologne étaient en cours (à Wilno), il entra dans une colère violente.

Les deux parties contractantes du traité de Péréyaslav semblaient en avoir oublié les clauses. Ainsi le tzar (en mai 1656) déclara la guerre à la Suède, ennemie mortelle de la Pologne. Khmelnitzky de son côté forma une sorte de coalition contre la Pologne où entraient la Suède, la Transylvanie, le Brandebourg, la Moldavie, la Valachie, la Lithuanie et l'Ukraine et lui porta plusieurs coups sensibles. Khmelnitzky ne tenait pas compte des restrictions stipulées par le traité concernant les relations diplomatiques et en entretenait soit avec le Sultan, soit avec le Khan de Crimée, soit avec la Pologne — tout ceci sans avoir rompu officiellement avec Moscou.

Cette rupture eut lieu plus tard, quand son secrétaire d'État et successeur, Ivan Vyhovsky (1657-1659), battit — nous l'avons dit — les démagogues ukrainiens soutenus par Moscou. Le 28 juin 1659, il infligea, sous Khotop, une défaite foudroyante à l'armée du tzar, armée de 100000 hommes commandée par le prince Troubetzkoj. La panique fut si grande parmi les Moscovites qu'on commença à construire des tranchées à Moscou et le tzar dut paraître en deuil devant son peuple.

Le 16 septembre 1658, Vyhovsky avait conclu, à Hadiatch, un traité d'après lequel l'Ukraine, à côté de la Pologne et de la Lithuanie, devenait un État indépendant et souverain uni aux deux autres pays seulement par un roi électif. C'était la riposte directe au traité de Péréyaslav.

Nous n'avons pas la possibilité de nous arrêter à l'étude de cet acte dont les conséquences auraient pu changer la face de l'Est européen, mais s'avérèrent nulles grâce aux intrigues dirigées contre l'hetman. Bien que le traité eût été ratifié et à Varsovie et par Vyhovsky, les chefs populaires ukrainiens, appuyés par les paysans comme toujours oubliés dans le traité et qui craignaient les seigneurs polonais et leur exploitation, forcèrent finalement Vyhovsky à abdiquer.

Alors commence la période de l'histoire de l'Ukraine qui porte le nom de « Rouina », la ruine... La tentative d'entente avec Moscou finissait par un désastre : condamnation et déportation des chefs ukrainiens et même des hetmans.

Le successeur de Vyhovsky, Youri Khmelnitzky (1659-1663), renouvela en 1659 le traité de Péréyaslav, mais rompit bientôt avec Moscou en essayant de s'entendre avec la Pologne. Ce fut également la politique de son successeur l'hetman Teteria (1663-1665), dont les résultats furent néfastes

pour l'Ukraine : le pays se partagea de lui-même en deux parties — la rive gauche et la rive droite du Dniepr.

L'hetman Petro Dorochenko (1666-1676), grand patriote et ennemi mortel de Moscou, réussit pour un moment à unir les deux parties de l'Ukraine. Il chercha le protectorat du Sultan, mais finit par ensanglanter et ruiner complètement la « rive droite » du Dniepr qui se dépeupla...

Par contre l'hetman de la « rive gauche » Bruchovetzki (1664-1668), arrivé au pouvoir grâce aux masses populaires, s'accorda avec Moscou — lui faisant des concessions et obtenant en échange domaines, honneurs, privilèges. Il accepta, ce que ses prédécesseurs refusaient obstinément, l'établissement de garnisons dans plusieurs villes de l'Ukraine. Mais la conduite des chefs moscovites révolta bientôt le peuple qui chassa ces garnisons. Bruchovetzki essaya de prendre la tête de la révolte, il n'y réussit pas et mourut assassiné par ses propres cosaques.

Son successeur Mnochogrychny (1668-1677) se réconcilia avec Moscou. Certains droits abandonnés par Bruchovetzki furent restitués à l'Ukraine. L'hetman, patriote ukrainien, restait « loyal » vis-à-vis de Moscou, faute d'avoir assez de force pour lui résister ; mais, mécontent, il exprimait ouvertement ses sentiments. Ces propos furent connus à Moscou, l'hetman fut arrêté, emmené à Moscou, « jugé », condamné à mort, puis grâcié et finalement déporté en Sibérie.

L'hetman Samoilovitch (1672-1687) voulut continuer la même tactique loyale que son prédécesseur ; il admit même l'obédience de l'église ukrainienne au patriarche de Moscou. Mais il n'approuva pas la politique de cette dernière vis-à-vis de la Pologne et de la Turquie — ce qui lui valut de finir ses jours en Sibérie.

Tout ceci ne prouve-t-il pas qu'une entente entre l'Ukraine et Moscou, énoncée par le traité de Péreyaslav, s'avérait difficile sinon impossible ?

L'épisode le plus connu de cette lutte entre les deux peuples est attaché au nom de l'hetman Ivan Mazepa (1687-1709). Grand seigneur et diplomate habile, il avait fait tout son possible pour défendre les droits de l'Ukraine et s'entendre avec Pierre I^{er}, mais les exigences de ce dernier, ainsi que l'utilisation illégitime des armées cosaques et les souffrances endurées par celles-ci, finirent par exaspérer le vieux hetman et ses chefs cosaques — ils comprirent que les libertés de l'Ukraine étaient en danger. L'histoire de l'alliance de Mazepa avec Charles XII, sa défaite sous Poltava en 1709 sont trop connues pour nous y arrêter plus longtemps, mais les conséquences en furent graves, tant pour Charles XII que pour Mazepa et son pays. Pierre I^{er} fit subir à l'Ukraine des représailles terribles, mais n'osa pas supprimer son autonomie.

L'hetman Ivan Skoropadsky (1708-1722) tâcha de défendre de son mieux les droits de l'Ukraine, mais uniquement par voie diplomatique — tout soulèvement étant impossible.

Pendant plusieurs années (1722-1727), le pouvoir de l'hetman fut confié à une commission mixte où siégeait un nombre égal d'Ukrainiens et de Russes — « Malorossiskaja collégia. »

Puis ce fut l'élection de l'hetman Daniel Apostol (1727-1734), homme sage qui tâcha de relever l'Ukraine économiquement. Le sort de l'Ukraine devenait instable et dépendait des changements des favoris à Pétersbourg. Ainsi sous le règne d'Élisabeth I^{re} la situation en Ukraine s'améliore grâce à son favori, puis mari morganatique — un Ukrainien — Alexis Rasoumovski. Son frère Cyrille, « élu » hetman (1750-1764) malgré son extrême jeunesse, défendit l'Ukraine de son mieux.

L'avènement de l'impératrice Catherine II, type de souveraine « éclairée » et comme tous ces monarques très centralisateurs, fut particulièrement hostile à l'Ukraine et à ses droits, elle mit fin, comme nous l'avons dit précédemment, à l'autonomie de l'Ukraine.

Les Ukrainiens protestèrent, surtout par la voie des « cahiers de doléances » adressés à la fameuse commission créée également par Catherine, mais qui ne leur donna pas de suite. En comparaison avec la lutte acharnée menée par les générations précédentes, ces protestations furent bien faibles. Ceci s'expliqua toujours par la même *opposition des intérêts des États et de l'État*. Les paysans furent asservis. Les villes conservaient encore leur autonomie restreinte et le « droit de Magdebourg ». Quant aux nobles, ils reçurent les mêmes droits que les nobles russes et les paysans, dépendant personnellement de ces seigneurs, devinrent serfs.

Il fallut attendre un siècle et demi — la naissance des idées modernes, démocratique et nationale — pour que le peuple ukrainien puisse agir efficacement contre la suppression de son autonomie.

* * *

Quand on envisage ces événements, la fin, en 1764, de l'État ukrainien créé par Khmelnitzky, suivie de près par la catastrophe de la Pologne et son premier partage en 1772, on constate que le pouvoir absolu et héréditaire des rois de Prusse, de l'Empereur et des autocrates semi-asiatiques de Moscou ont eu le dessus. Les pays libres ont dû s'incliner devant eux, car il convient de considérer comme pays libres l'Ukraine et la Pologne de cette période de l'histoire.

Cette situation était-elle fatale? En effet, les hommes n'ont-ils pas la possibilité de lutter même contre la « nécessité historique »? C'est contre cette « nécessité » que Khmelnitzky a créé son État. Mais il n'a pas su s'élever au-dessus d'une autre « nécessité » en trouvant une solution à la question sociale; la Pologne et ses dirigeants n'ont pas, non plus, trouvé en eux-mêmes la force de rétablir l'autorité de l'État au moment voulu et finalement s'entendre, selon la formule de Hadiatch, avec l'Ukraine et la Lithuanie.

La nécessité historique et la force de certaines lois historiques ont eu raison des faibles tentatives des hommes de s'opposer à elles.

A. CHOULGUINE.

BISMARCK ET LA DIPLOMATIE DE L'EMPIRE

I

Otto Becker, le regretté professeur de l'Université de Kiel, a consacré toute sa vie d'historien à Bismarck. Il a non seulement interrogé les archives prussiennes, mais sollicité celles de la Saxe, de l'Oldenbourg, du Mecklembourg-Schwerin et du Mecklembourg-Strelitz, des villes hanséatiques, des Thuringes (Altenburg, Meiningen, Weimar). Il en a tiré une foule de documents qui renouvellent l'histoire de l'unité allemande. Tantôt ces inédits permettent de concilier des thèses contradictoires, tantôt ils livrent le secret de la pensée de Bismarck ou introduisent le lecteur dans les méandres de négociations diplomatiques infiniment complexes¹. Ce faisant, ils n'infirment pas toujours les positions prises par les historiens qui, récemment, ont insisté sur les responsabilités de Bismarck dans la genèse de cette politique du fait accompli qui triompha au temps de l'impérialisme. L'exemple du chancelier a sans doute obnubilé ses successeurs ; mais ces derniers ont pu ne considérer qu'un aspect, peut-être mineur, de la diplomatie bismarckienne ? Et ne conviendrait-il pas de reporter la responsabilité sur ces épigones plutôt que sur le maître qu'ils invoquaient à tort ? Les recherches de Becker obligent à nuancer les jugements de MM. Eyck, Meinecke ou Schnabel. La brutalité du chancelier, sa passion contre certains adversaires, la haine qui, souvent, lui fit calomnier, déshonorer ou corrompre ceux qui le gênaient et surtout ceux qui menaçaient sa propre position, sont systématiquement voilées par l'auteur. Son argumentation, qui consiste soit à rappeler que les hommes politiques ne sont pas des saints, soit à constater qu'en dernière analyse, l'intérêt de Bismarck se confondait avec celui de l'Allemagne, paraît parfois un peu naïve. Mais l'étendue de ses recherches empêche de classer son livre purement et simplement à la suite des œuvres des choryphées de Bismarck. Becker approfondit et complique tellement l'étude de la politique bismarckienne que son travail devient une des bases désormais indispensables de toute étude sur l'Allemagne depuis 1848.

Son livre est posthume. Le volume publié par M. Alexander Scharff a 963 pages dont 120 de notes et références. Il s'arrête au traité de Francfort. Les deux derniers chapitres, introuvables dans les papiers du défunt, ont été réécrits par M. Scharff. Un second tome est prévu, qui poursuivra l'étude de la diplomatie bismarckienne de 1871 à 1890. Quelques coupures ont été faites dans le début du manuscrit. A juste titre sans doute, car les considé-

1. Otto BECKER, *Bismarcks Ringen um Deutschlands Gestaltung*. Heidelberg, Quelle und Meyer, 1958, in-8°, 963 p.

rations de l'auteur sur l'Allemagne et l'Europe entre 1815 et 1848 évoquent le cours parlé et les considérations développées devant des étudiants allemands, il y a trente-cinq ans, ont perdu beaucoup de leur originalité. Becker, d'ailleurs, écrit long. Son texte, souvent, ressortit autant à l'essai qu'à la relation. Mais il écrit bien ; le talent avec lequel il démêle l'écheveau des combinaisons diplomatiques de Bismarck, permet au lecteur de se plonger sans effort dans l'érudition. Peu d'hommes d'État ont témoigné d'une imagination aussi féconde que le fondateur du Reich. Mais, pour s'en apercevoir, il faut étudier dans le détail chacun de ses multiples projets aux multiples versions. Un article, même développé, ne saurait en rendre compte, et un résumé ne peut pas dispenser de recourir au livre, précisément parce que, négligeant le détail, il risque de rappeler le connu plutôt que de révéler l'inédit.

* * *

La première partie traite en cent pages de la formation politique de Bismarck. L'auteur insiste sur l'évolution morale du jeune homme, sur le sentiment religieux qu'il ne cessera d'invoquer, sur sa conviction que la politique est plutôt un art qu'une science ; l'artiste a besoin d'intuition autant que de connaissances, d'idéal autant que de moyens techniques. Or, note l'auteur, si Bismarck, par la suite, a parfois cédé à la haine, si sa passion l'a entraîné plus loin que l'intérêt de l'Allemagne ne l'exigeait, s'il s'est parfois conduit en démon plutôt qu'en saint, cela n'empêche pas qu'il ait conservé, malgré sa méthode opportuniste, un idéal supérieur et la foi en la volonté divine qui oriente l'évolution du monde. Contre elle, on ne peut s'insurger et toute action politique doit s'y soumettre pour être efficace.

Si l'on considère la situation particulière de la Prusse et de sa monarchie, on constate que les idées de la Révolution française ne lui étaient pas applicables. Pas plus en 1848 qu'en 1793. Si l'Allemagne était une nation, la Prusse n'était qu'un État dont la dynastie formait la colonne vertébrale. L'hostilité de Bismarck à la Révolution ne s'explique pas uniquement par ses intérêts de hobereau. Ses projets de réforme du Reich devaient d'ailleurs bientôt le séparer du parti conservateur. Car il comprit que des réformes étaient indispensables et qu'on ne pourrait pas restaurer purement et simplement l'absolutisme d'avant 1848. Il accepta, sans enthousiasme, la constitution de 1850 et, si les démocrates ne s'étaient pas abstenus, les conservateurs n'auraient pas pu interpréter celle-ci à leur manière et finalement nuire par leurs excès à la monarchie qu'ils prétendaient servir.

Bismarck eut le temps de méditer à Francfort sur les conditions auxquelles l'unité allemande pouvait se réaliser sans dommage pour la Prusse. Il reconnut les erreurs de certaines de ses thèses de 1848, à propos, par exemple, du rôle de l'opinion publique, qu'il sut par la suite utiliser magistralement, de la valeur du suffrage universel, qui n'est pas nécessairement associé au

système parlementaire, de l'utilité d'une représentation nationale allemande.

Les rapports entre Prusse et Autriche, Prusse, Autriche, étranger et petits États allemands, les tendances nouvelles de l'économie et de la politique internationales depuis la rupture de la Sainte-Alliance, sont ensuite analysés, jusqu'à la guerre des duchés et au conflit constitutionnel.

* * *

La deuxième partie étudie la politique de Bismarck jusqu'à la formation de la confédération de l'Allemagne du Nord. Ni l'opinion ancienne, que Bismarck a, dès 1862, prévu la guerre indispensable à la formation d'une petite Allemagne, ni celle, plus récente, que son but n'était pas la petite Allemagne, mais l'élévation de la Prusse au rang de grande puissance, ne satisfont l'auteur. Ce but était accessible avec l'accord de l'Autriche qui aurait accepté le partage de l'Allemagne. La Prusse aurait dominé au nord du Main, l'Autriche au sud. La vieille confédération aurait été dirigée par deux puissances conservatrices et autoritaires, également hostiles à la formation d'un État national. Les négociations de Schoenbrunn avec l'Autriche (22-24 août 1864), la mission de Gablenz à Vienne à la veille de Sadowa, fondent cette hypothèse. A Schoenbrunn, Bismarck projeta une guerre commune de la Prusse et de l'Autriche contre l'Italie et la France. L'Autriche aurait repris la Lombardie, la Prusse annexé les duchés. A la longue, le problème allemand aurait trouvé une solution pacifique. Aucun des deux monarques n'approuva ce plan. La mission de Gablenz en faveur d'un accord avec l'Autriche en avril-mai 1866 paraît contradictoire avec la proposition que la Prusse venait de faire, de réunir un Parlement allemand pour former un État national et avec le traité secret italo-prussien du 8 avril 1866, qui prévoyait la guerre contre l'Autriche dans les trois mois. Mais l'auteur a découvert un document nouveau, le Promemoria secret du 27 avril. Ce rapport d'un comité de neuf membres, formé au Bundestag de Francfort à l'incitation de Bismarck, conciliait la politique dualiste et les aspirations unitaires. Il réunissait les éléments d'un programme de rénovation que la Prusse et l'Autriche auraient pu présenter de conserve au Parlement allemand. Il apparaît ainsi que, jusqu'au dernier moment, Bismarck a poursuivi plusieurs voies pour provoquer une réforme nationale allemande. Celle-ci aurait pu s'accomplir sans rupture avec l'Autriche, qui aurait sans doute, à la longue, abandonné à la Prusse la direction de la Petite-Allemagne, en échange de compensations que Bismarck lui aurait procurées et dans le cadre d'une Europe centrale, où il y avait place pour une double hégémonie.

La genèse de la constitution de l'Allemagne du Nord est également retracée, à la lumière de documents nouveaux. Bismarck y apparaît aussi hostile au système parlementaire qu'à l'absolutisme royal, admirablement conscient des nécessités du moment. Le concours du sentiment national allemand

était indispensable. Il fallait que la Prusse apparût comme le principal protagoniste de l'unité allemande, en dépit des méfiances des conservateurs plus prussiens qu'allemands et de l'opposition des libéraux que Bismarck tenta vainement de rallier. Il fallait que la constitution réservât la possibilité de négociations futures avec les États du Sud, en dépit de l'opposition française ; il fallait que le nouvel État fût suffisamment centralisé et disposât d'une forte armée, commandée par la Prusse, en dépit de tendances particularistes dignes d'être ménagées. Il fallait convaincre le roi, neutraliser l'opposition du prince héritier, concilier les princes. Des divers projets élaborés, le plus important fut celui de Savigny, dont les principes fondamentaux concordaient avec ceux de Bismarck. Il était, d'une part, plus décentralisateur que la constitution de 1867, exigeait, d'autre part, sur le plan militaire plus de concessions que celles finalement réclamées aux confédérés. On aurait pu l'adopter comme base de discussion. Mais Savigny était personnellement trop bien en cour pour que Bismarck ne craignît pas d'être supplanté. Bismarck, retiré à Kottbus, dicta des résolutions qui s'écartaient du projet que Savigny élaborait à Berlin. Puis il précipita le mouvement pour mettre l'étranger, les princes et Savigny lui-même en face du fait accompli. Dans le projet de constitution qu'il rédigea le 9 décembre 1866 avec le concours de l'ancien révolutionnaire Lothar Bücher, des points essentiels, comme le statut du chancelier fédéral et l'organisation de l'administration, restèrent imprécis. Non parce que le projet avait été improvisé. Mais parce que Bismarck n'était pas sûr de pouvoir assurer l'union personnelle des fonctions de ministre prussien des affaires étrangères et de chancelier fédéral. Si Savigny était devenu chancelier, Bismarck aurait pu manœuvrer pour ne lui laisser qu'une compétence réduite à la présidence de la confédération sous l'autorité du ministre prussien des affaires étrangères.

L'auteur étudie ensuite, en se référant constamment à des documents inédits, les négociations avec les futurs membres de la Confédération de l'Allemagne du Nord. L'habileté de Bismarck à jouer de la diversité des mobiles d'opposition, à intimider les uns, à faire aux autres des concessions, à rappeler ici l'hostilité des peuples contre leurs régents, là les difficultés financières de ces derniers, est longuement analysée. Bien qu'aucun des représentants des divers gouvernements ne fût satisfait, il les amena finalement à confier à la Prusse le soin de soutenir le projet de constitution devant le Reichstag constituant.

Cette assemblée, élue au suffrage universel et dont un tiers des membres furent de grands propriétaires ou des officiers, incarnait le sentiment national unitaire. Elle inquiétait les princes. Bismarck en joua et réussit à négocier avec ces derniers des traités secrets qui les liaient à la Prusse. Ainsi, même si le Reichstag avait repoussé la constitution, l'Allemagne du Nord aurait vu le jour, sous la forme d'une alliance durable entre les gouvernements. Il opposa ensuite entre eux les divers groupes de l'Assemblée pour faire rejeter les amendements de Bennigsen sur la responsabilité ministé-

rielle, pour éviter qu'on précisât la responsabilité du chancelier devant le Reichstag, pour réunir enfin entre les mêmes mains les fonctions de chancelier et de ministre prussien des affaires étrangères.

La présence du Reichstag permit aussi à Bismarck d'opposer l'opinion publique allemande aux projets de Napoléon III sur le Luxembourg. Dans cette délicate affaire, son talent diplomatique et sa rouerie empêchèrent le progrès de la France, sa sagesse obligea la Prusse à concéder la neutralisation du Grand-Duché et celle-ci facilita la conclusion d'une convention militaire avec la Hesse. « On n'a pas le droit, pensait Bismarck, de faire la guerre si on peut l'éviter avec honneur. Des chances de succès ne sont pas une raison suffisante pour commencer une longue guerre. »

Une centaine de pages sont consacrées à la mise en vigueur de la constitution. Sa nature juridique est longuement examinée, les conventions militaires qui rangèrent en fait les États confédérés sous l'hégémonie prussienne et les difficultés auxquelles la réorganisation militaire sous contrôle prussien donnèrent lieu, dans le Brunswick, dans l'Oldenbourg, en Saxe et en Hesse sont analysées. Puis, l'auteur étudie la création de l'administration du Reich. Ses rapports avec la Prusse étaient assurés par l'union personnelle des fonctions de chancelier et de ministre prussien des affaires étrangères. Mais il fallait un chef à l'administration fédérale. Delbrück, qui présidait aux destinées du Zollverein, se trouva là à point nommé. Ce technicien, qui était aussi un patriote allemand et qui devint ministre d'État en Prusse, put surveiller l'organisation des chemins de fer et des P. T. T. Il était encore trop tôt pour doter la fédération de revenus financiers suffisants. Le particularisme veillait partout, en Prusse plus qu'ailleurs. Bismarck songea peut-être à dissoudre la Prusse dans le nouvel État de l'Allemagne du Nord. Mais ses collègues et le roi ne l'auraient pas suivi.

* * *

Bismarck ne se montra pas pressé d'étendre la nouvelle confédération à l'Allemagne du Sud. Le grand duché de Bade seul aurait été prêt à y adhérer tout de suite. A ceux qui l'accusaient de tiédeur à l'égard de l'idéal national, le chancelier répondait que le Reich ne s'édifierait qu'avec le mortier de la bonne volonté. Selon les moments, il évaluait à six semaines, à quelques années ou à une génération le délai dans lequel l'unification complète s'accomplirait. Il ne voulait rien brusquer.

A défaut d'une guerre contre la France, dont il ne pouvait pas prendre l'initiative, le sentiment national allemand n'était pas assez puissant, en 1867, en Bavière ou au Wurtemberg, pour parachever l'unité. C'est avec une grande prudence que Bismarck avançait.

Le Zollverein devait être réorganisé à la suite de la guerre de 1866. Bismarck réussit, en menaçant de les exclure, à convaincre les États du Sud

de participer à un Parlement douanier pour fixer leurs relations avec l'Allemagne du Nord. Malgré les efforts des partis nationaux aux élections de février-mars 1868, qui envoyèrent quatre-vingt-cinq députés d'Allemagne du Sud au Parlement douanier, trente-cinq seulement furent des partisans de l'unification. Bismarck, rejetant le projet Delbrück qui préconisait une union douanière définitive, fit adopter un contrat de douze ans à partir du 16 mai 1865, date du dernier renouvellement avant la guerre. Il multiplia les concessions à la Bavière et se déclara satisfait de l'activité du Parlement, dont les réalisations, jusqu'en 1870, contribuèrent à renforcer le courant unitaire. Il procéda de même, avec le plus grand tact, aux conventions militaires que les traités d'alliance offensive et défensive avec les États du Sud rendaient indispensables. Et, s'il évoqua l'idée d'un titre impérial que Louis II de Bavière aurait pu proposer pour Guillaume en échange d'un titre royal allemand pour lui-même, ce fut sans précipitation et sans enthousiasme. Toute sa conduite entre 1867 et 1870 le montre convaincu qu'il fallait laisser mûrir la petite Allemagne, à moins d'une occasion qui, en enflammant l'opinion publique, permettrait de la constituer tout de suite.

Cette occasion ne fut pas offerte par les projets, longuement analysés, de la formation d'une confédération des États du Sud. Beust, qui en traita avec Napoléon, comprit qu'une garantie française condamnerait cette tentative aux yeux de l'opinion nationale allemande. Les ministres dirigeants du Wurtemberg, Varnbüler, et de Bavière, Hohenlohe, insistèrent d'ailleurs sur le fait qu'une confédération du Sud n'était possible qu'en accord avec celle du Nord. Bismarck, qui disposait pratiquement du grand duché de Bade, sans lequel un groupement méridional n'était pas possible, n'était nullement hostile à ce projet. Comme Varnbüler le fit justement remarquer, sa réalisation n'aurait pas freiné, mais activé l'unification nationale. Elle aurait commencé d'affaiblir le particularisme des États du Sud, aurait desserré l'emprise des divers gouvernements sur leurs peuples ; aurait préparé le terrain pour l'unification complète.

Napoléon III ne réussit pas non plus à embarrasser Bismarck en rouvrant la question du Slesvig. Le chancelier n'était pas opposé à la protection des minorités nationales et souhaitait s'entendre avec le Danemark. Il réussit à en convaincre le tsar et repoussa ensuite, au nom de la dignité nationale, l'intervention de Napoléon.

L'affaire de la candidature de Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne conduisit l'auteur à se demander si la guerre avec la France était inévitable. Il constate que Napoléon III était pacifique en 1870 et que Benedetti croyait, comme Beust, à la possibilité d'un accord franco-prussien. Mais l'attitude de la France changea brusquement au lendemain du plébiscite qui approuva l'Empire parlementaire. Ollivier, devenu premier ministre, remplaça, aux affaires étrangères, le prudent Daru par l'orgueilleux Gramont.

L'histoire de la candidature est connue. Bismarck conseilla l'acceptation

parce qu'à défaut d'un Hohenzollern, les Espagnols se seraient adressés à un Wittelsbach et le prestige qu'en aurait reçu la Bavière aurait rendu plus difficile l'unification de l'Allemagne sous hégémonie prussienne. Tout en prétendant laisser l'affaire sur le plan familial privé, il manœuvra pour presser la décision et mettre la France devant le fait accompli. Le négociateur espagnol à Berlin, Salazar, devait repartir immédiatement pour apporter l'acceptation de Léopold aux Cortès réunis à Madrid. Il annonça télégraphiquement son retour pour le 26 juin. Une erreur de déchiffrement fit échouer la manœuvre. Les chambres furent ajournées en octobre. Il était impossible de garder le secret si longtemps. On reconvoqua donc les Cortès pour le 20 juillet et l'on proclama la candidature. Mais Léopold, effrayé des proportions que prenait l'affaire, se retira. La France eut donc satisfaction, sans que le gouvernement prussien fût officiellement engagé. C'était néanmoins un succès. L'insistance maladroite de Benedetti, au cours de ses conversations avec le roi Guillaume à Ems, permit à Bismarck de renforcer l'impression que la France cherchait un prétexte à intervenir dans les affaires allemandes afin de reprendre ses projets d'expansion sur le Rhin. La « falsification » de la dépêche d'Ems n'enlève donc pas à la France la responsabilité du conflit. Nous en tombons d'accord et regrettons d'autant plus que le texte de Becker sur la guerre de 1870 et l'achèvement de l'unification soit perdu. Non que M. Scharff ne se soit fort bien tiré d'affaire. Mais son analyse des négociations du traité de Francfort est relativement brève. Il est vraisemblable que Becker l'aurait autant développée que les autres préliminaires de la proclamation de l'Empire. M. Scharff indique bien que Bismarck dut céder aux exigences de l'État-Major et de l'opinion publique, que si la France avait vaincu, elle ne se serait pas davantage inquiétée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que les paix blanches n'étaient pas d'usage à l'époque. Il précise que Bismarck aurait préféré se contenter de l'Alsace, germanophone, et que dès 1871, quelques mois après le traité, il confia son regret au marquis de Gabriac, chargé d'affaires de la France à Berlin, d'avoir dû annexer la Lorraine. En 1879, il dit aussi à l'ambassadeur Saint-Vallier qu'il avait ainsi commis « la plus grande des fautes politiques ». L'auteur aurait même pu ajouter que, si l'Allemagne s'était contentée de l'Alsace, la réaction française n'en aurait été ni moins violente ni moins durable.

Mais avec le recul dont nous disposons aujourd'hui, cette question d'Alsace-Lorraine apparaît si grave, si décisive dans l'évolution de l'Europe, qu'on ne peut pas ne pas insister. Si Bismarck s'était conduit vis-à-vis de la France après Sedan comme vis-à-vis de l'Autriche après Sadowa, il n'y aurait pas eu, en France, cette relève de la génération historique, tournée vers les problèmes de politique intérieure depuis 1815, par une génération nouvelle, orientée vers l'Allemagne, vers la revanche, vers les succès de politique extérieure et vers l'impérialisme colonial. La rancune des Français se serait concentrée sur Napoléon III, non sur Bismarck. Gambetta, Ferry auraient lutté pour la République sans avoir pour toile de fond la ligne bleue des

Vosges et pour leitmotiv : « Pensons-y toujours et n'en parlons jamais. » Une collaboration européenne aurait peut-être pu s'instituer, conforme aux tendances profondes de Bismarck, diplomate, conscient de ses responsabilités envers Dieu et les hommes, arbitre de la paix, tel que Becker le présente et le montrera plus encore à l'œuvre dans son second tome.

La pression de l'État-Major et de l'opinion publique est-elle une explication suffisante de la conduite du chancelier ? Oui, si on le considère comme un homme normal : « Errare humanum est » ; il touchait au but ; résister risquait de compromettre l'achèvement de l'unité ; il était aussi, sans doute, à bout de nerfs. Non, si on veut en faire un génie. Son intuition, cette fois, a été prise en défaut. La résistance aurait été plus difficile à Francfort qu'à Ninkolsbourg, mais aussi son prestige était beaucoup plus grand. L'enjeu, qui — nous le savons aujourd'hui — était l'économie d'une, sinon de deux guerres mondiales, méritait que tous les succès passés du chancelier fussent remis en cause. Il ne le comprit pas, trop habitué aux fluctuations des opinions publiques, aux variations des hommes et à la diversité des événements pour s'imaginer que l'ensemble des Français pussent, malgré la différence de leurs passions politiques, de leurs croyances religieuses ou philosophiques, de leurs conditions sociales, garder au cœur pendant trois quarts de siècle la haine de l'Allemagne.

M. Scharff fait une excellente mise au point de l'utilisation probable du fonds welfe pour payer à Louis II une pension annuelle, que celui-ci réclamait à titre de compensation pour les dommages subis par la Bavière pendant la guerre austro-prussienne. Il analyse avec autant de finesse et de précision que Becker, la politique internationale au cours de la guerre de 1870-1871 et les longues négociations qui précédèrent la proclamation de l'Empire. Bismarck s'y montra toujours prêt à toutes les concessions qui ne touchaient pas à l'essentiel, et les privilèges qu'il consentit en particulier à la Bavière, dans les domaines postal, militaire, diplomatique furent importants.

* * *

Le livre d'Otto Becker permet de substituer à l'image, toujours un peu simpliste, que ses prédécesseurs dessinèrent du chancelier un portrait plus contrasté : Bismarck était avant tout un diplomate ; il avait la passion de l'intrigue soigneusement ourdie, au point d'en imaginer même quand il n'en avait pas besoin et d'en créditer ses adversaires. Il poursuivit son but par des voies parallèles, plus ou moins tortueuses, qui lui permirent de toujours disposer de solutions de rechange. Et, si ses principes généraux ont été immuables, ils n'ont pas été nombreux. Bismarck croyait en Dieu et avait conscience de sa responsabilité morale. Il savait que l'Allemagne devait tôt ou tard s'unifier et pensait que cela ne pourrait se faire, avec le concours de la Prusse, que par des méthodes allemandes, qui n'adopteraient pas forcément les principes libéraux des États occidentaux.

Pour le reste, comme tous les grands hommes d'État, il était essentiellement opportuniste. Il ne prévoyait pas longtemps à l'avance comment il agirait. Il préférait les moyens pacifiques à la guerre et cherchait à limiter les risques. Il envisagea sincèrement de réaliser l'unité d'accord avec l'Autriche. Foncièrement Prussien, il n'aurait cependant pas refusé la dissolution de la Prusse dans une Allemagne centralisée dont la Prusse aurait formé la plus grande part. Hostile au système parlementaire, il ne concevait pas, au XIX^e siècle, de gouvernement sans une représentation nationale et s'il n'avait pas pu jouer de l'opinion publique, il aurait certainement éprouvé moins de plaisir à exercer son métier de diplomate. Il croyait en Dieu, sans doute, en l'homme, beaucoup moins. Comme Frédéric II, comme Napoléon I^{er}, comme la plupart des grands autocrates, il méprisait les humains et la haine qu'il vouait à ses adversaires, pour être un trait mineur de son caractère, n'en doit pas moins être signalée, car elle manifestait son extraordinaire vitalité. Et c'est sans doute ce dernier trait qui manque au portrait de Becker : Bismarck était physiquement présent. Les ressources, les besoins, les réflexes de son corps de géant s'imposaient. Il y cédait, en allant abattre un arbre quand il était furieux ou en parcourant vingt lieues au galop. Il se dominait cependant et savait être patient et modéré, quand il ne le paraissait pas. Mais son corps accréditait la légende du fer et du feu, de la préférence accordée aux solutions de force. Et ses successeurs, qui n'avaient ni sa vitalité ni son intelligence, ont plus facilement imité l'attitude apparente que la réelle.

* * *

Otto Becker aurait apprécié l'étude publiée, deux ans après sa mort, par M. Morsey sur les cadres supérieurs de l'administration du Reich au temps de Bismarck¹. Étude très technique, plus aride que le gros livre de Becker. M. Morsey analyse sa documentation dans le moindre détail et n'insiste pas assez sur les caractères généraux d'une évolution très heurtée. Le chancelier a souvent hésité, souvent changé d'avis, et nous sommes obligés de connaître ses moindres réticences ; mais, ce faisant, nous découvrons combien l'étude de sa politique a laissé dans l'ombre les aspects moins spectaculaires de son activité.

L'administration du Reich est née de l'article 17 de la constitution de l'Allemagne du Nord. L'auteur s'y réfère en utilisant largement les travaux de Becker. Le projet de Bismarck ne prévoyait aucune responsabilité ministérielle. Un amendement de Bennigsen tenta au contraire de créer un ministère responsable devant le Parlement. Il ne fut rejeté que par 127 voix contre 126. Bismarck, impressionné, se mit d'accord avec le député von

1. Rudolf MORSEY, *Die oberste Reichsverwaltung unter Bismarck, 1867-1890*. Munster, Aschendorf, 1957, in-8°, vi-352 p. (Neue Münstersche Beiträge zur Geschichtsforschung.)

Sänger qui proposa, non un ministère, mais un chancelier responsable. Benignsen s'y rallia en tentant de faire préciser que la responsabilité jouerait devant le Parlement. Il échoua, mais l'article 17 n'en créa pas moins un chancelier dirigeant la fédération et non, comme dans le projet de Bismarck, un simple subordonné du ministre prussien des affaires étrangères. Les libéraux pouvaient espérer que la coutume instituerait un régime parlementaire. Et Bismarck s'empessa de faire préciser par l'Assemblée constituante le cumul des fonctions de chancelier du Reich et de ministre dirigeant en Prusse.

La constitution ne s'inquiéta pas de l'administration du Reich. Pour contrôler les affaires communes — P. T. T., consulats, rapports avec les États fédérés, en ce qui concernait, surtout, les douanes, le commerce, la législation générale — un office spécial (Reichskanzleramt) fut créé. Bismarck offrit à Savigny un poste de vice-chancelier, puis, quand celui-ci l'eut refusé, à Delbrück une simple présidence de l'office. Administrateur sans ambition politique, technicien des affaires économiques, Delbrück représenta officiellement le chancelier et le remplaça la plupart du temps à la présidence du Bundesrat. Il organisa le premier noyau de l'administration centrale en plein accord avec les ministères prussiens parmi lesquels furent recrutés la plupart des fonctionnaires fédéraux. Ceux-ci, peu nombreux, ne reçurent que progressivement un statut indépendant. C'est la Prusse qui prêta les 20000 Taler nécessaires à cette nouvelle administration. Ainsi, de 1867 à 1871, une administration fédérale se constitua progressivement, sans que, ni Bismarck ni Delbrück eussent favorisé ses tendances à l'autonomie et à la centralisation.

Bismarck aurait, dès 1868, souhaité des impôts fédéraux qui auraient assuré à la confédération des ressources régulières. Le Reichstag préférerait les contributions matriculaires votées chaque année, car elles permettaient une sorte de contrôle parlementaire. Mal soutenu par le ministre des Finances prussien, von der Heydt, Bismarck céda. Mais en 1869 von der Heydt fut remplacé par Camphausen qui entra aussitôt au Bundesrat et Delbrück fut nommé ministre prussien sans portefeuille. Une étroite liaison fut ainsi établie entre Prusse et Reich, sans qu'on puisse en inférer que l'un ou l'autre tendit à assimiler le partenaire.

M. Morsey suit l'évolution de cette administration dans le Reich unifié. Un statut des fonctionnaires fédéraux fut voté en mars 1873. L'office de la chancellerie subsista jusqu'en 1879, mais les variations d'attitude du chancelier, constamment hésitant entre ses efforts pour développer une administration fédérale indépendante de la Prusse ou, au contraire, étroitement contrôlée par elle, rendent son histoire compliquée. Le fait essentiel est que l'administration fédérale se renforça et continua de se renforcer après Bismarck. Celui-ci, après avoir, en 1873, abandonné sa fonction de ministre dirigeant de Prusse, la reprit et s'opposa de plus en plus à Delbrück qui ne voulait pas voir l'office de la chancellerie se séparer de l'administration prus-

sienne. Il était d'autre part jaloux de son autorité, hostile à la création de ministères fédéraux qui échapperaient à son contrôle. Il craignait enfin de quitter le terrain de l'administration pour s'aventurer dans la politique, par laquelle Bismarck voulait achever son œuvre. Sous l'influence de ce dernier, des administrations autonomes furent créées, directement rattachées à la personne du chancelier : les chemins de fer, dont Bismarck espérait des ressources financières pour le Reich, l'Alsace-Lorraine et les P. T. T. Delbrück se retira en avril 1876. Le Hessois libéral Karl Hofmann lui succéda. Bismarck le fit entrer, en même temps que le Mecklembourgeois Bülow, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, dans le cabinet prussien, qu'il fallait « fédéraliser » et de nouveaux départements autonomes furent créés pour la Justice en 1877 et pour les Finances en 1879. Puis, après avoir souhaité une administration fédérale supérieure à celle des Länder, Bismarck craignit que les hauts fonctionnaires fédéraux menacent sa situation de chancelier seul responsable et, par un nouveau revirement, voulut renforcer la situation de la Prusse. L'office de la chancellerie fut supprimé ; Hofmann devint simple secrétaire d'État de l'Intérieur et Bismarck, assisté d'un bureau — la chancellerie — et de secrétaires d'État qui ne formaient pas un cabinet, gouverna seul. Dans son dernier chapitre, l'auteur rappelle les efforts des libéraux pour introduire le régime parlementaire. Ils ne réussirent jamais à faire admettre une responsabilité ministérielle devant le Reichstag. « Il n'y a pas de gouvernement du Reich », répéta le chancelier en décembre 1885 et il n'admit pas que les secrétaires d'État qui le représentaient devant l'assemblée, engageassent sa responsabilité. Bismarck se voulut toujours seul responsable, indispensable, irremplaçable.

Nous ne pouvons pas suivre l'auteur lorsqu'il passe en revue, en 135 pages, les différentes branches de l'administration fédérale, Affaires étrangères, P. T. T., Marine, Chemins de fer, Justice, Alsace-Lorraine, Trésor, Intérieur, Chancellerie, Armée. Les spécialistes y trouveront beaucoup d'inédit.

Il en est de même dans le gros chapitre sur la composition du corps des hauts fonctionnaires fédéraux. Les recherches de M. Morsey s'étendent aux secrétaires d'État, sous-secrétaires, directeurs, conseillers référendaires, soit à tous ceux qui disposaient d'un pouvoir de décision. Il en résulte que la moitié des vingt-quatre secrétaires d'État et présidents étaient nobles à leur nomination. Les autres furent anoblis par la suite. Les conseillers référendaires sont plus difficiles à saisir. 22 % d'entre eux seulement étaient nobles ; on les trouvait surtout aux affaires étrangères et dans les ambassades. Les consulats, comme la plupart des postes du sous-secrétariat à l'Intérieur, furent abandonnés aux roturiers. Les anoblissements furent très nombreux et systématiquement favorisés par Bismarck.

La plupart de ces hauts fonctionnaires furent protestants. Une statistique de 1907 relève dans l'ensemble de l'Allemagne 71,2 % de protestants et 25,9 % de catholiques parmi les hauts fonctionnaires. Leur formation était essentiellement juridique.

Si vingt et un des vingt-trois secrétaires d'État ont été d'origine prussienne, 80 % des conseillers référendaires vinrent des autres pays du Reich. Bismarck favorisa le recrutement extra-prussien, ainsi que les passages des services d'un Land à celui du Reich et réciproquement. Mais les fonctionnaires hésitèrent généralement à quitter leur statut local plus avantageux et plus assuré que celui du Reich. L'attitude politique des hauts fonctionnaires a toujours été loyaliste. Jusque vers 1875, Bismarck a recruté des libéraux aussi bien que des conservateurs. Le vote des lois protectionnistes a provoqué chez certains de ses collaborateurs un véritable conflit de conscience. Bismarck, par la suite, considéra comme inadmissible et scandaleux la seule idée qu'un fonctionnaire pût donner sa voix à un candidat hostile au gouvernement.

Il est impossible, en l'état actuel des recherches, d'affirmer que les hauts fonctionnaires ont représenté les intérêts du capitalisme. Hallgarten, sur cette question, extrapole. Sur l'activité de ces hauts fonctionnaires, sur les règles très strictes qu'ils durent observer dans leur travail, sur les obligations de vie mondaine qui leur incombaient en dehors de leurs six à sept heures de travail quotidien au bureau, sur le contrôle de leur efficience, l'auteur apporte une synthèse neuve et curieuse.

Un livre d'érudition donc, qui fait la synthèse des monographies de détail et apporte des documents sur une question restée dans l'ombre.

II

Si les historiens allemands sont encore divisés sur la responsabilité de Bismarck dans l'évolution de l'Allemagne et de l'Europe après sa chute, ils s'accordent pour juger sévèrement ses successeurs. Les diplomates qui ont dirigé ou influencé la politique extérieure du Reich ou les chanceliers qui se sont succédé à sa tête sont, à l'exception de Caprivi, peu appréciés. Le fait qu'on les néglige, pour reporter sur le chancelier de fer la responsabilité de leurs actes, est très frappant. Il est pourtant vraisemblable que Bismarck, avec sa souplesse et sa clairvoyance, sa rouerie et sa conscience, aurait évité la plupart des erreurs qu'ils ont commises. Malgré sa haine pour Victoria, il ne se serait sans doute pas laissé entraîner dans une rivalité navale avec l'Angleterre. Il était trop opportuniste pour qu'on puisse lui attribuer un système rigide, dont l'application par ses successeurs devait conduire l'Allemagne à la catastrophe. Alors, de quoi serait-il responsable, sinon de n'avoir pas formé de disciples dignes de lui, ou d'avoir pratiqué des méthodes si subtiles que personne ne devait être capable, lui disparu, de conserver la situation d'arbitre qu'il s'était créée?

Son successeur, Caprivi, s'en rendit compte et tenta de normaliser les rapports du gouvernement fédéral avec les partis et les Länder, ainsi qu'avec les autres puissances européennes.

M. J. Alden Nichols nous donne sur son gouvernement une étude remar-

quable, fondée sur ses papiers inédits et sur une bibliographie très sérieusement explorée¹. Son livre surclasse les rares ouvrages consacrés au deuxième chancelier du Reich et les monographies sur les grands débats parlementaires de son temps. L'homme, qui nous est présenté, apparaît beaucoup moins effacé, beaucoup plus capable qu'on ne l'a souvent dit. Foncièrement honnête, désintéressé, intelligent, le général conservateur, désigné par Guillaume II pour le poste de chancelier, savait qu'il n'y réussirait pas. Les raisons profondes en sont dégagées par M. Nichols à la suite de chapitres détaillés sur la politique extérieure, la loi scolaire prussienne, la loi militaire de 1893 et les traités de commerce de 1893-1894.

Caprivi ne prétendait pas transformer l'Allemagne bismarckienne. Il croyait qu'en changeant seulement de méthodes, en abandonnant les traités secrets, en acceptant toute réforme raisonnable, « quel qu'en fût le protagoniste », en protégeant les ouvriers et en conciliant les intérêts des industriels et ceux des agrariens, il pourrait devenir un arbitre compris et respecté, créer une mentalité nationale et une opinion publique sur laquelle s'appuyer. Mais l'Allemagne de Bismarck n'était pas une démocratie. Elle était plus nationaliste que nationale. Les contradictions entre l'intérêt prussien et celui du Reich, entre la tendance au parlementarisme et l'autocratie impériale, entre les programmes des divers partis, entre les objectifs des voisins de l'Allemagne, obligeaient à fonder le gouvernement sur une base solide. On ne pouvait constamment changer de majorité, comme avait fait Bismarck et comme Caprivi continua de faire jusqu'en 1893. Se laisser glisser au système parlementaire était également impossible, car inconstitutionnel. Restait la dictature, qui supposait une grande fermeté de la part de la couronne. Avec moins de brutalité que Bismarck, c'est tout de même à elle que s'assimila le régime bureaucratique et paternaliste de Caprivi en 1893-1894. Le général aurait-il réussi, comme il l'espérait, à se créer un puissant parti gouvernemental? Aurait-il alors pu gouverner en respectant la constitution, qui le rendait responsable devant l'empereur? C'est peu probable : les Junker tenaient le gouvernement de la Prusse et n'admettaient pas les concessions aux intérêts des autres parties de la nation. Et la bureaucratie, comme beaucoup de députés, était trop pénétrée de « Bismarckisme » pour former une opinion publique nationale capable d'imposer à l'empereur comme à ses sujets une conception nouvelle de l'intérêt général.

L'Allemagne bismarckienne ne pouvait subsister sans Bismarck et le général conservateur bien intentionné qu'était Caprivi était hors d'état de modeler une Allemagne nouvelle.

* * *

M. Craig publie une série de conférences sur les diplomates allemands de-

1. Alden NICHOLS, *Germany after Bismarck. The Caprivi Era, 1890-1894*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1958, in-8°, xiv-404 p.

puis Bismarck¹. Ces essais brillants vulgarisent intelligemment les données des travaux récents. L'auteur formule des jugements lapidaires, qui sont justes, mais nécessairement peu nuancés. Ses essais prêtent à réflexion. Ils n'apportent rien de neuf : la grandeur de Bismarck a été qu'il connaissait ses limites ; la faiblesse de ses épigones a été l'excessive subjectivité, qui empêcha Holstein de bien apprécier la conjoncture internationale, l'irresponsabilité du comédien Bülow, la brutalité de Kiderlen-Wächter.

Les diplomates de la République de Weimar valaient mieux. Si Rathenau était excessivement complexé, Stresemann se révéla, lui, grand et courageux homme d'État. La politique extérieure de Brüning, au contraire, a été constamment maladroite.

L'essai le mieux venu est celui sur les ambassadeurs allemands, de Bismarck à Hitler. L'auteur montre comment Bismarck créa ce corps d'ambassadeurs, qui le seconda parfaitement, mais qu'il voulut totalement soumis à ses lois — ce qui était normal. Seulement, il ne se donnait pas toujours la peine de le renseigner sur ses intentions. Après lui, les bons ambassadeurs de l'Allemagne souffrirent de la rivalité des attachés militaires, dont ils ne contrôlaient pas les rapports. La république de Weimar eut de remarquables ambassadeurs jusque vers 1930. Hitler fut animé d'une méfiance telle qu'il refusait tout crédit à ses meilleurs ambassadeurs. Seuls ceux qui lui rapportaient ce qu'il désirait entendre eurent quelque crédit.

L'ouvrage se termine par un portrait très flatteur du chancelier Adenauer.

* * *

M. Hellmuth Rogge, archiviste de la Wilhelmstrasse, est le meilleur connaisseur de Holstein. C'est lui qui fut d'abord chargé de publier la plus grande partie des lettres et des Mémoires laissés par l'infatigable épistolier.

Il avait copié, classé la correspondance entre Holstein, M^{me} de Stülpnagel, M^{me} de Lebbin, Hatzfeld, Radolin, lorsque la guerre éclata. Une partie des originaux disparut. Les documents conservés aux archives de la Wilhelmstrasse furent transférés en Angleterre, où MM. Norman Rich et Fisher les publièrent. Il est fâcheux qu'ils n'aient pas pu collaborer avec M. Rogge, qui prend sa revanche en nous offrant un admirable travail sur Holstein et Hohenlohe.

Son livre n'est pas seulement la publication d'une correspondance. M. Rogge a réuni autour de chaque lettre les textes propres à l'éclairer ; ses références apportent les recoupements nécessaires. Les textes qui commentent, relient entre elles les lettres inédites, ou résument les événements survenus au cours des lacunes de la correspondance, font de son travail un

1. Gordon A. CRAIG, *From Bismarck to Adenauer. Aspects of German Statecraft*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1958, in-8°, xviii-156 p.

exposé critique remarquablement complet de l'histoire diplomatique à laquelle Hohenlohe a été mêlé.

Il est désormais impossible de traiter des relations franco-allemandes entre 1874 et 1885, de l'Alsace sous l'administration de Hohenlohe (1885-1894), de la politique extérieure de Caprivi entre 1890 et 1894, sans recourir à ce livre, qui apporte à tous les historiens, et non seulement aux spécialistes de ces questions, un exposé souvent neuf, toujours remarquablement précis et sûr.

Sans prétendre résumer un ouvrage qui vaut surtout par le détail et dont l'index rend la consultation facile, essayons de signaler les questions essentielles qui s'y trouvent posées.

Sur l'affaire Arnim, une bonne mise au point, qui n'apporte rien d'essentiellement nouveau. Holstein était, depuis toujours, en mauvais termes avec son ambassadeur. Ce dernier savait qu'il était en relations avec Bismarck. Le chancelier désapprouvait la politique d'Arnim, trop lié aux royalistes français ; mais l'ambassadeur, que l'on citait couramment comme le successeur éventuel du chancelier et qui était très aimé du couple impérial, se croyait plus fort qu'il n'était. Holstein souhaitait qu'Arnim le fît rappeler à Berlin.

Quand Hohenlohe remplaça Arnim, Holstein le servit avec dévouement. Les relations entre les deux hommes furent de plus en plus confiantes. Holstein renseigna son chef sur Paris, pendant les congés de l'ambassadeur ou quand, en 1880, ce dernier devint sous-secrétaire d'État des Affaires étrangères par intérim. Il le tint, plus tard, au courant des réactions du chancelier ou des potins de la Wilhelmstrasse. Quand, en 1885, Hohenlohe fut nommé statthalter à Strasbourg, il consulta régulièrement Holstein, devenu haut fonctionnaire à la Wilhelmstrasse. Jamais le ton de Holstein ne se fit flatteur ou servile. Il eut son franc parler et donna parfois des conseils que seul un intime peut se permettre : ne pas prolonger ses congés excessivement, donner davantage de dîners à Berlin, considérer l'incidence de telle ou telle mesure politique sur les intérêts personnels de Hohenlohe, qui avait des propriétés en Russie et qui spéculait à la Bourse.

L'attitude de Bismarck vis-à-vis de la France n'a guère varié. Il a constamment soutenu la gauche pour prolonger l'instabilité politique du pays. Sur la crise de 1875, les documents publiés confirment l'opinion reçue : Bismarck n'a jamais voulu la guerre. Mais Hohenlohe lui-même en a douté. Se référant à l'opinion de hautes autorités militaires, il confirma que la France était incapable de soutenir une guerre.

Bismarck fut satisfait de l'échec de Mac-Mahon le 16 mai 1877 et du remplacement de Gontaut-Biron, très aimé de l'empereur, par l'ambassadeur Saint-Vallier. Il ne s'exagéra pas non plus, comme le correspondant du *Times* à Paris, Blowitz, le bellicisme de Gambetta. Lorsque le bruit d'une entrevue entre les deux leaders se répandit, Bismarck se déclara disposé à recevoir Gambetta ; mais celui-ci fit en septembre 1881 un voyage en Alle-

magne sans chercher à rencontrer le chancelier. La crise de 1887 ne fut pas plus que celle de 1875 prise au sérieux par Bismarck qui les provoqua et les arrêta de la même façon.

Les pages sur l'affaire Erlanger sont neuves. Le grand banquier allemand fut au bord de la faillite en juin 1883. Attaqué par la presse, menacé d'un procès, il s'adressa à Hohenlohe qui intervint en sa faveur auprès de Jules Ferry, puis du président de la République, Grévy. L'ambassadeur de France à Berlin, le baron de Courcel, mandait par ailleurs que Bismarck ne soutenait pas Erlanger. Il lui avait autrefois prêté son appui, dans des opérations financières avec le bey de Tunis. Mais Erlanger s'était ensuite trop affranchi. Le procès fut instruit et la condamnation évitée de justesse, quand Bismarck exprima le vœu de voir l'affaire se régler, pour qu'elle n'empoisonnât pas les relations franco-allemandes. Des banquiers berlinois vinrent alors en aide à Erlanger.

Quand Hohenlohe fut nommé à Strasbourg, Holstein le poussa constamment à une politique de rigueur. Il exprimait ainsi l'opinion de Bismarck et se heurtait à la tendance plus conciliante de Hohenlohe. Ce dernier triompha lorsqu'il refusa de prendre des mesures préventives contre les incidences de la fête de gymnastique de Nancy en 1895. Mais il avait dû, auparavant, exécuter le décret de Bismarck sur les passeports, réagir contre l'activité en Alsace de la Ligue des patriotes et annoncer un régime plus autoritaire à la suite des élections de 1887 où tous les candidats francophiles l'emportèrent.

Hohenlohe et Holstein furent satisfaits de voir Caprivi succéder à Bismarck. Et Caprivi démissionna avant d'avoir pu réagir contre Holstein, quand les initiatives de politique étrangère de celui-ci ne lui plurent pas. L'influence de Holstein sur la politique de Hohenlohe, quand ce dernier devint chancelier, fut considérable et apparaît bien au tome III des Mémoires de Hohenlohe¹.

Nous n'avons reçu que le deuxième tome des papiers intimes de Holstein dans l'édition anglaise comme dans l'édition allemande, dont le texte est identique. Le premier ne nous est malheureusement pas parvenu. Nous espérons pouvoir en rendre compte plus tard.

Ce volume est consacré au journal intime des années 1881-1888. Holstein nota ses impressions presque au jour le jour, surtout à partir du moment où, le 3 janvier 1884, il décida d'envoyer à sa cousine, Ida von Stülpnagel, ces documents qui devaient rester secrets. Il s'y livre entièrement et y apparaît remarquablement intelligent et fort bon écrivain.

Sur la politique extérieure de l'Allemagne, ce journal n'apporte pas de révélation. Holstein admire la sagacité de Bismarck jusqu'en 1884. Le tournant apparaît à propos des Carolines. Lorsque le chancelier s'opposa brusquement à l'Espagne, pour finalement accepter l'arbitrage du pape, Holstein

1. Helmuth Rogge, *Holstein und Hohenlohe. Neue Beiträge zu Friedrich von Holsteins Tätigkeit als Mitarbeiter Bismarcks und als Ratgeber Hohenlohes*. Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1957, in-8°, 453 p.

considéra qu'il subit « son premier échec diplomatique depuis 23 ans ». Holstein confirme que la politique coloniale n'intéressait pas Bismarck. Il s'y livra uniquement à titre de manœuvre électorale et pour troubler les bonnes relations entre le parti du Kronprinz et l'Angleterre. L'empereur et Caprivi partageaient le dédain du chancelier pour les colonies (p. 174, 176, 182, 256 de l'édition allemande). Quand, en 1885, Herbert de Bismarck remplaça Hatzfeld au département des affaires étrangères, les critiques de Holstein devinrent plus vives. Non qu'il eût personnellement à se plaindre de Herbert ; la vanité de ce dernier, la grossièreté dont il usait vis-à-vis de la plupart de ses subordonnés, l'indignèrent souvent. Mais il lui reprocha surtout son attitude dans l'affaire bulgare à partir de 1886 et ses sympathies pour la Russie. Il constata l'influence de plus en plus grande exercée par Herbert sur son père et rendit Herbert responsable de la politique qui devait aboutir aux traités de contre-assurance de 1887. Cette politique, il ne la comprit pas. Il s'efforça, d'accord avec Hatzfeld, devenu ambassadeur à Londres, de resserrer les liens avec l'Autriche contre la Russie. Il contribua sûrement au renouvellement de la Triplice, mais ses efforts, pour unir plus intimement l'Allemagne à l'Autriche contre la Russie, allaient à l'encontre des intentions de Bismarck. A longue échéance, il avait d'ailleurs raison, car le système de 1887 ne pouvait durer que sous l'autorité du chancelier.

Ce ne sont pas les considérations politiques qui font le principal intérêt de ce livre. Si l'on s'y attarde, page après page, c'est à cause des portraits, des anecdotes, de la chronique scandaleuse et du détail des intrigues entre les deux partis qui s'entre-déchiraient, celui de Bismarck et celui de l'Anglaise, épouse du prince héritier Frédéric-Guillaume. Le chancelier vieillit. Il passe de longs mois chambré dans son domaine de Friedrichsruhe par son gendre, Rantzau, qu'il méprise et que Holstein déteste. Mais le chancelier a besoin de société. Il ne souffre pas à son côté de gens de valeur. A lui seul tous les succès et tout le mérite. Se trompe-t-il, il en rend autrui responsable. Ses brusques accès de colère tiennent son entourage en respect : « Par moment, dit-il un jour, j'éprouve un besoin de colère. Si les affaires ne m'en fournissent pas le prétexte, je suis capable de me fâcher contre un arbre et je le fais abattre » (p. 42). Il faut que son médecin surveille son régime, car la princesse, son épouse, se réjouit quand elle le voit bâfrer. Il boit trop et boit quand il s'ennuie. Sa méfiance est toujours en éveil. Il sait se faire craindre, non se faire aimer. Il finit cependant par craindre son propre fils, Herbert, qui a hérité de sa violence, de son style, mais non de son intuition et de son habileté diplomatique.

Le chancelier déteste le prince héritier et plus encore son épouse, l'Anglaise, la libérale. Car Frédéric est beaucoup moins libéral qu'il n'y paraît. Furieux que chacun ne le reconnaisse pas dans la rue, s'abaissant à passer devant des casernes pour voir si la sentinelle appellera aux armes, collectionnant les décorations, d'une susceptibilité malade, ce dernier est dominé par Victoria. C'est elle qui l'excite, qui le pousse.

Le jeune Guillaume est sévèrement jugé : « Il ne doit pas être très franc (héritage maternel). Plutôt sans cœur. Il pleura lorsqu'il abandonna le commandement de sa compagnie, mais il ne fit que s'essuyer les yeux quand son frère Waldémar mourut. »

Guillaume est l'objet de constantes disputes entre les deux partis. Herbert l'encourage, le dresse contre ses parents. Les sujets de conflits ne manquent pas. Le mariage de sa fille avec le prince de Battenberg, souhaité par Victoria, refusé par Bismarck et par l'empereur, est le plus irritant. Les efforts de rapprochement, parfois tentés, échouent. Ainsi, quand Bismarck, pour plaire à Frédéric, le charge d'un voyage officiel en Espagne et en Italie. Il n'ose donner d'instructions au prince héritier et celui-ci l'accuse de ne pas lui en avoir envoyées.

On ne résume pas les intrigues dont le détail fait l'intérêt de ce livre. Signalons les fines remarques sur les innombrables arrivistes qui jouent sur l'un ou l'autre ou sur les deux tableaux. Bülow, en particulier « imberbe et pâteux avec un regard peu franc, est la plupart du temps souriant. Intellectuellement plus brillant que profond. N'a nullement d'idées en réserve pour toutes éventualités, mais s'approprie les idées des autres et les réexplique avec adresse sans en citer l'auteur. Souvent, il flatte ainsi le père de l'idée » (p. 203). L'ambassadeur de France, Courcel, « garçon honnête, parle beaucoup, interrompt volontiers — a même ainsi une fois fortement vexé le chancelier — est facile à pénétrer, pas profond ». A plusieurs reprises, Courcel explique que la vraie France est celle entre Seine et Rhin, celle de sang nordique, appauvrie par la perte de l'Alsace. La France a perdu son équilibre. « Nous sommes, depuis lors, gouvernés par des Gascons, des Provençaux et autres gens impossibles de cette espèce. J'estime actuellement les Allemands plus que les autres humains. Je distingue les humains et les Allemands, etc., etc. » (p. 309, 169). Les banquiers juifs, Bleichröder, Cohn, indispensables et méprisés, rôdent dans l'intimité de ces grands seigneurs...

Le texte est d'autant plus agréable à lire que les notes, qui se réfèrent aux documents diplomatiques publiés, renseignent immédiatement sur les hommes et sur les événements mentionnés¹.

* * *

Les mémoires de Bülow ont été souvent discutés, mais personne n'avait encore pu faire la critique méthodique du texte. M. Hiller von Gaertringen s'y est attaché. Des trois manuscrits laissés par le chancelier, l'un a été

1. *The Holstein Papers*, edited by Norman Rich and M. H. Fisher, Vol. II : *Diaries*. Cambridge, University Press, 1957, in-8°, xxii-404 p. — *Die geheimen Papiere Friedrichs von Holstein*, herausgegeben von Norman Rich und M. H. Fisher. Deutsche Ausgabe von Werner Fraundienst, Bd. II, Tagebücher. Göttingen, Musterschmidt, 1957, in-8°, xi-442 p.

perdu. De nombreuses différences apparaissaient entre les deux autres, un seul ayant été corrigé par Bülow. Les éditeurs, d'autre part, apportèrent des corrections de forme à cette œuvre dictée. Mais les modifications relevées par l'auteur n'ont pas faussé la pensée de Bülow, dont le style a été amélioré. Il en est de même de la correction des épreuves. Au total, l'auteur a relevé 3800 différences entre le manuscrit et le livre.

L'œuvre n'a pas été composée d'un seul jet. Dès 1908, à la veille de sa chute, Bülow songea à une studieuse retraite et à la rédaction de ses Mémoires. Pendant son long exil romain, il garda le silence, car il espérait revenir aux affaires, mais il suivit de très près l'évolution de la politique allemande et prépara la justification de son activité. Le souci de prouver qu'il était dans le vrai et qu'il aurait évité les erreurs de ses successeurs le hantait. Lorsqu'il signa le 15 janvier 1921 son contrat avec la librairie Ullstein, ses dossiers étaient prêts. Les Mémoires de Bethmann-Hollweg avaient paru et Bülow était décidé à rédiger une œuvre à la fois plus objective et plus attrayante. Il termina en 1924 les tomes sur son activité politique, qu'il révisa au cours des deux années suivantes, en utilisant les tomes parus de la *Grosse Politik* et les nombreux Mémoires publiés à cette époque. Une dernière révision suivit, ainsi que la rédaction du tome V sur sa biographie avant son accession à la chancellerie. Au cours de ces huit années, les idées de Bülow se modifièrent et le souci de « justification » devint de plus en plus impérieux.

L'évolution psychologique du chancelier pendant les vingt années qui s'écoulèrent entre sa chute et l'achèvement de ses Mémoires est retracée d'après ses journaux intimes, sa correspondance et les témoignages de ceux qui ont été en relations avec lui.

Sur la valeur historique de ces Mémoires, l'auteur nous renseigne en procédant à l'étude critique de l'affaire du *Daily Telegraph*; des documents nouveaux lui permettent de préciser la responsabilité de Bülow. Il a autorisé la publication de l'interview. Probablement n'avait-il pas lu le texte que Guillaume II l'avait prié de revoir. Il ne se rendit pas compte de son importance et utilisa l'incident pour empêcher l'empereur de prendre à l'avenir des initiatives de politique extérieure. La comparaison entre le récit des Mémoires et les faits rétablis d'après les sources oblige à retirer toute valeur historique aux Mémoires. Bülow néglige sa propre responsabilité et passe entièrement sous silence la forte influence exercée par Holstein, qui insista pour que Guillaume II s'engageât à rester désormais à l'écart. La conjoncture internationale et la situation intérieure y sont également déformées.

L'étude de la chute de Bülow révèle également les déformations auxquelles les événements postérieurs et une excessive confiance en sa mémoire incitèrent le chancelier.

En conclusion, M. von Gaertringen conseille de n'accorder qu'une faible audience aux Mémoires de Bülow. Les portraits et les anecdotes qui les

animent séduiront cependant longtemps les lecteurs ; ils ne devront être cités que sous forme de témoignages éminemment subjectifs¹.

Le panégyrique de Tirpitz, par M. Alfred Schulze, rappelle les événements marquants de la biographie du Gross Admiral. Il ne dispense évidemment pas de recourir à l'ouvrage fondamental de M. Walther Hubatsch : *Die Ära Tirpitz*, que la *Revue historique* n'a pas reçue.

Henri BRUNSWIG,

Professeur à l'École Nationale de la France d'Outre-Mer.

1. Friedrich, Freiherr HILLER VON GAERTRINGEN, *Fürst Bülow's Denkwürdigkeiten. Untersuchungen zu ihrer Entstehungsgeschichte und ihrer Kritik*. Tübingen, Mohr, 1956, in-8°, x-353 p. (Tübinger Studien zur Geschichte und Politik.)

BULLETINS HISTORIQUES

RÉSULTATS DES TRAVAUX JAPONAIS (1955-1956)

TOUCHANT L'HISTOIRE DU JAPON

(2^e Partie¹)

L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ ENTRE, EN GROS, LA FIN DU X^e SIÈCLE ET LA FIN DU XII^e, SELON M. ISHIMODA

(Cf. *op. cit.*, I, p. 101 et suiv.)

Poursuivant l'examen des changements qui sont survenus dans la société insulaire, en commençant par ceux qui en ont affecté les couches supérieures, M. Ishimoda voit dans Taira Tadatsune, un *bushi*, « guerrier », qui se révolta, en 1028, dans les provinces d'Awa et de Kadzusa (donc, en gros, dans la moitié méridionale de la préfecture actuelle de Chiba ; immédiatement à l'est de Tōkyō), le chef d'une famille puissante *gōzoku*, un magnat si l'on veut, qui s'est donné comme objectif d'affermir son contrôle personnel sur une région qui était périphérique par rapport à celle de Kyōto. De là, l'entrée en conflit de Tadatsune avec les représentants du pouvoir central dans cette même partie du territoire et, finalement, avec l'autorité du *kwambaku*, un Fujiwara à cette époque-là. La faiblesse des adversaires de Tadatsune ressort de ce qu'ils furent obligés de faire appel à l'aide militaire d'un autre *bushi*, en l'occurrence à celle de Minamoto-no Yorinobu, alors

1. La première partie de ce *Bulletin* a paru dans le numéro d'octobre-décembre 1958, p. 324 et sq. Le lecteur voudra bien y apporter les corrections suivantes : p. 333, l. 28, lire Hayashiya T., à la place de Moriya ; la même correction est à faire à la p. 342, l. 10-11, à la p. 348, l. 35, ainsi qu'à la p. 349, l. 33. On lira Hayashiya (au lieu de Hayashi) à la p. 339. Enfin, 1187 est à changer en 1087 à la l. 2 de la p. 341. P. 343, l. 28, la lecture (*shoen.seiri*) *azū* est préférable à *ryō*.

A la documentation déjà signalée (cf. p. 342), on ajoutera la suivante : Takeuchi R., *Nihon shōen kenkyū-no rekishi*, in Shien, 65 ; Hayashiya T., *Risuryō.sei-kara shōen.sei-e*, in *Rekishi-gaku kenkyū*, 183 ; Nishioka T., *Shōen.sei-no kenkyū* (Iwanami) ; Matsumoto Sh., *Chōsei shakai-no kenkyū* ; Fujima I., *Nihon dorei.sei shakai-ni tsuite-no kenkyū « nōto »*, in *Rekishi-gaku kenkyū*, 187 ; Toyoda T., *Nihon hōken shakai-no tokushoku* ; Itō S., *Myō kaitaiki-no kaisō.bunka-to myōshu.sō-no seikaku*, in Bunka, XIX, 7 ; Fukuda E., *Izumi-no kuni Otorisō-to jūō Tashiro.shi-ni tsuite*, in *Sundai shigaku*, 5 ; Hashimoto Y., *Insei seiken-no ichi kōsatsu*, in *Kunaichō Shoryōbu*, Kiyō, vol. 4. Il va sans dire que ces renseignements bibliographiques sont limités à l'essentiel.

Je tiens à remercier ici M. Mori (Arimasa) : j'ai pu, grâce à lui, progresser plus rapidement dans la lecture d'une partie de l'ouvrage, touffu et ardu, de M. Ishimoda.

gouverneur de la province de Kai. Toutefois, ce dernier temporisa, avant d'intervenir contre celui qui venait d'être proclamé « rebelle » envers l'empereur, et, dans la réalité, conclut M. Ishimoda, ce qui mit fin à la lutte ce fut avant tout l'épuisement des provinces où la guerre se prolongeait : en effet, la situation économique y était devenue si grave que, d'après un document daté de 1034, dix-huit *chō* (soit moins de 20 hectares environ, à l'époque) seulement de rizière y restaient en culture, alors que la superficie normalement cultivée en riz y avait été évaluée à 22.980 *chō* antérieurement au début des troubles (cf. *op. cit.*, I, *Addendum*, n° 1, p. 182 et suiv., p. 192). Tadatsune se soumit ; mais, indice supplémentaire de la faiblesse de l'autorité centrale à l'époque et dans une « région périphérique », les terres familiales du « rebelle » n'ayant pas été confisquées, ses descendants pourront, sous le nom de clan de Chiba, se ranger, quelque cinquante ans plus tard, sous la bannière de Minamoto-no Yoritomo (cf. *op. cit.*, p. 195-196). Ils auront pris alors la sage précaution de remettre *kishin-su* leurs terres (en l'occurrence, les titres *shōmon* relatifs à celles-ci) entre les mains d'un protecteur tout puissant, d'un *honjo* (littéralement : « lieu principal » = le siège d'une autorité supérieure, et cette autorité elle-même) par conséquent, à savoir le chef du grand temple d'Ise (cf. *op. cit.*, I, p. 103-104, 114-115), tout en continuant d'exercer des droits *shiki* de « maître du sol » *ji.nushi.shiki* sur lesdites terres (cf. ici, le N. B. p. 333, l. 1 et suiv.).

L'affaiblissement du pouvoir central était manifeste dans les territoires périphériques du Sud aussi bien que dans ceux du Nord ; M. Ishimoda en veut pour preuve (cf. *op. cit.*, I, p. 110 et suiv.) l'existence, dans le nord-est de l'île de Kyūshū, et vers le début de la dernière décade du XII^e siècle (donc à une époque à laquelle la charge de *Kwambaku* n'était plus le monopole de fait des Fujiwara), d'une organisation qui présente, elle, cette caractéristique d'être déjà fortement hiérarchisée et soumise à l'autorité d'un chef — Yoshinao, tête du clan des Ōtomo — qui joint, à la qualité de « guerrier », celle de « garde-protecteur » *shugo* de la province de Bungo. Personnellement, Yoshinao tenait dans son allégeance, en sa qualité de chef d'une « famille-souche » *hon.ke* en possession de biens fonciers, un certain nombre de « familles-séparées » *bun.ke* (de ladite « souche ») qui avaient leurs biens, elles aussi. La cohésion de ce premier ensemble composite était assurée du fait que la succession s'opérait, en principe, de père en fils aîné *sōryō* (cf. *op. cit.*, I, p. 111, 113, 123-124, 158-159, 161-162) dans le *honke*, les cadets y demeurant dans l'obédience de leur aîné même après qu'ils avaient reçu chacun une part de l'héritage paternel. Mais Yoshinao exerçait en outre un contrôle *chigyō* administratif (en fait, un contrôle économique, fiscal et militaire) et des *shiki* sur un rassemblement de terroirs qui étaient soumis, les uns, aux regards de ses *jūtō*, c'est-à-dire d'intendants qu'il y déléguait en sa qualité de *ryōshu* (~ *ryōke*) ou encore de « patron » de terres remises, et les autres à ceux de fonctionnaires qui relevaient, en principe, du *shugo* provincial qu'il était.

N. B. — Nous croyons utile d'éclairer le lecteur sur deux points, dans la mesure où nous sommes nous-même bien informé :

A cette époque (XI^e-XII^e siècle), le « droit » de contrôle qu'exerce un chef de domaine *ryōshu* (ou *ryōke*) est désigné d'un terme sino-japonais *chi.gyō* qui se laisse traduire littéralement par « connaître *chi* d'[une terre et de ses occupants] [d'une manière] active *gyō* », car *chi* est bien le chinois *tche* au sens de « connaître de » et d'administrer. Notons-le, le *Ts'eu-yuan* ne fournit pas le composé *tche-hing*. L'origine du mot composé *chi.gyō* mériterait donc d'être étudiée. En dépit des controverses qui se poursuivent touchant le sens de ce terme (j'ai en vue, ici, surtout celle qui continue d'opposer M. Ishii R. à M. Maki K. ; cf. *Hōseishi kenkyū*, 5, 1955, et *Kokka gakkai zasshi*, 70, 8, et 71, 1, 1956 — je me réfère au numéro 5 du *Shigaku zasshi*, LXVI, 1956, p. 40 — pour cette raison que le dernier de ces juristes se refuse à voir une « occupation » *sen.yū*, et moins encore une forme de « propriété » dans le *chigyō*, puisqu'il considère qu'il s'est agi là de l'exercice d'un droit immobilier *fudo.sambutsu.ken-no.gyōshi*, le terme en question ayant ressorti, écrit-il, au vocabulaire des légistes. M. Joūon des Longrais, cf. *L'Est et l'Ouest*, p. 131-137, croit à une identité entre le *chigyō*, d'une part, et la « saisine », la « Gewere », d'autre part), il semble qu'on soit en droit de faire du *chigyō* une « habilité » à contrôler, cette « habilité » étant reconnue exactement dans la mesure où elle était exercée effectivement et d'une façon durable, et ce pour des raisons de fait variables, à un degré variable et à un niveau également variable, le contrôle en question portant à la fois sur un terroir et sur la population de celui-ci. Le terme aurait pris son maximum d'extension sémantique avec l'entrée dans l'usage de l'expression *chigyō.koku* (« pays de *chigyō* »).

Un autre terme, *shiki*, est aussi difficile à traduire que le précédent : il recouvrait, lui, les droits enchevêtrés qui grevaient une terre, et, en particulier, une rizière. Je constate avec regret qu'aucun article ne lui est réservé dans, par exemple, le *Nihonshi jiten* (éd. Sōgensha, 1954) où figure seulement le mot *shiki.bun.den* (pour *shiki.den* le lecteur y est renvoyé à ce même mot), « rizière allouée à un fonctionnaire à titre de salaire-rétribution », en considération de la fonction que ledit fonctionnaire assume. En fait, la notion de *shiki* avait évolué, elle aussi, par suite de la détérioration des institutions dites des Codes et des changements qui étaient intervenus dans les structures économiques japonaises, à partir, au plus tard, de la fin du x^e siècle. M. Joūon des Longrais rend *shiki* tantôt par « intérêt » ou par « rente » — cf. *op. cit.*, p. 50, 99-100 — et tantôt par « office-bénéfice », cf. *Age de Kamakura*, Sources, Archives, p. 273, 274, 393, 394 et *passim*. Asakawa K. voyait, lui, dans les *shiki*, des « rights which accompanied the enjoyment of incomes from the land » ; le mot ayant signifié, ajoutait-il, « office » ; cf. *The Documents of Iriki*, nouvelle éd. (Tōkyō, 1955), p. 3. Là encore, il s'agissait surtout d'« habilités » à percevoir des redevances, qui étaient exercées à des titres divers, et qui s'enchevêtraient en raison même de leur variété.

Rappelons enfin que la remise *kishin* d'une terre à un *honjo* ou à un *ryōke* laissait au « remetteur » le « droit d'exploiter son fonds » *shitaji.shinshi* ; en effet, il ne devait à son « patron », à titre de *shiki*, qu'une redevance en nature.

Il est vraisemblable que si une « fonction publique » (~ officielle) *shiki* a pu faire l'objet d'une dotation en terre c'est parce que le détenteur d'une telle fonction assurait effectivement un service « public ». Il reste cependant à expliquer pourquoi la rétribution d'un tel service a revêtu le caractère d'un simple usufruit. A première vue, la réponse paraît simple : s'il en a été ainsi, dira-t-on, c'est parce

que la fonction ainsi rétribuée n'avait qu'un caractère temporaire et, surtout, pour cette raison que la terre qui faisait l'objet du droit d'usufruit *shiki* était réputée, elle-même, « chose publique », c'est-à-dire inaliénable. Il reste néanmoins à savoir si ce sont là les seules explications valables, quand on veut tenir compte de la mentalité des gens du temps. A cet égard, il me semble qu'on n'a pas prêté une attention suffisante au fait que le mot chinois *kong* (sino-japonais : *kō*) qui est passé au Japon avec le sens de *kimi*, le Prince (l'empereur, et sa cour), et celui d'*ōyake*, « commun », « public », « officiel », a fort bien pu y masquer des conceptions plus anciennes, communautaires, difficiles à atteindre, faute de documents explicites. Pratiquement, le *shiki* (droit d'usufruit) a permis au moins à deux individus de jouir du produit d'une même terre sans qu'on eût à l'aliéner en partie ou à la fragmenter ; c'était là un gros avantage dans une société où l'agriculture était encore peu développée. Cela dit, il n'en reste pas moins évident que la superposition de droits que cet usage implique n'a pu être admise que par des gens qui, concevant à la rigueur qu'on détienne une terre, n'avaient, par contre, aucune conception juridique précise du « droit de propriété », ou de la propriété individuelle.

A l'époque de Yoshinao, le terme *jūtō* n'a certainement plus le sens de « tête *tō* (d'une) terre *ji* », c'est-à-dire d'individu qui est « maître d'une terre », pour cette raison qu'il a été le premier à la mettre ou à la faire mettre en culture *kaihotsu*. Les historiens nippons nous paraissent toutefois avoir négligé de préciser dans quelles conditions et vers quelle époque le terme chinois *ti-t'ou*, un terme de fiscalité qui est attesté notamment dans la législation des T'ang, est passé au Japon sous la leçon *ji.tō*, et de définir le sens qu'il avait alors. Quoi qu'il en ait été, le terme désigne, dans le cas qui nous occupe (à savoir celui des terres contrôlées par Yoshinao), une espèce d'intendant. Et il va sans dire que l'importance d'un *jūtō* variait en raison même de la superficie des immeubles qu'il régissait et du nombre des individus qui vivaient sur ces immeubles ou qui les exploitaient (cf. *op. cit.*, I, p. 239-241). De là, la distinction que M. Ishimoda propose d'établir entre des « grands » *sō.jūtō* et des « petits » *jūtō*, ceux-ci constituant du reste la majorité représentative de cette catégorie sociale.

En dessous de cette superstructure étagée, on rencontrait, du haut vers le bas de l'échelle sociale, d'une part, des propriétaires *myōshu*, gros et petits (cf. *op. cit.*, I, p. 240-241), de « rizières dénommées » dont les plus puissants, une minorité, semblent avoir déjà pris place, à côté des *ryōshu*, dans ladite superstructure, et, d'autre part, une plèbe de paysans dont la condition variait de celle de l'homme libre à celle du serf, et même à celle de l'esclave, dans le cas de certains individus que leur maître gardait la faculté de vendre (cf. *op. cit.*, I, p. 105, l. 14).

Ainsi se seraient échafaudés et insérés à l'intérieur des institutions dites des Codes des groupements complexes, des *uklad* d'un type renouvelé, qui, hiérarchisés, étaient tenus dans une tutelle dont on peut dire qu'elle offrait déjà, partiellement au moins, un caractère militaire. Or, de toute évidence, la présence de corps organisés de ce genre-là n'a pu que contribuer à la dislocation de celles des structures qui demeuraient fondées, elles, sur l'interdiction de posséder le sol à titre privé ainsi que sur la primauté sociale

d'aristocrates détenteurs de domaines, et sur les pouvoirs qui restaient dévolus aux fonctionnaires régionaux. Toujours est-il qu'on voit coexister dès lors des structures nouvelles et des structures anciennes, qu'on constate que les rouages de la machine administrative grincent. Assurément, une telle situation n'a pu que provoquer un lent pourrissement des fondements sur lesquels l'état et la société étaient censés toujours reposer.

Ce qui vient d'être dit valait dans le cas de « régions périphériques » ; mais on arrive à une conclusion sensiblement analogue si l'on se rapproche du centre vital du Japon, c'est-à-dire, à cette époque, de Kyôto et de la région du Kinai (ou Kinki) : il suffira, en effet, pour s'en convaincre de considérer, par exemple, avec M. Ishimoda (cf. *op. cit.*, p. 128), que le domaine de Tamadaki, un *shô* qui dépendait du Tôdaiji (un des temples bouddhiques de Nara), mais qui se trouvait situé dans la portion septentrionale de la province d'Iga (voisine, au nord-est, de celle du Yamato), était soumis à pas moins de trois contrôles conjugués, et qui émanaient, le premier, de l'autorité gouvernementale *kokuga*, le second, de ce même temple, et le troisième, d'un *ryôshu*. On est même d'autant plus en droit de juger que cette superposition de contrôles aboutissait à limiter ceux de l'état qu'on sait que ce dernier n'exerçait plus guère sur le *shô* qui nous occupe, que le droit de diminuer, ou de suspendre, les redevances *kajishi* que le temple et le *ryôshu* en question exigeaient des occupants *shômin* dudit domaine.

Nous notons que M. Ishimoda (cf. *op. cit.*, I, p. 135) est d'avis que le *ryôshu* de caractère « guerrier » n'appartient pas encore, tout au moins au XI^e siècle et au début du XII^e, à une caste militaire à laquelle une tradition bien établie et généralisée aurait conféré un statut privilégié, ou même une position à part dans la société, et qui lui auraient permis d'entrer en compétition ouverte avec les autorités et les membres de l'aristocratie. Dans la réalité, ce serait donc avant tout par sa situation personnelle, par son mode d'existence ainsi que par son prestige individuel et ses relations en haut lieu qu'un magnat régional se serait affirmé sur le plan social, antérieurement au XII^e siècle. Encore faut-il se souvenir à ce propos que les hobereaux en question n'avaient pas tous la même origine ni le même entregent : certains d'entre eux étaient de bonne naissance ; d'autres avaient percé en raison d'alliances matrimoniales avec des *kuge* (nobles de cour), ou grâce à la protection d'un « patron » plus puissant qu'eux-mêmes ; d'autres restaient, au contraire, assez proches des propriétaires fonciers qui formaient le noyau de leur clientèle locale (cf. *op. cit.*, p. 115-122, 125, 136-137).

M. Ishimoda est conduit naturellement à étudier la condition des individus qui constituaient la classe paysanne soit en tant que « propriétaires » qui exploitaient des « *myô* de paysan » *hyakushô.myô(den)*, directement ou indirectement, soit comme agriculteurs « non-propriétaires ». Pour lui, deux phénomènes essentiels se seraient produits au Japon entre, en gros, la fin du IX^e siècle et le début du XII^e, savoir : 1^o) la formation d'une classe de « propriétaires » fonciers (les *myôshu*, les *tato*, etc., auxquels nous avons déjà fait allusion, cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 345-347), et 2^o) la transformation

d'une partie des travailleurs agricoles en « serfs », sinon en tenants, transformation qui implique, selon l'auteur, une régression de l'« esclavage ». Cf. notamment p. 138-139, 149, 152-153, 161-162.

La pénurie de la documentation rend malheureusement difficile toute tentative qui est faite tant en vue de préciser le degré d'indépendance dont les « propriétaires », gros et moyens, d'extraction paysanne, ont pu jouir à l'égard des représentants de l'autorité ou des maîtres de domaines au cours, disons, du XI^e siècle, que pour définir la nature des rapports qui ont pu être, vers la même époque, ceux d'un « propriétaire » foncier avec les paysans de toute condition qui résidaient sur sa terre, à un titre quelconque. La difficulté n'a cependant pas fait reculer M. Ishimoda. Nous examinerons d'abord ce qu'il a écrit de la condition des *zaïke*.

Nous regretterons que d'entrée, l'auteur ne soit pas parti d'une définition claire du terme *zaïke* lui-même. A en juger d'après la signification de chacun des deux caractères chinois qui le composent, ce terme ne pouvait signifier, à l'origine, que « résider *zai* (dans une) maison », encore qu'on sache qu'il a désigné, d'assez bonne heure, le « laïque » par opposition au « moine », en Chine puis au Japon. Mais ce qui préoccupera le lecteur occidental de M. Ishimoda c'est surtout la question de savoir si *zaïke* a été appliqué, au Japon et durant l'époque de Heian, aux paysans en général ou seulement à des paysans *domiciliés*, auquel dernier cas il importe de savoir si lesdits paysans l'étaient exclusivement sur la terre d'un maître, c'est-à-dire dans une maison qui appartenait à ce dernier, ou bien déjà, à l'occasion, dans une maison qui leur était propre, bien qu'elle ait pu être située sur une terre qu'ils ne détenaient point personnellement. Or, non seulement M. Ishimoda n'a pas apporté toute la clarté désirable sur ces points-là (il parle tour à tour de « paysans » et de « domiciliés » *zaïke.jūnin*, cf. *op. cit.*, p. 252, l. 11, mais aussi de *zaïke* nantis de terres et détenteurs d'une main-d'œuvre servile, cf. par exemple, p. 261, p. 146), mais encore les ouvrages de référence (le *Nihonshi jiten*, édit. Sōgensha, reste muet sur *zaïke*), comme le *Nihonshi* (dans la collection des *Iwanami shō.jiten*, p. 71), ne sont guère plus explicites, et Asakawa (cf. « The Documents of Iriki », nouvelle édition, p. 104) lui-même s'est contenté de rendre *zaïke* par « rural house ». A tout prendre, on paraît d'autant plus fondé à penser qu'un *zaïke* ne détenait pas obligatoirement sa maison que l'expression *zaïke.yaku* semble bien avoir désigné l'ensemble des redevances et obligations auxquelles un *zaïke* se trouvait astreint du seul fait qu'il était logé par un propriétaire et sur une terre qu'il cultivait pour ce dernier.

Une fois écartés du débat les documents trop tardifs (par exemple, celui dont M. Ishimoda a fait état p. 139, bien qu'il soit daté de 1320) et certains excursus qui conservent visiblement le caractère de l'hypothèse, les deux pièces maîtresses sur lesquelles l'auteur a fait porter la discussion touchant la condition des *zaïke* vers le milieu du XIII^e siècle, donc à une époque déjà bien tardive, restent finalement, d'une part, un acte écrit (cf. *op. cit.*, l. p. 143-144) par lequel la veuve d'Ōtomo Yoshinao (cf. ci-dessus, p. 332, l. 29)

a cédé, à la date de 1240, et respectivement à son second fils et à son huitième, des *jūō-shiki* qu'elle détenait sur des terres qui se trouvaient localisées sur un domaine dit Ōno.shō (au village de Shiga[mura], en Bungo), et, d'autre part, une « annexe » à une « lettre de cession-transfert » (cf. *op. cit.*, I, p. 141-142), annexe par laquelle un *myōshu* a cédé des biens sis à Morotomi (district de Kunisaki, également en Bungo) à son fils, en l'an 1263.

Du premier en date (cf. *Ōtomo shiryō*, n° 417, Monjo) de ces deux actes, il ressort notamment que les *zaike* qui y sont mentionnés, en même temps que des immeubles, étaient, les uns, des *hon.zaike* qu'on décomptait par « maisons » (12, au total) et qui résidaient sur des *myōden* (« rizières dénommées »), et, les autres, des *zaike* tout court (15, au total), à propos de chacun desquels sont fournies des indications touchant une rizière, et, fait intéressant, un « jardin » (*sono* ; sino-jap. *en*). Dans le second document (cf. *Ōtomo shiryō*, n° 503, Monjo), il est question des immeubles d'un *myōshu* qui se décomposaient, eux, en rizières (*kado.ta*, rizières attenantes à la résidence du propriétaire, et en *kuden*), en champs et également en *zaike* (17, au total) ; mais, cette fois, ceux-ci sont répartis en *hon-zaike* (au nombre de 10 maisons) et en *waki-zaike* (*Zaike* latéraux, au nombre de 7 maisons), et sans que mention soit faite de terres (rizières, champs ou jardins) à leur propos.

Disposant d'une place très limitée nous nous bornerons à résumer d'une façon exagérément brève — l'auteur voudra bien nous en excuser — les conclusions essentielles que M. Ishimoda a tirées de l'examen de ces deux documents : en premier lieu, l'un et l'autre permettent, écrit-il, d'étudier « la structure du système de contrôle » qui était exercé par un propriétaire, tout au moins à Bungo et vers le milieu (1323-1333) de l'époque de Kamakura ; disons, ici, *circa* 1250, puisque nous n'avons tenu compte que des documents qui sont respectivement datés de 1240 et de 1263. Dans le plus ancien en date de ceux-ci (le document *B* de M. Ishimoda), il est question de terres et de gens qui sont l'« objet » de droits exercés par un *jūō* (*jūō-shiki* ; M. Ishimoda se réfère ici à Maki M., *Nihon hōken seido seiritsu.shi*, p. 196 et suiv.) ; dans ce cas-ci, écrit-il, les immeubles se composent a) de quatre « rizières dénommées » à propos desquelles il est question de douze « maisons » de *zaike*, b) d'une « rizière à l'usage [du détenteur] » *go.yō tsukuri.da*, à propos de laquelle il n'est plus fait état de *zaike*, et c) de *zaike* qui figurent à part, chacun en un lieu *tokoro* distinct (15, au total), mention étant faite, à propos de chacun d'eux, d'une rizière et d'un « jardin » (cf. *op. cit.*, I, p. 146). M. Ishimoda déduit de ces données que ces derniers *zaike* (ceux que nous faisons figurer en c) avaient chacun leur maison *yashiki* (cf. *op. cit.*, I, p. 146, l. 6) et, si nous avons bien compris, une maison qui était située, elle, soit près d'une rizière, soit près d'un « jardin », puisqu'il y a lieu de tenir compte (cf. aussi *op. cit.*, I, p. 265) de « *zaike* avec rizière », ou « avec jardin », ou sans. Le second document (le document *A* de M. Ishimoda) a trait, à première vue, aux biens d'un *myōshu* (détenteur d'une « terre dénommée »). Ces biens se répartissent, eux aussi, en rizières (*kado.da* et *kuden.zatsumen*) ; il s'agissait dans ce dernier cas de terres qui, jadis ré-

putées « publiques », n'étaient exemptes que de certaines redevances, à savoir de *kujī*, en champs ainsi qu'en *zaike* ; mais ceux-ci sont visiblement domiciliés sur les terres de leur maître.

De la confrontation des textes, il ressort certes, poursuit M. Ishimoda, que les *zaike* — M. Nagahara (cf. *Rekishigaku kenkyū*, n° 140, p. 9) a bien montré qu'il ne pouvait plus s'agir là d'« esclaves », à l'époque considérée (cf. Ishimoda, *op. cit.*, I, p. 145) — ressortissaient, en gros, à deux catégories différentes : en effet, il n'est plus question de terres dans le cas des dix-sept d'entre eux qui figurent au document second, celui de 1263 ; ils étaient donc domiciliés sur des rizières et des champs qu'ils exploitaient pour le compte d'un même maître, un *myōshu*. Au contraire, l'étendue, exceptionnelle pour l'époque, des quatre « rizières dénommées » dont il est fait mention dans le premier en date (1240) des deux actes considérés, donnant à penser que lesdites rizières ne se trouvaient pas de fait dans la possession d'un *jūtō* mais vraisemblablement dans celle de plusieurs *myōshu* — ce qui revient à dire que le *jūtō* n'exerçait sur elles que des *shiki*, la seule rizière qu'il détint réellement ayant été, en l'occurrence, le *go.yō tsukuri.da* (cf. ci-dessus, p. 337, l. 33) — force serait de penser que les *zaike* dont il est question dans ce document-là cultivaient, eux, des rizières, des « jardins » à proximité desquels ils avaient leur maison propre, encore qu'ils restassent eux-mêmes dans la dépendance desdits *myōshu*.

Reconnaissons-le, M. Ishimoda donne du document de 1240 une interprétation qui paraît pertinente ; pourtant, il ne nous convainc pas entièrement quand il conclut que chacun des *zaike* dont il y est fait mention a détenu personnellement des terres et une maison. Nous voulons dire par là qu'un problème d'une telle importance exige pour être résolu des preuves plus formelles et une documentation plus étalée, dans le temps, que celles que M. Ishimoda a fournies ou à laquelle il a été contraint de se limiter. On ne peut s'empêcher non plus de noter qu'un même paysan a pu être qualifié de *zaike*, en tant qu'*individu* astreint au *zaike.yaku* (ne pourrait-on comprendre qu'il s'agissait là du responsable d'un *groupe*? — l'auteur ne le dit pas), mais de *tato*, en sa qualité d'*occupant* d'une terre qui dépendait d'un *ryōshu* et, en l'espèce, du Tōdaiji (cf. *op. cit.*, I, p. 253). Une telle complexité n'est assurément pas faite pour simplifier la tâche de l'historien.

D'autre part, si M. Ishimoda admet que ceux des dix-sept *zaike* qui figurent sur le document de 1263 ont dû travailler également sur la terre de leur *myōshu* (ou sur celles de plusieurs *myōshu*), pour cette raison que les rizières qu'ils ont pu détenir étaient d'une superficie trop réduite pour avoir pu produire une quantité de riz capable d'assurer leur subsistance individuelle (cf. *op. cit.*, I, p. 255), on est en droit de lui demander dans quelle mesure le *myōshu* a complété les besoins en nourriture des *zaike* qui se trouvaient ainsi placés dans sa dépendance économique ? Et on peut supposer qu'une question identique se pose touchant celui des quinze *zaike* (auxquels le document de 1240 assigne des terres) dont la rizière était limitée en su-

perficie à trois *tan*. On pourrait, au contraire, reconnaître une indépendance déjà plus nette à ceux des *zaïke* qui ont exploité une rizière d'un *chō*; encore faudrait-il, pour pouvoir le faire, avoir la certitude qu'il s'agissait là, dans chaque cas, d'un individu isolé, et nullement d'une « maisonnée » qui aurait comporté plusieurs membres. Cette dernière question nous paraît d'autant plus pertinente que M. Ishimoda définira lui-même le *zaïke* « une réunion *tōitsu* d'hommes, de terres et d'(une?) demeure » qui constituait un « objet de prise » (en produits, en redevances et en corvées) *shūshu* analogue à celui qu'on retrouve dans le *myō* paysan; ce qui, reconnaissons-le, paraît très vraisemblable (cf. *op. cit.*, I, p. 252). Notons enfin que l'auteur émet des réserves (cf. *op. cit.*, I, p. 250-251) quant aux interprétations que des juristes et M. Takeuchi R. ont fournies d'un court passage du *Goseibai shikimoku* (ou *Jōei shikimoku*; coutumier féodal de 1232, article 42) : ... « Pour ce qui est de quitter (une terre ou d'y) rester, il convient de s'en remettre à [pour ma part, je comprends : « il convient de tenir compte, avec tolérance, de »] l'idée des gens [je comprends : « des motifs que des paysans ont pu avoir de quitter une terre »] » : en effet, d'après M. Ishimoda, ce passage, qui est d'une interprétation très délicate, a fort bien pu ne viser que l'exercice du droit de poursuite à l'encontre d'un paysan en fuite, la fuite définitive ayant été jugée à l'époque, ajoute-t-il, entraîner la rupture, d'une part, des rapports individuels de maître à paysan et, d'autre part, de tout lien de fait entre celui-ci et une terre.

Poursuivant son analyse, M. Ishimoda est d'avis qu'une fragmentation accompagnée d'une certaine hiérarchisation s'est esquissée aussi à l'intérieur des couches paysannes, entre, d'une part, la fin du x^e siècle et, d'autre part, le moment à partir duquel on voit se dessiner les structures féodales, celles de l'époque de Kamakura. Ce procès évolutif qui s'est déroulé parallèlement à l'apparition de ceux des *jūtō* (les *sō.jūtō*; cf. *op. cit.*, I, p. 240-241) et des *myōshu* qui, vu l'importance des biens fonciers qu'ils contrôlaient, s'étaient progressivement identifiés, les uns et les autres, aux *ryōshu* (cf. *op. cit.*, p. 228, 232, 242), au nombre desquels figurent, dès lors, des « guerriers », a résulté, selon l'auteur — l'esclavage étatique et domestique est alors visiblement en régression dans la société insulaire —, de l'existence indéniable de *myōshu* détenteurs (*ji.nushi*) de *hyakushō.myō* (« *myō* de paysan »; cf. *op. cit.*, I, p. 152, p. 261 et suiv.) ainsi que de celle de *tato* qui, faute d'avoir pu opérer, eux, de grands rassemblements de terres, en un pays où la petite exploitation agricole *reisai-nō* prédominait, et alors même qu'ils s'efforçaient de mettre leurs biens sous la protection de *ryōshu*, n'en avaient pas moins réussi à placer dans leur dépendance une main-d'œuvre qui offrait, elle aussi, un caractère différencié, puisqu'elle se composait de *genin*, de *shojū*, de *mōto* (cf. *op. cit.*, I, p. 139, 149-150, 152, 261-262), c'est-à-dire d'individus dont la condition était indéniablement de caractère humble (cf. *op. cit.*, I, p. 258), si mal connu qu'elle reste des historiens. Pour sa part, M. Ishimoda envisage que les *zaïke* et les plus favorisés des individus qui composaient la « plèbe » agricole mériteraient déjà d'être considérés comme

des serfs sinon comme des tenants (cf. *op. cit.*, I, p. 139-140 ; le cas dont il est fait état p. 153-154 est vraiment trop tardif) ; toujours est-il que le besoin croissant que les détenteurs du sol avaient alors de main-d'œuvre et la capacité accrue de production qui était pour l'heure celle des paysans (*op. cit.*, I, p. 161-168) expliqueraient, dans une certaine mesure, l'accession de ces individus à une condition sensiblement meilleure et, par exemple, à la « tenance » *uke.saku* (littéralement : [terre qu'on a demandée et] reçue pour l'exploiter). Une fois cette concession faite à M. Ishimoda, il reste cependant que les textes ne permettent pas de se faire une idée aussi précise de la condition assurément très variée qui était celle de la paysannerie : en effet, si une certaine faculté de résistance des paysans ressort bien d'un passage d'un document de 1149 (cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 345, l. 38-43 : à cette date, plusieurs centaines d'entre eux se rendent au Palais impérial et y présentent une pétition pour réclamer que soient exempts de corvées publiques *kōeki* ceux de leurs *myō*, sis Kawachi, qu'ils avaient remis au *kwambaku* ; cf. *op. cit.*, I, p. 223-224), il apparaît aussi clairement par ailleurs que le *Gangōji* (un temple de Nara) a exercé, en 1060 (cf. *op. cit.*, I, p. 224-225), une pression très dure sur les *myōshu* et les paysans de son domaine d'Aichi, puisque, à cette date, le délégué *shōji* dudit sanctuaire signifia, à ceux d'entre eux qui se refusaient à verser une redevance de 5 *to* (boisseaux) de riz par *tan* (environ 12 ares) cultivé, mais 3 seulement, que seul le « bon plaisir » du maître comptait en la matière, et qu'en cas de refus, il demanderait aux autorités du *Gangōji* qu'il soit mis fin à « l'exploitation du sol » par les récalcitrants et à leur « résidence » sur ledit domaine. Aussi restera-t-on, semble-t-il, plus près de la réalité en admettant avec M. Ishimoda que le *hyakushō-myō* et le *zaïke* ont constitué, à l'époque considérée, et ce au regard du *ryōshu* comme à celui du *myōshu*, autant de moyens de garder prise l'un (le *ryōshu*) sur des détenteurs de terre, l'autre sur des travailleurs agricoles, et, en les attachant à une terre, en les domiciliant sur celle-ci, d'en tirer à la fois un travail régulier et une production qui demeura à peu près constante. On comprend dès lors que la plèbe agricole ait été maintenue à la base de la société étagée dont les classes supérieures (*ryōshu*, *jūtō* ; gros *myōshu*) devaient bientôt former, par la force des choses et le jeu des intérêts, la clientèle du *bakufu* (*shōgunat*) de Kamakura. Compréhensible devient également la tendance qu'on a eue à constituer les *myō* en *kintō.myō*, et ce en particulier, car ce détail a son importance, dans la région du Kinai : en effet, tout donne à penser — M. Ishimoda se réfère sur ce point aux pages 64-65 du travail de M. Takao ainsi qu'à l'étude de M. Watanabe S. (*Kinai shōen-no kiso.kozō*) que nous avons cités, cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 342, l. 11 et l. 2-3 — que les gros détenteurs de terres ont cherché, en l'occurrence, à la fois à éviter le gaspillage de la main-d'œuvre, en la concentrant, et à « égaliser » les terroirs cultivés, c'est-à-dire à s'efforcer de les « arrondir » de façon que leur superficie ainsi « équilibrée » permit un rendement en riz suffisamment important et que l'établissement des redevances, des corvées en fut facilité d'autant ; cf. *op. cit.*, II, p. 446-456. Il ressort

toutefois des différences énormes qu'on observe dans le montant des redevances qui étaient perçues sur les *myō* — c'est ainsi, par exemple, que, sur quinze de ceux-ci qui étaient localisés sur le domaine de Kuroda, un *shō* « contrôlé par l'état » *kokuga.ryō*, l'un a livré 61 *koku* 3 *to* de riz à titre de redevance annuelle, un autre 43 *koku* 7 *to*, un autre 17 *koku* 6 *to*, mais d'autres seulement 3 *koku* 7 *to*, 1 *koku* 8 *to*, ou 9 *to*, ou même un seul ; sur ce point, cf. *op. cit.*, I, p. 228 ; la date (1057) du document utilisé est indiquée dans une note 2, p. 237 — que la répartition du sol cultivé demeurerait extrêmement inégale. Et on en conclura que bon nombre de paysans devaient, pour subsister, louer leurs bras sur la terre d'autrui.

Mais que faut-il entendre au juste par *myō* (*den*), disons, au cours du XII^e siècle ? De l'avis de M. Ishimoda, et c'est là une vue tout à fait nouvelle et originale, les conditions économiques et sociales de l'époque ont fait que le *myō*, et le *hyakushō.myō* en particulier, c'est-à-dire une rizière cultivée qui devait avoir été située à l'origine sur un sol soumis au contrôle de l'état *kokuga.ryō* (M. Ishimoda se fonde ici en particulier sur un document qui est daté de 932, cf. *op. cit.*, I, p. 205), mais dont l'appellation (*myō* = *na*) pouvait ne plus correspondre au nom personnel *na* de son détenteur actuel, par suite de mutations intervenues au cours des ans, a finalement été pris comme assiette des taxes et redevances, les unes et les autres de celles-ci étant établies dès lors directement sur le *myō*, en raison de sa superficie, et réparties au *prorata* des *shiki* des ayants droit. Il s'ensuit donc logiquement — après avoir rappelé la documentation existante (cf. *op. cit.*, I, p. 198) et critiqué la conception de M. Nakada touchant le droit de propriété *shoyū.ken* (cf. *op. cit.*, I, p. 201-202), l'auteur se déclare en désaccord avec M. Takeuchi R., pour qui les taxes ont été perçues exactement au nom *na* du détenteur du *myō* (cf. *op. cit.*, I, p. 206-207) — que lesdites taxes n'ont plus été calculées uniquement en partant des *koseki.keichō* (ces registres dont la confection avait été instituée par le régime des Codes et qui fournissaient le décompte des individus par « famille », ou « foyer », avec pour chacun d'eux, et entre autres indications, une précision touchant leur condition sociale) mais, de plus en plus, d'après des registres qui sont connus, eux, sous les noms de *tochi.daichō*, de *kenden.chō* et de *nayose.chō*, et dont l'entrée en usage daterait, car c'est bien ce qu'affirme M. Ishimoda, non pas du début de la féodalité japonaise, mais d'avant (cf. *op. cit.*, I, p. 209-210, p. 219-222). A ce propos, l'auteur précise que la redevance en riz décortiqué *hakumai* (cf. *op. cit.*, I, p. 213, l. 14) a bien été établie déjà au X^e siècle, d'après la superficie de la rizière cultivée, et qu'au reste, les *hyakushō.myō* ont été localisés dès lors aussi bien sur une terre réputée contrôlée par l'état que sur un domaine privé (cf. *op. cit.*, I, p. 213).

Aussi M. Ishimoda de conclure que la notion de *shoyū.ken*, c'est-à-dire du « droit de propriété » (*shoyū*, mot composé sino-japonais, signifie littéralement : « ce qui existe, ce qui est [à quelqu'un] ») ne s'est point dégagée, au Japon, uniquement de la notion d'« occupation » *sen.yū* et par rapport au « droit d'occupation » *sen.yū.ken*, un « droit » dont il semble au reste qu'on

n'ait pas eu une conscience très claire au XI^e siècle, mais beaucoup plus, et pour commencer, dans l'esprit de ceux qui, à titre de *ryōshu*, exerçaient des contrôles sur des sols et sur des paysans, ceux-ci étant jugés par ces *ryōshu* constituer eux aussi des « objets de possession » (cf. *op. cit.*, I, p. 223, l. 1-3). Bien sûr, poursuit l'auteur, l'apparition des prodromes de la féodalité n'a pu que précipiter la prise de conscience du *shō.yū.ken* par les détenteurs de domaines ; à son avis, ce sera néanmoins beaucoup plus tard seulement, à l'époque féodale proprement dite (donc bien après la période de Kamakura), que la notion d'un tel droit a pu s'affirmer avec une netteté accrue ; qui plus est, ajoute-t-il, il reste évident qu'en trouvant un terrain plus favorable à sa généralisation dans une société hiérarchisée, c'est toujours du haut vers le bas de l'échelle sociale qu'elle a progressé. Cela dit, force serait cependant de penser que la tendance du détenteur d'une terre à « concevoir le *hyakushū.myō* comme la base d'un bien personnel » s'est manifestée de façon claire déjà à la fin de l'époque de Heian (cf. *ibid.*, l. 4). Au contraire, et l'auteur le fait remarquer fort judicieusement (cf. *op. cit.*, I, p. 233), les institutions et les traditions de l'époque du régime des Codes ont continué de freiner, dans la mesure où elles restaient vivaces, la transformation du *ryōshu* en un « seigneur féodal ». Par ailleurs, précise M. Ishimoda, la puissance d'un détenteur de *hyakushō-myō* n'avait encore, au XI^e siècle, aucun fondement légal ; au moins en tiendrait-on la preuve dans le fait que, tel un *tato*, le statut d'un *myōshu* demeurerait celui d'un individu qui, à un titre ou un autre, comme « tenant » à l'occasion, *sakunin* (cf. *op. cit.*, I, p. 233, l. 5), dépendait d'un *ryōshu* laïque ou d'un temple. Si un tel *myōshu* a pu s'insérer finalement dans la société féodale en gestation c'est donc, vraisemblablement, seulement à partir du moment où sa terre a été reconnue former un objet de fiscalité (cf. *op. cit.*, I, p. 220, 222). Le problème étant fort loin d'être simple, l'auteur — nous nous excusons une fois de plus de n'avoir pas assez de place pour rapporter tous ses arguments et suivre sa pensée dans ses nombreux détours et retours — reconnaît pour finir qu'il n'est pas encore possible de dégager toutes les « contradictions internes » qui ont permis le passage des institutions antiques à celles de la préféodalité (cf. *op. cit.*, I, p. 284). Pour l'instant, une seule chose lui paraît présenter un caractère de certitude, celle-ci à savoir qu'il n'est pas possible de penser que le système domanial *shōen.sei* a constitué un simple prolongement, dans le temps, des institutions dites des Codes, ou qu'il a perpétué l'esclavage, auquel cas la féodalité seule marquerait la rupture avec le passé (point de vue de M. Araki M. ; cf. *op. cit.*, I, p. 270 et suiv., p. 274 ; cf. déjà, ici, ci-dessus, p. 332-333), ou encore que les institutions japonaises antiques contenaient déjà en germe une « féodalité de type asiatique » (opinion de MM. Hayakawa et Hani ; cf. *op. cit.*, p. 273).

Il est hors de doute que les institutions antiques, celles du « régime des Codes » *ritsuryō.sei* n'ont cessé de périr à partir de la fin du IX^e siècle : rendues inopérantes déjà par l'absence d'une autorité centrale vraiment indépendante, à l'abri de toute immixtion des privilégiés, elles le furent encore

davantage par l'incapacité des fonctionnaires à maintenir les bases économiques sur lesquelles elles reposaient. Au moins avons-nous la certitude que n'ont été enrayées ni la diminution des terres « publiques » *kuden* impossables (*kubunden*, cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 332, note 1 ; *kueiden*, cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 346, l. 1 et suiv.) ou immunisées (*chokushiden*, cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 343-345 ; certains *shikibunden*, cf. ci-dessus p. 333, l. 28 ; les *kanden*, cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 345 ; les terres de temples), ni l'intégration de terres de culture ancienne ou nouvellement défrichées dans des domaines (le sol cultivé et cultivable a été accaparé surtout par des aristocrates-fonctionnaires et par des temples ; à ce sujet, on se reportera, par exemple, au texte des ordonnances de 896 du Grand Conseil qui interdirent la mainmise à titre personnel sur les terres et les paysans, cf. *Ruijū.sandai.kyaku*, XV, § Konden narabi-ni tsukuda-no koto, Dajōkampu du 2^e jour de la 4^e lune de 896, et XIX, § Kinseiji, Dajōkampu promulgué à cette même date), ni les « remises » de telles terres à des patrons, toutes « remises » qui ont eu pour effet non seulement d'accroître le nombre des *shō*, mais encore de donner une contexture nouvelle à ceux-ci. La teneur des décrets qui, postérieurs aux ordonnances du 13^e jour de la 3^e lune de l'an 902 (sur celles-ci, cf. *Ruijū.sandai.kyaku*, § Kinseiji, in *Kokushitaikei*, p. 1009 et 1006 ; cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 343-345), ont eu pour objet le rajustement des domaines *shōen seiri* indique très nettement qu'une des préoccupations majeures des autorités responsables a été, de la fin du x^e siècle au début du xii^e, de freiner l'accroissement des domaines qui se trouvaient détenus dès lors par des aristocrates et par des *bushi* (cf. Ishimoda, *op. cit.*, II, p. 321-323 ; l'auteur rappelle à ce propos les décrets pris en 984, en 1045, en 1055, en 1069, en 1099, en 1127, en 1156, en 1191, etc.). Il n'empêche que ces décrets n'arrêtèrent point la prolifération des *shōen*.

L'intrusion des Fujiwara dans les structures existantes entraîna, pour sa part, et à partir de 968, un affaiblissement du prestige du souverain ainsi que des bases économiques de la famille impériale (M. Ishimoda fait observer, sur ce point, que les biens successoraux des empereurs avaient diminué, que des donations trop fréquentes avaient réduit d'autant les biens personnels des empereurs et entamé jusqu'à ceux qui auraient dû conserver un caractère « officiel » *ōyake* ; cf. *op. cit.*, II, p. 334, 336-338). En tant que *gai-seki* (parents d'un empereur par le mariage), certains *kwambaku*, membres de la famille des Fujiwara, ont été tenus à une réserve prudente à l'égard de la majesté souveraine (cf. *op. cit.*, II, p. 341) : ils furent censés gouverner en parfait accord avec elle, et avec le seul souci du bien public. Ils n'en ont pas moins contribué, eux aussi, tant par la monopolisation des charges que par l'accaparement des terres, à faire éclater les structures antiques. Mais ils ont provoqué également la formation de coteries rivales (cf. *op. cit.*, p. 322-324) qui ont favorisé les collisions d'intérêts et la formation de liens nouveaux, plus ou moins durables, de patron (aristocrate ou *bushi*) à protégé (cf. *op. cit.*, II, p. 339, 342-343) : pour M. Ishimoda, le *ryōshu* qui réside sur son domaine a dès lors la haute main sur un groupe économico-

social qui forme un corps distinct à l'intérieur des structures traditionnelles; il organise la protection militaire de son domaine, et se trouvera ainsi en passe de faire figure de « seigneur » (cf. *op. cit.*, II, p. 349-367). Les luttes qui mettront aux prises les factions en présence entraîneront, à la longue, l'éviction des Fujiwara des postes dominants, à partir du début du XII^e siècle; l'influence de leurs clans se maintint toutefois en certaines régions, et, par exemple, dans le sud de Kyūshū ainsi que dans la province de Kōdzuke (en Honshū); cf. *op. cit.*, II, p. 372-373.

De l'avis de M. Ishimoda, la réaction qui se dessina alors (en fait, dès avant 1087), et qui prit corps sous le nom de « régime des empereurs retirés » *in.sei* (mot à mot : « gouvernement *sei* [qui a pour centre] la résidence *in* [d'un empereur retiré, ou entré en religion] »; cf. *op. cit.*, II, p. 351 et suiv., cf. aussi l'*Addendum*, n° 2, p. 470 et suiv.), a constitué une tentative pour maintenir en vigueur l'appareil d'exploitation économique qu'était la machine administrative, et, cette fois encore, au bénéfice de privilégiés, de fonctionnaires qui n'avaient subsisté, eux aussi, qu'en tant que parasites du corps social. Les prodromes des manœuvres qui permirent d'évincer les Fujiwara en doublant ladite machine d'une autre qui devait fonctionner, elle, sous le contrôle plus ou moins nominal d'un empereur retiré sont à rechercher dans l'action concertée qui fut entreprise, d'un commun accord, par l'empereur Goreizei (1045-1068), Minamoto-no Morofusa, Oe-no Masafusa et d'autres encore, contre les Fujiwara qui avaient alors à faire face à des révoltes et qui se sont appuyés en l'occurrence, par exemple, sur Minamoto-no Yorinobu (cf. ici, ci-dessus, p. 332, l. 13 et suiv.), sur Minamoto-no Yoriyoshi et Yoshie (lors de la campagne de 1051-1052 contre le clan Abe). Toujours est-il que le souci primordial des coteries qui ont été à l'origine de ladite tentative (cf. *op. cit.*, II, p. 355-357, 380, aussi l'*Addendum*, n° 1, p. 443-468) paraît bien avoir été de sauvegarder et, dans la mesure du possible, d'accroître les domaines qu'elles pouvaient contrôler. Particulièrement intéressants sont, à cet égard : le décret de 1069 et l'institution du *Kiroku shōen kenkei.sho* ; la transformation des *chokushiden* en *shōen* impériaux, en dépit de l'interdiction de 902; cf. *op. cit.*, II, p. 358-359 — le nombre des domaines contrôlés par le *in* dépasse le millier, rien que dans cinquante-neuf provinces : par exemple le Hachijōin.ryō en comptait deux cents à lui seul, cf. *op. cit.*, II, p. 360-361 — ; la remise de plus en plus fréquente de terres entre les mains du *in*, par des aristocrates et par des « guerriers » (création des *Hokumen-no bushi*, en 1095; cf. *op. cit.*, II, p. 363-364) qui ont partie liée avec lui. Non moins intéressante est la défiance dont le nouveau régime fit preuve à l'égard de Minamoto-no Yoshie dès lors que celui-ci surpassa en puissance les autres *bushi* : interdiction lui est faite, en 1092, d'accepter des « remises » de terres et d'amener ses guerriers à la capitale; bientôt, on lancera contre lui, ainsi que contre ses parents et ses partisans, des Taira dont, par exemple, Masamori; cf. *op. cit.*, II, p. 375.

Les troubles intérieurs *nairan* qui se déroulèrent notamment de 1156 à 1159 mirent aux prises les factions en présence, à savoir, d'une part, celle qui

se composait du *in* (Goshirakawa), des fonctionnaires du *in-no chō* (les bureaux administratifs de la résidence *in*) et de leurs alliés, et, d'autre part, celles des adversaires du *in*, parmi lesquels on compte des temples bouddhiques qui sont assez forts militairement, et assez résolus à sauvegarder leurs biens, pour tenir tête au *in* lui-même (cf. *op. cit.*, II, p. 380-382, 384, ainsi que l'*Addendum* n° 2, p. 470 sqq. et l'*Addendum* n° 3, p. 488 sqq. Le lecteur français pourra compléter les données touchant la puissance des temples par celles qu'il trouvera dans G. Renondeau, *Histoire des moines guerriers du Japon*, in *Mélanges de l'Institut des Hautes Études chinoises*, Paris, 1957). Ne pouvant, ici, entrer davantage dans le détail, nous nous contenterons de rappeler que des Taira (Kiyomori) et des Minamoto (Yoshimoto) se trouvèrent placés en vedette par les événements; la victoire n'eut pourtant qu'un résultat passager pour Kiyomori : allié par le mariage aux Fujiwara, et par serment à Toba-in, Kiyomori, l'ancien condottiere devenu *Dajō daijin* en 1167, succomba finalement sous les coups de ses adversaires (au nombre desquels Goshirakawa qu'il séquestra en 1179; cf. *op. cit.*, II, p. 389-399; p. 485, l. 13, 1189 est à corriger en 1179), et, en particulier, sous ceux que lui portèrent, d'une part, des temples dont « la puissance militaire était alors supérieure à celle des Taira » (cf. *op. cit.*, II, p. 380, p. 404-409, 470-487), puis, d'autre part, Yoritomo, dès lors que celui-ci eut été placé, officiellement (1180), à la tête d'une coalition chargée de punir Kiyomori « rebelle ». Par ailleurs, la dispersion des terres qui étaient contrôlées par les Taira était telle qu'elle n'assurait pas une base suffisamment solide à leurs visées politiques (cf. *op. cit.*, II, *Addendum* n° 2, p. 470-473). Particulièrement révélatrice de la nature des intérêts qui étaient alors en jeu sont à la fois les déclarations rassurantes que Minamoto-no Yoritomo jugea utile de faire à l'intention des *kuge* de Kyōto en ce qui regardait la protection de leurs domaines (cf. *op. cit.*, II, p. 411-412), puis au *in* lui-même (par une missive secrète; cf. *Gyokuyō*, 16^e jour de la 8^e lune de l'an 1181 : « Je n'ai aucune pensée de révolte... ; ... je veux battre vos ennemis ; si vous désirez que les Taira survivent, alors, eux et moi, nous vous servirons ensemble — eux à l'ouest, moi au Kantō ; vous prendrez les décisions supérieures... » ; cf. Ishimoda, *op. cit.*, II, p. 417), et les récompenses qu'il accorda à ses partisans sous la forme de terres (cf. *op. cit.*, II, p. 419-420) ainsi que les conditions auxquelles il consentit à entrer à Kyōto en 1190 (Yoritomo demanda que les temples qui avaient pris part à la lutte contre les Heike [Taira] fussent récompensés, les aristocrates de la cour, confirmés dans la possession de leurs domaines, etc. ; cf. *Gyokuyō*, 3^e jour de la 2^e lune de l'année 1184 ; cf. Ishimoda, *op. cit.*, II, p. 430-431). La faiblesse du *tennō*, celle du *in.sei*, la misère de la population, servirent dès lors les desseins de Yoritomo : dès 1185, des *shugo* et des *jūō* appointés par lui en province (Yoritomo s'est expliqué par écrit quant aux raisons qui l'ont conduit à nommer les uns et les autres ; cf. *Gyokuyō*, sous la date de 1185, 27^e jour de la 12^e lune, cf. Ishimoda, *op. cit.*, II, p. 435, p. 441) vont veiller au maintien de l'ordre. Un

excursus intéressant est celui qui a trait à la violence qui fut commise contre un moine par un nommé Suehiro, un Taira, ce dernier contestant audit moine le droit d'exercer un *shiki* sur un domaine qu'il (ledit moine) avait finalement remis au Sanjū.sangen.dō, de Kyōto, en 1165, après l'avoir reçu en « remise » de Suehiro lui-même, en 1142 ; cf. *op. cit.*, II, p. 437-438.

Après les spécialistes de cette période de l'histoire japonaise, M. Ishimoda a tenté, à son tour, de dégager certains caractères essentiels du *in.sei* (cf. *op. cit.*, II, *Addendum* n° 1, p. 443 et suiv.) : il retient surtout l'effort qui fut accompli par ledit régime pour concentrer sous son contrôle autant de terres que possible (cf. *op. cit.*, II, p. 443), et notamment sous la forme de *kintō.myō* (cf. *op. cit.*, II, p. 446). Selon M. Watanabe, une exploitation de ce type-là a permis, en prenant pour base le *myō*, de continuer à exploiter la terre selon le mode antique tout en tirant du paysan taxes, redevances et des corvées (cf. Ishimoda, *op. cit.*, II, p. 446-452, p. 459). Il reste à savoir si le paysan a réellement bénéficié de ce mode d'exploitation agricole pour cette raison qu'il n'aurait plus été astreint à aller travailler ailleurs comme journalier. A en juger d'après ce que M. Ishimoda a écrit, il ne semble pas que toute la lumière soit faite sur ce point. D'autre part, les redevances et les corvées paraissent avoir été exigées avec une rigueur accrue, en particulier sur les domaines situés au Kinai. Certains détails illustrent bien l'opposition que rencontrèrent, de la part des *ryōshu* et des temples (cf. *op. cit.*, II, p. 461-464), les mesures de « rajustement » des domaines (cf. ci-dessus, p. 339, l. 30) et, notamment, celle par laquelle le *in.sei* a tenté de supprimer ceux qui avaient été établis, sans titres dûment validés, postérieurement à 1045 : l'entrée en application de cette dernière mesure fut reportée en fait à 1155, par un décret de 1156 (cf. *op. cit.*, II, p. 463). Les renseignements suivants sont à retenir : a) ceux qui illustrent la volonté que le *in.sei* a eue de placer sa législation sur un pied d'égalité avec celle qui avait, elle, la sanction du sceau impérial (cf. *op. cit.*, II, p. 463-468) ; b) ceux qui éclairent les causes des litiges (attaques de « bureaux » locaux ; destruction de registres cadastraux ; vols du produit des taxes) qu'on observe dans le sud de Kyūshū, au cours de la seconde moitié du XII^e siècle (cf. l'*Addendum* n° 3, p. 488 et suiv.), et la façon dont furent rassemblées les terres (*honshō* ; *yose.gōri* ; *shiryō*) sur lesquelles le clan des Shimadzu s'établira à Satsuma (cf. *op. cit.*, II, l'*Addendum* n° 3, p. 495-512).

Chacun des cinq *Addenda* que comporte la partie (*Horon*, Discussions complémentaires) par laquelle se termine (cf. *op. cit.*, II, p. 523-656) l'ouvrage de M. Ishimoda reproduit un article publié à une date antérieure. De l'introduction qui les chapeaute (p. 523-547), nous retiendrons surtout les considérations suivantes, que nous compléterons par celles qui figurent respectivement aux *Addenda* 3, 4 et 5 (p. 599-656) :

Selon M. Ishimoda, c'est l'existence d'*uklad* (cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 333 ; l'auteur se réfère sur ce point aux pages 101 à 270 du tome I de son ouvrage ; cf. ici, ci-dessus, p. 343, l. 28) qui a permis aux « guerriers » d'établir leur contrôle personnel sur la terre, à la faveur de l'affaiblissement des

structures « antiques », de l'affaiblissement du pouvoir central et de la prolifération des *shōen* qui englobaient, de plus en plus, des « terres remises ». Ainsi s'expliquerait aussi qu'à plus longue échéance, une « féodalité » se soit implantée dans le pays, dans des conditions qui n'ont pas laissé de présenter des traits très singuliers : en effet, il est clair, écrit M. Ishimoda, que c'est à partir de la société japonaise antique — une société soumise à un « despotisme » d'un caractère particulier (« oriental »), et dont la subsistance a été assurée en grande partie par le travail d'une main-d'œuvre agricole servile (« esclavage » d'état ; « esclavage » domestique) — et, par conséquent, directement dans le cadre des institutions antiques qu'il convient de rechercher les germes de la préféodalité insulaire (cf. *op. cit.*, II, p. 544-547). Autrement dit, il n'y a absolument pas lieu de tenir compte à ce propos de causes externes, comme on doit le faire dans le cas de la féodalité occidentale (invasions barbares ; etc.). Cela reconnu, il n'en reste moins évident que l'affaiblissement de l'autorité centrale doit figurer, au Japon, au nombre des facteurs qui ont permis la formation de la préféodalité en question, encore que le *tennō* soit resté à la tête de l'édifice politique et social, préféodal et féodal (cf. *op. cit.*, II, p. 605, 637, 644-650, à propos du Japon conçu comme le « pays des Kami » *shinkoku*, celui des ancêtres divinisés).

La lenteur du procès de hiérarchisation des liens personnels à l'intérieur des *uklad* en question, la nécessité dans laquelle les *bushi* ont été de défendre leurs intérêts individuels, l'action retardatrice des institutions antiques rendent compte du caractère local des premiers rassemblements de terres et de gens sous le contrôle des *bushi*. On ne saurait parler de luttes de classes à propos des rivalités qui ont mis aux prises les factions en présence, si divergents qu'aient pu être les intérêts respectifs des unes et des autres (cf. *op. cit.*, II, p. 539-542). A ce propos, on doit se rappeler qu'un Yoritomo lui-même ne s'est pas dressé en opposant à l'égard de l'autorité centrale, ni des aristocrates ; toujours est-il que, d'une part, c'est de l'empereur qu'il a reçu sa charge de *seii.tai.shōgun* en 1192, exactement comme d'autres l'avaient reçue, bien avant lui, d'un *tennō*, et que, d'autre part, il a pris soin, lui aussi, d'exercer ses pouvoirs au nom et sous le couvert de la personne impériale, ou de l'entourage de celle-ci. Ce double trait, ce dualisme de l'autorité, sont trop frappants pour être perdus de vue par l'historien : il est indéniable, en effet, qu'il n'a pu s'exercer d'autorité, tout au long de l'histoire du Japon ancien et moderne, qu'avec la caution « officielle » de la personne « transcendante » que restait celle de l'empereur.

Dans ces conditions, poursuit M. Ishimoda, ce qui importe c'est d'étudier de près ce qu'on peut appeler brièvement, nous semble-t-il, le processus de la féodalisation des *uklad* à partir d'un certain niveau (cf. *op. cit.*, II, p. 544-547) et les changements lents que ledit processus a entraînés dans les rapports entre les individus. Sur ce point, il est intéressant de constater que, pour Hōjō Yasutoki lui-même, qui exerça les pouvoirs de *shikken* (« détenteur de l'autorité ») de 1224 à 1241, les « Codes » demeurent la base légale de l'État : il ressort, en effet, de deux missives qu'il adressa au Rokuhara en

1232, et à propos du *Jōeishikimoku* de 1232, que ce coutumier a été établi à l'usage de ceux qui sont incapables de lire les Codes *ritsuryō* qui avaient été rédigés, eux, en style et en caractères chinois *kambun*. Il faut entendre par là, comme Yasutoki a du reste bien pris soin de le préciser, que le coutumier féodal en question, un coutumier dont l'application était limitée aux *go-kenin*, c'est-à-dire aux vassaux directs du *shikken*, et plus particulièrement à ceux du Kantō et des provinces soumises au contrôle des *shugo* ainsi que des *jūtō*, répondait « à la mentalité » *shii* des gens du commun qui, au courant des conditions réelles, ignoraient par contre la lettre des Codes (cf. *op. cit.*, II, p. 638-640 ; on se souviendra, à ce propos, que bon nombre de *bushi* ne brillaient pas par leur connaissance des lettres chinoises). On voit apparaître ici un dualisme qui s'explique, lui, par la nécessité dans laquelle les « féodaux » se sont trouvés de compter avec les habitudes ancestrales des paysans et avec une « économie naturelle » (dont la base reste la culture du riz, avec tout ce qu'elle implique) essentiellement conservatrice (cf. *op. cit.*, II, p. 646-647). Pour ces mêmes raisons, la « féodalité » japonaise demeurera assez proche de ses « sources », nous voulons dire du passé national : si décisifs qu'ils seront, les changements par lesquels elle se traduira dans l'évolution historique du Japon ne se dégageront que lentement.

Les *Addenda* 1 (p. 548-571) et 2 (p. 572-598) du *Horon* se complètent : on y trouve les vues de l'auteur touchant certains « aspects matériels » de la société japonaise « antique » et « du moyen âge » et, principalement, à propos des *be* (cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 331, l. 10-42), donc de certaines formes de l'organisation et de la division du travail dans la société en question.

Il est possible que les *bu* (« bureaux ») qui ont existé à Pāk-çe (cf. *Tcheou-chou* et *Pei-che* ; deux sources chinoises déjà tardives, puisque compilées à l'époque des T'ang) aient été à l'origine des *be* du Japon (opinion de M. Tsuda S., dans son *Nihon jōdai.shi kenkyū*, p. 507 ; mais alors, pourquoi ces derniers n'auraient-ils pas été inspirés directement d'une institution chinoise, comme l'ont été, vraisemblablement, les *pu* coréens ?). Il ne s'ensuit pourtant point, à notre avis, que *be* ait constitué une lecture japonaise du chinois *pu* (cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 331, l. 18-23 ; cf. *mē* < *mure*, suffixe à valeur collective > *be*, d'après le *Yacyama.goi*).

Les membres du *be* des potiers (*Hanishi.be*, *hani.be*) étaient placés, eux aussi, en tant que *tomo*, sous le contrôle d'un *miya-tsu ko*. Dans ce cas, à notre avis du moins, le mot essentiel ayant été *tomo* (« suivant » > « compagnon », « collègue » ; attesté également sous la forme *-domo*, avec, cette fois, la valeur d'un suffixe collectif), force serait, finalement, de comprendre qu'un *be* était formé de « compagnons » qui, groupés, se trouvaient placés sous la direction d'un chef, et ce en vue d'un travail spécialisé. De l'avis des historiens japonais, les membres d'un *be* n'étaient cependant pas liés par le sang ; qui plus est, un *be* aurait eu pour objet à l'origine de fournir à la cour un certain nombre de produits artisanaux (cf. *op. cit.*, II, p. 558-559), et d'assurer la transmission des techniques (certaines de celles-ci avaient été empruntées

à l'étranger, à la Chine et à la Corée sinisée) qui permettaient de confectionner lesdits produits (cf. *op. cit.*, II, p. 560-563). Mais, s'il en a été ainsi, n'y aurait-il pas lieu d'envisager que le « groupe » qu'on désignait de ce terme *be* (< ***mure*?) a représenté, dès lors, un groupement humain qu'on a conçu à part du « groupement (villageois) » communautaire qu'était le *mura* (ce mot est, de toute évidence, foncièrement identique à *mure*)? Nous ne pouvons, ici, que poser la question.

Le développement pris par les *be* (cf. *op. cit.*, II, p. 564-565) ne saurait toutefois faire perdre de vue que ces groupements n'ont représenté qu'une faible partie de l'« industrie » antique : dans la réalité, en effet, celle-ci restait en grande partie localisée, et éparse dans la campagne (cf. *op. cit.*, II, p. 567-571). Au reste, les changements économiques qui intervinrent entre le ^ve siècle et le ^{viii}e n'ont pas tardé à faire éclater lesdits groupements (cf. *Addendum* n° 2, *op. cit.*, p. 572-598); c'est ainsi, par exemple, que le bureau directeur (*tsukasa*) du *be* des tisserands *ori.be* (en brocart) au département du Trésor (*Okura.shō*) contrôlait, au début du ^{viii}e siècle, 350 « foyers » (avec 50 métiers) dans la province de Kawachi, 29 dans celle de Yamato et 4 dans celle d'Ōmi (cf. *op. cit.*, II, p. 574); autrement dit, on a affaire là non plus à un atelier, mais à plusieurs, et qui sont déjà dispersés assez loin en dehors de la capitale, tout en continuant de travailler sous le contrôle de et pour l'État. Qui plus est, on sait qu'il a existé dès cette époque d'autres ateliers de tisserands qui étaient placés, eux, sous le contrôle de fonctionnaires locaux (cf. *op. cit.*, II, p. 575). Au ^{xi}e siècle, les conditions ont encore une fois changé, et, de toute évidence, en relation avec la prolifération des *shōen* : en effet, il ressort de plusieurs textes que les *ryōshu* disposent, malgré les interdictions qui leur ont été faites (par exemple, en 1048), d'artisans qui sont à leur service personnel et qui sont entretenus par eux (cf. *op. cit.*, II, p. 580-583, 586-587). De son côté, le commerce des tissus de qualité s'est organisé : des marchands du quartier de Nishijin partent de Kyōto pour acheter la matière première en province; les fabricants de brocards de soie *nishiki* de ce même quartier s'organisent en une sorte de guilde *za*; ils vont même tenter de monopoliser la production régionale (cf. *op. cit.*, II, p. 588-589; l'auteur se réfère ici à Toyoda T., *Zōtei Chūsei Nihon shōgyōshi*, p. 36).

Nous espérons que l'analyse que nous venons de faire de l'important ouvrage de M. Ishimoda pourra — aussi fragmentaire et condensée qu'elle soit, en dépit aussi des termes techniques qu'elle contient et qui ne sont pas toujours aisés à traduire en français, dès qu'on entend ne pas trop en fausser le sens — être utile à ceux des historiens d'Occident qui s'intéressent à l'étude comparée des institutions et, en particulier, de celles qui caractérisent la « féodalité ». Il est visible que les historiens japonais ont à leur tour affronté la féodalité de très près, et à la lueur des plus récents travaux de leurs collègues d'Occident, de toute formation, y compris les marxistes. Cette façon de procéder ne va certainement pas sans danger; force est cependant de reconnaître que les meilleurs spécialistes nippons, dont M. Ishimoda, ont

fait un effort pour saisir les faits japonais directement, en les replaçant soigneusement dans leur ambiance particulière et en tenant compte de conditions sociales et économiques qui n'ont été assurément ni celles de la Chine, ni celles de la Corée, ni, bien entendu, celles qu'on observe en d'autres parties du monde plus éloignées du Japon. A ce propos, nous ne reprocherons certes pas à M. Ishimoda de s'être servi du terme *uklad* ; nous croyons cependant qu'il aurait mieux fait de se borner à l'utiliser uniquement pour critiquer le point de vue de Kovalevskij (cf. *op. cit.*, II, p. 524-535), mais d'y renoncer pour un terme différent (*kyōdōtai*, par exemple), et qu'il eut pris grand soin de définir avec précision, dès qu'il s'est agi d'exposer la conception qu'il se fait du rôle des « groupements paysans » sur lesquels, après les *ryōshu*, les « grands féodaux » *tōryō* établirent finalement leur contrôle (cf. *op. cit.*, II, p. 528-538).

Par ailleurs, on constate que certains points n'ont pas encore été suffisamment mis en lumière : à notre sentiment, la notion de « service » qu'exprime le verbe *saburahu* (cf. *Rev. histor.*, CCXX, p. 337-338) se posant à coup sûr bien antérieurement au VII^e siècle, nous nous demandons si elle n'est pas à placer à l'origine des liens de dépendance domestique qui ont attaché, dès l'époque protohistorique, certains individus à d'autres dans la société insulaire. Qui plus est, il nous paraît infiniment probable que cette même notion a impliqué celle de « service par les armes » — le mot *saburahi.hito* qu'on rencontre dans un passage du *Nihonshoki* (XXVI ; Keikō, 40^e année) ne s'applique-t-il pas à un compagnon d'armes de Yamato Takeru-no Mikoto ? — pour les individus qui constituaient les couches supérieures de ladite société vers le IV^e siècle et le V^e. Et il y aurait d'autant moins lieu de s'étonner qu'il en ait été ainsi qu'on sait fort bien que l'organisation de la noblesse « coréenne » a présenté, vers la même époque, un caractère militaire très accusé. Le rapprochement paraîtra même d'autant plus fondé qu'on admettra qu'une forte proportion des membres de la noblesse japonaise et de la coréenne (il s'agissait là de cavaliers casqués, porteurs d'une armure, et qui étaient entraînés au maniement du sabre) étaient très vraisemblablement, les uns et les autres, d'origine « altaïque ».

La complexité des rapports des *myōshu* tant avec leurs patrons qu'avec leurs « serfs » (?) mériterait, elle aussi, d'être mieux dégagée : pour l'instant, nous ne savons guère à ce sujet que ce que M. Oishi (cf. *Bunka*, XIX, 5) a révélé touchant la précarité de leurs droits sur la terre, du moins dans la région du Yamato, une région où lesdits *myōshu* semblent être restés dans la dépendance des *ryōshu*, et, d'autre part, que ce qui ressort des travaux de M. Mizukami (*Shigaku zasshi*, LXIV, 7 ; *Hokuriku shigaku*, 4 ; *Shakai keizai shigaku*, 24) à propos des rapports des *myōshu* avec leurs *shōjū* à Ōsumi. A vrai dire, la nature de ces rapports paraît avoir considérablement varié de l'une à l'autre des provinces du Japon.

Heureusement, les spécialistes japonais sont conscients de l'immensité de la tâche qu'ils ont devant eux et, surtout, des grandes difficultés qu'ils rencontreront lorsqu'il s'agira de procéder à la mise au point des résultats qu'on

semblera en droit de considérer comme acquis touchant les structures de la société japonaise préféodale, en dehors de toute attitude dogmatique.

5^e La période préféodale (Hōken zenki ; circa 1185-1335).

N. B. — La date reste très controversée à partir de laquelle on est en droit de parler de l'existence d'institutions féodales au Japon. Pour certains auteurs, la féodalité proprement dite n'y aurait débuté qu'à partir, en gros, de la seconde moitié du xiv^e siècle ; d'autres en reportent le début à une centaine d'années plus tard. Il n'empêche que la grande majorité des spécialistes s'accordent maintenant à en retrouver les germes dès la fin du xiii^e siècle et, surtout, à partir du début du xiii^e.

Nous ne diviserons pas, ici, la période féodale en une époque antérieure *zenki* suivie d'une postérieure *kōki* ; en effet, par prudence, nous avons préféré étudier à part l'une de l'autre une « période préféodale » et une « période féodale ». A l'intérieur de la première, nous tenterons d'inclure l'essentiel des recherches que les spécialistes japonais ont faites touchant : A) l'époque du *Bakufu* de Kamakura (1185/1192-1333 ; on y englobe souvent le régime des *shikken* du clan Hōjō, 1221-1333), B) celle des *shōgun* Ashikaga, dans laquelle on fait rentrer la période dite des « Cours du Sud et du Nord », 1336-1392, et, par conséquent, une partie de celle de Muromachi dont on place le début en 1338, et, pour finir, C) celle des *Sengoku* (Guerres [entre] les provinces), durant laquelle la guerre *sen* civile fait rage dans les provinces *koku*. Cette dernière qui va de 1467 à 1573 couvre par conséquent une partie de celle de Muromachi.

La période féodale semble avoir débuté, en gros, à partir de 1576 ; mais une féodalité ne s'affirmera réellement qu'à partir de circa 1609.

A) La période de Kamakura.

Des ouvrages, des comptes rendus et des exposés rétrospectifs que nous avons pu lire, il ne ressort guère qu'on dispose actuellement de conclusions définitives qui vaudraient pour la période préféodale ; qu'il en soit ainsi résulte de ce qu'à côté d'études fondées sur des documents, on se trouve en présence de trop de discussions théoriques, d'ensemble ou de détail, ainsi que de tentatives d'interprétation dogmatique qui sont, les unes et les autres, prématurées. Un des problèmes qui ont fait couler le plus d'encre est celui qui a trait à la constitution qu'offrait le *myōden* et à la définition de la condition du *myōshu*. Nous nous contenterons d'ajouter, à ce qu'on a pu lire ci-dessus (cf. aussi *Rev. histor.*, t. CCXX), que M. Nagara, M. Takeuchi et M. Abe continuent de s'affronter à ce propos, le premier décelant une opposition entre le *myōshu* et une classe servile (d'où, conclut-il, la formation de liens de maître à « serfs » qui, en se généralisant, contribueront à l'apparition de la féodalité), le second (M. Takeuchi) pensant que le *myō* est apparu « en contradiction avec le système des Codes » (cf. *Jiryō shōen-no kenkyū*, p. 149), alors que M. Abe T. est d'avis, lui, que le *myō* existait déjà au sein de la société du Moyen Age, bien qu'on ne saisisse pas encore clairement la façon dont il a pu se transformer en propriété privée (in Shichō, 55 ; M. Ishimoda s'est rallié, partiellement, au point de vue de M. Abe). De son côté, M. Kusunose (in *Rekishigaku kenkyū*, n° 196, p. 25) s'est demandé

si les *myōshu* ont toujours possédé de la main-d'œuvre servile, en n'importe quelle région du Japon ; car, fait-il observer, certains d'entre eux ne détenaient guère qu'un *chō* de rizière. Pour toutes ces raisons, il est permis de juger qu'il importe plus que jamais de mieux connaître l'organisation de la famille paysanne de l'époque et, vraisemblablement, de tenir compte de ce que des « adoptés », des parents et des « domestici » participaient tant à l'exploitation des terres familiales de caractère plus ou moins privé qu'à celle des tenants non propriétaires.

Une question que nous avons déjà signalée vient se greffer directement sur le problème précédent : celle de savoir s'il y a eu alors passage d'une partie de la main-d'œuvre agricole de la condition de l'esclave à celle de « serf ». Pour sa part, M. Nagara n'entrevoit la possibilité d'un tel passage qu'à partir de l'époque de Kamakura, donc seulement à une date plus tardive que celle que M. Ishimoda envisage. Mais, croyons-nous pouvoir demander, suffit-il qu'un individu ait pu être vendu ou échangé pour qu'on soit en droit de l'assimiler sans plus, et juridiquement, à l'esclave ? Nous en doutons, pour notre part, dans le cas de la société japonaise, et à partir du x^e siècle. Ici encore, il faudrait peut-être faire preuve de plus de prudence.

Pour ce qui est maintenant de l'organisation interne des *shōen* (immuni-sés : *fuyu*, *funyū*, ou non ; anciens ou récents, ces derniers formés surtout de terres remises), on se reportera au second volume de l'ouvrage de M. Ni-shioka T., le *Shōen.shi-no kenkyū*, à l'étude que M. Tanaka M. a consacrée au domaine de Miyada à Tamba (il s'agissait là d'un *shōen* qui appartenait à la famille de *kuge* qu'était celle des Konoe ; cf. Shirin, XXXIX, 4) et à celle de M^e Asano Tokiko qui porte, elle, sur un domaine dit de Yano, situé en Harima (cf. Hyōgo shigaku, 9), et qui a fait l'objet de recherches également de la part de M. Uejima (in Nihonshi kenkyū, 29).

La documentation d'un ordre déjà plus général, mais touchant toujours la période de Kamakura, est constituée essentiellement, en dehors de celle qui a été indiquée précédemment, par les ouvrages de M. Kimura I. (*Kamakura seiken-no seiritsu katei-ni tsuite*, éd. Bungadō, et *Nihon hōken shakai kenkyū.shi*) ainsi que par des articles de M. Ishimoda (*Kamakura seiken-no katei-ni tsuite*, in *Rekishigaku kenkyū*, 200), de M. Kuroda Y. (in *Nihon rekishi kōza*, II, p. 169 et suiv.), de M. Nitta E. (cf. *ibid.*, II, p. 229 et suiv.), de M. Kamiyokote (in Shirin, XXXIX, 1 ; in *Shisō*, « Fenêtre de l'histoire », 9). Pour sa part, M. Mizukami (cf. *Shigaku zasshi*, LXVI, 5, p. 39) juge que les connaissances restent encore bien insuffisantes ; on peut retenir cependant les points suivants : le *bakufu* de Kamakura n'a pas évincé les factions qui avaient soutenu le « régime du in » ; en effet, Yoritomo s'est efforcé d'affermir son contrôle surtout sur le Kantō (Adzuma) et de supplanter l'autorité que les *mokudai* (les « yeux qui remplacent » ceux des gouverneurs de province *kokushi* qui n'exercent pas leurs fonctions sur place, c'est-à-dire les mandataires subrogés de ces *kokushi*) avaient acquise dans les provinces, dans le cadre des institutions anciennes (cf. Ishimoda, in *Rekishigaku kenkyū*, 200, notamment à propos de l'ordonnance de la 10^e lune de 1182).

Mentionnons aussi l'important travail que MM. Satō et Ikeuchi (*Kamakura bakufu hō*) ont consacré à la législation qui était en vigueur sous le shōgunat de Kamakura ainsi que l'étude de M. Sakamoto T. (*in Hōseishi kenkyū*, 6) touchant le *Hossō.shiyō.shō*, étude d'après laquelle cette compilation ne serait pas en entier de la main d'un seul légiste. D'autres renseignements sont donnés, à la p. 9 (à partir du dernier alinéa du § 1) du n° 213 de *Rekishigaku kenkyū*, à propos de l'organisation administrative durant la période qu'on considère ici.

Les événements de l'ère Kemmu (1334-1335, *Kemmu chūkō*; il s'est agi là d'une tentative de restauration du pouvoir impérial consécutive à la chute des Hōjō; cette tentative eut pour conséquences directes le mécontentement des *bushi* et l'entrée en scène d'Ashikaga Takeuji, en 1335) ont fait l'objet d'un essai de synthèse de la part de M. Shimada T. (*in Nihon rekishi kōza*, II, p. 257 et suiv.).

B) Période des « Cours du Sud et du Nord ».

Pour M. Nagahara K. (*in Nihon rekishi kōza*, III, p. 17 et suiv.), cette époque troublée aurait vu la transformation de la propriété du type domanial en une propriété d'un type déjà féodal ainsi que la formation de petites exploitations cultivées par des « serfs ». Ce point de vue fait toutefois l'objet de controverses. Par ailleurs, il reste évident que les Ashikaga n'ont pas réussi à imposer leur autorité aux « seigneurs à châteaux » (j'emploie ce mot au sens de « maison-forte ») de l'époque de Muromachi. Particulièrement intéressants sont les rapports du *Bakufu* avec le clan d'Ise, sur le plan financier (cf. Ichikura K., *in Nihon rekishi*, 104). La mesure fiscale qu'était le *hanzei* a été examinée par M. Shimada J. (*in Shichō*, 58); selon lui, l'extension de la taxe *hyōrōmai*, « riz [perçu sur les domaines pour assurer la subsistance et couvrir les dépenses] militaires [des *bushi*, à commencer par celles du *bakufu* de Kamakura] qu'était le *hanzei*, ou *hansai-hansei* », a consisté dans la remise, aux *shugo* et *jitō* du *bakufu* de Muromachi, de la moitié *han* de la redevance annuelle *nengu* qu'un *honjo* tirait d'un domaine. Appliquée à partir de 1356, et d'abord aux provinces soumises à l'autorité des Ashikaga, cette mesure fiscale le fut ensuite à d'autres provinces, les domaines impériaux et certains *shōen* immunisés, ceux des temples, par exemple, en étant seuls exempts. Les effets du *hanzei* ont été les suivants : l'accroissement de la puissance économique des « guerriers » au détriment de celle des maîtres de domaines; une aggravation de la condition des paysans, car les *ryōshu* s'efforcèrent de tirer d'eux le maximum de rendement, pour faire face à ladite taxe; la disparition progressive du domaine du type moyenâgeux. On doit à M. Takayanagi une biographie de Ashikaga Takauji (éd. Shunjūsha) et, à M. Mizukami, une étude sur le clan Shimadzu durant cette même période (cf. *Kanazawa daigaku Hō.bungaku.bu ronshō*, Tetsushi.hen, 3). D'autres études de détail ont trait, elles, à l'essor économique (apparition de nouveaux centres urbains et changements intervenus dans les échanges commerciaux, le tout sous le contrôle partiel de « seigneurs » locaux; fonc-

tionnement des « cinq marchés » de Nara) qui caractérise cette époque. Rentrent aussi dans cette catégorie de recherches celles de M. Harada T. (*in* Nihon rekishi kōza, III, p. 131 et suiv.) et de M. Nagashima F. (*in* Nihon rekishi, 101 et 102). Bon nombre de « bushi de Kyōto » étaient originaires de l'île de Shikoku (cf. Tanaka, *in* Shigaku zasshi, LXV, 4).

Les conditions d'existence et la mentalité qui ont été celles des paysans durant la même période sont mises en évidence par les « jacqueries » *ikki* lors desquelles des *shōmin* se sont dressés d'un « commun accord » contre les exactions d'une autorité ou d'un maître de domaine (cf. Mizukami I., *in* Rekishi hyōron, 79; cf. aussi Ishida Y., *in* Nihon rekishi kōza, III, p. 95 et suiv., et *in* Nihonshi kenkyū, 27). Les associations qui ont commencé de prendre corps alors dans les villages, sous le nom de *sō* (cf. Fukuda E., *in* Nihon rekishi kōza, III, p. 69 et suiv., et Ishida Y., *in* Shirin, XXXVIII, 6) et de *kō* (celles-ci ont été créées, à l'origine, pour étudier des textes bouddhiques; M. Shinjō T. a étudié celles de la région d'Ise, *in* Shakai keizai shigaku, XXII, 2), sont à mettre en rapport, d'une part, avec les jacqueries dont il vient d'être question et, d'autre part, avec la constitution des *sōson* (villages-communautés) qui se sont constitués à partir, en gros, de la fin de la période de Kamakura, et encore au cours du xiv^e siècle.

M. Akamatsu T. a examiné l'influence des prophéties du *Miraiiki* sur la société contemporaine (*in* Bukkyō shigaku, V, 1). D'autre part, le *Taiheiki* a servi de base pour l'analyse de l'organisation interne de cette même société durant les troisième et quatrième décades du xiv^e siècle (cf. Sakurai, *in* Nihon rekishi, 75; Kuroda, *in* Bungaku, XXII, 11; Inoue, *in* Nihon rekishi, 99 et *in* Shirin, XL, 1; ces articles sont à compléter par ceux qui ont été publiés notamment dans *Bunka*, XXIV, 4 et 9).

C) L'époque des guerres civiles (Sengoku jidai).

La longue période d'hostilités qui couvre la seconde moitié du xv^e siècle et les trois quarts du xvi^e a fourni l'occasion aux *daimyō*¹, d'une part, de soumettre les paysans à un contrôle à la fois plus direct et plus resserré, et, d'autre part, d'imposer à leurs « vassaux » personnels *ke.nin* une organisation d'un type militaire renforcé. M. Ōishi Sh. a étudié cet aspect complexe dans un chapitre (*Sengoku jidai*) du volume III de *Nihon rekishi kōza* (p. 159-184). Cet auteur est d'avis que les liens du sang interviennent beaucoup moins que par le passé dans le maintien des rapports des individus à l'inté-

1. A l'origine ce nom signifiait de toute évidence non pas « grand *dai* nom », mais « grand [possesseur de] *myō* (*den*) »; autrement dit, c'était, vers le xii^e siècle, l'équivalent sémantique de *dai.myōshu*. A partir du xiv^e siècle, le terme désigna surtout, et dans la bouche de leurs subordonnés, les chefs de guerriers dont l'autorité résultait de ce qu'ils contrôlaient des territoires, plus ou moins étendus et rassemblés, sur lesquels ils entretenaient des forces guerrières d'une efficacité variable. Par *shugo.daimyō* il faut entendre un gouverneur *shugo* provincial qui, établi dans une résidence, se trouvait à la tête de groupes organisés, hiérarchisés, dans lesquels figuraient notamment des *hōbai*, c'est-à-dire des « partisans » (« compaings ») liés, par des rapports personnels, audit *daimyō*.

rieur d'une famille de *bushi* ; en conséquence, les liens qui assureront la cohésion des groupements nouveaux, à caractère hiérarchisé et déjà « féodal », seront dès lors, de plus en plus, de nature territoriale. En revanche, ceux qui persistent entre propriétaires et paysans demeuraient empreints d'un « caractère antique » ; autrement dit, ils sont restés à peu près identiques à ceux qui s'étaient établis traditionnellement entre un chef de famille et ses serviteurs. Digne d'attention sont également la réduction à un usufruit du droit d'héritage d'une fille (cf. Ōishi, *art. cité*, p. 64) et le relâchement très net que le droit d'aînesse *sōryō.sei* subit au cours de cette époque. En revanche, la notion d'*ongi* (loyalisme accordé au chef, en retour de ses bienfaits et dons *onkyū*, très souvent sous la forme de terres) a contribué au resserrement des liens de chef à « vassal ».

A mesure qu'elle a augmenté la production a entraîné des changements dans les structures de la paysannerie du *xiv^e* siècle. Il n'empêche qu'on n'aperçoit pas encore clairement comment se fait le départ entre ceux des « groupements paysans » qui retiennent les traits de leur organisation ancienne et les « communautés villageoises » nouvelles. Toutefois, on observe que certaines redevances annuelles, comme l'*ōyake.gata nengu*, sont calculées désormais d'après la superficie du sol cultivé imposé et qu'elles sont payables en monnaie (cf. Shigematsu, *in* Nagoya daigaku bungaku bu kenkyū ronshū, XIV et XVII, à propos de terres situées en Mikawa). On constate aussi qu'il existe dès lors, et au-dessus des *hom.byakushō*, « paysans principaux », c'est-à-dire au-dessus de ceux des paysans qui sont imposés pour un nombre de *koku* de riz déjà élevé, des *hon.myōshu* qui sont responsables, eux, du versement des taxes et de l'accomplissement des corvées prescrites. Le développement de la culture du riz a nécessité une extension des réseaux d'irrigation ; malheureusement, ce dernier aspect, si important, de la vie économique japonaise demeure insuffisamment connu pour ce qui est de l'époque de Muromachi. Les villages de pêcheurs ont fait l'objet de plusieurs études (cf. Shigaku zasshi, LXVI, 5, p. 48).

La documentation sur cette même période est complétée par une étude de M. Toyoda T. (*Shoku.bō seiken*, *in* Nihon rekishi kōza, III, p. 185 et suiv.) touchant les fondements du pouvoir politique d'Oda Nobunaga et de Tohotomi Hideyoshi.

Le processus complexe qu'est celui qui a abouti à la formation des *han* (territoires de *daimyō*) a fait l'objet de nouvelles recherches ; par exemple, de celles de M. Taniguchi S. qui ont porté sur le *han* de Bizen (*in* Okayama daigaku kyōikugaku bu kenkyū shūroku, II ; aussi *in* Shigaku zasshi LXII). Au *xvii^e* siècle, la notion de *chigyō* (cf. ci-dessus, p. 338, l. 8) a évolué ; du moins est-ce ce qui ressort d'études que M. Fujino T. a faites à son propos sur des clans de Kyūshū (*in* Shigaku zasshi, LXV, 6 ; aussi *in* Rekishigaku kenkyū, 198). D'après cet auteur ce « droit » était le moins fragmenté dans le clan Ōmura, de Hizen.

6° La période féodale (Hōken kōki).

A partir du xvi^e siècle, le contrôle fiscal du Shōgunat des Tokugawa s'est exercé avec une rigueur renforcée sur la terre cultivée, à la suite des enquêtes cadastrales (*Taikō kenchi*; 1595-1596) auxquelles Toyotomi Hideyoshi (le *Taikō*) avait ordonné de procéder sur le territoire entier, en prenant, cette fois, pour unités de superficie le *bu* de 6 *shaku* (pieds) 3 *sun* (pouces) carrés, le *se* de 30 *bu* carrés, soit environ 1 are, le *tan* de 10 *se* et le *chō* de 10 *tan* (environ 100 ares), et en prescrivant d'évaluer la redevance annuelle en *koku* (1 *koku* = environ 120 litres de riz). Figurent dans les registres du nouveau cadastre les *kenchi.chō*, les terres, les maisons et les terrains bâtis, les exploitants et, notamment, les *yaku.ya* (ou *hom. byakushō*) en tant qu'individus personnellement responsables de l'acquittement des redevances et des autres obligations officielles. Le but de ces mesures était de fixer chacun sur une terre, à commencer par les *hom.byakushō*; ceci afin d'être en mesure de déterminer, d'une façon aussi précise que possible, le nombre des individus imposables (les paysans pauvres, les *mizu.nomi* « buveurs d'eau », ne figurent pas sur lesdits registres) et partant, de tirer le maximum d'impôts de la population. On consultera à ce propos les articles de M. Miyakawa M. (*in Nihon rekishi*, 100, et *in Kinsei.shi kenkyū*, II, 12).

L'origine des communautés *kyōdōtai* de village de l'époque des Tokugawa a fait l'objet du travail important de M. Endō Sh. (*Tokugawa.ki-ni okeru mura. kyōdōtai-no sosei*, *in Shigaku zasshi*, LXIV, 2; le résumé anglais qui accompagne cet article est d'un intérêt très maigre pour le lecteur occidental). Pour ce spécialiste, lesdites communautés villageoises paraissent avoir résulté de la subordination accrue dans laquelle ont été placés dès lors les villageois, par rapport aux *hom.byakushō* (ou *yaku.ya*; certains en font les descendants de *myōshu* de l'époque de Muromachi) dont nous venons de parler. Autrement dit, les *kyōdōtai* n'auraient pas constitué dès l'origine de simples associations d'entr'aide professionnelle, encore qu'elles aient été ensuite utilisées dans ce but. Cette explication contient certainement une part de vérité; on n'en jugera pas moins qu'elle pêche par étroitesse. M. Miyakawa M. (*Taikō kenchi-to kazoku kōsei*, *in Historia*, 2) a préféré parler de « groupements communautaires inter-familiaux », et son point de vue est voisin de celui de M. Yamada Sh. (*Kinsei hōken-no kihon-teki kaisō*, *in Shōgaku ronshū*, XXIV, 3; cf. aussi *Jinushi tesaku-no seiritsu*, *in Shōgaku ronshū*, XXIV, 5) qui conclut, dans l'ensemble, que c'est parce que chaque groupe d'exploitants isolé (l'auteur entend par là une famille qui ne comportait déjà plus qu'un nombre réduit de membres) n'était plus capable d'assurer à lui seul qu'une production limitée, insuffisante même, que se sont formées, malgré la dispersion des exploitations agricoles, ces associations dont l'objet a été d'obtenir du sol un rendement accru. Adopte-t-on le point de vue de ces spécialistes, force serait alors de conclure, s'ils ont raison, que le propriétaire foncier a pris dès cette époque une importance beaucoup plus grande dans la société paysanne. Et la même remarque vaudrait peut-être

dans le cas du rôle du propriétaire résident et exploitant, à l'intérieur de l'économie paysanne (ce dernier point a été retenu par M. Oishi Sh. ; cf. *Kinsei sonraku kyōdōtai-to ie*, in *Tōyō bunka*, 18 et 19).

Deux articles de M. Oka M. (in *Shigaku zasshi*, LXV, 2, aussi in *Rekishigaku kenkyū*, 193, et in *Nōgyō keizai kenkyū*, XXVIII, 1), un ouvrage de M. Yamada Sh. (*Nihon hōken-sei kōzō bunseki*, éd. Miraisha), un autre de M. Matsuyoshi S. (*Mura-no kiroku* ; dans la collection « Iwanami shin-sho »), et un article de M. Morita Sh. (in *Rekishigaku kenkyū*, 191) sont venus compléter la documentation de base touchant le « village » japonais moderne. Toutefois, c'est aux économistes de l'Université de Tōhoku (Sendai) et, en particulier, à M. Nakamura K. (j'ai en vue, ici, surtout le volume intitulé *Sonraku kōzō-no shi-teki bunseki*, « Analyse historique de la structure de l'habitat villageois ») que nous devons de connaître le village de l'époque des Tokugawa à la fois sous un jour nouveau et d'une façon plus vivante (cf. *Shigaku zasshi*, LXVI, 5, p. 61). De ce volume qui est fondé sur les résultats d'enquêtes menées dans le village de Kebuyama, aux environs de Morioka (Iwate-ken), et, en particulier, d'enquêtes touchant les formes qu'y prenait l'entraide paysanne, il ressort qu'il convient de distinguer le « village » *gōson* en tant que terroir délimité qui formait une unité administrative et fiscale à l'époque du shōgunat, de la « bourgade » campagnarde *sonraku* qui se composait, elle, d'un nombre variable de maisons et de masures dont les occupants pratiquaient des formes d'entraide assez variées. Le point important réside en ceci, à savoir qu'on a constaté à Kebuyama-mura, que l'entraide impliquait, quel qu'en fût le but — un travail à faire en commun, ou l'utilisation en commun d'une ressource naturelle — la participation active de certaines familles dudit lieu et de celles-là seulement avec certaines autres qui habitaient, elles, un lieu différent ; car c'est de cette façon-là que se forment les équipes *kumi* qui procèdent à l'irrigation de telle et telle rizière, ou au repiquage du riz dans telle et telle rizière, ou encore à l'exploitation de telle ou telle partie de terrain boisé. *Iri.ai-(ken)* désigne le (droit d') accès en commun en un lieu donné, en vue d'un travail qui doit y être effectué en commun. Une équipe *kumi* constituée pour irriguer porte le nom de *mizu(eau).kumi* ; mais on en forme une aussi bien pour assurer en commun le versement d'une redevance ou pour accomplir une corvée. D'emblée, on est tenté de penser que la constitution interne de ces équipes était conditionnée en grande partie par la configuration du sol, par exemple par l'éloignement plus ou moins grand dans lequel tel canal ou voie d'irrigation ou telle rizière se trouvaient respectivement par rapport aux maisons des familles qui formaient une équipe ; au moins comprend-t-on que seules aient fait équipe les familles qui étaient les plus proches dudit canal ou de ladite rizière. On conçoit également que le recours qu'une famille a eu à l'aide de voisins ait résulté de ce qu'elle était incapable de procéder à elle seule, et dans le délai imparti par la saison, à tel ou tel travail agricole. Cela dit, il n'en reste pas moins vrai que ces explications ne valent pas pour l'ensemble

des formes que l'entr'aide villageoise prend entre les paysans de Kebuyama, d'une part, et ceux de *mura* voisins. A une telle situation de fait, il convient assurément de trouver des explications plus pertinentes, et, pour cela, il urge de renoncer à voir dans le village insulaire une unité fermée, un « settlement » plus ou moins isolé de son voisinage immédiat. Partant, il faudra réexaminer la structure de la « famille » *kazoku.seido* villageoise à l'époque des Tokugawa. La tâche qui s'impose de la manière la plus pressante est toutefois de rechercher si les conditions locales qui ont été observées au village de Kebuyama et à sa périphérie immédiate se retrouvent ou non en d'autres points du territoire insulaire (cf., à ce sujet, les considérations de MM. Kitajima et Matsumoto, in *Shigaku zasshi*; LXVI, 5, p. 61-62, et celles de M. Ōishi Sh., in *Rekishigaku kenkyū*, 213, p. 15 et suiv.). On devrait pouvoir repérer des divergences notables.

De ce qui précède, il ressort au moins que l'histoire du développement du village et des habitats villageois de l'époque des Tokugawa est à reprendre à fond.

M. Iesaka K. appartient, lui aussi, au groupe des historiens économistes de l'Université du Tōhoku. On lui doit une intéressante enquête sur la petite bourgade de Tamano qui est située, en montagne, à quelque trente kilomètres, à vol d'oiseau, à l'est de Fukushima. Il ressort de l'article qu'il a publié dans le tome VIII (1957) des *Tōhoku daigaku Bungaku bu kenkyū nempō* (p. 46-86) que l'installation récente de nouvelles familles a provoqué, dans cette ancienne communauté villageoise, la plus vive opposition de la part des trente-six familles (cf. *op. cit.*, le tableau de la p. 49) qui y avaient traditionnellement leur habitat. Le conflit entre « anciens » et « nouveaux venus » a porté surtout sur le droit d'utiliser des parties de forêt qui constituaient des biens communs des familles « anciennes ». L'évolution qui s'est effectuée depuis à l'intérieur du village paraît être de sens individualiste; elle tend vers un partage des biens communaux entre les ayants droit.

Les *kisei.jinushi*, les « propriétaires fonciers *jinushi* parasites », c'est-à-dire ceux qui vivent du produit d'une terre qu'ils ne travaillent pas personnellement, viennent de faire l'objet d'une étude de M. Furushima T. (*Seiritsu.ki kisei.jinushi.sei-no seikatsu*; elle figure dans un recueil intitulé *Meiji ishin-to jinushi.sei*) qui est également l'auteur d'un *Nihon nōgyō.shi* (« Histoire de l'agriculture nippone »). Pour sa part, M. Ōishi Sh. (cf. *Rekishigaku kenkyū*, 213, § 3, p. 16 et suiv.) concède que cette catégorie de propriétaires a trouvé des conditions favorables à sa formation dans les régions orientées vers les cultures industrielles et commerciales (coton, oléagineux, indigo, tabac, etc.), et qu'elle a assurément contribué à faire passer le Japon de la « féodalité » au capitalisme. Pour ce spécialiste, il reste cependant vraisemblable que les premiers *kisei-jinushi* ont dû apparaître dans les régions qui produisaient principalement du riz. Dans ce cas, poursuit-il, il eût été logique d'étudier d'abord les modalités de circulation de cette denrée-monnaie, ainsi que la façon dont elle était répartie entre les producteurs et les propriétaires, durant l'époque féodale; car c'était là le seul moyen qu'on

avait de saisir en germe lesdits *kisei.jinushi*, puis d'arriver à déterminer le moment et les conditions de leur apparition dans le domaine économique. On situe ce moment généralement vers la fin de l'époque d'Edo ; en fait, rien ne prouve qu'on ne puisse l'avancer, et, par exemple, jusque vers les années 1716-1735. S'il en était ainsi, force serait alors d'envisager qu'un tel phénomène n'a pu se produire qu'à la faveur d'un affaiblissement du contrôle que l'administration shōgunale et les détenteurs de fiefs exerçaient à la fois sur la terre et sur le marché du riz. Qui plus est, il y aurait lieu de penser que c'est en exploitant le « surplus de travail » *jōyo.rōdō.bubun* qu'il pouvait tirer des paysans, et malgré le peu de possibilité qu'il y avait alors d'en attendre davantage de ceux-ci, que le « propriétaire-parasite » a réussi finalement à s'affirmer dans le domaine économique et sur le plan social.

Il va sans dire, écrit encore M. Ōishi (cf. *art. cité*, p. 18 et suiv.), que la « manufacture » (= la fabrique) a joué un rôle important dans le passage du Japon au capitalisme. Qu'on ait, pour l'instant, étudié surtout l'embourgeoisement de certaines couches de la société peut provenir de ce que les économistes japonais ont pensé que le conservatisme d'un régime fondé sur l'agriculture, comme l'était le régime shōgunat, a freiné jusqu'au bout tout développement industriel. Une telle attitude n'est cependant plus de mise. Il faudrait aussi expliquer pour quelles raisons le Japon a été, de tous les pays d'Extrême-Orient, le seul qui ait réussi à s'industrialiser dès la fin du XIX^e siècle, tout en maintenant son indépendance nationale.

Il faudrait enfin, et entre bien d'autres questions de première importance qui assaillent l'historien, mieux connaître les conditions qui ont présidé, d'une part, en haut de l'échelle sociale, à la régression des droits seigneuriaux et, d'autre part, au bas de cette même échelle, à l'accession du paysan à la propriété réelle. A ce propos, M. Ōishi — il se réfère ici à une étude, de M. Niwa K., intitulée *Jinushi.sei sōshutsu-no seiji.tatei-ni-tsuite* — fait observer qu'il n'a pas existé de propriétaires réels, au sens plein de ce terme, au sein de la petite paysannerie japonaise de la fin du XIX^e siècle, et que s'il en a été ainsi c'est d'abord parce que des conditions sociales très particulières (en premier lieu, l'existence des communautés villageoises *sonraku kyōdōtai* qui persisteront même après Meiji) y ont rendu impossible l'apparition d'un tel type de propriétaire à l'époque considérée, ensuite parce que le mode de fermage en vigueur freinait l'accès du tenant à la propriété foncière, enfin parce que — car c'est bien ce que M. Ōishi nous a paru vouloir donner à entendre — les possibilités d'« échanger la terre arable, de la fractionner ou d'y ajouter » *kōchi-no kōkan.bungō* sont restées très limitées jusque dans le Japon contemporain, donc bien après la chute du shōgunat et l'abolition du régime féodal (cf. *art. cité*, p. 19).

L'abondante documentation dont on dispose déjà touchant le shōgunat des Tokugawa est complétée très heureusement par les études de synthèse qui forment le quatrième volume du *Nihon rekishi kōza*. Pour notre part, nous avons tiré profit de la lecture de celle de M. Wakita O., de l'Université de Kyōto, qui a trait à la société de l'ère Genroku (1688-1703) : en effet,

grâce à cette étude, on se rend beaucoup mieux compte des fondements économiques de cette société, de la montée des nouvelles couches citadines (développement du petit commerce; existence de marchés du travail; etc., cf. *op. cit.*, p. 32) ainsi que des causes de l'accroissement numérique des *mizu.nomi* (paysans non propriétaires) à partir de la fin du xvii^e siècle. La réforme de 1770 a clairement visé à freiner la fragmentation de la paysannerie qui s'effectuait au détriment des intérêts des *daimyō*. L'interdiction de vendre ou d'acheter de la terre à perpétuité, interdiction promulguée en 1643, et celle de 1673 qui limitait le fractionnement des terres constituent d'autres preuves de la volonté persistante que le *bakufu* a eue de maintenir les paysans en tutelle. Contrairement à ce qu'on a pu penser, le développement urbain a subi un temps d'arrêt (exception étant faite toutefois pour Edo et Ōsaka) à partir de la fin du xvii^e siècle (M. Wakita se réfère ici à Toyoda T., *Nihon-no hōken toshi*), en même temps qu'a plafonné la capacité de production. D'un autre côté, les associations *kabu.nakama*, qui sont la « négation des *za* (guildes) » d'époque antérieure, se sont développées dès circa 1657; à Edo, elles englobaient une trentaine de catégories de marchands, mais il en existait ailleurs qu'à Edo et à Ōsaka (cf. Wakita, *art. cité*, p. 42), et la même remarque vaut, en partie, également pour les *ton.ya* (ou *toiya*). M. Wakita présente pour finir des vues personnelles : à son avis, les règles corporatives plus strictes (1650-1750) auxquelles se sont soumises les *kabu.nakama* ont eu pour objet, en les soumettant à des règlements corporatifs plus stricts (1650-1750), de les préserver de la concurrence et de maintenir leurs monopoles commerciaux. D'accord avec l'administration et les seigneurs, ces corporations ont cherché à s'assurer la haute main sur les réseaux de circulation des marchandises qui ont existé à cette époque. Il est possible que la stagnation qu'on observe en même temps dans le développement de la population urbaine ait résulté, en partie, de l'activité monopolisatrice des *kabu.nakama* en question. Finalement, les *zaigō.shōnin* (commerçants de campagne) viendront contrecarrer les plans et limiter les profits des négociants urbains (cf. Wakita, *art. cité*, p. 44-45). Ces vues de M. Wakita sont à confronter et à compléter par celles des économistes d'Ōsaka dont M. Miyamoto (cf. ci-après).

La contribution que les économistes des Universités d'Ōsaka et de Fukuoka (Kyūshū) ont apportée à l'étude de l'économie japonaise des Tokugawa et de l'ère Meiji mérite, elle aussi, une mention spéciale; la place nous manque malheureusement pour donner ici un compte rendu détaillé de chacune des plus importantes de leurs publications. De celles-ci, on retiendra surtout :

1^o L'œuvre personnelle du professeur Miyamoto (Mataji), à savoir : un *Kabu.nakama-no kenkyū*, 1938; un *Kinsei shōgyō soshiki-no kenkyū*, 1939; un *Kinsei shōnin ishiki-no kenkyū*, 1941; un *Kinsei shōgyō keiei-no kenkyū*, 1948; un *Nihon kinsei ton.ya.sei-no kenkyū*, 1951; que complète un *Zoku Nihon kinsei tonya.sei-no kenkyū*, 1954; un *Nihon shōgyō.shi gairon*, 1954; un *Usuki.han tembō-no kaikaku*, 42 p.; une brochure, sans date, qui a trait

à l'application des réformes des années 1830-1843 sur le fief d'Usuki, à Kyūshū; un *Nihon girudo* (= guild)-no *kaihō* — *Meiji ishin-to kabu.nakama*, in *Kenkyū sōsho*, X, Univ. d'Osaka, Shakai keizaiken kyūshitsu, 1957; une série d'intéressants articles, en anglais et en français : *Nouvelles tendances à la veille de la Restauration de Meiji*, in *Osaka Economic Papers*, I, 1, mai 1952; *Economic and social development of Ōsaka*, in *Ō. E. P.*, III, 1, décembre 1954; *Kabu.nakama*, « (La) corporation des marchands du temps des Tokugawa... », in *Ō. E. P.*, III, 2, mars 1955; *La Décadence et l'abolition des « kabu.nakama »*, in *Ō. E. P.*, V (1), 10, août 1956, cf. aussi *Rev. histor.*, t. CCXVI, p. 159-208; *Les progrès et l'activité de l'étude de l'histoire économique du Japon*, in *Ō. E. P.*, 1^{re} partie, V (1), 10, août 1956; 2^e partie, V (2), 11, janvier 1957, et 3^e partie, VI (1), 12, septembre 1957.

2^o Des travaux publiés en commun, sous la direction de M. Miyamoto, à savoir : un *Nōson kōzō-no shi.teki bunseki* (460 p., vol. II des *Keizai.shi kenkyū*, éd. Nihon hyōron.shā, 1955 : compte rendu in *Shigaku zasshi*, LXIV, 9, p. 78 et suiv.) où sont examinées les structures des villages agricoles du nord de Kyūshū et de ceux de la région du Kinai; un *Shōgyō-teki nōgyō-no tenkai* (Ōsaka daigaku, Shakai keizai kenkyū.shitsu, 1955) consacré à l'étude de structures particulières aux villages agricoles du Kinai, à l'époque des Tokugawa; un *Kyūshū keizai.shi ronshū*, I (éd. Fukuoka Shōkō kaigijō, 1954; compte rendu, in *Ōsaka daigaku keizaigaku*, IV, 4, p. 107 et suiv.), un recueil d'articles dont les auteurs ont fort bien utilisé les données qui ressortent des registres cadastraux ainsi que d'autres documents comme les *jin.chiku.chō* (« Inventaires des gens et du bétail »). Nous n'avons pas reçu le tome II (1956) de ce dernier ouvrage.

Dans un des plus récents numéros des *Ōsaka Economic Papers*, nous avons relevé un nouvel article de M. Miyamoto (*The Merchants of Ōzaka*; cf. *Ō. E. P.*, VII (1), 14, septembre 1958); par ailleurs, le numéro 4 du tome IV de *Keizaigaku* (mars 1955) contenait une intéressante contribution de M. Sakudō Y. à l'étude de l'expansion de la circulation monétaire vers la fin du shōgunat des Tokugawa.

Nous ne saurions omettre de signaler les *Keizai.shi nenkan* (« Annuaire d'Histoire économique ») que compile la *Keizai.shi kenkyū.kai*, société présidée par M. le professeur Honjo (Eijirō), l'auteur bien connu du *The Social and Economic History of Japan* (Kyōto, 1935). Ces précieuses bibliographies raisonnées (I, 1951-1953, 521 p.; éd. Nihon hyōron shinsha, 1955; II, 1954, 277 p., 1955) continuent celles qui ont été publiées dans la revue *Keizai.shi kenkyū* (annuellement, de 1933 à janvier 1934) et dans les *Nihon keizaishi daisan bunken* (1941-1950). On y trouve l'essentiel de la documentation touchant l'histoire économique du Japon, de l'Extrême-Orient et, également, de l'Occident. Nous nous permettons toutefois de regretter l'absence, dans chacun de ces *Annuaire*s, d'un « Index par noms d'auteurs » (et dans lequel les noms des économistes européens et américains ne figureraient pas seulement en transcription; ex. *Ueba* pour *Weber*). Nous regrettons de n'avoir pas reçu les *nenkan* qui ont pu être publiés postérieurement à 1955.

Dans le domaine commercial, le *bakufu* des Tokugawa a visé essentiellement à contrôler l'ensemble du commerce par l'intermédiaire de fonctionnaires et de négociants dûment autorisés par lui ; par ce moyen, il lui a été possible de prélever une part des bénéfices qui résultaient des transactions commerciales. M. Tanaka Y. (*in Shichō*, 61 ; aussi *in Tokyō kyōiku daigaku Bungaku*.bu kiyō, X, et *in Nihon rekishi*, 98) a étudié le système des (*shira*.)*ito wappu*, ces licences qui furent accordées par le *shōgunat* aux commerçants en soie grège et, parmi eux, à la famille Chaya. Des lettres patentes *shuinjō* (ainsi nommées parce qu'elles portaient le sceau rouge *shu.in* du *shōgun*) étaient nécessaires pour l'exportation des marchandises, dont la soie, vers l'étranger, en particulier en direction de *Kōchi*, la Cochinchine. On pourra consulter à propos du commerce portuaire l'étude de M. Yanai (ou Yauchi?) sur celui qui s'effectuait à Nagasaki (*in Kyūshū bunka shi kenkyū*.sho kiyō, V) ainsi que celles de M. Iwao (*in Shakai Keizai shigaku*, XXIII, 3) et de M. Sakuma M. (*in Kirisuto.kyō.shigaku*, VII ; arrivée d'un bateau portugais à Nagasaki en 1685). On aimerait mieux connaître les raisons du déclin du commerce de Nagasaki et celles de l'essor pris par celui du port d'Osaka. M. Joüon des Longrais a publié tout récemment la traduction d'un « coutumier maritime japonais médiéval » (cf. *Études d'histoire du droit privé, offertes à P. Petot*. Paris, 1959).

Le Tosa.minato (port de Tosa) qui avait été établi, vers la fin de la période de Heian, sur la rive nord du petit bassin qui porte le nom de Jū-san.gata (près d'Aiuchi, dans la région du littoral ouest de la préfecture actuelle d'Aomori), a fait l'objet d'une bonne étude de M. Furuta R. (*Tsugara « Tosa.minato »-no kenkyū*, *in Tōhōku daigaku Bungaku*.bu kenkyū nempō, VII, 1956, p. 1-19 ; une carte, p. 3). Ce petit port local a été supplanté par celui d'Aji-ga sawa au cours de l'époque de Edo, mais des bateaux y chargeaient encore du bois à la fin du XIX^e siècle.

Nous arrêtons ici cette première rétrospective historique. Nous prions nos collègues japonais d'en excuser les lacunes et les imperfections. Notre regret est grand de n'avoir pu, faute de place et de temps, consacrer quelques pages de plus à ceux de leurs travaux qui ont trait à l'histoire contemporaine (Kindai et Gendai) du Japon ainsi qu'à l'histoire de la Chine, de la Corée, et de l'Asie en général. Nous prions les uns et les autres de ces historiens de ne pas nous en tenir rigueur. Notre souhait le plus cher est que la lecture de ce qui précède révèle à quel point reste insuffisante la connaissance que l'élite européenne a du Japon. Le temps semble donc venu, pour de jeunes spécialistes français, de s'engager directement, encore que prudemment, dans un champ de recherches qui, si vaste et si intéressant qu'il soit, est pourtant fâcheusement demeuré hors des préoccupations de nos savants, ceci en grande partie à cause de la réputation de « langue difficile » qui est celle de la japonaise.

Ch. HAGUENAUER,
Professeur à la Sorbonne.

HISTOIRE DE FRANCE AU MOYEN AGE

PUBLICATIONS DES ANNÉES 1954-1958 ¹

(1^{re} partie.)

Quatre années seulement ont passé depuis la publication de notre dernier Bulletin. L'intervalle est trop bref pour qu'on puisse discerner des tendances nouvelles dans les recherches médiévales. Des observations déjà faites reviennent par conséquent sous notre plume. Tandis que les sociétés, les structures économiques, les civilisations n'ont rien perdu de leur attrait ², les études diplomatiques et militaires échappent avec peine au marasme dans lequel les a plongées un trop lent renouvellement de leurs conceptions. Déplorons d'autre part le petit nombre des éditions de textes, l'abandon, à l'ère atomique, de tous ces trésors enfouis dans nos Archives et laissés à eux-mêmes faute d'initiative, d'organisation, de moyens financiers ³.

Entre la production actuelle et la précédente, des différences peuvent cependant être relevées. Un domaine est en voie de rénovation dans la mesure où il rompt avec l'abstraction, brise des cadres trop rigides ou renonce à des manières désuètes : les institutions et le personnel politiques de la monarchie et des principautés. Par contre, il y a déclin de la littérature alimentaire, notamment sous la forme biographique. Trop exploitée, la matière fournie par les héros se fait plus rare. D'une façon générale, enfin, le nombre des publications de tous ordres, qui s'était accru prodigieusement de 1945 à 1954, a quelque peu baissé depuis lors. La recherche historique, elle aussi, a ses cycles, ses alternances. Tout se passe comme si, après la floraison des années précédentes, l'historiographie éprouvait le besoin de se recueillir. Mais un nouvel élan s'annonce fort proche, grâce surtout aux thèses de doc-

1. Pour les travaux parus de 1940 à 1953, on pourra se reporter à nos précédentes recensions (*Rev. histor.*, 1949, t. CCI, p. 235-271, et t. CCII, p. 79-124 ; 1954, t. CCXII, p. 61-98 ; 1955, t. CCXIII, p. 47-80 et p. 216-247 — cette dernière partie sous le titre *Quatre thèses françaises d'histoire médiévale*). Les études sur l'Eglise en France, en Italie et en Allemagne seront commentées par Yves RENOUD.

2. Saluons à ce propos la naissance, en 1958, d'une nouvelle Revue de caractère général, les *Cahiers de civilisation médiévale, X^e-XII^e siècles*, sous la direction de MM. CROZET et LANDE. Somptueusement présentée, elle diffuse les leçons données au Centre d'études supérieures de civilisation médiévale, fondé auprès de l'Université de Poitiers. Sur le plan régional enfin, mais sans spécialisation de période, des *Cahiers d'histoire* sont publiés, depuis 1956, par les Universités de Clermont-Ferrand, Lyon et Grenoble (rédaction et administration à la Faculté des Lettres de Lyon).

3. Il y a toutefois d'heureuses exceptions (ci-dessous, p. 381-382. Voir aussi les études qui seront analysées dans une deuxième partie sous le titre : Les paysans et leurs maîtres).

torat, aile marchante, en France, des études fondées sur les sources et véritable mesure de la qualité imprimée à nos travaux.

Nous ne saurions terminer cet avant-propos sans évoquer le souvenir des médiévistes qui nous ont quittés récemment. Alain de Bouard, Raoul Busquet, Gustave Dupont-Ferrier et Philippe Lauer ont pu achever, au cours d'une vie bien remplie, une grande partie des tâches qu'ils s'étaient assignées. Mais Christian Courtois est mort prématurément alors qu'il venait de publier ses thèses, prélude à d'autres travaux sur le monde barbare des pays méditerranéens. La perte est d'autant plus cruelle que l'étude du haut Moyen Age ne retient plus en France qu'un petit nombre de fidèles. Noël Didier, enfin, a été enlevé en pleine force de l'âge. Notre pensée se tourne avec reconnaissance vers les disparus.

I. — RÉFLEXIONS SUR L'HISTOIRE

Quels peuvent être « l'engagement », l'attitude de l'historien qui se penche sur les siècles écoulés ? Dans quelle mesure l'homme du xx^e siècle est-il capable de comprendre des mentalités, des coutumes, des genres de vie qui sont pour lui une surprise, un décor étrange, un objet de dépaysement ? M. Philippe ARIÈS nous livre des notes, rédigées de 1946 à 1951, où il évoque ses expériences personnelles et sa prise de conscience du passé¹. Élevé dans un milieu où l'histoire se confondait, pour l'essentiel, avec l'imagerie politique de l'*Action française*, il a découvert ensuite d'autres horizons et suivi son chemin de Damas sans renier toutes les leçons reçues. L'auteur étudie les conceptions et les méthodes historiques depuis le Moyen Age, définit la position des académiciens événementiels qui, de Barante à Hanotaux, Madelin, de La Gorce et Lévis-Mirepoix, ont écrit surtout pour l'aristocratie et la bourgeoisie cultivées. Il insiste enfin sur la rénovation apportée à nos études par les fondateurs des Annales d'histoire économique et sociale².

M. Ariès est hanté par les problèmes du continu et du discontinu, du général et du particulier, par la solidarité entre les âges et l'affrontement des civilisations. On peut relever des différences dans ses appréciations selon l'époque où elles ont été formulées. Mais il garde peu de tendresse pour « la conception universitaire de l'histoire », dont les fruits sont réservés à de petits cénacles, comme pour l'enseignement des Facultés, qui lui a laissé de mauvais souvenirs parce qu'il dispensait, au temps de sa jeunesse, « une somme aride de faits..., une anatomie morte ». Sans approuver les pittoresque

1. *Le temps de l'histoire*. Monaco, Éditions du Rocher, 1954, in-8°, 327 p.

2. M. Ariès apprécie l'*Introduction à la philosophie de l'histoire*, de Raymond ARON. Il ne semble pas avoir tiré profit de Gaston ROUPNEL, *Histoire et destin*, ni de René GROSSER, *Bilan de l'histoire*. En outre, une partie du livre a été composée avant la publication de quelques ouvrages essentiels : Marc BLOCH, *Métier d'historien* (1949) ; Lucien FEBVRE, *Combats pour l'histoire* (1953) ; Henri-Irénée MARROU, *De la logique de l'histoire à une éthique de l'historien* (1954) ; Paul RICŒUR, *Histoire et vérité* (1955)... J'en passe.

artificiel des ouvrages de vulgarisation, il juge excessives les condamnations portées contre certains d'entre eux par « la Sorbonne dans ses comptes rendus de la *Revue historique* ». Battons notre coulpe... Et rassurons nos lecteurs : la *Revue historique* n'a jamais été la messagère ni le porte-parole des « bonnets carrés » de la Faculté des Lettres de Paris.

Il reste que le livre est sincère jusque dans ses partis pris, qu'il est alerte et comporte des observations fines ou profondes en particulier sur la conception de l'histoire au XVII^e siècle, puis sur la séparation qui s'est faite, de nos jours, entre les travaux érudits et le grand public.

M. René SÉDILLOT se pose moins de problèmes¹. Son dessein, assure-t-il, est d'être véridique et complet, de saisir le déroulement des faits, l'enchaînement des causes et des conséquences, de « tout situer » sans descendre dans le détail. Peu importe, par exemple, de savoir où se trouvait au juste l'emplacement d'Alésia s'il est démontré que la conquête romaine fut pour la Gaule une source de bienfaits. D'où une histoire qui, remontant à plus de trois milliards d'années, lorsque « le petit espace qui, sur la boule ronde, s'appellera un jour la France, n'est encore qu'une bouillie tumultueuse », descend en chute accélérée jusqu'à nos jours. Des titres à effet marquent les paliers successifs : nuit des âges, des temps préhistoriques jusqu'au IV^e siècle — tant pis pour la Gaule romaine représentée pourtant, dans un autre passage, comme « toute lumière » ! — ; nuit barbare jusqu'au miracle capétien — Charlemagne n'étant un grand homme que « par comparaison avec trop de rois méroviens et caroliens » ; — aube radieuse de 987 à 1328, puis deux éclipses avant le plein soleil louis-quatorzième ; le grand orage révolutionnaire ; enfin le soleil couchant (notre époque). L'ouvrage est d'une extrême simplicité : c'est ainsi que les problèmes sociaux et économiques sont exécutés en quelques pages. Il se lit sans fatigue ni excitation.

Le duc de LÉVIS-MIREPOIX, à son tour, reprend un vieux thème, contre-pied de l'interprétation marxiste de l'histoire². Nos succès, comme nos revers, sont attribuables pour la plupart à des « affirmations individuelles », à des hommes qui tantôt ont eu la passion du bien commun — Saint Louis, Philippe le Bel, Charles VII, Louis XI... — tantôt ont défendu des intérêts égoïstes, compromis ou perdu leur cause, et mis notre pays en danger : tels les chevaliers français dans le royaume latin de Jérusalem, les factions nobiliaires pendant la guerre de Cent ans et la Fronde. Chaque combinaison de la nature, dans « l'hexagone sacré », est une « réserve originale de la personne humaine », une invitation aussi à concilier des tendances complémentaires : individualisme et sociabilité. L'auteur ne s'embarrasse pas de considérations profondes sur les rapports de l'homme et du milieu, ni sur le jeu complexe des forces qui conduisent l'évolution de l'humanité. L'ouvrage est, dans sa

1. *Survol de l'histoire de France*. Paris, Fayard, 1955, in-8°, 411 p.

2. *Grandeur et misère de l'individualisme français*. Paris et Genève, Éditions de la Palatine, t. I, 1957, in-8°, 334 p. (jusqu'au règne personnel de Louis XIV).

plus grande partie, une exaltation de la royauté et des personnages qui ont œuvré pour l'unité et la grandeur de l'ancienne France.

II. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

A). VUES D'ENSEMBLE¹. — On trouvera un bilan des études historiques et de nombreuses mises au point dans les impressionnantes publications suscitées par le X^e Congrès international des Sciences historiques, qui s'est tenu à Rome en septembre 1955². Le président du Comité, M. FAWTIER, a fait l'éloge d'une entreprise qui, si l'on en juge par le programme du Congrès de 1960, ne sera pas prochainement renouvelée.

B). LE HAUT MOYEN AGE³. — Époque mal connue en raison des vides documentaires, et cependant pleine d'attrait puisqu'elle fut pour une part celle des genèses, le haut Moyen Age a retenu plusieurs auteurs. Ainsi Pietro VACCARI décrit le passage du monde romain au monde barbare, insiste sur les particularismes régionaux créés dans l'Empire romain finissant et dans les royaumes issus des invasions, dégage les éléments d'unité qui, préexistants à l'Empire carolingien, furent rassemblés par Charlemagne et ses premiers successeurs⁴. L'ouvrage est suggestif, mais trop morcelé, et son information retarde quelque peu.

Il y a davantage à glaner dans un livre de William Carrol BARK, qui s'attache moins aux événements qu'à leur interprétation critique, et qui revient

1. La Revue a signalé : R. H. C. DAVIS, *A history of Medieval Europe*. Londres, 1957, in-8° (*Rev. histor.*, t. CCXX, 1958, p. 405). Nous n'avons pas reçu Sidney PAINTER, *A history of the Middle Ages (284-1500)*. New-York, 1954, in-8°.

2. Huit volumes, en effet, ont paru sous l'égide du Comité organisateur et par les soins de la Giunta Centrale per gli studi storici : t. I-V, Rapports spéciaux ; t. VI, Rapports d'orientation générale ; t. VII, Résumé des communications ; t. VIII, Actes du Congrès (Florence, G. C. Sansoni, 1955, in-8°, pour les sept premiers volumes ; Rome, 1957, in-8°, pour le dernier). — Y joindre, sur les assemblées d'États, un volume qui nous est parvenu pendant la correction des épreuves (Louvain, Publications universitaires ; Paris, Nauwelaerts, 1958, in-8°).

Le Moyen Age français est étudié notamment dans le tome III (*Rapporti fra Oriente e Occidente durante l'Alto Medioevo* : contributions de J. BOGNETTI et de R. S. LOPEZ ; *Le seraggio en France et en Allemagne*, par Ch.-E. PERRIN ; *Mouvements religieux populaires et hérésies* : études de R. R. BETTS, E. DELARUELLE, R. MORGHEN ; *L'idée de Croisade* : études de P. ROUSSET, M. VILLEY, S. RUNCINMAN). Il l'est aussi dans le t. VI (F. VERCAUTEREN, *Rapport général sur les travaux d'histoire du Moyen Age de 1945 à 1954* ; A. EWIG, *Das Fortleben römischer Institutionen in Gallien und Germanien* ; M. MOLLAT, P. JOHANSEN, M. POSTAR, A. SAVORI, Ch. VERLINDEN, *L'économie européenne aux deux derniers siècles du Moyen Age*). Voir enfin, dans le t. VIII, les p. 312-418.

3. Il sera rendu compte ultérieurement des ouvrages de Margaret DEANESLY, *A history of early medieval Europe (476-911)* ; M. L. W. LAISTNER, *Thought and letters in Western Europe (500-900)*. Londres, 2^e éd., 1957, in-8°.

4. *Studi sull'Europa precarolingia e carolingia*. Vérone, éd. di Nuova historia, 1955, in-8°, 218 p.

sur les thèses de ses devanciers : par exemple Rostovtzeff, Lopez et surtout Pirenne¹. Il fait avec raison toute réserve sur les démarches de l'esprit qui représentent comme des transitions la plupart des époques de l'histoire. Il se demande pourquoi et comment, le monde romain ayant achevé sa course, une Europe nouvelle est née pendant le haut Moyen Age — expression qu'il tente de définir, tout en indiquant qu'aucune date précise ne peut être assignée à son commencement. — Ce fut là, affirme-t-il, une grande période créatrice dans les domaines religieux, culturel, social et matériel. L'époque moderne en a recueilli les fruits.

Nous ne suivons pas toujours l'auteur dans son appréciation optimiste et quelque peu apologétique d'un âge qualifié d'obscur par les analphabètes. Age tout rempli de bouillonnement et de curiosités, mais sans doute moins ouvert ou novateur que M. Bark ne l'imagine. L'étude mérite sympathie par son refus d'admettre toutes les idées reçues, comme en raison des thèmes de réflexion qu'elle propose aux lecteurs.

Sur ces vues d'ensemble, greffons quelques problèmes. D'abord celui de la frontière linguistique. En Belgique, nous dit Charles VERLINDEN, elle est liée à la colonisation franque, insaisissable sans un scrupuleux respect de la chronologie et une critique aiguë des sciences auxiliaires de l'histoire — toponymie, archéologie, numismatique, dialectologie²... — A l'époque des invasions, deux royaumes saliens apparurent successivement. Le premier fut créé dans une partie de la Hollande actuelle, du Rhin à la Toxandrie. Après une période « d'immobilité » durant laquelle les Saliens accumulèrent des forces, le deuxième royaume se forma au ^v^e siècle dans une zone allant approximativement de la Forêt Charbonnière et du cours supérieur de la Lys jusqu'à la Somme et au cours supérieur de l'Oise. Par les soins de Clovis, il s'étendit ensuite jusqu'à la Loire. Les Saliens, affirme l'auteur, ont seulement traversé la Belgique flamande, n'y laissant qu'une mince pellicule d'hommes incapables de coloniser le pays. Par conséquent, on ne saurait établir un rapport entre la conquête salienne et l'établissement de la frontière linguistique. Celle-ci s'est fixée lentement, au prix d'une colonisation progressive du pays flamand par différents peuples germaniques qui ont fait contre-poids à la population romane, elle aussi en voie d'accroissement. Un équilibre s'est établi, qui a finalement donné, du ^{ix}^e au ^{xi}^e siècle, sa forme linéaire à la zone de contacts entre parlers germaniques et parlers romans. M. Verlinden fait une mise au point des problèmes, souligne les faiblesses de certaines théories, émet des vues qui ont le mérite d'être ingénieuses et d'ouvrir des voies de recherches³.

1. *Origins of the Medieval World*. Stanford University Press (Californie), 1958, in-8°, 162 p.

2. *Les origines de la frontière linguistique en Belgique et la colonisation franque*. Bruxelles, La Renaissance du livre, 1955, in-16, 140 p., 1 carte h. t. (Coll. « Notre passé »).

3. Sur le peuplement d'une région pendant notre premier millénaire, on lira avec intérêt Jacques BOUSSARD, *Essai sur le peuplement de la Touraine du ⁱ^{er} au ^{viii}^e siècle (Le Moyen Age, 1954, p. 261-291)*.

Un domaine différent attire M. GRIFFE : l'Église gallo-romaine au ^v^e siècle¹. Consacrée aux répercussions des invasions, la première partie de l'ouvrage insère dans un résumé d'histoire générale, agrémenté de nombreuses citations, des thèmes littéraires déjà commentés par P. Courcelle. Cadres provinciaux et épiscopaux, progrès de l'évangélisation, rapports avec la papauté occupent, avec quelques types d'évêques, la deuxième moitié du livre. Plus fouillée que la précédente, elle comporte aussi un plus grand nombre d'observations personnelles, appuyées sur de nombreuses sources.

C). LES DERNIERS SIÈCLES DU MOYEN AGE. — MM. Georges DUBY et Robert MANDROU ont uni leurs efforts pour présenter, en deux volumes illustrés avec goût, l'évolution et les caractères fondamentaux de la civilisation française, du ^x^e siècle jusqu'à nos jours². Afin de respecter les limites chronologiques de ce Bulletin, nous nous bornerons au Moyen Age³.

Celui-ci ne commence pas avec la fin du ^x^e siècle⁴. Mais c'est à partir de ce moment que s'affirme la personnalité d'une France libérée des invasions et mieux connue grâce à une documentation moins avare qu'à l'âge précédent. M. Duby entre de plain-pied dans le monde rural de l'an mil, cerné par la forêt, inégalement réparti, mal équipé et mal nourri. Sur lui pèse la domination foncière et politique de l'aristocratie, comme d'une Église partout présente qui évangélise, crée des paroisses ou prie dans le silence des monastères. La foi, la culture savante, l'instruction sont entachées d'un formalisme extrême. Pourtant, ces sociétés connaissent l'art de la pierre, la peinture sur manuscrit, la fresque. Elles se risquent à sculpter la figure humaine. D'autre part, elles créent ou perfectionnent les outils qui les aideront à tracer des champs nouveaux et à ouvrir les routes d'un commerce élargi... M. Duby ne croit pas aux terreurs de l'an mil. Mais le sujet aurait pu être creusé.

L'aristocratie est encadrée par la féodalité, dont les règles ont achevé de se fixer au cours des ^x^e et ^{xi}^e siècles. Le morcellement des pouvoirs, passés dans le domaine privé ; une classe chevaleresque privilégiée et faite pour la guerre ; les châtelainies comme points d'appui de l'autorité sur les paysans libres et les serfs ; entre les grands, des liens fondés sur les serments vassaux et sur le fief, salaire de la foi ; une vie d'entraide, mais aussi de ser-

1. Élie GRIFFE, *La Gaule chrétienne à l'époque romaine*. T. II : *L'Église des Gaules au V^e siècle*. Première partie : *L'Église et les Barbares. L'organisation ecclésiastique et la hiérarchie*. Paris, Picard, 1957, in-8°, VIII-257 p.

2. *Histoire de la civilisation française*. Paris, 1958, in-8°, deux volumes de 360 pages et 383 pages.

3. Par G. DUBY, t. I, p. 1-240.

4. M. DUBY le sait d'autant mieux que, dans un ouvrage publié sous la direction d'Édouard PERROV, il est remonté aux véritables origines médiévales : le ^{iv}^e siècle (*Le Moyen Age*, dans la coll. « Histoire générale des civilisations », t. III, Paris, 1955. — Cf. *Rev. histor.*, t. CCXVIII, 1957, p. 130-138).

ments rompus et de violences : tels sont les traits que l'auteur met excellemment en relief.

L'essor de l'Europe débute avec le XI^{e} siècle : accroissement démographique, grands défrichements, élan commercial, monétaire et urbain. D'où les franchises rurales et le relâchement des liens personnels à l'intérieur de la seigneurie ; d'où aussi le développement de nouveaux types sociaux qui ne sont ni des seigneurs, ni de pauvres hères, mais des marchands et des artisans, semence de la bourgeoisie. La hausse du niveau d'existence marche de pair avec d'autres manifestations : une vie intellectuelle plus active, notamment au sein de l'Église, qui se libère progressivement des entraves féodales ; une vie spirituelle animée par le mouvement monastique ; enfin une admirable floraison artistique. La période intercalée entre le milieu du XI^{e} siècle et le dernier quart du XII^{e} est bien celle du « grand progrès ».

Le XIII^{e} siècle en a bénéficié. Il a aussi apporté sa propre contribution. La France demeure un pays surtout rural, qui améliore les anciennes techniques plutôt qu'il n'en découvre de nouvelles, qui aménage le sol conquis plutôt qu'il ne taille de nouveaux terroirs. Les traits originaux sont ailleurs : dans le développement commercial, dont les foires de Champagne sont un frappant témoignage ; dans l'amélioration de la monnaie et des instruments de crédit ; plus encore, peut-être, dans l'essor urbain. Alors sont promus de nouvelles formes de civilisation, de nouveaux groupes sociaux, de nouveaux moyens de commandement. Tandis que la noblesse s'enferme dans ses privilèges et ses préjugés, la bourgeoisie grandit. Tandis que la féodalité décline, la royauté sacrée rassemble un pays qui devient une nation. Elle s'appuie sur un vaste domaine, grossit son trésor, améliore l'organisation administrative et s'impose à une société dont elle tient en main les réseaux essentiels.

Après 1270, nous entrons dans la dernière période du Moyen Age. Il y a changement dans les manifestations de la pensée religieuse, les conceptions sur les rapports entre la raison et la foi, les courants intellectuels et artistiques ; changement aussi dans les moyens d'action d'un État renoué, et surtout dans une économie et des sociétés frappées par les guerres, les famines, les pestes. Mais une fois la tourmente passée, des forces vives, longtemps contenues, jaillissent de toutes parts. Le Moyen Age français débouche sur une Renaissance qui prend sa source dans un des siècles les plus féconds de l'histoire : le XV^{e} .

La place lui étant mesurée, M. Duby n'a pu procurer beaucoup d'exemples. Mais il déploie les qualités qui ont fait sa juste renommée : finesse de l'écriture dans un exposé tout en nuances et cependant synthétique ; souci d'établir les indispensables rapports entre la vie matérielle et la vie intellectuelle ; sobriété et justesse du ton dans l'approche des mentalités et des cultures.

* * *

Y a-t-il lieu de mentionner les notes d'un cours d'agrégation professé par Marc Bloch en 1937-1938¹? Notes rapides, sous forme de plans, de sujets à proposer, ou de résumés. Jamais l'idée de publier cet aide-mémoire n'avait effleuré l'auteur. Il lui eût semblé inconcevable qu'on pût l'admettre, vingt ans après, aux honneurs de l'impression. D'ailleurs, à « l'enseignement magistral » et à son conformisme, aux cours traditionnels imposés par les programmes, il préférait les explications de textes, les conférences de recherches, les discussions engagées autour d'une leçon. Seuls ceux qui l'ont connu et aimé retrouveront ici des résonances familières et une certaine manière de présenter les questions.

Les rois et les grands, les campagnes militaires et les troubles intérieurs occupent une grande place dans l'ouvrage de M. Jacques VIVENT sur *La guerre de Cent ans*². Mais la Peste noire, par exemple, est rappelée en quelques lignes et les effets économiques ou sociaux du conflit se voient rejetés en bloc à la fin du volume. Il ne semble pas que l'auteur se soit livré à des enquêtes personnelles. Les livres des grandes collections, les histoires des règnes et quelques études régionales forment la base de son information³.

D). DE GRANDES FIGURES. — Avec M. Alexandre DE SAINT-PHALLE nous

1. *La France sous les derniers Capétiens, 1223-1328*. Paris, 1958, in-8°, 129 p. (Association Marc Bloch, Cahiers des Annales).

2. Paris, Flammarion, 1954, in-8°, 489 p. (coll. « L'Histoire »).

3. Plus suggestive, bien qu'il s'agisse seulement d'un épisode, est la publication critique, par M. Pierre CHAPLAIN, de documents diplomatiques concernant la guerre de Saint-Sardes — série d'incidents dont le prieuré du même nom devint le théâtre de 1323 à 1325. — En effet, bien qu'il fût situé en Guyenne anglaise, le roi de France Charles IV le Bel affirmait que cet établissement relevait directement de lui. M. Chaplain a puisé la plupart des textes dans les fonds de l'Ancient Correspondence, au Public Record Office. Ils reflètent le malaise politique qui régnait alors en Guyenne et fournissent de vivants témoignages sur les relations franco-anglaises quelques années avant les débuts de la guerre de Cent ans (*The war of Saint-Sardes, 1323-1325. Gascon Correspondence and Diplomatic Documents*. Londres, The Royal Historical Society, 1954, in-8°, xxii-302 p. *Camden Third Series*, vol. LXXXVII). — Du même auteur, pour une période antérieure, cf. un article sur *Le traité de Paris de 1259 et l'inféodation de la Gascogne allodiale (Le Moyen Age, 1955, p. 121-137)*.

Avant même que le conflit ne fût terminé, Charles VII a tenté de rétablir entre ses sujets « paix, concorde et bon amour ». Associant ses efforts à ceux du Parlement de Paris, il a pris des mesures que M. André BOSSUAT, intéressé surtout par le problème des confiscations, a exposées avec vigueur et clarté (*Le rétablissement de la paix sociale sous le règne de Charles VII, dans Le Moyen Age, 1954, p. 137-162*).

Passons sous silence Maurice DOMMANGET, 600^e anniversaire des « effrois ». *La Jacquerie* (Bull. du Syndicat des Instituteurs de l'Oise, numéro spécial, 1958, 124 p.). Ni la conception du livre, ni sa présentation ne relèvent de nos études.

retr
mon
d'h
rés
tem
sist
qu'
pui
vie
ven
quoc
la M
don
Col
D
par
cep
obli
sou
gari
de l
dier
N
pou
igno
sage
A
leur
riog
KLA
just
que
mat
imp
sent
1.
2.
3.
4.
5.
1955
6.
sur
7.

retrouvons une vieille connaissance¹, et nous poursuivons un *Tour du monde* qui, ayant conduit d'Assurbanipal à Godefroy de Bouillon, a aujourd'hui comme point de chute Christophe Colomb². Nous ignorons l'accueil réservé à ces flots de papier par « le grand public ». L'historien perdrait son temps à vouloir en tirer parti. Erreurs matérielles et déformations fantaisistes font sursauter presque à chaque page. On apprend, par exemple, qu'« en 1099 les Occidentaux se lancèrent à la conquête du Moyen-Orient », puis que l'Europe, après les invasions mongoles, « releva son standard de vie » grâce à « l'intelligence acquisitive de ses éléments actifs » et à deux inventions : le collier d'épaule et le gouvernail d'étambot à charnières. Après quoi se succèdent, sous la forme de petits comprimés, Abélard, Le Vieux de la Montagne, Saint Bernard, l'art gothique, la Grande Charte... Nous attendons sans impatience les livres annoncés sur les grands hommes de Christophe Colomb à nos jours.

D'une autre veine, parce qu'il est écrit avec élégance, l'ouvrage consacré par le duc de LÉVIS-MIREPOIX à *Philippe Auguste et ses trois femmes* ne va cependant pas très loin³. Il s'agit de montrer comment le roi, pris entre ses obligations publiques et ses penchants amoureux, a fait honneur, le plus souvent, à ses devoirs d'État. L'ouvrage relève à la fois d'une honnête vulgarisation et de l'histoire romancée. Comme il échappe aux préoccupations de la recherche historique, nous ne lui accorderons pas une plus large audience.

Nous ne pouvons aussi que mentionner un *Gaston Phoebus* qui a constitué pour M. Jean DU SAULT un agréable délassément⁴. Enfin, mieux vaut ignorer un *Charles VI* confié à des lecteurs dont nous ne voyons pas le visage⁵.

Autre proie, Jeanne d'Arc a encore inspiré quelques livres d'inégale valeur : étude soigneuse de Robert HANHART, qui situe l'héroïne dans l'historiographie française jusqu'au milieu du XVII^e siècle⁶; plaquette de Th. ENKLAAR et de R. POST, qui reprennent la question des lettres de Jeanne, font justice de l'accusation de sorcellerie lancée contre elle, reviennent sur la question de savoir si elle est montée ou non sur le bûcher, et concluent affirmativement⁷; livre extravagant d'un auteur qui voit partout des truquages, imputables à l'Université de Paris, dans les procès de Jeanne, et qui représente son abjuration comme une légende, puis son deuxième procès comme

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CCXII, 1954, p. 71-72.

2. *De Godefroy de Bouillon à Christophe Colomb*. Paris, Gallimard, 1955, in-8°, 366 p.

3. Paris, Fayard, 1957, in-8°, 287 p.

4. *La vie aventureuse de Gaston Phoebus*. Paris, Picard, 1958, in-8°, 211 p.

5. Maurice HEIM, *La passion d'un roi. Charles VI le Fol (1368-1422)*. Paris, Gallimard, 1955, in-8°, 331 p.

6. *Das Bild der Jeanne d'Arc in der französischen Historiographie vom Spätmittelalter bis zur Aufklärung*. Bâle et Stuttgart, Helbing et Lichtenhahn, 1955, in-8°, 133 p.

7. *La fille au grand cœur. Études sur Jeanne d'Arc*. Groningen, Wolters, 1955, in-8°, 88 p.

une machination destinée à réhabiliter non pas la victime, mais ses juges¹. Passons.

Deux publications tranchent sur cette littérature. D'abord le texte des procès de Jeanne, présenté et commenté par M. Raymond OURSEL². Il ne s'agit pas là d'une édition critique, mais d'une traduction en français moderne, promise à une large diffusion. L'adaptation est heureuse et le plus souvent fidèle. Nous retrouvons, transcrits en discours direct, les dialogues qui s'engagèrent entre Jeanne et ses accusateurs. Reliure et typographie sont admirables. L'ouvrage contraste avec tant de livres dont le brochage, le papier, l'encre sont un défi aux lecteurs³.

Vient enfin une étude de M^{lle} Régine PERNOUD, fondée sur le procès de réhabilitation⁴. Dans de précédents comptes rendus, nous avons exprimé des réserves sur divers travaux de l'historienne, marqués par trop de hâte. Elle prend aujourd'hui une revanche éclatante. Grâce à un très habile agencement des dépositions faites par les témoins qui avaient approché Jeanne et qui se présentèrent devant les commissaires chargés de reviser le procès de 1431, grâce aussi à de sobres commentaires, M^{lle} Pernoud ressuscite un milieu et une présence. Milieu de Domrémy, de Greux, de Vaucouleurs, avec les parents, les camarades d'enfance, les villageois ; les routes jusqu'à Chinon, les campagnes guerrières et les compagnons d'armes ; la prison et le procès. Par-dessus tout, la personne de Jeanne : sa piété simple, sa foi dans sa mission, sa spontanéité et ses emportements, enfin les célèbres dialogues avec les juges achetés, craintifs ou honteux. Les ouvrages consacrés à Jeanne se comptent par milliers. Celui de M^{lle} Pernoud est l'un des meilleurs.

III. — LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME ET DES PRINCIPAUTÉS

L'histoire politique est en déclin, affirmions-nous dans une précédente recension. Ses fidèles se font rares depuis que, courbée sous le poids des dynasties, des négociations, des cadres administratifs, elle s'est séparée de la vie des peuples⁵. Emprisons-nous aujourd'hui de reviser ce jugement. Non contents, en effet, de décrire les jeux diplomatiques et le mécanisme des ins-

1. Charles BOULENGER, 7 juillet 1456. Enterrement de l'affaire de Jeanne d'Arc : « Triomphe » de l'Université de Paris. Rouen, Maugard, 1956, in-8°, vi-223 p.

2. Le procès de condamnation de Jeanne d'Arc. Paris, 1953, in-8°, XLIV-233 p. — Le procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc. Paris, 1954, in-8°, XII-537 p. (Le Club du meilleur livre. Dossiers de l'histoire). Illustrés d'après des gravures sur bois du XV^e siècle, les deux volumes sont publiés sous la direction de Michel de ROMILLY.

3. Un autre procès, celui des Templiers, également traduit et présenté par M. OURSEL, et illustré d'après des dessins de Villard de Honnecourt, appelle les mêmes éloges (Le procès des Templiers. Paris, 1955, in-8°, xvi-385 p. Le Club du meilleur livre. Dossiers de l'histoire).

4. Vie et mort de Jeanne d'Arc. Les témoignages du procès de réhabilitation. Paris, Hachette, 1953, in-8°, 285 p.

5. Rev. histor., t. CCXII, 1954, p. 72-73.

titut
polit

A)

ouvr
en te
la civ
trodu
les p
mélè
ambi
a ch
tenté
ractè

Se
Loui
main
outr
raison
lution
le so
ciaux
l'églis

Ph
tent
pable
Voyo
de te
de sa
ronne
leur
des f
qui, à
intrig
susp
moye
de no
de Bo
press

1. C
cartes
sermen

2. L
der Le

tutions, des auteurs ont pénétré dans les couches profondes des sociétés politiques et restitué son intérêt à cet aspect du passé.

A). LE PERSONNEL POLITIQUE. — Notre attention est sollicitée par des ouvrages s'occupant de périodes fort différentes. M. Paul ZUMTHOR présente en termes heureux les groupes sociaux et politiques, les paysages, ainsi que la civilisation intellectuelle de la France au IX^e siècle. Dans ce milieu, il introduit Charles le Chauve, sa famille, son entourage¹. Il retrace par le menu les principales étapes de sa vie et cherche à débrouiller l'écheveau des dé-mêlés familiaux, des troubles intérieurs, des invasions. Le personnage était ambitieux, opportuniste, cultivé. Il a eu conscience du déclin de l'État, qu'il a cherché à enrayer, comme de la montée des forces vassaliques, qu'il a tenté de mettre à son service. M. Zumthor insiste avec raison sur le caractère tragique de ce règne courageux.

Sautons quatre siècles. M. Buisson s'attache moins à la personne de saint Louis qu'aux diverses formes de son activité, principalement dans le domaine du droit, étudié avec un soin minutieux par l'auteur, qui rappelle en outre les doctrines émises à l'époque sur la coutume, le droit naturel et la raison². Il se demande quel a été le rôle du roi et de ses conseillers dans l'évolution des règles coutumières. Il donne des exemples sur les dérogations que le souverain leur a fait subir pour des mobiles religieux, politiques ou sociaux, et montre comment il a perfectionné l'exercice de la justice, protégé l'église, sauvegardé la paix. Livre utile, précis.

Philippe VI de Valois a été un si mauvais capitaine qu'il décourage toute tentative de réhabilitation. Fut-il également un mauvais politique, un incapable flottant au gré des événements ou des hommes de son entourage? Voyons plutôt en lui un arbitre, un guide sage et prudent, un rassembleur de terres. Il a eu de lourdes préoccupations : assurer son autorité et l'avenir de sa dynastie, donc écarter Édouard III et les autres prétendants à la couronne ; unir sa famille aux descendants des Capétiens et s'affirmer comme leur successeur légitime ; rechercher de solides alliances parmi les princes des fleurs de lis et les grands barons, fût-ce en abandonnant des hommes qui, à l'exemple de Robert d'Artois, l'avaient porté au pouvoir ; déjouer les intrigues, négocier et se mouvoir tant bien que mal dans une atmosphère de suspicion ou de trahison ; en même temps, faire la guerre et se donner les moyens de la poursuivre en réclamant de nombreux subsides aux assemblées de notables ; éviter le combat sur deux fronts grâce à l'entente avec le duc de Bourgogne et élargir vers l'est, quand le danger anglais se faisait moins pressant, les frontières du royaume.

1. *Charles le Chauve*. Paris, Le Club français du livre, 1957, in-8°, 256 p., illustrations et cartes (collection « Portraits de l'histoire », n° 9). — Quelques lapsus, par exemple sur « le serment de fidélité, origine de l'hommage ».

2. Ludwig Buisson, *König Ludwig IX, der Heilige, und das Recht. Studie zur Gestaltung der Lebensordnung Frankreichs im hohen Mittelalter*. Fribourg, 1954, in-8°, XII-255 p., 1 carte.

Pourtant, son pouvoir est resté discuté. L'auréole capétienne lui manquait. Les liens féodaux, distendus, n'assuraient plus au roi, autant que jadis, le concours de ses fidèles. En outre, il fut prisonnier, à ses débuts, des engagements pris envers les barons. Aussi bien ne pouvait-il tout faire par lui-même faute de temps, de moyens ou de compétence. Et faute, quelquefois, d'ardeur à la tâche. Le cas n'a rien d'exceptionnel. Sous son successeur, Jean le Bon, les délibérations du Conseil commençaient parfois si tard qu'elles étaient bientôt interrompues par le dîner. Et celui-ci, au dire d'un témoin, durait si longtemps « qu'on ne faisait aucun travail profitable après manger ». L'Hôtel était alors le principal instrument du pouvoir royal. De plus, sous l'impulsion du souverain ou en son nom, la chancellerie privée réglait beaucoup d'affaires. Mais Philippe VI n'assistait pas toujours, il s'en faut, aux réunions du Conseil, de la Chambre des Comptes, du Parlement, appelés à prendre des décisions où il n'avait personnellement aucune part. Aussi bien se déplaçait-il fréquemment et procédait-il à de nombreuses délégations de pouvoir. Mais il n'eut jamais de premier ministre, ni de favori. Il changea souvent d'équipe.

Cette physionomie du roi ressort d'un important travail de M. Raymond CAZELLES, notamment du chapitre sur l'exercice du pouvoir et le partage des attributions, qui est sans doute le meilleur du livre¹.

Mais l'ouvrage n'est pas une biographie, bien que le souverain soit fréquemment évoqué et que, sans emboucher la trompette épique, ni cacher d'évidentes faiblesses, l'auteur cherche à lui rendre justice. Le propos essentiel est, dans une première partie, attachée surtout aux événements et aux institutions, de retracer les luttes pour le pouvoir entre des hommes ayant eu un poste de responsabilité et de direction ; dans une deuxième partie, de rechercher les origines de ces personnages, de dire quels emplois ils ont exercés et quels profits ils en retirèrent. M. Cazelles remonte au besoin jusqu'au début du XIV^e siècle, fait aussi quelques pas dans le règne de Jean le Bon, tant il est vrai que la crise de 1356-1358, qui mit les officiers royaux à l'épreuve, eut de lointains antécédents.

Nous ne reviendrons pas sur les circonstances qui ont marqué l'avènement de Philippe VI, ni sur le procès et le bannissement de Robert d'Artois, vaincu par une coalition de Bourguignons et de Flamands qui, pour arriver au pouvoir, contribuèrent à écarter ce beau-frère du roi. Plus neuves, en effet, sont les observations sur les hommes qui jouèrent un rôle déterminant : « grands électeurs » de Philippe VI ; équipes d'officiers expérimentés qui, ayant vécu dans son Hôtel avant 1328 ou secondé son père, Charles de Valois, continuèrent à siéger dans les conseils du gouvernement et vécurent en mauvaise intelligence avec les officiers de Charles IV le Bel maintenus dans leurs fonctions. Bientôt, cependant, le personnel se renouvelle grâce à la faveur ac-

1. *La société politique et la crise de la royauté sous Philippe de Valois*. Paris, d'Argences, 1958, in-8°, 495 p. (*Bibliothèque elzévirienne, nouvelle série, Études et documents*).

cordée à des bourgeois de Clermont en Auvergne, chargés du financement de la croisade, et surtout à l'influence des Bourguignons. Relevons parmi eux la reine Jeanne, Mile de Noyers, bouteiller de Bourgogne puis de France, également président de la Chambre des Comptes et membre du Conseil secret. Formée vers 1335, l'association entre le Conseil et la Chambre des Comptes allait durer une dizaine d'années.

Cette alliance des Bourguignons et des Auvergnats, cette influence des gens des Comptes qui, disait-on, menaient le roi, tandis que le Parlement était rejeté quelque peu à l'arrière-plan, ont indisposé « les hommes de l'Ouest » : Flamands, Normands, Bretons, et les ont inclinés vers l'Angleterre. Bientôt, des troubles éclatent en diverses parties de la France, et les États de 1343 se font l'écho du mécontentement suscité par les demandes de subsides. Les défaites d'Aiguillon et de Crécy provoquent des changements dans le Conseil, où d'ailleurs l'influence bourguignonne avait diminué. En 1346, et pendant la première moitié de l'année suivante, les abbés de Saint-Denis, de Corbie et de Marmoutier jouent le premier rôle à la Chambre des Comptes comme au Conseil. Ils assument la direction de l'administration financière et procèdent à des épurations parmi les grands manieurs d'argent. Puis, sous la pression des événements et en raison des fautes commises par certains hommes de son entourage, le roi fait emprisonner des familiers et remanie une fois encore l'équipe gouvernementale. Après l'avoir écarté provisoirement des affaires, il élargit la place réservée à son fils dans la conduite politique du pays. Allié au duc de Bourbon, beau-frère de l'empereur, beau-père du duc de Brabant, Jean le Bon fait directement son apprentissage. Autour de lui, une équipe nouvelle commence à poindre avec Robert le Coq, Charles d'Espagne, Robert de Lorris. Et c'est elle qui, avec certains conseillers de Philippe VI, a assuré la continuité gouvernementale lors du changement de règne en 1350.

Entre temps, le malaise s'est aggravé. Réunis à Paris en 1347, les États ont dénoncé vigoureusement la gestion du royaume, protesté contre les impôts, les mutations monétaires, le gaspillage, la corruption, réclamé la déchéance des mauvais conseillers et des financiers, affirmé leur volonté de réforme. Ils ont amené le roi à prendre dans son Conseil des personnages nouveaux, ou jadis écartés du pouvoir. Comme de nos jours, les hommes changeaient moins que les équipes. Ce conflit entre les privilégiés repus et les réformateurs est une préfiguration des événements de 1356.

Toute cette partie du livre puise à de bonnes sources : règlements et comptes de l'Hôtel du roi, journaux ou comptes des recettes et des dépenses du Trésor, archives de la Chambre des Comptes, registres de la Chancellerie et du Parlement, titres concernant les hommes politiques, chroniques... Elle séduirait davantage si le récit avait plus de souffle et s'accompagnait de vues plus larges, si l'auteur était moins avare, parfois, de citations. C'est ainsi que les délibérations des États de 1347 méritaient meilleur relief. Un grand chapitre sur les antécédents du personnel politique qui seconda le roi, comme

sur les principaux organes du gouvernement, aurait permis d'éviter le morcellement du sujet en une multitude de paragraphes réservés, chemin faisant, à tous ces hommes, à toutes ces institutions qui, entrant successivement en scène, obligent l'auteur à revenir en arrière pour dire leurs origines et entretiennent de constants dépaysements. En outre, privés de conclusion, certains chapitres tournent court. L'auteur fournit la matière sans toujours la maîtriser. Mais il se meut avec aisance parmi les rouages administratifs, les généalogies compliquées, les intrigues et les destinées de ses personnages. Il apporte, dans le détail, une foule de notations nouvelles.

La deuxième partie est plus attachante. Elle relève de cette « sociologie politique » que l'auteur ambitionne de présenter. D'où viennent les hommes appelés à de hautes tâches? Quels instruments leur sont donnés? Qu'en font-ils?

Les hommes appartiennent à des clientèles. Si la connaissance du droit ou la fortune entre en jeu dans leur désignation, les amitiés et le rang social ont une action déterminante. La composition du personnel attaché aux grands corps de l'État reflète, d'une période à l'autre, non seulement l'humeur du roi ou le désir de s'attacher des puissants, mais le triomphe d'une coterie provinciale. Elle traduit donc, pour une part, les rivalités entre les puissants. Répétons-le avec l'auteur : de 1340 à 1350, la Grand'Chambre du Parlement fut peuplée d'éléments venus surtout de l'Ile-de-France ; les gens originaires du Massif Central l'emportèrent à la Chancellerie entre 1338 et 1348, et les Bourguignons à la Chambre des Comptes jusqu'en 1344.

Aux côtés des membres de la famille royale et de grandes familles telles que les Chatillon, les Brienne, les Noyers, les Trie, la noblesse est présente notamment au Conseil, au Parlement et à la tête des bailliages. La bourgeoisie figure plutôt à la Chambre des Comptes, au Trésor, dans les juridictions locales et le notariat. Nombreux sont les docteurs ou licenciés en lois ou en décrets, auxquels il faut ajouter des « chevaliers et docteurs ès-lois » : monde cultivé, ayant des goûts littéraires et artistiques, jouant parfois au mécène. Il n'y a pas alors d'animosité marquée entre les classes. En outre, des bourgeois font queue aux portes de la noblesse. L'exemption fiscale est-elle « le seul intérêt qui les y conduise »? M. Cazelles l'assure, et l'argument a certainement joué. Il faut y ajouter l'orgueil, le désir de considération. Monsieur Jourdain est de tous les temps.

Ce personnel portait des titres dont M. Cazelles précise utilement le sens, surtout en ce qui concerne les « conseillers du roi » et les « chevaliers du roi » — occasion d'un paragraphe sur la chevalerie, bizarrement placé à cet endroit, comme de digressions sur le caractère de Philippe VI, « plus diplomate que guerrier, plus juriste que chevalier ». — Les agents étaient nommés tantôt « de bouche », c'est-à-dire oralement, tantôt par ordre écrit — actes suivis assez souvent de lettres-patentes qui énuméraient les attributions et fournissaient aux intéressés la justification de leurs charges. — Le *cursus honorum* n'avait rien de fixe ni de réglementé, et l'on pouvait arriver très haut

sans avoir gravi tous les échelons de la hiérarchie administrative. On pouvait aussi cumuler plusieurs postes. Tel Robert d'Houdetot, qui fut en même temps maître des requêtes, sénéchal de l'Agenais et gouverneur de la Gascogne.

Les fonctions publiques assuraient en effet des revenus substantiels. Aux traitements pouvaient s'ajouter des indemnités, des avantages en nature, des terres ou des rentes en fief et, pour les hommes d'Église, des bénéfices et des charges ecclésiastiques. Les titres honorifiques étaient également appréciés, et les plus hauts seigneurs cherchaient la récompense suprême dans la pairie, liée désormais à une personne et étendue à toutes ses terres. A ces ressources s'ajoutaient les revenus privés des agents et de leurs femmes, car les riches héritières étaient convoitées, et la course aux veuves donnait lieu à des compétitions serrées.

L'exercice des offices comportait cependant des aléas. Non seulement les gages étaient versés irrégulièrement, mais de nombreux agents devaient soutenir un train de vie dispendieux, faisaient des dettes pour lesquelles il fallait payer des intérêts élevés, étaient contraints de vendre des terres ou des droits seigneuriaux. Si le commerce de l'argent, les fermes d'impôts, la frappe des monnaies nourrissaient leur homme, si les hauts fonctionnaires étaient bien placés pour accroître leurs revenus, l'édification rapide des grandes fortunes exposait les concussionnaires à de cruels retours, à des condamnations exemplaires.

La vie a traité différemment ces personnages. Rares, après tout, sont les officiers qui, partis de peu, ont connu un sort comparable à celui de Nicolas Bébuchet, bourgeois du Mans. Il devint trésorier et maître des comptes, fut anobli et fait chevalier, épousa enfin une princesse de sang royal. En général, les familiers du roi et la haute bourgeoisie ont tiré du pouvoir plus d'avantages que la moyenne et la petite noblesses. Les crises de l'époque ne furent pas provoquées seulement par les défaites militaires, mais par des phénomènes d'ordre social qui aggravèrent le mécontentement contre les privilégiés et rendirent plus pressante la nécessité de renouveler le haut personnel de l'État.

Un tel résumé ne peut donner qu'une idée imparfaite des pages excellentes consacrées aux origines du personnel politique, à l'emploi, la rétribution et la carrière des agents royaux. Aucun auteur n'avait pénétré aussi profondément, ni de façon aussi personnelle, dans le monde politique de la première moitié du *xiv^e* siècle. Malgré les réserves qu'il appelle, surtout dans la présentation de sa première partie, ce livre original fait honneur à celui qui l'a conçu.

Quittons les hautes sphères pour un simple bailliage. Avec ses vieilles rues et ses hôtels anciens, Montferrand conserve aujourd'hui encore cet aspect de « ville champêtre » qu'elle a pris au cours du *xvi^e* siècle lorsque la mise en sommeil de son bailliage et de sa Cour des Aides, facteurs d'incitation économique et sociale, la privèrent partiellement de son cachet urbain. Ses

rivales, Riom et Clermont, furent logées à meilleure enseigne puisqu'elles gardèrent à l'époque moderne des organismes administratifs qui favorisèrent leur développement.

Créé en 1425 afin d'affirmer la présence du roi au cœur de l'Auvergne, devenue apanage de la maison de Bourbon, le bailliage a permis de surveiller les ducs, d'intervenir dans leurs affaires, de grignoter leurs positions et de contribuer à leur chute — qui entraîna sa propre fin, l'institution ayant dès lors perdu sa raison d'être.

A ses débuts, le bailliage était petit, mais il étendit finalement son ressort aux trois quarts de l'Auvergne. Retracer les circonstances de sa création dans une ville toute proche de Riom, résidence des Bourbons et siège de la sénéchaussée ducale, l'étudier en tant qu'émanation du pouvoir monarchique et dans ses rapports avec l'autorité centrale comme avec les pouvoirs locaux, le rattacher à son cadre géographique et au milieu social montferrandais : tel a été le dessein de M. André BOSSUAT, qui a opéré à cet effet de longues recherches dans les archives régionales et les fonds du Parlement de Paris¹. Une très bonne introduction définit les problèmes. Un exposé à la fois minutieux et alerte suit le bailliage de sa création à sa fin, démonte ses rouages et décrit son action, s'attache aux rivalités de compétence comme au cas des établissements ecclésiastiques placés sous la garde du roi. L'auteur examine enfin le recrutement des officiers de justice et des hommes de loi, leurs gages et le cumul des charges, puis les relations parfois difficiles de ces personnages, souvent étrangers au pays, avec la haute bourgeoisie marchande, dont ils finirent par se rapprocher. Nous avons là l'histoire significative d'une juridiction royale et de ses hommes, incrustés dans un apanage hostile et s'acharnant à défendre les droits du souverain.

* * *

Le royaume ne comprenait pas seulement le domaine, mais les grands fiefs. Anticipant sur l'étude des principautés, qui aura plus loin sa place, nous prendrons comme guide M. John BARTIER, auteur d'un remarquable ouvrage sur les conseillers de Philippe le Bon et de Charles le Téméraire².

Le livre est une analyse, notamment dans la partie réservée à la biographie de vingt-quatre grands commis. Il est aussi une synthèse, l'auteur ayant rassemblé les enseignements procurés par une documentation si considérable qu'il a dû, dans certains dépôts, se livrer seulement à des sondages.

1. *Le bailliage royal de Montferrand (1425-1550)*. Paris, Presses Universitaires de France, 1957, in-8°, 205 p., 8 pl. h. t.

2. *Légistes et gens de finances au XV^e siècle. Les conseillers des ducs de Bourgogne Philippe le Bon et Charles le Téméraire*. Bruxelles, Palais des Académies, 1953, in-8°, 451 p., 4 pl. h. t. (Académie royale de Belgique, Classe des Lettres, Mémoires, t. L). L'ouvrage est suivi d'un fascicule comportant un index des noms de lieu et de personne, ainsi que des additions et des corrections (*Ibid.*, 1957, 76 p.).

L'entourage ducal était composé d'une centaine de personnes originaires, pour la plupart, de Bourgogne et de Franche-Comté. Dans ce recrutement local, le duc voyait une garantie de fidélité. De leur côté, les heureux élus s'ancraient dans l'administration, y poussaient leurs parents et, faisant bloc, tentaient de fermer la porte aux nouveaux venus. M. Bartier fournit des détails savoureux sur le népotisme et les tentatives pour rendre les charges héréditaires. Il fait observer que dans le Conseil du prince, les bailliages et le commandement de l'armée, la haute noblesse tenait une place importante, appelée à se réduire au cours du *xv^e* siècle. Les anoblis et les bourgeois étaient nombreux dans les autres fonctions : finances, justice, châtellenies. Le clergé enfin, occupait quelques postes de choix au Conseil, dans la diplomatie et les secrétariats.

Les charges procuraient des gages inégaux, mais modestes dans l'ensemble. Pourtant, elles étaient recherchées. Certains voyaient en elles un métier d'appoint, peu absorbant. D'autres cumulaient. Tel bailli était en même temps maître de l'Hôtel, ou chambellan. Tel secrétaire exerçait aussi les fonctions de conseiller, de receveur et de maître des requêtes. Ou bien, on avait plusieurs maîtrises à l'exemple de ce chevalier bressan qui servait à la fois Philippe le Bon et le duc de Savoie. Aux gages, d'autre part, s'ajoutaient non seulement des privilèges, tels que l'exemption des aides, mais « des profits et émoluments accoutumés » — avantages en nature, commissions — des « dons et récompenses », enfin, pour les ecclésiastiques, des charges épiscopales, des canonicats, des abbayes en commende... Sans parler des « cadeaux » offerts pour récompenser un service, ou des détournements allant des menues fraudes aux grosses escroqueries. Dans cette course à la fortune, les gens de robe semblent avoir mieux tenu la corde que les officiers de finances, contrôlés par la Chambre des Comptes et tenus à une certaine réserve. La corruption était dans les mœurs et s'étalait ouvertement, en Bourgogne comme ailleurs. Les ducs légiférèrent sans illusion pour la prévenir, comme pour la réprimer, car les vertus passaient après la compétence. Eux-mêmes, au surplus, empruntaient à leurs fonctionnaires des sommes qu'ils oubliaient de restituer.

Tous ces traits permettent d'établir un parallélisme saisissant entre la société politique qui vivait sous Philippe de Valois et celle que Philippe le Bon entretenait. Comme M. Cazelles, J. Bartier les illustre de nombreux exemples.

Il y avait parmi les officiers ducaux des roturiers ambitieux de se hisser dans la noblesse. En Bourgogne, ni les armes, au dire des légistes, ni les charges municipales, ni l'achat d'un fief ne leur en fournissaient juridiquement les moyens. L'exercice d'un office ducal, pas davantage, si bien que des agents supérieurs demeurèrent roturiers. Ces situations favorisaient seulement l'usurpation de la qualité nobiliaire, ou mettaient les intéressés en état de grâce pour la recevoir.

Restait donc, sur le plan légal, l'obtention de lettres de noblesse, accordées

pour services rendus et au nombre d'une centaine pour l'époque allant de Philippe le Hardi à la fin du Téméraire. Encore fallait-il les payer, puis vivre noblement. Après quoi, pour se hausser dans l'opinion, vaincre l'hostilité du Conseil ducal, de la Chambre des Comptes et des voisins, les intéressés fabriquaient une généalogie et s'employaient à obtenir une lettre de reconnaissance de noblesse. M. Bartier conclut que la notion nobiliaire restait imprécise au xv^e siècle. C'était vrai surtout, croyons-nous, pour les anoblis de fraîche date, voués au mépris des gentilshommes d'ancien lignage, comme à la jalousie des grands bourgeois restés fidèles à leur classe.

Les officiers ducaux trouvaient de nombreux emplois à leur fortune : entretien de leur famille, d'une légion de bâtards et d'un important personnel domestique, achat de « belle vaisselle d'argent », d'objets d'art et de livres, construction ou réparation d'hôtels particuliers, prêts divers aux ducs, aux villes, aux particuliers, participation aux prospections minières, par-dessus tout, placement de capitaux et achat de seigneuries rurales. Ces investissements et leurs conséquences font l'objet de développements substantiels. On assiste à la formation d'un groupe qui se substitue progressivement à des nobles de vieille race dans la conquête du sol. On perçoit aussi la survivance d'une partie de l'ancienne noblesse, qui a duré grâce au butin de guerre, aux riches mariages, ou au service du prince. Les parvenus ont participé timidement à la pré-Renaissance. Hommes avides, mais instruits, capables, nécessaires, ils ont grandement contribué à l'essor de l'État bourguignon.

La critique ne trouve guère à mordre dans cet ouvrage. Plusieurs questions, néanmoins, peuvent être posées. Quels rapports personnels les grands commis ont-ils entretenus avec Philippe le Bon, puis le Téméraire? Quel fut au juste leur rôle dans le gouvernement? En dehors des notices biographiques, l'auteur ne le dit pas assez. On eût aimé, d'autre part, de plus amples développements sur les croyances religieuses de ces personnages, dont beaucoup avaient peu de vertu. Je pense par exemple à Pierre de Goux qui, en quête d'une femme riche et de bonne maison, abandonna plusieurs fiancées avant de trouver son idéal. Nombreux étaient les hommes qui songeaient moins à leur salut éternel qu'à leur fortune dans ce monde. Du moins selon la documentation, qui n'enregistre pas les crises de conscience, ni l'angoisse de l'au-delà, sauf dans les testaments, tout pleins de donations pieuses. Il eût fallu enfin insister sur les coutumes successorales, débrouiller plus nettement le jeu des rentes foncières et des rentes constituées...

Observations secondaires. Ce beau livre séduit par sa présentation, son sens de la vie, l'art avec lequel il maintient le lecteur en haleine sans jamais laisser son attention. M. Bartier fait preuve d'une connaissance d'autant plus profonde des phénomènes sociaux qu'il sait regarder au dehors et qu'il en appelle à l'histoire comparée.

B). LES INSTRUMENTS ET L'EXERCICE DU POUVOIR MONARCHIQUE¹. —

1. *Les sources et leur critique.* — On sait que les dispositions législatives et administratives des Carolingiens prenaient le nom de Capitulaires parce que leur texte était divisé en articles. Après avoir retracé brièvement l'histoire du mot, M. GANSHOF se livre à l'étude critique des méthodes qui ont permis l'élaboration, la rédaction, la promulgation et la mise en œuvre des édits². Il fournit de précieux renseignements sur le droit public, la mentalité des hommes du IX^e siècle au regard de l'écrit, la nature et l'évolution du pouvoir royal qui, d'abord absolu, fut limité ensuite par les grands. Travail délicat, car les Capitulaires ne sont pas datés³. En outre, leurs éditions sont médiocres. Aussi l'auteur espère-t-il que de jeunes historiens reprendront et finiront l'ouvrage. Souhaitons, quant à nous, la publication prochaine d'une étude d'ensemble sur l'époque de Charlemagne et de Louis le Pieux : étude que M. Ganshof est mieux préparé que quiconque à nous donner⁴.

Continueur de Giry et de Prou, M. Georges TESSIER a mis le sceau à la publication des actes de Charles le Chauve. Le dernier volume ne renferme pas seulement une excellente table des noms de lieu et de personne, ainsi que des termes techniques relevés dans le Recueil. Il contient aussi, sous forme de prolégomènes, la statistique, l'inventaire, le classement des documents — diplômes, capitulaires, lettres — ainsi qu'un commentaire⁵. M. Tessier recherche les auteurs et les destinataires des actes : d'où une étude de la chancellerie, de son personnel et de ses méthodes de travail. Il procède à un savant et minutieux examen diplomatique des documents et rappelle leurs principales dispositions : octroi de terres en propriété et de bénéfices, libéralités envers les monastères et les églises, échanges de biens, concessions d'immunités ou d'exemptions partielles. Un outil indispensable est désormais entre les mains des historiens penchés sur la seconde moitié du IX^e siècle.

1. L'important ouvrage de Marcel DAVID, *La souveraineté et les limites juridiques du pouvoir monarchique du IX^e au XV^e siècle* (Paris, Dalloz, 1954), a été analysé dans la *Revue histor.*, t. CCXV, 1956, p. 135-138.

2. F.-L. GANSHOF, *Recherches sur les Capitulaires*. Paris, Sirey, 1958, in-8°, 130 p. (extrait de la *Rev. histor. de Droit français et étranger*, 1957, nos 1 et 2). Du même auteur, cf. une *Note sur la date de deux documents administratifs émanant de Louis le Pieux* (dans *Recueil de travaux offert à Clovis Brunel*, Paris, 1955, t. I, p. 510-526).

3. Rédigé en collaboration avec M. VERNULST, un tableau de ces actes permet à l'auteur de corriger certaines dates proposées par Boretius et Krause. C'est ainsi qu'un *Capitulare episcoporum* ne remonterait pas à 780, mais à 792-793, et que la *Capitulatio de partibus Saxoniae* peut être fixée à 785.

4. Comme le prouvent de récents articles s'ajoutant à un nombre impressionnant de travaux de détail : *Observations sur l'« Ordinatio Imperii » de 817* (*Sonderdruck aus der Festschrift Guido Kisch*, p. 15-32. *Rechtshistorische Forschungen*, Stuttgart, 1955) ; *Louis the Pious reconsidered* (*History*, t. XLII, 1957, p. 171-180) ; *Note sur le « Præceptum negotiatorum » de Louis le Pieux* (*Studi in onore di Armando Sapori*, 1957, p. 103-112).

5. *Recueil des actes de Charles II le Chauve, roi de France* (terminé et publié sous la direction de Clovis BRUNEL). Paris, Imprimerie nationale, 1955, in-4°, 426 p., 1 pl. h. t. — Nous n'avons pas reçu les tomes précédents.

C'est aussi le résultat de longs travaux qui nous est livré par M. Robert FAWTIER, éditeur des comptes administratifs dressés par les agents de Philippe le Bel¹ : comptes qui embrassaient le mouvement général des fonds et constituaient en quelque sorte le budget des recettes et des dépenses de la couronne. Classés par bailliages ou sénéchaussées, les *Comptes généraux* occupent le premier volume², tandis que le deuxième renferme les *Comptes particuliers et les comptes spéciaux ou extraordinaires*³. Enfin, outre une introduction et des compléments, le dernier tome réserve près de 450 pages aux index des noms de lieu, de personne et de matière⁴. L'auteur souligne la nature des comptes, leurs catégories, la façon dont ils furent dressés, les retards apportés au paiement des sommes dues. Il insiste sur le renouveau de la notion d'impôt bien avant le x^e siècle. Nous sommes loin d'avoir conservé toutes les archives financières de Philippe le Bel. La présente publication n'en offre pas moins une matière considérable, qui éclaire les habitudes comptables de la monarchie, les dépenses de guerre, les frais de déplacement, et qui permet de pénétrer dans le milieu social et économique.

Avec l'aide de M. François MAILLARD, M. Fawtier a conduit à bonne fin une tâche délicate et souvent monotone, exigeant non seulement une connaissance approfondie des pratiques financières de l'époque, mais une patience infinie et une véritable abnégation. L'hommage qu'il rend à ses prédécesseurs — Natalis de Wailly, Léopold Delisle, Borelli de Serres, Ch.-V. Langlois... — doit être en toute justice également reporté sur lui.

2. *Les institutions monarchiques*⁵. — Pendant les quinze dernières années de sa vie, Ferdinand LOR avait nourri le projet d'une histoire des institutions françaises allant de la fin du x^e siècle à la fin du xv^e : histoire dont l'élaboration a été poursuivie, après sa mort, par M. Robert FAWTIER, qui a accepté la direction de l'entreprise⁶. L'ouvrage ici commenté concerne les institutions royales. Les deux auteurs ont collaboré étroitement, M. Fawtier ayant en outre donné à l'exposé sa forme définitive⁷.

1. Sous le titre général *Comptes royaux (1255-1314)*, l'ensemble de l'œuvre forme le tome III des *Documents financiers* publiés dans le *Recueil des historiens de la France* sous les auspices de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres.

2. Paris, Imprimerie nationale, 1953, in-4°, II-689 p.

3. Ibid., 1954, in-4°, 790 p.

4. Ibid., 1956, CXXIV-586 p.

5. Sur ce sujet, comme sur le droit privé des époques mérovingienne et carolingienne, on lira avec fruit les cent dernières pages de l'exposé consacré par Jacques ELLUL à l'*Histoire des institutions*, t. I : *Institutions grecques, romaines, byzantines, franques*. Paris, Presses Universitaires de France, 1955, in-8°, VIII-792 p. (coll. « Thémis »). Le rythme en est rapide, parfois haletant. Mais il y a de bonnes mises au point.

6. Elle comprendra quatre volumes intitulés : *Institutions seigneuriales* (t. I) ; *Institutions royales* (t. II) ; *Institutions de l'Église de France* (t. III) ; *Institutions paroissiales et urbaines* (t. IV). — Les deux premiers sont analysés ci-dessous.

7. *Histoire des Institutions françaises au Moyen Âge* ; t. II : *Institutions royales*. Paris, Presses Universitaires de France, 1958, in-8°, 624 p.

Fruit de recherches personnelles, de lectures considérables et de nombreuses années de réflexion, le livre s'inscrit dans la tradition des grands manuels qui allient à la rigueur juridique la notion aiguë de la relativité attachée à toute institution. Justice est rendue aux précurseurs : entre autres, Luchaire, Viollet, Esmein, dont l'influence est évidente et donne à quelques paragraphes une saveur ancienne. Les auteurs supposent connus les événements et les théories politiques, ou n'y reviennent que pour les nécessités de l'exposé. En dehors des rois et de quelques grands commis, dont les types sont esquissés, ils passent assez rapidement sur le personnel gouvernemental et administratif. La plupart de ses membres, en effet, sont restés dans l'anonymat, ou bien n'ont pas attaché leur nom à une réforme administrative. L'objet du livre est la description des institutions royales, passées au crible dans leur structure, leur fonctionnement et leurs changements. On lit des pages d'excellente tenue sur la nature du pouvoir royal et des organismes qui prêtaient au roi leur concours : grands offices, Hôtel, Conseil, Chancellerie... On s'attache aux chapitres sur les assises matérielles de la monarchie, représentées essentiellement par le domaine, et sur les instruments du pouvoir — finances et justice notamment, objets de très importants développements. — L'armée et la marine, ainsi que le contrôle exercé sur la monarchie sont esquissés brièvement.

On peut regretter l'absence d'une bibliographie générale¹. Mais les notes fourmillent d'indications précieuses : listes d'ouvrages, mises au point et surtout voies de recherche. C'est ainsi que la nature de l'institution monarchique, le Parlement, les assemblées d'États sont loin d'avoir livré tous leurs secrets. Lacunes également sur l'entourage des rois, la biographie des reines, les origines et l'organisation de l'Hôtel et du Conseil, la définition, l'accroissement et la gestion du domaine, la pratique des apanages. Malgré de nombreux travaux, l'administration financière, le personnel des Parlements et des bailliages, l'armée et la marine posent des problèmes irrésolus. Pénurie des documents et retard dans les investigations expliquent ces insuffisances, qui sont dues également à la nature des institutions royales, édifiées selon les besoins, privées de véritable spécialisation, sujettes à de constants renouvellements et demeurées inachevées.

Cette importante histoire de l'institution royale et des organismes gouvernementaux rendra de grands services. Nulle recherche de l'effet, ni des formules-médailles. Concision et clarté, familiarité avec les rouages politiques

1. Et discuter certaines expressions. Ainsi, *suzerain* est parfois confondu avec *seigneur*. Il y avait là pourtant deux réalités différentes, comme le signale d'ailleurs une note de la page 311. La fidélité est présentée comme la base de l'hommage. Expression quelque peu ambiguë. Elle était certes impliquée par le geste des mains. Mais le serment de fidélité proprement dit ne venait qu'en second dans les rites. — Les rois du x^e siècle ont-ils reçu l'hommage de tous les chefs des principautés territoriales? La démonstration a été faite qu'il y eut des exceptions (voir en dernier lieu J.-F. LEMARIGNIER, *Les fidèles du roi de France*, dans *Recueil de travaux offert à Clovis Brunel*, Paris, 1955, t. II, p. 138-162).

et administratifs de la monarchie, sans des nuances et des disparités sont les qualités majeures du livre.

C). UNITÉS RÉGIONALES ET PRINCIPAUTÉS. — 1. *Études d'ensemble*. — Plus que l'histoire du gouvernement monarchique, c'est l'étude des grandes unités territoriales qui a tenté les chercheurs. MM. Ferdinand LOT et Robert FAWTIER sont de nouveau à l'honneur puisque, après avoir groupé des collaborateurs sous une direction que M. Fawtier a seul assumée après la mort de son maître, ils ont présidé à la publication d'un ouvrage sur les institutions seigneuriales¹.

Entendons par là une étude non pas des seigneuries urbaines ou rurales, mais des principautés territoriales, envisagées essentiellement dans leur organisation politique et administrative. En exerçant les droits publics concédés par la royauté, ou usurpés à ses dépens, leurs chefs sont parvenus à ériger des dominations autonomes et à leur donner une administration qui a parfois devancé celle du domaine royal.

L'histoire de chaque principauté part en principe des origines et va jusqu'à l'annexion à la couronne. Plus étendu dans le temps que le remarquable ouvrage de J. Dhondt², le livre offre en revanche des aperçus moins amples, car la plupart des auteurs ont seulement effleuré les aspects sociaux et économiques du sujet. Il présente en outre moins d'unité en raison du grand nombre de savants appelés à collaborer. Aucun ordre chronologique : ainsi, l'une des plus vieilles principautés, la Flandre, est placée à la fin du volume³. Aucun ordre géographique. L'empire Plantagenet, par exemple, est coupé de l'Aquitaine, elle-même séparée du Béarn, qui git entre le Bourbonnais et la Flandre. Surtout, les études n'ont pas le même éclairage, les auteurs nourrissant des préoccupations différentes. En définitive, le livre est une juxtaposition de monographies sans lien entre elles.

Ces monographies sont de valeur inégale. On attendait mieux des historiens qui, chargés de la Provence, du Dauphiné et de la Champagne, ont expédié leur sujet avec trop de hâte et lui ont imprimé un caractère schématique. L'aperçu concernant la Gascogne est, selon son auteur lui-même, « sur bien des points anachronique ». L'aveu a le mérite de la sincérité. Il vaut aussi pour d'autres parties de l'ouvrage. Également sommaire parce que M. FLICHE est mort avant de l'avoir révisée, l'étude de l'État toulousain souligne pourtant quelques caractères : autonomie d'une région éloignée des centres d'action de la royauté, faiblesse interne d'une principauté où le

1. *Histoire des Institutions françaises au Moyen Âge*; t. I : *Institutions seigneuriales*. Paris, Presses Universitaires de France, 1957, in-8°, xii-438 p. — La table des noms de personne et de lieu figure au tome II, précédemment analysé (chaque ouvrage ayant son index des matières). Une carte aurait été la bienvenue.

2. *Études sur la naissance des principautés territoriales en France, IX^e-X^e siècles*. Bruges, 1949 (cf. *Rev. histor.*, t. CCXII, 1954, p. 83-85).

3. Le classement, en effet, n'est dicté que par la date de la réunion au domaine.

comte était aux prises avec de grands seigneurs laïques et ecclésiastiques qui essayaient eux aussi de fonder des dominations particulières.

Le livre est sauvé par un groupe de très honorables travaux. Voici la Bretagne, dont M. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ rappelle l'évolution, en insistant sur la période allant du xiv^e au xvi^e siècle. L'Aquitaine est le domaine de M. RENOARD, qui décrit la formation du duché et ses vicissitudes territoriales, qui montre comment le titre de duc a pris réalité et consistance à partir d'Aliénor, qui retrace l'évolution de la principauté vers l'autonomie administrative et étudie avec soin son organisation. A l'extrême sud, la vicomté de Béarn est suivie par M. TUCOO-CHALA dans sa marche vers l'indépendance. La jonction entre France du Nord et France du Midi est assurée par M. BOUSSARD, qui s'emploie à débrouiller l'écheveau des institutions de l'empire Plantagenet. Le centre de la France donne lieu à deux monographies d'inspiration différente. L'une, concernant l'Auvergne, a M. André BOSSUAT pour auteur. Plus que les institutions proprement dites, diverses questions le retiennent : changements territoriaux, familles comtales, rattachement du pays au domaine royal, histoire de l'apanage après 1360. L'autre, confiée à M. PERROY, décrit avec perspicacité la structure territoriale d'un « État bourbonnais » composé de trois parties — Bourbonnais proprement dit, Forez, Beaujolais — et les efforts des ducs pour donner une cohésion à cet ensemble disparate. Efforts en partie vains, car les moyens manquaient, surtout en matière financière. De là, nous gagnons la Bourgogne, fief de M. RICHARD qui, après avoir résumé jusqu'au xiv^e siècle les données de sa thèse, poursuit son récit jusqu'au siècle suivant et étudie surtout les organismes du gouvernement ducal, puis ses moyens d'action et l'administration du domaine.

Les deux monographies principales ont la Flandre et la Normandie pour théâtre. La première, due à M. GANSHOF, se recommande par son étendue, sa précision et sa minutie. Développement territorial de la principauté — beaucoup plus vaste que la Flandre —, nature, éléments constitutifs et attributions du pouvoir comtal, institutions représentatives aussi bien qu'organismes centraux et régionaux, services publics enfin donnent lieu à d'importants développements appuyés sur la connaissance des sources essentielles et une bibliographie considérable. Fidèle à l'esprit de l'ouvrage, M. Ganshof n'insiste pas sur la vie économique, ni sur les classes. Traitant de la Normandie, M. DE BOUARD ne fait aussi que de brèves incursions dans le milieu social. Et son étude des institutions comporte des lacunes. Mais il pose nettement les problèmes soulevés par les origines du duché, l'installation des rouages administratifs, la montée de la féodalité¹.

Après leur entrée dans le domaine royal, les grands fiefs ont non seulement réagi sur les institutions monarchiques, mais maintenu en France une diversité encore sensible à la veille de la Révolution. C'est dire l'intérêt du

1. Du même auteur, voir également *De la Neustrie carolingienne à la Normandie féodale : continué, ou discontinuée?* (*Bulletin of the Institute of historical research*, vol. XXVIII, 1935).

sujet abordé par les auteurs, dont l'effort marque une étape dans l'histoire des principautés. Nous ne trahisons pas leur dessein en formulant le vœu que cette étape soit bientôt dépassée.

2. *Études particulières.* — a). Une fois encore, la Bourgogne se taille la part du lion. Et le nom de Jean RICHARD vient s'ajouter à celui des savants qui ont mis leur science au service de son histoire. Ne cherchons pas dans sa thèse une étude économique, sauf par un biais : l'accroissement des ressources ducaltes. L'histoire sociale elle-même n'est qu'une invitée faisant quelques pas sur une scène où sa timidité l'empêche de briller. M. Richard a été tenté surtout par le pouvoir ducal, les institutions politiques et administratives, les transformations territoriales. Le plan et la matière du livre, les périodes envisagées en portent témoignage¹.

Jusqu'au dernier quart du XI^e siècle, la façade reste carolingienne par son cadre territorial, sa hiérarchie administrative — duc, comtes, vicomtes, viguiers — et la nature des pouvoirs dévolus aux puissants. Le duc possède des seigneuries rurales. Il est comte dans plusieurs circonscriptions. Enfin, il jouit d'une prééminence honorifique et de diverses prérogatives sur l'ensemble du pays : commandement militaire, haute justice, police des routes, avouerie ou droits de garde sur des monastères et des églises, surveillance et contrôle des monnaies... — Mais il est difficile de savoir dans quelle mesure il agit efficacement sur les régions qui ont gardé leurs comtes, car ces derniers revendiquent, chez eux, les mêmes droits que le duc à l'intérieur de la principauté. On ne saurait trop louer par conséquent les efforts de M. Richard pour distinguer entre le pouvoir ducal et le pouvoir comtal. En fait, les prérogatives héritées de l'époque carolingienne sont devenues plus théoriques que réelles. D'un côté, la notion d'autorité publique s'est affaiblie, ainsi que le souvenir de la primitive délégation royale. De l'autre, l'ancienne hiérarchie administrative craque de toutes parts depuis la fin du X^e siècle. C'est grâce à l'hommage prêté par les chefs des « comtés périphériques » que le duc exerce sur eux une certaine action. Mais les liens vassaliques ayant peu de portée à cet échelon, la principauté carolingienne s'est rétrécie comme une peau de chagrin. Elle est devenue un duché qui, à partir de 1078, date de la mort du dernier Capétien de Bourgogne, s'est résorbé, confondu en fait avec les comtés qui appartenaient au duc. Les autres comtés ne sont pas indépendants, puisque leurs maîtres doivent l'hommage. Mais ils sont autonomes.

La désagrégation des pouvoirs ne s'est pas arrêtée là, comme le prouve l'histoire du pays jusqu'aux dernières années du XII^e siècle. Dans ses propres comtés, le duc voit son autorité diminuée par les vieilles immunités ecclésiastiques, les abbayes nouvelles, les grandes seigneuries épiscopales dont les chefs, invoquant les principes grégoriens, lui refusent l'hommage et

1. *Les ducs de Bourgogne et la formation du duché du XI^e au XIV^e siècle.* Paris, Les Belles-Lettres, 1954, in-8°, xi-570 p., 1 carte h. t.

cherchent à se placer hors de son obédience. Il perd des abbatiats laïques, des droits d'avouerie et de garde. Il se heurte aux châtelains, accapareurs de droits régaliens, comme aux nombreux alleutiers. Mais ces forces divisent également les comtés périphériques, si bien que le pouvoir comtal se désagrège à son tour. De même que la plupart des grands fiefs, la Bourgogne devient une poussière de seigneuries concurrentes. L'autorité est ainsi descendue d'étage en étage : du roi au duc, de celui-ci aux comtes puis aux petites dominations locales, dont la châtelainie est la pièce maîtresse. Le trait est aggravé par l'absence de toute pyramide féodale en raison de l'obstacle dressé par les seigneuries immunistes ou allodiales, qui empêchent le duc d'être le suzerain de tous les arrière-vassaux.

L'auteur étudie à cette occasion l'organisation des liens de dépendance — rites, hommage en marche, devoirs vassaliques, nature du « fief d'honneur et de danger », libéré du droit de relief en cas d'aliénation. — Il distingue entre les serments rendus par un comte pour sa circonscription et ceux qu'il prête pour quelques biens. Il mesure enfin la portée des engagements et leurs limites.

Pourtant, les ducs ont triomphé des épreuves. Ils ont gardé en effet des moyens supérieurs à ceux de leurs adversaires : leur titre et les souvenirs qui s'y rattachaient, des châteaux, des terres, des justices, des ressources financières et militaires relativement importantes. Par-dessus tout, ils ont trouvé, comme le roi, des instruments d'action dans la féodalité et reconstitué grâce à elle une hiérarchie administrative : attirant à eux de nombreux hommages liges, reprenant le contrôle des forteresses, freinant les églises et les monastères dans leur tendance à l'émancipation, grignotant les alleutiers, accroissant leur domaine et étendant leur mouvance dans l'Empire comme en France. C'est en vain, toutefois, qu'ils ont cherché à se rendre indépendants. Les échecs des ducs devant Louis VII et Philippe-Auguste ont permis à la royauté de rattacher étroitement la Bourgogne ducale au royaume de France. Si bien que la date de 1185 où, pour la première fois, le Capétien est intervenu directement dans le duché, peut être représentée comme le début d'une nouvelle période.

Jusqu'en 1315, où le duché entrera, grâce à des alliances de famille, dans un plus large ensemble territorial, où, d'autre part, la Charte aux Bourguignons symbolisera la résistance de la noblesse aux empiétements royaux et révélera l'existence d'un sentiment régional, les ducs se tiennent sur la défensive dans leurs rapports avec le roi, le comte de Champagne et le comte de Nevers, mais ils progressent en Franche-Comté, terre d'Empire, et surtout se renforcent en Bourgogne même. Leur domaine s'arrondit, comme aussi leur mouvance grâce aux reprises en fiefs d'alleux arrachés à des nobles nécessiteux. Ils combattent les usurpations des clercs et, prenant l'avantage, étendent ou maintiennent leurs droits de garde sur de nombreuses églises, concluent des traités de pariage avec des établissements religieux. Concrétisée par l'extension de leur juridiction, de leur protection sur les églises, de

leurs droits monétaires et commerciaux, « la baronnie du duché » leur assure un pouvoir supérieur sur l'ensemble du pays. L'ancien « principat » territorial revit ainsi sous des formes nouvelles.

Cette politique était onéreuse. Elle a réussi parce que les ducs sont parvenus à accroître leurs ressources — revenus domaniaux, taxes sur les collectivités urbaines et rurales, recettes extraordinaires, confiscations, appel aux libéralités royales. — Elle a réussi également parce que, tout en imprimant plus d'efficacité aux principes de suzeraineté, ils se sont donné des moyens d'action étrangers, pour une part, à la féodalité. Non contents de réorganiser l'Hôtel, le Conseil, la Chancellerie, et de les orienter vers une certaine spécialisation, ils ont créé des bailliages, réformé les prévôtés et les châtelainies. Ainsi s'est constitué un « État » appelé à jouer bientôt un rôle européen.

Les ducs et leurs conseillers ont-ils pris l'initiative, ou sont-ils restés à la remorque? Le problème a pu changer de face selon les périodes et les hommes. Néanmoins, il demeure posé. La documentation, en effet, est avare de renseignements sur les desseins des chefs et de leur entourage. D'autre part, la formation de M. Richard l'incitait assez peu à pénétrer dans la structure et la mentalité des classes. Certes, les officiers ducaux, la noblesse seigneuriale, le clergé sont présents. Mais ils apparaissent surtout dans leurs rapports avec les châtelains ou les comtes, et plus encore avec le pouvoir ducal, contraint de s'adapter aux changements sociaux. D'une façon générale, enfin, on eût désiré un plus grand nombre de comparaisons avec les autres principautés et des tentatives plus résolues, à l'exemple de MM. Duby et Bartier, pour extraire des documents leur matière vivante.

Ces remarques faites, nous n'en sommes que plus à l'aise pour dire les qualités déployées par l'auteur : clarté d'exposition, sobriété, perception des changements¹. Jusqu'à ce jour, aucune principauté n'avait fait l'objet d'une étude comparable. M. Richard a su montrer le déclin d'une autorité de type carolingien, l'installation en Bourgogne d'une féodalité qui, cependant, ne triompha jamais de tous les alleux, puis la renaissance, au XIII^e siècle, de pouvoirs publics juxtaposés aux éléments féodo-vassaliques. Entre cette évolution et celle de la monarchie, comme de nombreuses principautés, le parallélisme est frappant à beaucoup d'égards. A qui veut connaître l'extension des liens de dépendance, les rivalités entre dominations locales, le développement d'une administration ducal et la situation d'un grand vassal face au roi de France et à l'empereur, cet ouvrage, tout plein de probité scientifique, offre une information considérable et un beau sujet de réflexions.

1. Également justesse des termes, à de rares exceptions près — seigneur parfois confondu avec suzerain, autonomie avec indépendance, immunité avec propriété.

* * *

Aux ^{xiv}e et ^{xv}e siècles, la Bourgogne a fait partie d'un ensemble qui comprenait aussi la Franche-Comté, le Luxembourg, la Flandre, les Pays-Bas... Les intentions de ses chefs sont difficiles à percer. Selon M. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, Jean Sans Peur a essayé « d'obtenir la réalité du pouvoir » sur le royaume de France plutôt que d'accroître « l'empire bourguignon »¹. L'assassinat du duc d'Orléans, principal bénéficiaire des libéralités royales et possesseur de territoires qui menaçaient les communications entre les États bourguignons, traduisait un dessein qui, pour aboutir, devait abattre un rival dangereux. Le crime n'eut pas les résultats attendus. Mais les accointances de Jean Sans Peur avec l'Université et la bourgeoisie parisienne, ses négociations avec l'Angleterre prouvent qu'il poursuivait le même but : la prédominance sur le royaume.

Philippe le Bon fut aussi un prince français, désireux de jouer un rôle prépondérant dans les conseils de la monarchie et conduit, pour y parvenir, à développer sa puissance hors du royaume. Telle est du moins la thèse défendue par M. Paul BONENFANT dans un livre publié en 1943 et dont une troisième édition dit assez le succès². L'auteur a repris sa démonstration dans une étude qui, portant cette fois sur une période très brève — 1419-1422 — s'applique à prouver que si Philippe le Bon s'est rapproché des Anglais après le meurtre de Montereau, prémédité et ordonné par le dauphin Charles, ce fut en tant que chef d'un parti français décidé à contre-balancer l'influence des Armagnacs³. Pas plus que ses conseillers, il ne concevait l'existence d'un État bourguignon indépendant. En 1419, par exemple, il vise la lieutenances générale du royaume. Allant plus loin, des membres de son entourage le poussent à faire valoir ses droits à la couronne. Mais, redoutant la victoire anglaise autant que celle des Armagnacs, craignant plus encore une alliance entre ces derniers et Henri V, il s'est résigné à un rapprochement anglo-bourguignon qui lui apparaissait comme un moindre mal et réservait l'avenir, puisqu'il n'entraînait pas une rupture avec le gouvernement de Charles VI.

M. Bonenfant a réuni une documentation abondante et pour une part inédite, dont il publie des extraits à la fin du volume. Précédée d'un très bon commentaire, elle procure de précieux renseignements sur le caractère de Philippe le Bon au début de sa carrière, sur le jeu des partis, les intrigues du

1. *Jean Sans Peur. Programme, moyens, résultats* (Rev. de l'Université de Bruxelles, août-septembre 1955).

2. *Philippe le Bon*. Bruxelles, La Renaissance du livre, 1955, in-16, 155 p. (coll. « Notre passé »). Cf. *Rev. histor.*, t. CCI, 1949, p. 268-269.

Du même auteur, nous n'avons pas reçu *Le rôle de Charles le Téméraire dans le gouvernement de l'État bourguignon en 1468-1469* (*Ann. de Bourgogne*, t. XXV, 1953) ; ni *État bourguignon et Lotharingie* (*Bull. académique de Belgique, Lettres*, t. XLI, 1955).

3. *Du meurtre de Montereau au traité de Troyes*. Bruxelles, Palais des Académies, 1958, in-8°, xxx-282 p. (*Académie royale de Belgique, Lettres. Mémoires*, t. LII, fasc. 4).

dauphin de France et d'Isabeau de Bavière, les négociations qui ont abouti au traité de Troyes et la naissance du sentiment national.

Toutefois, le passionnant débat qui a mis aux prises deux écoles historiques reste ouvert. De Philippe le Hardi à Charles le Téméraire, les grands ducs d'Occident ont-ils voulu demeurer dans le royaume et conquérir la première place au sein du gouvernement? Ou bien, avec une clairvoyance et une volonté accrues, ont-ils nourri le projet d'un État composé de deux pièces essentielles : la Bourgogne, fief français, et les Pays-Bas, terre d'Empire? La réponse varie certainement selon l'époque envisagée et les desseins changeants des hommes. C'est dans le cœur d'un Philippe le Bon parvenu aux dernières années de sa vie qu'il faudrait chercher le secret d'ambitions tendues peut-être, en définitive, vers la formation d'un royaume indépendant appuyé principalement sur les Pays-Bas.

Parmi les instruments de puissance de la maison de Bourgogne, relevons les finances, objet d'un important article de M. Michel MOLLAT¹. Relevons aussi, l'armée sur laquelle M. BRUSTEN apporte des indications utiles mais trop dispersées, bien que de brèves conclusions en rassemblent parfois les données². Une riche illustration fait la valeur principale d'un livre dont on retiendra les passages relatifs aux effectifs, à l'emploi au combat de l'archer et du cavalier démonté, ainsi qu'à l'armement et à l'utilisation de l'artillerie légère.

* * *

b). En dehors de la Bourgogne, de grandes régions ont fait l'objet de publications qui méritent intérêt. La Belgique échappe en grande partie à notre cadre géographique. Dans ce paragraphe, comme dans les suivants, nous ne saurions néanmoins passer sous silence des travaux qui font honneur à sa vivante école historique — vues générales, institutions, publications de textes et études critiques de documents.

La Belgique n'existait pas à l'époque carolingienne. Et rien n'indiquait à ce moment que, dans ses limites présentes, elle fût appelée à former une nation. « L'espace belge » dont M. GANSHOF entreprend l'histoire, dans le juste souci de remonter aux antécédents, était occupé, aux VIII^e et IX^e siècles, par des unités régionales ou des fractions de principautés relevant de la France ou de l'Empire³. Un tableau des paysages, une esquisse sur l'encadrement politique de la région à l'époque carolingienne, des pages denses sur la structure sociale et économique, comme sur la civilisation, forment la trame de l'ouvrage⁴.

1. *Recherches sur les finances des ducs Valois de Bourgogne* (Rev. histor., t. CCXIX, 1958, p. 285-321).

2. Major Charles BRUSTEN, *L'armée bourguignonne de 1465 à 1468*. Bruxelles, Fr. van Mynsewinkel, 1954, in-8°, xxxvii-275 p., 51 pl. et 2 croquis h. t.

3. F.-L. GANSHOF, *La Belgique carolingienne*. Bruxelles, La Renaissance du livre, 1958, in-16, 172 p., 1 carte h. t. (coll. « Notre passé »).

4. On trouvera dans les recueils intitulés *Anciens pays et Assemblées d'États* (Louvain, Nauwelaerts) des études consacrées surtout aux institutions. Quelques numéros ont été en-

Comme la Belgique, dont il est une province, le Brabant sort de nos limites. Signalons pourtant un important ouvrage de M^{lle} Mina MARTENS sur le domaine ducal brabançon avant l'entrée du pays dans l'ensemble bourguignon¹. Cadres administratifs, attributions, méthodes de gestion et efficacité des officiers domaniaux donnent lieu à une prospection minutieuse, appuyée sur une énorme documentation. On retiendra, entre autres, de judicieuses observations sur la formation de la cour féodale du Brabant, sur les cours allodiales, sur les fonctions du receveur. On louera par-dessus tout M^{lle} Martens de n'avoir jamais séparé des institutions les hommes qui les ont créées et pour qui elles sont faites. Leurs carrières, leurs travaux, les ambitions qu'ils nourrissaient, les rivalités de compétence qui les divisaient sont traités en d'excellentes pages. Sous le titre austère du livre, une société est dévoilée.

Histoire administrative, économique et sociale : tel a été également le propos de M^{lle} Christiane PIÉRARD, penchée sur *Les douaires de Jeanne de Brabant en Hainaut*². Nature et valeur des douaires, respect ou non des coutumes régionales, méthodes et délais d'assignation, gestion des biens et exercice de la justice, contestations entre gens du Hainaut et du Brabant : autant de questions examinées par l'auteur selon une méthode qui aurait gagné à être plus rigoureuse. Les considérations d'ordre économique ont parfois le caractère d'un pêle-mêle qui trahit une certaine inexpérience. Mais l'étude de ce « comté en miniature » que représentaient les douaires de Jeanne offre néanmoins d'appréciables renseignements.

* * *

c). Tournons-nous vers les régions méridionales³. M. Ramon d'ABADAL I DE VINYALS a voué tous ses soins, depuis de longues années, à l'histoire de la Catalogne carolingienne. Il présente aujourd'hui un livre qui, loin d'être exclusivement généalogique et dynastique, loin de se borner à l'histoire des familles comtales, étudie la formation et le développement de la principauté

voyés à notre *Revue*. Dans le tome VIII, 1955, cf. notamment Jean LEJEUNE, *Les notions de patria et d'« episcopatus » dans le diocèse et le pays de Liège du XI^e au XIV^e siècle*; dans le tome XIV, 1957, des *Études sur les institutions à travers l'histoire namuroise (x^e-xviii^e siècles)*; dans le tome XV, 1958, Cyrille THELLIER, *Revendications du chapitre de la cathédrale de Cambrai au sujet de ses droits et privilèges... (1364-1368)*; Léon van HONNIN, *Le caractère fédéral des États du duché de Limbourg*.

1. *L'administration du domaine ducal en Brabant au Moyen Age (1250-1408)*. Bruxelles, Palais des Académies, 1954, in-8°, 608 p., 4 planches, 2 cartes h. t. (*Académie royale de Belgique, Classe des Lettres*, t. XLVIII, fasc. 3). — Nous mentionnerons aussi à cette place l'utile travail d'un auteur qui, étant mort prématurément, n'a pu donner à ses recherches l'étendue désirée : Paul RENNOZ, *La chancellerie de Brabant sous Philippe le Bon, 1430-1467*. Bruxelles, Palais des Académies, 1955, in-8°, 217 p., 7 planches h. t. (*Académie royale de Belgique, Commission royale d'histoire*).

2. Louvain, Nauwelaerts, 1956, in-8°, 260 p., 12 tableaux et cartes (*Anciens pays et assemblées d'États*, XII).

3. En saluant au passage, dans notre marche vers le Sud, Pierre LEVEIL, *Histoire de la Touraine*. Paris, Presses Universitaires de France, 1956, in-16, 128 p. (coll. « Que sais-je? »).

catalane depuis le dernier tiers du ix^e siècle jusqu'à la fin du x^e¹. D'abord rattaché à l'Empire franc, le pays a pris progressivement ses distances et sa hauteur grâce à l'impuissance des successeurs de Charles le Chauve. Les retours offensifs de la monarchie carolingienne ne l'ont pas fait rentrer au bercail. Il s'est défendu également contre la menace musulmane. L'ouvrage comporte de judicieuses données sur le repeuplement du pays, l'aprision, les fondations monastiques et la société féodale. Il souligne l'originalité, par rapport à la France comme à l'Espagne, d'un pays qui durant plusieurs siècles fut indépendant en fait avant de le devenir en droit.

Nous devons au même auteur une publication de haute tenue sur les comtés de Pallars et de Ribagorça, qui occupaient le versant méridional des Pyrénées². Tirés pour la plupart des cartulaires monastiques, plus de trois cents documents sont ici rassemblés. Le premier est de 802, le dernier des environs de l'an mil. Octrois de terres et de revenus à des abbayes, concessions d'immunités et de divers privilèges à ces mêmes établissements, actes pontificaux les prenant « sous la protection et la juridiction directes de la sainte Église romaine » forment la matière principale d'un recueil qui donne, par surcroît, de bons renseignements sur la répartition de l'habitat, l'exploitation agricole, l'artisanat, les échanges et les modes de paiement. D'autres indications concernent des groupes paysans qui tiennent leurs biens en commun. Elles révèlent en outre l'existence, jusqu'à la fin du ix^e siècle, d'un très grand nombre d'alleux, en voie de diminution à l'âge suivant. Des al-leutiers, en effet, demandent au comte d'être « notre bon seigneur et notre défenseur contre tous les hommes de votre comté ». Ils lui cèdent en retour la propriété de leurs biens, puis les reprennent en fief... La Catalogne est bien servie.

C'est surtout d'une histoire dynastique, diplomatique et militaire que nous entretenit la princesse MARIE-JOSÉ, dernière reine d'Italie, qui retrace l'évolution de la maison de Savoie des origines jusqu'à la fin du xiv^e siècle. Généalogies, cartes, illustrations choisies avec goût soutiennent et enrichissent un sobre récit d'événements qui concernent principalement l'époque des ducs Amédée VI et Amédée VII³.

1. *Els primers comtes catalans*. Barcelone, 1958, in-8°, xx-368 p., 8 planches h. t.

2. *Catalunya carolíngia*, vol. III, 2^e partie (p. 227-554). *Els comtats de Pallars i Ribagorça*. Barcelone, 1955, in-4° (*Instituts d'Estudis catalans*). Ce volume, dont la première partie ne nous a pas été adressée, fait suite au tome II de la même publication sur les diplômes carolingiens relatifs à la Catalogne (cf. *Rev. histor.*, t. CCXII, 1954, p. 73). Il est accompagné de bons commentaires sur les abbayes qui ont bénéficié des donations et sur le déclin de l'influence carolingienne. — Rappelons à ce propos une autre étude de M. d'Abadal, accompagnée de nombreuses pièces justificatives : *Com neix i com creix un gran monestir pirinenc abans de l'any mil. Eixalada-Cuixà*. Abbaye de Montserrat, 1954, in-8°, 231 p., 2 cartons (*Analecta Montserratensia*, vol. VIII).

3. MARIE-JOSÉ, *La maison de Savoie. Les origines. Le comte Vert. Le comte Rouge*. Paris, Albin Michel, 1956, in-8°, 425 p., 6 cartes, 17 tableaux généalogiques, 36 planches h. t. — Un autre ouvrage est annoncé sur Amédée VIII.

Depuis l'époque carolingienne, le comté de Genève a formé une unité administrative et politique dont M. Pierre DUPARC s'est fait récemment l'historien grâce au dépouillement de nombreux textes et à une mise en œuvre laborieuse¹. Fut-il également une unité géographique? L'auteur l'affirme, mais la géographie proteste contre cette assimilation. Le pays allait en effet jusqu'au fond de la vallée de l'Arve; il mordait sur le Jura comme sur les Alpes centrales. Pour comble de malchance, la ville de Genève elle-même glissa finalement du comté à l'évêque.

D'entrée, la région aurait dû être décrite. Mais il faut parcourir de nombreuses pages avant d'en avoir un aperçu sommaire. Dans sa première moitié, le livre est une étude dynastique et un récit des événements politiques et militaires jusqu'à l'union du comté à la Savoie au début du xv^e siècle. Guerres étrangères, rivalités intérieures, aggravées par l'enchevêtrement des pouvoirs, luttes sans fin contre les évêques de Genève font l'objet d'une telle abondance de détails que l'attention se trouve parfois lassée. Mais l'auteur a rempli sa tâche avec conscience. Avant lui, la trame manquait. La voilà dressée et rattachée à l'histoire générale.

La seconde partie offre un plus grand intérêt. Non pas que tout l'exposé soit d'égale valeur. Non seulement il est trop cloisonné, mais, sous le prétexte fallacieux que « le comté de Genève ne constitue pas un cadre normal pour une étude de ce genre », la noblesse, les paysans, le clergé et la vie religieuse sont sacrifiés sur l'autel de l'abstraction². On ne saurait trop louer en revanche les pages concernant les institutions : domaine comtal, subdivisions administratives, finances, justice³. On s'attache plus encore aux remarques sur l'activité économique : ressources minières, vie artisanale et commerciale. L'auteur décrit en termes excellents les routes et les cols, la position des châteaux, des prieurés et des hospices, les échanges, ainsi que les opérations financières... Somme toute, le livre aurait eu plus de portée si M. Duparc avait abordé seulement quelques grands problèmes, s'il était parti d'une conception souvent claironnée mais peu respectée : l'histoire est choix.

La même observation peut s'appliquer à l'*Histoire de Provence*, par M. Raoul BUSQUET⁴. Le Moyen Age y figure dans une centaine de pages : pur récit d'invasions, de règnes, de dynasties comtales, entrecoupé de brefs aperçus sur les institutions. La vie des peuples est passée sous silence. Ni mer, ni port — et pourtant M. Busquet est l'auteur d'une histoire du commerce de Marseille. Ni marchand, ni paysan⁵.

1. *Le comté de Genève, IX^e-XV^e siècle*. Genève, éd. Jullien, et Paris, éd. Picard, 1955, in-8°, 604 p., 1 tableau généalogique, 1 carte h. t.

2. On regrette en particulier la pauvreté du paragraphe sur les « libres », les « non-libres », les « demi-libres » (lépreux compris).

3. Le bourreau chargé d'exécuter les condamnés était, nous dit M. Duparc, « un homme de corde et, comme tel, un précurseur des alpinistes » (p. 470)... Un moment de détente dans un exposé austère !

4. Monaco, Imprimerie nationale, 1954, in-8°, 350 p., 8 pl. h. t.

5. Le pays est cependant présenté dans une brève introduction géographique et préhistorique, due à M. André VILLARD.

Malgré ses imperfections et ses rides, l'œuvre de Belperron sur la Croisade des Albigeois et l'annexion du Languedoc au domaine royal demeure fondamentale. M. J.-L. PÈNE revient sur certains aspects du problème¹. Il juge sévèrement la politique d'Innocent III et de Philippe Auguste, examine les conséquences de l'intervention des rois de France jusqu'au milieu du xv^e siècle et souligne les traits du particularisme languedocien jusqu'à nos jours. Touffu, plein de digressions et de jugements de valeur, le livre se lit avec peine. Décidément, le Languedoc n'a pas de chance, l'Albigeois moins encore. Presque chaque année, des « savants » que hantent des fantômes se ruent, tête baissée, sur les routes sanglantes de la Croisade.

Robert BOUTRUCHE,

Professeur à la Sorbonne,

Directeur à l'École des Hautes-Études, Paris.

Avril 1959.

(Sera continué.)

1. *La conquête du Languedoc. Essai de critique et d'histoire*. Nice, Gimello, 1957, in-8°, viii-338 p. — Mentionnons sans insister, car il est hâtif et souffre d'une information défectueuse, le petit livre de Fernand NIEL, *Albigeois et Cathares*. Paris, Presses Universitaires de France, in-16, 127 p. (coll. « Que sais-je? »).

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Édouard DELEBECQUE. *Télémaque et la structure de l'Odyssée*. Gap, Éditions Ophrys, 1958 ; in-8°, 151 pages et une carte. (Publication des Annales de la Faculté des lettres d'Aix-en-Provence, nouvelle série, n° 21).

De trop nombreux critiques, fait observer l'auteur de cette excellente étude, ont eu le tort de s'attacher sans mesure aux détails de l'*Odyssée* ; or, y constatant l'existence de multiples atteintes à la « logique » et ne voulant pas en accuser un poète de génie, ils ont mieux aimé s'en prendre à plusieurs, poètes ou interpolateurs : ils ont ainsi rendu fort malaisée la découverte du véritable Homère auquel croyaient les Anciens. M. Delebecque entreprend de résoudre ces difficultés, souvent plus apparentes que réelles : il rappelle qu'Homère ne créa certainement pas de toutes pièces les récits de l'épopée ; disposant d'une énorme matière, formée de traditions déjà fort longues, il dut faire un choix et procéder à mainte élimination. L'auteur examine d'abord la « chronologie interne » du poème, où se discernent plusieurs « parties blanches » ou « temps morts », dont le « premier », c'est-à-dire « le plus long », est l'« inaction de Télémaque à Lacédémone ». On a pu se demander, en conséquence, s'il ne fallait pas regarder le voyage du fils d'Ulysse comme « un morceau cousu artificiellement à l'habit » odysseén ; mais l'auteur montre qu'il n'en est rien : ne pouvant supprimer ce « temps mort », le poète réussit, du moins, à le voiler et à faire ainsi de l'*Odyssée*, selon l'expression d'Aristote, un « être vivant » et « organisé autour d'une action une ». Le fait est que l'on peut constater l'existence d'une union indissoluble entre l'inaction de tel personnage et l'action de tel autre : si Télémaque, par exemple, passe « un mois en vacances » à Lacédémone, c'est parce que son père a besoin de ce mois pour se rendre de l'île de Calypso à Ithaque en traversant l'île des Phéaciens ; revenu dans sa patrie, il reste un jour chez Eumée (deuxième « temps mort ») afin que Télémaque puisse prendre congé de Ménélas. Au total, les « temps morts » ne font que rattacher plus étroitement les différents personnages entre eux en soudant l'activité des uns à l'« oisiveté » des autres, sans que « le mouvement de l'ensemble » soit jamais ralenti : les temps morts épargnant au poète l'inconvénient de tout exposer, il se borne à raconter la moitié des faits qui s'y rapportent, et il voile le reste.

Pour établir les soudures nécessaires, il disposait de précieux moyens, que M. Delebecque étudie longuement dans le chapitre intitulé « Les deux charnières du voyage de Télémaque » ; loin d'être des « pièces rapportées », ces charnières sont fortement enracinées dans l'ensemble du poème ; il était d'ailleurs indispensable que le voyage de Télémaque fût étroitement soudé au gros de l'*Odyssée*, la vengeance du fils ne faisant qu'un avec celle du père. Ainsi se réalisa l'œuvre d'un parfait technicien, qui travaillait sans effort, dans la joie et même avec « le sourire », et accomplit un vrai « tour de force » en comprimant dans une action de quarante jours une épopée de vingt années, notamment grâce à l'emploi du récit (sur-

tout du grand récit). Et ce merveilleux technicien était aussi un « poète », au plein sens du mot, c'est-à-dire un « créateur ». Certes, il ne « créait » pas absolument, puisqu'il avait eu des devanciers dans la vaste production desquels il puisait ; mais il donnait vraiment la vie aux personnages qu'ils avaient inventés et auxquels ils n'avaient conféré qu'une existence rudimentaire. Ce poète, ce créateur, est-ce bien « Homère » ? Il est du moins permis de le nommer ainsi. Ce n'est d'ailleurs pas pour un public de lecteurs, mais d'auditeurs, qu'il composait son poème : aussi sa technique ne relevait-elle pas du roman, mais du théâtre : comme au théâtre, en effet, l'action de l'*Odyssée* « court à son dénouement » en face d'auditeurs, et il n'est possible d'y voir « qu'une seule action se dérouler actuellement ». Simples conventions, assurément, mais inévitables, et dont Homère s'est fort bien servi en unissant au génie du créateur l'art du compositeur, en alliant « la force et la grâce ». On voit quel haut intérêt présente le bel ouvrage que nous venons d'analyser, trop brièvement, et où se manifestent une fois de plus la finesse et la pénétration dont témoignaient déjà avec éclat la thèse de M. Delebecque sur Euripide et la guerre du Péloponèse et son récent essai sur la vie de Xénophon.

Paul CLOCHÉ.

G. VALLET. Rhégion et Zancle. Histoire, commerce et civilisation des cités chalcidiennes du détroit de Messine. Paris, E. de Boccard, 1958 ; in-8°, 407 pages, 20 pl. h. t.

L'auteur de ce remarquable ouvrage ne s'est pas proposé d'écrire une simple monographie, mais aussi d'étudier Rhégion et Zancle en tant que riveraines d'un détroit auquel les Grecs attachaient une importance primordiale pour leur trafic avec l'Ouest. C'était, en effet, la route obligatoire des navires cinglant vers l'Occident, malgré les dangers — fort exagérés d'ailleurs par les anciens — qu'elle présentait pour des navigateurs sans expérience : seule une légende montre les Grecs cherchant à éviter les courants et écueils du détroit (Charybde et Scylla) et préférant emprunter les voies terrestres.

Si Rhégion et Zancle ont été d'abord, et sont restées principalement, des étapes sur une route très fréquentée, ce furent aussi des villes douées d'une existence propre et de brillants foyers d'hellénisme. Après avoir traité de la fondation de ces colonies, M. Vallet en examine le développement aux temps archaïques, sur lesquels notre documentation est essentiellement archéologique (l'histoire de ces villes n'est guère connue que depuis le commencement du v^e siècle) : le séisme de 1908 a permis la découverte d'un abondant matériel. Après un examen fort précis de la topographie, l'auteur montre que les importations de Corinthe diminuèrent grandement vers le milieu du vii^e siècle, que celles de la Grèce orientale bénéficièrent d'un notable essor seulement dès le deuxième quart du vi^e siècle, enfin, que celles de l'Attique se développèrent surtout à partir de 550 av. J.-C. et formèrent une masse considérable de 525 à 500 et au delà. M. Vallet reproche aux historiens modernes d'avoir exagéré l'importance des routes de terre suivies par ce trafic occidental et d'avoir négligé les problèmes essentiels qu'il soulève. Dans sa conclusion sur la valeur commerciale du détroit de Messine, il rejette à la fois la thèse selon laquelle l'antiquité tout entière aurait gardé une économie fort primitive, basée sur une activité toute domestique, et celle qui lui attribue une économie déjà « capitaliste » et fait de l'ancien Grec un vrai « marchand-né » : beaucoup plus acceptable est la théorie suivant laquelle l'économie antique resta fort

primitive jusqu'à 560 environ, puis l'industrie, le négoce et la monnaie commenceront à jouer un rôle de premier plan. L'auteur distingue, enfin, très nettement entre le commerce archaïque de Corinthe, qui produisait alors pour acheter (surtout du blé), pratiquant ainsi un véritable troc, et celui d'Athènes, qui, déjà, produisait pour vendre.

A cette méticuleuse étude de leur activité commerciale succède celle des villes mêmes du détroit : Rhégion, Zancle et Himère. On y constate, d'abord, l'éclat de la production artistique, notamment de la céramique, favorisée à Rhégion par l'excellence d'une fine argile brun clair, tirant sur le noir ; les ateliers de cette ville fabriquaient aussi de très beaux vases de bronze (seconde moitié du VI^e siècle) ; il y eut là une florissante école de bronziers, illustrée principalement par Pythagoras, sur les œuvres duquel règne, il est vrai, beaucoup d'incertitude, mais dont les textes permettent, du moins, de définir « la manière ». M. Vallet étudie également de fort près la vie intellectuelle des cités des détroits ; il traite ainsi longuement de Stésichore d'Himère, en qui il discerne un « esprit novateur », dont l'originalité s'est révélée, notamment, dans la création d'une véritable « imagerie populaire » et dont l'*Orestie* exerça une notable influence sur des métopes consacrées à la légende d'Oreste. Au genre épico-lyrique illustré par ce poète semblent appartenir certains éléments de l'œuvre d'Ibycos de Rhégion ; mais des réserves s'imposent sur ce point. M. Vallet souligne aussi l'importance du rôle de Rhégion, ainsi que de Locres, dans la diffusion et les progrès du goût pour la musique, les chants populaires et la poésie. Examinant l'œuvre législative de ces villes, l'auteur rappelle les anciennes traditions, parfois bien suspectes, sur Zaleucos et Charondas ; il fait observer que leur législation était à la fois « oligarchique » et « modérée » et il estime que les Locriens furent plus nettement conservateurs que les Rhégiens.

La troisième et dernière partie de ce bel ouvrage a pour thème la « grandeur et décadence » de Zancle et Rhégion. La substitution de la tyrannie à l'oligarchie — événement pour l'histoire duquel les monnaies sont d'une aide précieuse — est examinée avec le plus grand soin ; il en est de même de la brève domination samienne à Zancle, de l'arrivée des Messéniens (au sujet de laquelle subsistent des difficultés chronologiques), de la formation et de l'histoire du « royaume du détroit » (488-461). Vers 461, ce sera la chute de la tyrannie et le retour vers l'oligarchie ; puis viendra la décadence politique des deux villes ; Rhégion, il est vrai, s'efforcera d'annexer l'État locrien ; mais le tyran syracusain mettra fin à cette expansion ; après la guerre de 394-386, Rhégion succombera : d'où la disparition presque totale de l'élément chalcidien en Occident. Parallèlement à ce déclin politique s'accomplira la décadence économique, aggravée par le changement d'orientation du commerce attique : renonçant au marché étrusque, Athènes se tournera bien davantage vers la Sicile, la vallée du Pô et, plus tard, le Pont-Euxin : d'où un sérieux affaiblissement du trafic par le détroit de Messine.

La conclusion générale met en fort bonne lumière la double opposition créée par l'existence même de ce détroit : 1^o entre la mer Tyrrhénienne, encore « barbare » et gardée par « Charybde et Scylla », et la mer Ionienne, fortement hellénisée ; 2^o entre la Sicile, isolée et vivant d'une vie propre, et l'Italie méridionale, qui subit le contre-coup des agitations de la péninsule. Jusqu'à la fin des temps classiques, le détroit restera « la limite occidentale du monde grec » ; jusqu'aux guerres puniques, il coupera nettement la Sicile de l'Italie. Quant aux villes chalcidiennes établies sur ses rives, elles avaient joué un rôle capital dans « le lent colportage de l'hellénisme » ; mais un jour viendra où Rome et l'Étrurie se replieront sur elles-

mêmes et où les Athéniens iront se ravitailler en blé et vendre leurs vases dans les ports de l'Adriatique et sur le littoral sicilien : dès lors, la prospérité plusieurs fois séculaire des cités du détroit s'effondrera.

Un index analytique, dressé avec le plus grand soin, facilitera la consultation de cette savante étude, que précède une copieuse bibliographie.

Paul CLOCHÉ.

Edmund BUCHNER. *Der Panegyrikos des Isokrates. Eine historisch-philologische Untersuchung (Historia : Einzelschriften, Heft 2)*. Wiesbaden, Fr. Steiner, 1958 ; in-8°, 170 pages.

M. Buchner nous présente sous ce titre une étude des plus consciencieuses et méticuleuses, dans laquelle il examine d'abord la partie épидictique du grand ouvrage composé par Isocrate en 385-380, puis, de façon beaucoup plus brève, sa partie délibérative (qui, d'ailleurs, se relie étroitement à la précédente). L'auteur expose fort clairement le plan du *Panegyrique*, dont la partie épидictique glorifie, d'abord, les bienfaits dont la civilisation grecque est redevable à Athènes, puis les services rendus par cette cité pendant les conflits mythiques et durant les guerres médiques et traite, enfin, des dominations successives d'Athènes et de Lacédémone. La section délibérative de l'ouvrage a pour thème essentiel la nécessité d'ouvrir contre l'Asie barbare une lutte panhellénique, dirigée par les Athéniens et les Spartiates.

A ces minutieuses analyses fait suite une conclusion du plus grand intérêt. M. Buchner établit d'abord une distinction très nette entre la notion d'« archè » et celle d'« hégémonie » : l'« archè », c'était la domination d'une cité sur des Hellènes ; l'hégémonie, la prééminence d'une cité librement acceptée par ces derniers ; dans le *Panegyrique*, notamment, c'était le commandement des Grecs en lutte contre les Barbares. S'il blâme l'archè, l'auteur du *Panegyrique* est favorable à l'hégémonie, et il le restera dans son ouvrage de 356 « sur la paix » ; il y combattrait également la « démocratie radicale », brutale et conquérante, et soutiendrait l'idéal politique théraménien. Le projet d'une guerre panhellénique contre l'empire perse — guerre que dirigeraient en commun Athènes et Lacédémone — cadre avec « le vieil idéal cimonien » ; ici encore Isocrate apparaît comme le gardien de l'héritage « aristocratique ». C'est aussi l'influence « oligarchique » qu'ont subie ses conceptions sur l'organisation de la cité et sur les rapports entre les Hellènes : en d'autres termes, il souhaite l'avènement d'une « constitution oligarchique modérée », l'adoption d'un « traitement équitable » à l'égard des alliés et la formation d'un « front national » grec contre les Barbares, et il condamne la démocratie extrême, l'impérialisme athénien et la rupture de sa patrie avec Lacédémone. De telles aspirations, du reste, ne sont pas issues d'une situation politique donnée, mais des conceptions fondamentales de l'écrivain, conceptions en parfait accord avec celles de Cimon ; on y trouve, en effet, le souvenir des guerres médiques, dont le fils de Miltiade regardait la continuation comme un devoir impérieux. Le *Panegyrique* n'est donc pas un ouvrage d'« actualité » : ce n'est pas à des événements contemporains, mais à un idéal politique fort général, qu'il se rattache, et il renferme ainsi une certaine part d'« utopie ». A cette éloquence isocratique, qui se meut dans le domaine des idées générales, sans aucun souci des réalités présentes, font défaut, en conséquence, les qualités dont sont éminemment pourvus les discours de Démosthène ; en revanche, la politique de ce dernier souffrait d'une fâcheuse étroitesse de vues.

Également inefficaces, en définitive, ont été les efforts de l'auteur du *Panégryrique* et ceux de l'auteur des *Philippiques* et des *Olynthiennes*. C'est qu'à vrai dire une seule voie de salut s'ouvrait devant les Hellènes : la renonciation au maintien des *poieis*. Ils ne s'y résignèrent pas : ce fut à la fois leur drame et leur grandeur.

On voit combien d'importantes questions sont abordées dans la remarquable étude de M. Buchner. Nombre de ses observations sont évidemment des plus judicieuses et acceptables : tel est le cas, en particulier, du rapprochement qu'il institue — et qu'il est, sauf erreur, le premier à instituer — entre la proposition isocratique de collaboration athéno-spartiate contre l'Asie barbare et l'idéal cimonien de coopération entre Athènes et Lacédémone dans la direction des affaires de la Grèce. L'auteur est aussi parfaitement fondé à voir en Isocrate — du moins à dater d'une certaine époque — un approbateur du régime théraménien et un adversaire de la démocratie « radicale » ou, plus exactement, des « démagogues ». Ses appréciations, il est vrai, ne sont pas toujours absolument convaincantes. Est-il bien légitime, par exemple, de ranger Cimon — du moins implicitement — parmi les adversaires de l'« impérialisme » athénien, dont ce personnage s'est montré l'un des principaux artisans, aux dépens de différents États grecs (voir les remarques que nous avons présentées sur ce point dans *La démocratie athénienne*, p. 65, 67-68) ? De cet impérialisme, d'ailleurs, les classes pauvres d'Athènes n'ont point été seules à bénéficier (cf. *ibid.*, p. 96-97, 128, etc.). Nous estimons aussi qu'il y aurait lieu de ne pas qualifier d'« oligarchique modérée » la constitution chère à Thérémène, qu'un passage de l'*Athênaiôn Politeia* d'Aristote (34, 3) distingue expressément des partisans de l'oligarchie (voir *La démocratie athénienne*, p. 200, 206, etc.). Il est, enfin, permis de regretter que M. Buchner n'ait pas insisté sur les sentiments, peut-être assez complexes, éprouvés à l'égard des Thébains par l'auteur du *Panégryrique* (voir l'étude que nous avons publiée sur *Isocrate et Thèbes* dans la *Revue historique*, t. CXCIII, p. 279-280).

Une courte bibliographie — qui n'eût certainement rien perdu à être plus abondante — et un excellent index, signalant les noms de personnes, les termes grecs et les nombreuses « références », rangées selon l'ordre alphabétique des noms d'auteurs, faciliteront la consultation de cette méthodique et précieuse enquête.

Paul CLOCHÉ.

G. DUBY-R. MANDROU. *Histoire de la civilisation française*. A. Colin, 1958 ; t. I : *Le Moyen Âge et le XVI^e siècle*, 360 pages, 16 pl. ; t. II : *Du XVII^e au XX^e siècle*, 384 pages, 20 pl. Chaque tome, relié 1.900 fr., broché 1.400 fr.

Que deux jeunes historiens, en pleine possession de leur métier et de leur style, l'un médiéviste, M. Georges Duby, professeur à la Faculté des lettres d'Aix, l'autre moderniste, M. Robert Mandrou, directeur d'études à l'École pratique des Hautes-Études, n'aient pas attendu l'âge et les loisirs de la retraite pour se lancer dans une synthèse englobant tout l'éventail des activités de notre pays depuis près de mille ans, voilà ce qui nous vaut cette *Histoire de la civilisation française*, que l'avant-propos qualifie de « petite », mais que le lecteur ne tarde pas à trouver magistrale — une histoire pas comme les autres, disons-le tout de suite.

Il ne s'agit, en effet, ni d'un manuel, ni d'un comprimé de connaissances, ni d'un palmarès, mais d'un effort pour dégager à travers dix siècles d'histoire « les traits

originaux de la France d'aujourd'hui, cette personne ». Avec les auteurs, nous revivons la transformation des modes de vie, de sensibilité, de pensée du peuple français, la mise en place de ses monuments, l'aménagement de son paysage rural et urbain, le tout appuyé sur une illustration abondante de quarante-quatre cartes, souvent d'une grande nouveauté, et de trente-six photographies d'excellente qualité. Parmi les cartes, cinq portent sur les faits démographiques, cinq autres sur les faits religieux, quatre sur l'architecture, trois sur les voies de communication, trois sur l'équipement intellectuel du pays, et diverses autres sur son équipement en salles de cinéma, en équipes sportives, en eau potable, etc... Quant aux illustrations photographiques, elles nous mènent des voûtes de Tournus au Corbusier, de Rabelais à Daumier, des miniatures aux impressionnistes, d'une fête à Versailles au décor de Christian Bérard pour l'École des femmes.

Cette brève énumération dit assez la variété des aperçus offerts au lecteur, mais elle ne peut rendre compte de toute la richesse d'un ouvrage qui renferme les éléments d'une série d'« essais » qui pourraient s'intituler par exemple : villes et campagnes françaises (M. Duby voit dans les défrichements des XI^e et XII^e siècles « peut-être l'événement le plus important de l'histoire de la France médiévale ») — mentalité citadine et mentalité urbaine — la montée de Paris du XIII^e siècle à nos jours — histoire de la faim en France : M. Duby nous montre, en effet, le souci alimentaire, omniprésent vers l'an 1000, s'atténuer vers 1050, disparaître au XIII^e siècle, réapparaître au XIV^e, s'atténuer à nouveau avec le renversement de la conjoncture au XV^e, et M. Mandrou continue la courbe... jusqu'en 1944.

Soulignons aussi un effort original de « périodisation » qui sait, quand il le faut, rompre avec les cadres politiques traditionnels. C'est ainsi que les quatre chapitres consacrés par M. Mandrou au XIX^e siècle s'intitulent respectivement : 1. La bourgeoisie triomphante (1789-1845) ; 2. Les révoltes romantiques ; 3. La France positiviste (1850-1900) ; 4. L'aube d'une civilisation scientifique.

L'ouvrage se termine par un tableau du monde contemporain dans lequel l'atome et l'automation tiennent la place qui leur revient et par une sorte d'hymne à Paris, « le plus étonnant, le plus fécond creuset d'une civilisation mondiale ».

Même si l'on ne suit pas M. Mandrou dans le menu de toutes ses analyses sociologiques, sa pensée est riche en suggestions, et il faut lui reconnaître un sens des nuances toujours en éveil qui s'exprime dans des formules comme celle-ci : « Nous disons toujours la civilisation française : le pluriel est plus prudent et plus juste, hier comme aujourd'hui » (t. II, p. 264).

Au total, dans cet ouvrage à la fois remarquablement documenté et sobrement écrit, qui mène de front l'étude des faits sociaux, psychologiques et économiques et donne de notre civilisation une image sans dogmatisme aucun, nous nous plaisons à saluer une incontestable réussite capable de satisfaire à la fois les spécialistes et le grand public.

A. MEYER.

Karl SCHWARZENBERG. *Adler und Drache. Der Weltherrschaftsgedanke.* Vienne et Munich, Herold, s. d. [1958] ; in-8°, 392 pages, 24 pl. fotogr.

Dans ce livre, moins destiné aux historiens de métier qu'au grand public, le prince Schwarzenberg étudie l'idée de la monarchie universelle, c'est-à-dire, selon sa propre définition, l'idée selon laquelle le monde connu et l'humanité cultivée sont soumis à une autorité supérieure, dépassant le cadre des États. Entreprise

immense, que l'auteur limite cependant à la zone où se développèrent les civilisations d'où procède la nôtre : Proche-Orient, Méditerranée, Occident. Autant on comprend, vu l'ampleur du sujet, la nécessité pour l'auteur de faire un choix, autant on regrettera dans ce livre l'absence de pages sur l'Extrême-Orient, l'Islam, les nomades de la steppe et les Mongols : l'universalisme de ces derniers surtout n'aurait pas dû être perdu de vue en raison de l'influence qu'ils exercèrent sur l'Empire byzantin et le futur Empire russe. Il est vrai qu'aux yeux du prince Schwarzenberg, ce sont là des influences accidentelles ; son analyse ne veut saisir que certains peuples liés les uns aux autres par le développement de l'idée de domination universelle, considérée comme une donnée unique. C'est dire que le lecteur retrouve tout au long de ces pages la fameuse statue de Daniel et l'idée sous-jacente du passage de l'universalisme d'un peuple à l'autre. Hâtons-nous cependant d'ajouter que le schème prophétique est évidemment élargi par l'auteur, qui lui incorpore, avant les royaumes mésopotamiens, l'Égypte ; autour de l'Empire romain, les Parthes et les Perses sassanides ; après l'Empire romain classique, ceux de Byzance et d'Occident ; les derniers chapitres de l'ouvrage traitent de l'Empire russe, de Napoléon et des Habsbourg. En somme, une chaîne continue de dominations, animées toujours par la même idée.

Nous nous abstiendrons ici de critiquer cette conception qui entraîne souvent l'auteur à des systématisations ou des simplifications excessives, pour nous borner à signaler les caractères essentiels de l'ouvrage. Dans chaque chapitre, on voit se dégager l'universalisme dans ses principaux thèmes : unité du monde civilisé ; monarchie divine ou sacrée avec un souverain qui descend des dieux ou qui tient la place de la Divinité ; éternité de l'Empire, dont les origines se confondent avec celles du genre humain (mythes d'Adam et du retour à la félicité paradisiaque) ; conquête réalisée par les empereurs *ubique victores* ; ordre donné au monde par la législation impériale ; paix et prospérité ; culte d'une ville sur laquelle se cristallise l'idée de domination universelle. Le prince Schwarzenberg donne volontiers la parole aux textes ; il met à profit les documents figurés, les insignes de la souveraineté, les emblèmes héraldiques, en particulier ceux qui figurent dans le titre de son ouvrage : l'aigle, symbole du dieu-soleil, et le dragon dont l'orbe enserre le globe terrestre. Quant au texte lui-même, il nous paraît en général assez bien informé ; dépourvu de notes, il ne comporte que des références à un certain nombre d'*excursus* qui ne remplissent pas moins de quatre-vingts pages et constituent souvent des développements de points particuliers abordés au cours du récit. Une bibliographie par chapitre : elle ne veut qu'orienter le lecteur, mais elle n'est pas sans lacunes.

La partie la plus originale de l'ouvrage réside certainement dans les photographies de nombreux documents figurés, très bien choisis et qui, groupés autour de quelques thèmes, suggèrent des rapprochements saisissants. Ainsi Trajan haranguant ses soldats et Napoléon distribuant les aigles à la Grande Armée [*Adlocutio militum*] ; un Pharaon labourant la terre et Joseph II à la charrue [*Saeculo frugifero*] ; Hammourabi recevant les lois du dieu-soleil et Justinien remettant le code à Tribonien [*Aequitas Augusti*]. Au total, un livre où de précieux renseignements pourront être glanés au point de vue comparatif, même si le fond appelle parfois des réserves.

Robert FOLZ.

Estudios dedicados a Menéndez Pidal. 7 t. (8 vol.) gr. in-8°. Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas. T. I, 1950, 640 pages; t. II, 1951, 668 pages; t. III, 1952, 658 pages; t. IV, 1953, 644 pages; t. V, 1954, 422 pages; t. VI, 1956, 666 pages; t. VII, 1957, 486 pages + un vol. d'Index onomastique, toponomastique, philologique et bibliographique.

La publication des « Mélanges » offerts à D. Ramón Menéndez Pidal à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire s'achève par la publication du tome VII, alors que le maître des études médiévales espagnoles vient de franchir le cap des quatre-vingt-dix ans. Ce long délai s'explique par l'ampleur de cet hommage : plus de deux cents articles, signés de noms espagnols, portugais, allemands, anglais, français, américains, belges, hollandais, italiens, etc., attestent le rayonnement de l'œuvre de Menéndez Pidal, et la haute considération dont jouit son auteur dans le monde savant.

Ces articles ont été, dans chaque volume, groupés en trois sections, correspondant aux trois domaines principaux de l'activité érudite de D. Ramón Menéndez Pidal : Philologie, Littérature et Histoire. Nous ne saurions évidemment songer à en donner une analyse intégrale, dont les dimensions excéderaient de beaucoup celles d'un compte rendu ; nous nous limiterons, en adoptant un plan logique et chronologique, à signaler les principaux articles relatifs à l'histoire et à en indiquer brièvement le contenu.

Quatre articles sont consacrés à la préhistoire et protohistoire de la péninsule. M. Luis Pericot (*Los primeros españoles*, IV, 579-586) situe au début du paléolithique supérieur (aurignacien) l'apparition des populations qui, par leurs caractères raciaux, apparaissent comme les ascendants directs des Espagnols « historiques » ; M. Bosch Gimpera (*De la España primitiva a la España medieval*, II, 533-549) montre la continuité entre les groupes humains attestés à l'époque pré-romaine et les divisions historico-géographiques de l'Espagne médiévale. — Sur les origines de la civilisation vasco-navarraise et ses rapports avec les invasions celtiques, B. Tarracena (*Notas de prehistoria navarro vascongada*, II, 643-663) apporte quelques indications fondées sur les fouilles qu'il a réalisées. Le rôle des rivalités entre peuplades littorales et tribus de l'intérieur dans la lutte entre Rome et Carthage est souligné par F. Rodríguez Adrados (*Las rivalidades de las tribus del N. E. español y la conquista romana*, I, 563-589).

L'histoire médiévale tient naturellement la plus grande place dans les *Estudios*. Contre l'hypothèse qui fait dériver le nom de *Castille* de celui d'une tribu pré-romaine, Cl. Sánchez Alborno (El nombre de Castilla, II, 629-641) défend l'étymologie traditionnelle : *Castilla* = terre des « castillos ». C'est en Castille, montre W. Reinhart, que la tradition wisigothique, fondée sur un peuplement plus dense en éléments germaniques, s'est maintenue le plus fortement dans les siècles suivants (*La tradición visigoda y el nacimiento de Castilla*, I, 535-554).

Le « repeuplement » consécutif à la première reconquête (VIII^e-XI^e siècle) a été marqué par une restauration religieuse, sur laquelle les documents ne fournissent que des indications incertaines. É. Lambert (*Le voyage de saint Euloge dans les Pyrénées en 848*, IV, 557-568) situe dans le val d'Hecho (et non à proximité de Roncevaux) le monastère de Serasa, dont saint Euloge fait mention dans une lettre adressée à l'évêque de Pampelune. L. Vazquez de Parga rectifie les indications données par Risco (*España sagrada*) sur les premiers évêques de Lugo et

Braga (*Los obispos de Lugo y Braga en los siglos VIII y IX*, VII, 459-475) ; Alfonso Sánchez Codeiro (*El obispado de Oviedo entre 976 y 1036*, III, 607-627) fait de même en ce qui concerne l'évêché d'Oviedo. Angel Canellas étudie (I, 435-463) un *Catalogum episcoporum ecclesiae Pampilonensis* rédigé après 1573 sur la base d'une abondante documentation antérieure. Fr. Justo Perez de Urbel montre l'importance du rôle joué par les moines, venus surtout de Castille, dans le repeuplement de la Rioja, reconquise au début du x^e siècle (*La conquista de la Rioja y su colonización espiritual en el siglo X*, I, 495-534). Les influences nord-pyrénéennes soulignées par l'adoption de la règle bénédictine se combinent avec la tradition monastique espagnole antérieure, telle qu'elle s'exprimait dans la règle de saint Fructueux et dans les « pactes monastiques », dont Ch. Julian Bishko souligne l'influence durable en Castille (*Gallegan pactual monasticism in the repopulation of Castille*, II, 513-532).

Quatre articles s'inscrivent en marge de *La España del Cid* de Menéndez Pidal, pour préciser quelques données relatives au Campeador : Martin Almagro, *Calamocha y el Poyo del Campo, en relación con el Cid Campeador* (VI, 613-630) ; F. Udina Martorell, *Quien fué Gerardo de Alemañy, herido y apresado por el Cid Campeador* (IV, 629-640) ; E. Lévi-Provençal, *Glanures cidienues* (I, 465-475) ; Ricardo del Arco, *Pedro I^o de Aragon, el gran amigo del Cid* (I, 375-433). La « convivença » entre souverains chrétiens et roitelets musulmans, qui survit à l'époque du Cid, est illustrée par la création, aux dépens du roi de Murcie, Ibn Mardanis, de la seigneurie d'Albarracín, placée sous la souveraineté navarraise (J. M. Lacarra, *El rey Lobo de Murcia y el Señorío de Albarracín*, III, 515-526).

Deux articles touchent aux relations — historiques ou légendaires — entre la France et l'Espagne médiévale. R. d'Abadal y de Viñals (*El comte Bernat de Ribagorça i la llegenda de Bernardo del Carpio*, III, 463-487) restitue, d'après les rares documents subsistants, le personnage de Bernard de Ribagorça, prototype de Bernardo del Carpio, vainqueur légendaire de la bataille de Roncevaux. Il associe la formation de cette légende, non seulement à l'action des moines d'Ovara (monastère restauré par Bernard), mais à la pénétration des « Francs » en Espagne dans la seconde moitié du xi^e siècle, et oppose de bons arguments à certaines des conclusions que nous avons nous-mêmes présentées (*Les Français en Espagne aux XI^e et XII^e siècles*, p. 310 et suiv.), touchant certains éléments de cette légende. A propos de l'interprétation légendaire donnée au pèlerinage du capétien Louis VII à Saint-Jacques, nous avons montré comment le règne de Louis VII marque le début d'une période nouvelle dans les relations entre la France et les monarchies chrétiennes d'Espagne et apporté quelques éclaircissements sur un épisode curieux de l'histoire d'Aragon : l'apparition, vers 1163-1164, d'un personnage se prétendant l'ancien roi Alphonse le Batailleur (disparu sur le champ de bataille de Fraga en 1134), et venant revendiquer son héritage aux dépens du comte de Catalogne, devenu roi d'Aragon sous le nom d'Alphonse II (M. Defourneaux, *Louis VII et les souverains espagnols. L'énigme du pseudo-Alphonse*, VII, 647-661).

C'est un épisode également déformé par la tradition qu'évoque Eloy Benito Ruano (*Huespedes del Imperio de Oriente en la Corte de Alfonso el Sabio*, VI, 613-645) en étudiant les conditions dans lesquelles l'impératrice Marie de Constantinople, femme de Baudouin II, séjourna, vers 1266, à la cour de Castille, où elle était venue demander des secours pour la reconquête de Constantinople. E. Martínez Ferrandis (*Una singular carta inédita del primogénito de Jaime de Aragon*, I, 477-490) publie et commente une lettre adressée par l'infant Jaime (fils de Jaime II

d'Aragon) à son oncle Charles de Naples, pour lui demander d'intervenir en sa faveur auprès du Pape, afin qu'il annule sa renonciation à la couronne d'Aragon. Luis Suarez Fernández retrace la vie agitée de l'archevêque de Tolède, Pedro Tenorio, qui joua un rôle important à l'époque du Grand Schisme et fut régent du royaume de Castille pendant la minorité d'Henri III (*Don Pedro Tenorio, arzobispo de Toledo, 1375-1399*, IV, 601-627).

En ce qui concerne les institutions médiévales, outre l'étude de Luis Sánchez Belda, *La cancelleria castellana durante el reinado de Doña Urraca (1109-1126)* (IV, 587-600), et la publication de la *Carta puebla de Quicena* (petite ville de la région de Huesca), accompagnée d'un bref commentaire de Pedro Longas (V, 397-400), signalons un important article de Felipe Mateus y Llopis, *Estado monetario de la península que revelan los « Documentos lingüísticos de España »* (II, 597-628), qui constitue une véritable « histoire monétaire » de l'Espagne du XI^e siècle (époque à laquelle commence la frappe monétaire dans l'Espagne chrétienne) jusqu'à la fin du Moyen Age. D'abord rattachée au système monétaire carolingien (livres, sous, deniers), l'Espagne est influencée par la circulation monétaire en provenance de l'Islam (dirhem d'argent, maravedis d'or). Mais le maravedis « alfonsi » (frappé par Alphonse VIII de Castille en 1172) se convertit ensuite en une unité de compte et connaîtra dans les siècles suivants une progressive dévaluation qui aboutit, sous Henri IV de Castille, à en faire l'équivalent de quatre demi-blancs (*medias blancas*) de billon.

Les conceptions politiques du Moyen Age sont évoquées par Juan Beneyto Perez (*Ejemplos, imágenes y esquemas en la construcción política medieval*, V, 351-359) et J. A. Maravall (*Sobre el concepto de monarquía en la edad media española*, VI, 401-417), qui montre que le terme *monarquía*, tel qu'il est employé dans les textes médiévaux, n'évoque pas seulement l'unité de pouvoir, mais implique l'autorité sur une aire territoriale qui constitue elle-même une unité — réelle ou idéale — « sentie » par les contemporains. Cette conception rejoint celle qu'exprime l'« *imperium totius Hispaniae* » revendiqué aux XI^e et XII^e siècles par les rois de Léon et Castille ; Hermann J. Häfner, prenant la défense des thèses de R. Menéndez Pidal contre les historiens qui avaient opposé quelques réserves à cette idée « impériale », étudie l'évolution de la titulature « impériale » depuis Alphonse III des Asturies jusqu'à Alphonse VII de Castille (qui se fit couronner empereur à Burgos en 1135) et s'attache à en préciser le sens et le contenu (*Die mittelalterliche Spanische Kaiseridee*, V, 361-395).

En abordant les temps modernes, groupons trois articles relatifs à l'historiographie espagnole : M. J. de Mata Carriazo a découvert, à la Bibliothèque colombine de Séville, le texte de la première partie de la *Chronique* d'Alvar García, principal rédacteur de la *Chronique* dite de Jean II de Castille. Ce texte, joint à celui de la seconde partie, conservé par divers manuscrits, permettra l'édition intégrale de la chronique originale (*Notas para una edición de la Crónica de Alvar García*, III, 589-605). Narciso Alonso Cortes (*Sobre Ocampo y Morales*, I, 197-219) donne des précisions biographiques sur les deux chroniqueurs « officiels » de l'Espagne impériale et sur les conditions de leur travail. A. Sánchez Alonso fait ressortir tout l'intérêt de l'*Histoire générale d'Espagne*, publiée en 1608 par le Lyonnais Mayerne Turquet, premier ouvrage de ce genre dû à un étranger ; il souligne les qualités de clarté de son exposé, ainsi que son esprit d'objectivité, particulièrement remarquable chez ce protestant réfugié à Genève, lorsqu'il parle de l'Es-

pagne de Charles-Quint et de Philippe II (*Mayerne Turquet y los historiadores españoles del siglo XVI*, I, 589-599).

Quelques articles touchent au XVI^e siècle : Antonio de La Torre (*Los estudios de Alcalá de Henares anteriores a Cisneros*, III, 627-654) montre que l'Université d'Alcala, fondée par le cardinal Cisneros, a eu son antécédent dans les chaires magistrales établies au milieu du XV^e siècle par l'archevêque Carillo. J. Babelon (*La tragédie de Philippe II*, t. VII, 113-128) analyse la psychologie de Philippe II dans l'affaire de Don Carlos et suit la longue postérité littéraire de cet épisode fameux. Les divers projets de mariage ébauchés pour l'infante Claire-Isabelle, fille de Philippe II, fournissent au duc de Maura (*Cuatro novios de la novia de Europa*, III, 526-575) l'occasion d'un parallèle entre l'ambiance des deux Cours habsbourgeoises et celle de la Cour de France sous les derniers Valois.

Terminons, enfin, par deux notes relatives à la conquête spirituelle du Nouveau Monde : Agustin Millares Carlo donne quelques indications bibliographiques sur le Canariote José de Anchieta, apôtre du Brésil (*Más datos sobre el Apostol del Brasil*, I, 489-494), et Robert Ricard (*Fr. Juan de Zumárraga, discípulo de Cisneros*, I, 553-562) trace le portrait de Juan de Zumárraga, disciple de Cisneros, comme lui influencé par la pensée d'Érasme, et dont l'œuvre apostolique et intellectuelle au Mexique (où il introduisit l'imprimerie et se préoccupa de développer les études ecclésiastiques) apparaît comme le reflet de celle que le grand Cardinal réalisa en Espagne.

M. DEFOURNEAUX.

Henri TERRASSE. Islam d'Espagne : une rencontre de l'Orient et de l'Occident. Paris, Plon, 1958 ; in-8°, III-299 pages, 50 hors-texte et 65 illustrations.

Lorsqu'en 1085 il eut reconquis Tolède sur l'Islam, Alfonso VI de Castille se proclama « *Emperador de las dos religiones* ». Politique audacieuse, certes, que d'afficher ainsi un programme de symbiose et de coexistence entre chrétiens et musulmans, mais politique qui avait réussi dans le passé et allait reparaitre dans l'avenir. Déjà, à l'heure où triomphait le Croissant, l'Andalousie avait été traitée par le vainqueur avec un libéralisme si large que — M. Terrasse n'hésite pas à l'écrire — « à aucun autre siècle elle n'a été si profondément espagnole ». En sens inverse, quand plus tard la Reconquête aura incorporé aux royaumes de la Croix de nombreuses populations musulmanes, l'art qui était le leur et qu'elles continuèrent à cultiver accusera « un caractère profondément hispanique », au point qu'on peut le considérer comme « l'art national de l'Espagne du Moyen Age... celui qui exprimait le goût profond de la race... qui appartenait à la vie profonde de l'Espagne ». Les forces de rupture pourtant allaient l'emporter et clore par l'écrasement de l'Islam « ce qui avait été la tragédie de l'Espagne médiévale : l'opposition dans un même peuple de deux religions et de deux formes de pensée ».

Pleines et denses, de telles formules dessinent la courbe de ce thème prestigieux qu'est la rencontre de l'Orient et de l'Occident sur la terre ibérique. A l'heure où des coexistences comparables cherchent douloureusement des règles de vie, pareil sujet requerrait une mûre expérience humaine : on la trouvera ici, on la sentira sans cesse sous la plume d'un historien qui depuis un tiers de siècle pense et vit les problèmes marocains et espagnols. Une érudition profonde nourrit tous les cha-

pitres, puisée non seulement dans les livres qu'énumère une bibliographie sévèrement époussetée, mais encore dans la familiarité qui tout au long de l'ouvrage se dénote avec des esprits tels que García Gómez et Torres Balbás (la maîtrise de ce dernier réaffirmée récemment encore en ses *Ciudades yermas de la España musulmana*). Surtout, à chaque page on sent que l'auteur est chez lui, que s'il construit hardi et solide c'est sur la base personnelle de ses propres travaux et que tant de fouilles menées, de documents découverts et de synthèses mûries, tant de belles photographies composées, lui valent une incomparable connaissance des forces dont il dit ici les luttes et les liens, Afrique et Ibérie.

Si nous cherchons du côté musulman un exemple bien frappé de relations tolérantes avec l'Occident, c'est aux origines de l'installation des *Moros* en Espagne, c'est dans l'émirat oméiyade que nous le trouverons. La conquête toute récente encore et l'unité politique à peine établie entre leurs mains, les émirs comprirent combien il leur était nécessaire de se consolider en islamisant le plus possible les vaincus, en les soumettant à une lente et pacifique imprégnation. Grandes libertés accordées aux chrétiens et aux Juifs, la langue arabe parlée à côté du romance si usuellement que bientôt le bilinguisme devint chose courante, somptueux mécénats attirant à Cordoue musiciens et poètes, intelligent accueil aux éléments culturels venant de Byzance et de la Bagdad abbasside, splendeurs monumentales de Cordoue et de Madinat az-Zahra, voilà les explications profondes et fines que l'auteur donne des ralliements. *Mououalladoun*, ou convertis à l'Islam, et chrétiens mozarabes acceptant de bon cœur la coexistence, allaient à l'hispanisation et hispanisation en une mouvante et forte synthèse.

Le tableau symétrique est à rechercher dans ces années du XIII^e siècle où l'élan de la grande Reconquête mit une large zone de peuplement aux mains des chrétiens. A leur tour, ceux-ci se virent dans la nécessité politique et économique de laisser en place leurs nouveaux sujets. Leurs esprits d'ailleurs étaient faits déjà à cette conception : dès les années du Cid on avait songé à fondre en un seul peuple les hommes des trois religions. Bien mieux, les souverains chrétiens comprenaient fort bien quelle richesse ils pouvaient recevoir de cette symbiose, et ils la recherchèrent délibérément. Ce clairvoyant éclectisme vivifia bien des domaines, à travers lesquels nous emmenons la souple érudition de l'auteur : institutions, philologie, poésie, pensée philosophique ou du moins traduction des œuvres grecques, qui eurent ainsi un contact de plus avec l'Occident. Surtout, utilisant ce détecteur privilégié qu'en des mains aussi expertes que les siennes constitue l'histoire de l'art, M. Terrasse nous montre l'art mudéjar, en des formes pleinement hispanisées, pénétrant l'Aragon et le monde ibérique tout entier.

La même pensée nuancée et forte explique pourquoi prit fin l'ère de tolérance et s'élevèrent les « frontières spirituelles ». Quand et comment le royaume nasride de Grenade, cerné, alla au fanatisme du désespoir, — quand et comment les chrétiens arrivèrent à voir dans l'Islam un ennemi du dehors, et irréductible, M. Terrasse l'analyse en des chapitres lumineux. Avec eux se clôt un livre de délicatesse et de vigueur, un livre auquel on est tenté d'appliquer une expression dont use l'auteur lui-même lorsque, rapprochant les deux patries de son esprit, Maroc et Espagne, il évoque ces monuments almohades de Marrakech et de Séville qui, dit-il, « expriment à la fois la beauté andalouse et la force africaine ».

André FUGIER.

Josef DEÉR. *The Dynastic Porphyry Tombs of the Norman Period in Sicily*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1959; in-4°, 188 pages, 220 fig. (Dumbarton Oaks Studies, V.) Prix : 8 dollars.

Une charte de Roger II, d'avril 1145, fait donation à l'église de Cefalù de deux sarcophages de porphyre, dont l'un était destiné à recevoir les restes de Roger II lui-même. A sa mort cependant, en 1154, celui-ci, pour des raisons politiques, fut inhumé dans la cathédrale de Palerme. Parmi les rois normands de Sicile, ou les Hohenstaufen qui leur succédèrent, cinq reposent dans des tombes de porphyre : Roger II à Palerme, Guillaume I^{er} à Monreale, Henri VI, Frédéric II et l'impératrice Constance à Palerme. J. Deér s'est proposé de rassembler toute la documentation que l'on possède sur ces tombeaux, et de faire une étude archéologique complète des sarcophages, et des édicules en forme de baldaquin qui les surmontent. Il y ajoute la tombe de porphyre conservée au Louvre sous le nom de tombe Caylus, qu'il attribue également à la Sicile normande, et deux têtes de lion en porphyre qui font partie des collections de Dumbarton Oaks. Mais ce qui fait le principal intérêt de l'ouvrage, c'est qu'il traite de façon large et solidement documentée le problème « de la signification et du symbolisme politique du porphyre », depuis l'antiquité. Pourquoi Roger II a-t-il voulu que lui-même, et sans doute ses successeurs, fussent ensevelis dans le porphyre ? La réponse facile est qu'il entendait ainsi rivaliser avec les empereurs byzantins et, en même temps, affirmer vis-à-vis d'eux ses droits. Deér repousse cette explication : s'il est exact que Byzance fournit aux souverains normands de Sicile les modèles pour leur costume, leurs insignes et leurs portraits officiels, elle n'en fournit point, affirme-t-il, du moins à cette époque, pour l'usage « impérial » du porphyre ; au surplus, « dans sa lutte pour l'unité et l'indépendance, l'empire normand regardait Byzance plutôt comme un exemple à suivre que comme son adversaire ». Au même moment, en revanche, les papes de Rome faisaient un large emploi, à la fois cérémoniel et politique, du porphyre : trônes de porphyre du Latran, sarcophage de porphyre d'Innocent II, etc. Or, plus qu'avec le basileus, c'est avec le pape, son adversaire et son suzerain à la fois, que Roger II était en rivalité. C'est contre Rome qu'il fait de l'emploi du porphyre une sorte de manifestation, liée à d'autres gestes par lesquels il entendait affirmer qu'il n'était responsable que devant Dieu, non devant le pape, et même que dans une certaine mesure il n'ignorait dans sa personne le caractère royal et le caractère sacerdotal. Tel serait aussi, selon Deér, le sens du beau portrait en mosaïque de Roger II à la Martorana. C'était, en somme, une conception byzantine, que la force de la tradition byzantine en Sicile venait encore appuyer, et qui était dirigée contre les papes, et non contre les Comnènes régnant à Constantinople.

P. LEMERLE.

Deno John GEANAKOPOLOS. *Emperor Michael Palaeologus and the West, 1258-1282. A Study in Byzantine-Latin Relations*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1959; in-8°, 434 pages.

« My purpose has been to provide a clearer portrayal of the man Michael Palaeologus as he confronted the West » (p. 10). L'ouvrage important que nous donne D. J. Geanakoplos est en effet centré, si l'on peut dire, sur un homme, Michel VIII,

et un problème, les relations de Michel VIII avec l'Occident ; disons même, plus précisément, les relations politiques, car, même lorsqu'il s'agit des rapports avec la papauté et l'Union de Lyon, ou des clauses économiques des traités avec Venise ou Gênes, c'est encore avant tout dans leur contexte politique que ces questions sont examinées. L'auteur, de propos délibéré, a donc limité son sujet à la lutte de Michel VIII contre les projets de reconquête formés par l'Occident, après le retour de la capitale de l'empire byzantin à Constantinople en 1261, projets dont Charles d'Anjou fut pour Byzance l'incarnation la plus redoutable.

Le livre est divisé en quatorze chapitres, qui suivent un ordre rigoureusement chronologique et découpent en tranches le règne de Michel VIII : depuis le premier chapitre, « The formative years of Michael Palaeologus », jusqu'au dernier, « Michael's triumph : the Sicilian Vespers ». Plan et conception tout à fait classiques, comme on voit. On ne sera pas surpris qu'ils n'aient guère conduit l'auteur à des solutions révolutionnaires, et que rien de vraiment inattendu ne retienne l'attention du lecteur, au long de ces 400 pages consciencieuses et minutieuses. On savait déjà que le reproche, parfois adressé à Michel VIII, d'avoir négligé l'Orient pour l'Occident et ainsi préparé la conquête de l'Asie Mineure par les Turcs, était sinon injustifié, du moins injuste : disposant de moyens militaires et financiers limités, Michel alla au plus pressé et fit des prodiges d'habileté diplomatique. On aurait cependant souhaité que, dans le cadre qu'il avait ainsi volontairement restreint, l'auteur prit plus souvent ou plus nettement parti dans les questions controversées, qu'il abandonnât parfois le récit des événements pour faire plus de place à leur interprétation, et qu'en revanche il s'épargnât de rééditer des lieux communs périmés ou contestables, comme par exemple (p. 212-213) sur la « féodalité » sous Michel VIII et la profonde pénétration des influences occidentales à Byzance. On aurait aimé aussi, à propos des problèmes religieux, une étude plus poussée de l'opinion publique, dont le rôle a été si grand.

L'intérêt et l'importance de ce livre sont donc ailleurs. Ils sont dans le soin extrême que l'auteur a pris, à propos de chacun des faits qui composent son récit, d'examiner les sources et la bibliographie. Non parfois, en ce qui concerne les travaux modernes, sans quelque exagération : il est rarement utile de passer en revue toutes les opinions qui ont été exprimées, et il n'est vraiment plus nécessaire de souligner telle erreur de Lebeau. Mais on ne risque jamais d'être trop scrupuleux dans l'analyse des témoignages anciens, et sur ce point il faut féliciter l'auteur. On signalera, bien sûr, des omissions ou même, dans la masse, des erreurs. On dira peut être, et c'est vrai, que la plupart des points traités avaient été déjà débrouillés par maints travaux de détail, et que l'apport nouveau est un peu mince, eu égard aux longues années que l'auteur a consacrées à l'élaboration de son livre. Il reste qu'il est commode de trouver rassemblés et systématisés les résultats de cette longue recherche, sans recourir à une foule d'études dispersées et fragmentaires. Il reste aussi que sur beaucoup de points de détail, sur les circonstances exactes de tel événement, sur sa date, l'auteur apporte des précisions ou des rectifications. Il ne manque d'ailleurs pas de nous en avertir, et souligne chaque fois que tel témoignage avait été, avant lui, « overlooked ».

Ces mérites réels n'empêchent malheureusement pas que la conception même du livre soit critiquable. Comment peut-on traiter des relations de Michel VIII avec le seul Occident ? C'est mutiler un magnifique sujet, s'interdire d'en faire saisir l'ampleur et le sens profond. Outre la Papauté, les Angevins et les Aragonais, Venise et Gênes, Michel VIII eut affaire aux peuples et aux États de l'Europe centrale,

aux Latins d'Orient, aux Arabes, aux Turcs, aux Mongols. Je veux bien que le péril occidental ait pris une forme particulièrement pressante : mais il est impossible de l'isoler d'un contexte qui jamais peut-être, dans toute l'histoire de Byzance, n'a été aussi vaste. Je veux bien que les Angevins aient joué un rôle essentiel, encore que l'auteur me semble porté à exagérer l'importance historique de Charles d'Anjou : mais ce sont les Mongols qui, au temps de Michel VIII, représentent l'événement capital de l'histoire. En n'ouvrant, des nombreuses fenêtres de l'empire byzantin reconstitué, que celle qui donne sur l'Europe occidentale, D. J. Geanakoplos s'est condamné et nous a condamnés, non seulement à passer sous silence quantité de problèmes essentiels (en premier lieu, ceux de la mer Noire !), mais à ne prendre qu'une vue partielle de l'histoire de ce grand règne. Il n'a posé, peut-être par excessive modestie, qu'une pierre d'attente pour le grand livre qui reste à écrire sur Michel VIII et son temps. Souhaitons qu'il nous le donne bientôt : il a montré qu'il était mieux que personne préparé à l'écrire.

P. LEMERLE.

Irmgard Höss. Georg Spalatin, 1484-1545. Ein Leben in der Zeit des Humanismus und der Reformation. Weimar, Hermann Böhlau Nachfolger, 1956 ; in-8°, xvi-467 pages.

Après les études multiples et de valeur diverse sur les grands protagonistes de l'Humanisme et de la Réforme, l'histoire semble, de nos jours, se préoccuper davantage des personnages dits de second plan, de ceux qui, dans l'action, par prudence ou par tempérament, préfèrent les zones en demi-teinte, mais dont l'intervention n'est pas moins efficace. Spalatin est de ceux-là. Grâce à l'étude savamment documentée et longuement conduite en dix-huit chapitres, dont certains auraient gagné à être regroupés en quelques grands ensembles, il devient possible de définir avec plus de précision les aspects essentiels de son activité. Trois grandes têtes de chapitre : le pédagogue et l'humaniste, le secrétaire du prince de Saxe et le conseiller politique, l'organisateur d'Eglise enfin, trois éléments qui se complètent et se pénètrent étroitement, mais que nous devons dissocier pour la commodité de l'exposé.

Humaniste et pédagogue, Spalatin le fut comme les esprits cultivés de son époque. Il le serait sans doute uniquement resté si les événements ne l'avaient précipité, bien malgré lui parfois, semble-t-il, dans la tempête de la Réforme qui déferlait sur l'Allemagne. Existence sans histoire jusqu'en 1516, cycle classique des études latines, grecques et historiques à Nuremberg, Erfurt, Wittenberg. En 1515, bibliothécaire du couvent de Georgenthal, il est en relations avec les cercles humanistes, avec Mutian et Urban. Il devient prêtre plus par nécessité que par vocation. Deux événements transforment sa vie : une rencontre et un appel. La première, celle de Luther, fera de lui l'ami du réformateur lorsque ce dernier l'aura initié à la théologie. Le second l'attire hors de sa bibliothèque pour le placer à la cour de Saxe, où il devient le précepteur du jeune prince Jean Frédéric. Comme précepteur, il ne réussit ni mieux ni plus mal qu'un autre, il poursuit ses travaux savants, s'intéresse à l'histoire de la maison de Saxe, comme plus tard Leibniz se préoccupera des origines de la maison de Brunswick, se fait apprécier du prince dont il devient le secrétaire privé, le conseiller, bientôt le confesseur.

Le 31 octobre 1517, Luther affichait à la porte de la Schlosskirche de Wittenberg les quatre-vingt-quinze thèses qui allaient servir de base à la réforme protestante.

L'appui du pouvoir civil pouvait seul permettre au réformateur de résister à la double alliance du pape et de l'Empereur. Le rôle joué par Érasme auprès de l'Électeur de Saxe a été savamment mis en lumière, restait à préciser celui de Spalatin, dans ce moment décisif de l'histoire religieuse de l'Allemagne et de l'Europe. Avec minutie, M. I. Höss suit le déroulement des différentes rencontres — à Augsbourg, à Leipzig, à Worms : c'est le nœud psychologique du livre, marqué par l'épisode romantique de la Wartburg, où Spalatin joue le rôle d'un conseiller clandestin, et écouté. Ami du moine, conseiller du prince, Spalatin s'efforce de conserver la position délicate de médiateur. S'il partage les inquiétudes spirituelles du premier, il comprend les ambitions du second. En 1522, prédicateur à la cour de Saxe, il rompt avec Rome, mais quitte la cour de Saxe à la mort de Frédéric en 1525.

Son rôle n'est pas terminé, mais se transforme. Il participe à l'organisation de la nouvelle communauté qui se constitue sur les ruines de l'ancienne église. Face à Luther, toujours fidèle à ce qu'il nomme l'Église invisible, Spalatin se préoccupe de la mise en place des nouveaux organismes, il s'occupe des questions de droit conjugal, de l'administration des consistoires, de la rénovation de l'Université, de la bibliothèque de celle-ci. Il assiste aux diètes de Spire (1526) et d'Augsbourg (1530) et se préoccupe de la rédaction de la Confession de foi. Il est étroitement associé — en tant qu'inspecteur — à la *Visitation* dont il est un des animateurs. Il aide à la création de la ligue de Smalkade. A partir de 1540 cependant, son rôle diminue : il continue dans sa retraite ses travaux d'érudition et termine : « la chronique et origine des Électeurs et princes de la très noble maison de Saxe ». Il meurt en 1545.

Triptyque ordonné s'il en fût, mais qui cache mal le débordement tumultueux des faits dont bouillonne l'époque. L'unité de l'ensemble se retrouve dans le caractère de l'homme tel qu'il apparaît quand on compare les deux portraits, l'un de Lucas Cranach le vieux de 1509, l'autre de Lucas Cranach le jeune de 1537. Chrétien ardent qui voyait dans la prédication un devoir de charité, qui, n'ayant pas fait de théologie, chercha la vérité dans une étude personnelle de l'Écriture et rencontra Luther, mais en même temps un réaliste qui demande une forte organisation de l'église nouvelle et tient pour la soumission au prince temporel ; de là l'importance de son rôle pour les temps modernes. Au demeurant, hésitant devant les réformes sociales que portait en elle la Réforme : s'il comprend les revendications des paysans, il condamne la rébellion à main armée. Homme silencieux, aux lèvres fines et serrées, au regard doux, sans ambition aucune, il s'est voulu médiateur entre son prince et Luther, modérateur des ambitions de l'un et des impulsions de l'autre, intimement lié à l'œuvre du réformateur — et nous avons par là, indirectement, une nouvelle histoire du luthéranisme dans ce qu'il a de constructif et d'élaboré.

Il faut savoir gré à M. I. Höss, qui a vécu longuement dans l'intimité de son héros, de nous avoir restitué l'image — image parfois un peu éparse au fil des chapitres — d'un homme qui a uni méditation et action dans une époque troublée. Moins puissant qu'Érasme par la pensée, moins tumultueux que Luther dans la révolte, Spalatin n'appartiendrait-il pas à la catégorie, souvent méconnue, des confidents et médiateurs, plus efficaces parfois que les figures de proue dont est friande l'histoire, religieuse ou politique ?

Georges LIVET.

Gaetano Cozzi. Il Doge Nicolo Contarini. Ricerche sul Patriziato Veneziano agli inizi del seicento. Venise-Rome, 1958 ; 390 pages. (Publication de l'« Istituto per la Collaborazione Culturale »). Prix : 4.800 liras.

M. Cozzi s'est intéressé à une période peu étudiée de l'histoire vénitienne : le moment où Venise prend conscience de sa décadence, au début du XVII^e siècle, et s'interroge sur son avenir. En choisissant ce thème de recherches, l'auteur ne pouvait manquer d'apporter des éléments nouveaux à la connaissance historique, et il faut le féliciter de ce choix.

Nicolo Contarini représente l'attitude d'une partie du patriciat de la Sérénissime en face de trois faits majeurs : la diminution du commerce vénitien, la puissance menaçante des Habsbourg et l'affermissement du pouvoir temporel des Papes. Comment Venise pourrait-elle surmonter ces handicaps nouveaux ? Au vrai, un certain nombre de nobles, surtout ceux que l'on appelait les « vieux nobles », se résignaient à cette situation diminuée. Fils et petit-fils de commerçants et de marins, ils acceptaient maintenant de devenir des grands propriétaires fonciers dans la *Terre Ferme* ; ils ne marquaient plus d'empressement pour exercer les fonctions publiques (tout en refusant de les voir occuper par des hommes nouveaux et des « nobles pauvres ») ; ils bornaient les ambitions de la République à la conservation des positions encore occupées et espéraient y parvenir, grâce à une neutralité timorée entre la France et l'Espagne. Toutefois, ils penchaient plutôt vers l'Espagne et donc vers le Saint-Siège, dont ils acceptaient la puissance nouvelle dans l'Italie de l'âge baroque. Nicolo Contarini s'éleva avec rigidité et hauteur contre cet ensemble d'attitudes « défaitistes ». Il représenta, avec un groupe de « nobles pauvres », la volonté de rénovation, le désir d'indépendance, la haine de l'Espagne, la défiance envers Rome. Pour ressusciter le commerce dans le port de la lagune, il projeta d'attirer vers lui les navires néerlandais qui faisaient la richesse de Livourne. Sur le plan de la politique générale, il fut d'avis de rechercher en toute occasion l'alliance des ennemis des Habsbourg : duc de Savoie, France de Henri IV et de Richelieu, Angleterre, Provinces-Unies. La neutralité perpétuelle ne lui sembla qu'une sujétion de Venise aux puissances du jour. Mieux valait pour la République prendre loyalement parti dans un camp et y tenir honorablement sa place. Ainsi Venise était, pour Contarini, naturellement rejetée du côté des puissances protestantes et de leurs alliés : d'où les efforts des nonces apostoliques auprès du gouvernement de la Sérénissime pour combattre le parti antiespagnol et antipontifical représenté par Nicolo Contarini lui-même et Leonardo Donà, et inspiré par un religieux suspect à Rome, Paolo Sarpi.

Bien qu'il ait tout fait pour durcir la position vénitienne au moment du conflit avec Rome (1606-1607), Contarini ne désirait pas cependant une rupture doctrinale entre la Papauté et Venise. Il reprochait aux protestants d'avoir brisé l'unité primitive de l'Eglise ; mais il reprochait aussi à Rome de n'avoir pas cherché un terrain d'entente avec les protestants, d'avoir, par le Concile de Trente, « jeté du bois sur le feu », d'avoir raidi ses positions dogmatiques lorsqu'il fallait les assouplir, d'avoir accordé trop de place aux considérations théologiques et de n'avoir pas assez mis l'accent sur la pratique des vertus évangéliques. Ainsi le courant représenté à Venise par Nicolo Contarini et son groupe se rattachait à une certaine tradition humaniste de la première moitié du XVI^e siècle. On ne comprenait pas, dans les milieux « anticléricaux » de Venise au début du XVII^e siècle, que la

Papauté ait profité du Concile de Trente pour renforcer l'absolutisme pontifical et confirmer sa domination temporelle. L'idéal de Contarini était une église vénitienne, non pas séparée de Rome, mais plus fortement intégrée à l'État, et gardant, par rapport au Pape, une assez large autonomie. Il aurait voulu une dévotion plus discrète à la Vierge et aux saints, des cérémonies religieuses moins pompeuses, un dogme moins contraignant. Il reprochait en outre aux Jésuites qu'il détestait de surévaluer la volonté humaine. Pour lui, comme pour les protestants, l'Église romaine diminuait à tort la part de la prédestination ; ce faisant, elle donnait au clergé — intermédiaire entre Dieu et les hommes et distributeur de la grâce — une importance excessive. Contarini et le groupe derrière lequel se trouvait Paolo Sarpi annonçaient ainsi le Jansénisme, et M. Cozzi a raison d'opérer le rapprochement entre la pensée de ces hommes austères et le courant issu de l'évêque d'Ypres.

Patriote ardent et incorruptible, chrétien rigoureux pour lui-même et pour autrui, Nicolo Contarini n'a cependant ni régénéré sa patrie ni modifié le sentiment religieux dans sa ville natale ; c'est lorsqu'il était doge qu'a commencé la construction de l'église baroque de la *Salute* ! Impatient, mais têtu, ardent, mais limité dans ses conceptions, Nicolo Contarini n'avait pas l'étoffe d'un grand chef d'État. Mais l'aurait-il eue qu'il n'aurait sans doute pas pu redresser la situation et attirer Venise hors du chemin de la décadence. Le malheur voulut que les guerres souhaitées par Nicolo Contarini se déroulèrent toujours de façon désastreuse. La guerre dite de Gradisca (1615-1617) contre les Usccocchi, pirates qui, avec l'appui des Habsbourg, infestaient l'Adriatique, révéla la désorganisation de l'armée vénitienne. D'autre part, lorsque Nicolo Contarini mourut en 1631, Venise venait à nouveau de prouver la médiocrité de ses troupes par la déroute de Valeggio dans la guerre de Mantoue.

La vie de Nicolo Contarini est donc marquée par les échecs, notamment sur le plan de la politique extérieure (celui qui lui tenait le plus à cœur) ; mais il aurait aussi voulu, sur le plan intérieur, rénover la vie de la République grâce à une ouverture plus large des grands corps de l'État et notamment du Conseil des Dix à la « noblesse pauvre ». Or, quand un mouvement en ce sens se déclencha, en 1628, sous la conduite d'un de ses anciens amis, Renier Zeno, Nicolo Contarini prit parti contre lui. Cette volte-face s'explique en réalité fort bien : Renier Zeno était un intrigant qui, pour mieux réussir, fit soudain des avances au parti pontifical : ce qui choqua au plus haut point Contarini. Celui-ci eut alors l'impression qu'il ne s'agissait plus d'un duel entre deux noblesses, mais d'un conflit entre l'ordre d'un côté et l'indiscipline de l'autre ; c'est pourquoi il passa finalement du côté des conservateurs... Mais l'occasion de rénover l'État venait de passer.

L'œuvre politique d'un homme qui consacra presque toute sa vie aux charges publiques est donc finalement peu importante quant aux résultats obtenus. Venise continua à vivre sur son passé. Mais de Nicolo Contarini il reste deux œuvres écrites : l'une, non signée, mais qui lui est le plus souvent attribuée, les *Materie Politiche*, et l'autre, les *Historie Venetiane*, qui prendra figure de source importante lorsqu'elle sera publiée intégralement. M. Cozzi a jugé utile de reproduire de larges extraits des *Historie* en appendice ; il faut l'en louer, car les passages qu'il a choisis sont d'un intérêt évident pour l'historien, notamment ceux qui traitent du développement du pacte de *ricorsa* et du désordre monétaire à Venise dans les premières années du XVII^e siècle. Cette publication complète permettra, en outre, de mieux connaître Nicolo Contarini lui-même, qui reste pour nous un excellent

témoin de son temps et le miroir où se réfléchit le désarroi de Venise après les grands siècles de sa splendeur.

J. DELUMEAU.

Die Matrikel der Universität Basel, publ. par Hans Georg WACKERNAGEL, avec le concours de M. SIEBER et H. SUTTER. T. II : 1532/33-1600/01. Bâle, Bibliothèque de l'Université, 1956 ; in-8°, xxvi-634 pages.

André STAHELIN. **Geschichte der Universität Basel 1632-1818**. (Studien zur Geschichte der Wissenschaften in Basel, hgg. zum fünfhundertjährigen Jubiläum der Universität Basel, 1460-1960, IV-V.) Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1957 ; in-8°, xix-643 p. Prix : broché Sfr. 28.

En 1950 paraissait le premier tome des *Matricules* de l'Université de Bâle, contenant l'indication des étudiants depuis la fondation de la Haute École (1460) jusqu'à son plein épanouissement en l'année 1529, le nombre total des étudiants ayant été de 5.340. Le tome second, qui vient de paraître en 1956 couvrant une période de presque soixante-dix ans, va de 1532 à 1600, avec un nombre d'étudiants légèrement supérieur. On devine l'intérêt de ces relevés faits avec un soin extrême, non seulement pour l'histoire de cette Université, antérieure à celle de Strasbourg (haute école : 1538, académie : 1566, université : 1621), mais également pour l'histoire intellectuelle d'une bonne partie de l'Europe. En effet, si l'on se plaît à feuilleter l'index des noms de lieux, on relève la présence d'étudiants non seulement des cantons suisses ou d'Allemagne, mais également des diverses régions de la France (Auvergne, Bourgogne, Dauphiné, Paris), des Pays-Bas (Amsterdam et Anvers), de l'Europe du Nord (Danemark, Lithuanie) et un notable contingent venant de Bohême et surtout de Pologne. La présence des Alsaciens, de Strasbourg ou de Mulhouse, n'a rien qui doive surprendre. Ils sont également présents dans le corps professoral, où ils exercent bien souvent les fonctions de recteur. On attend avec impatience la continuation de ce bel édifice qui fait honneur à ceux qui l'ont entrepris.

Édifice qui arrive à son heure, puisqu'en 1960 on doit fêter le cinquième centenaire de l'Université. A cette occasion, diverses publications voient le jour. M. A. Staehelin a entrepris de combler une lacune : celle qui existait dans l'histoire de l'Université de 1632 à 1818, entre les ouvrages de R. Thommen (période 1532-1632. Bâle, 1889) et de A. Teichmann (période 1835-1885. Bâle, 1885) ; la courte mais féconde période pour le développement de l'Université, qui va de 1818 à 1835, devant faire l'objet d'un ouvrage spécial en préparation. Longue période donc qui va de la guerre de Trente ans à la confédération des vingt-deux cantons, régie par le pacte de 1815 : pendant cette époque, l'Université n'a pas subi de changements notables de structure, c'est dire son inadaptation à l'évolution du monde moderne, la longue crise du XVIII^e siècle et la réorganisation enfin opérée en 1818. Dans quelle mesure l'auteur a-t-il réussi à nous faire comprendre cette dépendance de l'Université par rapport à la conjoncture politique, économique, sociale, voire militaire, de ces années cruciales, pour l'avenir de Bâle et de la Suisse entière ?

Dans une première partie, M. A. Staehelin examine l'organisation interne de l'Université, l'organisation des différentes facultés et leur développement, le corps professoral, la vie des étudiants et la nature des matières enseignées. L'Université est d'abord le reflet de la cité, dans son double caractère protestant et bourgeois. On y retrouve les caractères communs aux autres universités dans l'organisation

des différentes facultés, l'emprise de la théologie et des humanités, la hiérarchie universitaire : le recteur est élu pour un an par le Sénat académique, composé des professeurs titulaires, qui choisit trois candidats entre lesquels le sort désigne le recteur ; en 1740, le tirage au sort est supprimé. Le titre de chancelier — dévolu à l'évêque de Bâle par tradition — est purement honorifique. Le droit de bourgeoisie académique ne se confond pas toujours avec le droit urbain. Cependant, cette Université reste étroitement pénétrée par le milieu local : le corps professoral, qui comprend dix-huit chaires, est issu d'un milieu social assez homogène, ce sont d'ordinaire les mêmes familles que l'on retrouve dans le sénat académique et dans les professions libérales. Il est pourvu aux chaires vacantes par élection de la part du Sénat, en présence de quatre représentants du magistrat. Comme à Strasbourg avant 1681, le recrutement, trop exclusivement local, nuit au rayonnement de l'Université, malgré l'éclat de certaines familles, comme celle des Bernoulli.

Le XVIII^e siècle se présente comme une longue période de crise, crise dont M. A. Staehelin tente de nous donner la clef dans la seconde partie de son étude : l'histoire extérieure de l'Université, les rapports avec l'État. Peut-être ce titre est-il un peu trop étriqué, un peu trop uniquement politique. Pour comprendre dans toute leur ampleur les problèmes qui se posent alors à l'Université de Bâle, peut-être aurait-il fallu élargir la perspective du côté économique, financier et social. On s'étonne, dans la bibliographie, de l'absence de certains ouvrages singulièrement éclairants sur la révolution des structures qui s'est opérée à Bâle au début du XVIII^e siècle, au sortir de la neutralité fructueuse qui avait accompagné, en Suisse, la période des guerres européennes de la seconde moitié du XVII^e siècle. L'étude de la défense des privilèges de l'Université en face des prétentions du Magistrat est bien conduite, mais peut-être eût-il fallu préciser encore davantage la place de l'Université dans la cité, son importance ou sa carence en face des problèmes qui préoccupaient les contemporains, son attachement à des formes de langage, voire de pensée, périmées. On comprendrait mieux alors le paradoxe d'un corps professoral ardent et dynamique dans la défense du plus léger de ses privilèges, même anachronique, mais d'une passivité déconcertante pour l'introduction des réformes demandées par les esprits éclairés (cf. le chapitre : « Jakob Bernoullis Kritik an der Universität », p. 434). Peut-être eût-il fallu également faire appel à des travaux voisins, anciens, comme ceux de l'abbé Hanauer, ou plus récents, comme ceux d'Ernest Labrousse, pour faire sentir dans quelle mesure le mouvement des prix peut avoir des conséquences néfastes sur le niveau de vie des professeurs, rétribués de façon insuffisante, et sur celui des étudiants, la présence des étudiants étrangers dans une Université n'étant pas indépendante, même au XVIII^e siècle, des problèmes monétaires et des questions de change.

Ces quelques remarques montrent tout l'intérêt que l'on peut prendre à la belle étude, élégamment écrite, de M. A. Staehelin. Peut-être a-t-il voulu lui-même restreindre son exposé aux questions dites purement universitaires, mais il paraît difficile, cependant, d'isoler professeurs et étudiants du milieu économique et social dans lequel ils vivent. De toute façon, aussi bien avec la publication des matricules qu'avec l'étude de l'Université, on se trouve en présence, étant donné la situation de la ville de Bâle et l'importance de ses traditions, d'une belle contribution à l'histoire culturelle de l'Europe moderne.

Georges LIVET.

Georges LIVET. *L'intendance d'Alsace sous Louis XIV (1648-1715)*. Strasbourg-Paris, 1956 ; in-8°, 1.085 pages, 27 cartes et graphiques. (Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg, t. CXXVIII, et de l'Institut des hautes études alsaciennes, t. XV.)

L'institution monarchique de l'intendance, marquée du double sceau du pragmatisme et de la doctrine, continue d'attirer les historiens : G. Livet vient de prouver, et même sur plus d'un point de révéler la richesse d'une telle étude, du moins lorsqu'elle est menée dans le cadre d'une province frontrière.

D'un point de vue formel, on ne saurait guère souhaiter monument plus harmonieux : un premier livre, ou plus exactement une ample introduction de 120 pages, puis trois autres, de volume sensiblement constant (plus de 250 pages), consacrés, le premier à l'intendance de Colbert de Croissy et aux problèmes de la paix (1648-1673), le second à l'intendance « de combat » de La Grange (1673-1698), le troisième à Le Pelletier de la Houssaye — pratiquement aux années 1698-1715. Une présentation claire, qui admet, en tête de chaque livre, l'énoncé d'un thème dominant ; un style agréable, généralement solide et même vigoureux, d'une belle facture classique, tout à fait adaptée au sujet et aux hommes du « grand siècle », avec ce tact qui évite la surcharge et fait l'économie, par exemple, de quelque référence littéraire, lorsqu'elle ne serait qu'érudition supplémentaire ou floriture. Nous n'aurions garde, enfin, d'omettre la bibliographie (et particulièrement la rubrique des sources manuscrites), qui occupe quelque soixante pages serrées et guidera plus d'une recherche¹.

Pour le fond, l'auteur a défini, dès le départ, son point de vue et sa méthode : « Dans le cadre réduit de cet ouvrage, il ne pouvait être question d'embrasser la vie provinciale dans sa totalité. Saisir les problèmes au moment critique où ils se posent, les analyser..., montrer la façon originale dont les administrateurs les résolvent, telle s'affirme la conception d'un sujet dont l'intendance forme la trame » (p. 13). En fait, c'est quand même toute l'histoire de l'Alsace qui s'enroule, en quelque sorte, dans le champ d'observation, et cette histoire, à son tour, tire avec elle, surtout jusqu'en 1659, celle de la France, de l'Empire et de l'Espagne. G. Livet ne s'est pas laissé emporter par le flot, qu'il a commandé et ordonné, tout en enregistrant les impulsions principales — agissant, au regard de l'autorité monarchique, comme accélération, comme frein ou comme déviation. Il écrit l'histoire de la fonction administrative de l'intendant, considérée en tant que commission de l'autorité royale, conçue pour l'essentiel à Paris, et en tant qu'instrument de découverte, manié par un homme responsable et isolé, dans le ressort régional. Aussi le compte rendu que nous hasardons risque-t-il fort de tomber dans l'infidélité, pour vouloir dégager des grandes lignes qui « décolleront » de certaines réalités capitales du moment.

Le premier livre, ou introduction, fourmille de données générales, qui remontent à 1634, explique le passage de la notion de « protection » temporaire des villes (p. 39, p. 61) à celle d'autorité et d'obéissance (p. 69, p. 71-72), comme l'enrichissement des commissions accordées, depuis celles des frères Mangot, en 1637, jusqu'à

1. L'arrêt du Conseil commenté p. 710 est-il du 30 janvier ou du 30 juillet 1685 ? N'y a-t-il pas de l'imprudence à affirmer (p. 909) que « la masse rurale... devra attendre la Révolution pour obtenir la reconnaissance de sa maturité politique et de sa place éminente dans la société » ? Mais ce sont là des vétilles.

celles d'Oysonville (de titulature encore bien flottante) et de Baussan, qui fut peut-être le premier intendant de justice (p. 101). Est très bien marqué, par ailleurs, le caractère ambulatoire et incomplet d'une fonction que les villes, pendant longtemps, reconnaissent mal, s'adressant directement au roi. On ne retracera pas ici l'histoire territoriale de cette Alsace alors totalement dépourvue d'unité — question du ou des landgraviats — et de personnalité, si durablement solidaire du duché de Lorraine, et à laquelle vient se coller Brisach, la porte des Allemagnes (p. 68-115, *passim*). Il était indispensable de remonter aux années trente pour expliquer la longue et lente mutation de l'intendance d'Alsace, dont Colbert de Croissy (« le Président Colbert »), frère respectueux et attentif du « grand Colbert », supporte un chapitre essentiel, de 1655 à 1663. Au point de vue institutionnel, en effet, les deux commissions de 1655 et de 1656 (p. 185-188) exigent un examen particulier, malheureusement incomplet par suite de la disparition des instructions ministérielles (p. 197) ; de même celle, plus ample et précise, de 1661 (p. 231). Au point de vue fonctionnel, il faut souligner la recherche d'une capitale (Brisach, Ensisheim, Colmar...) et tout autant la création d'un Conseil souverain, dont G. Livet sera demain l'historien de référence. Au point de vue politique, c'est la reconstruction : prudence (seulement relative) sur le terrain religieux, avec le transfert, qui fait date, du collège des Jésuites d'Ensisheim de la province de Bavière à celle de Champagne (p. 266-274) ; gros chapitre économique, autour de la gestion du duc Mazarin (p. 308-330) — hypothèse mise à part, dont je ne nie pas la valeur, de l'arrière-pensée politique de la donation mazarine (p. 308) —, à partir de cette « charte » de novembre 1662, influencée par l'exemple des princes rhénans, en vue d'assurer enfin la reprise du travail, par l'immigration.

On sait l'importance de la politique germanique de Louis XIV, qui ramena la guerre sur le Rhin. Pour avoir conduit plus d'une « offensive de rupture » du côté de l'Empire, Jacques de La Grange, « l'homme de Louvois », attire l'attention, qu'il a même accaparée, jusqu'ici, en raison du caractère dramatique de la période où il prend place, des « réunions » et de l'installation de l'intendance à Strasbourg (1682). Très neuves sont les pages, si denses, consacrées à la politique mercantiliste et au problème des subsistances. Faut-il se plaindre de tant de richesses et regretter l'ampleur de ces chapitres, qui tendent parfois à décrire le phénomène économique de façon si complète que l'intendance s'en trouve un peu éclipsée? Eût-il été possible de rapprocher ces données de leurs homologues du livre suivant? Que l'auteur n'ait pas voulu s'enfermer dans un cadre rigide et qu'il ait su rappeler les phénomènes de continuité, on le voit bien, du reste : il n'hésite pas, à propos de La Grange, à suivre les prolongements de tel problème jusqu'aux premières années du XVIII^e siècle, de même que, dans son dernier livre, il remontera aux origines ou aux premières phases de tel autre problème. Mais aller plus loin aurait-il contraint à un changement d'optique? Je pose simplement la question.

Aux « problèmes de l'unité », caractéristiques des années 1698-1715, G. Livet consacre un développement somptueux (p. 641-898). Il montre pourquoi et comment l'Alsace s'individualise enfin et « vit en vase clos » (p. 646) — d'ailleurs toujours hétérogène, avec ses territoires d'ancienne domination (ex-habsbourgeoise), sa nouvelle domination, ses bailliages exempts ; pourquoi et comment les subdélégués restent les mandataires de l'intendant, échappant au processus d'office ; pourquoi et comment subsistent les caractères de province-frontière, marqués en premier lieu par la présence des commissaires des guerres. Nous retrouvons le Conseil souverain, lui aussi désormais fixé (à Colmar depuis 1698). Nous voyons

les rapports établis entre la justice ordinaire et l'intendance, détentrice d'une justice administrative relativement impartiale (p. 687). Chaque rouage de la fonction est démonté sous nos yeux, puis mis en marche : initiative dans l'élaboration des arrêts du Conseil (p. 707 et suiv.), rapports avec les prêteurs royaux, « arbitrage des pouvoirs » entre le Directoire de la noblesse, l'évêque de Strasbourg et les Magistrats (p. 740-747)... Universalité, mais non omnipotence : l'examen des problèmes religieux, culturels et sociaux, dégage une histoire de compromis dans laquelle l'intendant adopte une attitude passablement complexe. Ainsi, on est parti d'une certaine prudence mazarine, se satisfaisant de transferts (cf. Ensisheim), ou d'assurances obtenues diplomatiquement, lors de l'élection épiscopale, pour passer à la lutte et à l'apostolat les plus raides sous La Grange ou, encore après La Grange, à la surveillance la plus pesante des élections abbatiales (p. 751-752), pour revenir, vers 1700, à la tradition modérée du début. L'histoire des conversions marque un palier (p. 773) ; il faut laisser faire le temps ; « il ne faut point toucher aux usages de l'Alsace » (1701) ; il ne faut pas la regarder comme les autres provinces. Que le chapitre sur la langue et l'université soit mince (p. 788-807), on ne saurait s'en étonner. Mais les avatars de la noblesse sont vigoureusement esquissés : éclipse et déclin de ceux qui ont refusé l'hommage (les Fleckenstein, les Wurtemberg-Montbéliard), progrès de ceux qui se sont promptement ralliés (les Hanau-Lichtenberg) ; efforts de l'intendant pour restreindre les droits financiers comme les judiciaires des seigneurs de la Haute-Alsace, puis (1683) de la Basse-Alsace ; évolution finale en faveur du noble, admis aux grades dans l'armée et soutenu contre le paysan. Grave question, en vérité, que celle du Val d'Orbey, en 1686, dont les habitants prétendaient refuser les droits seigneuriaux au prince de Birkenfeld, héritier des Ribeaupierre. « Nul seigneur sans titre », tel était le principe allemand, auquel s'opposa victorieusement le français — « nulle terre sans seigneur ». L'offensive contre la propriété paysanne complète cette remise ou mise en ordre ; elle se fait au bénéfice de la bourgeoisie, profiteuse de la reconstruction (p. 835-836), surtout au niveau des membres des Magistrats, des baillis et des prévôts, ainsi affermis ; G. Livet signale, à juste titre, le cas de Dietrich (p. 851 et suiv., p. 875 et suiv.).

En résumé, contribution fondamentale à l'histoire du xviii^e siècle français, et d'une manipulation commode, grâce à son index alphabétique. On me permettra de me tourner, pour conclure, vers le xviii^e siècle et vers la Révolution : les historiens de l'un comme de l'autre disposent, avec cet ouvrage, de fondements solides, connaissance exacte de l'intendance, c'est-à-dire de l'armature administrative, ainsi que du Conseil souverain, c'est-à-dire de l'armature juridique, connaissance d'une politique de compromis liée à la subsistance d'une sorte « d'esprit républicain » et à la solidification de rapports sociaux spécifiques¹. L'histoire d'Alsace a commencé, depuis une quinzaine d'années, une nouvelle carrière scientifique, qui n'est pas révolue².

F. L'HUILLIER.

1. On est un peu surpris de ne pas trouver de mention des serfs.

2. Signalons ici la thèse secondaire de G. LIVET, *Le duc Mazarin, gouverneur d'Alsace (1661-1713)*, Strasbourg-Paris (Publications de l'Institut des hautes études alsaciennes, t. X), 1954, in-8°, 205 p. — Un exposé des idées principales de la grande thèse dans *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, avec conclusion de P. WENTZKE, t. CVI (1958), p. 119-135. Des comptes rendus par Ph. DOLLINGER, dans *Trois provinces de l'Est. Lorraines, Alsace,*

Georges GUITTON, S. J. **Le Père de la Chaize, confesseur de Louis XIV.** Préface d'André LATREILLE. Paris, Beauchesne et ses fils, 1959; 2 vol. in-8°, 280 et 288 pages.

D'une heureuse présentation, d'un style toujours clair et agréable, d'une lecture facile, cette monographie constitue une importante contribution à l'histoire ecclésiastique du XVII^e siècle. L'auteur commence par rappeler la brillante carrière que le neveu du P. Cotton, né en 1624, fit dans la province de Lyon, avant que sa distinction et son charme aient amené en février 1675 ses supérieurs à lui confier la conscience de Louis XIV, dont il resta chargé jusqu'à sa mort (1709). Il se trouva aussitôt engagé malgré lui dans les luttes provoquées par l'extension de la Régale et Innocent XI, le mettant au premier rang des conseillers du roi en matière religieuse, « i consiglieri Babilonici », s'exprimait dès le début de 1679 sur son compte dans les termes les plus durs. Pendant le même temps, la conduite privée de Louis XIV le forçait au moment de Pâques à des maladies politiques : on devine son soulagement lors de la rupture définitive avec M^{me} de Montespan (1680). En revanche, le gallicanisme allait lui donner d'autant plus de soucis que la Cour de Rome, jugeant suspecte l'attitude des Jésuites français, essayait de les contraindre à des prises de position nettes. La Chaize défendait ses confrères de Pamiers, mais il était obligé d'abandonner le P. Maimbourg. Le jour où le roi signait les Quatre Articles, il s'arrangeait à être absent. Mais, peu après, il adressait des lettres « hautes et frisant l'insolence » à son supérieur le P. de Noyelle, qui hésitait à faire à l'ambassadeur de France sa première visite protocolaire. C'était la rançon du pouvoir de plus en plus grand qu'il exerçait dans la distribution des bénéfices jusqu'à devenir, après la semi-disgrâce de l'archevêque de Harlay, un véritable « ministre de la feuille » : le P. Guittou rappelle à ce propos divers traits de désintéressement et de cupidité, le neveu de Bossuet n'étant pas oublié dans le second groupe. Dans ce rôle délicat, le Père confesseur ne pouvait que susciter des rancunes. Il se montrait pourtant « homme de conciliation » jusqu'à entretenir des rapports suivis avec des érudits protestants (Leibniz, Spon, Claude). Aussi A. Arnauld n'eut-il pas de peine à le venger des accusations portées contre lui lors de l'affaire T. Oates et Jurieu lui-même se gardait de le compter parmi « les échauffés qui établissent leur principale gloire dans un certain faux zèle turbulent, impétueux, sanguinaire et violent » et de « s'imaginer que c'est lui qui a inspiré au roi le dessein » de la Révocation. Les documents qui concernent celle-ci ne mentionnent guère le P. de la Chaize et, s'il s'occupa activement de l'organisation de missions, il aurait, au témoignage, malheureusement tardif, de l'abbé Oroux, blâmé les mesures « odieuses et barbares » contre les relaps. Bien que la « grande maladie » de Louis XIV (1686) ait d'ailleurs valu à son confesseur un plus grand crédit, rien n'indique qu'il s'en soit servi les années suivantes lorsque le Roi-Soleil,

Franche-Comté, Strasbourg, 1957, p. 441-443; par M. PALLASSE, dans *Revue historique de droit*, 1957, p. 582-586; par A. CHÈVRE, dans *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 1957, p. 307-311; par M. BRAUBACH, dans *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. LXV (1957), p. 436-439; par P. RAIN, dans *Revue d'histoire diplomatique*, t. LXXI (1957), p. 91-92; par F. L. FORD, dans *American historical Review*, t. LXIII (1958), p. 105-106; par M. DEVÈZE, dans *Annales de l'Est*, 1958, p. 167-174; par R. DUFRAISSE, dans *Revue d'Alsace*, 1958, p. 227-230, et dans *Revue d'histoire économique et sociale*, t. XXXVI (1958), p. 234-245.

exaspéré, fit appel au futur concile et prépara une expédition contre Rome. Il jouait, en revanche, à la même date un rôle de premier plan dans la rupture qui séparait parallèlement les Jésuites de France de leur général, auquel ils reprochaient son refus de rattacher la province gallo-belge à l'assistance de France. Les efforts du confesseur pour obtenir la nomination d'un vicaire général restèrent vains, mais la médiation d'Alexandre VIII obtint deux ans plus tard la reprise des relations et un accommodement (février 1691). En raison des conflits qui opposaient en Chine les Pères français aux Portugais, La Chaize n'en continua pas moins à réclamer au nom du roi que les premiers fussent rattachés à leur province d'origine. Se heurtant à un refus, il affirmait qu'une « obligation de droit naturel » exigeait des sujets de Louis XIV qu'ils lui fussent davantage soumis qu'à leur « Père général » et que, le cas échéant, « il mettrait respectueusement dans sa poche » les lettres de celui-ci. D'ailleurs, les livres de T. Gonzalez contre le gallicanisme et le probabilisme faisaient de lui la bête noire des Jésuites français et le Père de la Chaize lui-même fut accusé d'être l'auteur principal des manœuvres qui faillirent, à la fin de 1693, amener la convocation d'une assemblée générale extraordinaire. En France même, Gonzalez avait été soutenu par M^{me} de Maintenon, mais le P. Guittou verrait là une conséquence du long « conflit de direction spirituelle » qui, de 1684 à 1708, opposa la marquise au Père confesseur. Que celui-ci se soit ou non prononcé contre la déclaration de son mariage, elle lui reprochait de détourner son pénitent des exercices de piété et surtout de lui affirmer que, même à la tête de diocèses, « les dévots ne sont bons à rien ». A son tour, dans l'affaire des *Maximes des saints*, La Chaize favorisait Fénelon assez habilement pour que le roi l'excusât. Il jouait un rôle plus facile en défendant la Compagnie contre ses adversaires de l'épiscopat (t. II, p. 112 seq.) et de la Sorbonne (t. II, p. 137), puis en intervenant dans les luttes jansénistes qui reprirent en 1696 (p. 192) et surtout en 1703 (p. 196). Il se montrait cependant ennemi des mesures de violence contre les religieuses de Port-Royal et — le P. Guittou nous paraît fort bien établir son manque total de sectarisme sur ce point — il lisait volontiers les *Réflexions morales* du P. Quesnel, au sujet desquelles il déclarait : « J'aime le beau et le bien partout où je le rencontre » (p. 207). Ses efforts pour obtenir l'appui des évêques français dans l'affaire des Rites chinois (été 1702) furent moins heureux, et c'est en vain qu'il demanda de nouveau au général Tamburini, élu en 1706, d'accorder leur indépendance aux Pères français de Chine. S'il ne connut pas la ruine des missions de ce pays, il souffrit du moins, dans ses derniers jours, de voir son confrère le P. Martineau impliqué dans les échecs militaires du duc de Bourgogne.

Comme le souligne la *Préface* de M. Latreille, ces volumes abordent presque tous les grands problèmes de la politique religieuse du temps. Ils s'appuient sur une riche documentation tirée de dépôts publics et privés. Les archives de la Compagnie de Jésus contiennent en particulier plus de cent trente lettres du P. de la Chaize : les extraits donnés par le P. Guittou sont trop alléchants pour qu'on n'en souhaite pas la publication intégrale. Les imprimés essentiels sont aussi utilisés. On regrette pourtant de voir M^{me} de Maintenon citée, tantôt d'après Langlois, tantôt d'après La Beaumelle (dont se sont naturellement servis aussi Rulhière et Oroux). Bien qu'il fût d'ailleurs difficile de replacer dans la politique générale tous les événements auxquels le confesseur fut mêlé, la soustraction d'obédience à l'intérieur de la Compagnie aurait dû être rapprochée de la tentative de schisme gallican de 1688 (l'auteur en admet la réalité t. II, p. 255). De même, le compromis de 1690 est une conséquence indirecte du changement de politique extérieure dû aux

succès de Guillaume d'Orange. Le P. Guittou note d'ailleurs avec raison que ni Paris ni Rome ne souhaitaient la rupture totale, mais que, « par crainte de l'opinion européenne » et « pour ne pas perdre la face », personne ne voulait avoir l'air de céder (t. I, p. 133). C'est là ce qui faisait l'importance des querelles de préséance au sujet desquelles La Chaize a écrit à ses généraux des lettres dont le ton embarrasse visiblement son historien (t. II, p. 73, etc.). D'autres seraient plus choqués par le mémoire du Père confesseur sur le jansénisme d'Innocent XI, dont le « dit-on » (t. II, p. 37) ne souligne guère l'importance. Mais certains aspects de la figure de ce « jésuite énigmatique » resteront peut-être, M. Latreille le prévoit, toujours obscurs, car ils sont liés au mystère de la personnalité de Louis XIV. Si le Père se faisait si facilement l'avocat de son pénitent, c'est qu'il était ébloui, comme le furent un moment tous les Français, par ses qualités et son bonheur, mais aussi qu'il jugeait que, « quand le roi a pris une décision, il est impossible de l'en faire changer ». Instruit par l'échec du P. Caussin, il semble avoir été convaincu que, dans son cas, l'intelligence consistait à ne pas trop en montrer, se réservant ainsi d'agir plus utilement dans les questions mineures. Et, cela, il le fit en gentilhomme avec une largeur d'esprit qu'on ne tarda pas à regretter sous le P. Tellier. Mais « les déceptions qu'une souplesse trop habile inspire à des natures plus ardentes » (A. Latreille) provoquèrent les jugements de M^{me} de Maintenon et celui de la lettre anonyme de Fénelon, sans doute composée à la demande de la marquise, qu'elle ait ou non osé s'en servir. C'étaient là « les dévots » objets des dédains du confesseur, non pas ceux qui avaient récemment feint de se convertir, mais les héritiers de la Compagnie du Saint-Sacrement décidés à faire triompher dans tous les domaines l'idéal chrétien. Si le P. de la Chaize s'était joint à eux, sa figure aurait été plus sévère et ses contemporains ne lui auraient pas accordé tous les éloges que son historien n'a pas eu de peine à recueillir. Principale qualité d'un biographe, la sympathie méthodologique ne s'en est confondue que plus facilement chez le P. Guittou avec celle qui le portait naturellement vers « ce bon religieux, et fort jésuite, mais sans rage et sans servitude » (Saint-Simon).

J. ORCIBAL.

Luigi DAL PANE. *Storia del lavoro in Italia, dagli inizi del secolo XVIII al 1815* (2^e édition). Milan, A. Giuffrè, 1958 ; 629 pages. Prix : 4.000 lire.

Il n'existait pas encore, dans la littérature historique italienne, d'étude d'ensemble sur les classes laborieuses et les problèmes du travail, au XVIII^e siècle. M. Dal Pane, spécialiste du socialisme transalpin, biographe et exégète de Labriola, était tout qualifié pour l'écrire, car il a accumulé, depuis des années, une vaste documentation sur la question. Le succès de la première édition, de 1944, nous vaut cette seconde version, augmentée, agréablement illustrée, nantie d'un commode index et d'appendices qui composent un recueil de textes et documents, très révélateurs.

L'auteur est animé d'un sentiment de compréhension et de sympathie pour les humbles et les masses obscures des travailleurs, qui donne à son livre une chaleur humaine et une sensibilité qu'il convient de souligner. Il énonce nettement les principes qui l'ont guidé dans l'élaboration des matériaux, puisés dans une très riche bibliographie et, surtout, dans des recherches d'archives, étendues à toutes les régions italiennes. Il admet le schéma d'explication marxiste et se déclare adepte de la « logique expérimentale » de Pareto.

Après avoir caractérisé les nets indices de la « reprise » démographique et économique de la Péninsule, au début du XVIII^e siècle, l'auteur analyse les formes de la production et montre que les innovations techniques, dans l'agriculture ou l'industrie, se diffusèrent très lentement au delà des Alpes. L'Italie du XVIII^e siècle, très faiblement industrialisée, demeure un pays d'artisans, de manœuvres, de colons partiaires et tenanciers, à l'exception de la plaine du Pô, où le petit propriétaire exploitant était la règle. Au terme d'une minutieuse discussion des conditions matérielles de l'existence, de la montée continue des prix et de la stagnation des salaires, M. Dal Pane en arrive à la première conclusion de son livre, fortement motivée : le XVIII^e siècle est marqué par une prolétarianisation croissante et une baisse du niveau de vie des masses travailleuses. Contrairement à ce qui a été souvent avancé, le mouvement illuministe qui, dans la seconde moitié du siècle, démantèle le régime féodal et aliène biens communaux et domaniaux aggrave la condition des paysans. Ils jouissaient d'une relative immunité et, en dépit de leur très médiocre rendement, les biens communaux leur permettaient de subsister. Or, les nouveaux acquéreurs ont la faculté de les expulser de leurs tenures emphytéotiques. Ils sont réduits à un sort précaire, auquel la généralisation des migrations saisonnières n'apporte qu'un bien aléatoire correctif. De même, la décadence puis la suppression des corporations, qui se généralise après 1750, est, dans l'ensemble, néfaste au travailleur. Elle est rendue nécessaire par le progrès technique mais elle laisse la classe laborieuse sans défense contre les exigences des donneurs d'emploi et la concurrence et privée des secours de bienfaisance dispensés par ces organismes. Ainsi se diffuse un mécontentement latent, qui explose en révoltes paysannes, et se met en place une opposition de classes.

Dans un très intéressant chapitre, l'auteur montre comment le problème de la répartition des richesses, la question du chômage croissant et du déséquilibre social, se posa à l'élite italienne du temps. La pensée illuministe, forte de l'expérience pratique des despotismes éclairés, se rallia, dans son énorme majorité, autour de Russo et de Vasco, à l'idéal de la petite propriété, en qui elle voyait le terrain idéal pour l'éclosion des valeurs morales et civiques, tandis qu'une minorité « socialisante », avec Tocci di Cagli, échafauda l'utopie d'une société égalitaire, fondée sur l'association des familles.

Dans la mesure — limitée — où elles prirent conscience des événements et participèrent à la vie publique, les classes laborieuses saluèrent avec espoir la Révolution et l'instauration du régime français. Mais les conséquences en furent, dans l'ensemble, négatives, en dépit d'avantages limités, comme ceux du service militaire qui, pour la première fois, mit le peuple en face de l'État et de la vie nationale. La législation d'inspiration révolutionnaire ne parvint pas à enrayer l'aggravation de la prolétarianisation et de l'appauvrissement des masses. Le livre se ferme sur une conclusion pessimiste : le XIX^e siècle naissant porte en lui la tare qui rendra le Risorgimento inaccompli et que Luigi Andrea Mazzini exprimait en ces termes : « J'ai toujours pensé que le peuple italien ne pourra devenir un peuple révolutionnaire qu'en donnant à la révolution non pas un but exclusivement politique, mais un but largement social. »

L'ouvrage de M. Dal Pane, en dépit d'un plan peu convaincant, non exempt de redites, et d'un exposé un peu lourd et dogmatique, constitue une très suggestive synthèse sur l'histoire sociale du XVIII^e siècle italien.

Paul GUICHONNET.

Marcel GIRAUD. *Histoire de la Louisiane française*. Tome second : *Années de transition (1715-1717)*. Presses Universitaires de France, 1958 ; in-8°, 209 pages.

Dans l'œuvre monumentale qu'il consacre à l'histoire de la Louisiane française, M. Marcel Giraud s'était arrêté, avec le tome I^{er}, à la mort de Louis XIV. A cette date, Crozat est encore en possession de son monopole, et l'on serait tenté de supposer que, l'histoire dans son déroulement n'étant pas toujours attentive à la césure des règnes, l'étude aurait pu se poursuivre, en ce qui concerne notre colonie, d'une seule traite jusqu'en 1717, qui marque la fin de l'expérience. C'eût été méconnaître la physionomie particulière de ces deux années de transition, ainsi que les définit l'auteur, qui méritaient un examen particulier. C'est là l'objet de ce second volume, où nous reprenons avec plaisir la suite de l'histoire de la Louisiane et de son destin. Car il y a du pathétique dans cette aventure, et la stricte rigueur historique de l'auteur, la sobriété de son style, n'en font que mieux ressortir le caractère.

Ce n'est pas que des réalisations nouvelles voient le jour. « Dans la vie intérieure de la colonie, toujours soumise au régime débilant de Crozat, aucun changement radical n'intervient. » Mais on constate un regain d'intérêt pour la Louisiane dans les hautes sphères métropolitaines. La curiosité scientifique réveillée mène à des « velléités d'action » qui font prévoir et expliquent le succès prochain de la Compagnie d'Occident.

Dans les institutions de la Régence, c'est le Conseil de Marine qui est chargé des affaires de la Louisiane, conseil au sein duquel le comte de Toulouse est la personnalité dirigeante. Sans être brillantes, ses qualités sont celles d'un administrateur exact et scrupuleux. Dans tous les domaines, sa volonté de réformes se fait sentir : approvisionnements des colonies, régularisation du cours des monnaies, paiement des soldes, peuplement, etc...

L'opinion scientifique est encouragée par des hommes de gouvernement qui sont aussi des savants. Tel le maréchal d'Estrées, membre de l'Académie des Sciences et président du Conseil de Marine, et le régent lui-même, curieux de géographie. Un effort considérable est accompli dans le domaine de la cartographie, par les ingénieurs du roi travaillant sur place. L'un d'eux, Artus, renseigne Guillaume de l'Isle, premier géographe du roi, autour duquel évoluent des personnalités telles que le lazariste Jean Bobé ou Antoine-Denis Raudot. Mais c'est le missionnaire Le Maire, riche d'une longue expérience, qui, du point de vue géographique, botanique et même ethnographique, est le spécialiste attitré de la Louisiane, sur laquelle il rédige en 1717 un long mémoire à l'intention de ce milieu de spécialistes. Il y aborde notamment une question d'actualité : le problème de la mer de l'Ouest.

Même si cette effervescence se limite encore à un cercle restreint et n'entame que faiblement les préjugés de l'opinion contre la Louisiane, elle est un signe intéressant.

Un nouvel état d'esprit se fait jour. Aux tendances humanitaires de Pontchartrain, que M. Giraud a particulièrement contribué à mettre en lumière, s'oppose le sens réaliste et strictement utilitaire des nouveaux administrateurs. En matière de peuplement, par exemple, on fait bon marché des scrupules qui avaient retenu Pontchartrain de recourir à l'immigration forcée. Les mesures prises en ce sens : enrôlement des enfants trouvés de quatorze à quinze ans, des déserteurs, des faux sauniers, etc..., préludent à la politique qui sera suivie quelques années plus tard.

Crozat lui-même tente de mettre à profit le courant nouveau et sollicite du Conseil de Marine une action énergique : renforcement des garnisons, vigoureuse politique d'immigration. Il souligne l'importance économique et stratégique de la colonie, les espoirs éveillés par les débuts de la prospection minière...

Le Conseil accueille ces vues rénovatrices, y fait droit pour une large part et les complète d'ailleurs par des mesures libérales tendant à relâcher la rigueur du régime monopoliste. L'auteur voit dans ces initiatives de Crozat une raison de le réhabiliter en partie et d'atténuer le côté négatif de l'action qu'il exerce dans la colonie.

Toutes ces bonnes volontés se heurteront malheureusement à une difficulté quasi insurmontable : la détresse financière du royaume, qui laissera le Conseil de Marine à la merci du financier. Celui-ci, sans desserrer son étreinte économique, demeurera le bailleur de fonds de la monarchie et, d'ailleurs, finira par se lasser et par résilier son privilège (arrêt du 23 août 1717). Il ne semble d'ailleurs pas à l'auteur que « ce monopole se soit soldé par le bilan de perte qu'il est coutume de lui attribuer ».

Pour le reste, le tableau de la colonie n'est que la suite de ce que nous a montré le premier volume : discorde de dirigeants, misère des garnisons, mécomptes du peuplement forcé, découragement des missionnaires, immobilité économique. La rivalité franco-britannique s'aiguise et la rupture franco-espagnole se dessine.

En passant, M. Giraud remet, avec preuves à l'appui, à sa date véritable de 1714 la fameuse *Description de la Louisiane* de Veniard de Bourgmont que l'érudit Marc de Villers avait datée de 1717 en lui assignant à tort un rôle décisif dans l'intérêt qui se manifeste alors à l'égard du Missouri.

L'éloge de l'œuvre de M. Giraud n'est plus à faire. Disons simplement que ce second volume est digne du premier, et qu'il nous rend impatient de connaître les suivants.

C. LAROCHE.

Maurice BORDES. D'Étigny et l'administration de l'intendance d'Auch (1751-1767). Auch, Frédéric Cocharaux, imprimeur, 1957 ; 2 vol. in-8°, 1.034 pages, pochette annexe contenant 7 cartes et plans.

M. Maurice Bordes n'était pas un inconnu pour les historiens des institutions et de l'économie avant la publication de la thèse qui fait l'objet du présent compte rendu : la liste est, en effet, longue des études qu'il fit paraître, depuis 1945, dans diverses revues spécialisées et plus particulièrement dans le *Bulletin de la Société archéologique du Gers*. Toutes témoignent de son talent de chercheur, de l'étendue de ses curiosités et de ses connaissances.

Son ouvrage sur *D'Étigny et l'administration de l'intendance d'Auch* était attendu de ceux que l'étude des institutions monarchiques au XVIII^e siècle intéresse. Il n'a pas déçu leur attente ; cela ne signifie pas que le jugement porté par M. Maurice Bordes sur le comportement du Contrôle général et du gouvernement de Louis XV, pour ce qui concerne les affaires provinciales et singulièrement celles de l'intendance d'Auch et Pau, emporte tous les suffrages. M. Maurice Bordes, en tout état de cause, connaît bien son sujet, a patiemment tiré des documents tout ce qu'ils pouvaient contenir d'intéressant : il ne peut être question, dans ces conditions, de lui faire un procès de tendance.

Disons, seulement, dès l'abord et pour ne plus y revenir, qu'un défaut de méthode

apparaît dans l'ouvrage de M. Bordes : celui-ci, après avoir patiemment et fort soigneusement dépouillé une masse énorme d'archives, n'en a pas suffisamment dégagé l'essentiel ; il s'est laissé constamment asservir par le détail et a, ainsi, alourdi chacun de ses chapitres au delà de ce qui est raisonnable. Cela a pesé sur l'ensemble et ne lui a pas laissé, par exemple, le loisir de faire une discrimination suffisante entre les décisions prises par d'Étigny, qui résultèrent de sa volonté propre, et celles qui se trouvèrent être traditionnelles, résultant des pratiques habituelles des bureaux ou de l'initiative de tel ou tel des agents de l'intendant.

Il semble que M. Maurice Bordes ait opté pour une manière trop didactique da traiter son sujet ; sans doute est-il juste de parler encore, au XVIII^e siècle, « d'intendants de police, justice et finances », mais chacun sait qu'au temps de Louis XV et de Louis XVI les activités majeures de ces agents royaux s'insèrent très difficilement sous ces trois chefs ; adopter ceux-ci comme titres des principales parties de son premier volume a évidemment entraîné M. Bordes vers une forme d'exposé qui permet très mal de marquer avec nuances, précisions et agrément, ce qu'ont été, dans leur réalité et leur contexte historique, les diverses périodes de l'activité de d'Étigny. Cela a amené, néanmoins, l'auteur à insérer — pour que le tout fût compréhensible — une étude sur les États (chapitre III) et les Communautés (chapitre IV) entre les chapitres consacrés à la Justice et à la Police (chapitres I et II) et celui où il est traité des Finances (chapitre V).

Ajoutons à ceci que M. Bordes avait, préalablement à ces développements, donné, dans une longue et dense introduction de quatre-vingt-quatre pages, un ensemble de renseignements intéressants et précis, sur les origines de l'Intendance, le pays, les circonscriptions administratives, judiciaires, financières et militaires entre lesquelles il se répartit, les hommes et l'économie. Une partie de cette introduction consiste, d'autre part, en un exposé relatif à la famille de d'Étigny, à ses bureaux et à ses collaborateurs (premiers secrétaires, subdélégués généraux, subdélégués, etc.), à leurs attributions et à leurs rivalités. La réunion de tous ces éléments d'information dans une longue introduction devait fatalement amener l'auteur à se comporter comme il l'a fait dans l'ensemble de l'ouvrage. Celui-ci nous apporte des faits multiples, des notes et remarques intéressantes à tous égards, mais il ne nous donne pas, en définitive, de d'Étigny une idée précise et vivante. Il est, en conscience, difficile de dire que nous avons vu, dans les quelque mille pages de lecture faite, se dessiner, peu à peu, le visage d'un homme, de chair et d'os, qui fût en même temps un administrateur et se comportât, avec ses défauts et ses qualités, comme un personnage original et digne d'intérêt.

Ces critiques ne sauraient cependant dissimuler ce que la thèse de M. Maurice Bordes nous apporte. Outre qu'elle a valu à son auteur le titre de docteur ès lettres avec la mention *Très honorable*, elle constitue une contribution utile à l'étude des intendants de province au XVIII^e siècle, laquelle est loin d'avoir été menée à son terme. Mégret d'Étigny est, précisément, l'un des intendants dont le nom a été célèbre à son époque et l'est demeuré de nos jours sans que les raisons de cette notoriété aient été clairement établies.

Il fut assurément célèbre, en son temps, par la durée de son séjour dans la même intendance (seize ans) et le caractère particulier de celle-ci. M. Bordes, dans son introduction, nous la décrit composée de pays très divers par le relief, les sols, les hommes, les coutumes et institutions, se distribuant du point de vue judiciaire en sénéchaussées ressortissant à trois Parlements différents, ceux de Bordeaux, de Pau et de Toulouse, du point de vue fiscal et administratif en pays d'élections,

pays abonnés, pays d'États et une circonscription indépendante, la « Souveraineté de Bidache ». Chaque vallée, chaque plateau, chaque communauté avait ses privilèges et bénéficiait souvent de l'exemption de telles ou telles charges publiques ; la grande noblesse, happée par Versailles et le service du roi, ne jouait plus guère de rôle politique profond ; mais une petite et moyenne noblesse de parvenus défendaient âprement leurs intérêts pendant que nombre d'officiers de judicature tendaient, tout naturellement, à entraîner dans leurs revendications les Parlementaires qu'unissaient des conceptions communes rendues d'autant plus impératives qu'elles furent, au milieu du XVIII^e siècle, plus menacées.

Face à ces individualités revendicatrices, à cette multiplicité de communautés, de seigneuries, de sociétés excipant de titres anciens à une autonomie plus ou moins large, Antoine Mégret d'Étigny fut, de 1751 à 1767, le représentant permanent de l'autorité royale. Ses débuts avaient été normaux, presque brillants : issu d'une famille très récemment anoblie, riche, il était devenu conseiller au Parlement de Paris à vingt ans, maître des requêtes à moins de vingt-cinq, intendant d'Auch et Pau à trente-deux. Patronné par son beau-frère, le financier Paris de Montmartel, d'Étigny semblait destiné à un brillant avenir ; or, sa carrière tout entière s'accomplit à Auch et il devait connaître, en 1765, quelques mois de disgrâce avant de reprendre ensuite, jusqu'à sa mort, ses fonctions momentanément interrompues. Pourquoi ce maintien pendant une aussi longue période dans le même poste ? Comment expliquer, d'autre part, le prestige dont bénéficia d'Étigny après son retour d'exil et dont sa mémoire se trouve entourée depuis la fin de l'ancien régime ? M. Maurice Bordes, soucieux de ne pas tirer des textes qu'il a étudiés ce qu'ils ne peuvent donner, n'a pas répondu à ces questions. Il lui a, très probablement, manqué de n'avoir pu accéder à la correspondance privée de l'intendant et à ses papiers de famille. Il ne semble pas avoir suffisamment su quelle a été la formation de l'intendant, quelles furent ses relations, ses amitiés, ses lectures. L'on est surpris de ne rien savoir sur les choix politiques qu'il eut à faire, au cours de sa carrière, et de ne voir à aucun moment évoquées — lorsqu'il est question de l'opposition parlementaire à d'Étigny, en 1765 — l'affaire d'Aiguillon et la lutte ardente qui mit aux prises, à cette époque, le roi et plusieurs de ses ministres d'une part, le monde des Parlements de l'autre. Comment oublier, en effet, que Saint-Florentin fut, de très près, mêlé à l'affaire, et que le commissaire Dupleix de Bacquencourt, chargé d'une enquête à Auch en 1765, avait, dès cette époque, des idées très précises sur le rôle que les intendants de province avaient à tenir en face des prétentions des cours souveraines ?

L'attitude de d'Étigny dans l'affaire du Parlement de Pau est déconcertante par le fait que l'intendant ne semble pas avoir de vues d'ensemble sur ce que doit être, d'une façon générale, et plus spécialement dans la conjoncture, le rôle d'un commissaire du roi. Il ne paraît pas, non plus, avoir d'opinion bien nette sur les limites qu'un Parlement doit fixer à ses propres initiatives et à ses manifestations de mauvaise humeur.

En définitive, cette absence de vastes conceptions, de philosophie politique définie, de « système » — comme l'on aurait dit à l'époque — me paraît être le caractère — négatif — dominant du comportement de Mégret d'Étigny. Là se trouve, probablement, l'explication de son maintien à Auch, pendant toute sa carrière administrative, et même de son retour, après une brève disgrâce, à un moment où la politique autoritaire du gouvernement n'avait pas encore pris fin.

Cet homme, travailleur, droit, mais peu nuancé, convenait parfaitement au

pays physiquement et administrativement compartimenté qu'il avait à mener à de meilleures destinées.

J'avoue que la lecture de la thèse de M. Bordes a modifié l'opinion que je m'étais faite sur d'Étigny : je l'avais — à tort — cru acquis aux doctrines physiocratiques. Il apparaît qu'il ne l'était que superficiellement ; il n'était pas non plus du nombre des intendants libéraux et réformateurs, et un monde le sépare d'un Dupleix de Bacquencourt, d'un Turgot, d'un Caze de la Bove et d'un Bertrand de Moleville. Dirai-je toute ma pensée ? D'Étigny m'apparaît, à travers l'ouvrage de M. Bordes, comme un travailleur consciencieux, donnant beaucoup de sa personne, mais ayant, à un degré limité, le sens de l'autorité qui s'impose aux collaborateurs et coordonne leurs efforts. D'Étigny a réalisé, dans le domaine routier, une œuvre importante et de grande portée ; mais, par ses caractères et les moyens mis en action pour sa réalisation, elle n'eut rien de commun avec l'œuvre maîtresse d'un Le Bret en Bretagne, par exemple. D'Étigny fut un pragmatique alors que Le Bret ne cessa d'être un grand juriste appliqué à soumettre ses entreprises à des règles générales qui s'imposèrent aux esprits et formèrent bientôt — si l'on peut parler ainsi — jurisprudence. Les grands intendants du XVIII^e siècle avaient le sens de l'universel, du général, en même temps que de l'humain. Ils étaient tolérants et, parfois, sceptiques. Ils croyaient à la nécessité de l'instruction ; ils souhaitaient pour la plupart voir s'instituer des pratiques de secours aux plus déshérités et aux malades impécunieux. D'Étigny, lui, pensait d'abord aux ordres privilégiés et aux favorisés de la fortune ; il estimait l'instruction dangereuse pour les gens du peuple et voyait sans tendresse naître les médecins de communauté ou de subdélégation. Il demeura essentiellement fidèle, comme ses prédécesseurs du XVIII^e siècle, à la conception traditionnelle des hôpitaux des pauvres si honnie des meilleurs esprits dès le milieu du XVIII^e siècle.

Sans doute d'Étigny, comme beaucoup d'autres, fut un intendant bâtisseur, soucieux de l'urbanisme. Mais qui ne l'était à l'époque et ne désirait voir son nom cité dans les ouvrages de Patte ou de ses émules ? Sans doute contribua-t-il à la diffusion de méthodes nouvelles de cultures, d'exploitations industrielles, d'élevage, mais, en tout cela, il se borna, sans plus, semble-t-il, à appliquer les instructions émanant de Versailles.

Ainsi la thèse de M. Bordes nous apporte sur un intendant connu et sur une région originale un témoignage, mais aussi une information objective et solide. Les historiens et les juristes s'étaient surtout attachés, jusqu'à présent, pour le XVIII^e siècle, à l'étude d'intendants séduisants par leurs prises de position retentissantes ou leurs entreprises hardies, de provinces célèbres, aux limites bien définies, au passé historique relativement simple. Pour la première fois, un historien des institutions du XVIII^e siècle se donne pour mission l'étude d'une région mal connue, et complexe à tous égards. Il exploite avec passion et probité une masse énorme de documents d'où émerge finalement une physionomie d'administrateur royal qui ne choque ni n'enthousiasme, mais se trouve correspondre, sans aucun doute, à la réalité. Il décrit, pour nous, avec nuances comme sans recherche, l'évolution d'un pays bien mal connu et qui, à cause de cela même sans doute, nous déçoit.

Il reste que ces deux volumes, les cartes et plans qui les accompagnent, constituent un apport de grande valeur pour la connaissance de la France et des institutions monarchiques au XVIII^e siècle.

M. Bordes a complété pour nous le tableau de ce que fut la véritable France de

Louis XV. Il doit en être remercié, car l'entreprise — nécessaire — était difficile et sévère. Seul un historien connaissant parfaitement le pays étudié et l'aimant pouvait entreprendre de telles études et les mener à bien.

M. Bordes, par l'œuvre déjà accomplie par ailleurs et par sa thèse, a acquis bien des titres à notre gratitude. J'ai le sentiment, en terminant ce compte rendu, qu'il convient de le dire avec force, car telle est la vérité.

Henri FRÉVILLE.

Franco VENTURI. Illuministi italiani. Tomo III : Riformatori lombardi, piemontesi e toscani. Milan-Naples, Riccardo Ricciardi, 1958 ; 1.149 pages. (La letteratura italiana. Storia e testi.) Prix : 6.000 liras.

Franco Venturi, dont on se rappelle les travaux sur l'illuminisme en Italie et le livre sur la jeunesse de Diderot, est l'un des meilleurs connaisseurs du XVIII^e siècle européen. Dans la grande collection des textes de la littérature italienne, cinq tomes ont été réservés aux auteurs de l'époque des lumières. Avec ce recueil sur les réformateurs lombards, piémontais, vénitiens et toscans, nous sommes placés au cœur du mouvement des idées en Italie, dans la seconde moitié du siècle — si l'on excepte le foyer de pensée napolitain, auquel M. Venturi consacrera une prochaine anthologie.

Dans une brève mais dense introduction, l'auteur trace le panorama intellectuel de la génération qui arrive à la maturité, au lendemain de la guerre de Sept ans. Entre les réformes des souverains et ministres autoritaires, opérées avant 1763, et la Révolution française, une élite, en contact plus intime avec l'Europe des lumières, d'où lui viennent incitations, encouragements et exemples, « élargit son horizon intellectuel et moral » et milite pour une transformation des mœurs et des institutions de la Péninsule. Mais chaque école subit l'influence du terrain politique, économique et social sur lequel elle se développe et porte la marque du tempérament propre à chaque région. D'où une gamme de nuances dans la pensée, une manière particulière d'envisager les problèmes, un succès inégal des initiatives réformatrices, que Franco Venturi caractérise, avec une grande finesse dans l'analyse et un constant bonheur d'expression. Il a composé un recueil des textes les plus significatifs et, souvent, les moins connus et dressé, pour chaque auteur, une biographie détaillée, une bibliographie critique et un état des questions.

L'école lombarde, autour de la célèbre revue *Il Caffè*, est, indiscutablement, « le centre propulseur, le modèle de cette volonté de réformes ». Au centre la figure de Cesare Beccaria dont le traité *Des délits et des peines* est réédité *in extenso*, avec de copieuses notes et commentaires. Par sa sensibilité aux problèmes sociaux, la largeur de ses vues, dénuées de tout provincialisme, ce chef-d'œuvre de l'illuminisme italien se compare aux grandes constructions théoriques de l'école écossaise d'Adam Smith. Cette revue du courant de pensée lombard se complète par des extraits représentatifs de Paolo Frisi, Alfonso Longo, Giambattista Biffi et, à la limite de l'utopie, par les songes unitaires de Gianrinaldo Carli et d'Antonio de Giuliani. Fortunée par l'ampleur et la richesse de la pensée réformatrice, la Lombardie le fut aussi par la collaboration entre les initiatives gouvernementales autrichiennes et l'élite éclairée qui, unissant théorie et pratique, se mettant au service de la monarchie de Vienne, contribua « à une expérience particulièrement réussie de despotisme illuminé ».

En Toscane, « un vigoureux réalisme politique », une forme d'intelligence posi-

tive, particulièrement équilibrée et, aussi, la conscience de travailler concrètement au progrès civil et économique qui s'épanouit dans le grand-duché, après l'avènement de Léopold, en 1765, nourrissent les écrits agronomiques et statistiques de Pompeo Neri et Francesco Maria Gianni. A la fin du siècle, Giovanni Fabbroni, fortement influencé par les physiocrates français, publie à Paris, en 1780, ses *Réflexions sur l'état actuel de l'agriculture*.

A Venise, plus directement sensible aux résonances de la pensée milanaise, mais dans une ambiance intellectuelle plus frondeuse, l'aspect est, pour ainsi dire, plus négatif et on assiste à la multiplication des pamphlets, comme ceux de Paolo Sarpi. Cet esprit critique, exercé contre l'emprise économique et sociale du clergé, ne réussit guère, faute d'un gouvernement décidé à instaurer des réformes, à modifier les structures vieilles de la Sérénissime.

L'atmosphère change, une fois encore, du tout au tout, à Turin. Dans un État économiquement plus arriéré, à la bourgeoisie très faiblement développée, l'esprit piémontais, plus raisonneur, tempérant des poussées de rébellion par une modération consciente et procédant « d'un pas plus calme, mais non sans une logique un peu compassée », échafaude des plans de réforme qui ne trouvent guère d'audience et se heurtent, surtout après l'avènement de Victor-Amédée III, en 1775, à un renouveau de la tradition autoritaire qui, depuis le début du siècle, avait caractérisé la monarchie sarde. Les frères Francesco Dalmazzo et Tommaso Vasco, le premier épigone de Beccaria et Rousseau, le second passionné d'économie rurale et de réforme agraire, représentent le courant le plus hardi du réformisme piémontais, tandis que l'abbé Carlo Denina, auteur des *Rivoluzioni d'Italia*, incarne un illuminisme plus modéré.

On voit les richesses que renferme ce gros volume, mine de renseignements et d'idées et instrument de consultation dont on ne connaît guère d'équivalent.

Paul GUICHONNET.

- I. — Albert SOBOUL. *Les sans-culottes parisiens en l'an II*. Paris, Clavreuil, 1958 ; in-8°, 1168 pages.
- II. — George RUDÉ. *The Crowd in the French Revolution*. Oxford, Clarendon Press, 1958 ; in-8°, VIII-267 pages.
- III. — KÅRE D. TØNNESSON. *La défaite des sans-culottes, mouvement populaire et réaction bourgeoise en l'an III*. Oslo, Presses universitaires, et Paris, Clavreuil, 1959 ; in-8°, XIX-456 pages.
- IV. — Walter MARKOV et Albert SOBOUL. *Die Sans Culotten von Paris. Dokumente zur Geschichte der Volksbewegung 1793-1794*. Berlin, Akademie Verlag, 1957 ; in-8°, LXXIV-532 pages.

Ces quatre ouvrages forment un ensemble qui renouvelle sur bien des points nos connaissances et nos interprétations de l'histoire de la Révolution. Ce travail est l'œuvre d'une équipe internationale, mais au cœur de cette équipe se place Albert Soboul, dont l'importante thèse de doctorat domine de beaucoup les autres ouvrages.

Depuis longtemps on avait reproché aux historiens du XIX^e siècle d'avoir parlé du « peuple », principal acteur des grands mouvements révolutionnaires, sans analyser la composition de ce peuple. De sorte que la Révolution en France semblait

l'œuvre de quelques hommes politiques ou d'une entité abstraite et insaisissable. Georges Lefebvre, partant du fait que la France, en 1789, était peuplée de 90 % environ de paysans, s'est efforcé de montrer leur rôle dans la Révolution. Il y a consacré sa thèse de doctorat qui vient heureusement d'être rééditée¹, et plusieurs autres ouvrages ou articles. Ils ont permis de se rendre compte de la part prise par les paysans dans la Révolution et d'expliquer leur comportement. Mais si les paysans ont joué un rôle capital dans l'avènement du régime nouveau, si, par la suite, leur appui a été essentiel à la défense nationale et au maintien des « conquêtes de 1789 », il n'en reste pas moins que les fluctuations de la Révolution ont été la conséquence de l'attitude du peuple de Paris. C'est lui qui, par les journées du 14 juillet et des 5 et 6 octobre 1789, du 10 août 1792, des 31 mai-2 juin 1793, a marqué les grandes étapes de la Révolution. C'est son abstention, au 9 thermidor an II, qui a permis la chute de Robespierre. C'est sa défaite le 12 germinal et le 1^{er} prairial an III qui a laissé le champ libre à la réaction. Il importait donc d'étudier la composition sociale et la mentalité de ce peuple, ou plus exactement de cette fraction du peuple qui a organisé les « grandes journées » révolutionnaires. Par ailleurs, compte tenu de cette composition sociale et de cette mentalité, il convenait de reprendre l'histoire de toute l'action populaire, de la replacer dans le cadre général de l'histoire révolutionnaire et de voir s'il n'y avait pas lieu de réviser les interprétations qu'en ont données les historiens. Tâche immense à laquelle se sont attelés Albert Soboul, George Rudé, Kåre Tønnesson². Albert Soboul a gardé pour lui la partie la plus difficile, mais aussi la plus fertile en résultats, la période qui va du 2 juin 1793 au 9 thermidor an II.

La tâche était très ardue, car la masse de la documentation constituée par les papiers des « sections », divisions administratives de Paris, a disparu dans les incendies de l'Hôtel de Ville et de la Préfecture de police en 1871. Néanmoins Albert Soboul, grâce à une enquête étendue et minutieuse, a pu retrouver d'importants fragments de cette documentation dans différents dépôts d'archives et dans les bibliothèques parisiennes. Il les a judicieusement utilisés.

Son livre est divisé en trois parties, la première et la troisième retracent l'histoire du mouvement sans-culotte, la seconde est consacrée à la description de la structure sociale, de la mentalité et des institutions de la sans-culotterie. La coupure entre les deux parties « événementielles » est placée à la fin de pluviôse an II, c'est-à-dire au moment de la grande crise qui, avec l'exécution des « hébertistes », porte un coup très rude au mouvement sans-culotte. La partie sans conteste la plus originale, la plus nouvelle, la plus riche en enseignements est la seconde. A cet égard, il est dommage qu'elle n'ait pas été placée en tête du livre qui débute, *ex abrupto*, sur l'histoire du mouvement sans-culotte au lendemain du 2 juin. Sans doute Albert Soboul a-t-il voulu rompre un récit des événements qui, très dense et reproduisant une évolution presque quotidienne, risquait d'être lassant. Mais le lecteur non prévenu regrettera de ne pas trouver au début du volume une description de la population parisienne à l'époque révolutionnaire semblable à celle qui forme l'introduction du livre de George Rudé. C'est, en tout cas, seulement à la page 407 qu'on rencontre, ce qu'on attendait depuis le début, un essai

1. Bari, Laterza, 1958. La réédition reproduit le texte français moins les notes et les pièces justificatives.

2. Il ne faut pas négliger l'œuvre de R. C. Cobb, dont la grande thèse sur l'armée révolutionnaire est à peu près terminée.

d'analyse sociale du groupe des sans-culottes. Analyse difficile elle aussi, faute de données numériques suffisantes. Les renseignements qu'auraient pu fournir les documents fiscaux font défaut. Il apparaît, en tout cas, que les sans-culottes ne forment pas une « classe » au sens de la terminologie marxiste. On rencontre dans ce groupe beaucoup de travailleurs indépendants, petits boutiquiers, artisans, et aussi des ouvriers, compagnons et apprentis. Par contre les prolétaires — au sens actuel du mot — ne sont pas les plus nombreux, et ne constituent pas en tout cas « l'avant-garde révolutionnaire de la sans-culotterie » (p. 451). Il est caractéristique que les faubourgs les plus « ouvriers » de Paris ne figurent pas parmi les quartiers les plus révolutionnaires de la capitale (p. 434-435). Albert Soboul a cherché quels mobiles ont agi sur les sans-culottes et les ont portés à se soulever. Pour lui, le facteur essentiel est la faim. Il n'est pas douteux que les grandes journées révolutionnaires parisiennes eurent lieu au moment de la « soudure », fin du printemps, début de l'été. Mais cette époque est également celle des grandes opérations militaires, aussi ne faudrait-il pas minimiser le facteur *peur*, et croire que les seuls « honnêtes gens » aient été mus par la peur (p. 439-440). La peur de la victoire ennemie, dont le manifeste de Brunswick laissait entrevoir qu'elle serait assortie de terribles représailles, a sans doute joué le même rôle que la faim : la victoire de Fleurus, Albert Soboul le reconnaît, a été pour beaucoup dans la passivité dont les sans-culottes ont fait preuve en thermidor.

L'analyse des procès-verbaux des assemblées générales et des comités civils des sections, celle des délibérations des sociétés populaires, sectionnaires ou non, ont permis à Albert Soboul de dégager les traits dominants des aspirations sociales, économiques et politiques de la sans-culotterie parisienne. Elle est avant tout égalitaire, c'est là une caractéristique qui n'échappera pas à Napoléon. Elle réclame « l'égalité des jouissances ». Mais elle n'est pas hostile à la propriété, au contraire. Son idéal est une société de petits producteurs et de petits propriétaires libres. Elle réclame l'assistance pour les pauvres, les malades, les vieux. Elle revendique énergiquement le droit à l'instruction et professe un grand respect pour les hommes cultivés. Elle a une conception très particulière, et somme toute fort anarchique de la souveraineté populaire, qui réside, pense-t-elle, dans les assemblées de sections, menées en fait par quelques militants qui imposent silence à leurs adversaires, ou les éliminent par le vote à haute voix. Lorsque le gouvernement perd de vue les intérêts du peuple, les sans-culottes se « lèvent en masse » pour imposer leurs conceptions. Albert Soboul décrit avec beaucoup de finesse le type du sans-culotte, qui se distingue des autres citoyens par son costume — carmagnole et bonnet rouge ; par son armement — la pique ; par ses conditions de vie — il habite dans tous les quartiers de Paris, mais aux étages supérieurs des maisons ; par sa mentalité. Un très important chapitre est consacré aux institutions de la sans-culotterie qu'on connaissait fort mal : assemblées générales de sections, comités civils et comités révolutionnaires, sociétés de sections, sociétés populaires, et divers autres organes nés souvent spontanément et légalisés plus tard par la Convention. Tout ceci est excellent. On aurait pourtant souhaité qu'Albert Soboul ne s'enfermât point dans Paris, qu'il comparât sans-culotte parisien et sans-culotte de province, institutions parisiennes et institutions départementales. Il existe suffisamment de bons livres sur la Révolution dans les grandes villes de France pour que, sans recherches d'archives, quelques confrontations fructueuses aient pu être tentées. Les nombreuses études sur les comités de surveillance révolutionnaires des départements ont présenté, par exemple, les états-majors

des sans-culottes provinciaux, il eût été intéressant de savoir si les sans-culottes de province se recrutaient dans les mêmes milieux, partageaient les mêmes sentiments que ceux de Paris. Est-ce se montrer trop exigeant que de regretter aussi qu'une comparaison avec les « jacobins » de l'étranger, qu'on commence à mieux connaître, n'ait pas été tentée? En tout cas, le travail d'Albert Soboul permettra désormais ces confrontations.

Les chapitres « événementiels » renouvellent eux aussi nos connaissances. Peut-être sont-ils un peu trop longs, trop lourds. Un allègement eût été souhaitable, le livre, sans aucun doute, y aurait gagné. Le style contribue d'ailleurs à cette impression de compacité. Albert Soboul a une prédilection excessive pour certains mots qui, tel le verbe *impulser*, sont d'une correction douteuse. Mais sous le style reste une excellente reconstitution du drame de l'an II. La première partie du livre retrace l'ascension du mouvement sans-culotte, qui atteint son apogée en novembre 1793.

Albert Soboul établit que les « enragés » — Varlet, Jacques Roux — et les « hébertistes », petite minorité, n'ont été que les porte-paroles et les reflets de la masse des sans-culottes (p. 856). Ainsi ce que Mathiez appelait la lutte des factions prend-elle une autre tournure. Qui dit factions, fait songer à de petits clans. En fait, derrière les hébertistes et les enragés, il y avait la foule des sans-culottes parisiens — et aussi provinciaux. La lutte contre la faction des « ultras » est en réalité une lutte des hommes de gouvernement contre la masse anarchisante des sans-culottes. Du 2 juin à la fin de novembre 1793, les membres des « comités de gouvernement » doivent céder, et c'est sur le plan économique la taxation; sur le plan social la légalisation des institutions créées spontanément par les sans-culottes; sur le plan religieux, la déchristianisation; sur le plan politique l'accentuation de la terreur avec l'exécution de Marie-Antoinette et des Girondins.

Mais les comités de gouvernement, et notamment leurs chefs, Robespierre, Saint-Just, Carnot, se rendent compte qu'ils ne pourront organiser efficacement la défense nationale s'ils se laissent sans cesse déborder par les revendications des sans-culottes, qui sont au demeurant contraires, dans le domaine économique surtout, à leur propre idéologie. Et ce sont les premiers coups d'arrêt, à commencer par le décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793), qui donne au gouvernement révolutionnaire une constitution provisoire en frappant durement plusieurs des grandes institutions créées sous l'impulsion des sans-culottes. Ainsi Albert Soboul confirme-t-il l'interprétation du rôle de Robespierre qu'avait donnée, en 1946, Daniel Guérin dans *La lutte de classes sous la première République*, livre qui fit alors quelque bruit. Robespierre apparaît bien, dans un sens, comme un des précurseurs de la réaction, puisqu'il est de ceux qui, en l'an II, se sont le plus énergiquement opposés au mouvement populaire.

Les décrets de ventôse ne renferment pas, comme le pensait Mathiez, le *programme d'une révolution nouvelle*. Selon Albert Soboul, ils ne font que traduire, et avec retard, les aspirations fondamentales des sans-culottes. Au demeurant, Albert Soboul pense, avec Georges Lefebvre, qu'il s'agit là surtout d'une manœuvre destinée à calmer les sans-culottes au moment où leurs chefs étaient frappés. L'arrestation d'Hébert et de ses amis, loin d'avoir eu peu d'écho parmi les sans-culottes, comme l'a écrit Mathiez, les a, au contraire, désorientés, et a brisé leur confiance dans les « comités de gouvernement ». Ceux-ci eussent été fatalement débordés alors par la masse des révolutionnaires modérés, s'ils n'en avaient fait exécuter les chefs, Danton et ses amis. Les comités évitèrent ainsi la paix de

compromis, qu'eut sans doute rapidement suivi la restauration de Louis XVII. Mais, désormais, la voie qui s'ouvrait devant eux était étroite. Coupés, et de la masse des sans-culottes, et de la foule bien plus considérable des révolutionnaires modérés, répugnant à demander l'appui de l'armée, les comités de gouvernement ne purent se maintenir que quatre mois après les grands procès de germinal (p. 806, 818 et 822). Ces quatre mois furent d'ailleurs employés à démanteler le mouvement sans-culotte dont les institutions essentielles sont supprimées, dont le personnel est épuré (p. 887 et 914-915). Les sections de Paris perdent leur activité politique, prennent l'habitude de la soumission passive à la Convention. Ainsi s'explique le drame de thermidor. Le comportement des sections de Paris au cours de la journée du 9 est l'objet d'une minutieuse étude, le mystère qui planait encore sur la chute de Robespierre est désormais levé. Les conclusions d'Albert Soboul paraissent entièrement justifiées. L'échec des sans-culottes s'explique par des causes politiques — la guerre exigeait un gouvernement fort, centralisé, autoritaire ; économiques et sociales — la contradiction entre les aspirations de la sans-culotterie et celles de la bourgeoisie jacobine ; biologiques — l'usure des sans-culottes après cinq ans de luttes ; psychologiques — la victoire de Fleurus semble avoir écarté le danger de la réaction ; dialectiques — la lutte a affaibli les sans-culottes, les plus ardents sont partis aux frontières ou dans les régions menacées par les insurrections contre-révolutionnaires. Mais le bilan n'est pas entièrement négatif. Le mouvement sans-culotte par l'allure radicale qu'il a donnée à la révolution en France a permis l'instauration du gouvernement révolutionnaire, la résistance efficace à l'invasion et les premières grandes anticipations économiques et sociales.

Le livre de George Rudé¹ est beaucoup moins volumineux, il utilise une documentation infiniment moins vaste, mais il couvre une période plus longue, celle qui s'étend de 1787 à la fin de la Convention. Il est divisé en deux parties, la première décrit les grandes journées révolutionnaires parisiennes, la seconde analyse, d'après les archives policières et judiciaires, la composition des foules qui y prirent part, cherche l'origine des émeutes, tente de dénombrer les mobiles qui poussèrent les insurgés. Georges Rudé montre ainsi comment s'est formé le groupe qui allait être à l'avant-garde des sans-culottes et qui se dessine déjà lors de l'émeute Réveillon, à la fin d'avril 1789. Parmi les insurgés arrêtés alors, on trouve, comme en l'an II à la tête des sans-culottes, des compagnons, des apprentis, de petits boutiquiers, et, contrairement aux affirmations de Burke, plus tard reprises par Taine et ses disciples, très peu de criminels ou de repris de justice. Des tableaux publiés en appendice, on retiendra surtout le quatrième. Il donne la répartition entre les différentes professions des émeutiers identifiés au cours des principales insurrections parisiennes. La conclusion pose le problème de la composition des « foules révolutionnaires » au XVIII^e et au XIX^e siècle.

Dans son livre, George Rudé a consacré un important chapitre aux insurrections de germinal et de prairial an III, au cours desquelles les sans-culottes furent définitivement battus. Le problème a été repris dans son ensemble, sur la sugges-

1. Plusieurs chapitres de ce livre ont été publiés en articles dans différentes revues, celui qui concerne les journées de germinal et de prairial an III a paru dans la *Revue historique* d'octobre-décembre 1955. Certains de ces articles ont été traduits en italien et publiés en même temps que des études de G. Lefebvre, A. Soboul et R. C. Cobb par A. Saitta, dans un recueil intitulé *Sansculotti e contadini nella Rivoluzione francese*, Bari, Laterza, 1958.

tion d'Albert Soboul, par Kåre D. Tønnesson sous le titre *La défaite des sans-culottes*. L'auteur ne revient pas sur la structure sociale du groupe, qui a été élucidée par A. Soboul, son livre est donc essentiellement une histoire des événements. Il montre comment, au cours de l'an III, parallèlement à la reconquête des sections par les modérés, il s'est formé contre la Convention une double opposition, l'une purement « sans-culotte » ou néo-hébertiste, l'autre jacobine et robespierriste. Toutefois le mouvement n'a pas été homogène, certaines sections ont été vite entièrement dominées par les modérés, d'autres, au contraire, sont restées sous la coupe des sans-culottes. Babeuf et Buonarroti, alors enfermés à la prison du Plessis, jouèrent un rôle important dans cette double opposition. Toutefois, c'est la disette qui a précipité les événements et provoqué les insurrections de germinal et de prairial, qui sont analysées avec le plus grand soin. Les deux traits qui caractérisent ces émeutes sont le manque de chefs et l'allure antibourgeoise. Elles échouèrent, ce fut la première fois qu'un grand mouvement de rue à Paris était défait, depuis le 14 juillet 1789. Toutefois cet échec n'est pas dû seulement, comme le croit l'auteur, à l'absence de chef et à la rupture entre la sans-culotterie et la bourgeoisie. Il est essentiellement la conséquence de l'intervention de l'armée régulière. Pichegru en germinal, Menou en prairial, marchèrent, avec des troupes de ligne, au secours de la Convention, inaugurant ainsi la série des pronunciamientos qui devaient aboutir au 18 brumaire. Il eût été bon d'insister sur cet aspect de la défaite des sans-culottes, car elle porte en germe la dictature militaire du Consulat et de l'Empire.

Albert Soboul et Walter Markov ont publié cent douze documents qui illustrent éloquentement l'histoire des sans-culottes. Le texte français a été intégralement reproduit, avec en regard la traduction allemande. Ainsi ce recueil est-il appelé à rendre de grands services. Toutefois, si on en excepte une préface de Georges Lefebvre et un avant-propos de Walter Markov, l'ouvrage ne comporte que des commentaires extrêmement brefs. C'est aux livres d'A. Soboul, de G. Rudé, de K. Tønnesson qu'il faudra recourir pour expliquer et comprendre ces documents. Cet ouvrage complète admirablement les trois précédents, tous quatre forment un ensemble cohérent qui apporte une contribution considérable à l'histoire de la Révolution vue d'en bas, du niveau des exécutants, et non plus à l'altitude des dirigeants où s'étaient, jusqu'ici, placés la plupart des historiens.

Jacques GODECHOT.

- I. — Weymouth T. JORDAN. *Ante-Bellum Alabama : Town and Country*. Tallahassee, Florida State University, 1957 ; 160 pages + bibliographie et index. Prix : 3 dollars.
- II. — Alfred Glaze SMITH, Jr. *Economic Readjustment of an old Cotton State, South Carolina, 1820-1860*. Columbia, University of South Carolina Press, 1958 ; 217 pages + bibliographie, appendices et index. Prix : 5 dollars.

I. — Sous l'apparence d'un ouvrage de bonne vulgarisation, ce petit livre constitue un guide utile et sûr pour la connaissance de la vie intérieure de l'Alabama avant la guerre civile. En fait, le travail de M. Weymouth T. Jordan, appuyé sur une importante documentation de première main, présente une base scientifique solide que n'affaiblit en rien l'extrême simplicité de l'exposé.

Son but est de passer en revue l'aspect urbain et l'aspect rural d'un État qui, entré dans l'Union en qualité de territoire en 1817 seulement, connu dès lors une croissance rapide. Mais l'Alabama resta au premier chef, jusqu'à la guerre civile, un État essentiellement agricole, au même titre que les autres États du Sud. Et, bien que la vieille cité de « la Mobile » soit alors parvenue à faire figure de grand port de commerce, son activité économique demeura subordonnée à la mise en valeur des terres noires de l'intérieur. Son port, en 1860, était avant tout un port cotonnier, dont le mouvement était dominé par l'exportation de la grande denrée de l'intérieur, et dont la vie bancaire et commerciale gravitait autour du coton. La petite ville de Marion, qui personnifie les villes du « black belt », offre un tableau à peu près identique. Son origine est différente en ceci qu'elle surgit de l'évolution économique et sociale consécutive à la guerre de 1812, des déplacements de population qui se produisent alors, de l'apparition dans la région de la culture du coton, en 1817 ou 1818, et que les initiatives individuelles jouèrent un rôle plus actif dans sa naissance. Mais, dans les deux cas, il s'agit d'agglomérations dont toute la vie s'ordonne autour du coton. L'essor de Marion ne remonte qu'aux années 1830-1835, c'est-à-dire à la période qui assiste à l'établissement de nombreuses plantations dans le voisinage, sur des sols dont on découvre qu'ils se prêtent admirablement à la culture du coton. Et aucune de ces deux villes ne groupe une population considérable. A la rigueur, Mobile, avec ses 30.000 âmes, présente à la veille de la guerre civile une certaine importance. Mais Marion, qui ne compte encore que 155 âmes en 1844, ne dépasse pas, en dépit de son activité économique, les dimensions d'un gros village.

Aussi les développements relatifs à la vie agricole de l'Alabama ont-ils une signification supérieure à ceux de la partie urbaine. L'auteur a réuni ici une série d'études distinctes qui nous renseignent sur le rôle d'un des principaux artisans de la culture du coton, Elisha F. King, sur les données qu'on peut extraire du journal d'une famille de pionniers, sur l'attitude de la population à l'égard des noirs et de l'esclavage.

La monographie qu'il a consacrée à Elisha F. King et à sa famille nous décrit l'enrichissement graduel d'un planteur par l'acquisition de terres achetées à crédit qui, s'ajoutant sans cesse à son patrimoine, lui assurent en dernière analyse la propriété d'un domaine de 8.000 acres et d'une domesticité servile de 186 nègres. Elle nous met au courant de ses nombreuses transactions avec les « facteurs » de Mobile, ces intermédiaires préposés à la vente des récoltes de coton et chargés d'approvisionner les plantations de tous les articles nécessaires à leur vie matérielle. Elle nous montre enfin comment un planteur entreprenant, qui était aussi un homme d'affaires, savait s'inspirer des perfectionnements de la technique agricole pour éviter l'épuisement de ses terres par un excès de spécialisation.

Le chapitre sur les « Negro Peculiarities » éveillera une certaine curiosité en raison des théories qui y sont exposées sur les causes physiologiques de la supériorité mentale des blancs. Mais les chapitres les plus instructifs sont ceux qui ont trait à la « croisade pour la réforme agricole » et au commencement d'industrialisation de l'Alabama. L'auteur y fait justice de l'opinion, si souvent exprimée, que la population s'y désintéressait de l'aspect scientifique de l'agriculture, et il démontre que beaucoup de planteurs et d'éditeurs de journaux agricoles en pressentaient déjà les conceptions modernes. C'est ce qui ressort de l'action menée par Noah B. Cloud, dont la grande publication, l'*American Cotton Planter*, ne cessait de condamner l'abus de la culture du coton et le gaspillage de sol et de main-d'œuvre auquel elle

donnait lieu. Grâce à lui, grâce aux conventions de planteurs de coton, grâce aux sociétés agricoles locales, que dominait la State Agricultural Society, et aux foires qu'elles organisaient, l'Alabama réalisa de 1850 à 1860 de sérieux progrès dans le domaine de la technique agricole et de la diversification des cultures. Il manquait peu de chose pour que, à la veille de la guerre civile, il fût en mesure, comme beaucoup d'autres États du Sud, de se suffire à lui-même. Du moins l'évolution était-elle sérieusement engagée dans ce sens.

L'industrialisation, en revanche, était encore très lente. Pourtant, le principe en avait déjà de nombreux défenseurs, qui obéissaient surtout au désir d'affranchir le Sud de la tutelle du Nord : « Let the South learn to live at home. » Les villes étaient trop peu importantes pour donner naissance à des centres manufacturiers d'une certaine ampleur, et la vie industrielle se réduisait en 1860 à la fabrication de tissus de coton, d'outils agricoles, de machines à égrener le coton, qui se pratiquait dans de petites agglomérations situées près des chutes d'eau de la moitié nord de l'État. Mais les fondateurs de ces industries préparaient l'avènement des transformations ultérieures : ils convertissaient surtout la société de l'Alabama à l'idée que l'économie rurale des années précédentes ne serait bientôt plus qu'une formule périmée.

II. — Dans un exposé plus technique et dans le cadre de la Caroline du Sud, M. Alfred Glaze Smith étudie des problèmes identiques. Il s'agit cette fois d'un État plus anciennement peuplé, dont la culture du coton règle l'économie depuis la fin du XVIII^e siècle grâce à l'introduction, à côté du « Sea-Island cotton », de la variété à courte fibre devenue rapidement maîtresse des sols de l'intérieur. A la période de remarquable prospérité qui en résulte succède, à partir de 1819, du fait de la chute des prix et de la concurrence grandissante des États de l'Ouest, une période difficile, marquée par des efforts en vue d'un « rajustement économique ».

Dans quelle mesure ce « rajustement » que les circonstances exigeaient fut-il réalisé, jusqu'à quel point apaisa-t-il le malaise de l'État et parvint-il à modifier la structure de son économie ?

Pour répondre à ces questions, M. Alfred Glaze Smith s'est livré à une enquête approfondie, appuyée sur une documentation bibliographique et statistique de premier ordre, qui, en fait, dépasse le cadre qu'il semble vouloir assigner à son travail, car elle met aussi en lumière les incidences politiques et sociales du malaise économique.

La nécessité d'une réforme économique paraissait d'autant plus impérieuse que, de 1820 à 1860, l'État perdit quelque 200.000 blancs du fait de l'émigration qui entraînait les planteurs et les petits fermiers vers les terres neuves de l'Ouest, déterminant ainsi l'abandon de sols qui étaient en voie d'épuisement, privant le pays d'une partie de ses capitaux et de sa population servile parce que celle-ci, en raison de la demande dont elle était l'objet dans les territoires nouvellement colonisés, suivait l'exode des blancs. Pour mettre un terme à cette déperdition de forces, l'initiative privée et l'initiative officielle envisagèrent de réorganiser l'économie de la Caroline du Sud.

La tâche n'était pas facile dans un État qui n'avait pas la ressource de l'industrie et dont les villes n'existaient qu'en fonction de l'agriculture. La réorganisation ne pouvait donc porter que sur l'agriculture elle-même, soit par l'introduction de nouvelles cultures, soit par l'amélioration des éléments susceptibles de favoriser l'essor de la vie agricole, comme les moyens de communication et les marchés

locaux, soit enfin par le perfectionnement des méthodes agricoles. Or, si, de 1820 à 1860, le coton n'assure plus les importants bénéfices des années antérieures, ses prix se maintiennent à un niveau suffisant pour ne pas obliger les producteurs d'en restreindre la culture. En sorte que, quelles que soient les fluctuations des prix qui se produisent au cours de ces quarante ans, celle-ci ne cesse de s'étendre, et, en 1860, le coton reste aussi bien qu'en 1820 la première production du pays. Fermiers et planteurs n'y voient pas seulement la culture traditionnelle, inséparable en quelque sorte de leurs habitudes de vie, mais celle qui fournit l'argent liquide indispensable à l'achat des articles que leurs domaines ne produisent point. Ils ne se montrent certes pas indifférents à la recommandation qui leur est faite de diversifier les cultures. En 1840, on note la tendance des uns et des autres à produire les denrées et les animaux nécessaires à la subsistance de leurs familles et de leur personnel, ainsi qu'à la création d'industries domestiques. La production de la laine et celle du riz font surtout des progrès manifestes. Mais cette évolution vers une formule de « self-subsistence » reste au fond assez artificielle. Ces productions n'augmentent que lorsque les cours du coton s'abaissent, et elles ne paraissent préoccuper sérieusement la population que dans les mauvaises années, au cours notamment de la décade 1840-1850 où les prix du coton atteignent leur point le plus bas. A partir de 1850 et jusqu'à la guerre civile, les données statistiques accuseraient plutôt une extension de la grande « plantation » cotonnière au détriment des fermes à culture plus diversifiée.

Quant au perfectionnement des méthodes agricoles, il ne s'opère qu'avec une extrême lenteur. La mentalité conservatrice de la population, foncièrement rebelle aux innovations, ne s'y prête pas. Les outils en usage sont médiocres, la main-d'œuvre y supplée par son abondance et l'émigration apporte au problème de l'épuisement des sols une solution facile. C'est seulement vers 1840 que les planteurs commencent à s'intéresser à l'amélioration des techniques agricoles et du matériel en usage en vue d'augmenter le rendement de la terre. Vers 1850 surtout, avec l'application du guano péruvien, se répand un facteur de progrès décisif, tandis que l'apparition de sociétés et de journaux agricoles de plus en plus actifs atteste un intérêt croissant pour l'économie rurale.

Il est pourtant difficile de donner une mesure d'ensemble des perfectionnements réalisés en 1860, car les observations dont on dispose sont fragmentaires et souvent contradictoires. Et il n'est pas moins difficile de fixer l'importance exacte des profits de l'agriculture au cours de la période 1820-1860. Tout au plus, l'auteur peut-il affirmer que la dernière décade fut une période relativement prospère, et que la Sécession n'était nullement, comme on l'a prétendu, une tentative désespérée pour prévenir l'effondrement d'un système agricole voué à la banqueroute.

Ce travail d'analyse serrée, qui ne néglige aucun des aspects de l'économie rurale de la Caroline du Sud, rendra singulièrement intéressante la lecture du livre de M. Alfred Glaze Smith. Sur les conditions naturelles de l'agriculture, sur les causes de l'appauvrissement des sols, on y trouvera également des renseignements de première main, exposés avec précision et dans un esprit critique qui permet de faire justice d'opinions trop aisément admises.

Non moins instructif apparaît le chapitre sur les manufactures. Pas plus que dans l'Alabama, il ne saurait alors être question en Caroline du Sud d'un développement industriel à proprement parler. Toutefois, du fait de l'avisement des prix du coton et du besoin que l'on éprouve de diversifier l'économie, un certain nombre d'usines textiles prennent naissance dans la décade 1840-1850, et des initiatives

individuelles se manifestent qui démontrent la possibilité d'une industrialisation de l'État. La Caroline du Sud réunit, en effet, toutes les conditions nécessaires : les capitaux existent, la main-d'œuvre blanche est assurée par la présence d'une classe de fermiers pauvres, privés d'emplois agricoles rémunérateurs, la matière première est abondante. Ce qui fait encore défaut, c'est une opinion dégagée de préjugés, unanimement favorable à l'industrie, c'est surtout l'expérience du travail industriel. Aussi les années 1820-1860 sont-elles dans ce domaine — sauf peut-être pour quelques industries, comme celle du bois, qui satisfont les besoins immédiats de la population — une période de gestation, de tâtonnements et d'incertitude.

La même conclusion se dégage de l'étude des voies de communication et des institutions bancaires. Un effort est accompli pour perfectionner les unes et les autres, des résultats sont obtenus, mais insuffisants pour ce qu'exigerait une formule économique nouvelle, et ces insuffisances sont dues en grande partie à la persistance de conceptions par trop conservatrices qui ne s'effaceront qu'après les années de la guerre civile.

M. GIRAUD.

Dr J. G. STORCK-PENNING. *Het Grote werk*. Groningue, J. B. Wolters, 1958 ; in-8°, XI-468 p. (« Historische studies », publiées par l'Institut d'Histoire de l'Université d'Utrecht, n° XII.)

Pendant la guerre de Succession d'Espagne, Louis XIV, sachant qu'un fort parti de la paix existait aux Pays-Bas, fit mener de longues négociations de 1706 à 1710, pour détacher les Hollandais de « la Grande Alliance ». Le roi de France était prêt à de très grandes concessions, il était prêt à accorder à ses adversaires une « Barrière » qui leur assurerait une véritable hégémonie sur l'ensemble des Pays-Bas. Or, les Hollandais estimèrent toutes ces propositions insuffisantes, si Louis XIV ne s'engageait pas à chasser lui-même son petit-fils du trône d'Espagne, au besoin par la force. Finalement, après Denain, la paix d'Utrecht n'accorda aux Hollandais que des avantages beaucoup plus restreints. Les historiens néerlandais sont d'accord pour voir en cette occasion manquée le début du déclin de leur pays, après les années glorieuses du XVII^e siècle.

Ces faits sont bien connus, mais les causes de l'obstination hollandaise, plus particulièrement celle du Grand Pensionnaire Heinsius, n'ont été examinées que d'une manière assez vague. Les historiens français n'y ont vu qu'une rancune aveugle, une volonté arrêtée d'humilier Louis XIV jusqu'au bout, les historiens anglais parlent seulement d'une servilité hollandaise à l'égard de leur gouvernement, sans chercher à l'expliquer.

M. P. Geyl avait fait valoir que les sources néerlandaises, ayant trait à ces négociations infructueuses, n'avaient jamais été explorées méthodiquement. C'est ce travail que vient de faire son élève M. Storck-Penning. D'un dépouillement minutieux des documents conservés tant aux Archives générales de la Haye qu'aux Archives communales d'Amsterdam, Gouda et Utrecht, il ressort que le désir de paix était alors général aux Pays-Bas, que pour tous l'aboutissement des négociations était vraiment le « Grand Œuvre » (d'où le titre un peu énigmatique du livre). Si le gouvernement néerlandais mit finalement des conditions inacceptables pour Louis XIV, c'est parce que, depuis 1672, il vivait dans une crainte totale de l'isolement diplomatique. Il n'était pas très sûr des dispositions des partis anglais à l'égard des Pays-Bas, il redoutait surtout de voir l'Angleterre consacrer tout ses

efforts au détronement de Philippe V et laisser les rivages de la mer du Nord à la merci d'une expansion française, toujours redoutée.

Comme le dit l'auteur en conclusion, cette longue étude n'apporte à peu près aucun fait nouveau, elle a le mérite de mieux faire comprendre l'état d'esprit des dirigeants hollandais, qui, ayant mesuré en 1672 le danger pour leur petit pays de se trouver au milieu des compétitions des grandes puissances, vivaient maintenant dans une atmosphère de crainte perpétuelle.

J. GODARD.

Le choléra. La première épidémie du XIX^e siècle. Étude collective présentée par L. CHEVALIER. La Roche-sur-Yon, Imprimerie centrale de l'Ouest, 1958; in-8°, xvii-188 pages. (Bibliothèque de la Révolution de 1848, t. XX.)

Cette publication réunit, derrière une introduction de M. L. Chevalier, sept études d'importance très inégale, puisque deux d'entre elles occupent près de cent pages, alors que certaines autres en ont moins de quinze. L'introduction signale déjà l'optique très neuve avec laquelle ont été envisagés les phénomènes qui accompagnèrent le choléra et qui sont, peut-être encore plus que l'épidémie elle-même, l'objet de l'attention de la plupart des auteurs. M. L. Chevalier expose, en effet, comment il considère l'épidémie de 1832 comme un exemple particulièrement frappant des possibilités de faire passer dans la connaissance historique aussi bien les éléments proprement statistiques que les apports que la sociologie et la littérature peuvent apporter pour une plus exacte appréciation des mentalités des hommes, des diverses classes sociales au cours des siècles passés. Il signale au passage l'importance psychologique des premières enquêtes statistiques ou démographiques qui matérialisèrent devant l'opinion des milieux cultivés l'existence de diverses populations, parfois très proches topographiquement, mais éloignées aussi bien par le genre de vie que par des différences profondes devant la maladie et la mort. Il a apporté une démonstration de ses observations générales dans la première partie de l'ouvrage consacrée à l'exemple particulièrement saisissant de Paris. L'épidémie y fit, en effet, 18.402 morts et son explosion au moment des fêtes de la Mi-Carême apporta aux débuts de la crise une note de contraste tout à fait apte à frapper les imaginations romantiques. L'accroissement du taux de la mortalité, d'autant plus impressionnant que nombre de malades masculins furent envoyés à l'hospice de Bicêtre, et y moururent hors du périmètre municipal, était déjà suffisant pour attirer l'attention des contemporains sur l'existence au cœur de la capitale, en particulier dans le xii^e arrondissement — à peu près le v^e d'Hausmann — de véritables zones d'insalubrité peuplées d'habitants de taille médiocre et de santé chétive, occupant « moins des maisons que des repaires, en lesquels les gens campent plus qu'il n'y habitent », au milieu de cloaques invraisemblables. Ainsi se matérialisait le risque sanitaire que les classes les plus pauvres faisaient peser sur toute la ville, expliquant la panique qui faisait multiplier les départs vers la province de tous ceux qui avaient les moyens de s'y rendre. Les interprétations en quelque sorte théologiques de l'épidémie — une sanction pour les manifestations anticléricales de l'année précédente — se confondaient avec les rumeurs accusant le gouvernement de favoriser la propagation de l'épidémie pour se débarrasser des pauvres, ou avec les craintes d'une nouvelle prise d'armes des républicains, qui devait avoir lieu au mois de juin. Une étude statistique précise

des cas de choléra a permis à M. L. Chevalier de dresser des cartes infiniment suggestives qui matérialisent en quelque sorte cette opposition entre les quartiers selon la richesse moyenne de la population : quatre arrondissements qui ne groupaient qu'un septième de la population de la capitale, et les deux tiers de son étendue, eurent plus de décès que quatre autres où la densité était presque quadruple. Mais, en descendant plus au fond de la réalité sociale, on s'apercevait que certains immeubles avaient payé un tribut plus fort à l'épidémie, que les rues où l'on s'entassait avaient connu des pertes deux fois supérieures aux autres, que le pourcentage des pertes était particulièrement élevé chez les journaliers et les couturières. Il est de même très révélateur que si les passions politiques semblent n'avoir amené aucun accroissement de la mortalité — en dépit d'opinions émises à l'époque, elle ne varia pas du fait de l'insurrection dans ce quartier Saint-Merri où elle demeura constamment élevée et s'associa aux combats les plus violents — l'étude des entrées dans les hôpitaux, avec les recrudescences au début de la semaine, permet d'y voir une conséquence du déséquilibre de l'alimentation ouvrière les dimanches et lundis.

Les pages consacrées à Lille par M^{lle} M. Dineur et M. C. Engrand apportent une documentation analogue sur la ville que ses caves insalubres rendaient alors célèbre, mais dont les cours, celles de la rue des Étaques entre autres, auraient pour le moins mérité une réputation analogue. Les conditions d'alimentation n'étaient guère meilleures, qu'il s'agit du lait presque toujours allongé d'une eau douteuse ou des poissons et des pommes de terre avariés offerts à la clientèle pauvre. Les insuffisances de l'hygiène des entreprises étaient tout aussi flagrantes et l'état physiologique des ouvriers, mis au travail dès qu'ils pouvaient apporter quelque appoint aux ressources familiales, était lui aussi notoirement médiocre, la misère tendant même à s'aggraver au cours des années de la Restauration. L'épidémie de choléra allait dans ces circonstances trouver un terrain favorable en dépit des mesures de salubrité prises à la fin de 1831, dès avant le début de l'épidémie, par un préfet plus agissant que Villeneuve Bargemont qui, avant d'échafauder de grandes théories, n'avait guère lutté contre le paupérisme qu'en faisant procéder à des radiations sur la liste des personnes ayant droit aux secours. La répartition topographique et sociale des victimes de l'épidémie apporte une confirmation des observations parisiennes de M. L. Chevalier, jusque dans les poussées numériques des hospitalisations les dimanches et lundis.

La troisième partie du recueil, consacrée à des monographies moins importantes, réunit une étude des départements normands, où les pertes furent les plus sensibles dans les régions en rapport avec la capitale, ou avec la basse Seine, une sur la ville de Bordeaux, où les mesures de précaution prises rapidement retardèrent au mois d'août l'apparition de l'épidémie dans un port cependant en relations fréquentes avec les ports baltes, ainsi que le signale le D^r Fréour, et une étude de M. P. Guiral sur Marseille où le choléra, survenu avec deux ans de retard, eut les mêmes caractères sociaux qu'à Paris, mais s'accompagna, au contraire, de manifestations de piété et entraîna enfin, indirectement, des travaux d'adduction d'eau bien nécessaires.

Deux études sur l'épidémie à l'étranger terminent le volume. Celle de M^{me} M. V. Netchina et de MM. K. V. Sivkov et A. L. Sidorov sur la Russie retrace les étapes de la contagion, les mesures administratives et les troubles sociaux qui l'accompagnaient. Celle de M. D. Eversley sur l'Angleterre montre les conditions dans les-

quelles l'épidémie amena des troubles parfois violents se confondant avec l'agitation réformiste. Les manifestations contre les médecins, contre les membres de la Chambre des Pairs, contre le haut clergé, s'associaient étrangement aux progrès de la mortalité dans les quartiers les plus insalubres, mettant en relief les liens étroits entre la misère et la mort. Les conséquences heureuses de l'épidémie sur l'instauration des premières formes d'un service social, d'un service de l'hygiène publique terminent cette étude et ce volume, exemple à la fois d'une coopération internationale des historiens et, par ses premiers exposés, de la mise en pratique d'une méthode de travail aussi nouvelle que fructueuse.

Jean VIDALENC.

Alberto M. GHISALBERTI. Roma da Mazzini a Pio IX. Ricerche sulla restaurazione papale del 1849-1850. Milan, A. Giuffrè, 1958; 291 pages. Prix : 1.500 lire.

Alors que la révolution de 1848 dans les États de l'Église et la tragédie de la République romaine de 1849 ont inspiré quantité de travaux, tout comme la figure controversée de Pie IX, nous ne savions presque rien sur les événements qui suivirent l'intervention française dans la ville éternelle, jusqu'au retour effectif du pontife dans sa capitale. Il s'agit d'une période de dix mois, puisque le pape, réfugié à Gaète, ne revint au Vatican que le 1^{er} avril 1850. M. Ghisalberti a comblé cette lacune en nous offrant une reconstruction minutieuse de cette parenthèse troublée où, au fracas des combats, succèdent les luttes, plus sourdes, mais non moins implacables, des factions internes et des puissances, aspirant à contrôler la restauration pontificale. Rome fut, alors, un incomparable observatoire diplomatique, et ce sont les rapports des divers ministres européens qui ont fourni à l'auteur, au prix d'une ample prospection dans les archives des grandes capitales, une documentation fourmillant d'observations de première main. Une des sources les plus intéressantes est constituée par la correspondance du ministre des Pays-Bas, Auguste de Liedekerke de Beaufort, que M. Ghisalberti a déjà eu l'occasion de signaler aux historiens.

Dans son analyse, très clairement conduite, l'auteur montre que la révolution romaine fut avant tout un mouvement local, profondément enraciné dans les masses et visant essentiellement à résoudre les problèmes urgents de la réforme de l'État, bien plus qu'un « putsch » imposé de l'extérieur par des éléments étrangers. Dès le lendemain de l'arrivée d'Oudinot, tandis que l'opinion demeurerait profondément troublée et déçue par les premières mesures émanées du pouvoir restauré, une partie serrée se joue dans la petite ville de Gaète, où le corps diplomatique est inconfortablement entassé autour de Pie IX. M. Ghisalberti retrace les phases de la lutte entre les deux partis. D'une part, les tenants de la réaction à outrance et de la répression, appuyés sur le bloc conservateur : Autriche, Espagne et Naples; de l'autre, la France, qui, par ses représentants, Rayneval et Edgar Ney, s'efforce de faire prévaloir une restauration positive, non pas illusoire résurrection du passé mais point de départ pour une action réformatrice, dans le cadre d'un régime constitutionnel. On retiendra particulièrement le chapitre qui démontre que l'intervention française fut inspirée non pas par un pur esprit de réaction, mais par le désir de faire revivre le système libéral et modéré, antérieur à novembre 1848.

M. Ghisalberti a produit, à cet effet, tout un ensemble de documents qui, dans la

ligne du programme exposé par Louis Napoléon à Edgar Ney dans sa lettre du 18 août 1849, ne laissent aucune obscurité à cet égard.

Mais l'initiative française sera peu à peu suffoquée par le courant réactionnaire et par la volonté, nettement exprimée, de Pie IX de refuser toute concession.

Le livre se termine par un tableau vigoureux de l'irréversible décadence des États de l'Église qui seront, dès lors, comme un condamné en sursis, incapable de se régénérer. Toutes les vicissitudes futures de la question romaine, du retour du pape, au milieu d'une indifférence quasi hostile, jusqu'à la brèche de Porta Pia, de l'automne 1870, sont en germe, dans cette restauration manquée. Rome n'est plus, dès lors, « qu'objet et non plus sujet d'histoire ».

Avec un sens averti de la psychologie sociale, qui prolonge la portée de son livre bien au delà de la simple chronique politique, M. Ghisalberti, dans un exposé nerveux, incisif, au style d'un entrain et d'un charme incomparables, nous restitue, frémissante de vie et de contrastes, d'illusions et d'espoirs déçus, la Rome de « l'hiver inquiet » de 1849-1850.

Paul GUICHONNET.

C. SMIT. Bescheiden betreffende de Buitenlandse politiek van Nederland 1848-1919. Derde periode 1899-1919. Tweede deel 1903-1907. La Haye, Martin Nijhoff, 1958; in-8°, XIII-811 pages. (« Rijks geschiedkundige publicatiën », grande série, n° 102.)

Le présent volume, relatif à la période comprise entre le 9 mars 1903 et le 2 février 1907, fait partie d'une collection de documents destinés à éclairer toute la politique extérieure des Pays-Bas, depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à la fin de la première guerre mondiale.

Il s'agit essentiellement de pièces de correspondance diplomatique, généralement inédites, provenant du ministère des Affaires étrangères néerlandais et conservées aujourd'hui aux Archives générales du Royaume.

Bien que les Pays-Bas n'aient pas été mêlés très directement aux grands événements de l'époque, ceux-ci y provoquèrent quelque inquiétude, notamment la guerre russo-japonaise. Le passage de la flotte russe à proximité des Indes néerlandaises obligea le gouvernement de la Haye à préciser sa conception de la neutralité. Il en résulta quelques difficultés avec les deux belligérants et, indirectement, la démission du ministre des Affaires étrangères Melvil van Lynden. Les rapports des diplomates donnent beaucoup de précisions sur l'attitude observée par les différents États neutres.

D'autres rapports du même ordre permettent de suivre les autres événements : question marocaine, formation de l'Entente cordiale, deuxième Conférence de la Paix, troubles de Panama. Sans être influencé par ces grandes affaires internationales, le destin de ses possessions américaines n'est pas sans causer quelque souci au gouvernement des Pays-Bas. Les troubles intérieurs du Venezuela et leur répercussion dans la mer des Antilles, les limites de Surinam, l'expansion commerciale allemande dans les mêmes régions, sont souvent évoqués.

Les questions soulevées par ailleurs peuvent être classées dans les affaires courantes de toutes les diplomaties : interprétation d'accords commerciaux, délimitations de détail sur certaines frontières, etc. Des difficultés secondaires qui avaient éclaté avec la France à propos des câbles sous-marins du Sud-Est asiatique, ou avec

l'Angleterre à propos des intérêts hollandais dans les chemins de fer d'Afrique du Sud, sont alors aplanies, avec la généralisation des procédures d'arbitrage.

La petite histoire retiendra les efforts de notre diplomatie pour vanter notre champagne et le faire accepter aux Indes néerlandaises en échange de... pétrole et l'histoire sociale les inquiétudes du gouvernement hollandais, qui voit dans les grèves de 1903 aux Pays-Bas un mouvement révolutionnaire fomenté par notre C. G. T.

Les documents publiés sont généralement en langue néerlandaise ; quelques-uns toutefois sont en français ou en anglais.

L'introduction, qui présente au lecteur l'ensemble du personnel diplomatique de l'époque, et les index faciliteront l'usage de ce volume.

J. GODARD.

Japanese Literature ; Manners and Customs in the Meiji-Taishō Era, compiled and edited by KIMURA K., translated... by Ph. JAMPOLSKY. Tōkyō, édit. Ōbunsha, 1957 ; 177 pages. (Centenary Cultural Council Series.)

Le titre du volume ne doit pas égarer le lecteur : le contenu de cet ouvrage, qui fait partie d'une série qui en comptait déjà au moins cinq, est consacré surtout à l'influence de la civilisation américaine sur la japonaise, à partir en gros de 1851 et jusque vers 1918, mais aussi, à l'occasion, à l'attrait que le Japon a alors exercé sur les États-Unis. Les chasseurs de baleines américains ont été pour beaucoup dans les premiers contacts entre Japonais et Américains : *Moby Dick* parut en 1851, deux ans avant l'apparition de l'amiral Perry au large d'Uraga, et il y est déjà question du Japon (cf. p. 17-18 de l'ouvrage dont on donne ici le compte rendu). Nakahama Manjirō (John Mung), un naufragé recueilli par un navire américain, séjourna aux États-Unis de 1843 à 1851. Il servit d'interprète d'abord lors des négociations que Perry entama, puis lors de la signature du premier traité de commerce américano-japonais à Washington. A son retour des États-Unis, il rapporta une machine à coudre et un exemplaire du *Webster*. Il enseigna l'anglais à la Kai-sei-daigaku (cf. p. 65-70). De son côté, Joseph Heco fut amené aux États-Unis en 1851. A son retour, il fut engagé comme interprète au Consulat américain de Yokohama (1859). En 1863, il publia un *Hōryūki* (« Journal d'un naufragé ») qui constitua pour ses compatriotes une première introduction à la vie et aux institutions américaines. Pour traduire *république*, l'auteur eut recours à *kyōwa*, un terme chinois (il figure déjà dans *Che-ki*) que Mitsukuri Sh. avait déjà employé dans un ouvrage de géographie publié en 1845. Heco rendit « Republic of the United States » par *Kyōwa seiji.shū*. L'animation de la séance du Sénat américain à laquelle la délégation japonaise assista en 1860 aurait rappelé au chef de celle-ci, Niimi (*alias* Shimmi, cf. *op. cit.*, p. 92, l. 13) Masaoki, « l'agitation du marché du poisson de Nihombashi », à Edo (cf. p. 76).

Il eût été intéressant de comparer les réactions japonaises (celles-ci, par exemple, d'après le *Iteki-no kuni-e*, « Vers le pays des Barbares », le Journal de la mission japonaise de 1860, par Osatake Takeki, ouvrage dont on voudrait savoir où il a été publié ; cf. p. 92) et celles des Américains (telles qu'elles ressortent, par exemple, de *Justo Ucondono, Prince of Japan*, Baltimore, 1854, et d'autres sources contemporaines). P. 100, l. 9, *Gæther* doit être lu *Gæthe*. On trouve ensuite des considérations, bien rapides, touchant Edward Morse, Baba Tetsui (p. 102-105), l'influence de Longfellow, celle d'Emerson (p. 125-158) au Japon, puis celle du récit des « Qua-

rante-sept rōnin » aux États-Unis. Plus complets sont les renseignements qui valent pour l'activité de Tsubouchi (Shōyō), le traducteur de Shakespeare, qui tenta un renouvellement du théâtre japonais (p. 177 et suiv.). La suite du volume ne retiendra guère l'attention de l'historien : il a traité à l'influence de la poésie japonaise aux États-Unis. Le dernier chapitre (*The Americanization of Japanese Customs*, p. 241-263) n'est pas sans intérêt, encore qu'on l'eût désiré plus étoffé.

Nous regrettons qu'aucun des ouvrages rédigés en japonais qui ont servi de base aux volumes en anglais qui forment les *Centenary Cultural Council Series* n'ait été adressé à la *Revue historique*.

Ch. HAGUENAUER.

Japanese Trade and Industry in the Meiji-Taishō Era, compiled (sous la direction de) and edited by OHARA K., translated... by OKATA T., Tōkyō, Ōbunsha, 1957 ; 566 pages.

Ce volume forme le premier de la section « A History of Japanese-American Culture Relations (1853-1926) » des *Centenary Cultural Council Series*.

Lorsque le Japon entra en contact avec les États-Unis, vers la fin du XIX^e siècle, ceux-ci exportaient principalement en direction de l'Europe, et là surtout des produits agricoles ; à cette époque, ils ne recherchaient guère de matières premières hors de leur territoire. L'aspect de l'économie américaine s'est transformé à partir de 1870. Dans l'intervalle, le Japon avait commencé de s'industrialiser : il exporta dès lors du thé et de la soie aux États-Unis, et y plaça des emprunts (p. 1-4). Au cours de la période 1888-1893, le Japon exporta 18.049 balles de soie grège en Europe et 23.251 aux États-Unis (p. 12). En 1893, 38 % des exportations japonaises sont destinées aux États-Unis et 9,3 % des exportations américaines sont déjà achetées par le Japon. En 1913, les totaux sont respectivement de 184 millions de yen (29,2 % des export. japonaises) et 122 millions de yen (16,8 % des export. américaines). En 1902, le Japon achète plus de coton brut à l'Inde qu'à la Chine ou aux États-Unis. De 1914 à 1929, le commerce américain ne cessera d'augmenter avec le Japon : à partir de 1925, les exportations japonaises à destination des États-Unis sont, annuellement, de l'ordre d'un milliard de yen (environ 40 % du total des export. japonaises) ; les États-Unis exportent au Japon pour un demi-milliard de yen environ, chaque année. La crise financière et économique américaine d'octobre 1929 et celles qui perturbent le Japon à dater de 1927 marquent un premier tournant dans les relations commerciales et financières entre les deux pays. Le Japon, qui s'efforce d'accroître ses exportations, cherche des débouchés nouveaux. Il sort de la crise dès 1931, avant les États-Unis (p. 43). En 1937, les exportations de coton filé seront contingentées aux États-Unis ; mais elles étaient tombées à moins de 500 millions de yen à partir de 1931. Toutefois, la balance commerciale restait favorable au Japon, puisque les importations américaines au Japon demeuraient alors de l'ordre de 342 millions de yen. Un second tournant s'observe dès 1933, et plus encore à compter de 1939 : en effet, la balance est dès lors nettement en faveur des États-Unis (exportations japonaises : 641 millions de yen / importations américaines : un milliard de yen) ; cf. p. 47. Le prix de la soie japonaise a fortement baissé ; le Japon, qui est engagé en Chine, manque de matières premières et de machines ; aussi les importations américaines comprennent-elles, à côté du coton, principalement de la ferraille, de l'acier, du cuivre, du pétrole, et d'autres « matières stratégiques » (p. 50-51). A cette époque, le Japon dépend pour ainsi dire

entièrement de l'industrie américaine pour ce qui est des véhicules automobiles à essence ; il a de plus en plus besoin des États-Unis et de l'Allemagne pour son outillage industriel. C'est alors qu'il se trouve dans cette situation que le gouvernement des États-Unis le menace, le 26 juillet 1939, de dénoncer le traité de commerce et de navigation américano-japonais qui est en vigueur depuis 1911, puis, le 4 juin 1940, d'arrêter les exportations de machines-outils et de contrôler celles de pétrole et de ferraille. En juillet 1941, la pression américaine s'accroît : les Japonais ont occupé l'Indochine ; les États-Unis gèlent les fonds japonais en Amérique (p. 52).

Les chapitres qui suivent (p. 55 et suiv.) complètent cette rétrospective, trop courte à notre gré, des relations commerciales américano-japonaises. On y trouvera notamment des renseignements fort utiles à propos du développement des industries japonaises de la soie et du coton (p. 261 et suiv. ; p. 299 et suiv. ; p. 323 et suiv.) : les atouts des filatures nippones ont été le bas prix d'une main-d'œuvre extrêmement laborieuse et abondante, la qualité professionnelle de celle-ci, et le perfectionnement de l'outillage. Notons que le Japon a acheté davantage de coton brut indien que de coton brut américain à partir de 1930 (cf. le graphique de la p. 376 et le tableau de la p. 379). Les économistes trouveront matière à réflexion dans les données qui sont réunies de la page 380 à la page 390. Des corrections qui sautent aux yeux sont à apporter, notamment au tableau 29 de la p. 391 : il faut y lire 1904-1905 au lieu de 1954-1955, et rectifier le pourcentage des exportations qui y est indiqué pour l'exercice qui va de 1934 à 1935 : ce pourcentage n'est pas de 61,1, mais de 16 1/2. Il ressort de ce tableau que 733.000 balles de coton américain ont été expédiées au Japon durant ce même exercice, contre 3.967.000 en Allemagne et 2.012.000 en Grande-Bretagne. La place prise par le Japon quelque trente ans plus tard est bien différente : de 1933 à 1937, le coton que le Japon a acheté aux États-Unis a représenté 42,5 % des importations qu'il a tirées de ce même pays (cf. le tableau 30, p. 392). Les pages suivantes ont trait, elles, aux relations financières, aux répercussions des techniques industrielles et agricoles américaines. Une chronologie (1837-1926) clôt ce volume qui est d'une lecture aisée.

CH. HAGUENAUER.

Ernest Edmondson RAMSAUR. *The Young Turks. Prelude to the revolution of 1908.* Princeton University Press, 1957 ; 180 pages. Prix : 4 dollars.

Ce livre ramassé nous apporte le premier exposé complet et précis, fondé sur une documentation de première main, sur la naissance et le développement des organisations secrètes qui ont été connues comme le mouvement « Jeune Turc » et dont est sortie la révolution de 1908. S'agissant de sociétés clandestines, il n'était pas facile de démêler les fils d'une histoire agitée et complexe. L'auteur y parvient avec maîtrise et clarté. On pourra seulement regretter qu'il n'ait pas tenté de replacer davantage ces événements dans le contexte politique et social de la Turquie d'alors. Mais M. Ramsaur s'est fixé pour but de nous donner le récit d'une conspiration (ou plutôt d'une série de conspirations) heureuse : dans ces limites, il a, répétons-le, parfaitement atteint son but.

M. Ramsaur présente d'abord ce qu'on pourrait appeler la préhistoire du mouvement : la naissance, à partir de 1889, des groupes révolutionnaires organisés dans les écoles militaires d'Istanbul (les militaires étant appelés à jouer un rôle décisif parce que subissant plus directement l'influence technique et intellectuelle de l'Ouest, et parce que bénéficiant dans la Turquie hamidienne d'un quasi-privilège

de l'instruction), — la répression policière qui oblige le mouvement d'opposition à se transporter en Occident, à Paris surtout avec Ahmet Riza ; après l'avortement de la tentative de coup d'État de 1896 et le ralliement inattendu de certains opposants, l'action, jusqu'en 1906, va être menée exclusivement en exil.

Renforcé par des « évasions » successives de Turquie, le mouvement se consolide à l'étranger, avec les deux aspects qu'il gardera jusqu'au bout, et qui apparaissent dès le premier « Congrès des Libéraux ottomans » de 1902 : d'une part, derrière le prince Sabaheddin, une tendance visant à la formation d'une confédération ottomane, avec une sorte d'autonomie pour les nationalités de l'Empire, le mouvement d'opposition s'efforçant de rallier à lui les différents groupes nationaux (cette tendance trouvera plus tard son expression dans la « Ligue de décentralisation administrative »). D'autre part, la tendance incarnée par Ahmet Riza, le centre inflexible de la résistance au régime hamidien, jusqu'en 1908 : plus proprement turque, peu favorable à une activité séparée des nationalités, aspirant à un régime unificateur qui ferait revivre une nation turque forte et centralisée. Le seul lien entre les deux courants était une hostilité résolue à Abdul Hamid ; Sabaheddin aurait peut-être représenté une chance de survie pour l'État ottoman ; Riza, avec son intolérance et son dogmatisme, incarnait le réveil du « turquisme » et était plus en accord avec « l'esprit du temps », mais sa doctrine contenait en germe la destruction de l'édifice composite bâti par les soldats et les administrateurs turcs.

Quoi qu'il en soit, ce débat devait dans l'immédiat rester académique, car la chute du régime exécré vint, non de l'activité des émigrés, mais du noyautage de l'armée turque par des officiers dont l'idéologie, toute nationaliste, était d'ailleurs plus proche des conceptions de Riza que de celles de Sabaheddin. C'est à ce stade, avec la renaissance du mouvement en Turquie vers 1906, qu'apparaissent des figures qui vont dominer l'histoire turque, Mustapha Kemal et surtout Talaat Bey et Jemal Bey. Il y aura bien fusion en 1907 entre ce groupe d'officiers et celui de Riza, d'où la création, en septembre 1907, de la société « Terakki ve Ittihad » (« Union et Progrès ») promise à la gloire que l'on sait. Mais la révolution de 1908 sera avant tout le résultat de l'activité des groupes d'officiers organisés en Macédoine ; malgré une filiation purement nominale (le nom de la Société de 1907 reprend celui du Comité de 1889), il y a donc hiatus entre le groupe victorieux et les « Grands Ancêtres ». M. Ramsaur écarte en passant des opinions reçues sur la révolution de 1908 (influence de la Maçonnerie par exemple) et montre que les Puissances (qui, la Grande-Bretagne exceptée, avaient peu d'intérêt au coup d'État) furent surprises par l'événement et ne purent donc l'inspirer.

La révolution de 1908, malgré l'activité passée des opposants, fut donc bien essentiellement un coup d'État militaire ; les « politiques » n'avaient aucun moyen de passer à l'action. Ce fut aussi une entreprise purement turque, un soulèvement nationaliste visant à remplacer la tyrannie hamidienne vermoulue par un régime fort, capable de mettre un terme à l'intervention étrangère. Cette révolution était dans une certaine mesure libérale, mais les éléments nationalistes y dominaient. Les triomphateurs accordaient peu d'intérêt aux éléments non turcs, qui n'avaient d'ailleurs joué aucun rôle (en dépit de ce que pouvaient faire penser d'étonnantes manifestations de « fraternisation » après le succès de la révolution).

Ces considérations amènent M. Ramsaur à des conclusions qui ne sont pas nouvelles, mais qui sont ici solidement étayées par son analyse du mouvement jeune turc : ce mouvement marquait le triomphe des idées de Riza, il en supporta les conséquences inéluctables. Certes, les Jeunes Turcs, à peine arrivés au pouvoir,

furent soumis à une forte pression des impérialismes européens, ce qui brisa sans doute toute possibilité d'évolution libérale du régime. Mais les militaires eurent aussi le tort de garder, au pouvoir, leurs habitudes de conspirateurs : la présence, dans les coulisses, du tout-puissant mais clandestin Comité d'Union et Progrès rendit impossible l'établissement d'une vie politique constitutionnelle normale. Surtout les Jeunes Turcs n'étaient pas préparés à résoudre les problèmes nationaux qui se posaient à eux et que l'Occident appelait la « Question d'Orient ». La seule solution, une fois écarté le très problématique « fédéralisme » de Sabaheddin, était la création d'une nation turque débarrassée des éléments allogènes. Les efforts des Jeunes Turcs pour nier les réalités ne firent que retarder les échéances : la Grande Guerre devait dénouer les problèmes, avec l'aide intéressée de la France et de la Grande-Bretagne.

André RAYMOND.

Yale Candee MAXON. Control of Japanese Foreign Policy. A Study of Civil-Military Rivalry, 1930-1945. Berkeley, Univ. of California Publications in Political Science (vol. 5), 1957 ; 286 pages (dont 219 de texte ; des notes, p. 223 et suiv. ; une Bibliographie, p. 261-277, et un Index).

L'auteur, qui a participé aux procès des criminels de guerre japonais, connaît bien les questions dont il traite, et il a eu tout le temps de réfléchir aux méthodes et aux circonstances qui ont permis à une clique militaire de contrôler la politique étrangère du Japon entre 1931 et 1945. Le problème posé est, au fond, celui de la participation de l'armée nipponne au gouvernement (*Préface*).

Des « fêlures » dans la « Constitution Meiji » ont été à l'origine d'une rivalité entre « civils » et « militaires », au sein du gouvernement nippon : celui-ci ne disposait d'aucun moyen de contrôler efficacement l'armée. L'empereur restait prisonnier des usages et de la tradition. Au peuple, il manquait le sens de ses responsabilités civiles. Les Grands États-Majors, celui de l'Armée de terre comme celui de la Marine de guerre, avaient été placés directement sous le contrôle de l'empereur (1878). Au sentiment des officiers de carrière, les affaires militaires restaient cependant en dehors de la compétence des civils ; l'armée, pensaient-ils, avait intérêt aussi à demeurer à l'écart des luttes des partis politiques. Le ministre de la Guerre et celui de la Marine, des officiers d'active qui étaient désignés par les États-Majors respectivement compétents, traitaient au moins d'égaux à égaux avec le Premier Ministre ; les dispositions disciplinaires étaient de leur ressort, et le dernier mot appartenait en fait aux membres de chacun des dits États-Majors. En politique, le grand souci des hommes responsables était de ne pas mettre directement en cause la personne impériale.

Les années qui vont de 1914 à 1930 ont constitué une sorte d'intermède au cours duquel le pouvoir civil a paru renforcé ; il n'en fut rien dans la pratique : en effet, les difficultés extérieures et intérieures auxquelles le Japon a eu à faire face durant cette même période ont amené un revirement dont les causes essentielles (misère populaire ; puissance des capitalistes et des nouveaux riches *narikins* ; crises financières et économiques de 1924 à 1929 ; corruption des partis politiques ; nationalisme exacerbé par la propagande) sautent aux yeux. Dès 1928, l'armée juge qu'elle est la seule force d'expansion nationale qui soit capable à la fois de réalisme et de désintéressement, entendons qui soit exempte de toute préoccupation capitaliste.

Les principales étapes qui jalonnent l'évolution brutale qui va s'accomplir dès lors sont les suivantes : l'armée du Kouan-tong (Dalny-Port Arthur) assume la responsabilité de l'assassinat de Tchang Tso-lin, 4 juin 1928 (p. 75 et suiv.) ; le « Naval Limitations Treaty » de Londres, 1930, attise le mécontentement du Grand État-Major de la Marine impériale — la première victime en fut le premier ministre Hamaguchi ; l'armée du Kouan-tong provoque l'« Incident de Mandchourie », 18 septembre 1931 : le grand État-Major de l'armée impériale a arrêté son plan d'action en Mandchourie, la volonté des militaristes l'emporte déjà sur l'autorité gouvernementale (démission du cabinet Wakatsuki) et les « nécessités stratégiques » vont dicter la politique étrangère du Japon ; la faction militariste *Tōsei-ha* prend le pas sur le *Kōdō-ha* (général Araki) ; le *Ketsumeidan* (« Groupe des conjurés par le sang »), un groupement ultranationaliste, appuie l'action violente des militaires : assassinat du premier ministre Inukai, 15 mai 1932. Quatre personnalités (M. Takahashi, les amiraux Saitō M., Okada K. et Suzuki K., le prince Saionji, conseiller senior (*Genrō*), tenteront en vain de tenir tête à l'Armée ; celle-ci aura la haute main sur les cabinets Hirota et Hayashi. Un officier supérieur, Ishihara K (il sera promu général de brigade à quarante-neuf ans, en 1947), est la cheville ouvrière de tout le « planning », politique et économique, de type national-socialiste, qui doit servir de base aux projets d'expansion nationale de l'Armée (*Kokusaku taihō*, 30 juin 1936 ; cf. p. 115-116). Les assassinats du 26 février 1936 (Takahashi et l'amiral Saitō en sont les principales victimes) visent à accroître la crainte des adversaires qui, déjà, réagissent très mollement. Le général Ugaki est écarté par le *Tōsei-ha*. La nomination du prince Konoe au poste de Premier Ministre (juin 1937) ne modifiera pas la situation : en 1937, il est déjà trop tard pour qu'il soit possible de défier victorieusement la puissance montante de la faction militaire ; l'empereur, lui-même, n'envisage point de le faire.

L'incident du Lou-keou-kiao (pont de Marco-Polo, 7 juillet 1937), incident provoqué par l'Armée japonaise de T'ien-tsin, marque le début du *Shina jihen* (l'« Affaire de Chine ») qui ne tarda pas à dégénérer en une guerre dont les Japonais n'ont certainement pas prévu la durée : dès lors, il se creuse un gouffre de plus en plus profond entre, d'une part, l'empereur et ses conseillers privés, assez mal renseignés, et, d'autre part, les factions les plus remuantes de l'Armée, à commencer par le *Tōsei-ha*. Les menaces d'intimidation se font plus nombreuses à l'égard des personnalités civiles, et même de certains officiers généraux. Pour sa part, l'Armée s'en tient à un plan qui prévoit l'organisation d'une sphère politico-économique nippono-sino-mandchoue (l'« Ordre asiatique nouveau ») ainsi qu'un resserrement des relations avec l'Allemagne hitlérienne et l'Italie, où Ōshima et Shiratori représentent respectivement le Japon. A ce rapprochement s'opposent (juillet 1938) et l'empereur et le Grand État-Major de la Marine : le Japon doit se borner à respecter le Pacte Anti-Komintern de 1936. La nomination du général Hata Sh. au ministère de la Guerre, l'effort qui est fait pour astreindre les officiers au respect de la discipline, le rappel des ambassadeurs Ōshima et Shiratori, des arrestations d'officiers supérieurs, enfin la volte-face hitlérienne à l'égard des Soviétiques furent alors autant de coups que les militaristes durent accuser. Les hostilités qui venaient d'éclater en Europe (1939) allaient cependant offrir à ceux-ci l'occasion de l'emporter : un nombre de plus en plus élevé d'officiers (dont les généraux Tōjō H. et Mutō A., membres influents du *Tōsei-ha*), des civils aussi, comme Hiranuma K., jugent que le pouvoir civil n'est pas à la hauteur de la situation internationale. Les menaces des factieux se précisant, le Cabinet que préside l'amiral Yonai M. (l'auteur écrit

Yōnai) démissionne et, avec lui (sur le conseil du prince Kan'in), le ministre de la Guerre, le général Hata. Le retour du prince Konoe au pouvoir, comme Premier Ministre (juillet 1940), « inaugure une éclipse totale de l'autorité civile » (p. 149); dès lors, c'est l'Armée qui va imposer ses directives et tenter d'unifier l'action « gouvernementale » dans le domaine de la politique et dans celui de la stratégie. Dans le même temps (juin 1940), le Japon, qui espère négocier une paix avec Tsiang Kai-shek, demande au Gouvernement général de l'Indochine française de cesser d'aider ce dernier.

Les « Conférences de Liaison » et les « Conférences impériales » ont permis aux chefs militaires qui y siégeaient en majorité d'imposer leurs décisions en laissant les responsabilités politiques au cabinet Konoe. On ne manquera pas de noter, à ce propos, le caractère de scénario « cérémonieux » qui a été celui de chacune des conférences qui ont été tenues en présence de l'empereur de 1940 à 1941 : celui-ci y gardait généralement le silence pour ne pas sortir du cadre de ses prérogatives; d'autre part, le grand souci des participants était de ne pas impliquer la personne impériale dans les affaires de gouvernement; aussi n'était-il pris de décision qu'en conseil de Cabinet et ces décisions n'étaient-elles portées qu'à titre d'« informations » à la connaissance de l'empereur.

A partir de 1940, le Japon s'enlise dans la guerre avec la Chine. Le Grand État-Major de la Marine, qu'inquiète la perspective d'avoir à disperser ses forces alors qu'il peut, à brève échéance, avoir à faire face aux escadres anglo-américaines, est contraint d'accepter le Pacte tripartite (septembre 1940); mais il reste opposé à la politique de Matsuoka, le nouveau ministre des Affaires étrangères, qui, germanophile, joue le jeu des militaires. Jugeant que le Japon doit avant tout s'assurer au plus vite de nouvelles sources de matières premières, ceux-ci sont décidés à étendre les hostilités en direction du Sud (Philippines; Indochine; Java). Ils ont toutefois contre eux l'empereur, les chefs du Grand État-Major de la Marine impériale (ceux-ci doivent compter avec leurs extrémistes, dont l'amiral Suetsugu), le prince Konoe, ainsi qu'un certain nombre de personnalités (les *jūshin*, « sujets de poids ») de l'entourage de l'empereur ou qui ont assumé, antérieurement, des responsabilités politiques. Pour sa part, l'amiral Nagano a averti l'empereur que la Marine impériale ne disposerait de réserves de mazout que pour une durée d'un an et demi, dans le cas d'hostilités avec les États-Unis. C'est alors qu'est prise la décision d'écarter Matsuoka : un Cabinet Konoe est constitué pour la troisième fois (18 juillet 1941); mais le gouvernement reste aussi impuissant en face des militaires, au moment précis où les rapports du Japon avec les États-Unis vont empirer (l'occupation de l'Indochine a eu pour conséquences, d'une part, les mesures que les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas viennent de prendre contre le Japon dans le domaine économique et, d'autre part, l'installation du Quartier général de Mac Arthur à Manille). L'empereur intervient une première fois en août 1941 : prétextant de son désir d'être « informé à fond » de la situation par ceux qui s'approprient ouvertement à courir le risque d'un conflit avec les États-Unis, il s'oppose (6 septembre 1941), au cours d'un entretien « dramatique », au chef du Grand État-Major de l'Armée, le général Sugiyama (à celui-ci, qui prévoit que les hostilités qui sont en cours dans le sud-est asiatique ne dureront pas plus de trois mois, Sa Majesté n'hésite pas à rappeler que l'« Affaire de Chine » devait être liquidée en l'espace d'un seul — de l'avis des chefs militaires, p. 171). Le but de l'empereur est visiblement de temporiser; mais le général Tōjō (Hideki) ne l'entend pas ainsi : accepter les conditions des États-Unis qui demandent l'éva-

evacuation des territoires envahis, à commencer par la Chine, porterait un coup mortel au prestige de l'Armée impériale ; le Japon ne saurait non plus tourner le dos à ses Alliés ; tout au plus peut-on envisager de retarder d'un mois les décisions à prendre, encore qu'il reste fort peu d'espoir de voir les États-Unis faire preuve d'une meilleure compréhension des intérêts vitaux du Japon en Extrême-Orient. La mollesse de la réaction du prince Konoe (lors de la Conférence qui est tenue, le 12 octobre 1941, à Ogikubo, la résidence du prince, le ministre de la Marine, l'amiral Oikawa, est surtout préoccupé de ne prendre aucune responsabilité qui l'exposerait à la vindicte des militaires, ainsi qu'à celle des officiers de la Marine qui, de plus en plus nombreux, sont résolus, eux aussi, à risquer la guerre plutôt qu'à encourir le déshonneur), l'incapacité dans laquelle ce Prince est d'assumer les responsabilités écrasantes que ses collègues de la Guerre et de la Marine rejettent sur lui, amènent au pouvoir (17 octobre 1941) le général Tōjō. Pratiquement, la décision d'entrer en guerre contre les États-Unis sera prise à la suite de la réception de la Note de Cordell Hull (26 novembre 1941) qui est ressentie comme un ultimatum ; d'ores et déjà, la Marine, qui n'a d'autre espoir que dans une action brutale et décisive contre la flotte américaine, est décidée à attaquer celle-ci à Pearl Harbour. Les hostilités ne seront pourtant déclenchées que le 7 décembre.

Les traits dominants de la situation sont les suivants au début de décembre 1941 : 1) la confusion des pouvoirs civils et militaires qui résulte de ce que le général Tōjō assume alors, entre autres fonctions, celles de Premier Ministre, de ministre de la Guerre (en tant que général en activité) et de ministre de l'Intérieur ; 2) le refus des militaires de prendre la responsabilité politique de leurs actes, bien qu'ils dictent la conduite et partant les responsabilités du Premier Ministre ; 3) l'incapacité dans laquelle l'empereur se trouve d'arbitrer le conflit qui n'a cessé d'opposer le pouvoir civil constitutionnel aux prérogatives, constitutionnelles ou non, dont se prévalent les chefs de l'Armée et de la Marine. La position intenable qui a été celle du ministre des Affaires étrangères, Tōgō Sh., est particulièrement digne d'attention (p. 181) ; 4) l'incapacité des chefs des Grands États-Majors de la Guerre et de la Marine à collaborer entre eux, en vue de l'exécution d'un programme raisonnable, nettement défini, et, d'autre part, les dissensions qui existent tant à l'intérieur de l'Armée que de la Marine ; 5) l'inquiétude qui est celle des « civils » en face des menées terroristes, et l'impuissance où sont les responsables, pour cette raison qu'ils ont subi eux-mêmes les effets de la propagande chauvine qui déferle depuis plus de dix ans sur le pays, à faire appel à l'opinion publique.

Aussi un revirement ne sera-t-il possible qu'à partir du moment où, les défaites ayant succédé aux défaites, dans le Pacifique, en Chine, puis au Japon (les troupes américaines débarquent à Okinawa le 1^{er} avril 1945), le courageux Premier Ministre, le vieil amiral Suzuki (un autre rescapé des attentats du 22 février 1936), qui a remplacé le général Koiso, démissionnaire, et un certain nombre de *jūshin* (Wakatsuki, les amiraux Okada, Yonai, MM. Hirota, Abe et le prince Konoe, qui se suicidera) auront pu se concerter — discrètement, parfois même dans le plus grand secret — et, rejoignant unanimement les intentions impériales (Conférence du 14 août 1945, en présence de l'empereur), bravant l'assassinat, réussiront enfin à faire reconnaître à des adversaires qui restent partagés entre le loyalisme qu'ils doivent à la personne impériale et le souci qu'ils ont de leur honneur militaire, la nécessité inéluctable qu'il y a, pour le Japon, d'accepter les conditions de la Déclaration de Potsdam. Sous la pression des circonstances, le courage civique d'une minorité l'a finalement emporté sur l'étroitesse des vues qui étaient alors celles des

militaires, en particulier dans le domaine de la politique étrangère. Ce revirement a été bien lent et tardif ; car, si l'on en croit l'amiral Yonai, la guerre contre les États-Unis a été perdue dès l'instant qu'elle a débuté (cf. p. 182, l. 36-37).

Ch. HAGUENAUER.

J. VIDALENC. L'exode de mai-juin 1940. P. U. F., 1957 ; 440 pages. Prix : 1.600 fr.

Voici une étude d'histoire contemporaine à la fois passionnante et remarquablement réussie. Comme le fait remarquer l'auteur, elle n'a pu être construite avec toute la rigueur scientifique que l'on attend aujourd'hui des ouvrages fondés sur des statistiques précises. La masse des réfugiés de l'exode a submergé les diverses administrations. De nombreux dossiers ont été détruits, à l'époque même ou plus tard. Et, surtout, les terribles événements de mai et juin 1940 ont été un peu repoussés à l'arrière-plan par tout ce qui se produisit ensuite. On a semblé préférer les oublier. Dans ces conditions, M. Vidalenc est parvenu, dans la plus grande partie de son livre, à une précision étonnante, établissant souvent le lieu d'origine de chaque réfugié, pris isolément et venu d'un lointain département. Encore ces chiffres sont-ils appuyés par des témoignages personnels et des extraits de mémoires qui donnent vie et couleurs au récit. Dans l'ensemble, l'ouvrage présente un côté littéraire non négligeable, témoignant de dons qu'aurait cultivés un peintre d'histoire de la vieille école. On commence à le lire comme une étude scientifique. On le termine en étant saisi par la tragique destinée d'un grand peuple.

L'exode se divise en trois périodes distinctes, comme la guerre dont il était l'un des aspects. Au début, tant que le front fut calme, il y eut une évacuation concertée, qui tenait compte uniquement du danger aérien. Il y eut une évacuation analogue en Angleterre ; et, exactement de la même manière, un retour progressif se produisit vers les agglomérations quand on vit qu'il n'y avait pas d'attaques aériennes. La deuxième période s'ouvrit avec l'attaque allemande ; on crut alors que les événements de 1914 se répèteraient : les Allemands occuperaient une certaine zone, mais ils seraient arrêtés quelque part dans le nord de la France. Ce deuxième exode eut donc un caractère délibéré et même rationnel. Les réfugiés voulaient être du côté français quand le front serait stabilisé. Beaucoup se souvenaient des rigueurs de l'occupation pendant la grande guerre ; d'autres souhaitaient d'être en mesure de servir leur pays ; d'autres encore de rester en contact avec leurs familles. La troisième et dernière période correspond à la seconde attaque allemande. Cet exode se fit en désordre ; les réfugiés partirent sans but ni plan concerté, ni rien, si ce n'est le désir de fuir devant l'avance allemande ou, plus simplement, d'échapper à la zone des combats. Sans doute y avait-il encore, sous-jacente, la pensée que le front se stabiliserait quelque part. Mais elle était moins nette que pendant la seconde phase.

M. Vidalenc décrit chaque étape de l'exode avec une clarté et une précision admirables. Je voudrais seulement mettre en doute une de ses thèses. Souvent au cours de son récit, et de nouveau dans un chapitre spécial placé à la fin, il insiste sur le rôle joué par la cinquième colonne. Son existence était certes universellement admise à l'époque ; et elle figure encore dans les récits courants. M. de Jong, qui lui-même y a cru naguère, a montré dans une soigneuse analyse que la cinquième colonne ne résiste pas à l'examen ; et les incidents rapportés par M. Vida-

lenc n'ébranlent pas mon scepticisme. Les coups de feu dans la nuit et le travailleur agricole ou le garçon boucher parlant avec un accent allemand se retrouvent dans la mythologie de toutes les invasions. En fait, la panique n'a pas besoin d'être organisée ni stimulée ; elle se nourrit d'elle-même.

La discussion générale contenue dans les derniers chapitres témoigne, sur tous les autres points, d'un degré élevé d'érudition et de bon jugement. M. Vidalenc n'a aucune peine à détruire l'explication selon laquelle l'exode démontrerait la décadence de la République et de l'école laïque. Comme il le fait remarquer, c'est le même enseignement qui produisit les armées victorieuses de la première guerre mondiale. Il est cependant, à mon sens, exact — et ceci peut paraître moins clair à un auteur français — que l'administration française fut handicapée par son caractère centralisé et bureaucratique. Les autorités locales furent dépassées, quand cessèrent d'arriver les ordres de l'échelon supérieur ; et il ne fut pas suffisant que Mandel révoque tel ou tel préfet. En Angleterre, les organes locaux de gouvernement, bien que moins autonomes que dans le passé, auraient assumé leurs responsabilités sans délai, comme ils le firent pendant l'exode, moins massif, qui suivit les attaques aériennes sur Londres. Cependant, ceci n'altère pas la vérité et la force de la conclusion de M. Vidalenc, suivant laquelle les grands responsables de l'exode, avec toutes ses souffrances et sa confusion, furent ceux qui auraient gagné une gloire immortelle si la France l'avait emporté, « ceux qui auraient été, dans d'autres circonstances, les Joffre, Foch et Clemenceau de la seconde guerre mondiale ».

A. J. P. TAYLOR.

[Traduit par H. MONTEAGLE.]

Ronald WHEATLEY. *Operation Sea Lion*. Londres, Oxford University Press, 1958 ; x-241 pages, avec 7 illustr. et 5 cartes. Prix : 30 s.

L'Operation Sea Lion (nom de code donné au projet d'invasion de l'Angleterre par les armées allemandes au lendemain de leur victoire de juin 1940) correspondait-elle à une volonté effective d'Hitler, ou, comme certains l'ont cru, à un bluff ? Jusqu'où la préparation en fut-elle poussée ? Quelles auraient été ses chances de succès ? Pour quelles raisons y a-t-il renoncé ? Quelle place tient-elle dans sa stratégie ?... Telles sont les questions auxquelles un des collaborateurs de l'Histoire officielle britannique de la deuxième guerre mondiale s'est proposé de répondre, grâce à cette situation officielle, qui lui donnait accès aux Archives allemandes capturées par les Alliés en 1945.

Il résulte de ses recherches qu'il n'y a pas trace d'un tel projet avant la campagne de France de 1940. La première directive d'Hitler prévoyant des études préliminaires à ce sujet est du 2 juillet, et c'est le 10 juillet qu'il fait connaître sa décision de « préparer contre l'Angleterre et, s'il est nécessaire, d'exécuter une opération de débarquement ». Considérée d'abord comme destinée à annihiler la force britannique, puis, plus simplement, à porter le coup final achevant une victoire obtenue par l'attaque aérienne que déclencherait la Luftwaffe, l'opération ne cessera, jusqu'à la fin de septembre, d'occuper sa pensée et d'inspirer ses ordres, quoiqu'il ait toujours espéré que la seule offensive aérienne suffirait à provoquer l'effondrement de la volonté de résistance britannique et rendrait inutile ce débarquement.

Accueilli avec enthousiasme par le Haut Commandement de l'Armée (Brau-

chitsch), le projet se heurta immédiatement aux réticences du Haut Commandement naval (Raeder), qui en apercevait les difficultés et les risques, et à la sourde réserve du Haut Commandement aérien (Göring), qui se prétendait capable d'obtenir par ses seuls moyens le résultat cherché. Les mesures d'exécution n'en furent pas moins prises par ces trois organes de commandement — non sans de fréquents frottements, résultant de l'absence d'un véritable Haut Commandement Suprême. — Elles furent poussées avec une telle activité que, le 6 septembre, militaires et marins se déclaraient prêts à agir si la suprématie aérienne était acquise : un nombre suffisant de bateaux étaient réunis dans les ports d'embarquement ; les plans d'action étaient au point ; les troupes avaient reçu l'instruction spéciale nécessaire... Même la police d'Hitler avait établi la liste des 2.700 personnes à arrêter et désigné le personnel à installer dans les principales villes d'Angleterre !

Mais, si tout était prêt pour que l'opération pût commencer le 24 septembre, il s'en fallait de beaucoup que les exécutants fussent confiants dans le succès. Celui-ci supposait la maîtrise de l'air, tant pour la protection du transport des troupes et l'aide aux éléments débarqués que pour le maintien de la liberté des communications avec le continent contre l'action éventuelle de la *Royal Navy*. Or, cette suprématie aérienne était loin d'être acquise : les pertes élevées causées par la *Royal Air Force* aux bateaux groupés dans les ports d'embarquement le prouvaient.

Dès le 14 septembre, Hitler dut accepter cette évidence : la *Luftwaffe* avait été incapable d'acquiescer la maîtrise de l'air ; en s'obstinant à la rechercher, elle avait dû se détourner de la tâche capitale qui lui avait été précédemment fixée, infliger à l'économie et au moral britanniques de tels dommages que le pays se résignât à demander la fin de la guerre ; même acquise, cette maîtrise de l'air n'enlèverait pas à l'adversaire la maîtrise de la mer, c'est-à-dire la possibilité d'empêcher ou de paralyser l'invasion. Désormais, il ne sera plus question de *Sea Lion* que comme d'un camouflage des véritables intentions d'Hitler, maintenant décidé à attaquer la Russie, et comme d'une éventualité postérieure à l'écrasement de celle-ci.

Sur tous ces points, l'exposé de M. Wheatley paraît incontestable. Quant à ses considérations stratégiques, il est de leur nature même de prêter davantage à discussion.

Contrairement à la thèse de Hinsley (*Hitler's Strategy*), M. Wheatley croit pouvoir affirmer que l'idée d'attaquer à l'Est au printemps de 1941 se serait implantée dans l'esprit d'Hitler vers la fin de juillet 1940. Il s'appuie, non seulement sur le Journal de Halder, mais sur une monographie inédite de M. Robertson, « Barbarossa. L'origine et le développement du plan d'Hitler d'attaque contre la Russie ». Il faudra attendre la publication de cette étude pour être fixé sur ce fait.

C'est à cette « idée irrésistible » d'Hitler que l'auteur attribue l'ardeur avec laquelle était poussée la préparation du débarquement : il importait d'en finir au plus tôt avec l'Angleterre afin de pouvoir entreprendre à temps les préparatifs de l'offensive à l'Est, et cette nécessité l'emportait sur la connaissance des difficultés du débarquement. Pourtant, il semble bien que, d'après M. Wheatley, Hitler aurait eu plus de chances d'obtenir l'épuisement de la Grande-Bretagne, à échéance plus ou moins lointaine, par le blocus qu'eût imposé la guerre sous-marine et aérienne. Mais, ajoute-t-il, Hitler n'était-il pas, par tempérament, incapable d'une stratégie d'épuisement?...

Cette excellente monographie prouve, une fois de plus, la valeur de l'équipe groupée autour de M. Butler pour l'étude de l'histoire de la deuxième guerre mondiale.

Général LESTIEN.

La France sous l'occupation, par P. ARNOULT, J. BILLIG, F. BOUDOT, M. CEPÈDE, P. CÉZARD, P. DHERS, J.-M. D'HOOP, H. MICHEL, A. PIATIER, A. ROSIER, A. SCHERER, général SCHMITT. Paris, Presses Universitaires de France, 1959 ; VIII-200 pages. (Collection « Esprit de la Résistance ».)

Présenté par M. D. Mayer, président du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, ce volume réunit les additifs — et aussi les rectifications — que des spécialistes de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ont jugé, à juste titre, indispensable d'apporter aux témoignages publiés par la fondation Hoover sous le titre fallacieux « La vie de la France sous l'occupation ». Les douze chapitres de cette publication, appuyés sur une documentation qu'il est permis de croire exhaustive dans l'état actuel de la documentation présentement accessible, apportent une série de mises au point précises sur un certain nombre de points particuliers que les apologistes de P. Laval avaient présentés sous un jour assez souvent spécial, ou pour le moins de façon incomplète quand ils ne s'étaient pas contentés de les passer sous silence. M. Dhers, ancien député et membre de la Commission parlementaire d'enquête sur les événements de 1933 à 1945, procède dans le premier chapitre : « L'armistice, l'Assemblée Nationale », à un examen critique des témoignages apportés par les divers acteurs ou simples témoins sur les circonstances de la politique autour de l'Assemblée de Vichy en juillet 1940, après les événements encore plus complexes qui entourèrent la demande d'armistice et la signature des actes diplomatiques mettant fin à la lutte une semaine après l'appel du maréchal disant que le moment était venu de cesser le combat. Il met à ce sujet en relief la responsabilité majeure des chefs militaires dans le choix d'une politique d'armistice, et plus encore dans ses modalités. M. A. Scherer, archiviste-paléographe et un des pubicuteurs des « Archives secrètes de la Wilhelmstrasse », consacre un chapitre particulièrement utile à la « Collaboration », sur laquelle la publication de l'Institut Hoover observait un silence pour le moins embarrassé, comme si l'effet primordial de la politique du gouvernement de Vichy, au temps de Laval, comme au temps de Darlan d'ailleurs, n'avait pas été de mettre à la disposition de l'ennemi au nom de ce principe toutes les ressources du pays, même au delà des stipulations d'une convention d'armistice pourtant singulièrement large et interprétée plus extensivement encore par l'ennemi. Le chapitre consacré par M. P. Arnoult, inspecteur général des finances, aux finances de la France sous l'occupation rappelle les modalités de l'alourdissement constant des prélèvements financiers de l'Allemagne, s'étonnant au passage de la technique très curieuse des auteurs de la publication de la fondation Hoover, qui ont préféré recourir à deux témoignages unilatéraux d'hommes politiques, directement intéressés à un plaidoyer *pro domo* au lieu de consulter tout simplement, puisqu'ils existent, les documents officiels signés parfois par les mêmes hommes, mais témoignant de leurs actes et non d'intentions peut-être découvertes après la victoire des Anglo-Saxons, et de la résistance. Il précise les conditions dans lesquelles l'indemnité pour l'entretien des forces d'occupation devint par sa majoration une « contribution financière de la

France à la défense de l'Europe... un concours effectif à l'effort de guerre de l'Allemagne », selon les mots même de Pierre Laval. Il ramène à ce qu'il fut, un marché de dupes, le soi-disant accord de compensation franco-allemand qui permettait à l'ennemi de prendre immédiatement en échange, en principe, de versements hypothétiques, et d'acquérir des participations dans les entreprises françaises. M. A. Piatier, professeur à l'École nationale d'Administration et directeur de la conjoncture à l'Institut national de la Statistique, observe pour commencer que les témoignages recueillis par la fondation Hoover relèvent souvent du simple exercice de style, « moins préoccupés de décrire les faits que de dire ce qui se serait passé si... ». Il rappelle l'importance des pertes humaines, passées pudiquement sous silence, le rôle de la déportation, de la captivité de guerre, du service du travail obligatoire dans l'appauvrissement de l'économie et du potentiel ; il précise l'effondrement de la production industrielle et l'ampleur des prélèvements ennemis sur celle-ci, de même que sur les ressources agricoles. Ce dernier point est étudié également par M. Cépède, directeur au ministère de l'Agriculture, qui examine aussi les aspects très partisans de la politique du ministre vichyssois Caziot, assurant pour créer sa corporation paysanne une fusion des organismes existants, déposédant les groupements antérieurs de leurs avoirs, comme par hasard, au profit d'organismes déficitaires, mais davantage en rapport avec les idées politiques du ministre. Il signale également l'importance de la contribution de l'agriculture française au ravitaillement des armées et de la population civile ennemie au détriment du ravitaillement français. Le général Schmitt rappelle, dans son chapitre sur les rapports jusqu'en novembre 1942 avec les Anglo-Saxons, l'atmosphère pour le moins confuse dans laquelle se déroulèrent les épisodes d'un jeu diplomatique qui fut qualifié de « double » après la victoire des Anglo-Saxons par ceux qui l'avaient mené, et semblent avoir bien souvent simplement cherché, au prix de quelques démarches futiles, une contre-assurance au cas, bien improbable à leurs yeux, d'un renversement d'une situation de prépondérance allemande à laquelle ils devaient leur promotion, et qu'ils servaient aussi efficacement que possible. M. H. Michel, secrétaire général du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale, étudie dans son chapitre « Résistance et Déportation » le rôle exact de la police et de la magistrature vichyssoise dans leur fonction de pourvoyeuses et d'auxiliaires des services de la Gestapo et des autres formations policières du régime d'occupation ; il signale à juste titre l'augmentation numérique des « services rendus » par les dignitaires du régime avec les progrès des armées alliées qui faisaient paraître plus dangereuse la politique de persécution des opposants. M. Rosier, président de la Confédération des Travailleurs intellectuels, retrace, sous le titre « l'Université et la révolution nationale », les efforts poursuivis avec persévérance par les autorités de Vichy pour utiliser l'enseignement aux fins d'une propagande partisane, sinon toujours en faveur de l'ennemi, tout au moins à leur propre avantage, pour développer un esprit de soumission et de conformisme. M. J. Billig, ancien attaché à la délégation française au tribunal de Nuremberg, retrace l'attitude des hommes de Vichy en face de la question juive, non sous l'angle de quelques mesures de bienveillance individuelle, plus ou moins efficaces, mais sous l'angle des dispositions qu'ils voulaient légales, aboutissant à l'instauration en France d'un racisme officiel et à une coopération, non sans bénéfices, avec les services allemands chargés d'« aryaniser » les entreprises israélites avant d'envoyer les anciens propriétaires et bien d'autres israélites vers les fours créma-

toires ; et il est tristement révélateur de l'argumentation des collaborateurs de la publication de la fondation Hoover de voir qu'il restitue aux ordres de Berlin et aux impératifs de la circulation des trains militaires un ralentissement dans les déportations que les autres présentaient comme due à l'efficacité de leur politique.

M. P. Cézard, conservateur aux Archives nationales, apporte une mise au point particulièrement nécessaire en étudiant, d'après les textes et non d'après de vagues déclarations d'intention prudemment confidentielles, l'étonnante politique du régime de Vichy en face de la question d'Alsace et de Lorraine, épinglant au passage quelques aveux relevés dans les volumes de la fondation Hoover, qui montrent la résignation, pour ne pas dire plus, avec laquelle les dirigeants de Vichy envisageaient le sort de « l'enjeu traditionnel de nos batailles avec l'Allemagne ». Un dernier chapitre est consacré par M. F. Boudot et J. M. d'Hoop, tous deux agrégés d'histoire et anciens prisonniers, responsables des enquêtes sur les Stalags et les Ollags menées par la Commission d'Histoire de la Captivité du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, au problème des prisonniers et du gouvernement de Vichy. Ils mettent au point de façon décisive le vague des affirmations, et peut-être plus encore des statistiques affichées par les partisans du régime de Vichy dans l'ouvrage de la fondation Hoover. Ils insistent sur la série de lacunes, voire de mensonges, dont sont parsemées les pages des volumes en question, sur les sanctions collectives, sur les exécutions arbitraires en particulier, mais ils ne négligent pas pour autant le rôle très particulier de la propagande vichyssoise auprès des prisonniers et le chantage exercé à la faveur de la captivité auprès des éléments demeurés en France, deux éléments non négligeables pour comprendre l'adhésion temporaire ou parfois durable d'individus au régime mis en place par la défaite. On ne peut que souscrire à leur condamnation « d'une politique qui repose sur un tas de biscuits et des collections de sous-vêtements... abandonne l'honneur d'une nation et l'avenir du pays... ». M. H. Michel, dans une conclusion, précise enfin la valeur de témoignages assurément tendancieux, mais toutefois révélateurs, que peut représenter la collection de documents réunis par les soins de la fille de Pierre Laval et regrette à juste titre que les crédits employés à cette publication n'aient pas été utilisés en priorité pour les innombrables documents concernant la France trouvés par les Américains dans les archives allemandes, et que les règlements des archives françaises ne permettent pas la publication dès maintenant de documents connus comme ceux des cours de justice, qui auraient apporté sur bien des points les indispensables clartés à une véritable histoire de la France sous l'occupation.

Jean VIDALENC.

Adrienne Doris HYTIER. Two years of French Foreign Policy, Vichy 1940-1942. Paris-Genève, Droz, 1958 ; 402 pages.

Si l'on considère le nombre des livres qui ont été écrits sur le gouvernement de Vichy, on est étonné, comme le fait remarquer l'auteur du présent ouvrage, de constater qu'aucun d'entre eux n'a été spécialement consacré à sa politique étrangère. Cette lacune est maintenant comblée avec bonheur. Le livre dont il est ici question est un ouvrage substantiel ; soigneusement documenté, il utilise ses sources à bon escient tout en observant, dans ses conclusions, une remarquable impartialité. Un éloge particulier est dû aux typographes français qui ont imprimé cet ouvrage en anglais pratiquement sans faute. C'est à la fois un livre passionnant

à lire et une œuvre d'érudition. Les personnages sont dessinés avec vie et il y a place pour de nombreuses et vivantes anecdotes. En même temps, l'auteur est sans pitié lorsqu'elle passe au crible les excuses et regrets exprimés soit à l'époque, soit plus tard. Elle commence en montrant que Paul Reynaud aurait pu refuser l'armistice s'il avait eu vraiment la détermination nécessaire ; et elle conclut fermement que la collaboration était la politique de tous les hommes de Vichy. « C'était la politique de Laval, c'était la politique de Flandin, c'était la politique de Darlan, c'était celle du Maréchal, c'était celle de ses ministres. » En même temps, elle fait remarquer que cette politique était pratiquée pour servir la France, non pour aider l'Allemagne. Les Allemands s'en rendaient bien compte ; et, pour cette raison, la collaboration n'eut jamais aucune chance de réussir durablement. C'est la politique allemande, non celle de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, qui sauva la France d'être totalement asservie à l'« Ordre nouveau » de Hitler.

La politique anglaise appelle, en effet, ici de sérieuses critiques. L'auteur estime que les Anglais auraient pu obtenir toutes assurances concernant la flotte française sans l'attaquer à Mers-el-Kébir. Mais le gouvernement britannique ne pouvait pas le savoir à cette époque. La suprématie navale était vitale pour lui ; et l'attaque lui parut la meilleure solution. Il est vraiment inutile de retenir les suggestions postérieures selon lesquelles cette action fut entreprise pour montrer que la résolution britannique était inentamée. D'autre part, Miss Hytier fait une intéressante étude des négociations franco-anglaises de l'automne 1940. Churchill ne leur attachait jamais beaucoup d'importance ; et le gouvernement britannique les désavoua officiellement après la guerre. L'attitude de Halifax est moins claire. Les hommes ne peuvent changer de caractère, même en temps de guerre ; et il semble bien que Halifax ait été un « collaborateur » à l'égard de Vichy. On ne peut cependant en être certain tant que les Archives britanniques ne seront pas ouvertes, dans un avenir lointain. Ce qui semble exact, c'est que Laval désirait une rupture nette avec l'Angleterre pour plaire aux Allemands, et que Baudoin était favorable à une timide collaboration avec les deux camps.

Les rapports avec l'Allemagne constituèrent le problème essentiel pendant toute la période. La collaboration eut-elle vraiment chance de réussir pendant les premiers mois ? Montoire aurait-il pu entraîner une véritable réconciliation ? La réponse semble être nettement négative. Hitler aurait, bien sûr, aimé voir la France de son côté dans le conflit, mais il y attachait peu d'importance et ne voulait faire pour cela aucune concession sérieuse. Les Français, de leur côté, voulaient des concessions, mais n'avaient aucune intention de se remettre en guerre. Il aurait pu en aller autrement si Hitler avait jamais sérieusement projeté une avance sur Gibraltar et la Méditerranée occidentale ; mais il ne fut jamais attiré par ce plan. De là, si Montoire ne pouvait pas réussir, son échec non plus ne pouvait être décisif. En outre, comme le fait remarquer Miss Hytier, la chute de Laval n'entraîna pas non plus une orientation décisive dans la direction opposée. Elle n'atteignit pas la politique de collaboration. Elle aboutit simplement à mettre Darlan à la place de Laval. Darlan mettait son espoir dans une collaboration militaire alors que Laval avait raisonné en termes politiques ; mais l'effet sur Hitler fut exactement le même. Hitler estimait, et avec raison, que les Français ne seraient jamais pour lui des alliés sur lesquels compter. Aussi n'essaya-t-il jamais de les rendre tels. De la France, il voulait une aide économique ; il avait de plus en plus besoin de main-d'œuvre française ; mais il ne lui vint jamais à l'idée d'essayer

de séduire les Français. Les hommes de Vichy poursuivaient tous un rêve impossible qui n'avait aucune base réelle.

Ce que l'on peut dire de mieux en faveur de Vichy est que ce gouvernement maintint les Allemands hors de la zone non occupée pendant plus de deux ans. Presque n'importe quelle politique, sauf un défi déclaré, en aurait fait autant ; et aucune ne pouvait faire plus. La France ne pouvait rien faire pour aider une victoire des Alliés ; elle pouvait seulement se tenir hors du chemin. Les hommes de Vichy, en essayant de restaurer l'indépendance française, essayaient en fait de la mettre de nouveau en danger. S'ils avaient eu le moindre succès, la France se serait rapprochée de l'Allemagne et aurait pu se retrouver à la fin de la guerre parmi les vaincus au lieu d'être parmi les vainqueurs. Hitler seul la sauva de ce destin. C'est à lui qu'en revient le mérite ; non à Laval, ni à Darlan, ni à Pétain.

A. J. P. TAYLOR.

Maréchal MONTGOMERY. *Mémoires* ; trad. de J. WEILAND. Paris, Plon, 1958 ; ii-565 pages, avec 14 croquis. Prix : 1.950 fr.

Ces *Mémoires* présentent le tableau d'une vie passée tout entière au service de l'armée britannique : trente-deux années d'un avancement régulier, de grade en grade, dans les corps de troupe, les états-majors et les écoles, en métropole, en Irlande et aux Indes, — la guerre 1939-1945 à la tête d'une division, d'un corps d'armée, d'une armée, d'un groupe d'armées, — douze années d'après-guerre comme chef de l'État-Major impérial, puis comme président du Comité des Commandants en chef alliés, enfin comme adjoint d'Eisenhower, commandant suprême du S. H. A. P. E.

Indépendamment des enseignements que le maréchal Montgomery y dispense généreusement par l'exposé de ses principes, de ses méthodes de commandement, de ses procédés tactiques et de ses idées stratégiques, ils offrent, pour les historiens, un triple intérêt : ils font connaître et comprendre un des chefs qui jouèrent dans la guerre un rôle capital ; ils apportent un témoignage direct sur les événements de guerre et sur la politique britannique d'après-guerre ; on y trouve, enfin, de curieux jugements sur certains chefs militaires et hommes politiques de premier plan.

Comme homme et comme chef, il fut très discuté. Il manifeste, en toutes circonstances, une personnalité, une confiance en soi, une conscience de sa valeur, voire de sa supériorité, une exclusivité d'opinion, une sévérité pour ses supérieurs et pour ses égaux, qui provoquèrent bien des antipathies. En revanche, sa droiture, la netteté de ses convictions, la fermeté de son caractère, mélange d'énergie et de bonté à l'égard de la troupe, son souci constant du contact personnel avec ses subordonnés, caractéristique essentielle de sa méthode, gagnèrent à « Monty » une incontestable popularité. Il ne dissimule dans ses *Mémoires* ni ces défauts ni, et encore moins, ces qualités, qui, les uns et les autres, expliquent l'action qu'il exerça, ses difficultés et ses succès.

Sur les événements, on n'y trouvera que peu de précisions qui ne soient déjà connues, tant par ses ouvrages antérieurs, *D'Alamein à la rivière Sangro* et *De la Normandie à la Baltique*, que par les études d'histoire militaire publiées en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Sans s'attarder aux détails, il expose avec clarté les raisons de ses décisions, les discussions qui les précédèrent (par exemple, avant

l'expédition de Sicile, avant l'invasion de l'Italie, avant le débarquement de Normandie), les motifs de son opposition à la stratégie d'Eisenhower après la victoire de Normandie et jusqu'à la capitulation de l'Allemagne. Les deux cents dernières pages de son livre sont consacrées au rôle de l'Allemagne d'après-guerre, aux premières difficultés avec les Russes, à la politique militaire du gouvernement travailliste, à la question de la Palestine, qu'il eut à étudier lors d'un voyage au Moyen-Orient, et aux débuts de l'organisation défensive de l'Europe. Sur ces différents points comme sur les opérations militaires, il reproduit, en outre, des lettres personnelles et des rapports confidentiels qui ne figurent pas dans les documents officiels déjà publiés.

Quant aux jugements qu'il porte avec une franchise parfois brutale, certains ont soulevé de violentes protestations. Ils s'expliquent par une sévérité qui n'épargne même pas les hommes dont il se proclame l'ami (le général Gort, par exemple, dont il dit « qu'il n'était pas très intelligent » et que « sa tâche le dépassait », Eisenhower, Bradley, etc.), et pas plus l'armée britannique de 1914, celle de 1939 et celle d'après-guerre, que les armées française ou italienne. Ces jugements peuvent être discutables ; mais, venant d'une telle personnalité, on ne peut contester qu'ils soient « autorisés ».

Quelque sentiment qu'on éprouve, à la lecture de ces *Mémoires*, pour leur auteur, et quelque discussion que justifient l'attitude de celui-ci dans certaines circonstances, ses affirmations et ses jugements, ils n'en constituent pas moins un document d'une importance exceptionnelle pour l'histoire militaire.

Général LESTIEN.

Henry W. EHLMANN. *Organized Business in France*. Princeton, Princeton University Press, 1957 ; 514 pages, tableaux et Index.

Ce livre n'est qu'en apparence le symétrique de celui que le même auteur avait consacré, dix ans auparavant, au mouvement ouvrier depuis le Front populaire jusqu'à la Libération. L'historique, qui remplissait entièrement le livre précédent, n'occupe plus, pour couvrir la même période, que les cent premières pages de ce nouvel ouvrage, tout le reste étant consacré à une description des actuelles organisations patronales, de leurs moyens d'action, de leurs attitudes face aux problèmes économiques et aux problèmes des rapports avec les ouvriers.

Il n'est guère possible de résumer un pareil ouvrage, où l'énumération d'organismes fort complexes, et généralement mal connus, tient une très grande place. On peut simplement essayer de donner une idée de son inspiration générale. Nous dirions volontiers que l'auteur, tout en plaçant fréquemment en tête de ses chapitres des citations des savoureux « Propos d'un Confiseur », est surtout hanté par la pensée de Malthus et par celle de Burnham. M. Ehrmann nous montre la « managerial revolution », c'est-à-dire la substitution des « grands commis » aux anciens propriétaires dans la direction des organisations patronales ; elle s'affirme déjà dans le changement du personnel dirigeant de la C. G. P. F. à l'automne 1936 ; elle est considérablement renforcée par les Comités d'organisation du régime de Vichy ; elle triomphe après la Libération. Mais, selon M. Ehrmann (p. 136-137), et contrairement aux théories de Burnham, le vieux patronat français impose dans l'ensemble à cette couche sociale nouvelle sa mentalité propre, faite essentiellement de conservatisme étroit, de protectionnisme, de méfiance : à l'égard de l'investi-

gation statistique, à l'égard de l'intervention de l'État, à l'égard du syndicalisme ouvrier ; de même le patronat français demeurerait profondément attaché à la cartellisation et au malthusianisme économique. C'est, au fond, une vision bien américaine de la France qui transparaît dans ces pages. Notre pays ne semble pas du tout, aux yeux de M. Ehrmann, converti dans ses profondeurs au nouvel idéal de la productivité et de l'expansion économique.

Nous sommes mal placé pour discuter cette optique. Les réserves que l'on peut apporter à l'ouvrage sont d'un tout autre ordre. Tout d'abord, le monde des entreprises françaises est fort complexe, et on peut se demander si le tableau de ses attitudes et de ses tendances est toujours suffisamment nuancé. Par exemple, nous voyons M. Pinay, qui nous est présenté comme l'homme du patronat, prendre par deux fois (voir p. 386-387 et p. 437) des mesures nettement contraires à ce qui nous est représenté comme la politique patronale. Les tendances personnelles de M. Villiers, président du C. N. P. F., paraissent fréquemment opposées à celles qu'auraient, nous dit-on, le plus grand nombre de ses commettants. N'y a-t-il pas là des difficultés qui méritent de retenir l'attention ? On peut également regretter que les idées patronales concernant, par exemple, la politique des investissements, des prix, de la monnaie, ne soient pas replacées dans la conjoncture économique, à laquelle aucun exposé n'est consacré.

Une autre remarque, celle-ci méthodologique : l'ouvrage ne comporte aucune bibliographie d'ensemble, et les notes sont en bas des pages, et non plus groupées par chapitre ; il en résulte une incommodité grave, d'autant plus que l'auteur a fait appel à une documentation très abondante et très dispersée : non seulement livres et revues, journaux spéciaux souvent fort peu répandus, mais aussi circulaires ronéotypées ; M. Ehrmann a également multiplié les entretiens personnels. On aimerait que le texte tînt compte davantage de la valeur très inégale de ces différentes sources et distinguât plus clairement les faits vérifiables des simples on dit.

En dépit de ces réserves, qui tiennent un peu à la nature du sujet, c'est un livre d'une grande utilité, qui nous apprend beaucoup de choses sur des questions très mal connues.

J. NÉZÉ.

Haneda Hakase Shigaku rombun.shū (« Recueil des Œuvres posthumes de Tōru HANEDA »), I (11 pl., 784 pages) et II (15 pl., 688 pages + un Index, 54 pages, suivies de résumés et de traductions en français, 117 pages). Oriental Department Series n° 3, Part 1 ; Tōyōshi kenkyūkai, Université de Kyōto, 1957.

Ces deux beaux volumes, présentés par Miyazaki I., président de la Société d'Étude de l'Histoire de l'Extrême-Orient (Kyōtō), constituent un hommage digne du grand savant qu'était le professeur Haneda T. Le premier de ces volumes contient l'œuvre historique du maître ; le second, ceux de ses articles qui ont trait à des questions religieuses et linguistiques. Il suffit de lire la Table des matières pour saisir l'ampleur des recherches de cet historien qui fut aussi un linguiste averti, en particulier dans le domaine, alors nouveau, du ouïgour. Le soin minutieux qu'il apportait à l'interprétation de textes difficiles n'a d'égal que la patience avec laquelle il rassemblait les matériaux d'étude. L'œuvre du professeur Haneda englobe toute l'Asie centrale et l'Extrême-Orient (tribus turques de l'époque des

T'ang, Ta Yue-tche, Sogdiane, relations des Chinois avec les « Barbares » du nord et de l'ouest de la Chine, etc.) ; elle reste pourtant centrée sur les Mongols et les Ouigours, sur la langue et la religion de ceux-ci, sur les textes bouddhiques en ouigour, ainsi que sur les sūtras en chinois qui ont été découverts dans les grottes de Touen-hang. Haneda T. s'est beaucoup intéressé également aux textes manichéens et nestoriens. Les *Mélanges (Zassan)* qui forment la dernière partie du second volume (p. 533-686) témoignent de la curiosité d'esprit du professeur Haneda, mais plus encore de son profond humanisme et de l'intérêt qu'il portait aux travaux de ses collègues, japonais et étrangers. On y trouve des comptes rendus des expéditions de P. Pelliot, d'Ōtani K., des fouilles de Kozlov, des exposés touchant l'œuvre scientifique des professeurs Hamada K., Kanō S. et Naitō T., Radlov et Sylvain Lévi, ainsi que des souvenirs de voyages en Europe. Ce même volume se termine par un post-scriptum *atogaki* dans lequel M. Haneda Akira, professeur d'histoire de l'Extrême-Orient à l'Université de Kyōto, exprime sa profonde reconnaissance à l'égard du Comité qui s'est chargé de publier *in extenso* l'œuvre de son père, et adresse des remerciements à M. André Brunet qui a beaucoup contribué à la rédaction des résumés qui permettront aux lecteurs occidentaux d'apprécier la qualité de l'œuvre du grand spécialiste défunt.

Ch. HAGUENAUER.

I
Art
titu
s'el
hist
sou
con
Géo
foss
de l
et l
Nés
S
teur
n'aj
et à
troi
les
nem
mat
Mil
(tak
(p.
sur
ranc
terg
che
de l

1.
com
leur
sapi
2.
n. 2
à de
3.
glac
il ét
4.
dien
5.
la ci

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — R. P. BERGOUNIOUX. *La Préhistoire et ses problèmes* (Paris, Arthème Fayard, 1958, 407 p.). — Dans cet ouvrage, le savant professeur de l'Institut catholique de Toulouse, bien connu par ses travaux sur les tortues fossiles, s'efforce de faire une synthèse de ce qui est actuellement connu sur l'homme préhistorique et ses civilisations, ainsi qu'un exposé des problèmes qui restent à résoudre. La première partie traite de l'apparition de l'homme. Après un chapitre consacré à l'anatomie de l'homme actuel, un second chapitre est consacré à la Géologie quaternaire, le troisième traitant des formes de primates modernes, ou fossiles antérieures aux hominidés vrais. La deuxième partie est consacrée à l'étude de la préhistoire proprement dite et des types humains fossiles : les Archanthropes et le Paléolithique inférieur, les Paléanthropes et le Paléolithique moyen, les Néanthropes et le Paléolithique supérieur, enfin le « miracle néolithique ».

Si les parties consacrées à la Paléontologie humaine, largement d'après les auteurs classiques (Boule, Vallois, Weidenreich, von Koenigswald, Piveteau, etc.), n'appellent que peu de critiques¹, tout ce qui se rapporte à la Géologie quaternaire et à la Préhistoire témoigne que les sources de l'auteur sont de deuxième ou de troisième main, et qu'il lui manque tout contact réel avec le sujet. L'exposé sur les terrasses fluviales repose entièrement sur la théorie eustatique et ne fait aucunement appel aux considérations climatiques qui ont permis de comprendre la formation des terrasses et en ont donné une chronologie bien plus sûre. La courbe de Milankovitch semble, pour l'auteur, devoir « s'imposer ». Le Moustérien est placé (tableau p. 90) dans le dernier interglaciaire. Chelles aussi bien que Saint-Acheul (p. 180 et 182) sont considérés comme situés sur des plateaux, et les considérations sur la taille du silex² ainsi que sur la typologie paléolithique dénotent une ignorance absolue du sujet. Le Micoquien de la Micoque est placé dans le dernier interglaciaire³. L'auteur attribue (p. 258 et surtout p. 282) les amas d'ossements de chevaux de Solutré au Solutréen⁴. Le Périgordien est considéré comme un faciès de l'Aurignacien⁵ ainsi d'ailleurs que le « Grimaldien » et le Capsien (p. 261 et 262).

1. Il aurait cependant dû signaler la ressemblance des parties connues du crâne de Swanscombe avec les parties homologues du crâne de Steinheim, ce qui enlève beaucoup de valeur à la théorie selon laquelle Swanscombe représenterait un ancêtre possible de l'*Homo sapiens*.

2. « Le plan de frappe est la partie plane du nucléus ouvert en deux parties » (p. 194, n. 2). « D'un nucléus à plan de frappe préparé à l'avance, un coup sec va détacher une lame à dos abattu » (p. 259), etc.

3. On peut discuter à la rigueur la question de savoir si ce Micoquien appartient à la glaciation rissienne ou à la glaciation wurmienne, mais jusqu'à nos fouilles récentes (1957), il était le seul niveau de la Micoque à avoir donné du renne !

4. Bien que situés à Solutré, ces amas d'ossement de chevaux appartiennent au Périgordien, et non au Solutréen susjacent.

5. On pourrait tout aussi bien considérer la civilisation sumérienne comme un faciès de la civilisation égyptienne !

L'abri de la Madeleine devient une grotte et le Magdalénien comporte cinq niveaux (au lieu des six, au minimum, fermement établis par Breuil). Le gisement de Cro-Magnon, par un curieux avatar, devient magdalénien au lieu d'Aurignacien (p. 267). J'en passe, et des meilleurs ! Dans l'ensemble, l'exposé des industries préhistoriques, bourré d'erreurs, est extrêmement sommaire. Seuls sont bien développées et intéressantes les considérations sur le psychisme de l'homme fossile. A juste titre, l'auteur réagit contre le point de vue, largement exposé dans maints ouvrages de vulgarisation, selon lequel l'homme de Néandertal n'était qu'une brute, à peine digne du nom d'*Homo faber* qu'on ne pouvait lui refuser, puisqu'il fabriquait des outils. La différence entre *Homo faber* et *Homo sapiens* lui semble illusoire, et nous le suivons volontiers sur ce terrain.

En résumé, ouvrage à consulter avec beaucoup de précautions de la part du non-spécialiste, qui risquerait autrement d'acquérir des idées fausses ou dépassées depuis plus de cinquante ans. L'auteur semble, en particulier, tout ignorer des travaux de V. Commont (entre 1905 et 1915) sur le loess et le Paléolithique inférieur et moyen.

F. BORDES.

— James G. FÉVRIER. *Histoire de l'Écriture*. Nouvelle édition entièrement refondue (Paris, Payot, 1959, in-8°, 616 p., 135 fig.). — La première édition de cet ouvrage a paru en 1948 en reproduction de texte dactylographié. Celle-ci a reçu la même présentation matérielle, en dépit de l'importance et du succès de l'ouvrage. Mais des additions et des modifications ont été apportées à certaines parties, notamment en ce qui concerne les écritures mycénienne, proto-phénicienne, latine, libyque et ibéro-tartésienne. Des notes ont été ajoutées à beaucoup de chapitres.

L'exposé sur l'écriture crétoise a été refondu et accru, de nouvelles références sur l'écriture de l'île de Pâques ont été données. Des réserves sur l'interprétation de l'écriture pseudo-hiéroglyphique de Byblos ont été introduites. D'une manière générale, tout ce qui concerne les écritures sémitiques et de l'Europe a été soigneusement mis à jour, mais non ce qui concerne les écritures du monde indien et de l'Extrême-Orient.

Les seize planches qui figuraient dans la première édition ont été malheureusement supprimées.

La nouvelle version n'en reste pas moins précieuse pour l'histoire des écritures de l'Europe et de l'Asie occidentale.

J. FILLIOZAT.

— *L'histoire du monde*, racontée par Jean DUCHÉ. I : *L'animal vertical* (Paris, Flammarion, 1958, in-8°, 700 p., 22 cartes). — Ce livre d'aspect imposant retrace fort sommairement l'histoire du monde jusqu'à la fin de l'Antiquité ; l'auteur nous conte cette très longue histoire avec une verve singulière, que n'alourdit, semble-t-il, nul souci de pédantesque exactitude : les formules et les comparaisons pittoresques abondent dans ces pages, dont la lecture inspire un plaisir sans cesse renouvelé. De nombreuses lectures ont facilité la composition de ce séduisant ouvrage ; ne voulant pas se donner « à bon compte des allures savantes (et pédantes) » en établissant une bibliographie, M. Duché se borne à « remercier » les auteurs des travaux qui lui furent « particulièrement utiles » et, il en dresse une liste dans laquelle on relève plus d'un nom connu, et même illustre, mais où l'on regrette de ne pas en voir figurer d'autres dont la célébrité n'est pas moindre et dont l'omission est affligeante. Contentons-nous d'en donner ici (les auteurs étrangers mis à part) une énumération elle-même bien incomplète : pour l'Égypte :

G. Lefebvre, P. Jouguet, J. Lesquier ; pour l'Inde : A. Foucher ; pour Israël et Jésus : A. Loisy, Ch. Guignebert, M. Goguel ; pour Rome : G. Bloch, M. Holleaux, A. Piganiol, A. Grenier, L. Homo. Paul CLOCHÉ.

— Albert TROUX, Georges LIZERAND, Gérard MOREAU. *Les temps modernes* (Liège et Paris, H. Dessain, 1959, 383 p. ; prix : 1.700 fr.) (Recueils de textes d'histoire pour l'enseignement secondaire publiés sous la direction de Louis Gothier et Albert Trous, t. III). — Tous ceux qui enseignent l'histoire reconnaissent les vertus essentielles d'un contact direct de l'étudiant avec les documents eux-mêmes. Le recueil établi par MM. Trous, Lizerand et Moreau — et qui est destiné, en principe, à l'enseignement secondaire — couvre les trois siècles de l'histoire moderne et offre cent soixante-quatorze textes, dont soixante-quatorze sur le XVIII^e siècle. On y trouvera, bien entendu, des extraits des documents célèbres et fondamentaux (traités internationaux, édit de Nantes, bill des droits, déclaration d'indépendance des États-Unis...), mais aussi des documents moins souvent cités, quelques-uns pratiquement inconnus, tous d'un grand intérêt (la Compagnie hollandaise des Indes orientales — la répartition de la taille dans les pays d'élections — les réformes de Frédéric-Guillaume I^{er} exposées par son fils — les transformations de la propriété rurale en Angleterre, au XVIII^e siècle, décrites par le chevalier d'Eon...). On sera particulièrement reconnaissant aux auteurs du recueil d'avoir groupé des faisceaux de témoignages complémentaires ou de jugements discordants sur des thèmes controversés comme la colonisation espagnole, la révocation de l'édit de Nantes, la philosophie du XVIII^e siècle, la corvée royale — ou sur des personnages discutés comme Richelieu, Louis XIV, ou Louis XV. La langue et l'orthographe des textes sont discrètement modernisés — des notices substantielles et de courtes notes infra-paginales présentent les auteurs et résolvent les principales difficultés — vingt-quatre planches illustrent l'ouvrage. J. ÉGRET.

— Heinrich Ritter von SRBIK. *Metternich* (Munich, Hermann Rinn, 1956, 64 p.). — Ce joli petit livre, bien présenté, avec quatre illustrations, réédite l'essai sur Metternich que le professeur von Srbik avait donné à la collection « Meister der Politik » (1922).

On ne peut le relire sans intérêt. C'est, d'une remarquable plénitude, une image incontestablement favorable, mais nullement partielle du chancelier et de son œuvre. Nul plaidoyer. Les années de formation et d'expérience, la lutte contre Napoléon qui constitue la plus grande phase de sa carrière, la politique de résistance au libéralisme tenu pour le développement de la Révolution, le souci supérieur de préserver l'équilibre de l'Europe contre les secousses sociales qui la menaçaient, l'inégale qualité des moyens, enfin le désaccord entre l'autorité et les succès de la politique étrangère et les faiblesses internes de l'Empire d'Autriche après 1815, chacun de ces aspects est évoqué de manière sobre et puissante. On y sent la maturation des connaissances par une pensée courageuse.

La conclusion donne le ton : « Metternich a été pour l'Europe et pour l'Autriche le dernier et grand représentant d'une pensée politique universelle (et qui l'est au même titre que son adversaire, la grande Révolution) : la communauté des États chrétiens et de la composition sociale que leur avait prêtée l'histoire. » Qu'on les approuve, qu'on les blâme ou surtout qu'on les discute, ces pages portent la marque d'un historien de classe.

Victor-L. TAPIÉ.

— Maxime MOURIN. *Histoire des grandes puissances. France-Allemagne-Angleterre-Italie-U. R. S. S.-États-Unis-Chine-Japon de 1918 à 1958* (Paris, Payot, 1958,

654 p. ; prix : 3.200 fr.). — Il s'agit de la troisième édition, revue et complétée, d'un ouvrage qui a d'abord englobé la période 1919-1939, puis 1919-1947. D'une édition à l'autre le centre de gravité du livre s'est tout naturellement déplacé vers la deuxième guerre mondiale, puis vers l'après-guerre. L'avant-propos délimite le sujet : un survol de « politique générale ». L'ouvrage s'articule en huit chapitres, correspondant aux huit grandes puissances, suivis d'un appendice consacré aux événements de mars à juin 1958. Une table des matières très détaillée, des titres clairs, un index des noms de personnes (plus de 1.100) en rendent l'utilisation aisée. Un seul regret : l'absence de bibliographie.

Il ne saurait être question de résumer une telle somme ; bornons-nous à quelques glanes par pays.

Si le récit de l'évolution politique de la France de la troisième à la cinquième république nous vaut une liste complète des ministères, l'auteur ne néglige pas pour cela les faits économiques et sociaux : grèves, marché noir « école de toutes les corruptions », rationnement de l'essence en 1956, etc. ; même la note pittoresque ne manque pas, avec l'évocation de certains milieux vichystes « ayant plus d'appétit que de conviction », ou des « résistants en pantoufles de la dernière heure ».

Les cent solides pages consacrées à l'Allemagne, d'Ebert à Adenauer, confirment que M. Mourin est un spécialiste de l'histoire germanique ; sachons-lui gré de n'avoir pas oublié les « camps de la mort » (p. 197 à 199) ¹.

Dans l'histoire de l'Angleterre, l'accent est nettement mis sur les phénomènes économiques et sociaux tels que la grève de 1926, l'abandon de l'étalon-or en 1931, l'austérité travailliste après 1945. A propos du conflit mondial, on note la lenteur de la mobilisation anglaise, mais aussi l'esprit de sacrifice de la R. A. F. et la volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire ; pour l'après-guerre, la continuité de la politique étrangère et l'effort britannique dans le domaine atomique.

A propos de l'Italie mussolinienne, l'auteur pose un point d'interrogation en déclarant « difficile d'apprécier exactement la chaleur de l'adhésion apportée par la population au gouvernement fasciste » (p. 322) ; il rapporte aussi ce propos savoureux du Duce déclarant à Hitler, en octobre 1940 : « Mes blindés seront à Athènes en quelques heures » (p. 333), et décrit la naissance et l'évolution de la république italienne, en montrant le rôle considérable joué par le président de Gasperi.

L'U. R. S. S. est décrite sous tous ses aspects, de la famine de 1921 à la récente réforme agricole de Khrouchtchev, qui « tout en condamnant le culte de la personnalité, déployait la sienne sur la scène politique » (p. 450). Un hommage mérité est rendu à l'armée rouge, à l'effort économique, au premier spoutnik, « réussite sensationnelle et spectaculaire de la science et de la technique soviétiques » (p. 448).

Prospérité, crise, New Deal, guerre et après-guerre constituent les visages successifs des États-Unis ; les initiatives de Roosevelt, « homme au charme si personnel », et de Truman (appui militaire à la Corée du Sud), ainsi que les répercussions de la maladie du président Eisenhower sont bien mises en lumière ; d'intéressantes indications aussi sur la courbe du « moral américain » qui est à son point le plus bas après l'échec de la fusée Vanguard (6 décembre 1957) et remonte avec le succès de l'Explorer (1^{er} février 1958).

Quant à la Chine, c'est l'histoire de son émancipation de l'influence occidentale

1. Une petite erreur chronologique cependant : ce n'est pas en janvier 1920 (p. 129), mais en janvier 1919 que les mitrailleuses tirent dans les rues de Berlin.

qui nous est présentée avec de curieuses récurrences : en avril 1923, Chang Kai Chek va à Moscou « pour étudier l'aide éventuelle de la Russie » et, en novembre 1957, le même voyage est fait par Mao Tse Toung, qui, en fondant en 1949 la république populaire chinoise, « avait plutôt recueilli que conquis le pouvoir politique, tombé des mains d'un régime corrompu et impuissant ».

Enfin le Japon, auquel sa tentative de domination de l'Asie valut en août 1945 d'être victime de la bombe atomique, apparaît aujourd'hui comme « le seul État en Asie, assez proche de l'Occident par ses conceptions sociales et économiques pour exercer une influence modératrice sur l'évolution de cette partie du monde » (p. 622).

Clair, commode et de bonne foi — tel nous apparaît le livre de M. Mourin que d'aucuns jugeront trop « événementiel », mais qui a l'avantage de nous mener jusqu'au milieu de l'année 1958 et de constituer un ouvrage de référence pour quiconque s'occupe de l'histoire de notre temps. A. MEYER.

— Paul KECSKEMETI. *Strategic Surrender* (Stanford University Press, 1958, ix-287 p.). — L'objet de cet ouvrage est l'étude théorique du problème que pose, au vainqueur comme au vaincu, le passage de la guerre à la paix, tant dans un conflit de type classique que lors d'une éventuelle guerre nucléaire.

La solution la plus fréquente, sinon même normale, est la « reddition stratégique » du vaincu, c'est-à-dire la capitulation ordonnée des forces qu'il possède encore. Quelles raisons peuvent justifier, pour lui l'offre de capitulation, pour le vainqueur l'acceptation de cette demande?... Quelles conséquences, favorables ou défavorables, peuvent résulter de cette reddition pour chacun des belligérants?... Pour répondre à ces questions, l'auteur a analysé les quatre grandes capitulations de la deuxième guerre mondiale, celle de la France en juin 1940, celle de l'Italie en 1943, celles de l'Allemagne et du Japon en 1945.

Lors de chacune d'elles, les considérations politiques jouèrent un rôle au moins aussi important que les raisons purement militaires. Celles-ci tendent à faire d'une telle reddition un marché, la mise en balance de la renonciation du vainqueur aux avantages de sa supériorité indiscutée et de la probabilité des pertes que lui causerait l'ultime résistance des dernières forces du vaincu. Mais ces données du marché furent, dans chacun de ces cas, compliquées et dominées par des considérations politiques, notamment, pour les trois derniers, par l'exigence de la « reddition inconditionnelle », qui visait essentiellement à la disparition du régime politique considéré comme responsable de la guerre.

C'est l'analyse précise de ces quatre cas différents qui fait, du point de vue historique, l'intérêt de cet ouvrage, analyse si serrée qu'il ne peut être question de la résumer en quelques lignes. Éclairée par une connaissance complète de la bibliographie du sujet, ne laissant dans l'ombre aucun des aspects des divers problèmes, tournant et retournant les arguments opposés, pendant et depuis la guerre, pour ou contre les décisions des adversaires, scrutant même avec ingéniosité les arrière-pensées possibles, restant toujours impartiale, cette étude, qui, en fait, est la réunion de quatre études distinctes, mérite d'être signalée à tous ceux qui voudront désormais traiter de ces événements. Général LESTIEN.

— Institut international de la Presse : *La presse dans les États autoritaires* (Zurich, Institut international de la Presse, 1959, 205 p. ; prix : 10 francs suisses).

— C'est le résultat d'une vaste enquête sur la vie de la presse sous les « régimes communistes » (les démocraties populaires et la Yougoslavie sont incluses dans

cette catégorie) et sous les « autres régimes autoritaires » (Espagne, Portugal, Amérique Latine, Égypte, Extrême-Orient).

Les difficultés auxquelles se sont heurtées les auteurs pour réunir la documentation et surtout pour connaître la réalité de la pratique expliquent les indications parfois fragmentaires ou périmées ainsi que les appréciations subjectives. Néanmoins le tableau dressé est intéressant ; il est incomplet parce que l'esprit autoritaire a gagné des pays non étudiés ; il est encourageant parce qu'il montre que la liberté de la presse trouve des défenseurs là où elle est en péril, là où elle a disparu et où, à certains indices, on aperçoit des signes de détente.

Jacques KAYSER.

Histoire des sciences. — JOHN READ. *De l'alchimie à la chimie* (Paris, A. Fayard, 1959, 14 × 22 cm., 285 p., 37 fig., dont 4 pl. hors texte ; prix : 1.750 F cartonné). — Écrit dans un style alerte et simple, ce volume, destiné à un large public, décrit d'une manière très claire les origines, le contenu et l'évolution de l'alchimie, en insistant tout spécialement sur les concepts fondamentaux de cette doctrine ésotérique, sur ses principaux protagonistes et sur son influence sur les progrès de la chimie véritable. Le lecteur y trouvera une mise au point qui, bien qu'élémentaire, repose sur une connaissance approfondie d'un sujet particulièrement complexe et controversé. Le premier et les trois derniers chapitres n'ont pour ambition que de replacer cet aspect essentiel de l'histoire de la chimie dans la perspective générale de l'évolution de cette science.

— Marie Boas. *Robert Boyle and Seventeenth-Century Chemistry* (Cambridge, University Press, 1958, 14 × 22 cm., VIII-240 p. ; prix : 30 s. relié). — Cet ouvrage est la première contribution d'ensemble apportée à l'étude de la chimie au XVII^e siècle, depuis la publication de l'excellent livre d'Hélène Metzger, *Les doctrines chimiques en France du début du XVII^e siècle à la fin du XVIII^e siècle*¹. M. Boas s'y efforce de démontrer que l'apport du XVII^e siècle en chimie, bien que moins spectaculaire que la révolution intervenue à la même époque dans le domaine de la physique, constitue toutefois une étape capitale, ouvrant la voie à la création de la chimie moderne. Dans cette perspective, le chimiste et physicien anglais Robert Boyle (1627-1691) tient, par son œuvre profondément originale, une place centrale que l'auteur situe très clairement grâce à une étude attentive des publications de Boyle et de ses manuscrits conservés à la Royal Society.

Après une excellente présentation de la formation scientifique de Boyle, l'auteur étudie l'état de la chimie au XVII^e siècle, insistant tout spécialement sur l'iatrochimie, puis expose les théories chimiques et physiques de la matière à cette époque (péripatétisme, théories de Paracelse, théorie corpusculaire) et insiste sur le problème de la composition chimique des corps et sur ses rapports avec l'ensemble de la théorie chimique. Dans ces divers chapitres, M. Boas expose les points de vue des devanciers de Boyle, points de vue qu'elle oppose aux conceptions plus modernes du chimiste anglais. Après avoir montré le grand intérêt des expériences de Boyle sur les gaz, l'auteur met en lumière les qualités éminentes de sa technique expérimentale en chimie, qualités de clarté, de méthode et de précision qui s'opposent à la prolifération et au désordre de ses principales publications.

Ce panorama très complet et très suggestif de l'œuvre chimique de Boyle s'appuie sur une connaissance approfondie de l'ensemble des écrits du grand savant

1. Première partie (seule parue), Paris, P. U. F., 1923.

anglais et des diverses publications qui leur ont été consacrées. La seule réserve que l'on puisse faire à propos de cet excellent ouvrage ne se rapporte pas à Boyle lui-même, mais à ses devanciers que l'auteur juge peut-être avec trop de sévérité, exagérant ainsi quelque peu l'originalité de l'œuvre de son héros.

— R. DUJARRIC DE LA RIVIÈRE et Madeleine CHABRIER. *La vie et l'œuvre de Lavoisier d'après ses écrits* (Paris, Albin Michel, 1959, 13 × 20 cm., 317 p.; prix : 1.500 F). — La vie et l'œuvre de Lavoisier ont déjà été le sujet de nombreuses études, dont les plus récentes sont celles de M. Daumas, D. McKie, Duveen et Klickstein¹. Mais le rôle de Lavoisier dans la création de la chimie moderne est si important, mais aussi si difficile à caractériser dans le détail, que de nombreux chercheurs continuent à s'intéresser activement tant à la biographie de l'illustre chimiste qu'à ses différents travaux. La publication récente de la bibliographie de Duveen et Klickstein et des deux premiers fascicules de la *Correspondance* de Lavoisier² apporte d'ailleurs des éléments nouveaux qui ne sont encore qu'imparfaitement exploités.

La monographie due à R. Dujarric de la Rivière et à M. Chabrier est divisée en trois parties : Biographie de Lavoisier (p. 13-119), Sa méthode de travail (p. 123-147), Exposé de ses travaux et pages choisies de son œuvre (p. 151-306).

La partie biographique qui utilise et cite d'assez nombreux documents — dont quelques-uns peu connus — est présentée d'une façon très claire, mais ne paraît comporter que peu d'éléments originaux. Le jugement sévère porté sur les responsabilités de certains savants dans la mort tragique de l'illustre chimiste ne nous semble pas suffisamment motivé pour trancher un débat où la passion a trop souvent suppléé au manque de documentation. Par ailleurs, les auteurs ne semblent pas s'être suffisamment attachés à reconstituer le milieu social dans lequel vécut Lavoisier.

Dans la seconde partie, les auteurs esquissent un portrait intellectuel de leur héros, en même temps qu'une analyse de sa méthode de travail. Des citations habilement choisies illustrent excellemment ce chapitre.

La troisième partie est consacrée à une présentation d'ensemble de l'œuvre de Lavoisier, reclassée méthodiquement : Sciences (géologie, chimie, physiologie), l'Académie des sciences (Commission des poids et mesures, Bureau de consultation des arts et métiers, rapports sur divers sujets), Finances (ferme générale, richesse territoriale de la France, assignats), Administration (Régie des poudres, projet d'une Caisse d'assurances et de retraites), Agronomie. De très nombreuses citations illustrent et complètent cette analyse des travaux si variés de Lavoisier.

Il est certain que cet ouvrage, complété par une bibliographie des sources imprimées, rendra de grands services à tous ceux qui désirent avoir une idée claire et simple de l'œuvre du créateur de la chimie moderne. Il leur faudra toutefois penser que les auteurs ont pu parfois se laisser entraîner par l'admiration qu'ils portent à leur héros, sous-estimant ainsi l'apport de ses devanciers et de certains de ses contemporains.

1. M. DAUMAS, *Lavoisier*. Paris, Gallimard, 1941 ; Id., *Lavoisier théoricien et expérimentateur*. Paris, P. U. F., 1955 ; D. MCKIE, *Antoine Lavoisier scientist, economist, social reformer*. Londres, 1952 ; DUVEEN et KLICKSTEIN, *A Bibliography of the Works of Antoine-Laurent Lavoisier (1743-1794)*. Londres, 1954.

2. *Œuvres de Lavoisier. Correspondance* recueillie et annotée par R. FRIC. Paris, Albin Michel. Fasc. I, 1955 ; fasc. II, 1957. Un troisième fascicule doit paraître en 1959.

— E. J. DIJKSTERHUIS. *Die Mechanisierung des Weltbildes* ins deutsche übertragen von H. HABICHT (Berlin, Springer-Verlag, 1956, 16 × 24, viii-594 p.). — Ce volume est la traduction en langue allemande d'un ouvrage néerlandais¹ publié en 1950 par le professeur E. J. Dijksterhuis dont la compétence dans le domaine de l'histoire des sciences exactes est bien connue. Le but de cette étude est de décrire les différents systèmes d'explication des mécanismes du monde matériel (de la mécanique céleste à la structure de la matière) qui se sont succédé de Pythagore à Newton. Tout en rappelant les progrès essentiels des mathématiques qui conditionnent le développement des sciences exactes, l'auteur insiste tout spécialement sur ces dernières et, en particulier, sur leur aspect explicatif. L'ouvrage est divisé en quatre parties : Antiquité, Moyen Age, Renaissance et XVII^e siècle.

Après avoir présenté les principaux courants de la pensée philosophique grecque touchant à la nature, et spécialement l'aristotélisme, l'auteur dresse le bilan de l'héritage antique dans le domaine purement scientifique, insistant tout particulièrement sur l'astronomie et le système du monde. Cette première partie se termine par une analyse des rapports entre l'Eglise et la science au cours des premiers siècles de notre ère.

La seconde partie traite successivement de la période de transition (VI^e au XI^e siècle), de l'apport arabe, puis de la science occidentale, étudiée siècle par siècle du XII^e au XIV^e. Plus originale que les autres, bien qu'elle s'inspire des travaux de P. Duhem et d'A. Maier, cette partie est une excellente présentation d'ensemble des sciences exactes au cours de la période médiévale.

La troisième partie décrit l'acheminement vers la conception classique de la science au cours du XV^e siècle et d'une partie du XVI^e siècle, période de transition marquée par l'influence de l'humanisme et de la philosophie de la Renaissance, par l'intervention de la technique comme sujet d'étude scientifique, et par l'intérêt tout spécial qui est porté à la mécanique, à l'astronomie et à la structure de la matière.

La quatrième partie étudie la naissance de la science classique : Astronomie de Copernic à Kepler, Mécanique de Stevin à Huyghens, Physique, Chimie et philosophie naturelle au XVII^e siècle de Gilbert à Newton. 1687, date de publication de la première édition des *Principia* de Newton, a été choisie comme limite extrême de cette étude, pour sa valeur symbolique : les *Principia* présentant pour la première fois une explication théorique rationnelle d'ensemble des mécanismes du monde physique. A la fin de l'ouvrage se trouvent regroupés les notes — réduites à de simples références —, la bibliographie et l'index des noms cités.

Bien que certaines interprétations de l'auteur puissent être discutées, cette synthèse d'un vaste domaine de l'histoire des sciences est d'une haute qualité. Elle intéressera de nombreux lecteurs et sera d'une grande utilité pour l'enseignement.

R. TATON.

Allemagne. — Friedrich Hermann SCHUBERT. *Ludwig Camerarius. 1573-1651, Eine Biographie* (Munich, Michael Lassleben Kallmünz, 1955, in-8°, xxxiv-436 p., prix : 24 DM.) (Münchener Historische Studien. Abteilung Neuere Geschichte, hgg. v. Franz Schnabel, t. I). — La publication en 1881 par le Dr M. G. Schyberg-

1. E. J. DIJKSTERHUIS, *De Mechanisering van het Wereldbeeld*. Amsterdam, J. M. Meulenhof, 1950.

son, sous les auspices de la Société finnoise des sciences, de la correspondance adressée de 1624 à 1626 au chancelier de Suède A. Oxenstjerna par L. Camerarius, secrétaire de l'électeur palatin Frédéric, roi de Bohême *in partibus*, avait attiré l'attention sur ce personnage¹. L'étude de E. Strickstrack, parue peu de temps auparavant (1879), n'avait pas épuisé la question, et il faut savoir gré à M. F. H. Schubert de nous avoir donné la biographie exhaustive que méritait ce personnage, homme politique, diplomate et publiciste, descendant direct de Joachim Camerarius, qui joua un grand rôle dans l'humanisme et la Réforme. Homme politique, Ludwig Camerarius fut le conseiller écouté de l'électeur palatin, il poussa à l'expédition de Bohême qui aboutit d'ailleurs au désastre de la Montagne Blanche, il dirigea ensuite le gouvernement palatin en exil. Diplomate, il accomplit différentes missions dans les cours de l'Europe protestante, en Danemark, en Suède, en Hollande avant de devenir ministre de Suède dans les Pays-Bas. Mais c'est surtout comme publiciste que son action est connue : il a activement participé — et avec chaleur et succès — à ces campagnes de libelles et de pamphlets qui eurent une telle importance pendant la guerre de Trente ans. Personnage représentatif, bien souvent rapidement dépassé par les événements, il apparaît comme le symbole de « la vieille école » (*ein Vertreter der alten Schule*) qui, dans une Europe où s'affrontent les impérialismes politiques, croit encore à la croisade pour les idées. De là, d'ailleurs, ses insuffisances et ses contradictions. Pour obtenir le succès des armes protestantes, il préconise la guerre totale (*Ver-nichtungskrieg*), mais recule devant les horreurs des batailles ; partisan de l'alliance des États protestants et de la création d'une République protestante européenne, il doit accepter l'alliance française ; pénétré du rôle des idées dans la conduite de la politique internationale, il doit se rendre compte, en Hollande, de l'importance des questions économiques et commerciales qui dictent la paix ou la guerre, même aux calvinistes convaincus. De là, des échecs successifs et sa divergence de vues avec Peter Spieringh, qui le double d'abord puis le remplace à la Haye. L'homme du début de la guerre n'en a ni compris ni prévu la fin. L'humaniste survit au politique. Camerarius meurt le 4 octobre 1651.

Bien menée, l'étude de Fr. H. Schubert fait appel à de multiples sources de l'Allemagne et de l'Europe du Nord : peut-être n'aurait-il pas fallu négliger presque complètement les sources françaises, notamment les archives du ministère des Affaires étrangères (Correspondance politique).

— Christian LEPINTE. *Goethe et l'occultisme* (1957, in-8°, xii-186 p.) (Publication de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg, fasc. 134). — *Goethe et l'esprit français*. Actes du colloque international de Strasbourg 23-27 avril 1958 (1958, in-8°, xvii-346 p.) (Publication de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg, fasc. 137). — Il pourrait sembler à certains que tout a été dit sur Goethe, notamment au moment où de nombreuses études furent suscitées par le centenaire de sa mort, en 1932, mais n'est-ce pas le privilège des puissantes personnalités d'apparaître sans cesse sous des traits nouveaux à travers le prisme des époques ? En 1957, Christian Lepinte, jeune érudit fauché trop tôt par une mort brutale, ouvrait des chemins non battus sur les rapports entre Goethe et les forces occultes. L'année suivante, sur l'initiative du professeur A. Fuchs, collaborateur du *Goethe Handbuch*, un colloque international s'ouvrait à Strasbourg sur le thème « Goethe et l'esprit français ». Le recueil des Actes nous est offert aujourd'hui dans un ou-

1. Compte rendu, *Rev. histor.*, t. XXIII, 1883, p. 171.

vrage élégamment présenté, et la simple comparaison des titres avec l'ouvrage publié par l'Université de Strasbourg en 1932 (fasc. 57) fait sentir la différence des méthodes et l'originalité des points de vues. Tel qu'il est, ce recueil se présente comme un point d'aboutissement et une base de départ. Aboutissement pour des études comme celles qui traitent des rapports de Goethe avec la langue et la littérature française — où il semble bien qu'on ne puisse guère aller plus loin ; base de départ dans l'analyse et l'exposé des préoccupations qui sont celles de notre époque et qui ont été, elles aussi, celles de Goethe ; de là des études perspicaces sur les rapports de Goethe avec la pensée sociale, politique et économique française (mais pourquoi le rapport de M. E. Vermeil se trouve-t-il dans cette partie?), sur les sciences de la nature en France, sur la pensée philosophique française. Un seul rapport — et non le moins enrichissant — manque à l'appel, celui que Georges Duveau — dont nous regrettons tous la perte prématurée — avait exposé, avec son talent ordinaire, sur Goethe et les saint-simoniens. Autant de voies nouvelles largement déblayées et qui susciteront, espérons-le, des vocations de chercheurs pour cette branche de l'histoire encore bien délaissée : l'histoire des sciences.

Georges LIVET.

— Walther HUBATSCH, *Der Admiralstab und die obersten Marinebehörden in Deutschland, 1848-1945* (Frankfurt am Main, Bernard und Graefe, 1958, 269 p.).

— Par une étude précise, détaillée, approfondie et abondamment documentée de l'organisation et du fonctionnement du commandement supérieur de la Marine de guerre allemande au cours d'un siècle, l'auteur établit que les graves défauts de cette organisation et, en particulier, le développement insuffisant d'un État-Major général de la Marine (*Admiralstab*), analogue au grand État-Major de l'Armée, empêchèrent cette Marine d'obtenir, dans les deux guerres mondiales, les résultats dignes de la puissance qu'elle avait atteinte.

L'instrument était devenu excellent, ainsi que l'instruction technique et tactique du personnel ; mais la direction stratégique et politique fut décevante. Faute d'un État-Major général solidement constitué, bien recruté et instruit, qui eût groupé une élite chargée d'éclairer la direction politique du pays sur les possibilités de cette force, d'en étudier et d'en préparer, en temps de paix, l'emploi et d'en aider le commandement en temps de guerre, la technique l'avait emporté sur l'esprit. La Marine était devenue un but en soi, plutôt que l'instrument adéquat d'une politique nettement définie. Entre les exigences multiples que la situation et la politique de l'Allemagne imposaient à cette Marine, défense des côtes de part et d'autre de la péninsule danoise, protection du commerce transocéanique et du ravitaillement de la nation, offensive contre le commerce et contre les communications de l'ennemi, opérations combinées avec l'Armée de terre, lutte éventuelle contre les flottes de haute mer adverses, on n'avait jamais pu faire un choix logique des missions et régler une répartition judicieuse des moyens.

L'auteur ne se borne pas à le démontrer par l'analyse des plans successifs adoptés ou envisagés ainsi que des décisions, souvent contradictoires, relatives à l'organisation du commandement. Il en recherche les causes, qui furent essentiellement les oppositions de personnes, les divergences d'opinions et les conflits d'attributions entre les diverses autorités dont relevait la Marine : chefs du cabinet naval de l'Empereur avant 1918 ou chefs de la *Marineleitung* après 1920, commandants en chef de la Marine, secrétaires d'État à la Marine (de qui dépendaient les questions d'administration et de matériel, et dont l'un, l'amiral Tirpitz, doué d'une très forte personnalité, occupa ce poste pendant vingt ans, de

1897 à 1916), commandants des Flottes, chefs de l'État-Major général (il n'y en eut pas moins de dix entre 1899 et 1918).

Cette histoire du commandement naval allemand, qui comble une lacune, est une œuvre de haute valeur, tant par son plan, par la méthode très sûre de son auteur et par la richesse de sa documentation que par ses conclusions.

Il faut d'ailleurs noter qu'elle n'intéresse pas seulement la Marine. Les documents qui y sont analysés ou publiés en annexes donnent aussi d'utiles indications sur l'évolution des conceptions et des tendances allemandes relatives à la politique extérieure, et notamment aux rapports avec la Grande-Bretagne et avec l'alliance franco-russe.

— *Aus dem Nachlass des Generals Walther Reinhardt*, par Fritz ERNST (Stuttgart, Kohlhammer, 1958, 81 p. avec un portrait). — Cette brochure, qui reproduit deux articles de la revue *Die Welt als Geschichte*, publiée, avec des éclaircissements et des commentaires, des extraits de lettres et de notes inédites laissées par le général Walther Reinhardt.

Celui-ci (qui ne doit pas être confondu avec le général Wilhelm Reinhardt, lequel se trouva souvent en opposition avec lui lors des événements faisant l'objet de cette publication) était, en novembre 1918, colonel et chef d'état-major d'une armée quand il fut appelé à Berlin pour y organiser la démobilisation. Il s'y fit remarquer par Noske, ministre de la Guerre du Reich, dont il devint le conseiller, et qui le fit désigner, quoique wurtembergeois, comme ministre de la Guerre de Prusse. A ce titre, il eut à mettre sur pied la nouvelle Reichswehr et il en fut même le premier chef, de novembre 1919 jusqu'au lendemain du putsch de mars 1920. Partisan, comme Noske, de résister par la force à ce putsch, il abandonna volontairement ces fonctions lorsque Noske eut été contraint de démissionner.

Les documents publiés constituent un témoignage direct sur la situation de l'Allemagne en novembre 1918, sur les décisions prises pour combattre le mouvement révolutionnaire, sur les réactions des généraux contre les compromis qui furent alors adoptés, sur les discussions de juin 1919 relatives à l'acceptation ou au refus des conditions de paix, sur le putsch Kapp-Lüttwitz et le renvoi de Noske, enfin sur l'incident qui amena en 1926 la démission de von Seeckt, successeur de Reinhardt au commandement de l'armée allemande.

Ils sont surtout intéressants pour l'histoire interne de la Reichswehr.

Général L.

Autriche. — Hans STURMBERGER. *Kaiser Ferdinand II. und das Problem des Absolutismus* (Munich, R. Oldenbourg, 1957, in-8°, 47 p.) (Oesterreich Archiv). — L'on sait l'intérêt qui, depuis quelque temps, s'attache aux études touchant à l'origine et aux modalités de la notion d'absolutisme monarchique. A propos d'un cas précis, heureusement choisi, celui de l'empereur Ferdinand II, H. Sturmberger pose à nouveau le problème. Il rappelle l'opinion de F. X. Pritz, au début du XIX^e siècle, qui pensait que l'absolutisme trouvait son origine dans la réunion du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, argument valable dans le cas des princes protestants, chefs de leur Église et de leur peuple. Qu'en est-il des princes catholiques? Des théories diverses peuvent alors surgir : le « princeps absolutus » (romain), le roi par la grâce divine (Moyen Âge), le principe de légitimité (germanique), ou la raison d'État de Machiavel. Mais, au XVI^e siècle, deux idées reprennent une nouvelle actualité : celle de la souveraineté du peuple, prônée par les protestants (français d'abord) contre un

prince persécuteur (notons en passant qu'elle sera reprise après l'assassinat d'Henri III par les catholiques de la Ligue) ; — celle de la souveraineté du prince (J. Bodin), limitée par la loi divine — et par là différente de la tyrannie — et par la coutume. Qu'en était-il de l'Autriche? Primitivement de caractère dualiste, où l'autorité est partagée entre le prince et les États (Stände), ce pays va connaître sous Ferdinand II une évolution tendant à affirmer, en fait d'abord, en principe ensuite, l'autorité du prince.

Quel est donc l'apport de Ferdinand II? Le problème de sa personnalité se trouve ainsi posé ; doté d'une mère énergique, d'une foi catholique intransigeante, influencé par ses conseillers, Ferdinand va opérer en lui la *jonction du politique et du religieux* : ses adversaires ne s'y trompent pas, protestants et partisans des droits des Stände voient en lui un « tyran ». Qu'on se reporte à Caraffa, nonce à Vienne de 1621 à 1628, et à son pénétrant portrait (p. 12). L'auteur examine ensuite le rôle de la Contre-Réforme comme force de pénétration de l'absolutisme. Représentant du vicaire du Christ et de son église militante, Ferdinand entend rendre au catholicisme le terrain qu'il a perdu, quitte à se servir de la politique comme d'un moyen pour atteindre ce but. Renforcé dans cette idée par l'exemple des Wittelsbach, appuyé par les Jésuites, il bande ainsi le double ressort de l'absolutisme, dans les territoires autrichiens d'abord, en Bohême ensuite.

Telle est bien l'interprétation que l'on peut donner à la grande charte de 1599. Le prince y possède *das absolutum et merum imperium*, principe qui veut ignorer les droits des États et passe dans la pratique par la nomination des « fidèles » du prince aux postes de commande, refusés à une opposition qui n'a plus le moyen de faire entendre sa voix. Suit, avec la Montagne Blanche, l'extension géographique, Styrie, Basse-Autriche, Bohême et Moravie. On note ici l'influence de Scioppius et de Campanella, publicistes de la Contre-Réforme. Suivent la réforme administrative et la centralisation. Hérésie protestante et droits des États ont été brisés du même coup. L'auteur s'interroge ensuite sur les rapports noués entre l'empereur et la raison d'État et sur la part prise dans ce gouvernement par la notion de droit divin, dans laquelle Srbirk voit un des facteurs essentiels de l'absolutisme autrichien.

On devine l'intérêt de cette étude, qui a le mérite de poser, avec clarté et brièveté, le problème, vu de Vienne, de l'absolutisme dans ses origines et son évolution. Origines où prédomine la religion, qui aboutirait d'abord à un régime empirique appliqué pour des raisons religieuses et militaires, avant de passer sur le plan des principes. Évolution dans le temps donc, mais également dans l'espace, cloisonné et propice aux expériences politiques originales, de la monarchie autrichienne. Peut-être y aurait-il eu intérêt à poser également le problème du rapport avec les classes sociales et les données concrètes, en utilisant les hypothèses intéressantes, formulées récemment par M. V.-L. Tapié sur le grand domaine et son évolution dans certains territoires de la monarchie des Habsbourg¹. G. L.

États-Unis. — Marvin L. Brown jr. *American Independance through Prussian eyes. A neutral view of the Peace negotiations of 1782-1783. Selections from the Prussian Diplomatic correspondence* (Durham (North Carolina), Duke University

1. Pour l'histoire de la maison des Habsbourg, il n'est pas inutile de rappeler les belles expositions consacrées, en 1958 et 1959, aux empereurs Charles-Quint et Maximilien I^{er}, au Musée historique et à la Bibliothèque nationale de Vienne. Des catalogues remarquables par l'illustration et la qualité du commentaire ont été rédigés à cette occasion.

Press, 1959, 216 p.). — En 1881, lors de la préparation des fêtes du centenaire de l'indépendance des États-Unis, les archives prussiennes avaient transmis — sur sa demande — au Gouvernement américain, les copies des lettres échangées entre Frédéric II et ses ambassadeurs à Paris et à Londres, au moment où se préparait le règlement du grand conflit. M. Marvin L. Brown, ayant découvert ce dossier jusque-là inutilisé, le publie aujourd'hui, en le complétant notamment par les lettres des ambassadeurs prussiens à La Haye et à Madrid. Seuls les développements concernant l'indépendance des États-Unis ont été retenus, dans les deux cent quarante-huit lettres, comprises entre le 7 janvier 1782 et le 30 juin 1783, qui sont ici traduites en anglais. Quatre-vingt-cinq sont des lettres du roi de Prusse et elles complètent heureusement la correspondance politique de Frédéric le Grand arrêtée au 30 mars 1782, par la mort de son éditeur, le professeur Volz. Frédéric II souhaite impatiemment le rétablissement de la paix et songe déjà au traité de commerce que la Prusse conclura peu après (1785) avec les États-Unis. Au reste, le vieux despote éclairé, dans ses commentaires, semble avoir méconnu la puissance contagieuse de l'idéologie révolutionnaire américaine. J. É.

— EVAN JOHN. *Atlantic Impact, 1861* (London, William Heinemann, Ltd, 1952, 290 p., + index). — Dans un exposé où l'anecdote joue un grand rôle, M. Evan John s'efforce de faire revivre les personnages qui, de près ou de loin, ont été associés à l'incident de l'arrestation, à bord du *Trent*, par un officier de l'Union, des deux émissaires des États confédérés, Mason et Slidell : incident qui provoqua alors des deux côtés de l'Atlantique des réactions dont on put croire qu'elles détermineraient l'entrée en guerre de l'Angleterre contre les États du Nord.

Successivement nous voyons défiler, dans une série de chapitres d'où le sens de l'humour n'est jamais absent, les hommes politiques, écrivains, publicistes, qui eurent leur mot à dire dans cette affaire, et qui étaient bien placés pour diriger ou pour traduire l'opinion publique, Anthony Trollope, Jefferson Davis, Lord Palmerston, W. H. Seward, Karl Marx, Mrs Julia Howe, Lord John Russell, Charles F. Adams, Lord Lyons, A. Lincoln, le prince Consort.

Mais, en nous présentant cette galerie de portraits, l'auteur a tendance à omettre le thème central de son livre. On a l'impression qu'il a voulu seulement décrire une série de personnalités que le hasard a fait vivre au moment où, du fait de l'incident du *Trent*, les rapports se tendaient entre l'Angleterre et l'Amérique. Des longues considérations, souvent inutiles, dont elles sont l'objet, la conclusion finit pourtant par se dégager que la guerre fut évitée par l'action modératrice de quelques-unes d'entre elles, Lord Lyons, Lord John Russell, le prince Consort surtout, du côté britannique, et Lincoln et Seward du côté américain, ce qu'il eût été facile de dire en un chapitre plus condensé. Marcel GIRAUD.

France. — Marc VENARD. *Bourgeois et paysans au XVIII^e siècle*. Recherche sur le rôle des bourgeois parisiens dans la vie agricole au sud de Paris au XVIII^e siècle (Paris, S. E. V. P. E. N., 1957, 126 p.) (École pratique des Hautes-Études, VI^e section, centre de Recherches historiques. Les hommes et la terre, III). — C'est sur le plateau limoneux qui s'étend au sud de Paris, qui est bordé à l'est par la vallée de la Seine, coupé par les vallées de la Bièvre, de l'Orge, de l'Yvette et de l'Essonne — et qui est relié à la capitale par deux grandes routes : celle de Fontainebleau et celle d'Orléans — que M. Marc Venard a étudié l'activité conquérante des bourgeois parisiens, au siècle de Louis XIV. Les conclusions sont fondées sur

l'examen approfondi d'archives notariales et seigneuriales intéressant quatre paroisses caractéristiques (Thiais, Choisy, Brétigny-sur-Orge, Avrainville) ; elles sont étayées par quelques éléments de l'enquête faite, en 1717, pour l'établissement de la taille proportionnelle dans la généralité de Paris et qui concerne dix-neuf paroisses de la région considérée. L'exigence de la précision chiffrée est justement de règle dans de pareilles études : on la trouvera satisfaite dans les tableaux détaillant les éléments de la fortune et des revenus fonciers de quelques bourgeois (p. 76-77), dans un essai de représentation graphique du mouvement des fermages (p. 106), dans une reconstitution du plan parcellaire d'Avrainville en 1700 (p. 199-122). Moins répandu — et donc particulièrement louable — apparaît ici le souci constant du détail concret, évocateur, qui inspire notamment l'utilisation du journal d'Eusèbe Renaudot (fils de Théophraste), bourgeois de Paris, propriétaire à Grignon près de Thiais — ou encore le choix de planches excellentes reproduisant des cartes de la région, des dessins contemporains, abondants en détails charmants et précis, et quelques photographies de puissantes fermes anciennes.

Ainsi revit pour nous l'activité méthodique du bourgeois de Paris qui, depuis le ^{xvi}^e siècle, concurremment avec le clergé et la noblesse, rassemble les terres paysannes pour en former patiemment un domaine bien composé, où il trouve à la fois le meilleur placement possible de ses capitaux, un lieu de repos à la belle saison, une consistance sociale nouvelle.

Activité assez peu éclairée, au demeurant, plus soucieuse de profits immédiats que d'expériences agronomiques, qui s'en remet pour la culture aux soins de fermiers-laboureurs, riches et entreprenants, disposant d'un important cheptel d'exploitation, mais qui doivent satisfaire à de lourds contrats de fermage ajoutant au loyer principal en argent des redevances en travail et en nature. M. Venard insiste longuement sur la situation précaire de cette élite paysanne des fermiers-laboureurs, dont les grains sont la seule récolte négociable et qui sont les premières victimes des baisses prolongées comme celle qui se produisit de 1668 à 1674.

— Étienne GAUTIER et Louis HENRY. *La population de Crulai, paroisse normande. Étude historique* (Paris, Presses Universitaires de France, 1958, 269 p. ; prix : 900 fr.) (Institut national d'études démographiques. Travaux et documents, cahier n° 33). — M. Louis Henry, qui appartient à l'Institut national d'études démographiques, avait déjà publié, en 1956, en collaboration avec M. Michel Fleury, un manuel de dépouillement et d'exploitation de l'état-civil ancien (*Des registres paroissiaux à l'histoire de la population*. Éditions de l'Institut national d'études démographiques). Il signe maintenant, en collaboration avec M. Étienne Gautier, une monographie qui n'est pas l'illustration littérale du manuel précédent, car les dépouillements sur lesquels elle repose sont antérieurs à la mise au point définitive de la méthode, mais qui n'en est pas moins une démonstration exemplaire de ce que peuvent apporter, aux historiens soucieux de précisions chiffrées, les registres paroissiaux du passé convenablement exploités.

Il s'agit d'une paroisse entre les autres appartenant à la généralité d'Alençon, dont la population se maintient, au cours du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle, autour d'un millier d'habitants, et pour laquelle, entre 1604 et 1800, les auteurs disposaient d'une série de registres, incomplets et fort succincts au ^{xvii}^e siècle, mais de plus en plus précis au cours du siècle suivant.

Une exploitation sommaire de l'ensemble de cette documentation, complétée, pour les mariages des années 1674 à 1742, par l'établissement de *fiches de famille*

détaillées, a permis — non sans peine ni soins attentifs — de pénétrer assez loin dans la vie intime de ce village. L'instruction, révélée par les signatures des actes, progresse sensiblement du ^{xviii}^e au ^{xviii}^e siècle ; la courbe des décès illustre, par des points significatives, les grandes calamités locales et nationales ; la mortalité infantile est fort élevée, moins cependant qu'à Paris à la même époque ; la mortalité généralement élevée des adultes explique la forte proportion des remariages et réduit la fécondité des unions à un nombre moyen de quatre enfants par mariage ; quant à la limitation volontaire des naissances, elle ne se trahit pas avant la période révolutionnaire.

— René TOUJAS. *Les relations commerciales de Montauban avec Oloron, au milieu du XVII^e siècle* (extrait des *Annales du Midi*, janvier 1958, t. LXX, p. 91-104).

— Indications extraites de minutes notariales sur l'usage des lettres de change, aux foires d'Oloron, entre manufacturiers montalbanais et marchands de laine de Saragosse et sur les moyens de transport et les itinéraires commerciaux utilisés de Montauban à Oloron.

— Émile MIREAUX, Membre de l'Institut. *Une province française au temps du grand roi : la Brie* (Paris, Hachette, 1958, 352 p. ; prix : 1.050 fr.). — L'esquisse d'histoire économique et sociale que M. Émile Mireaux a consacrée à une des régions naturelles les mieux délimitées sur la carte de France, est fondée d'abord sur la connaissance approfondie des sources imprimées et des nombreux travaux d'histoire locale déjà publiés. Mais elle procède aussi de sondages heureux dans la masse de documents concernant la région qui sont conservés aux Archives nationales : ce qui lui donne valeur originale. Tels sont les dossiers concernant les biens-fonds de vingt-deux paroisses ou hameaux de l'élection de Melun en 1717, formés en vue de l'établissement d'une taille tarifée, qui, complétés par quelques terriers, donnent des renseignements précis sur une superficie de 19.400 hectares. L'auteur remarque lui-même qu'il ne s'agit là, environ, que du trentième de la superficie du département actuel de Seine-et-Marne : ce qui confère aux intéressants essais de statistique — concernant la répartition de la terre et la structure de la société paysanne — « un degré d'incertitude qui ne saurait être dissimulé (p. 9) ». Par ailleurs, d'autres documents dignes d'attention ont été découverts dans la série S : deux d'entre eux — l'inventaire des biens d'un laboureur et un mémoire sur l'administration d'une ferme de 1732 à 1736 — sont publiés en appendice (p. 313-341).

En Brie, au début du ^{xviii}^e siècle, et la constatation a été faite souvent ailleurs, les paysans ne possèdent plus qu'une faible partie du sol : un cinquième, d'après la statistique de M. Mireaux. Le reste est aux mains de la noblesse, des institutions ecclésiastiques séculières et régulières et de la bourgeoisie urbaine. La grande et moyenne propriété aristocratique et bourgeoise est cultivée par de riches fermiers-laboureurs, disposant d'un puissant capital d'exploitation, possédant parfois — mais non toujours — ces fermes monumentales qui marquent fortement dès lors le paysage briard. Cependant, cette grande exploitation de type capitaliste a peu influencé les techniques agricoles qui s'enlisent dans une routine que l'absentéisme systématique des grands propriétaires contribue à perpétuer. Les vieilles contraintes coutumières des terres de *champs ouverts* continuent à imposer la pratique de l'assolement triennal et l'usage de la vaine pâture. Les revenus sont faibles, en raison notamment d'une législation tracassière du commerce des grains : le niveau de vie général reste médiocre.

La révolution économique et sociale, qui n'a pas bouleversé les modes de culture, n'a pas modifié non plus apparemment le cadre juridique traditionnel. Fiefs et censives subsistent, grevés de leurs charges séculières. Mais, les charges des fiefs étant plus lourdes — contrairement à ce qu'on pense communément — que celles des censives, nobles et ecclésiastiques n'hésitent pas, à l'occasion, à acquérir des terres roturières — ce qui marque bien, comme le note judicieusement l'auteur, que ce cadre juridique a déjà perdu sa primitive signification sociale : « le sol... n'est plus guère qu'un capital, un placement financier » (p. 75).

Outre le développement de ces thèmes essentiels, l'ouvrage de M. Mireaux apporte une riche moisson de détails précis, concrets, et souvent savoureux sur les divers aspects de la vie briarde à la fin du xvii^e et au début du xviii^e siècle. Chemin faisant, il évoque avec bonheur : les marchands de bois — véritables princes, comme les laboureurs, du monde paysan besogneux ; les petites villes somnolentes, les châteaux, dont Vaux-le-Vicomte est le joyau, les gens d'église et le plus illustre de tous : Bossuet, évêque de Meaux, de 1681 à 1706.

— Madeleine VENTRE. *L'imprimerie et la librairie en Languedoc, au dernier siècle de l'ancien régime (1750-1789)* (Paris et La Haye, Mouton et C^{ie} 1958, 288 p. ; prix : 3.600 fr.) (École pratique des Hautes-Études, VI^e section. Livres et Sociétés. Études et mémoires pour servir à l'histoire de la civilisation du Livre, I).

— Imprimeurs et libraires, sous l'ancien régime, constituaient deux professions souvent réunies, parfois distinctes, mais groupées dans les mêmes communautés. En Languedoc, dans la deuxième moitié du xviii^e siècle, trois villes seulement — Toulouse, Montpellier et Nîmes — possédaient assez d'imprimeurs et de libraires pour qu'ils pussent former des communautés et des chambres syndicales contrôlant les artisans dispersés dans les autres villes. La province comptait en tout vingt-deux imprimeries officiellement autorisées, dont la moitié réunies dans la seule ville de Toulouse. Dans cette dernière ville, trois imprimeurs seulement disposaient de quatre presses ; les autres imprimeurs de la province n'en avaient que deux ou même une seule. A la même époque enfin, dans tout le Languedoc, le nombre total des maîtres et compagnons imprimeurs, libraires et relieurs ne dépassait pas trois cents. L'activité des imprimeurs était réduite par la rareté des *privileges* nécessaires pour imprimer des ouvrages importants ; celle des libraires était durement concurrencée par les colporteurs des livres nombreux imprimés à Avignon et entrés en fraude.

A cette industrie médiocre, M^{lle} Ventre a consacré un ouvrage copieux, dont l'essentiel est puisé dans treize liasses des Archives départementales de l'Hérault appartenant à la série C. Elle y développe longuement — suivant un plan exagérément analytique — le statut des différents membres de la Communauté (p. 15-72) et les mesures de police préventive protégeant la profession et l'ordre public (p. 77-111). Elle décrit minutieusement — après J.-B. Belin, dans son excellente thèse sur le *Commerce des livres prohibés, à Paris, de 1750 à 1789* (Paris, 1913) — les foudres illusoire dont le gouvernement royal menaçait les imprimeurs, les vendeurs et — accessoirement — les auteurs des « mauvais livres » (p. 112-215). On est cependant surpris que cette consciencieuse enquête ne fasse que de légères allusions (p. 96 et p. 199, note 12) à l'activité répressive du Parlement de Toulouse en la matière et que — dans le répertoire des impressions clandestines — il ne soit jamais question des Remontrances imprimées de ce Parlement, qui alimentèrent les passions publiques au moins autant que les libelles jansénistes et protestants

qui sont mentionnés, non plus que des brochures incendiaires qui sortirent des presses languedociennes dans la grave crise politique de 1787-1788.

— Peter GAY. *Voltaire's Politics. The Poet as Realist* (Princeton (New-Jersey), University Press, 1959, 417 p.). — Dans un chapitre célèbre de son *Ancien Régime* (le chapitre 1 du livre III), Alexis de Tocqueville a dénoncé les illusions des écrivains politiques français du XVIII^e siècle, trop éloignés de la pratique, friands de « théories générales et abstraites en matière de Gouvernement ». C'est à défendre Voltaire contre cette accusation — pour lui au moins imméritée — que s'attache M. Peter Gay, dans l'ouvrage important, doté d'une intéressante bibliographie critique (p. 355-395), qu'il vient de lui consacrer.

On conviendra avec l'auteur (p. 343-346) que, si Voltaire a beaucoup parlé de la loi naturelle, il n'était pas, pour autant, un philosophe du droit naturel, jaloux de reconstruire la société sur un nouveau pacte. Au vrai, ses idées politiques se sont révélées et affirmées dans les expériences d'une longue vie, jusqu'aux déclarations éclatantes des années de Ferney (1761-1778) où il connaissait enfin la sécurité. Un politique réaliste et opportuniste — comme le disait déjà Gustave Lanson — et comme le répète M. Peter Gay, en retraçant, après tant d'autres, la biographie de Voltaire.

L'expérience anglaise (1726-1729) a été décisive. Voltaire, dans un pays qui honorait les philosophes, les savants et les négociants et respectait la liberté individuelle — pays qu'il observa d'un regard singulièrement optimiste — a pris conscience de son hostilité profonde contre l'Église intolérante, la censure tracassière, la législation oppressive qui régnaient en France et contre les privilèges injustes d'une insolente aristocratie.

De quel régime gouvernemental attendait-il l'établissement de cette liberté civile qui, jusqu'au bout, fut, pour lui, l'essentiel? Il n'était pas républicain encore que — M. Peter Gay le note au passage — son expérience genevoise l'eût rendu plus compréhensif pour le menu peuple, brimé par l'oligarchie de la cité de Calvin. Il acceptait le despotisme éclairé, étant bien entendu que l'amitié intermittente qu'il entretenait avec Frédéric II ne permet pas de conclure à son admiration pour un régime aristocratique et bureaucratique à la prussienne. Au fond, il se serait rallié à la Monarchie française si elle s'était libérée de l'influence de l'Église et de celle des Parlements et ouverte à celle de la Philosophie. La ferveur avec laquelle il accueillait l'arrivée de Turgot au pouvoir trahit son idéal politique : dans le grand débat prérévolutionnaire, Voltaire était pour les réformes, non pour la Révolution.

— Louis ALTHUSSER. *Montesquieu. La politique et l'histoire* (Paris, Presses Universitaires de France, 1959, 119 p. ; prix : 360 fr.). — Ce petit ouvrage dense et vivant est certainement l'introduction la plus utile que l'on puisse souhaiter à la lecture de l'*Esprit des Loix*. Il s'efforce d'éclairer, avec un bonheur d'expression qui attache le lecteur, quelques-unes des difficultés qu'offre l'interprétation de la pensée subtile et parfois volontairement masquée du fondateur de la science politique. Comment cet observateur réaliste des lois — par exemple — peut-il en appeler, comme il le fait souvent, des lois existantes à des lois meilleures? Comment se concilie la théorie des trois gouvernements et les nécessités de fait (climat, terrain, population, économie, mœurs, religion) évoquées dans la seconde partie du grand ouvrage?... M. Althusser insiste aussi sur le « parti pris de Montesquieu dans les luttes de son temps ». Il démontre longuement que, malgré sa célèbre apologie de la Constitution anglaise, l'auteur de l'*Esprit des Loix* n'est pas le « héraut

même déguisé de la cause de la bourgeoisie qui devait triompher sous la Révolution » (p. 114), mais qu'il est le tenant résolu de la Monarchie féodale. Sans doute, mais qui en doutait? En février 1789, dans ses *Nouvelles observations sur les États généraux* (p. 216), le monarchien angloman Jean-Joseph Mounier reprochait déjà à Montesquieu — qui prétendait « écrire pour toutes les nations » — de n'avoir « jamais assez oublié qu'il était noble, français et membre d'un Parlement ».

— Henry VYVERBERG. *Historical Pessimism in the French Enlightenment*. (Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1958, 253 p.). — On admet communément que la croyance à la perfectibilité de l'homme et des sociétés humaines est un des postulats de la pensée française du XVIII^e siècle. C'est cette assertion que M. Henry Vyverberg soumet ici à une critique soigneuse, fondée sur une longue enquête dont témoigne une utile bibliographie critique. Son livre n'est pas une vraie synthèse mais une série d'études — les unes générales, les autres individuelles — dont se dégagent des conclusions nuancées et complexes. Personne ne peut certes nier que la croyance au progrès ait été le principe de l'action militante des philosophes du XVIII^e siècle. On connaît l'optimisme invincible d'un Turgot ou d'un Condorcet. Mais — nous rappelle l'auteur — il ne faut pas mépriser l'importance du contre-courant pessimiste, antiphilosophique et religieux qui s'exprime, avec plus ou moins de talent, chez un Caraccioli, un Lefranc de Pompignan ou un Linguet. Surtout on doit constater que, chez les maîtres eux-mêmes de la Philosophie des Lumières, la conception du devenir historique comporte beaucoup d'incertitudes, de repentirs et de réserves.

— Georges WEULERSSE. *La physiocratie à la fin du règne de Louis XV (1770-1774)*. Préface de Ernest LABROUSSE (Paris, Presses Universitaires de France, 1959, 238 p.; prix : 960 fr.). — Tous ceux qui étudient la France au XVIII^e siècle considèrent la thèse de Georges Weulersse : *Le mouvement physiocratique en France, de 1756 à 1770* (Paris, 1910, 2 vol. in-8°), comme un manuel fondamental. Ils ont accueilli avec intérêt le premier volume (publié en 1950) des œuvres posthumes de l'auteur : *La physiocratie sous les ministères de Turgot et de Necker (1774-1781)*, que le volume actuel — couvrant la période 1770-1774 — raccorde à la thèse initiale. Période assez creuse, à la vérité, dans l'histoire de la physiocratie, que celle correspondant au ministère de l'abbé Terray, à l'abandon provisoire (dès 1770) de la liberté du commerce des grains, à l'arrêt de publication des *Éphémérides du citoyen* (printemps de 1772) et, en 1774, au départ de Dupont de Nemours pour la Pologne et à la mort du docteur Quesnay.

On connaît le cadre immuable dans lequel G. Weulersse classait les notes de lecture de l'enquête qu'il poursuivait sur l'école physiocratique étudiée dans sa doctrine, dans son programme et dans son contexte économique et social. On le retrouvera dans l'ouvrage qui vient d'être publié. Après une présentation des membres du parti, des sympathisants et des adversaires, il relève les expressions nouvelles — moins rigides — des thèses fondamentales, pendant la période considérée, il décrit les polémiques auxquelles elles donnent lieu, en ces années où les principaux adversaires s'appellent Linguet, Necker et le marquis de Chastellux. Il étudie enfin les réactions des cours souveraines, celles des intendants et la politique des ministres.

Ainsi se constitue un précieux recueil de faits, de dates, de citations et d'analyses résultant de lectures étendues dans la documentation imprimée et dans plusieurs fonds importants des Archives nationales. Mais l'utilisation commode et

sûre de ces richesses exigerait un index détaillé — dont la table des matières sommaire que nous trouvons à la fin du livre ne peut tenir lieu — et une bibliographie établie suivant les règles requises. Celle qui nous est offerte (p. 231-235) ne répond pas toujours à ces conditions. Les noms d'auteurs (Picaret pour Picavet), les titres d'ouvrages (celui de l'abbé Raynal par exemple) y sont parfois déformés. En outre, il faut une grande familiarité avec l'histoire de cette époque pour reconnaître d'emblée — sous le titre laconique et équivoque : MAUPEOU. *Journal* (p. 233) — le *Journal historique de la révolution opérée dans la Constitution de la monarchie française par M. de Maupeou, chancelier de France*. Londres, 1775-1776, 7 vol. in-12, rédigé — comme on le sait — par une équipe de magistrats hostiles au chancelier Maupeou et à son œuvre.

— Jean PETOT. *Histoire de l'administration des ponts et chaussées (1599-1815)* (Paris, Marcel Rivière, 1958, 522 p.). — Le corps des ponts et chaussées — deux cent cinquante techniciens à la fin du règne de Louis XV — puissant agent du gouvernement central, sous l'ancien régime, et conservant, dans la France moderne, après la Révolution, ses formes et jusqu'à son nom, était, aux yeux d'Alexis de Tocqueville, une des manifestations les plus saisissantes de cette centralisation dont il découvrait les promesses dans la première partie de son livre inachevé. C'est sous l'égide de ce grand livre qu'a été conçu et réalisé l'intéressant chapitre d'histoire administrative que nous offre aujourd'hui M. Jean Petot.

Soigneusement préparé, l'ouvrage rendra les services d'un manuel commode. Quelques dépouillements utiles ont été faits dans la sous-série F¹⁴ des Archives nationales et dans les Archives de l'École des ponts et chaussées. Les Archives départementales de l'Hérault, elles-mêmes, ont été mises à contribution pour l'étude des travaux publics du Languedoc. Les deux premiers tiers du livre ont bénéficié de l'énorme matériel documentaire réuni par l'ingénieur E. J. M. Vignon dans ses célèbres *Études historiques sur l'administration des voies publiques en France aux XVII^e et XVIII^e siècles* (4 vol. Paris, 1862-1880). Et l'auteur l'a naturellement complété par nombre d'ouvrages et d'articles publiés depuis, parmi lesquels cependant on regrette de ne point trouver les thèses — importantes pour le sujet — de M. Fréville, *L'Intendance de Bretagne (1689-1790)*. Rennes, 1953, 3 vol., et de M. Bordes, *D'Étigny et l'administration de l'Intendance d'Auch (1751-1767)*. Auch, 1957.

Entre les débuts pénibles et tâtonnants qui occupent le xviii^e siècle et la renaissance éclatante au temps du Consulat et de l'Empire, M. Petot donne tous ses soins à l'activité conquérante et de plus en plus autonome de ce grand service public au xviii^e siècle. Son admiration pour « cet outil d'une efficacité merveilleuse », placé entre les mains du Conseil du roi et des Intendants, le rend sévère pour les plaintes auxquelles cette administration donnait lieu et qui remplissent les Remontrances parlementaires. Il voit surtout, dans ces Remontrances, la malveillance systématique d'une oligarchie de robins rétrogrades à l'égard des agents de l'autorité. Il oublie qu'ils n'étaient que les échos — complaisants certes, mais sincères — du mécontentement des administrés, soupçonneux devant certaines adjudications, brimés par la corvée des grands chemins et — quand celle-ci fut supprimée — indignés par les conditions dans lesquelles était parfois levée et employée l'imposition représentative. Que les Remontrances parlementaires soient souvent déclamatoires, on en conviendra, mais, en rapportant telles imprécations du Parlement de Besançon (p. 253), M. Petot devrait préciser qu'elles ne concernent pas — comme le pensera peut-être le lecteur — le remplacement de la

corvée par une imposition en argent, mais les lois de mai 1788 qui annonçaient un coup d'État.

— MICHEL ANTOINE. *Le mémoire de Gilbert de Voisins sur les cassations. Un épisode des querelles entre Louis XV et les Parlements (1767)* (extrait de la *Revue historique du droit français et étranger*, 1958, 22 p.). — Pierre Gilbert de Voisins (1684-1769), conseiller d'État depuis 1740, appartenait à ce grand corps de magistrats dont Sénac de Meilhan a dit qu'il était « le gardien de la puissance exécutive » et le « tribunal de révision pour tous les Arrêts émanés des Cours et dans lesquels les formes prescrites par les lois étaient violées ». M. Michel Antoine publie et commente ici le mémoire inédit que le « vieux légiste » prépara pour le roi comme une réponse — qui ne fut finalement pas donnée — aux Remontrances monumentales du Parlement de Paris, du 5 juin 1767, sur « les évocations, cassations et rétentions contraires aux Ordonnances ». La doctrine royale sur les cassations d'Arrêts y est exposée avec clarté, fermeté et mesure.

— DUC DE CASTRIES. *Le testament de la monarchie. L'indépendance américaine (1774-1784)* (Paris, Arthème Fayard, 1958, 369 p. ; prix 1.350 fr.). — L'ouvrage nous est présenté comme le premier volume d'un inventaire de l'héritage laissé aux Français par la monarchie de l'ancien régime. Il est consacré tout entier au rôle joué par la France dans l'indépendance des États-Unis. L'auteur, évoquant le célèbre conflit qui mit aux prises Turgot et Vergennes au sujet de cette intervention, se prononce nettement pour Vergennes : « une France riche mais humiliée fût restée sans défense en face de l'hégémonie anglaise » (p. 70).

Ce volume élégant, illustré d'une carte des opérations autour de Yorktown et complété, en appendice, par le texte intégral du traité signé à Versailles, le 3 septembre 1783, ne renouvelle pas un sujet maintes fois traité. Il offrira, à un public très large, une mise au point exacte et vivante des circonstances et des vicissitudes d'une alliance qui, « avec le recul et sous l'influence des événements du x^x siècle... a pris un aspect idyllique qu'elle n'eut guère en réalité » (p. 291). Les historiens seront particulièrement attentifs aux témoignages que le biographe du maréchal de Castries (Flammarion, 1956) a recueillis, dans ses archives privées, sur le rôle joué par le grand ministre de la Marine dans la conduite énergique de la guerre et sur ses efforts pour retarder la conclusion d'une paix, prématurée à ses yeux et insuffisamment fructueuse, que l'influence de Vergennes fit accepter par le Conseil du roi.

— J. FABRE DE MASSAGUEL. *L'école de Sorèze de 1758 au 19 fructidor an IV (5 septembre 1796)*. (Cahiers de l'Association Marc Bloch de Toulouse (1958, 222 p.). Études d'histoire méridionale, n° 2). — Lorsque le comte de Saint-Germain, secrétaire d'État de la Guerre, soucieux d'économie et d'efficacité, répartit, en 1776, les jeunes gentilshommes boursiers du roi, jusque-là réunis à l'École militaire du Champ-de-Mars, entre douze collèges provinciaux, il jeta les yeux d'abord sur le collège de Sorèze, « ville du Languedoc, au diocèse de Lavaur ». Ce collège était confié à une vingtaine de Bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur, assistés d'un nombre à peu près égal de maîtres laïcs. La pension y était chère (700 l.), mais les élèves — nobles et surtout bourgeois — pouvaient y suivre un enseignement remarquablement diversifié suivant leurs aptitudes naturelles ou leurs carrières futures. Sous l'énergique direction d'un prieur de grand mérite — Dom Raymond Despaulx — l'école de Sorèze connaissait, depuis une dizaine d'années, un magnifique essor et les soixante boursiers royaux, qui lui furent attri-

bués à partir de 1776, portèrent le nombre de ses élèves à plus de quatre cents, recrutés non seulement dans la France de l'Ouest et du Midi, mais aux Antilles, en Espagne et en Italie. M. Fabre de Massaguel, auteur de cette intéressante monographie, s'émerveille du caractère novateur de l'enseignement dispensé par les Bénédictins de Sorèze, qui, négligeant quelque peu le latin, font une large place aux langues vivantes, aux sciences, à l'histoire moderne. Au vrai, nous nous trouvons en présence d'une manifestation particulièrement significative de cette recherche d'une éducation plus pratique, ouverte davantage sur le monde contemporain, qui préoccupait toutes les élites françaises, depuis l'expulsion des Jésuites. On saura gré à l'auteur des soins qu'il a pris pour faire revivre ce collège oublié, on sera sensible à l'éloge qu'il en fait, tout en trouvant un peu longues les minutieuses indications biographiques relatives aux anciens élèves : un livre d'or n'est pas une démonstration.

J. É.

— Fernande BASSAN. *Chateaubriand et la terre sainte* (Paris, Presses Universitaires de France, 1959, in-8°, 278 p.). — Cette étude retrace les conditions dans lesquelles Chateaubriand entreprit son voyage de Jérusalem et apporte, tant sur les conditions pratiques de l'entreprise que sur les épisodes qui la marquèrent, une mise au point particulièrement précise. L'utilisation par l'écrivain des observations faites à cette occasion tient évidemment une place essentielle dans l'ouvrage — et on trouvera à ce propos de curieuses indications sur la technique, en quelque sorte, de la publicité littéraire par la voie de la presse au temps du Premier Empire. Il faut d'ailleurs reconnaître que Chateaubriand joignait à son activité littéraire et à son sens politique un sens remarquablement vif de la propagande et savait à merveille, avec quelques amis, entretenir autour de ses œuvres à venir une ambiance de curiosité ou même de polémique de nature à le servir en fin de compte.

— Maurice LEVAILLANT. *Les amours de Benjamin Constant* (Paris, Hachette, s. d. (1958), in-8°, 279 p.). — M. le professeur Levillant, auquel les historiens doivent déjà la remarquable édition du centenaire des *Mémoires d'outre-tombe*, apporte dans ce volume des éclaircissements utiles sur la vie sentimentale de Benjamin Constant, et aussi sur certaines raisons des variations politiques de ce théoricien notoire du libéralisme. Les recherches dont les résultats sont ainsi publiés apportent de sérieuses retouches au portrait d'un Benjamin Constant également prisonnier de ses appétits sexuels et financiers que ses adversaires ont souvent présenté et même réussi à faire considérer comme définitif. Il est inutile de préciser que ces rectifications s'appuient sur une documentation abondante, en particulier sur des textes inédits de B. Constant ; il sera désormais difficile de ne pas faire la part de l'influence de M^{me} Récamier, ou plutôt encore du désir de supplanter auprès d'elle un rival, de Forbin, dans l'attitude de B. Constant au moment des Cent-Jours. La fidélité de l'homme à un amour fut sans aucun doute l'élément essentiel du passage d'une vie tourmentée à une carrière plus calme faisant d'un amant romantique un homme politique d'une importance particulière sous la Restauration.

— P. SAYEY-CASARD. *Le crime et la peine dans l'œuvre de Victor Hugo* (Paris, Presses Universitaires de France, 1959, gr. in-8°, 424 p.). Claude GUEUX. *Édition critique de Victor Hugo* (Ibid., 1959, gr. in-8°, 144 p.). — Les thèses de M. P. Sayey Casard, déjà docteur en droit et professeur aux Facultés catholiques de Lyon, apportent, à travers l'œuvre de Victor Hugo, une contribution appréciable à la connaissance de ce monde de la délinquance ou du crime sur lequel se penchèrent tant

de romantiques. La bibliographie de l'auteur montre le soin avec lequel ont été menées des recherches qui ont l'avantage de mettre sous une forme commode à la disposition de « littéraires » une documentation juridique souvent peu accessible. Il est cependant permis de regretter que l'auteur n'ait pas fait place dans sa documentation à la plupart des travaux d'historiens du XIX^e siècle, qu'il s'agisse de Nettement ou de Vulabellé pour les plus anciens, de Charléty, de Rude, de Bertier de Sauvigny ou de G. Duveau pour les plus récents. La thèse principale, consacrée aux idées de V. Hugo sur ces problèmes, examine en trois parties équilibrées la notion du crime dans l'œuvre du poète, la description du criminel, puis enfin les solutions qu'il propose au problème de la peine. Il est assurément difficile de reprendre tous les points sur lesquels l'auteur apporte des indications précises, aussi bien sur les conceptions des divers criminalistes et réformateurs qui se penchèrent, comme le pair de France Victor Hugo, sur le problème de la criminalité et de sa répression, et, comme le proscrit de Jersey, sur les conséquences de la détention, sans oublier évidemment la place tenue par le criminel dans la littérature romantique. L'auteur apporte aussi dans sa conclusion une série d'observations intéressantes relevant de la littérature comparée sur la présence de thèmes analogues chez d'autres auteurs du XIX^e siècle, eux aussi disposés à attirer l'attention des autorités et de leurs contemporains sur la responsabilité de la société dans l'existence même de la criminalité.

La thèse complémentaire, édition critique de *Claude Gueux*, montre les méthodes de travail, de simplification et d'exposition utilisées par V. Hugo pour retracer une affaire qui eut un retentissement certain au début de la Monarchie de Juillet; l'absence de réponse officielle aux critiques véhémentes du poète contre le régime pénitentiaire est assez révélatrice du bien-fondé reconnu par les autorités à ses critiques; il est permis de penser que les rectifications proposées cinquante ans plus tard n'ont pas la même valeur historique.

— Pierre MIQUEL. *Hugo touriste (1819 1824). Les vacances d'un jeune romantique : Issy-Secaux-Dreux-Montfort l'Amaury-La Roche-Guyon-Gentilly* (Paris, La Palatine, s. d., 1958, in-8°, 205 p.). — Cette étude retrace avec un soin minutieux les voyages effectués par Victor Hugo pendant ses vacances autour de Paris au moment de ses fiançailles et de son mariage. L'auteur a su retrouver dans l'œuvre du poète les fréquentes allusions aux décors qu'il avait alors eu l'occasion de voir avec l'état d'âme d'un jeune romantique empreint de cette admiration du Moyen Âge qui caractérisa les débuts de la nouvelle école littéraire. On trouvera aussi des indications utiles sur les conditions de vie des milieux aisés au début de la Restauration et sur les mœurs quotidiennes.

— Peter STADLER. *Geschichtsschreibung und historisches Denken in Frankreich 1789 1871* (Zurich, Verlag Berichthaus, 1958, in-8°, 350 p.). — Les quinze chapitres de cet ouvrage présentent une étude systématique des diverses tendances, tant idéologiques que simplement techniques, en quelque sorte, qui ont marqué l'historiographie française de la révolution à la fin de la guerre franco-allemande qui devait marquer à ce point de vue une rupture presque aussi complète avec les méthodes et les conceptions antérieures qu'autrefois la fin de l'ancien régime. Une étude des débuts de l'histoire sous la monarchie, de Jean Bodin à Voltaire, forme le premier chapitre, le second est consacré aux historiens de la période pré et post-révolutionnaire, de Rousseau à Joseph de Maistre et même à Napoléon. Le troisième chapitre reprend en quelque sorte le même problème en examinant le rôle

de Chateaubriand à la fois comme historien et comme mémorialiste précurseur des courants romantiques qui se précisent autour des idées politiques de 1814. Dès le chapitre IV l'auteur aborde ainsi les conceptions des historiens de langue française de la période la plus féconde peut être du XIX^e siècle, dont les auteurs sont passés successivement en revue, de Michelet à Taine et à Fustel de Coulanges. Il est révélateur de son échelle des valeurs que Sismondi, Guizot, Michelet et Tocqueville soient les seuls à avoir droit à un chapitre spécial. Certes les œuvres des historiens français se rencontrent dans bien des bibliothèques, mais on est tout de même en droit de s'étonner qu'un ouvrage sur un tel sujet, élaboré, il est vrai, à Zurich et à Goettingue, ne fasse aucune allusion à des manuscrits, cependant étudiés par de récents travaux français, qui auraient permis de compléter utilement la documentation de l'auteur. Et il est tout aussi licite de regretter qu'il ne se soit vu offrir de facilités de travail que par la république fédérale de Bonn.

— Irène COLLINS. *The Government and the Newspaper Press in France 1814-1881* (Londres, Oxford University Press, 1959, xiv-201 p.). — Cette étude commode, même pour les lecteurs français par la somme de renseignements qu'elle rassemble opportunément, appuyée sur une bibliographie très complète, utilisant aussi bien les mémoires de témoins ou les recueils législatifs que les ouvrages consacrés à la vie politique de la France au XIX^e siècle, retrace avec précision les vicissitudes de la législation sur la presse. Depuis les mesures de contrôle plus ou moins strictes des débuts de la Restauration, de la Monarchie de Juillet après 1835 ou de la seconde République après juin 1848, ou du Second Empire jusqu'en 1869, jusqu'aux régimes très libéraux des débuts du règne de Louis-Philippe ou de la Troisième République, on trouve dans cet ouvrage tous les éléments d'une histoire de la législation sur la presse. Tout au plus peut-on s'étonner que l'auteur ait choisi de terminer son étude en 1881 alors que les mesures de lutte contre la propagande anarchiste allaient amener une nouvelle limitation de la liberté de la presse. Cette réserve ne diminue évidemment en rien la valeur de l'ouvrage qui apporte, dans les limites chronologiques choisies par l'auteur, une documentation aussi commode que précise faisant une place à la presse de province.

Jean VIDALENC.

— Jean MARCHAL et Jacques LECAILLON. *La répartition du revenu national. Les modèles. T. III : Le modèle classique. Le modèle marxiste* (Paris, Éd. Génin, 1958, 393 p.; prix : 2.400 fr.). — Dans la première partie de cet ouvrage dont il a été précédemment rendu compte¹, les auteurs avaient entendu déterminer les catégories de participants qu'ils renaient pour élaborer une théorie de la répartition.

Ils étudient maintenant dans le tome III les processus par lesquels les diverses catégories sociales obtiennent une portion du revenu national, et ils se trouvent amenés à analyser les différents modèles proposés.

Les physiocrates ont posé les premiers ce problème, mais ils ont négligé de pousser l'analyse à la fois sur le plan institutionnel et sur le plan économique.

Après eux les classiques (Smith, Ricardo, Stuart Mill) et en première ligne les classiques anglais, en tête desquels se place Ricardo, fournissent une première solution, valable pour comprendre la société anglaise au début du XIX^e siècle, mais le modèle qu'ils élaborent rend peu de services pour comprendre la vie économique de la société moderne.

1. Cf. *Rev. histor.*, *supra*, p. 221.

Aussi convient-il d'étudier à fond le modèle marxiste. Les auteurs n'ont pas hésité à traduire en formules la pensée de Marx et de ses continuateurs.

De cette recherche on retient que par la notion de mode de production elle unit profondément les types d'agents au milieu technique et juridique, mais cette analyse demeure trop schématique pour exprimer un monde complexe.

Les marxistes utilisent peu la notion de périodes et la distinction de celles-ci, ils s'attachent avant tout à ce qui leur paraît condamner le destin du régime capitaliste.

Ils ont toutefois senti que les institutions peuvent évoluer, mais il leur a échappé que les structures et les comportements des agents évoluent de leur côté. Enfin les marxistes ont souligné que la science économique doit être la science de l'homme tout entier, mais ils limitent cette science aux caractères d'une physique. Cet important ouvrage intéresse au premier chef les économistes, mais il représente un effort considérable pour reconstruire et formuler en termes économiques et mathématiques la pensée et les modèles de l'école classique et de l'école marxiste. Aussi apporte-t-il aux historiens une contribution de première valeur à laquelle devront se référer tout ceux qu'intéresse l'histoire de la pensée économique au XIX^e siècle.

R. BESNIER.

— Jacques LETHÈVE. *Impressionnistes et symbolistes devant la presse* (Paris, Armand Colin, 1959, 302 p. ; prix : 750 fr.). — La collection « Kiosque » commence sa publication avec cet ouvrage qui correspond à l'objectif qui lui a été assigné par son directeur, M. Jean Prinet : « les faits, la presse, l'opinion ». La naissance et le développement de la peinture impressionniste, puis de la poésie symboliste ont été enregistrés par la presse dont les informations et les chroniques ont contribué à orienter l'opinion publique. Et celle-ci, à son tour, n'a pas été sans influencer la presse. C'est ce qu'établit l'auteur à l'aide d'abondantes citations extraites surtout de publications parisiennes, spécialisées ou non.

— Raymond BARRILLON. *Le cas Paris-Soir* (Paris, Armand Colin, 1959, 286 p. ; prix : 750 fr.). — *Paris-Soir* était avant 1939 le quotidien français de plus fort tirage. Il était aussi l'un des plus jeunes. C'est son exceptionnelle carrière — près de sept années de vie médiocre, puis, après son acquisition par Jean Prouvost, plus de neuf années d'ascension continue — que retrace, avec les meilleures qualités de journaliste, le journaliste Raymond Barrillon. Son récit, surtout consacré à *Paris-Soir* seconde manière, est constamment lié aux plus grands événements qui, de l'avènement d'Hitler et du 6 février jusqu'à la guerre, bouleversèrent la France et le monde. La première partie, la plus brève, apporte d'utiles clartés sur la vie de la presse française au lendemain de la première guerre.

Si Barrillon a étudié la collection de *Paris-Soir*, il n'a pas eu accès aux archives et la vie interne du journal n'apparaît guère. Par contre, l'évolution de son contenu, étudiée avec précision, est fort révélatrice.

Cette première monographie d'un grand quotidien français ouvre une voie qui, poursuivie, enrichira l'histoire.

J. K.

Inde. — Vincent A. SMITH. *The Oxford History of India*, third edition ed. by Percival SPEAR (Oxford, Clarendon Press, 1958, in-12, xvi + 898 p., 1 carte dépliante, 19 fig., 40 pl. hors texte). — Réédition refondue de la célèbre *Oxford History of India* publiée pour la première fois en 1919. La première partie, l'*Inde ancienne et hindoue*, a été revue par Sir Mortimer Wheeler et M. A. L. Basham. La

seconde, l'*Inde pendant la période musulmane*, par M. J. B. Harrison. La troisième, l'*Inde pendant la période britannique*, a été réécrite par M. P. Spear et occupe à elle seule la moitié du volume. Quoique la mise à jour intégrale ait été impossible, car elle eût exigé des discussions hors de propos dans un manuel, l'ouvrage est excellemment renouvelé et apte à rendre les mêmes services que les éditions précédentes quoique l'importance des événements soit jugée selon des habitudes traditionnelles en Europe, habitudes dont il importera de se dégager pour former une vue plus juste de la place des civilisations indiennes dans l'histoire. C'est ainsi que, tout en étant les bienvenus, tous les détails sur l'expédition d'Alexandre, les Mogols, les Européens dans l'Inde, font contraste avec le caractère assez sommaire des données sur le pays lui-même et le développement de sa culture et de son influence extérieure en Asie à travers les siècles. L'expédition d'Alexandre est un épisode de frontières, non une pénétration de l'hellénisme dans le monde indien. Alexandre est simplement venu occuper les territoires possédés depuis deux siècles par les Perses qu'il venait de vaincre. Il n'a pas attaqué le grand royaume indien d'alors, qui, au contraire, a pris possession des territoires en question, en chassant les garnisons qu'il y avait laissées. Les invasions musulmanes et mogoles, comme plus tard celles des Européens, n'ont fait que recouvrir, et en réalité très partiellement, l'immense pays qui n'en a pas moins continué à vivre dans sa culture originale, tout en cessant de la faire rayonner à l'extérieur. Les faits majeurs de l'histoire indienne ne sont pas les conquêtes que l'Inde a subies ; ce sont bien plutôt cette permanence, laquelle n'a pas empêché des évolutions intérieures profondes, et ce rayonnement qui a porté sur toute la Haute-Asie, l'Extrême-Orient, l'Asie du Sud-Est.

L'ouvrage mène l'étude jusqu'à 1947, date de l'indépendance de l'Inde. Bibliographies sommaires à chaque chapitre. Copieux index.

— Roderick CAMERON. *Time of the Mango Flowers* (London-Melbourne-Toronto, Heinemann, 1958, in-8°, x + 308 p., frontispice, 32 pl.). — Description des lieux classiques du tourisme dans l'Inde avec rappels archéologiques et historiques. Ouvrage agréable, mais de documentation très faible.

En archéologie : la grande figure à trois visages d'Elephanta est l'objet d'une identification surannée. En histoire : Duplex est un général qui a pris Madras.

J. F.

Suisse. — Jean-Jacques BOUQUET. *Le problème du sel au pays de Vaud jusqu'au début du XVII^e siècle* (*Revue suisse d'histoire*, t. T, fasc. 3, 1957). — Ce n'est guère avant le XIX^e siècle que le pays de Vaud est parvenu à se suffire à lui-même pour son approvisionnement en sel grâce à l'exploitation des gisements du district d'Aigle. Or les cantons confédérés étaient environnés de pays producteurs qui — la France surtout — « utilisent la fourniture du sel comme instrument politique ». L'auteur examine donc de près les routes du sel qui, de Salins, aboutissent au pays de Vaud au Moyen Age ; il en dresse la carte ; il évalue l'importance du trafic ; il montre comment, au milieu du XV^e siècle, le sel marin commence à arriver par le Rhône. Un siècle plus tard, Berne, après s'être vainement efforcée de conquérir les salines de la Comté, se tourne décidément vers le bassin salifère de Bex, tout en songeant à s'approvisionner en Lorraine. Pendant la guerre de Trente ans, le monopole se substitue au commerce privé, changement que paraît justifier la précarité des arrivages ; Berne y a recours en 1623 en dépit des protestations des cités vaudoises.

Robert SCHNERB.

— Ernst STAEBELIN. *Amandus Polanus von Polansdorf* (Bâle, Helbing et Lich-

tenhahn, 1955, in-8°, 139 p.) (Studien zur Geschichte der Wissenschaften in Basel). — Dans le cadre des publications envisagées pour commémorer le cinquième centenaire de l'Université de Bâle (1460-1960), M. E. Staehelin publie une étude intéressante sur l'un des membres les plus représentatifs de cette Université au siècle de la Réforme. Représentatif par sa vie même, à laquelle l'auteur consacre la première partie de son ouvrage. Né à Tropaup en 1561, d'une famille luthérienne, étudiant d'abord au gymnase de Breslau, Polanus vient à Bâle en 1583 où il rencontre son véritable maître spirituel, qui deviendra son collègue et restera son ami, Grynaeus. En mars 1584, ce dernier quitte Bâle pour Heidelberg. Polanus gagne alors Genève où il rencontre Karl de Zierottin et devient le précepteur du jeune demi-frère de celui-ci, Jean Dionysius. Il accompagne ce dernier dans sa *Bildungsreise* et visite ainsi une partie de l'Europe. En 1596 commence la carrière universitaire de Polanus qui devient professeur de théologie à l'Université de Bâle. En cette qualité, il est membre de l'assemblée dirigeant l'Église de Bâle, il entre en conflit quelquefois à ce sujet avec le Magistrat de la ville. Il occupe également les fonctions de doyen de la Faculté et de recteur de l'Université. En l'année 1610, la peste ravage la ville et l'emporte.

M. E. Staehelin étudie ensuite dans ses deuxième et troisième parties, avec la même minutie et le même intérêt, l'œuvre et la doctrine de Polanus. Il a le souci de replacer le théologien dans le mouvement des idées de l'époque ; au moment où Strasbourg se courbe sous l'autorité de Marbach et de Pappus, une nouvelle période est commencée, après celle des géants de la Réforme : celle des épigones. Ainsi s'affirme, en cette fin du XVI^e siècle, l'emprise de la théologie sur la vie de chaque jour.

— P. Rainald FISCHER. *Die Gründung der schweizer Kapuzinerprovinz 1581-1589. Ein Beitrag zur Geschichte der katholischen Reform* (Fribourg, 1955, xxvi-336 p.) (*Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte*, cah. 14). — La bataille de Kappel du 11 octobre 1531 et la mort de Zwingli arrêtent dans leurs grandes lignes les positions respectives, en Suisse, des deux religions catholique et réformée. Une double tâche s'impose à l'église catholique : reprendre si possible les positions perdues, se réformer elle-même. Charles Borromée vient en Suisse en 1570 et donne l'impulsion nécessaire. À côté des Jésuites tournés vers la formation intellectuelle de l'élite, il y a place pour les Capucins. C'est à leur installation en Suisse, à leurs différentes fondations, à leur activité jusqu'à la formation de la province que s'est attaché le P. R. Fischer, dans un livre attachant où le style anecdotique, s'il se rencontre quelquefois, n'enlève rien à la valeur scientifique du récit, appuyé sur l'examen méthodique de nombreuses archives régionales.

En 1581, les Capucins s'installent à Altdorf. Ils y rencontrent les difficultés ordinaires : opposition du clergé local qui hésite à se réformer, méfiance des populations, jalousie des autres ordres, esprit de parcimonie des riches laïcs, préjugés antiitaliens, intrigues personnelles et influence toujours présente des puissances voisines, notamment de l'Autriche et de la France. D'autres fondations suivent, minutieusement étudiées, à Stans, à Lucerne, à Schwyz, délimitant le front de combat antiprottestant.

La lutte commence sur un terrain de choix, le canton mixte d'Appenzell : les réformés dominant à Ausserrhoder, les catholiques à Appenzell même et aux alentours immédiats. Des épisodes variés aboutissent à l'expulsion complète des protestants de cette dernière partie du canton. En 1597, on divise l'ensemble en

deux demi-cantons, à base confessionnelle. Avec l'arrivée du nonce Paravicini, l'expansion reprend : en 1588, installation passagère à Porrentruy, où les Capucins doivent céder la place aux Jésuites, à Soleure, à Bade.

Plus originale peut-être et moins liée à l'histoire générale s'affirme la troisième partie de l'ouvrage : « du commissariat à la province » (p. 266), où se trouvent les renseignements, que l'on souhaiterait encore plus nombreux, sur la vie même et les formes variées de l'activité des Capucins, en contact direct avec la population : là devrait être l'âme de l'ouvrage, plus que dans le récit des rivalités confessionnelles et politiques. On aurait souhaité un chapitre : les Capucins et le peuple, alors qu'on a surtout une étude administrative, intéressante sans doute, mais étriquée et sans fondements sociaux et psychologiques réels. Notons cependant qu'à l'origine, la Suisse formait un commissariat, dépendant de la province de Milan ; le recrutement, d'abord italien, devint bientôt local et de langue allemande. Le noviciat se fait à Altdorf, les études à Lucerne, à partir de 1585. Les Capucins agissent par la prédication et par la confession, les voyages sont rudes, surtout en hiver ; accompagnés de frères laïcs, ils visitent hôpitaux et prisons. En juin 1589, l'érection en province est décidée.

Outre ce que nous savions déjà sur le rôle des grandes puissances dans les progrès ou les reculs des deux confessions, l'intérêt du livre réside dans la mise en valeur de la part prépondérante qu'ont eue les laïcs — par le moyen des conseils locaux et cantonaux — dans les mêmes progrès ou reculs, rôle également de certaines puissantes individualités comme le P. Ludwig de Saxe à laquelle s'attache l'auteur. Les Capucins ne sont qu'un élément — mais non le moindre — de la grande offensive qui, dans la seconde moitié du xvi^e siècle, s'efforça de refouler vers le nord le flux réformé. La Suisse, comme l'Alsace, demeure un des terrains de choix de la lutte confessionnelle : le test religieux y reste révélateur du rapport mouvant, à cette époque, des forces sociales et politiques.

— PAUL MEYER. *Zeitgenössische Beurteilung und Auswirkung des Siebenjährigen Kriegs (1756 1763) in der evangelischen Schweiz* (Bâle et Stuttgart, 1955, in-8°, 175 p.) (Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft hgg v. Edg. Bonjour und W. Kaegi, t. 53). — Si la guerre de Sept ans n'a pas eu d'influence directe sur le corps helvétique, surtout préoccupé du maintien d'une neutralité laborieusement acquise au cours des siècles, il n'en reste pas moins que, du fait même de la situation géographique et confessionnelle des cantons, ceux-ci ne pouvaient rester indifférents au conflit qui désolait l'Europe. Le renversement des alliances de 1756 avait amené un nouvel équilibre des puissances. Les cantons protestants s'inquiétaient du bloc Autriche-France (un fait symptomatique : on interdit alors les fêtes du Carnaval, à Bâle !), mais, en général, on ne croyait pas à la solidité de cette alliance. Les protestants regardent avec faveur l'union Prusse-Angleterre et voient dans la guerre un conflit religieux.

L'auteur suit le comportement des cantons protestants à l'égard des protagonistes de la guerre et étudie leurs réactions face au déroulement de celle-ci. Publicistes et intellectuels — tel I. Iselin — sont favorables à Frédéric II ; leur enthousiasme suit la courbe des victoires prussiennes : exultation lors de Prague, de Rosbach, de Torgau, pessimisme après Colin et surtout vers la fin des hostilités, car on sent que Frédéric pourra difficilement résister davantage. Le revirement russe est salué comme un miracle et la paix comme une bénédiction. L'auteur étudie de près l'engouement dont Frédéric est l'objet de la part du corps évangé-

lique : ce nouvel Alexandre est admiré comme chef de guerre, défenseur de la foi réformée, philosophe et père du peuple, enfin prodige incomparable de tous les temps. La sympathie pour l'Angleterre décline devant ce qu'on appelle sa passivité ou sa rapacité. Des sentiments mêlés s'expriment à l'égard de la France et de la Russie. L'hostilité s'affirme à l'égard de l'Autriche, de « Thérèse » catholique, despotique et ambitieuse. Il semblerait que le droit ait été complètement du côté de Frédéric.

L'auteur analyse les conséquences de la guerre du point de vue politique, religieux, économique et militaire (les mercenaires suisses au service de la France refusent de servir dans l'offensive et d'envahir des terres prussiennes, rendant nécessaire une pression diplomatique française sur Berne, Zurich et Bâle). On craint surtout les répercussions intérieures des victoires des puissances catholiques qui entraîneraient une revanche des cantons de même religion et la demande par ceux-ci des terres abandonnées en 1712. Cependant la volonté générale de paix l'emporte. La Suisse fut ainsi préservée de la guerre étrangère et de la guerre civile.

Cet ensemble de documents, élégamment présentés par un texte de lecture facile et agréable, ne nous satisfait cependant pas complètement. Parmi les principales lacunes, signalons :

1) le manque de présentation d'ensemble du problème, si ce n'est du point de vue diplomatique et militaire. On ne nous indique pas — même brièvement — l'état d'esprit des populations des autres pays ou même des autres parties de la Suisse (étant donné les travaux déjà existants, peut-être n'aurait-il pas été inutile d'évoquer l'état d'esprit des catholiques?) ;

2) on n'indique jamais l'origine sociale des pamphlets ; les causes profondes qui ont poussé tel ou tel personnage à écrire dans tel ou tel sens. Dans le conformisme ou la flagornerie générale de la masse — notamment à l'égard de Frédéric II — l'étude des individualités de l'opposition s'avère d'autant plus significative.

Ces réserves faites, le dessein reste louable et apporte une contribution utile à l'étude — qui reste à entreprendre — de l'opinion publique européenne au XVIII^e siècle.

G. L.

— Paul E. MARTIN. *Les fortifications de Genève et la défense nationale de la Suisse 1815-1822* (*Revue suisse d'histoire*, 1958, 73 p.). — Il est intéressant, et révélateur pour les lecteurs français disposés à croire à priori que le second exil de Napoléon marquait la borne finale aux conquêtes de leur pays sur le continent, de voir le soin, voire l'anxiété avec laquelle les Genevois, et les Suisses en général, envisageaient le problème de la défense de leur frontière à la lumière des expériences au moment où la Restauration pratiquait pourtant encore une politique fort pacifique. Certes les souvenirs de l'escalade et la crainte d'ambitions savoyardes n'avaient pas entièrement disparu, mais il est intéressant d'observer que l'hypothèse d'une lutte franco-autrichienne prenant, comme au temps de la bataille de Zurich, la Suisse comme champ de bataille était encore fréquemment évoquée.

J. V.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

I. GÉNÉRALITÉS

R. Lantier. Le V^e congrès des sciences pré- et protohistoriques. [*J. des S.*, juillet-septembre 1958.] — **Walter Meyrat.** Die Manuskripten- und Abschriften-sammlung des Bundesarchivs. [*R. suisse d'hist.*, 1959, n° 2.] — **R. Wellens.** Rapport sur les dépouillements d'archives effectués en Belgique, en Hollande et dans le Nord de la France en vue de poursuivre la publication des Actes des États généraux des Pays-Bas. [*Bull. Comm. R. Hist.*, CXXIII (4).]

Biographie. — **J. Godechot.** Mes souvenirs sur Albert Mathiez. [*A. hist. de la Rév. fr.*, avril-juin 1959.] — **Anton Largiadier.** Werner Naf, 1894-1959. [*R. suisse d'hist.*, 1959, n° 2.] — **D. A. Puzzo.** Gaetano Salvemini : historiographical essay. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1959.]

Historiographie, bibliographie, enseignement. — Bibliographie normande, Ouvrages et articles parus en 1958. [*A. de Normandie*, janvier 1959.] — Les recherches archéologiques et historiques en A. O. F. de 1953 à 1957. [*Bull. de l'I. F. A. N.*, 1958, n° 1-2.]

K. W. L. Bezemer. Jets over de Britze officiële geschiedschrijving van de tweede wereldoorlog [*Ts. v. Geschiedenis*, 1958, 3.] — **Francis R. Johnson.** Thorndike's *History of magic and experimental science*. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1959.] — **J. C. Van Dillen.** Wereldgeschiedenis. (A propos du discours d'adieu de P. Geyl à l'Université d'Utrecht.) [*Ts. v. Geschiedenis*, 1958, 3.] — **H. T. Wallinga.** De Geschiedenis van de antieke koopvaardij en de onderzeese archaeologie. [*Ibid.*] —

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *Académie royale de Belgique. Bulletin de la classe des sciences morales et politiques* (1958, n° 4 à 9) ; *Bulletin de la classe des Beaux-Arts* (1957, n° 5-12, et 1958, n° 1 à 4) ; *Bulletin de la Commission royale d'histoire* (t. CXXIII, 4). — *American historical review* (avril 1959). — *Annales de Bourgogne* (1959, n° 1). — *Annales de l'Est* (1959, n° 1). — *Annales de Normandie* (1959, n° 1). — *Annales historiques de la Révolution française* (avril-juin 1959). — *Bulletin de l'I. F. A. N.* (1958). — *Byzantinische Zeitschrift* (1958, n° 51, n° 2). — *Byzantinostavica* (1957, t. XX, n° 1). — *Cahiers d'histoire* (1959, n° 2). — *Historische Zeitschrift* (Bd 187, Heft 3, juin 1959). — *History* (juin 1959). — *International review of social history* (1959, n° 1). — *Journal des Savants* (juillet à décembre 1958). — *Journal of the history of ideas* (avril 1959). — *Past and present* (avril 1959). — *Politique étrangère* (octobre 1958 à janvier 1959). — *Population* (1959, n° 2). — *Review of politics* (1959, n° 2). — *Revue belge de philologie et d'histoire* (1959, n° 1). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (mars 1959). — *Revue de l'histoire des religions* (janvier-mars 1959). — *Revue de la Méditerranée* (janvier-février 1959). — *Revue suisse d'histoire* (1959, n° 1 et 2). — *Rivista storica italiana* (1959, n° 2). — *Tijdschrift voor Geschiedenis* (1958, n° 3). — *Vierdel-jahrhefte für Zeitgeschichte* (avril 1959). — *Welt als Geschichte (Die)* (1959, n° 2). — *Revue japonaise* : *Bunko* (1957-1958). — *Rekishikagu Kenkyū* (n° 192 à 226). — *Shikagu sasshi* (vol. 65 à 67). — *Sōrisu jūgoshūnen Kinen rombun.shu* (mars 1957 à mars 1958). — *Tōgō gakkaō* (1957-1958). — *Tohoku gaizaku* (1954-1958).

Reinhard Wittram. Ueber die Figur einiger politischer Traditionen. Bemerkungen zu einer Problemstellung. [*Welt als Gesch.*, 1959, n° 2.]

Germain Lavallée. Mgr Antoine Racine et la question universitaire canadienne (1875-1892) (fin). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, mars 1959.] — **Alfred H. Kelly.** The Confessional controversy over school segregation, 1867-1875. [*A. H. R.*, avril 1959.] — **F. E. Manning.** History books for school VII. (Bibliographie.) [*History*, juin 1959.] — **James Eadie Todd.** The apprenticeship of a professor of history. 1903-1959. [*Ibid.*]

II. PRÉHISTOIRE

ORIENT ANCIEN. HISTOIRE GRECQUE ET ROMAINE

H. Bessac. Contribution à la préhistoire et à la protohistoire des régions d'Ak-joujt et d'Atâr (Mauritanie). [*Bull. de l'I. F. A. N.*, 1958, n°s 3-4.] — **H. J. Hugot.** Faits nouveaux dans la préhistoire saharienne. [*Ibid.*, n°s 1-2.] — **R. Lantier.** Sanctuaires leptolithiques des Pyrénées. [*J. des S.*, octobre-décembre 1958.]

J. W. Johnson. The Scythian : his rise and fall. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1959.]

W. den Boer. Greeks and the Greeks. (Considérations sur l'histoire de la Grèce antique.) [*Int. rev. of soc. hist.*, 1959, n° 1.] — **Fr. Chamoux.** Le roi Pyrrhus d'Épire. [*J. des S.*, octobre-décembre 1958.] — **J. Heurgon.** Rhégion et Zancle. [*Ibid.*] — **Cl. Préaux.** Tradition et imagination dans la civilisation hellénistique d'Égypte. [*A. R. Belg., Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1958, 4-5.] — **J. Pouilloux.** Les leçons de l'urbanisme grec. [*J. des S.*, juillet-septembre 1958.] — **J. Bingen.** Le décret S. E. G. 64 (Le Pirée 413/412?) (relatif au culte de Bendis). [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1959, n° 1.] — **M. Déienne.** Sur la démonologie de l'ancien pythagorisme. [*R. de l'hist. des rel.*, janvier-mars 1959.] — **Maz Hamburger.** Aristotle and Confreries. A comparison. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1959.] — **F. Huybrechs.** Over de proxenie in Lakoniä. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1959, n° 1.] — **J. Labarte.** Léonidas et l'astre des tempêtes. [*Ibid.*] — **R. Turcan.** L'âme-oiseau et l'eschatologie orphique. [*R. de l'hist. des rel.*, janvier-mars 1959.]

F. de Visscher. Quelques observations sur les origines du Dominium romain [*A. R. Belg., Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1958, 4-5.] — **J.-G. Février.** La ville antique de Mactar en Tunisie. [*J. des S.*, juillet-septembre 1958.] — **J. Gagé.** Théologie de la Victoire et art triomphal des empereurs romains. [*Ibid.*] — **N. I. Herescu.** Les traces des épigrammes militaires dans le *Miles Gloriosus* de Plaute. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1959, n° 1.] — **A. Merlin.** Alise-Sainte-Reine est bien l'Alésia de César. [*J. des S.*, juillet-septembre 1958.] — **G.-C. Picard.** Pertinax et les prophètes de Caelestis. [*R. de l'hist. des rel.*, janvier-mars 1959.] — **E. Thévenot.** La question d'Alésia et la localisation des Séquanes. [*A. de Bourg.*, 1959, n° 1.]

III. HISTOIRE DE BYZANCE

D. Angelov. Die gegenseitigen Beziehungen und Einflüsse zwischen Byzanz und dem mittelalterlichen Bulgarien. [*Byzantinoslavica*, XX, 1959.] — **Id.** Zur Geschichte des Bogomilismus in Thrakien in der I. Hälfte des 14. Jahrhunderts. [*Byzant. Zeitschr.*, 51, 1958.] — **A. Florovskij.** Pour l'étude de l'histoire des relations russo-byzantines (en russe). [*Byzantinoslavica*, XX, 1959.] — **E. Frances.** Les relations russo-byzantines au XII^e siècle et la domination de [la] Galicie au

Bas-Danube. [*Ibid.*] — *H. Hunger*. Das Testament des Patriarchen Matthaios I (1397-1410). [*Byzant. Zeitschr.*, 51, 1958.] — *J. Karayannopoulos*. Entstehung und Bedeutung des Nomos Georgikos. (Sur le régime agraire de Byzance.) [*Ibid.*] — *J. Longnon*. La chronologie des Byzantins. [*J. des S.*, octobre-décembre 1958.] — *A. T. Luttrell*. A Fourteenth Century List of the Barons of Achaea (1377?). [*Byzant. Zeitschr.*, 51, 1958.] — *L. Politis*. Eine Schreiberschule im Kloster tón Hodégón. (Sur le problème des Scriptoria byzantins.) [*Ibid.*]

IV. HISTOIRE DU MOYEN AGE

M. Hélon. Le nouveau glossaire du latin médiéval. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1959, n° 1.] — *Karl Ferdinand Werner*. Zur Arbeitsweise des Regino von Prüm. [*Welt als Gesch.*, 1959, n° 2.] — *H. Aubin*. Der Aufbau des Abendlandes im Mittelalter, Grundlagen, Strömungen, Wandlungen. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 187, Heft 3, juin 1959.] — *Cl. Bernard*. Étude sur le diplôme de 968, par lequel Gerberge, veuve de Louis IV d'Outremer, donne à Saint-Remi de Reims son domaine de Meersen. [*Bull. Comm. R. Hist.*, CXXIII (4).] — *Karl Mommsen*. Die « Churfürsten » und der alte Zürichkrieg. Historische Grundlagen einer Namensgebung. [*R. suisse d'hist.*, 1959, n° 1.] — *J. Richard*. Usages chronologiques dans la Bourgogne médiévale : le « mois de Pâques ». [*A. de Bourg.*, 1959, n° 1.] — *Bernard de Vregille*. Dijon, Cluny, Lyon et Rome. A propos de deux documents sur Halinard de Sombornon († 1052). [*Ibid.*]

Islam. — *Adolphe Faure*. La chevalerie islamique. [*R. de la Médit.*, janvier-février 1959.] — *M.-J. Mashkur*. An-Nawbakti Les sectes sh'rites (fin). [*R. de l'hist. des rel.*, janvier-mars 1959.] — *G. Marçais*. L'Espagne et l'Islam. (A propos du livre de Henri Terrasse.) [*J. des S.*, juillet-septembre 1958.] — *R. Paret*. Das islamische Weltreich. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 187, Heft 3, juin 1959.]

Histoire économique. — *Franco Guerello*. La crisi bancaria del piacentino Guglielmo Lescacorvo. [*Riv. st. it.*, 1959, n° 2.] — *Professeur Steinbach*. Relations entre Lyon et le Nord des pays rhénans depuis la fin du Moyen Age. [*Cahiers d'hist.*, 1959, n° 3.]

Littérature. Arts. — *Dom Romain Clair*. Hautecombe avant le xii^e siècle. [*Ibid.*] — *Maz Wehrli*. Das Lied von der Schlacht bei Nafels. [*R. suisse d'hist.*, 1959, n° 1.]

V. HISTOIRE MODERNE. TRAVAUX GÉNÉRAUX

1. Histoire par pays.

Allemagne. — *Willy Andreas*. Carl August von Weimar als Diplomat an west-deutschen Hofen, seine Fahrt nach Zürich und Goethes Verhältnis zum Herzog (1784). [*R. suisse d'hist.*, 1959, n° 2.] — *Waldemar Besson*. Friedrich Meinecke und die Weimarer Republic. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, avril 1959.] — *Johannes Haller*. Aus den Erinnerungen. I Aus den Römischen Erinnerungen. [*Welt als Gesch.*, 1959, n° 2.] — *Lucien Siorat*. Le premier chancelier de la république fédérale d'Allemagne. [*Politique*, octobre-décembre 1958.]

Canada. — *Marie-Claire Daveluy*. Un Canadien éminent : Raphaël Bellemare (1821-1906) (fin). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, mars 1959.] — *Guy Fregault*. Essai sur les finances canadiennes (1700-1750) (suite). [*Ibid.*]

États-Unis. — *M. Silberschmidt*. Die Vereinigten Staaten von Amerika, die Grossmacht zwischen Europa und Asien. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 187, Heft 3, juin 1959.]

Europe centrale. — *Stanislas Ehrlich*. Notions et garantie de la légalité socialiste dans les pays de l'Europe de l'Est. [*Politique*, octobre-décembre 1958.]

France. — *Rudolf von Albertini*. Zur Beurteilung der Volksfront in Frankreich (1934-1938). [*Vierteljahrsheft für Zeitgesch.*, avril 1959.] — *Jean-Marie Auby*. La théorie du pouvoir de suffrage en droit constitutionnel français. [*Politique*, octobre-décembre 1958.] — *Jean-Jacques Bouquet*. La politique du Second Empire vue par le « Confédéré » de Fribourg. [*R. suisse d'hist.*, 1959, n° 1.] — *G. Bourgin*. Quelques inédits de Babeuf. [*A. hist. de la Rév. fr.*, avril-juin 1959.] — *R. Cobb*. The people in the french revolution. [*Past and present*, avril 1959.] — *Jean Courvoisier*. Essai sur les projets de cession de Neuchâtel à la France entre 1707 et 1789. [*R. suisse d'hist.*, 1959, n° 2.] — *Alain Dufour*. Nobles savoyards et dauphinois pendant les guerres de la Ligue. [*Cahiers d'hist.*, 1959, n° 3.] — *J. Lefebvre et M. Bouloiseau*. L'émigration et les milieux populaires (1791-1794). [*A. hist. de la Rév. fr.*, avril-juin 1959.] — *V.-S. Lublinsky*. Voltaire et la guerre des Farines. [*Ibid.*] — *R.-A. Palmer*. Sur la composition sociale de la gauche à la Constituante. [*Ibid.*] — *Jean Sutter et Claude Lévy*. Les dispenses civiles au mariage en France depuis 1800. [*Pop.*, 1959, n° 2.] — *Maria-E. Vela*. Robespierre vu d'Argentine. [*A. hist. de la Rev. fr.*, avril-juin 1959.]

Grande-Bretagne. — *Clayton Roberts*. Privy council schemes and ministerial responsibility in Later Stuart England. [*A. H. R.*, avril 1959.]

Italie. — *L. Hauteceur*. Luigi Riccoboni dit Lelio. [*J. des S.*, juillet-septembre 1958.]

Suisse. — *Wolfgang von Wartburg*. Zur Weltanschauung und Staatslehre des frühen schweizerischen Liberalismus. [*R. suisse d'hist.*, 1959, n° 1.]

U. R. S. S. — *R. Wittram*. Das russische Imperium und sein Gestaltwandel. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 187, Heft 3, juin 1919.]

2. Histoire religieuse moderne. — *Claude Galarneau*. Une lettre de l'abbé Linsolas (écrite par le vicaire général de Lyon à un émigré en novembre 1790). [*Cahiers d'hist.*, 1959, n° 3.] — *Ettore Passerin d'Entrèves*. La riforma « Giansenista » della Chiesa e la lotta anticuriale in Italia nella seconda metà del Settecento. [*Riv. st. it.*, 1959, n° 2.] — *Gabriel Richard*. Le sentiment religieux en Lorraine sous la Restauration et les missions. [*A. de l'Est*, 1959, n° 1.]

W. J. Price. Aux origines d'un schisme. Le centenaire d'une réconciliation avortée. (Il s'agit du schisme né vers 1850 entre le Révérend Charles Chéniquy et l'Église romaine.) [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, mars 1959.] — *Norman Birnbaum*. The zwinglian reformation in Zurich. [*Past and present*, avril 1959.]

3. Histoire de la culture moderne. — *Margherita Isnardi*. Studi recenti e problemi aperti sulla struttura e le funzione della prima Accademia platonica. [*Riv. st. it.*, 1959, n° 2.] — *Eugenio Garin*. I cancellieri umanisti della repubblica fiorentina da Coluccio Salutati a Bartolomeo Scala. [*Ibid.*] — *C. A. Patrides*. Renaissance thought on the celestial hierarchy. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1959.] — *D. Maland*. The Italian Renaissance : a problem of interpretation. [*History*, juin 1959.] — *H. A. Enno Van Gelder*. Erasmus, schilders en rederijkers (fin). [*Ts. v. Geschiedenis*, 1958, 3.] — *Paolo Alatri*. Voltaire et l'archevêque de Lyon. [*Cahiers d'hist.*, 1959, n° 3.] — *Franco Venturi*. Su alcune pagine d'antologia

(relatives aux origines de l'*Encyclopédie*). [*Riv. st. it.*, 1959, n° 2.] — G. Charlier. Rachel en Belgique. [*A. R. Belg., Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1958, 8-9.]

Norwood R. Hanson. Copernicus' role in Kant's revolution. [*J. of the hist. of ideas*, avril 1959.]

Michel Antoine. Les Magny, danseurs du roi de France et du duc de Lorraine. [*A. de l'Est*, 1959, n° 1.] — Jacques Choux. Les origines familiales de l'architecte lunévillois Nicolas Pigage. [*Ibid.*] — René Duthil, Paul Dimoff. Les inscriptions de l'arc de triomphe de la place Stanislas. [*Ibid.*] — Francis Haskell. The market for italian art in the 17th century. [*Past and present*, avril 1959.] — A. Mabillet de Poncheville. Le peintre Louis Watteau, dit Watteau de Lille. [*A. R. Belg., Bull. Cl. Beaux-Arts*, 1958, 1-4.] — De Schoutheete De Terwarent. Le service de majolique de la reine Christine de Suède. [*Ibid.*, 1957, 5-12.]

Paul Tinel. Beethoven et les mélodies populaires russes. [*Ibid.*, 1958, 1-4.]

4. **Histoire économique et sociale.** — B. Gille. La banque de Dijon. [*A. de Bourg.*, 1959, n° 1.] — Paul Harsin. Un problème d'histoire économique : la fortune d'Érard de la Marck, prince-évêque de Liège (1505-1538). [*A. R. Belg., Bul. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1958, 7.] — Alexander Gerschenkron. Caratteri e problemi dello sviluppo economico russo, 1861-1958. [*Riv. st. it.*, 1959, n° 2.] — J. de Vries. De ontduiking der convooien en licenten in de Republiek tijdens de achttiende eeuw. [*Ts. v. Geschiedenis*, 1958, 3.]

G. G. Natalité, mortalité en Union Soviétique. [*Pop.*, 1959, n° 2.] — Pierre George. La démographie, une science humaine appliquée. [*Ibid.*]

Royden Harrison. E. S. Beesly and Karl Marx. [*Inst. rev. of soc. hist.*, 1959, n° 1.] — Theodore D. Lockwood. A study of french socialist ideology. [*R. of politics*, 1959, n° 2.] — Casimir Marti. Le socialisme et le mouvement ouvrier à Barcelone à la chute d'Isabelle II (1868). [*Inst. rev. of soc. hist.*, n° 1.] — Stanislav Schwann. Die Neue Oder-Zeitung und Karl Marx als ihrer Korrespondent. [*Ibid.*]

VI. HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

1. **Colonisation.** — P. Kluge. Wandlungen der britischen Reichsidee. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 187, Heft 3, juin 1959.] — Roger Garreau. La reconnaissance du Gouvernement de Pékin. [*Pol. étr.*, 1959, n° 1.] — R. P. J. Hébert. Une page d'histoire voltaïque : Amoro, chef des Tréfo. [*Bull. de l'I. F. A. N.*, 1958, n° 3-4.] — Peter Worsley. Religion and politics in central Africa. [*Past and present*, avril 1959.]

2. **Relations internationales.** — Wilhelm Deist. Schleicher und die deutsche Abrüstungspolitik im Juni/Juli 1932. [*Vierteljahrsheft für Zeitgesch.*, avril 1959.] — Ernst Deuerlein. Hitlers Eintritt in die Politik und die Reichswehr (nombreux documents). [*Ibid.*] — Dorothea Groener-Geyer. Die Odyssee der Groener-Papiere. [*Welt als Gesch.*, 1959, n° 2.] — Ruggero Moscati. La politica estera fascista nel '24-25. [*Riv. st. it.*, 1959, n° 2.]

John C. Cairns. Along the word back to France 1940. [*A. H. R.*, avril 1959.] — Heinz Karst. La nouvelle Bundeswehr et la démocratie allemande. [*Pol. étr.*, 1959, n° 1.] — Stephen D. Kertesz. Diplomacy in the atomic age II. [*R. of politics*, 1959, n° 2.] — Pertinax. La guerre froide. Eisenhower et Khroutchev face à face. [*Pol. étr.*, 1959, n° 1.] — Problèmes et perspectives de l'Alliance atlantique. [*Ibid.*, n° 2.]

VII. ASIE ET AFRIQUE (jusqu'à la colonisation).

Étienne Lamotte. L'édit bilingue d'Asoka à Kandahar. [*A. R. Belg., Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1958, 7.] — E. R. Leach. Hydraulic society in Ceylan [*Past and present*, avril 1959.]

L. Homburger. La linguistique et l'histoire de l'Afrique. [*Bull. de l'I. F. A. N.*, 1959, n° 3-4.] — Y. Sylla. Évolution de l'Afrique. [*Pol. étr.*, 1959, n° 1.] — M. Viré. Notes sur trois épitaphes royales de Gao (xii^e siècle). [*Bull. de l'I. F. A. N.*, 1958, n° 3-4.]

VIII. REVUES EN LANGUE JAPONAISE

1. *Shigaku zasshi* (Historical Journal of Japan).

A) Japon. — Fujino T. Processus du développement des groupes vassaliques d'un daimyō à l'époque moderne. D'après le *Shinsen shikeiroku* du clan Ōmura de Hizen. [*S. Z.*, 65 (1956), 6.] — Imai et Yagi. Structure des villages dans la société féodale, compte rendu de ce livre. [*S. Z.*, 65, 6.] — Ōe S. Une jacquerie, à Ise (1876), contre la réforme de l'impôt foncier, I [*S. Z.*, 65, 7]; II. [*S. Z.*, 65, 8.] — J. Wh. Hall. Tama Okitsugu (1719-1788)..., compte rendu (l'auteur de ce compte rendu dénonce certaines insuffisances de cet ouvrage). [*S. Z.*, 65, 7.] — Biō M. La pensée de Yamazaki Ansai (1618-1682) et Tchou-tseu. [*S. Z.*, 65, 9.] — Kanazawa S. A propos du *Tsukiwari jōnō* (en particulier, du prépaiement de la redevance annuelle) dans le clan Matsudaira. [*S. Z.*, 65, 9.] — Iyanaga. Nara jidai-no kizoku-no nōmin. (Aristocrates et paysans de l'époque de Nara, compte rendu de ce livre.) [*S. Z.*, 65, 9.] — Ishi K. L'arrière-plan des prêtres Nishihara à la Chine. [*S. Z.*, 65, 10.] — Nagazumi T. Les marchands *itowappu* (Pancado; soyeux). [*S. Z.*, 66 (janvier 1957), 1.] — Momose K. Le prix du riz à l'époque de Muromachi (en relation avec les domaines du Tōji). [*S. Z.*, 66, 1.] — Sakurai Y. La politique de soutien aux ex-samurai, dans la préfecture de Miyagi. [*S. Z.*, 66, 2.] — Momose K. L'interdiction des « ordonnances de bénévolence » *tokusei* de 1480. [*S. Z.*, 66, 4.] — Miyazaki M. Le *Gaikoku-no koto shirabegaki* d'Arai Hakuseki. [*S. Z.*, 66, 4.] — Taniguchi S. Organisation et structure des groupes vassaliques, à Okayama en particulier. [*S. Z.*, 66, 6.] — Miyagi H. Anciens systèmes des taxes dites *chinso* et *jishi*. [*S. Z.*, 66, 7.] — Ishii S. Rapports entre le Shōgunat de Kamakura et les autorités régionales du régime des Ritsuryō — Les Ōtsubumi. [*S. Z.*, 66, 11.] — Aoki K. Koeki-sei-no seiritsu. (Sur l'histoire de la corvée dans l'ancien Japon.) [*S. Z.*, LXVII, 3, p. 1-30, et LXVII, 4, p. 35-66.] — Isogai M. « Uneme » seido-no ichi kenkyū. (A propos du système des *uneme* dans le Japon antique.) [*S. Z.*, LXVII, 6, p. 1-40.] — Shimode S. Kōgyoku.chō-ni okeru nōmin.sō -to shūkyō undō (Couches paysannes et mouvements de caractère religieux sous le règne de l'impératrice Kōgyoku). [*S. Z.*, LXVII, 9, p. 24-46.] — Shimada J. IX-XIII seiki-ni okeru shiryō-no keisei-to Kamakura bakufu hō. (La législation du shōgunat de Kamakura et, en particulier, touchant la propriété des terres incultes.) [*S. Z.*, LXVII, 10, p. 38-68.] — Uejima T. Yamashiro-no kuni Kamikuze.shō-ni okeru hyakushō.myō-no kaitai. (La désagrégation du *hyakushō.myō* sur le domaine dit de Kamikuze (domaine du Tōdaiji), dans la province de Yamashiro, et vers la fin de la période des Cours du Sud et du Nord.) [*S. Z.*, LXVII, 11, p. 1-52.]

B) **Chine.** — *Hino K.* A propos de la répartition des taxes provinciales, à l'époque des *Fan-chen*. [S. Z., 65, 7.] — *Matsumoto M.* Le *che* (groupe familial) dans l'antiquité chinoise. [S. Z., 65, 8.] — *Hoshi A.* Les transports par bateau, sous les Ts'ing. [S. Z., 65, 10.] — *Shimada M.* La position des chamanes-officiants *ouo*, sous les Liao. [S. Z., 65, 11.] — *Matsui Sh.* La situation au Kiang-houei, vers la fin des T'ang. [S. Z., 66, 2.] — *Fujioka K.* Systèmes de contrôle administratif, sous les Han antérieurs. [S. Z., 66, 8.] — *Nagasawa K.* Le contrôle administratif de la route du nord-ouest par les Liao. [S. Z., 66, 8.] — *Amano M.* L'expansion de la capacité de production agricole sous les Wei, les Tsin et à l'époque Nan-pei-tchao. [S. Z., 66, 10.] — *Koyama M.* La grande propriété foncière (fin des Ming-début des Ts'ing). [S. Z., 66, 12.]

C) **Occident.** — *Ito S.* Les études relatives à la commune agraire allemande. I [S. Z., 65, 11]; II [65, 12]. — *Fujiwara H.* Contrôle seigneurial et village, dans l'Angleterre médiévale. [S. Z., 66, 3.] — *Watanabe M.* Notes sur l'étude historique du Midi de la France médiévale (résumé en français). I [S. Z., 66, 3]; II [66, 4]. — *Matsugaki Y.* Le mouvement de différenciation dans la classe paysanne anglaise (XIII^e-XIV^e s.). [S. Z., 66, 8.] — *Kiyasu A.* Sur la composition de la classe ouvrière parisienne lors de la révolution de Février, un résumé en français (les prolétaires d'usine sont la minorité; le régime artisanal est en voie de désagrégation; rôle des campagnes). [S. Z., 66, 11.]

2. *Rekishigaku kenkyū* (Journal of Historical Studies).

N. B. Il est regrettable que cette revue ne donne que très rarement des résumés en français, en anglais ou en allemand.

A) **Japon.** — *Sampei T.*, *Ton-ya* et manufactures dans l'industrie textile. [R. K., n° 192.] — *Oka M.* Développement du village agricole à l'époque moderne et culture du riz traditionnelle. [R. K., n° 193.] — *Takada M.* Propriétaires non exploitants et mouvement paysan. [R. K., n° 194.] — *Fujimura M.* Caractère de la guerre russo-japonaise. [R. K., n° 195.] — *Abe T.* Le caractère du *myō* à la fin de Heian. [R. K., n° 195.] — *Fujino T.* Mode d'existence du *chigyōshi* dans le clan de Saga. [R. K., n° 198.] — *Ishimoda S.* Sur le processus de formation du pouvoir politique (du *shōgunat*) de Kamakura. [R. K., n° 200.] — *Tokumitsu H.* Analyse des « Annales impériales » (du Japon). [R. K., n° 202.] — *Tanaka A.* Formation du parti antiTokugawa. [R. K., n° 205.] — *Maruyama K.* Apparition et développement (de l'emploi) du « moulin à eau », au Kantō septentrional. [R. K., n° 206.] — *Suzuki H.* Structure du fief Hatamoto. [R. K., n° 208.] — *Nezu M.* La négociation de la convention franco-japonaise de 1864. [R. K., n° 210.] — *Momose K.* Enquête sur le *kaesen* (*kaezeni*) à intérêts. [R. K., n° 211.] — *Nunomura K.* Les noms de parenté d'après les registres familiaux du Shōshōin. [R. K., n° 212.] — *Tōma S.* L'organisation de l'État du Yamato. [R. K., n° 214.] — *Abe T.* (Tokushū-ni atatte) Sengo-ni okeru shōen kenkyū-no dōkō. (Les tendances des recherches (touchant) les domaines, après la dernière guerre.) [R. K., n° 215 (janvier 1958), p. 1-3.] — *Murai Y.* Myō seiritsu-no rekishi-teki zentei. (Prémises historiques de la formation du *myō*.) [R. K., n° 215, p. 4-17.] — *Ōishi N.* Shōen-sei kaitai-ki-no nōmin-sō-to myō-no seikaku. (Couches paysannes et caractère du *myō* à l'époque de la désintégration du système domanial.) [R. K., n° 215, p. 33-45.] — *Kimura M.* Hagi-han-no baishin-ni tsuite. (Touchant les vassaux du

clan Hagi, vers la fin de l'époque des Tokugawa.) [R. K., n° 220, p. 1-10.] — *Araki M.* Taikō kenchi-no kichō-to yakuya settei-no honshitsu. (Traits dominants de la réforme du cadastre par Toyotomi Hideyoshi et caractères fondamentaux de l'institution des *yakuya*.) [R. K., n° 222, p. 10-23, et n° 223, p. 13-23.]

B) **Chine.** — *Imabori S.* La modernisation de la structure agricole sous les Ts'ing. [R. K., n° 191 et 192.] — *Goi N.* Sur le caractère du pouvoir politique de Ts'ao Tsa'o. [R. K., n° 195.] — *Id.* Kan.dai-no kōden-ni okeru kasaku-ni tsuite (A propos du *kia-tso* (« fermage ») sur les terres publiques, à l'époque des Han). [R. K., n° 220 (juin 1958), p. 11-20.]

C) **Corée.** — *Hatada T.* Silla-no sonraku. (Étude sur la structure des villages à Silla, d'après des registres du cens retrouvés au Shōshōin (Nara.) [R. K., n° 226, p. 1-13, et n° 227, p. 16-20.]

D) **Occident.** — *Aoyama Y.* Les esclaves dans la société anglo-saxonne. [R. K., n° 193 et 199.] — *Chizuka T.* Les traits caractéristiques de la Révolution paysanne dans la France septentrionale. [R. K., n° 199.] — *Ninomiya H.* Le caractère du régime de la propriété foncière dans la France du xvi^e siècle. [R. K., n° 206.]

3. *Sōritsu jūgoshūnen kinen rombun.shū*, publication du *Tōyō bunka kenkyūsho* (Institute for Oriental Culture) de l'Université de Tōkyō.

Le n° III (n° 12, mars 1957, p. 107-160) contient, entre autres articles intéressants, un *Koten Hindu.hō-no kasan.bunkatsu.kitei*, c'est-à-dire une étude sur les règles du partage des biens familiaux (*dāyabhāga*) dans la législation de l'Inde ancienne. Cette étude est complétée par une autre, n° 13, novembre 1957, p. 189-206) du même auteur, mais qui a trait elle au droit d'héritage des femmes et aux biens personnels de la femme *stridhana* dans ladite législation.

La révolte de Hoang Tch'ao, vers la fin de la dynastie des T'ang (cette révolte aurait débuté vers 875, pense M. Hori), fait l'objet d'un article de M. Hori T. qui a paru dans le même n° 13 (p. 1-108). Le banditisme et les soulèvements de paysans sévissaient à l'état endémique à cette époque qui vit l'application du système de la taxe bisannuelle *leang-chouei* et du mode d'exploitation dit des « rizières égales » *kiun-t'ien* (ces dernières font songer aux *kintō.myō* japonais). A la suite de cette révolte et de l'anarchie qu'elle provoqua, l'autorité tomba, dans les provinces, entre les mains de chefs de bandes armées et d'hommes riches qui y supplantèrent l'aristocratie régionale ainsi que les hauts fonctionnaires. La rébellion échoua; l'autorité continua néanmoins de s'exercer, d'une façon despotique, par l'intermédiaire de mercenaires à la solde de chefs militaires et d'hommes riches qui avaient su profiter de la faiblesse de la dynastie des T'ang.

Dans ce même n° 13 (p. 109-148), M. Niida N. propose un classement avisé de certains documents juridiques chinois qui ont été rapportés de Touen-houang par Sir Aurel Stein. M. Niida a tenté d'identifier quelques-uns de ces documents importants (trois planches en donnent des reproductions photographiques). Cet article est du plus haut intérêt pour les sinologues, comme tous ceux qu'a écrits M. Niida.

Le n° 14 (mars 1958) des *Sōritsu jūgoshūnen kinen rombun.shū* s'ouvre sur un article (p. 1-131) très documenté que M. Nakane Ch. a consacré à l'étude du processus d'extinction de la famille matriarcale *tarwad* chez les Nayar de l'Inde. L'auteur a étudié les faits sur place. Dans le même numéro (p. 133-203), M. Sudō Y.

examine le contenu des traités d'agriculture des Song méridionaux. D'après ce spécialiste, Wang Tchen des Yuan a puisé dans ces traités une grande partie des informations qu'il donne dans son *Nong-chou* concernant les techniques agricoles de la Chine du Sud. De son côté, M. Miyakawa T. analyse les conditions dans lesquelles les idées occidentales ont été introduites au Japon, après la chute des Tokugawa. Il est ainsi amené à étudier la formation des classes de la société de l'époque de Meiji, puis la transmission au Japon du marxisme (cf. p. 205-273).

Le n° 15 (novembre 1958) contient un article (p. 1-26) dans lequel M. Niida N. recherche les modalités de l'émancipation des esclaves à l'époque des T'ang, à la lueur des documents rapportés de Touen-houang par Sir Aurel Stein. Ces documents aident à mieux comprendre certains passages du Code des T'ang. L'acte d'émancipation d'un esclave était souvent contresigné par les membres du village. En émancipant un esclave, son maître pensait accomplir un acte méritoire, du point de vue bouddhique. Des esclaves pouvaient être possédés en copropriété. L'attention des historiens du Japon moderne sera retenue par l'article, long (deux parties : I, p. 27-186 ; II, p. 188-299) et richement documenté, que M. Fukushima M. a consacré à l'étude des mesures politiques qui furent adoptées par le gouvernement japonais durant la première moitié de l'ère de Meiji et, en particulier, dans la préfecture de Yamanashi (substitution d'autorités nouvelles à celles qui avaient contrôlé les fiefs ; recensement de la population ; paternalisme limitant la liberté individuelle, etc.¹).

4. *Bunka*.

A) **Japon.** *Takeuchi Y.* Shōmu tennō shinkan zasshū Zui Ta-ye-tchou Ts'ing-tou-che to Wang-cheng-li-tsan. (L'auteur rapproche les hymnes attribuées à l'empereur Shōmu de celles du *Wang-cheng-li-tsan* de Chan Tao. Pour lui, Yen Tsong est mort en 610, sous les Souei ; c'est à lui qu'on devrait attribuer les hymnes qui passent pour avoir été composées par l'empereur Yang-ti.) [*Bunka*, XXI, 6, p. 9-20, Sendai, 1957.] — *Okada Sh.* Buraku kōzō-to girei (Miyagi-ken, Ōshima aza Sakihama-no baai). (Intéressant article touchant l'aspect religieux de la vie des *maki* (groupes) à l'intérieur d'un village de pêcheurs de la préfecture de Miyagi. Ce même numéro de *Bunka* contient d'autres articles touchant la structure et la vie des villages du Japon du nord-est.) [*Ibid.*, XXII, 4, p. 40-58, Sendai, juillet 1958.]

B) **Chine.** — *Koiwai H.* Sō.dai kōkō.sū mondai-ni kansuru shiken. (Sur le nombre des habitants de la Chine à l'époque des Song.) [*Bunka*, XXII, 5 (1958), p. 71-87.]

5. *Tōhoku daigaku*.

Japon. — *Fujiki M.* Engan shō.gyoson-ni okeru gyogyō. keitai-no hensento sonraku kōzō... (Étude sur la structure de petits villages de pêcheurs de Gōbuura, dans la péninsule d'Ojika.) [*Tōhōku daigaku kyoikugaku.bu, kenkyū nempō*, VI, Sendai, 1958.]

Chine. — *Uchida M.* « Lieou-yi-tchouan » -ni tsuite. (Essai sur l'évolution des

1. Nous regrettons vivement de ne pas avoir reçu les numéros suivants de cette très belle publication de l'Institut d'Étude des Civilisations d'Extrême-Orient, de l'Université de Tōkyō.

réçits dans lesquels il est question de *choueï-chen* (esprits des eaux.) [*Tôhoku daigaku (Sendai) Bungakubu kenkyû nempô*, VI, 1955, p. 107-141.] — *Sogabe Sh. Nan Sô-no hôekikô* Tsuan-tcheou-no suigun-to sono kaizoku.bôeisaku. (Les forces navales du port de commerce de Tsuan-tcheou des Song méridionaux et les mesures de défense contre les pirates.) [*Ibid.*, V, 1954, p. 64-80.] — *Id.* Le système « pao-kia-fa » de Wang Ngan-che. (D'après la loi nouvelle, un pao se composera de 10 familles (au lieu de 5) ; un ta-pao (5 pao), de 50, etc. Ces groupements, qui visaient au contrôle policier, ont revêtu très vite un caractère militaire (1079) ; surtout à proximité de K'ai-fong. La faiblesse de l'armée impériale est alors évidente ; elle facilitera l'invasion des Kin. Sous les Songs méridionaux, le système en question sera utilisé également à des fins fiscales.) [*Ibid.*, VIII, 1957, p. 1-45.]

Islam. — *Satô K.* Abbas-chô shakai-no ichi kôsatsu, An observation of the Islamic Society under the Abbasid Dynasty (en japonais). [*Tôhoku daigaku Bungakubu kenkyû nempô*, n° VII et VIII.]

6. Tôyô gakuhô.

Chine. — *Kanda N.* Shin-sho no « beile » ni tsuite (Sur le caractère et le rôle des beile, au début des Ts'ing). [*T. G.*, XL, 4 (mars 1958), p. 1-23.] — *Ikeda O.* Touen-houang hakken Tô Ta-li 4 nen shujitsu sankan-ni tsuite. (Sur des fragments de registres du cens datés de 769, découverts à Touen-houang.) [*Ibid.*, XL, p. 39-81, p. 40-65.] — *Marugame K.*, Tô.dai sake-no sembai. (Sur le monopole de l'alcool, sous les T'ang ; en vue de faire face à des difficultés financières.) [*Ibid.*, XL, 3, p. 66-112.] — *Hino K.* Fan-tchen taiseika-ni okeru Tô-chô-no shinkô. (A propos de la loi *Leang-choueï* de Yang Yen, sous les T'ang.) [*Ibid.*, XL, 3, p. 1-39.] — *Yanagida S.* Sô-dai kyôson-no katô.kô-ni tsuite. (Sur les roturiers des villages, à l'époque des Song.) [*Ibid.*, XL, 2, p. 1-38.] — *Matsumoto M.* Sengoku kôki-ni okeru Dô-ka-no shogakuha. (Sur les sectes taoïstes, à l'époque des Royaumes combattants.) [*Ibid.*, XL, 1, p. 1-39.]

7. Tôyô bunka.

Corée. — *Hatada T.* Kôryô jidai... tochi-no tekichôshi sôzoku-to nuhi-no shijô kimbun.sôzoku. (Étude sur le droit de succession des aînés, en matière de propriété foncière, et sur la répartition des « esclaves », à l'époque de Koryô (Kao-li.) [*Tôyô bunka*, 22 (janvier 1957), p. 1-41.]

HAGUENAUER.

CHRONIQUE

XI^e Congrès international des Sciences historiques, Stockholm, 21-28 août 1960.

— Le Bureau du Comité international des Sciences historiques et le Comité national suédois pour les Études historiques (Svenska Komittén för internationellt historiskt Samarbete) annoncent que le XI^e Congrès international des Sciences historiques se tiendra à Stockholm du 21 au 28 août 1960, conformément à la décision prise par le X^e Congrès lors de sa réunion à Rome en 1955. Le Congrès sera précédé, comme il est de coutume, par des colloques et par les réunions de travail des commissions qui se tiendront dès le 17 août. À l'issue des travaux du Congrès, des excursions seront organisées à Visby, au lac Malar, en Dalécarlie, au Värmland, à Gothembourg, en Laponie, en Scanie ; quelques-unes d'entre elles s'achèveront dans les autres pays scandinaves : Danemark, Finlande et Norvège.

Les historiens qui envisagent de se rendre au Congrès sont priés d'en aviser d'urgence le Comité organisateur, sans que cette adhésion de principe entraîne aucune obligation de leur part. Le programme préliminaire des travaux sera distribué au cours de l'automne 1959. Un formulaire d'inscription y sera joint, par lequel les intéressés pourront arrêter définitivement leur participation. Toutes les adhésions et toutes les communications se rapportant au Congrès devront être adressées à : XI^e Congrès international des Sciences historiques, Riddargatan 11 B, Stockholm-Ö (Suède).

— *I^{re} Conférence internationale d'histoire économique.* — À l'occasion du XI^e Congrès international des Sciences historiques se réunira aussi à Stockholm, les 17 et 18 août, la *I^{re} Conférence internationale d'histoire économique* dont la commission provisoire d'organisation est présidée par MM. F. Braudel (Paris), M. M. Postan (Cambridge) et E. Söderlund (Stockholm). Les thèmes étudiés seront : 1) *L'industrialisation comme facteur de la croissance économique après 1700* (rapporteur : K. E. Berrill, de l'Université de Cambridge) et 2) *Étude comparée de grandes exploitations agricoles depuis le Moyen Âge* (rapporteur : F. Lütge, de l'Université de Munich). Les droits d'inscription (3.000 fr.) — comprenant le prix des deux volumes qui réuniront les communications — doivent être envoyés avec les inscriptions avant le 31 mai 1960 à The International Conference of economic history (même adresse que ci-dessus), qui fournira tout renseignement complémentaire.

— *Le Comité international d'histoire de la presse.* — Au cours d'une réunion tenue à Trieste en octobre 1956, avait été créé un Comité international d'histoire de la presse. Depuis, s'est formée à Paris, en décembre 1957, sous l'égide de l'U. N. E. S. C. O., une grande *Association internationale des études et recherches sur l'information* (A. I. É. R. I.). Les statuts de cette association prévoyaient la formation, dans son sein, de sections spécialisées dans les diverses branches de la recherche. Le Comité international d'histoire de la presse, réuni à Lausanne les 14 et 15 mars 1959, a décidé de se transformer en *Section d'histoire de l'A. I. É. R. I.*

Le comité de cette section a été constitué par MM. Gaeta (Trieste), président; Folke Dahl (Göteborg), vice-président; M^{me} Lunzer (Vienne), secrétaire; Jacques Kayser (Paris), délégué aux relations avec l'A. I. É. R. I.; Bourquin (Lausanne); Braun (Munich); Ghisalberti (Rome); Godechot (Toulouse); Luykx (Gand); Olscha (Vienne), membres du comité. Le comité a décidé de s'adjoindre divers historiens du journalisme de différentes nations du monde, la liste complète de ses membres sera publiée prochainement.

La section d'histoire de l'A. I. É. R. I. a projeté d'organiser un premier colloque international à Stockholm, au moment de la réunion du XI^e Congrès international des Sciences historiques, les 17 et 18 août 1960¹. Des démarches ont été entreprises à cet effet auprès du Comité international des Sciences historiques. Ce colloque entendra un rapport de M. Folke Dahl sur la description et l'inventaire des documents journalistiques et un autre, rédigé par MM. Kayser et Braun sur la méthodologie de l'histoire des journaux imprimés et la valeur de la documentation journalistique pour l'histoire. Diverses communications sont également prévues, notamment par M. Luykx sur « Napoléon III et la presse belge » et par M. Godechot sur l'« importance de la révolution de 1789 dans le développement de la presse en Europe continentale ».

J. G.

Revues. — La Société académique des Antiquaires de la Morinie a publié la *Table générale des travaux publiés de 1833 à 1957*² qui ont paru dans ses Bulletins. Préparée par les soins de P. Savagner, membre de la Société, elle se présente comme un instrument de travail de consultation facile grâce à sa composition en trois principaux caractères consacrés aux noms de lieux, aux noms d'auteurs, aux titres d'ouvrages et d'articles.

— Parvenue à la dixième année de son existence, la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, publiée par l'Institut d'histoire de l'Amérique française de Montréal, a fait paraître l'Index des volumes I-X (320 p.) qui forme le fascicule IV du volume X (mars 1957). Commencé par Gabriel Debien, il a été terminé par M^{lles} Juliette Lalonde et Madeleine Dionne.

Soutenances de thèses pour le doctorat ès lettres en Sorbonne.

Guy FOURQUIN, *Les campagnes de la région parisienne à la fin du Moyen Âge* (thèse principale). — *Le domaine royal en Gâtinais d'après la Prisée de 1332* (thèse complémentaire); exemplaires dactylographiés: le 6 juin 1959.

Le roi et le domaine royal, expose M. Fourquin, apparaissent peu dans la thèse principale. Il était donc utile de présenter l'un des rares textes qui permettent de saisir la consistance de ce domaine, au début du XIV^e siècle, dans la région parisienne: la prise du douaire assis en 1332 par Philippe VI à sa première épouse, Jeanne de Bourgogne, dans la région entre Seine et Loire, en amont de Paris et d'Orléans. Les procès-verbaux rédigés à l'occasion de cette estimation forment un ensemble documentaire de première importance. Malheureusement, l'ampleur même des textes a interdit leur publication intégrale et l'on a dû se résigner à

1. Pour tout renseignement, s'adresser à M. le professeur Gaeta, à l'Université de Trieste ou au siège de l'Association, 27, rue Saint-Guillaume, Paris (7^e).

2. Saint-Omer, Hôtel de l'Ancien-Bailliage, 1957, 226 p.

n'éditer *in extenso* que le procès-verbal général ; toutefois, l'essentiel de la « *Prisée des forêts* » a été retenu dans le commentaire historique de l'éditeur, tandis que deux tableaux condensaient les indications extraites de la liste des vassaux et des maisons religieuses.

Si la « *Prisée* » n'apporte pas un très grand nombre de données absolument nouvelles sur les éléments constitutifs du domaine en Gâtinais et dans les régions voisines, du moins ces renseignements, de par leur densité, permettent-ils de préciser et d'enrichir sur quantité de points notre connaissance de la fortune du roi. On a ainsi pu tirer du texte une représentation cartographique des limites de châtellenies et de prévôtés. On a pu, surtout, donner une énumération à peu près complète des droits du roi et, mieux encore, obtenir une évaluation chiffrée des produits du domaine royal. M. Fourquin insiste sur l'importance relative des revenus forestiers qui peut éclairer d'un jour nouveau le problème des séjours royaux. Il indique, au chapitre des dépenses, le poids très lourd des fondations pieuses et charitables. Il note le volume du revenu ecclésiastique, très supérieur, dans la région considérée, à celui du roi. Précieux document d'histoire sociale, la « *Prisée* » révèle un surpeuplement des campagnes, menace pour les étendues forestières ; l'existence, aussi, d'une classe chevaleresque pléthorique aux fiefs aussi nombreux qu'exigus. Il n'est pas jusqu'à la qualité de l'administration monarchique qui ne puisse, d'après le travail des commissaires priseurs, être justement appréciée.

M. Perroy, président du jury et rapporteur de la thèse complémentaire, n'a pas accepté sans regrets l'amputation du texte édité. Mais il tient à souligner tout l'intérêt d'une évaluation du domaine fondée sur une enquête soignée et de rigoureuses méthodes comptables. Certes, quelques problèmes n'ont pu trouver de solution : les bases d'évaluation du prix des grains et des redevances en nature restent inconnues ; inconnu aussi, le mode d'appréciation du produit des lods et ventes ; inconnues, enfin, les causes de l'extrême mobilité de la propriété noble que dévoile l'examen du revenu des arrière-fiefs. M. Perroy, qui loue vivement la présentation de l'édition et apprécie la pertinence et l'intérêt du commentaire historique, eût aimé dans les tableaux statistiques un étalon plus constant et une échelle plus précise et attendait des index un relevé plus ample et plus détaillé.

C'est aussi aux index que vont certaines des critiques de M. Renouard, qui, en outre, demande une définition plus poussée de quelques termes ainsi qu'une étude plus fouillée de l'exploitation forestière : répartition des essences, durée du cycle de croissance, etc. Mais M. Renouard adresse ses éloges à la clarté de l'appareil cartographique, à l'excellence de la bibliographie ; l'intérêt du texte édité et la valeur des conclusions font l'importance de cette thèse complémentaire.

Présentant sa thèse principale, M. Fourquin montre comment le souci de préciser les structures antérieures au temps des destructions, le désir aussi de n'omettre aucune des étapes de la reconstruction l'ont amené à étendre ses dépouillements à une longue période. L'ampleur d'une documentation d'origine surtout ecclésiastique, mais exceptionnellement riche, a imposé pour les fonds les moins importants le recours à la méthode des sondages. Et l'auteur ne cache pas combien l'ont gêné le trop petit nombre des monographies locales, l'absence, surtout, de travaux scientifiques sur l'histoire de Paris.

Parmi les problèmes que cette vaste enquête a permis de poser et souvent de

résoudre, certains ne sont pas propres à la région parisienne ; ils autorisent d'intéressants rapprochements : ainsi, l'étude des prix au début du xiv^e siècle confirme les résultats déjà obtenus à propos de l'Angleterre ou du Toulousain : même faiblesse persistante du prix des grains après la crise frumentaire de 1315, mais les cours du vin restent fermes et le demeureront au xv^e siècle, atténuant la baisse d'ensemble des revenus agricoles et entraînant parfois un recul des champs devant le vignoble. Pourtant les prix très bas des grains ont dû jouer un rôle dans l'éclosion des Jacqueries de 1358. Un bilan des dévastations de la région peut être esquissé : il conduit à distinguer destructions par faits de guerre et détérioration, par manque d'entretien, du patrimoine immobilier ; à insister aussi sur l'opposition entre terroirs « attractifs » et terroirs « répulsifs », ces derniers beaucoup plus éprouvés. Au total, l'Ile-de-France a dû être parmi les régions les plus touchées du royaume ; mais les meilleurs terroirs y connaîtront une précoce renaissance. La reconstruction agricole n'a pas entraîné autour de Paris de modifications notables des structures : la seigneurie des débuts du xvi^e siècle est très semblable à celle du xiv^e , l'importance relative de la « grange » et des tenures n'y a guère varié. Mais la viticulture a joué dans cette résurrection un rôle moteur décisif. Pas de révolution non plus dans les conditions paysannes : seule, la plaine de France a vu s'aggraver le sort des rustres et, dans l'ensemble, l'endettement des paysans n'apparaît guère avant les guerres de religion. La fortune noble, elle aussi, est restée très stable et les progrès de la propriété bourgeoise se sont effectués aux dépens de la paysannerie plutôt que de la noblesse.

M. Fourquin dégage ensuite fortement les caractères originaux de l'évolution régionale : persistance d'une densité démographique exceptionnelle ; effets bénéfiques du voisinage de Paris : c'est le pouvoir royal tout voisin qui procure aux paysans une condition plus favorable ; c'est la Hanse des marchands de l'eau qui, maîtresse du commerce sur la Seine, stimule la vie économique des campagnes proches du fleuve ; c'est l'apport des capitaux issus du négoce parisien et l'existence d'une classe de « notables » qui, représentée dans les chapitres et les couvents, assure aux seigneuries rurales une administration de qualité ; c'est enfin la proximité d'un vaste marché de consommation. Mais, insiste M. Fourquin, la ville n'a pas moins gagné à ce voisinage : elle a trouvé dans sa région, outre de larges possibilités d'approvisionnement, une incomparable réserve d'énergies humaines : l'Ile-de-France, nourrie d'une immigration intense en provenance du Centre et de l'Ouest du royaume, a ainsi joué le rôle de creuset de l'unité française.

M. Perrin, rapporteur de la thèse principale, tient à rappeler d'abord les difficultés de l'entreprise de M. Fourquin : si telle région n'a pu être scrutée à fond, si quelques affirmations n'ont pas été entièrement étayées, la faute en est à une documentation, immense certes, mais de répartition géographique et de valeur très inégales ; aussi une présentation critique de l'ensemble des sources eût-elle été la bienvenue. M. Perrin eût aimé également une utilisation plus systématique des archives communales, des références parfois plus précises, des tableaux annexes moins nombreux peut-être, mais plus longuement introduits et commentés. Le fond même de la thèse appelle quelques réserves : tel développement — sur l'administration des patrimoines ecclésiastiques, par exemple — ne s'imposait pas ; telle affirmation semble aventurée. Surtout des problèmes demeurent, auxquels on eût pu répondre de façon plus satisfaisante : problème du servage, dont l'exposé ne contente point le rapporteur ; problème aussi des origines de

la tenue à cens qu'il aurait fallu rattacher à l'ancienne précaire. L'aspect anti-seigneurial de la Jacquerie, l'alliance d'Étienne Marcel et des Jacques appelaient des explications ; de même la substitution, aux rentes en nature, de rentes en argent ou encore certains aspects des destructions immobilières. Mais M. Perrin rend hommage à l'ampleur du dessein, à la perfection de la présentation matérielle, à la clarté de l'exposé. Le beau travail de M. Fourquin, « thèse » au plein sens du terme, rendra les plus grands services.

M. Dion, lui aussi très sensible à la richesse et à la valeur documentaire d'un ouvrage dont il souhaite la prompte publication, exprime le regret que, traitant de la viticulture « parisienne », l'auteur n'ait pas mieux relié son exposé à l'histoire générale de la vigne en France. N'eût-il pas fallu, aussi, expliquer la remarquable localisation de cette culture dans l'Ouest parisien ? M. Dion estime que la place attribuée au vignoble de l'Ile-de-France — la première — résulte d'une appréciation un peu optimiste. Il aimerait voir préciser les mesures de capacité, l'importance de la culture privée des ouvriers vignerons, la structure de la consommation et le mécanisme de la formation des prix du vin.

C'est avec intérêt que M. Boutruche a noté chez l'auteur le constant souci de prolonger ses recherches par d'utiles rapprochements avec d'autres régions ; mais ces comparaisons ne satisfont pas entièrement un juge qui, lui aussi, hésite à reconnaître le premier rang à la viticulture « parisienne ». Plus généralement, M. Boutruche a préféré l'analyse de la conjoncture à celle, un peu statique selon lui, de l'évolution sociale. Certaines réalités demandaient à être cernées de plus près : ainsi la structure de la seigneurie foncière, le rôle des liens personnels ou l'évolution des fortunes immobilières. Mais M. Boutruche a noté nombre d'excellents chapitres et ses éloges l'emportent de loin sur ses réserves.

C'est aussi le sentiment de M. Renouard qui déplore telle lacune de la carte des seigneuries et, surtout, estime qu'il y a quelque paradoxe à exalter le rôle directeur de la région parisienne en une époque où, précisément, le roi n'y fait plus résidence...

Mais, au delà des critiques, des réserves et des regrets, c'est un jury unanime qui décerne à M. Fourquin le grade de docteur ès lettres avec la mention « très honorable ».

H. DUBOIS.

André NOUSCHI, *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises depuis la conquête jusqu'en 1919 (essai d'histoire économique et sociale)* (thèse principale, exemplaire dactylographié, 850 p.). — *Correspondance du docteur A. Vital avec I. Urbain (1845 1874)* (L'opinion et la vie publique constantinoises sous le Second Empire et les débuts de la Troisième République) (thèse complémentaire imprimée à Alger en 1958).

Le samedi 21 mars 1959, M. André Nouschi soutenait ses thèses consacrées l'une et l'autre à l'histoire de l'Algérie et plus précisément à la province de Constantine. Huit jours auparavant M. Kenneth Vignes avait également fait approuver — et par un jury presque semblable — ses travaux d'histoire contemporaine algérienne. Si l'on se rappelle que voici moins de trois ans une importante thèse d'histoire de la colonisation avait été consacrée par M. X. Yacono à la région de Chélif, on se félicitera de l'intérêt enfin porté à un secteur de notre histoire coloniale si longtemps négligé. Est-il besoin de souligner que l'opinion — et pas seulement celle des spécialistes — a besoin aujourd'hui de ces études minutieuses

dont les conclusions objectives apportent plus que la masse toujours croissante des écrits de circonstance.

M. Nouschi, historien du Constantinois, a rencontré au cours de ses recherches un témoin de qualité, le docteur Vital, vice-président du Conseil général de Constantine sous le Second Empire. Ce notable, tôt installé en Algérie, qu'il ne voulut plus quitter, fut, selon M. Nouschi, un observateur informé et attentif de la vie politique et économique du Constantinois. Médecin militaire, conseiller général, le docteur Vital avait, à défaut de convictions politiques, des amitiés saint-simoniennes; surtout il appartenait au clan des « Arabophiles », à ce groupe d'officiers de Bureaux Arabes et d'intellectuels qui fut l'inspirateur de la politique connue sous le nom (erroné) de « politique du Royaume Arabe ». Vital fut avec Ismaël Urbain, son ami et confident, l'un des personnages les plus intéressants de cette petite minorité d'« Algériens » qui a voulu une conciliation avec les indigènes musulmans.

On comprend que M. Nouschi ait tenu à publier en thèse annexe la correspondance du docteur Vital avec I. Urbain — ou plus exactement un choix raisonné parmi ces 466 lettres échelonnées de 1845 à 1874. Cette correspondance, malheureusement privée des réponses d'Urbain, ne fait pas seulement revivre une amitié; elle apporte à l'Histoire une foule de renseignements inédits sur l'opinion et la vie publiques constantinoise et algérienne, sur le milieu des colons « arabophobes » et républicains, sur la vie économique de la province et surtout sur la terrible crise des années 1866-1870, qui décima les populations indigènes.

M. Nouschi, éditeur de ces lettres et biographe du docteur Vital, dans l'Introduction de son livre, a-t-il quelque peu cédé au *morbus biographicus*? On le croirait volontiers en entendant les opinions de son jury.

M. Louis Girard, rapporteur de la thèse secondaire, juge le docteur Vital « un original, à l'intelligence aiguë mais étroite, un non-conformiste victime de ses partis pris et de ses haines, un homme de talent rétréci par le milieu restreint dans lequel il vivait ». Et M. Girard de montrer combien le docteur Vital, si pessimiste sur l'avenir du peuplement européen, se trompait et combien ses réactions indignées devant le dépouillement des tribus étaient sentimentales, s'agissant d'un processus économique « inévitable ». M. Nouschi défendit avec quelque ardeur son héros, soulignant notamment que la colonisation de peuplement, telle qu'elle était alors pratiquée, ne pouvait guère inspirer confiance.

Puis M. Émerit, historien des Saint-Simoniens en Algérie, apporta à l'auteur de précieuses informations : les archives d'I. Urbain, qui permettront de compléter le tableau du milieu arabophile, viennent d'être versées à la bibliothèque de l'Arсенal.

Enfin, M. Renouvin, président du jury, se montra plus sévère encore que M. Girard vis-à-vis du docteur Vital. Il reprocha à son éditeur de le laisser croire « témoin objectif », alors qu'il était partial et polémiste, de le dire « clairvoyant » en matière de politique française ou internationale, alors qu'il ne voyait les choses que par le petit côté. Cependant les opinions du personnage paraissent à M. Renouvin bien remarquables dans leur contradiction vécue : ce partisan de la politique de conciliation ne croit pas à la possibilité d'un rapprochement entre indigènes et colons; il voudrait rendre durable la conquête française, mais juge vivace la « nationalité » indigène et sans espoir la colonisation : « *Il y a encore des mots magiques qui le (ce pays) font tressaillir et chaque fois qu'on lui parlera de nation-*

naïté, d'Islam, de terre sainte à purger de la présence des Infidèles, on le trouvera prêt à marcher » (avril 1864).

Des touches diverses apportées à la peinture du docteur Vital et des jugements mêmes de ce témoin, le public de cette soutenance retiendra surtout que cette correspondance représente une contribution très vivante à l'histoire des... « incertitudes algériennes ».

Mais ce public, où les familiers de l'Algérie étaient nombreux, attendait surtout la présentation et la discussion de la grande thèse de M. Nouschi : *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises depuis la conquête jusqu'en 1919*.

Sous ce titre modeste, l'auteur a écrit en fait la première histoire du fellah algérien (ce fellah qu'Oswald Spengler disait pourtant *ahistorisch*). Par rapport aux classiques histoires de l'Algérie, presque uniquement soucieuses de l'implantation des colons, il y a là un changement d'orientation complet. On ne voit guère de tentative antérieure, sinon l'*Étude sur le fellah algérien* (1903), simple essai de ce génial précurseur que fut dans toutes les questions coloniales Joost Van Vollenhoven.

Dans son exposé de soutenance, M. Nouschi montra que son travail visait à expliquer — et surtout par l'histoire économique — des phénomènes sociaux aussi considérables que la désagrégation tribale, la pulvérisation des cadres traditionnels ou la prolétarianisation des ruraux indigènes. Il lui fallait pour retracer cette évolution avec précision faire le point de la situation à la veille de la conquête, puis suivre, de période en période, les effets du contact entre l'économie et la société indigènes et le monde colonial. En raison de l'absence de monographies et de travaux préparatoires, la documentation ne pouvait porter que sur des régions et des douars témoins ou procéder par sondages. En fait, par son ampleur exceptionnelle, cette documentation devait mériter les éloges unanimes du jury. Une pareille somme d'informations juridiques, économiques et sociologiques permettait pour la première fois des conclusions sûres, que l'auteur, visiblement soucieux de stricte méthode analytique, ne chercha pas à systématiser. Un des membres du jury, M. Dresch, lui fit même grief de « laisser sa démonstration voilée sous la masse de la documentation », estimant, semble-t-il, qu'une enquête historique dût s'achever en démonstration.

Le rapporteur de la thèse, M. Ch.-A. Julien, fut surtout sensible à l'originalité du dessein de M. Nouschi et tint à apporter des félicitations particulières à ce livre pionnier. « Quelle que soit l'importance de la colonisation dans l'histoire algérienne », devait même dire M. Julien, « il est bien évident que l'élément intéressant c'est le fellah. » (C'était déjà l'affirmation d'I. Urbain, il y a cent ans, et elle lui fut vivement reprochée.) Dans une amicale conversation engagée avec M. Nouschi, M. Julien se fit préciser diverses affirmations, soulignant que dans le Constantinois le cantonnement des tribus fut plus énergique que dans les autres provinces, alors que la loi de 1873, si terrible pour la propriété indigène, fut relativement moins utilisée dans l'Oranie.

M. Émerit multiplia lui aussi les éloges à l'auteur et reprit dans chaque grand chapitre de cette thèse les points neufs ou les questions en suspens. La situation du Constantinois en 1830 confirme l'impression d'une santé économique que le régime turc, moins oppressif qu'on ne l'a dit, ne parvenait pas à troubler. L'étude de la fiscalité apporte enfin la conclusion attendue par ceux qui devinaient le

poids exceptionnel des charges pesant sur les fellah(s) — et surtout dans ces communes de plein exercice, où les contribuables indigènes alimentaient presque entièrement les budgets communaux des Européens. La grande crise de 1866-1870, qui fit périr le cinquième de la population, a été décrite, note M. Émerit, avec une précision clinique et le rôle du séquestre justement souligné dans le déclenchement des spéculations foncières. Mais c'est surtout en matière d'histoire sociale algérienne que cette thèse représente, selon M. Émerit, « la somme de ce que nous pouvons savoir ». La paupérisation progressive des fellah(s), malgré les bonnes années et les efforts de redressement, y apparaît très nette et antérieure au grand démarrage démographique du xx^e siècle (la population rurale du Constantinois n'est passée que de 1.200.000 en 1830 à 1.590.000 en 1914). Conclusion que M. Dresch devait souligner à son tour et dont il affirme qu'elle réduit à néant les théories officielles sur les bienfaits de la colonisation. Les études chiffrées de M. Nouschi montrent en particulier que le petit fellah, même aidé d'un khammès, tirait de sa terre un revenu très supérieur à la masse des salaires que l'ouvrier agricole pouvait percevoir du colon. La dépossession des terres, dans une région où d'ailleurs la viticulture ne se développa guère, fut donc un mal sans retour pour une paysannerie incapable de se moderniser et prise dans l'engrenage de l'usure.

M. Dresch fit pourtant quelques réserves sur l'absence de courbes continues susceptibles de rendre sensibles ces phénomènes. Il regretta de même que l'évolution de la propriété musulmane et européenne n'ait pas été traduite cartographiquement. Exigences compréhensibles de géographe ami du concret que M. Nouschi — et il s'en expliqua — ne pouvait toutes satisfaire. Faute de séries continues de prix généralement impossibles à établir ou de produit de référence non lié aux variations monétaires, il lui fallait nécessairement procéder par courtes périodes et en fonction de la documentation existante. Noter, par exemple, que les troupeaux des fellah(s) ou la surface de leurs propriétés ont diminué de 40 % entre 1830 et 1919 est moins significatif, malgré l'apparence, que présenter en séries parallèles la baisse du rendement des « impôts arabes », la multiplication des journaliers agricoles et le développement du banditisme. La synthèse pour n'être pas consignée *more geometrico* n'en apparaît pas moins à l'évidence du lecteur attentif.

Ces quelques remarques qui soulignèrent surtout les difficultés de méthode rencontrées par l'auteur dans ce travail original vinrent clore une passionnante discussion, à l'issue de laquelle M. André Nouschi fut proclamé docteur ès lettres, avec la mention « très honorable ».

Charles-Robert AGERON.

Jean BOUVIER, *Le Crédit Lyonnais de 1863 à 1882. Les années de formation d'une banque de dépôts* (thèse principale). — *Étude sur le krach de l'Union Générale (1878-1885)* (thèse complémentaire) : le 7 mars 1959.

En présentant sa thèse complémentaire devant le jury, présidé par M. le doyen Renouvin, M. Jean Bouvier indique comment ses études sur le Crédit Lyonnais l'ont amené à retrouver de nombreux papiers dans lesquels les affaires de Bon-toux à Lyon aussi bien qu'en Autriche étaient mentionnées. Il n'avait pas à sa disposition les papiers de l'Union Générale, c'est à partir du dossier de faillite et de la publicité autour du krach qu'il lui fallait reconstituer une « histoire réelle » de l'Union Générale. L'étude du krach devait nécessairement s'élargir d'une étude

du développement antérieur de l'Union Générale ; il lui fallait donc procéder à une reconstitution événementielle et aussi analyser la pression des faits de structure et de conjoncture. Parce qu'elle fut rapidement impliquée dans des rivalités financières dans les Balkans et en Autriche-Hongrie, l'Union Générale ne pouvait s'étudier sans des références constantes à la situation générale. Il fut donc amené à analyser d'abord l'essor de 1878 à 1881, puis la crise et la débâcle de la fin de 1881 à 1885 ; mais, en même temps, se modifiait son angle de vision ; du cas individuel de Bontoux, il passait à l'étude d'un marché financier qui semblait implacablement entraîné vers son propre effondrement, de l'étude du krach, il passait à celle de la dépression, vue de Lyon, d'où était parti le krach. M. Bouvier constate qu'il subsiste encore des hypothèses non vérifiées ; il pense qu'on ne peut pas démontrer, par exemple, qu'il y eut un syndicat à la baisse, mené par les Rothschild et le Crédit Lyonnais, décidé à « couler » délibérément l'Union, et l'intervention du gouvernement contre l'Union n'est pas plus démontrable ; on est seulement dans le domaine du possible ou du probable. Mais au delà de l'accidentel, d'autres phénomènes lui sont apparus plus importants : le désordre des intérêts privés, l'ampleur et la complexité des concurrences, les rapports entre milieux gouvernementaux et milieux d'affaires, les attaches politiques et sociales des groupes d'intérêts. L'enquête ne pouvait se limiter à la disparition d'une banque. Il a voulu rechercher les répercussions, dans la perspective lyonnaise : ainsi fut-il amené à poser le problème de l'installation dans la dépression économique 1882-1887, et à poser le problème des rapports entre une crise boursière et la dépression économique en établissant une chronologie du passage à l'état de crise des grandes branches de l'économie lyonnaise, à partir de l'analyse des faillites. La crise boursière apparaît comme le signal d'alarme majeur, mais le krach n'est qu'un moment de l'évolution (l'augmentation du nombre des faillites est antérieure au krach), l'antériorité de la crise boursière apparaissant comme un signe de l'autonomie provisoire et relative du marché financier.

M. Labrousse, rapporteur de la thèse complémentaire, félicite tout d'abord l'auteur d'avoir saisi toute une époque, la crise de 1882, mais aussi les antécédents et les suites, et d'avoir saisi aussi tout le groupe des banques. Il constate que l'auteur a utilisé remarquablement des catégories nouvelles d'archives : archives d'entreprises, de faillites, de la préfecture de police. De cette documentation, déclare M. Labrousse, « vous avez tiré l'œuvre la plus neuve, la plus vivante sur une banque » ; et il montre comment l'auteur a su faire revivre l'homme, Bontoux, le métier et le moment. M. Labrousse constate que les vues de Bontoux paraissent justes pour une période d'économie facile : il estime que les écarts, l'amplitude sont toujours plus forts pour une banque si l'on compare le cycle d'affaires à celui d'une industrie. M. Bouvier pense que cette différence peut s'expliquer : le banquier n'est pas rattaché directement à la production, il a donc tendance à se croire plus libre et plus puissant. M. Labrousse profite de cette remarque pour souhaiter que M. Bouvier entreprenne un jour une étude de psychologie sociale des groupes de banquiers. Le rapporteur indique ensuite comment l'auteur conduit son étude en montrant Bontoux aux prises avec la contrainte sociale, dans trois étapes, la prospérité, le signal de la crise, l'installation dans la crise. Du large débat qui s'établit entre M. Labrousse et l'auteur, ne retenons que les points essentiels ; sur une question au sujet des placements de valeurs étrangères, M. Bouvier précise que l'une des principales particularités de l'Union Générale entre

1878 et 1881 consiste précisément à investir dans des affaires étrangères plus que ne le font encore les autres banques françaises. Quant au problème de l'action de l'Union Générale pour provoquer une hausse artificielle du cours de ses actions, au moment où elle procède à une augmentation de capital, M. Bouvier estime qu'il s'agit là d'une opération qui était fréquente déjà. M. Labrousse est bien d'accord avec l'auteur pour souligner que le véritable problème, ce n'est pas de savoir s'il y eut suicide inconscient ou mort économique de l'Union Générale, mais de voir comment vivait une banque : « Vous avez fait — conclut M. Labrousse — l'histoire pittoresque et savante d'un des drames économiques les plus retentissants » et il reconnaît en M. Bouvier une rare rencontre de culture économique et de culture historique.

M. Renouvin, au début de son intervention, évoque le souvenir de M. Desmeulles qui venait d'aborder l'étude du krach de 1882 quand il est mort pour la France en mai 1940. Il rend hommage à l'œuvre de M. Bouvier dont il apprécie la largeur d'horizons et la prudence des conclusions. L'*Union Générale* étant considérée comme une banque catholique, M. Renouvin eût souhaité une recherche plus poussée des liens possibles entre Bontoux et le Saint-Siège, problème posé par l'auteur. M. Bouvier pense que la première Union Générale en 1875 était certainement une banque ouvertement catholique, Bontoux a repris le même nom, mais a voulu d'abord faire des « affaires » ; si la hiérarchie ecclésiastique est fortement représentée dans la clientèle, c'est plus pour des raisons politiques que financières, le grand appui de Bontoux à Lyon, constate M. Bouvier, c'est le *Nouvelliste*, journal de tendance légitimiste. M. Renouvin regrette toutefois que l'auteur n'ait pas essayé de consulter les archives de l'archevêché de Lyon. Il eût souhaité aussi des investigations dans les archives de Vienne par suite des intérêts de Bontoux en Europe centrale : à défaut de la *Länder-Bank* qui a répondu négativement à M. Bouvier (ils n'auraient rien dans leurs archives sur le krach), les archives d'État à Vienne auraient sans doute conservé des traces. Répondant à une question sur la presse financière, M. Bouvier indique qu'il a consulté, en plus de chroniques financières, d'abondantes chroniques de presse relevées soit par la préfecture de police, soit par la compagnie des agents de change. Enfin, d'après les archives de la préfecture de police, le groupe bancaire des Rothschild avait à sa disposition près de 400 journaux. M. Bouvier n'a pas pu avoir accès aux archives de la Banque Rothschild (il lui a été répondu que les documents de cette époque n'étaient pas classés), qui livreraient, pense M. Renouvin, le dernier mot sur les manœuvres des rivaux de Bontoux. Après quelques réserves sur la construction de la dernière partie de la thèse, M. Renouvin aimerait savoir si le krach, dans la pensée de l'auteur, est une cause ou un incident de la crise. M. Bouvier pense qu'on ne peut distinguer les deux aspects ; le krach a des répercussions immédiates, par exemple dans les soieries lyonnaises, engagées dans la spéculation, mais le relèvement espéré ne se produit pas. M. Renouvin pense que la moindre prudence de Bontoux, à la différence de Henri Germain, s'explique peut-être par le fait que Bontoux, ingénieur de formation, n'était qu'un banquier d'occasion, et il conclut son intervention en louant la pénétration de vue dont M. Bouvier a fait preuve dans cette étude.

En présentant sa thèse principale, M. Bouvier précise l'objet de sa recherche : « retracer les débuts d'une entreprise bancaire » et la replacer dans son cadre. Les archives du Crédit Lyonnais lui ont donné une documentation abondante,

mais les archives bancaires ne suffisaient pas ; des recoupements étaient nécessaires pour ajouter à l'analyse interne un « éclairage externe » à partir de la presse, des archives publiques, de la littérature imprimée. La date initiale, 1863, était celle de la fondation de la banque, 1882 formait une coupure, aussi bien dans la conjoncture que dans la vie même de l'entreprise : les archives lyonnaises du Crédit Lyonnais sont moins abondantes à partir de 1882, date de la prééminence officielle du siège parisien de la banque. Prévenant les objections possibles sur le choix de son plan, l'auteur explique ensuite comment il a composé sa thèse en fonction à la fois de l'évolution chronologique et de la logique des activités bancaires. Il a donc voulu retracer l'histoire d'une banque de province promue au rang de banque d'intérêt mondial ; en faisant l'analyse de la formation d'une banque de dépôts, il a été ainsi amené à l'étude des pratiques du crédit ; à l'occasion des emplois à l'étranger de capitaux, se posait le problème des rapports entre gens d'affaires et diplomates et, ainsi, de la conjonction progressive entre les cadres de l'État et les cadres des grandes affaires. Par son désir d'élargir son angle de vision, M. Bouvier put saisir certains aspects de la société contemporaine. A partir de l'analyse des activités d'une entreprise bancaire, il espère pouvoir ensuite élargir ses recherches à l'ensemble du système de crédit.

M. Pouthas, rapporteur de la thèse principale, fait l'éloge de la nouveauté, de l'originalité et de la portée de la thèse de M. Bouvier ; c'est « la première histoire d'un grand établissement de crédit d'un point de vue scientifique et historique ». L'inventaire très précis des sources et de la bibliographie qui représente un des volumes de cette abondante thèse traduit l'ampleur de la documentation et représente un véritable manuel d'histoire bancaire qui sera indispensable aux chercheurs. Le rapporteur a pu apprécier à la lecture les qualités d'historien et aussi la technicité des analyses financières ; l'analyse critique des bilans, par exemple, est claire et pénétrante. M. Pouthas apprécie aussi la forme de composition à la fois souple et satisfaisante : d'un travail particulier se dégagent ainsi des études d'une portée générale : par exemple l'étude du milieu d'affaires lyonnais en 1863, dans la deuxième partie, l'étude des agences en France du Crédit Lyonnais permet une analyse intéressante de l'histoire économique française et des conditions régionales de l'activité économique. La troisième partie, consacrée aux marchés extérieurs et aux agences à l'étranger, donne des informations intéressantes et nouvelles sur toute l'économie européenne, par exemple sur les investissements allemands en Espagne à la veille de la guerre de 1870. La cinquième partie, « le coup d'arrêt de 1882 », révèle, d'après M. Pouthas, une maltrise certaine dans l'art du récit. A une demande de précision sur la conception primitive de la banque, M. Bouvier répond qu'il n'a eu à sa disposition aucun document sur la vie privée des fondateurs et leur mentalité ; il pense que l'équipe primitive a répondu à des besoins personnels (parer aux menaces du traité de commerce de 1860) et à des besoins généraux. M. Pouthas constate que l'orientation est imposée à la banque au cours des premières années par l'expérience des faits, par empirisme ; l'abandon du Crédit Lyonnais par de nombreux fondateurs (suisses ou lyonnais) semblerait prouver un changement d'orientation. M. Bouvier pense qu'il est toujours difficile de préciser sur quelles bases exactes s'établissent les rapports entre administrateurs et actionnaires, il estime que les oppositions manifestées par certains actionnaires étaient suspectes et « préfabriquées », par exemple celle du député Sourigues. Le rapporteur estime que la quatrième partie, « évolution et stratégie des place-

ments », forme la clé de tous les problèmes posés ; il eût souhaité un exposé d'ensemble sur la politique économique et financière du Crédit Lyonnais et plus de précisions sur des hommes comme Pignatel ou Deseilligny ; il eût préféré que la quatrième partie précédât l'étude des marchés extérieurs. Mais M. Bouvier pense qu'une autre disposition eût présenté peut-être des défauts plus graves ; la création d'agences étrangères s'est développée après 1874 parce que le développement du capital de la banque a nécessité la recherche d'emplois systématiques, la politique de la banque fut désormais moins empirique, plus construite. M. Pouthas eût souhaité, en conclusion, un parallèle avec d'autres établissements bancaires, mais les éléments de comparaison n'étaient pas à la disposition de l'auteur, et il renouvelle à M. Bouvier ses félicitations.

M. Villers, professeur des Facultés de droit et sciences économiques, s'associe à ces éloges et pose un certain nombre de problèmes suggérés par la lecture de la thèse de M. Bouvier. Répondant à une question sur les causes de départ des premiers collaborateurs lyonnais de la banque, M. Bouvier déclare qu'il n'a aucun indice, il pense toutefois que l'affaire de la Fuchsine¹ a dû dresser contre Henri Germain de nombreux intérêts locaux. M. Villers pense qu'une pareille création bancaire n'a été possible en province qu'en raison d'une unité économique déjà bien plus complète en France sous le Second Empire ; il eût souhaité un aperçu, en conclusion, sur les nouvelles orientations du Crédit Lyonnais après 1882. Mais M. Bouvier déclare qu'il n'avait plus après cette date des archives aussi riches à sa disposition ; il pense qu'en raison d'un important changement de structures dans les ressources (prépondérance des dépôts à vue), la politique bancaire subit, à la fin du siècle, une évolution sensible. M. Villers s'étonne du peu de place accordé au personnel, mais les documents qui le concerne sont très rares. Il partage le point de vue de M. Pouthas sur la place respective des parties III et IV, la dernière expliquant la précédente ; mais M. Bouvier indique qu'il a voulu d'abord constater le fait, la formation des agences à l'étranger, avant de l'expliquer. M. Villers est frappé du caractère si différent des diverses agences à l'étranger, ainsi est soulignée l'impossibilité d'adaptation à New-York : H. Germain n'était pas libre de sa politique et devait compenser le faible rapport des placements en France par des placements extérieurs, à gros rapports mais aussi à gros risques. Les conditions mêmes du marché financier expliquent peut-être la différence de système entre les banques françaises à demi spécialisées et, au contraire, les banques anglaises très spécialisées. M. Villers constate que l'auteur a peu tiré parti du cours des actions ; mais M. Bouvier pense que les variations du cours dépendaient surtout de réactions quotidiennes dont l'interprétation est très délicate.

Dans son intervention, M. Girard s'attache d'abord à la personnalité de Henri Germain et à ses rapports avec Arlés-Dufour ; il a été frappé aussi par le dynamisme de l'entreprise, par l'impression qu'une grande affaire ne peut jamais s'arrêter dans son développement, et que les dirigeants, menés par une sorte de fatalité, ne font pas nécessairement ce qu'ils veulent. Les lancements à l'étranger dépendent à la fois de la conjoncture et de l'étranger ; l'échec aux États-Unis est très révélateur, pense M. Girard : les lancements aboutissent dans les pays sans conjoncture dans lesquels la banque travaille pour l'État. Il souligne aussi un

1. Il s'agit de l'échec d'un investissement dans les colorants chimiques.

des paradoxes de cette activité, prêter à long terme des capitaux qui sont placés à la banque à court terme : intermédiaire, le banquier cherche à éliminer les risques et il est tenté par la spéculation, et M. Girard établit un parallèle entre Péreire, Bontoux et H. Germain. Pour M. Bouvier, la grande différence c'est l'échec des deux premiers, la réussite du troisième ; si le tempérament a pu jouer, il estime que l'époque est aussi un élément d'explication ; H. Germain a pu et a su s'adapter à des conditions nouvelles des affaires de banque, ainsi la conjoncture expliquerait la différence de politique. M. Girard est en plein accord avec l'auteur pour constater que les Péreire n'ont pas eu à leur disposition les dettes flottantes des États à court d'argent qui se trouvaient dans la nécessité d'équiper leurs pays.

Après délibération, M. le doyen Renouvin proclame au nom du jury M. Bouvier docteur es lettres, avec la mention « très honorable ».

A.-J. TUDESQ.

Jacques NÉRÉ, *La crise économique et sociale de 1882 et le mouvement boulangiste* (thèse principale). — *Les élections boulangistes dans le département du Nord* (thèse complémentaire) : le 14 février 1959.

M. Néré expose tout d'abord l'objet de sa thèse complémentaire et les méthodes qu'il a utilisées ; Boulanger a été deux fois élu dans le département du Nord, lequel constitue donc un champ d'investigations privilégié. L'auteur a confronté par commune l'analyse des feuilles de recensement de 1886, permettant de dresser la statistique des professions, avec les résultats électoraux ; mais il était impossible d'effectuer ce travail pour les 600 communes du département, il fallait procéder par régions et choisir des communes types. On peut facilement distinguer une moitié nord, flamande à prépondérance conservatrice, une moitié sud, plus républicaine, dans laquelle les petits propriétaires ont plus d'importance, la majorité du département étant catholique et modérée.

Les élections générales de 1885 avaient montré le triomphe de la liste conservatrice élue en totalité. Les élections partielles de 1886-1887 ont dégagé une légère majorité républicaine, car les paysans sont mécontents du monarchisme des conservateurs. Or l'élection de Boulanger en avril 1888 réunit deux extrêmes, Boulanger obtient un fort pourcentage de voix dans la Flandre conservatrice et dans les cités industrielles, au contraire un nombre moindre de voix dans les communes rurales du Sud. L'initiative de sa candidature venait des radicaux, les dirigeants conservateurs se méfiaient du « jacobinisme » de Boulanger, mais leurs troupes étaient tentées par le Boulangisme. L'élection du 18 août 1888 montre un léger revirement : les chefs conservateurs ne sont plus hostiles, mais Boulanger perd une partie des voix des républicains avancés. Enfin aux élections de 1889 le phénomène boulangiste n'apparaît plus que rarement. L'épisode boulangiste a cependant laissé des traces profondes dans le département du Nord : il correspond à une désaffection pour la République opportuniste-radical.

M. Renouvin, rapporteur de la thèse complémentaire, fait l'éloge de la méthode employée par M. Néré. Mais une étude statistique ne donne pas l'explication des faits d'opinion. Pourquoi, par exemple, les ouvriers se détachent-ils à ce moment précis des radicaux et des socialistes ? — M. Néré estime que ni les radicaux ni les socialistes n'étaient véritablement implantés dans le département du Nord ; d'autre part, le socialisme était encore pour eux une idée neuve et le syndicalisme ouvrier ne se développait que très difficilement.

M. Renouvin montre l'intérêt qu'il y aurait à pouvoir analyser comment les chefs socialistes ont essayé de retenir leurs troupes. Il insiste aussi sur l'importance des questions religieuses et eût souhaité une étude de l'action du clergé dans les milieux ouvriers, étude rendue difficile par la destruction des archives de l'archevêché de Cambrai. — M. Néré a constaté que les curés lisaient le journal ultramontain *l'Univers*, mais que leur influence politique était faible : seule la question scolaire provoquait une sensibilité plus vive de l'opinion.

En l'absence de sources précises, remarque M. Renouvin, l'auteur ne pouvait souvent que poser des problèmes. Mais s'il y a influence de la crise économique sur le détachement ouvrier à l'encontre des cadres républicains, pourquoi se manifeste-t-il en 1888 alors que la crise économique a été très dure en 1884-1885? — M. Néré estime que la reprise économique ne date que de la fin de 1888, et que les souffrances dues à la crise persistent encore au début de cette année. — M. Renouvin constate qu'il n'est pas possible d'établir une relation précise entre la crise économique et les fluctuations de l'opinion politique si ce n'est une désaffection ouvrière pour une certaine forme parlementaire; Boulanger « catalysa » les suffrages des mécontents. En somme, la documentation dont pouvait disposer l'auteur ne permettait pas de répondre aux problèmes de psychologie politique qu'il avait posés.

M. Girard insiste sur l'originalité de la région du Nord soumise à l'influence catholique, mais d'un catholicisme varié selon les régions du département; les flamands, plus religieux, ont aussi un sens plus profond de la hiérarchie. Dans ce département catholique comment s'est posé le problème de la laïcisation des écoles? — M. Néré n'a pas trouvé trace de mouvements violents. — M. Girard pense que la Franc-Maçonnerie a dû jouer un rôle dans la structure des cadres républicains. Mais M. Néré rappelle que les cadres des deux partis, conservateur et républicain, étaient issus du même milieu social : de la grande bourgeoisie. — Mais, demande M. Girard, le motif national n'a-t-il pas joué dans le Nord, pays frontière, et le fait que Boulanger était militaire n'a-t-il pas été évoqué? — M. Néré a retrouvé les réactions, hostiles à Boulanger, de Faidherbe, le patriarche de l'armée du Nord. Quant au thème de la révision constitutionnelle, problème soulevé aussi par M. Girard, l'auteur estime qu'il apparut aux ouvriers comme un moyen d'établir la « vraie république ». M. Girard adhère aux conclusions de M. Néré : le boulangisme dans le Nord apparaît comme un mouvement puissant et éphémère d'une masse souffrante et inorganisée.

En présentant sa thèse principale M. Néré indique comment il a recherché les rapports possibles entre la crise économique de 1882 et le boulangisme. Une carte de la crise économique industrielle pouvait peut-être être dressée, dans ses grandes lignes; il était par contre impossible d'établir une carte du mouvement boulangiste à partir d'une documentation trop réduite et fragmentaire; une autre voie d'investigation s'est dégagée, celle qui consistait à rechercher des éléments constitutifs du mouvement. En même temps que s'étendait le cadre chronologique de son étude, M. Néré la centrait de plus en plus sur Paris. L'abondante presse politique quotidienne de Paris et les archives de la préfecture de police procuraient une documentation substantielle. Si l'étude sociale et politique du boulangisme est surtout parisienne, l'auteur n'a pas voulu pourtant limiter à Paris sa première partie, consacrée à la crise économique; en temps de crise les chômeurs viennent dans les grands centres, où les contre-coups politiques sont les plus sensibles.

Le chômage dans le bâtiment apparaît à Paris dès 1882, il est général en 1884 et il persiste jusqu'en 1888. On assiste en même temps à une crise de structure des industries du textile et du cuir, tandis qu'en 1888 la mauvaise récolte et un protectionnisme aggravé se combinent pour entraîner une hausse des prix alimentaires. Les radicaux, espoirs des milieux ouvriers avancés, manifestent leur impuissance après leur demi-victoire de 1885, ce qui jette le désarroi dans les classes populaires ; les éléments socialistes encore bien faibles font passer l'agitation avant l'organisation. Les incidents de Decazeville ont entraîné une scission des radicaux et un groupe parlementaire socialiste s'est formé, il demande la révision constitutionnelle et forme ce qui sera le premier état-major boulangiste avec Rochefort. Le général Boulanger s'était identifié au radicalisme avancé qui l'avait imposé comme ministre de la guerre dans le ministère Freycinet de 1886, il plait à la classe ouvrière encore très patriote. Pour soustraire leurs troupes à la séduction boulangiste, les dirigeants socialistes relancent l'agitation ouvrière qui prépare le Mouvement du 1^{er} mai, en vain ; au début de 1889, le boulangisme est sur la voie du triomphe, il survit même à son porte-drapeau. Les masses populaires détachées du radicalisme pendant la crise boulangiste ne lui reviendront pas, elles sont désormais disponibles pour le socialisme.

Le rapporteur, M. Labrousse, constate que l'auteur a apporté une contribution essentielle à l'étude de la crise industrielle de 1882, peu connue, et à l'histoire de la crise sociale. Ses recherches portaient sur les relations entre la crise industrielle et le mouvement boulangiste, mais en dehors même des corrélations l'auteur a donné un traité de la conjoncture économique entre 1882-1889 et des chapitres de l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste.

Reprenant l'analyse de la crise industrielle, M. Labrousse pense que l'auteur aurait pu davantage situer dans la conjoncture générale la crise de 1882, — la plus grave du XIX^e siècle avec celle de 1846-1851 ; il apprécie le choix comme fil conducteur du chiffre d'emploi, et non du salaire, et met en rapport la crise persistante du bâtiment avec la politique de déflation du gouvernement en matière de travaux publics. M. Labrousse constate aussi que la crise de vie chère en 1888-1889 ne se rencontre pas partout et qu'elle est légère, mais elle survient dans une économie de sous-emploi, elle est donc davantage ressentie. Il eût souhaité une courbe du chômage à Paris et pense que M. Nérè a sous-estimé certains facteurs de la crise : la population a augmenté, or le chômage dépend aussi de l'offre de la main-d'œuvre et pas seulement des conditions de la demande : les statistiques de l'emploi ne sont pas explicatives, il y a tout un problème psychologique du chômage que redoutent ceux qu'il n'atteint pas encore. M. Labrousse souligne ensuite l'intérêt de l'étude de la crise sociale de l'été 1888, la plus forte agitation sociale depuis la Commune (la grève des terrassiers touche 12.000 hommes) ; désillusions politiques et économiques, difficultés nationales se trouvent ainsi accumulées. Or, dès 1887, existe tout un boulangisme social, véritable socialisme sans doctrine, servi par la simplicité de ses mots d'ordre. Mais M. Labrousse se demande dans quelle mesure l'économique et le social sont explicatifs du boulangisme ; la désillusion politique a aussi joué un grand rôle ; toute la pédagogie guesdiste marxiste repose à cette époque sur une contestation de la légitimité parlementaire : il existe tout un mouvement antiparlementaire, à la fois socialiste, syndicaliste et anarchiste. Si le boulangisme a échoué, conclut le rapporteur, c'est parce qu'il lui a manqué un homme au nom éclatant et le

soutien de l'armée — c'est aussi parce qu'il y eut une résistance active de la bourgeoisie républicaine qui avait désappris la peur sociale.

M. Baumont reconnaît le travail considérable de l'auteur pour dresser le tableau économique de sa première partie ; la sélection était difficile, y a-t-il relation ou coïncidence entre l'élection de Laur à Saint-Étienne, futur député boulangiste, et l'état de crise des mines de la Loire dès 1880 ? M. Néré pense que le cas de Laur, élu opportuniste en 1885, est un cas individuel d'adhésion au boulangisme. M. Baumont souligne la résistance du monde rural au mouvement : il eût souhaité d'autre part des indications sur plusieurs personnes citées dans le cours du texte, il estime que Boulanger pouvait difficilement apparaître à des républicains avancés comme favorable à la paix, à moins qu'ils ne fussent très naïfs. M. Néré a constaté le fait et reconnaît volontiers qu'il y avait de leur part une preuve de naïveté. Enfin M. Baumont ne partage pas les conclusions de M. Néré et attache plus d'importance que lui au côté sentimental d'un mouvement qu'il croit plus nationaliste que socialiste.

M. Reinhard qui a été le témoin des laborieuses recherches de l'auteur dans les archives pense qu'il eût été préférable de présenter à part l'analyse statistique et les tableaux ; il eût souhaité aussi la présentation par l'auteur de sa méthode pour étudier les connexions, M. Néré répond qu'il a préféré montrer les résultats. M. Reinhard regrette que l'auteur se soit refusé à une approche sociologique de son sujet ; il eût souhaité aussi un regroupement des intéressantes indications démographiques sur l'arrivée à Paris des éléments provenant de l'exode rural et en plus des chômeurs. En 1888-1889, face au centenaire de la révolution de 1789, une image différente de 1889 se dégage selon les groupes et il serait intéressant de savoir si la population ouvrière des villes vibrait à l'aspect national et à l'aspect social de la Révolution. Après la lecture de la thèse de M. Néré, M. Reinhard pense que la connexion « crise économique-boulangisme » est une présomption logique, mais peu nette ; qu'il y a bien un lien, mais qu'il ne s'agit pas d'un lien essentiel.

Les membres du jury, qui ont tous souligné la rigueur des analyses et le sens des nuances de l'auteur, reviennent après délibération et M. le doyen Renouvin proclame en leur nom M. Néré docteur ès lettres avec la mention « très honorable ».

A.-J. TUDESQ.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Abadal I de Vinyals (Ramon d')*. Els primers comtes catalans, 392.
- *Catalunya Carolingia*, vol. III, 2^e partie : Els Comtats de Pallars i Ribagorça, 392.
- Acton (Harold)*. The Bourbons of Naples (1734-1825), 187.
- Adolphe (H.)*. Voir *Toussaint (A.)*.
- al-Harâfî ('Alî)*. Guide des lieux de pèlerinage, trad. par J. Sourdcl-Thomine, 163.
- Althusser (Louis)*. Montesquieu. La politique et l'histoire, 477.
- Amiguet (Philippe)*. La Grande Mademoiselle et son siècle, 235.
- Anderson (John M.)*. The Individual and the New World, 234.
- Anoine (Michel)*. Le mémoire de Gilbert de Voisins sur les cassations. Un épisode des querelles entre Louis XV et les Parlements (1767), 480.
- Les Conseils des Finances sous le règne de Louis XV, 238.
- Archives Générales du royaume. Liste des accroissements pour l'année 1956, 233.
- Ariès (Ph.)*. Le temps de l'histoire, 364.
- Atti del XXXIV congresso di storia del Risorgimento italiano (Venezia, 20-23 ottobre 1955), 249.
- Ayache (Albert)*. Le Maroc, 124.
- Ba (A. H.) et Daget (J.)*. L'Empire peul du Macina. I : 1818-1853, 117.
- Babilas (Wolfgang)*. Das Frankreichbild in Paul Claudels « Personnalité de la France », 242.
- Balandier (Georges)*. Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale, 119.
- Balou (Lionel)*. Algérie préhistorique, 225.
- Bardoux (Jacques)*. La délivrance de Paris. Séances secrètes et négociations clandestines, octobre 1943-octobre 1944. Journal d'un sénateur, 242.
- Bark (William Carroll)*. Origins of the Medieval World, 367.
- Barrillon (Raymond)*. Le cas Paris-Soir, 485.
- Barrier (John)*. Légistes et gens de finances au xv^e siècle. Les conseillers des ducs de Bourgogne Philippe le Bon et Charles le Téméraire, 378.
- Baschet (Robert)*. Du romantisme au Second Empire. Mérimée (1803-1870), 240.
- Bassan (Fernande)*. Chateaubriand et la Terre Sainte, 481.
- Becker (Otto)*. Bismarcks Ringen um Deutschlands Gestaltung, 311.
- Bergounioux (R. P.)*. La Préhistoire et ses problèmes, 461.
- Berrier de Sauvigny (G. de)*. France and the european alliance, 1816-1821. The private correspondence between Metternich and Richelieu, 239.
- Bestor (Arthur), Mearns (David C.), Daniels (J.)*. Three Presidents and their Books, 199.
- Billet (Dom Bernard)*. Voir *Laurentin (René)*.
- Bloch (Marc)*. La France sous les derniers Capétiens, 1223-1328, 370.
- Lavoro e tecnica nel Medioevo, 227.
- Boas (Marie)*. Robert Boyle and Seventeenth-Century Chemistry, 466.
- Bonenfant (Paul)*. Du meurtre de Montebreu au traité de Troyes, 389.
- Bordes (Maurice)*. D'Étigny et l'administration de l'intendance d'Auch (1751-1767), 423.
- Bossuat (André)*. Le bailliage royal de Montferriand (1425-1556), 378.
- Boulenger (Charles)*. 7 juillet 1456. Enterrement de l'affaire de Jeanne d'Arc : « Triomphe » de l'Université de Paris, 372.
- Bouquet (Jean-Jacques)*. Le problème du sel au pays de Vaud jusqu'au début du xviii^e siècle, 485.
- Bousquet (G. H.)*. Voir *Ter Meeten (Maria)*.
- Bousquet-Mirandolle (G. W.)*. Voir *Ter Meeten (Maria)*.
- Boyer de Laour (Pierre)*. Vérités sur l'Afrique du Nord, 141.
- Brasseur (G.)*. L'A. O. F., 119.
- Brown (Martin L.)*. J^r. American Independence through Prussian eyes, 472.
- Brusten (Major Charles)*. L'armée bourguignonne de 1465 à 1468, 390.
- Buchner (Edmund)*. Der Panegyrikos des Isokrates. Eine historisch-philologische Untersuchung, 398.
- Buisson (Ludwig)*. König Ludwig IX der Heilige, und das Recht. Studie zur Ges-

- taltung der Lebensordnung Frankreichs im hohen Mittelalter, 373.
- Bulletin d'Études orientales, XV, 1955-1957, 231.
- Burns (Sir Alan). History of the British West Indies, 144.
- Busquet (Raoul). Histoire de Provence, 393.
- Buttinger (Joseph). The smaller dragon, a political history of Vietnam, 216.
- Cady (John F.). The roots of French Imperialism in eastern Asia, 113.
- Caillé (Jacques). Une ambassade autrichienne au Maroc en 1805, 127.
- Voir Charles-Roux (Fr.).
- Cameron (Roderick). Time of the Mango Flowers, 485.
- Castries (duc de). Le testament de la monarchie. L'indépendance américaine (1774-1784), 480.
- Capéran (Louis). Histoire contemporaine de la laïcité française. I : La crise du Seize Mai et la revanche républicaine, 212.
- Carew (Peyer). Combat and Carnival, 243.
- Gazelles (Raymond). La société politique et la crise de la royauté sous Philippe de Valois, 374.
- Chabrier (Madeleine). Voir Dujarric de la Rivière (R.).
- Chaplais (Pierre). The war of Saint-Sardos, 1323-1325. Gascon Correspondence and Diplomatic Documents, 370.
- Charles-Roux (François) et Caillé (Jacques). Missions diplomatiques françaises à Fès, 127.
- Chevalier (Louis). Voir Choléra (Le).
- Chinese thought and Institutions, éd. par J. K. Fairbank, 215.
- Choléra (Le). La première épidémie du XIX^e siècle. Étude collective présentée par L. Chevalier, 458.
- Chombart de Lauwe, dit Félix. La genèse de la IV^e République, 241.
- Clark (G. Kison). Guide for research students working on historical subjects, 225.
- Collins (Irene). The Government and the Newspaper Press in France 1814-1881, 483.
- Comptes royaux (1285-1314). Voir Favre (R.).
- Continuity and Change in Russian and Soviet thought, 251.
- Coss (Colin R.). Sir Winston Churchill. A Self-Portrait, 245.
- Coxi (Giovanni). Il Doge Nicolò Contarini. Ricerche sul Patriziato Veneziano agli inizi del seicento, 411.
- Craig (Gordon A.). From Bismarck to Adenauer. Aspects of German Statecraft, 324.
- Cumpton (J. M.). Indian Overseas in British Territories, 1834-1854, 149.
- Daget (J.). Voir Ba (A. H.).
- Dal Pane (Luigi). Storia del lavoro in Italia, dagli inizi del secolo XVIII al 1815 (2^e édition), 420.
- Daniels (Jonathan). Voir Bestor (A.).
- Debien (Gabriel). Articles divers consacrés à l'histoire des Antilles, parus dans « La Porte océane » de 1952 à 1954, 146.
- Études antillaises. XVIII^e siècle, 146.
- Decaux (Alain). Amours du Second Empire, 240.
- Deér (Josef). The Dynastic Porphyry Tombs of the Norman Period in Sicily, 407.
- Delebecque (Édouard). Télémaque et la structure de l'Odyssée, 395.
- Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice (La), tome IV, 219.
- Delumeau (J.). Vie économique et sociale de Rome dans la seconde moitié du XVI^e siècle, t. I, 177.
- Demarco (Domenico). La crisi dei banchi pubblici napoletani al tempo di Giuseppe Bonaparte (Febbraio 1806-Luglio 1808), 248.
- Deschamps (H.) et Guiart (J.). Tahiti, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, 115.
- Despois (Jean). Le Djebel Amour (Algérie), 142.
- Deuxième guerre mondiale (La) (fasc. 9 et 10 des « Recherches internationales à la lumière du marxisme »), 232.
- Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques, fasc. 79 (Dénys-Dioscore), 228.
- Dijksterhuis (E. J.). Die Mechanisierung des Weltbildes, 468.
- Dopp (P.-H.). Voir Traité d'Emmanuel Piloti.
- Drouot (Henri). Une carrière : François Rude, 239.
- Duby (Georges) et Mandrou (Robert). Histoire de la civilisation française. T. I : Le Moyen Âge et le XVI^e siècle ; t. II : Du XVII^e au XX^e siècle, 369, 399.
- Duché (Jean). Voir Histoire du monde (L').
- Dujarric de la Rivière (R.) et Chabrier (Madeleine). La vie et l'œuvre de Lavoisier d'après ses écrits, 467.
- Dupaquier (J.). La propriété et l'exploitation foncières à la fin de l'Ancien Régime dans le Gâtinais septentrional, 188.
- Duparc (Pierre). Le comté de Genève, IX^e-XV^e siècle, 393.
- Doornik (Fr.). The Idea of Apostolicity in Byzantium and the Legend of the Apostle Andrew, 165.
- Eggermont (P. H. L.). The chronology of

- the Reign of Asoka Moriya. A comparison of the data of the Asoka Inscriptions and the data of the tradition, 247.
- Erhard (J.).** Le destin du colonialisme, 121.
- Ehrmann (Henry W.).** Organized Business in France, 458.
- Emerit (Marcel).** Articles divers consacrés à l'histoire algérienne, parus en 1954-1956, 137.
- Endô Sh.** Tokugawa. ki-ni okeru mura. Kyôdôtai-no sôsai, 356.
- Engel-Janosi (Friedrich).** Österreich und der Vatikan. Band I : 1846-1903, 211.
- Enklaar (Th.) et Post (R.).** La fille au grand cœur. Études sur Jeanne d'Arc, 371.
- Ernst (Fritz).** Aus dem Nachlass des Generals Walther Reinhardt, 471.
- Essays presented to Sir Lewis Namier, éd. par R. Pares et A. J. P. Taylor, 242.
- Estudios dedicados a Menéndez Pidal, 8 vol., 402.
- Fabian (Bernhard).** Alexis de Tocquevilles Amerikabild. Genetische Untersuchungen über Zusammenhänge mit der zeitgenössischen, insbesondere der englischen Amerika-Interpretation, 235.
- Fabre de Massaguel (J.).** L'école de Sorèze de 1758 au 19 fructidor an IV (5 septembre 1796), 480.
- Fairbank (John K.).** Voir Chinese thought and Institutions.
- Fauvel (Paul).** Le peuple d'Allah, 230.
- Fawtier (Robert).** Comptes royaux (1285-1314), 382.
- Voir *Lot (F.)*.
- Fay (C. R.).** Round about Industrial Britain, 1830-1860, 244.
- Ferguson (S. M.) et Fitzgerald (H.).** Studies in the Social Services, 245.
- Festschrift für Heinrich Benedikt, Professor neuere Geschichte an der Universität in Wien, 225.
- Flörner (James G.).** Histoire de l'Écriture (nouvelle édition, 1959), 462.
- Fischer (P. Rainald).** Die Gründung der schweizer Kapuzinerprovinz 1581-1589. Ein Beitrag zur Geschichte der Katholischen Reform, 486.
- Fisher (Sir Godfrey).** Barbary Legend. War, trade and piracy in North Africa (1415-1830), 122.
- (M. H.). Voir *Holstein Papers*.
- Fitzgerald (H.).** Voir *Ferguson (S. M.)*.
- Ford (Franklin L.).** Strasbourg in Transition (1648-1789), 236.
- Fouchard (Jean).** Plaisirs de Saint-Domingue. Le théâtre à Saint-Domingue. Artistes et répertoire des scènes de Saint-Domingue, 145.
- France sous l'occupation (La), par P. Arnoult, et autres, 453.
- Franke (Wolfgang).** Das Jahrhundert der Chinesische Revolution 1851-1949, 218.
- Chinas kulturelle Revolution. Die Bewegung vom 4 Mai 1919, 218.
- Frédès (Jean).** Quand la Chine s'ouvrait. Charles de Montigny, consul de France, 115.
- Furuta R.** Tsuguru « Tosa. minato »-no kenkyû, 362.
- Gallico (Paul).** The Steadfast Man, a life of St Patrick, 226.
- Ganshof (F.-L.).** La Belgique carolingienne, 390.
- Recherches sur les Capitulaires, 381.
- Gautier (Étienne) et Henry (Louis).** La population de Crulai, paroisse normande. Étude historique, 474.
- Gazotte (Pierre).** Le siècle de Louis XIV (nouvelle édition, 1958), 237.
- Gay (Peter).** Voltaire's Politics. The Poet as Realist, 477.
- Geanakoplos (Deno John).** Emperor Michael Paleologus and the West, 1258-1282. A Study in Byzantine-Latin Relations, 407.
- Germain (Roger).** La politique indigène de Bugeaud, 135.
- Gerth (Hans).** The First International. Minutes of the Hague Congress of 1872 with related documents, 208.
- Ghisalberti (Alberto M.).** Roma da Mazzini a Pio IX. Ricerche sulla restaurazione papale del 1849-1850, 440.
- Giraud (Marcel).** Histoire de la Louisiane française. Tome II : Années de transition (1715-1717), 422.
- Gœthe et l'esprit français (Actes du colloque international de Strasbourg, 1958), 469.
- Goguel (François)-Zieburg (Gilbert).** Das Französische Regierungssystem, 241.
- Golcin (L.).** Le Maghreb central à l'époque des Zirides. Recherches d'archéologie et d'histoire, 164.
- Grandval (Gilbert).** Ma mission au Maroc, 139.
- Griffe (Élie).** La Gaule chrétienne à l'époque romaine. T. II : L'Église des Gaules au v^e siècle. Première partie : L'Église et les Barbares. L'organisation ecclésiastique et la hiérarchie, 368.
- Guiart (J.).** Voir *Descamps (H.)*.
- Guillon (Georges), S. J.** Le Père de la Chaise, confesseur de Louis XIV, 418.
- Hales (E. E. Y.).** The Catholic Church in the Modern World, 228.
- Haneda Hakase Shigaku rombunshû (Recueil des œuvres posthumes de Tôru Haneda), t. I et II, 459.

- Henry (Louis)*. Voir *Gautier (E.)*.
Hiller von Gaertringen (Friedrich, Freiherr).
 Fürst Bülow's Denkwürdigkeiten. Untersuchungen zu ihrer Entstehungsgeschichte und ihrer Kritik, 330.
Hirmer (Max). Voir *Lange (Kurt)*.
 Histoire des institutions françaises au Moyen Age. Voir *Lot (F.)*.
 Histoire du monde (L'), racontée par *Jean Duché*. I : L'animal vertical, 462.
 Historisch-Geographisches Kartenwerk Indien-Entwicklung seiner Wirtschaft und Kultur, éd. par le Dr. E. Lehmann, 246.
Hinle (Lieutenant-colonel). Les états-majors, 229.
 Hoare's Bank. A Record, 1672-1955. The Story of a Private Bank, 244.
 Holstein Papers, éd. by *N. Rich* and *M. H. Fisher*, Vol. II : Diaries, 328.
Hörs (Irmgard). Georg Spalatin, 1484-1545. Ein Leben in der Zeit des Humanismus und der Reformation, 409.
Hubatsch (Walther). Der Admiralstab und die obersten Marinebehörden in Deutschland, 1848-1945, 470.
Huber (Max). Die Staatsphilosophie von Joseph de Maistre im Lichte des Thomismus, 229.
Hytier (Adrienne Doris). Two years of French Foreign Policy, Vichy 1940-1942, 455.
 Initial Triumph of the Axis (The). Voir *Toynbee (A.)*.
 Initiation à l'Algérie, 130.
Ishimoda (Shô). Introduction à l'histoire du gouvernement à la fin de l'antiquité [japonaise]; processus et formes du gouvernement de la fin de l'antiquité, 331.
 Istoričeskij očerk i obzor fondov rukopisnogo otdela biblioteki Akademii nauk (La section des manuscrits de l'Académie des Sciences, essai historique et descriptif), t. I et II, 157.
 Japanese literature; Manners and Customs in the Meiji-Taishô Era, éd. by *Kimura K.*, 442.
 Japanese Trade and Industry in the Meiji-Taishô Era, éd. by *Ohara K.*, 443.
Jensen (Sean). Pioneers in printing, 227.
John (Evan). Atlantic Impact, 1861, 473.
Jordan (Weymouth T.). Ante-Bellum Alabama: Town and Country, 433.
Juin (Maréchal). Le Maghreb en feu, 142.
Kann (Robert-A.). The Habsburg Empire. A study in Integration and Desintegration, 200.
Keeskemeti (Paul). Strategic Surrender, 465.
Kern (Fritz). Asoka, Kaiser und Missionar, éd. par *W. Kirfel*, 248.
Kimura K. Voir Japanese literature.
Kirfel (Willibald). Voir *Kern (Fritz)*.
Kot (Stanislas). Socinianism in Poland, the social and political ideas of the Polish Antitrinitarians, trad. par *E. Morse Wilbur*, 180.
Krypiakiewicz (J.). Bohdan Khmelnytsky, 297.
Lange (Kurt) et *Hirmer (Max)*. L'Égypte. Sculpture, architecture, peinture, 229.
Langeron (Roger). Madame Royale, la fille de Marie-Antoinette, 239.
Laurent (Robert). Les vigneronns de la « Côte d'Or » au XIX^e siècle, 202.
Laurenzin (René) et *Billei (Dom Bernard)*. Lourdes; documents authentiques, t. IV, 241.
Lecaillon (Jacques). Voir *Marchal (Jean)*.
Ledré (Charles). Histoire de la presse, 227.
Lehmann (Dr Edgar). Voir Historisch-Geographisches Kartenwerk Indien.
Lepinté (Christian). Gœthe et l'occultisme, 469.
Léthève (Jacques). Impressionnistes et symbolistes devant la presse, 485.
Levaillant (Maurice). Les amours de Benjamin Constant, 481.
Lévis-Mirepoix (duc de). Grandeur et misère de l'individualisme français, t. I, 365.
 — *Philippe Auguste et ses trois femmes*, 371.
Lewis (Roy) and *Maudie (Angus)*. The English Middle Classes, 246.
L'Huillier (Fernand). La lutte ouvrière à la fin du Second Empire, 205.
Livet (Georges). L'intendance d'Alsace sous Louis XIV (1648-1715), 415.
Lizerand (Georges). Voir *Trouz (A.)*.
Lot (Ferdinand) et *Fawtier (Robert)*. Histoire des institutions françaises au Moyen Age; t. I, Institutions seigneuriales, t. II, Institutions royales, 382, 384.
Lougaon (Albert). L'île Bourbon pendant la Régence. L'aventure du café au temps des forbans. — Recueil de documents et travaux inédits pour servir à l'histoire de la Réunion (nouvelle série, nos 1 et 2), 152.
Luccioni (Jean). La pensée politique de Platon, 159.
Lyautey (Pierre). Lyautey l'Africain. Textes et lettres du Maréchal Lyautey, 127.
McL. Green (Constance). American Cities in the Growth of the Nation, 197.
Majdaleny (Fred). Cassino, portrait of a battle, 221.
Mandrou (R.). Voir *Duby (G.)*.
Marchais (Philippe). Le parler arabe de Djidjelli. — Textes arabes de Djidjelli, 131.
Marchal (Jean) et *Lecaillon (Jacques)*. La répartition du revenu national. Les par-

- tipicants. T. I : Les salariés ; t. II : Les non-salariés, 221.
- Marchel (Jean) et Lecaillon (Jacques).** La répartition du revenu national. Les modèles. T. III : Le modèle classique. Le modèle marxiste, 483.
- Marie-José.** La maison de Savoie. Les origines. Le comte Vert. Le comte Rouge, 392.
- Markov (Walter) et Soboul (Albert).** Die Sans Culotten von Paris. Dokumente zur Geschichte der Volksbewegung, 1793-1794, 428.
- Martens (Mina).** L'administration du domaine ducal en Brabant au Moyen Age (1250-1406), 391.
- Martin (Paul E.).** Les fortifications de Genève et la défense nationale de la Suisse, 1815-1822, 488.
- Matrikel der Universität Basel (Die), t. II :** 1532/33-1600/01, publ. par H. G. Wackernagel, 413.
- Maude (Angus).** Voir **Lewis (Roy).**
- Mauny (Raymond).** Esmeraldo de situ orbis. Côte occidentale d'Afrique du Sud marocain au Gabon, par Duarte Pacheco Pereira (vers 1506-1508), 116.
- Mazon (Yale Candee).** Control of Japanese Foreign Policy. A Study of Civil-Military Rivalry, 1930-1945, 446.
- Mearns (David C.).** Voir **Bestor (A.).**
- Meerts (Adrien de).** Histoire des Belges, 233.
- Mellon (Stanley).** The political uses of History. A study of historians in the French Restoration, 192.
- Mercier.** L'agglomération dakaroise. Quelques aspects sociologiques et démographiques, 119.
- Merle (Docteur Louis).** La métairie et l'évolution agraire de la Gâtine poitevine de la fin du Moyen Age à la Révolution, 185.
- Mersadier (Y.).** Budgets familiaux africains. Étude chez 136 familles de salariés dans trois centres urbains du Sénégal, 120.
- Meyer (Paul).** Zeitgenössische Beurteilung und Auswirkung des Siebenjährigen Kriegs (1756-1763) in der evangelischen Schweiz, 487.
- Miège (Jean-Louis).** Les missions protestantes au Maroc, 1875-1905, 126.
- Miquel (Pierre).** Hugo touriste (1819-1824). Les vacances d'un jeune romantique : Issy-Secaux-Dreux-Montfort l'Amaury-La Roche-Guyon-Gentilly, 482.
- Mireaux (Émile).** Une province française au temps du grand roi : la Brie, 475.
- Moisy (Pierre).** Les églises des Jésuites de l'ancienne assistance de France, 183.
- Montgomery (Maréchal).** Mémoires, 457.
- Moreau (Gérard).** Voir **Troux (A.).**
- Moreel (Léon).** Le maréchal Mortier, duc de Trévise (1768-1835), 238.
- Morscy (Rudolf).** Die oberste Reichsverwaltung unter Bismarck, 1867-1890, 319.
- Mosse (V. E.).** The European powers and the German question 1848-1871, with special references to England and Russia, 210.
- Mourin (Mazime).** Histoire des grandes puissances. France-Allemagne-Angleterre-Italie-U. R. S. S.-États-Unis-Chine-Japon de 1918 à 1958 (3^e édition, 1958), 463.
- Mundy (John H.) et Reisenberg (Peur).** The Medieval Town, 226.
- Nakamura K.** Analyse historique de la structure de l'habitat villageois (en japonais), 357.
- Nasalli Rocca (Emilio).** Le vicende camerali nella economia piacentina dall'Ottocento al primo Novecento, 250.
- Nichols (Aiden).** Germany after Bismarck. The Caprivi Era, 1890-1894, 323.
- Niel (Fernand).** Albigeois et Cathares, 394.
- Ohara K.** Voir **Japanese Trade and Industry.**
- Oishi Sh.** Sengoku jidai. — Articles divers sur la période préféodale au Japon, 354, 358.
- Oudard (Georges).** Voir **Union Française et Maroc-Tunisie, 1956.**
- Oursel (Raymond) et Romilly (Michel de).** Le procès de condamnation de Jeanne d'Arc. — Le procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc, 372.
- Oxford History of India (The), 3^e éd., 1958.** Voir **Smith (V. A.).**
- Panikkar (K. M.).** Histoire de l'Inde, trad. de J. Brécard, 246.
- Pares (Richard).** Yankees and Creoles. The trade between North America and the West Indies before the American Revolution, 144.
- Voir **Essays presented to Sir Lewis Namier.**
- Parry (J. H.) et Sherlock (P.-M.).** A short history of the West Indies, 143.
- Pearl (M. L.).** William Cobbett. A Bibliographical Account of his Life and Times, 245.
- Pène (J.-L.).** La conquête du Languedoc. Essai de critique et d'histoire, 394.
- Pernoud (Régine).** Vie et mort de Jeanne d'Arc. Les témoignages du procès de réhabilitation, 372.
- Pérot (Jean).** Histoire de l'administration des ponts et chaussées (1599-1815), 479.
- Piérard (Christiane).** Les douaires de Jeanne de Brabant en Hainaut, 391.
- Poquet du Haut-Jussé.** Jean sans Peur. Programme, moyens, résultats, 389.

- Post (R.)*. Voir *Enklaar (Th.)*.
 Presse dans les États autoritaires (La), 465.
Quinn (David Beers), éd. The Roanoke Voyages, 1584-1590 : Documents to illustrate the English Voyages to North America under the Patent Granted to Walter Raleigh in 1584, 179.
Ramsaur (Ernest Edmondson). The Young Turks. Prelude to the revolution of 1908, 444.
Read (John). De l'alchimie à la chimie, 466.
Reisenberg (Peter). Voir *Mundy (John H.)*.
Rich (Norman). Voir *Holstein Papers*.
Richard (Jean). Les ducs de Bourgogne et la formation du duché du XI^e au XIV^e siècle, 386.
Rinchon (P. Dieudonné). Les armements négriers au XVIII^e siècle d'après la correspondance et la comptabilité des armateurs et des capitaines nantais, 116.
Ritcheson (Charles R.). British Politics and the American Revolution, 198.
Rogge (Helmuth). Holstein und Hohenlohe. Neue Beiträge zu Friedrich von Holsteins Tätigkeit als Mitarbeiter Bismarcks und als Ratgeber Hohenlohes, 326.
Romilly (Michel de). Voir *Oursel (R.)*.
Rudé (Georges). The Crowd in the French Revolution, 428.
Ruvet (Joseph). Les archives et bibliothèques de Vienne et l'histoire de Belgique, 233.
Sablé (Victor). La transformation des îles d'Amérique en département français, 148.
Saint-Phalle (Alexandre de). De Godefroy de Bouillon à Christophe Colomb, 371.
 — Tour du monde. T. VI : De Louis XIV à Wellington, 227.
Saint-Victor Jean-Baptiste. Haïti. Sa lutte pour l'émancipation. Deux concepts d'indépendance à Saint-Domingue. — Le fondateur devant l'histoire, 146.
Savery-Casard (P.). Le crime et la peine dans l'œuvre de Victor Hugo. — Claude Gueux. Édition critique de Victor Hugo, 481.
Schnapper (Bernard). Les rentes au XVI^e siècle. Histoire d'un instrument de crédit, 171.
Schramm (Percy Ernst). Sphaira, Globus, Reichsapfel, 167.
Schauman (Henrik). Voir *Vallinkoski (J.)*.
Schick (Léon). Un grand homme d'affaires au début du XVI^e siècle, Jacob Fugger, 174.
Schubert (F. H.). Ludwig Camerarius. 1573-1651, Eine Biographie, 468.
Schwarzenberg (Karl). Adler und Drache. Der Welt Herrschaftsgedanke, 400.
Sébillot (René). Survol de l'histoire de France, 365.
Sellers (Charles Grier). James K. Polk, Jacksonian, 1795-1843, 193.
Show (J. E.). Ayrshire, 1745-1950. A Social and Industrial History of the Country, 244.
Sherlock (P. M.). Voir *Parry (J. H.)*.
Skard (Sigmund). American Studies in Europe, 235.
Smit (C.). Bescheiden betreffende de Buitenlandse politiek van Nederland 1848-1919. Derde periode 1899-1919. Tweede deel 1903-1907, 441.
Smith (Alfred Glaze), Jr. Economic Readjustment of an old Cotton state, South Carolina, 1820-1860, 433.
Smith (Vincent A.). The Oxford History of India (3^e éd., 1958), 484.
Soboul (Albert). Les Sans-Culottes parisiens en l'an II, 428.
 — Voir *Markov (Walter)*.
Solal (Édouard). Philippeville et sa région, 1837-1870, 131.
Sourdcl-Thomine (J.). Voir *al-Haran* 1.
Soustelle (Jacques). Aimée et souffrante Algérie, 138.
Srbik (Heinrich Ritter von). Metternich, 463.
Stadler (Peter). Geschichtsschreibung und historisches Denken in Frankreich 1789-1871, 482.
Stachelin (André). Geschichte der Universität Basel 1632-1818, 413.
 — Amandus Polanus von Polansdorf, 485.
Stern (Henri). Le calendrier de 354. Étude sur son texte et sur ses illustrations, 161.
 — Date et destinataire de l'« Histoire Auguste », 161.
Stork-Penning (Dr J. G.). Het Grote werk, 437.
Sturmberger (Hans). Kaiser Ferdinand II und das Problem des Absolutismus, 471.
Taylor (A. J. P.). Voir *Essays presented to Sir Lewis Namier*.
Ter Meelen (Maria). L'annotation ponctuelle de la description de voyage étonnante et de la captivité remarquable et triste durant douze ans de moi, Maria Ter Meelen, et de l'heureuse délivrance d'icelle, et mon joyeux retour dans ma chère Patrie, le tout décrit selon la vérité et mon expérience personnelle, trad. par G. H. Bousquet et G. W. Bousquet-Mirandolle, 126.
Terrasse (Henri). Islam d'Espagne : une rencontre de l'Orient et de l'Occident, 405.
Tessier (Georges). Recueil des actes de Charles II le Chauve, roi de France, 381.
Tønnesson (Kåre D.). La défaite des sans-culottes, mouvement populaire et réaction bourgeoise en l'an III, 428.
Toujas (René). Les relations commerciales

- de Montauban avec Oloron, au milieu du xvii^e siècle, 475.
- Toussaint (A.) et Adolphe (H.)*. Early American trade with Mauritius, 156.
- Tognee (Arnold) and others*. The Initial Triumph of the Axis, 231.
- Traité d'Emmanuel Piloti sur le passage en Terre Sainte, publié par P. H. Dopp, 166.
- Trenard (Louis)*. Histoire sociale des idées : Lyon, de l'Encyclopédie au romantisme, 190.
- Troux (Albert), Liserand (G.), Moreau (G.)*. Les temps modernes, 463.
- Tucci (Ugo)*. Lettres d'un marchand vénitien, Andrea Borengo (1553-1556), 172.
- Turner (Arlin)*. George W. Cable, A Biography, 195.
- Turnier (Alain)*. Les États-Unis et le marché haïtien, 144.
- Union Française et Maroc-Tunisie, 1956, publ. sous direction de G. Oudard, 143.
- Vaccari (Pietro)*. Studi sull'Europa precarolingia e carolingia, 366.
- Valeri (Nino)*. La lotta politica in Italia, dall'unità al 1925. Idee e documenti (2^e éd.), 214.
- Vallet (G.)*. Rhégion et Zancle. Histoire, commerce et civilisation des cités chalcidiennes du détroit de Messine, 396.
- Vallinkoski (J.) et Schauman (H.)*. Suomen Historiallinen Bibliographia, 1926-1950, t. II, 251.
- Venard (Marc)*. Bourgeois et paysans au xvii^e siècle. Recherche sur le rôle des bourgeois parisiens dans la vie agricole au sud de Paris au xvii^e siècle, 473.
- Ventre (Madeleine)*. L'imprimerie et la librairie en Languedoc, au dernier siècle de l'ancien régime (1750-1789), 476.
- Venturi (Franco)*. Illuministi italiani. T. III : Riformatori lombardi, piemontesi e toscani, 427.
- Il moto decabrista e i fratelli Poggio, 252.
- Postille inedite di Voltaire ad alcune opere di Nicolas Antoine Boulanger et del Barone d'Holbach, 238.
- Verlinden (Charles)*. Les origines de la frontière linguistique en Belgique et la colonisation franque, 367.
- Vesely (J.)*. Prague, 1948, 251.
- Vidalenc (J.)*. L'exode de mai-juin 1940, 450.
- Vingt-cinq ans d'histoire algérienne. Recherches et publications (1931-1956).
- I : L. Balout, La préhistoire.
- II : J. Lassus, L'Antiquité.
- III : R. Le Tourneau, Le Moyen Age et les temps modernes.
- IV : X. Yacono, L'Algérie depuis 1830, 130.
- Vicent (Jacques)*. La guerre de Cent ans, 370.
- Vyverberg (Henry)*. Historical Pessimism in the French Enlightenment, 478.
- Wackernagel (H. G.)*. Voir Matrikel der Universität Basel.
- Wade (Ira O.)*. The Search for a new Voltaire, 238.
- Wakita O.* Études sur la société de l'ère Genroku (1688-1703) (en japonais), 359.
- Weulersse (Georges)*. La physocratie à la fin du règne de Louis XV (1770-1774), 478.
- Wheatley (Ronald)*. Operation Sea Lion, 451.
- Wilbur (Earl Morse)*. Voir Kos (Stanislas).
- Wilkinson (Henry C.)*. Bermuda in the old Empire, 149.
- Wolf-Windegg (Philipp)*. Die Gekrönten. Sinn und Sinnbilder des Königtums, 169.
- Yacono (Xavier)*. La colonisation des plaines du Chélib (de Lavignerie au confluent de la Mina), 135.
- Yakovlev (A.)*. Dohovir Bohdana Khmel'nitskikh z Moskvo. ju 1654, 297.
- Yver (Georges)*. Correspondance du Maréchal Valée, III, IV et V (1839-mars 1841), 132.
- Zeldin (Theodore)*. The political system of Napoleon III, 206.
- Ziebur (Gilbert)*. Voir Goguel (F.).
- Zumthor (Paul)*. Charles le Chauve, 373.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME CCXXII

ARTICLES DE FOND,

| | Pages |
|--|-------|
| CHEVALIER (François). Survivances seigneuriales et présages de la Révolution agraire dans le Nord du Mexique (fin du XVIII ^e et XIX ^e siècle) | 1 |
| DANOV (Ch.). Les recherches scientifiques sur la colonisation grecque dans le Pont-Euxin en Bulgarie, Union Soviétique, Roumanie et Turquie. | 281 |

MÉLANGES

| | |
|---|-----|
| SCHNEIDER (M.), BRAUDEL (F.), LABROUSSE (E.) et RENOUVIN (P.). Les orien- tations de la recherche historique. | 19 |
| ORCIBAL (Jean). L'originalité théologique de John Wesley et les spiritualités du continent | 51 |
| ALEXINSKY (Grégoire). Le mouvement socialiste en Russie du XIX ^e siècle. Le socialisme agraire (« Narodnitchestvo »). L'apparition de la social-dé- mocratie | 81 |
| CHOULGUINE (A.). Le traité de Péréyaslav et l'union de l'Ukraine avec la Mos- covie | 297 |
| BRUNSWIG (Henri). Bismarck et la diplomatie de l'Empire | 311 |

BULLETINS HISTORIQUES

| | |
|--|-----|
| Colonisation française, par Henri Brunswig | 113 |
| Résultats des travaux japonais (1955-1956), touchant l'histoire du Japon (2 ^e partie), par Ch. Haguenauer | 331 |
| Histoire de France au Moyen Age. Publications des années 1954-1958 (1 ^{re} par- tie), par Robert Boutruche | 363 |

COMPTES RENDUS CRITIQUES

| | |
|---|-----|
| ACTON (Harold). The Bourbons of Naples (1734-1825) (J. Godechot) | 187 |
| al-HARAWI ('Alî). Guide des lieux de pèlerinage, trad. annotée par Janine SOUR- DEL-THOMINE (Claude Cahen) | 163 |
| BESTOR (Arthur), MEARNS (David C.), DANIELS (Jonathan). Three Presidents and their Books (M. Giraud) | 199 |
| BORGES (Maurice). D'Étigny et l'administration de l'intendance d'Auch (1751- 1767) (Henri Fréville) | 423 |
| BUCHNER (Edmund). Der Panegyrikos des Isokrates. Eine historisch-philolo- gische Untersuchung (Paul Cloché) | 398 |

| | |
|--|-----|
| BUTTINGER (Joseph). The smaller dragon, a political history of Vietnam (Jean Chesneaux) | 216 |
| CAPÉLAN (Louis). Histoire contemporaine de la laïcité française. I : La crise du Seize Mai et la revanche républicaine (J. Néré) | 212 |
| Choléra (Le). La première épidémie du XIX ^e siècle (présenté par L. CHEVALIER) (Jean Vidalene) | 438 |
| COZZI (Gaetano). Il Doge Nicolo Contarini. Ricerche sul Patriziato Veneziano agli inizi del seicento (J. Delumeau) | 411 |
| DAL PANE (Luigi). Storia del lavoro in Italia, dagli inizi del secolo XVIII al 1815 (2 ^e édition) (Paul Gulichonnet) | 420 |
| DEÉR (Josef). The Dynastic Porphyry Tombs of the Norman Period in Sicily (P. Lemerle) | 407 |
| DELEBECQUE (Édouard). Télémaque et la structure de l'Odyssée (Paul Cloché). Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice (La), tome IV (A. Meyer) | 395 |
| DELUMEAU (J.). Vie économique et sociale de Rome dans la seconde moitié du XVI ^e siècle, t. I (R. Romano) | 219 |
| DUBY (G.) et MANDROU (R.). Histoire de la civilisation française ; t. I : Le Moyen Age et le XVI ^e siècle ; t. II : Du XVII ^e au XX ^e siècle (A. Meyer) | 177 |
| DUPAQUIER (J.). La propriété et l'exploitation foncières à la fin de l'Ancien Régime dans le Gâtinais septentrional (P. de Saint-Jacob) | 399 |
| DVORNIK (Fr.). The Idea of Apostolicity in Byzantium and Legend of the Apostle Andrew (P. Lemerle) | 188 |
| EHRMANN (Henry W.). Organized Business in France (J. Néré) | 165 |
| ENGEL-JANOSI (Friedrich). Österreich und der Vatikan. Band I : 1846-1903 (Jacques Droz) | 458 |
| Estudios dedicados a Menéndez Pidal (M. Defourneaux) | 211 |
| FAIRBANK (John K.) et coll. Chinese thought and Institutions (Jacques Ger- net) | 402 |
| France sous l'occupation (La), par P. ARNOULT et autres (J. Vidalene) | 215 |
| FRANCKE (Wolfgang). Das Jahrhundert der Chinesische Revolution 1851-1949 (Jean Chesneaux) | 453 |
| Id. Chinas Kulturelle Revolution. Die Bewegung vom 4 Mai 1919 (Id.) | 218 |
| GEANAKOPOLOS (Deno John). Emperor Michael Palaeologus and the West, 1258-1282. A Study in Byzantine-Latin Relations (P. Lemerle) | 218 |
| GERTH (Hans). The First International. Minutes of the Hague Congress of 1872 (Robert Schnerb) | 407 |
| GHISALBERTI (Alberto M.). Roma da Mazzini a Pio IX. Ricerche sulla ristaura- zione papale del 1849-1850 (Paul Gulichonnet) | 208 |
| GIRAUD (Marcel). Histoire de la Louisiane française. Tome II : Années de tran- sition (1715-1717) (C. Laroche) | 440 |
| GOLVIN (L.). Le Maghreb central à l'époque des Zirides. Recherches d'archéo- logie et d'histoire (Claude Cahen) | 422 |
| GUITTON (Georges), S. J. Le Père de la Chaize, confesseur de Louis XIV (J. Or- elbal) | 164 |
| Haneda Hakase Shigaku rombun.shō (Recueil des œuvres posthumes de Tōru HANEDA), I et II (Haguenauer) | 418 |
| Höss (Irmgard). Georg Spalatin, 1484-1545. Ein Leben in der Zeit des Huma- nismus und der Reformation (Georges Livet) | 459 |
| | 409 |

| | |
|--|-----|
| HYTIER (Adrienne Doris). Two years of French Foreign Policy, Vichy 1940-1942 (A. J. P. Taylor). | 455 |
| Istoričeskij očerĭk i obzor fondov rukopisnogo otdela biblioteki Akademii nauk (La section des manuscrits de l'Académie des Sciences, essai historique et descriptif) (R. Portal). | 157 |
| Japanese Literature; Manners and Customs in the Meiji-Taishō Era, éd. par KIMURA K. (Haguenaue). | 442 |
| Japanese Trade and Industry in the Meiji-Taishō Era, éd. par OHARA K. (Id.). | 443 |
| JORDAN (Weymouth J.). Ante-Bellum Alabama: Town and Country (M. Giraud). | 433 |
| KANN (Robert-A.). The Habsburg Empire. A study in Integration and Desintegration (Victor-L. Tapié). | 200 |
| KOT (Stanislas). Socinianism in Poland, the social and political ideas of the Polish Antitrinitarians, trad. par Earl Morse WILBUR (A. Jobert). | 180 |
| LAURENT (Robert). Les vigneron de la « Côte d'Or » au XIX ^e siècle (Jean Vidalene). | 202 |
| L'HUILLIER (Fernand). La lutte ouvrière à la fin du Second Empire (Louis Girard). | 205 |
| LIVET (Georges). L'intendance d'Alsace sous Louis XIV (1648-1715) (F. L'Huillier). | 415 |
| LUCCIONI (Jean). La pensée politique de Platon (Paul Cloché). | 159 |
| McL. GREEN (Constance). American Cities in the Growth of the Nation (M. Giraud). | 197 |
| MAJDALENY (Fred). Cassino, portrait of a battle (Général Lestien). | 221 |
| MARCHAL (Jean) et LECAILLON (Jacques). La répartition du revenu national. Les participants. T. I et II (R. Benlier). | 221 |
| MARKOV (Walter) et SOBOUL (Albert). Die Sans Culotten von Paris. Dokumente zur Geschichte der Volksbewegung, 1793-1794 (Jacques Godechot). | 428 |
| MAXON (Yale Candee). Control of Japanese Foreign Policy. A Study of Civil-Military Rivalry, 1930-1945 (Haguenaue). | 446 |
| Matrikel der Universität Basel (Die), publ. par Hans Georg WACKERNAGEL; t. II: 1532/33-1600/01 (Georges Livet). | 413 |
| MELLON (Stanley). The political uses of History. A study of historians in the French Restoration (J. Vidalene). | 192 |
| MERLE (Docteur Louis). La métairie et l'évolution agraire de la Gâtine poitevine de la fin du Moyen Age à la Révolution (Jean Égret). | 185 |
| MOISY (Pierre). Les Églises des Jésuites de l'ancienne Assistance de France (Victor-L. Tapié). | 183 |
| MONTGOMERY (Maréchal). Mémoires (Général Lestien). | 457 |
| MOSSE (W. E.). The European powers and the German question 1848-1871, with special references to England and Russia (Louis Girard). | 210 |
| QUINN (David Beers), editor. The Roanoke Voyages, 1584-1590 (Marcel Giraud). | 179 |
| RANSAUR (Ernest Edmondson). The Young Turks. Prelude to the revolution of 1908 (André Raymond). | 444 |
| RITCHESON (Charles R.). British Politics and American Revolution (M. Giraud). | 198 |
| RUDÉ (Georges). The Crowd in the French Revolution (J. Godechot). | 428 |
| SCHICK (Léon). Un grand homme d'affaires au début du XVI ^e siècle, Jacob Fugger (Pierre Jeannin). | 174 |

| | |
|--|-----|
| SCHNAPPER (Bernard). Les rentes au XVI ^e siècle. Histoire d'un instrument de crédit (Robert Schnerb) | 171 |
| SCHRAUM (Percy Ernst). Sphaira, Globus, Reichsapfel (Robert Folz) | 167 |
| SCHWARZENBERG (Karl). Adler und Drache. Der Welt Herrschaftsgedanke (Id.) | 400 |
| SELLERS (Charles Grier). James K. Polk, Jacksonian, 1795-1843 (M. Giraud) | 193 |
| SMIT (G.). Bescheiden betreffende de Buitenlandse politiek van Nederland 1848-1919. Derde periode 1899-1919. Tweede deel 1903-1907 (J. Godard) | 441 |
| SMITH (Alfred Glaze), Jr. Economic Readjustment of an Old Cotton State, South Carolina, 1820-1860 (M. Giraud) | 433 |
| SOBOUL (Albert). Les Sans-Culottes parisiens en l'an II (Jacques Godechot) | 428 |
| STAEHELIN (André). Geschichte der Universität Basel 1632-1818 (Georges Livet) | 413 |
| STERN (Henri). Le calendrier de 354. Étude sur son texte et sur ses illustrations (J.-R. Palanque) | 161 |
| ID. Date et destinataire de l'« Histoire Auguste » (Id.) | 161 |
| STORKE-PENNING (Dr J. G.). Het Grote werk (J. Godard) | 437 |
| TERRASSE (Henri). Islam d'Espagne : une rencontre de l'Orient et de l'Occident (André Fugier) | 405 |
| TENNESSON (Kåre D.). La défaite des sans-culottes, mouvement populaire et réaction bourgeoise en l'an III (Jacques Godechot) | 428 |
| Traité d'Emmanuel Piloti sur le passage en Terre sainte, publié par P.-H. Dorr (Claude Cahen) | 166 |
| TRÉNARD (Louis). Histoire sociale des idées : Lyon, de l'Encyclopédie au romantisme (André Fugier) | 190 |
| TUCCI (Ugo). Lettres d'un marchand vénitien, Andréa Berengo (1553-1556) (J. Delumeau) | 172 |
| TURNER (Arlin). George W. Cable, A Biography (M. Giraud) | 195 |
| VALERI (Nino). La lotta politica in Italia, dall'unità al 1925. Idee e documenti (Paul Gulchounet) | 214 |
| VALLET (G.). Rhégion et Zancle. Histoire, commerce et civilisation des cités chalcidiennes du détroit de Messine (Paul Cloché) | 396 |
| VENTURI (Franco). Illuministi italiani. T. III : Riformatori lombardi, piemontesi e toscani (Paul Gulchounet) | 427 |
| VIDALENC (J.). L'exode de mai-juin 1940 (A. J. P. Taylor) | 450 |
| WHEATLEY (Ronald). Operation Sea Lion (Général Lestien) | 451 |
| WOLFF-WINDEGG (Philipp). Die Gekrönten. Sinn und Sinnbilder des Königtums (Robert Folz) | 169 |
| ZELDIN (Theodore). The political system of Napoleon III (Louis Giraud) | 206 |

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale, 225, 461 ; Égypte ancienne, 229 ; Orient musulman, 230 ; La seconde guerre mondiale, 231 ; Histoire des Sciences, 466 ; Allemagne, 468 ; Autriche, 471 ; Belgique, 233 ; États-Unis, 234, 472 ; France, 235, 473 ; Grande-Bretagne, 242 ; Inde, 246, 484 ; Italie, 248 ; Pays scandinaves, 251 ; Suisse, 485 ; Tchécoslovaquie, 251 ; U. R. S. S., 251.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

Généralités, 253, 489.

Préhistoire, Orient et Antiquité classique, 254, 490.

Histoire du Moyen Age et de Byzance, 255, 490.
 Histoire moderne et contemporaine, 257, 491.
 Histoire des relations internationales, 263, 493.
 Asie et Afrique (jusqu'à la colonisation), 494.
 Revues en langue japonaise, 494.

CHRONIQUE

Soutenances de thèse en Sorbonne : André ARMENGAUD : *Les populations de l'Est-Aquitain au début de l'époque contemporaine* (thèse principale) ; *L'opinion publique française et la crise nationale allemande en 1866* (thèse complémentaire), par André-Jean Tudesq, p. 265. — Albert SOBOUL : *Les Sans-Culottes parisiens en l'an II. Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire (2 juin 1793-9 thermidor an II)* (thèse principale) ; *Les campagnes montpelliéraines à la fin de l'Ancien Régime. Propriété et cultures d'après les compoix* (thèse complémentaire), par André-Jean Tudesq, p. 268. — Raymond CAZELLES : *La société politique et la crise de la royauté sous Philippe de Valois* (thèse principale) ; *Lettres closes, lettres « de par le roy » de Philippe de Valois* (thèse complémentaire), par Robert Fossier, p. 273. — Bernard BLIGNY : *L'Eglise et les ordres religieux dans le royaume de Bourgogne aux XI^e et XII^e siècles* (thèse principale) ; *Les plus anciens actes de la Grande-Chartreuse, 1084-1198* (thèse complémentaire), par R. Fossier, p. 276. — Guy FOURQUIN : *Les campagnes de la région parisienne à la fin du Moyen Age* (thèse principale) ; *Le domaine royal en Gâtinais d'après la Prisée de 1332* (thèse complémentaire), par H. Dubois, p. 500. — André NOUSCHI : *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises depuis la conquête jusqu'en 1919 (essai d'histoire économique et sociale)* (thèse principale) ; *Correspondance du docteur A. Vital avec I. Urbain (1845-1874)* (thèse complémentaire), par Charles-Robert Ageron, p. 503. — Jean BOUVIER : *Le Crédit Lyonnais de 1863 à 1882. Les années de formation d'une banque de dépôts* (thèse principale) ; *Étude sur le krach de l'Union Générale (1878-1885)* (thèse complémentaire), par A.-J. Tudesq, p. 506. — Jacques NÉRÉ : *La crise économique et sociale de 1882 et le mouvement boulangiste* (thèse principale) ; *Les élections boulangistes dans le département du Nord* (thèse complémentaire), par A.-J. Tudesq, p. 511.

Espagne, 278 ; Grande-Bretagne, 279 ; U. R. S. S., 279 ; Revues, 500 ; Varia, 499.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 515.

TABLE DES MATIÈRES, 522.

Le gérant : M. CROUZET.

